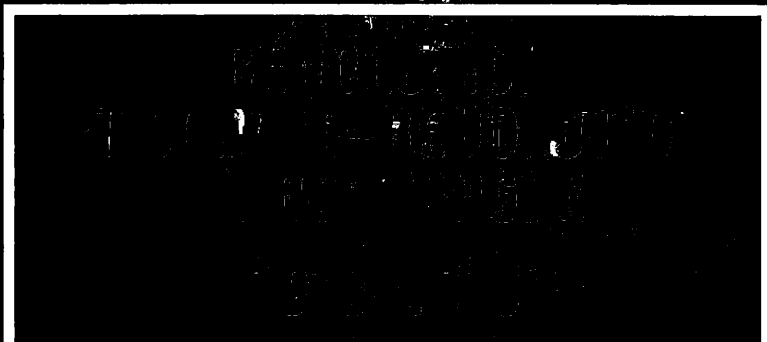
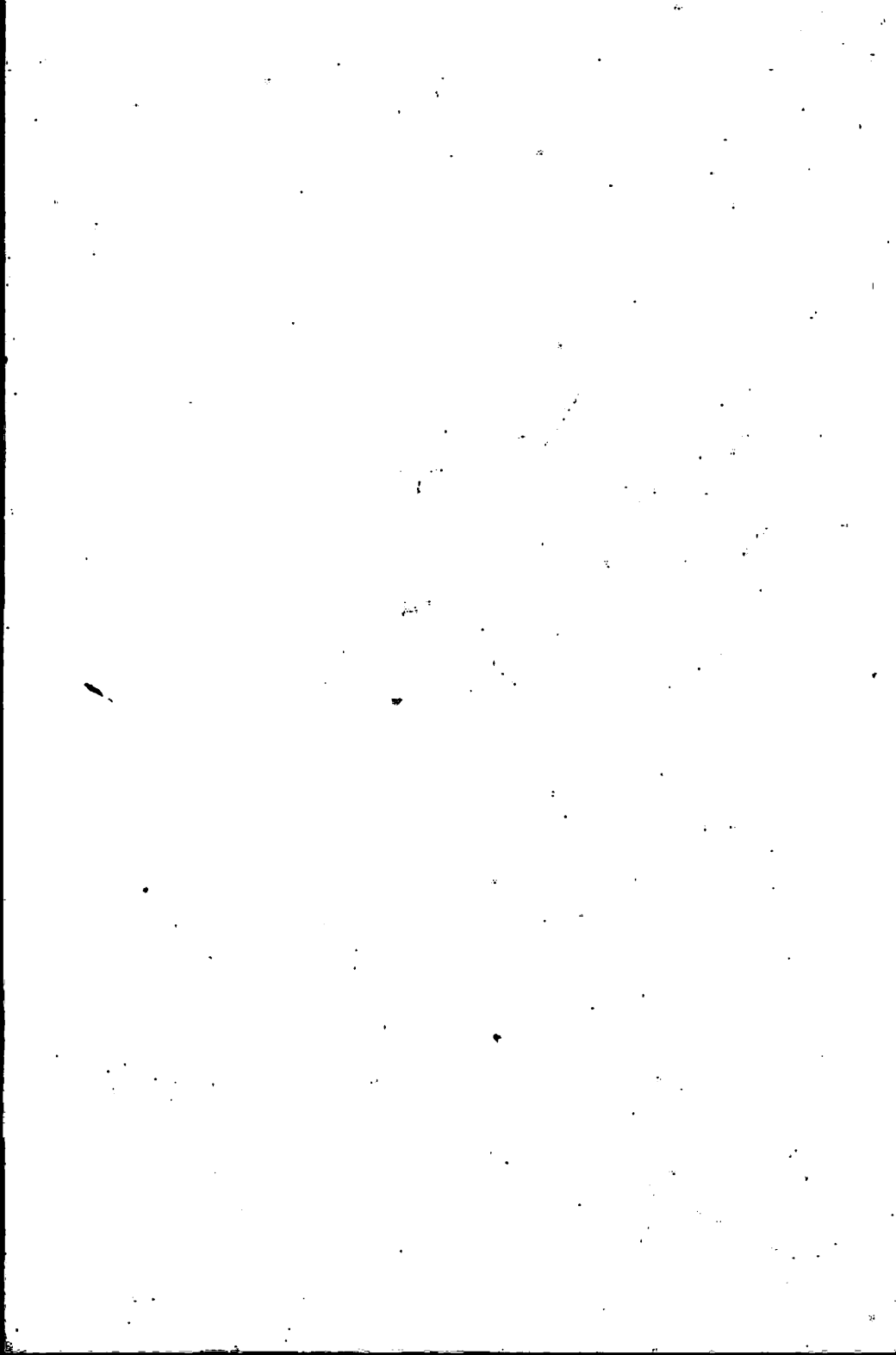


Paul Frölich, Rudolf Lindau,
Albert Schreiner, Jakob Walcher



DE LA FONDATION DU PARTI COMMUNISTE
AU PUTSCH DE KAPP



RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION EN ALLEMAGNE
1918 - 1920

Marx et Engels, grâce au matérialisme historique et dialectique, ont mis à disposition de l'humanité la possibilité d'élargir la méthode scientifique à l'étude de l'histoire et de la société. Il s'agit là d'un résultat énorme ; mais la science marxiste est beaucoup plus que cela. La science appliquée au monde des hommes explique les processus qui rendent le communisme historiquement nécessaire, permet de définir scientifiquement la stratégie pour la révolution communiste, et assure au prolétariat la supériorité sur les autres classes, que seule cette stratégie scientifique lui assure.

Toutes les œuvres marxistes naissent comme des armes dans la bataille révolutionnaire pour le communisme, et elles ne peuvent survivre qu'en tant que telles. En un siècle et demi, les combats de nombreuses générations de marxistes ont accumulé un patrimoine scientifique aujourd'hui malheureusement peu connu et encore moins utilisé.

Arrigo Cervetto, qui a vu dans la science le caractère principal du parti de Lénine et fondé sur cette base la tentative de transposer l'expérience bolchevique de la Russie tsariste à l'Italie impérialiste du second après-guerre, dut constater que le patrimoine de la science marxiste était un gisement en grande partie encore inexploré.

Ramener à la lumière pour le lecteur français une partie de cette mine théorique, voilà la tâche que s'est fixée notre maison d'édition, dans le but non pas de faire de la culture, mais de fournir des armes théoriques à la bataille révolutionnaire pour le communisme.

Toute la réalité de ce XXI^e siècle montre que l'appel final du *Manifeste* — « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » — contenait une stratégie révolutionnaire scientifiquement fondée. Le prolétariat international, devenu gigantesque, a plus que jamais besoin, de manière urgente, de redécouvrir la science marxiste et d'y ancrer sa préparation révolutionnaire en vue des batailles qui l'attendent.

Le travail à faire est immense. Le catalogue de la maison d'édition Science Marxiste est la mesure de la contribution que nous avons réussi jusqu'à présent à fournir.

Paul Frölich, Rudolf Lindau,
Albert Schreiner, Jakob Walcher

**Révolution
et contre-révolution
en Allemagne
1918-1920**

**De la fondation du Parti communiste
au putsch de Kapp**

Science
éditions Marxiste
Documents

Pour tout renseignement concernant nos publications, s'adresser à
Éditions Science Marxiste S.A.R.L.
10, rue Lavoisier – 93100 Montreuil-sous-Bois, France
E-mail: escmr@wanadoo.fr – Fax : 01 49 88 79 82
<http://www.sciencemarxiste.com>

Traduit de l'allemand

Titre original : *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*
Éditeur original : Internationaler Arbeiter-Verlag, Berlin, 1929
(réédition : Verlag Neue Kritik KG, Frankfurt, 1970)

© 2013 pour la traduction française :
Éditions Science Marxiste S.A.R.L., Montreuil-sous-Bois
ISBN 978-2-912369-60-8

L'éditeur est à la disposition de tout ayant droit
qu'il n'aurait pas réussi à joindre avant la publication.

Avertissement :

Les notes de l'édition originale allemande – que l'éditeur français a reportées en bas de page ou encadrées dans le texte – ne portent aucune indication ; les notes ou les encadrés ajoutés par l'éditeur portent l'indication [NdlR].

Les titres des chapitres sont ceux de l'édition originale ; une partie des intertitres ont été créés par l'éditeur.

TABLE DES MATIÈRES

p. VII	<i>Présentation de l'éditeur</i>
XIII	<i>Préface à l'édition allemande de 1929</i>
XV	<i>Note éditoriale</i>
XIX	<i>Notices biographiques sur les auteurs</i>
XXIII	<i>Sigles et glossaire</i>
XXV	<i>Table des cartes et des illustrations</i>
I	Chapitre un
	RÉVOLUTION OU CONTRE-RÉVOLUTION ?
3	I.1. Paix, unité et confiance !
15	I.2. Le gouvernement « socialiste » à l'œuvre
23	I.3. Le gouvernement « socialiste » contre la Russie révolutionnaire
29	I.4. La tromperie parlementaire
37	I.5. La contre-révolution va de l'avant
44	I.6. « Tötet Liebknecht ! »
49	I.7. La répétition générale de la tragédie. Le putsch manqué du 6 décembre 1918 à Berlin
63	I.8. Le congrès des conseils
71	I.9. La dissolution de la division de la marine populaire
78	I.10. La fondation du Parti communiste
95	I.11. Les affrontements de janvier 1919 à Berlin
129	I.12. L'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht
138	I.13. Les élections de l'Assemblée constituante
141	Chapitre deux
	L'ÈRE NOSKE
143	2.1. Imposer l'ordre bourgeois
145	2.2. La révolution dans la Ruhr
172	2.3. La bataille de Brême
189	2.4. Hambourg dans la révolution
201	2.5. Le massacre de mars à Berlin
224	2.6. Le raid de Maercker en Allemagne centrale <i>Weimar (Thuringe), p. 224 – Gotha (Thuringe), p. 225 – Halle (Saxe-Anhalt), p. 227 – Magdebourg (Saxe-Anhalt), p. 229 – Brunswick (Basse-Saxe), p. 231 – Leipzig (Saxe), p. 235 – Eisenach (Thuringe), p. 236 – Erfurt (Thuringe), p. 237 – Chemnitz (Saxe), p. 238</i>
240	2.7. La république des conseils de Bavière <i>Bade et Wurtemberg, p. 240 – Munich, p. 242 – L'assassinat de Kurt Eisner, p. 245 – La république des conseils de Munich, p. 249 – Les communistes entrent dans le gouvernement des conseils de Munich, p. 252 – La répression de la république des conseils de Munich, p. 255</i>

p. 259	Chapitre trois
	L'ORDRE RÉGNE EN ALLEMAGNE
261	3.1. La paix de Versailles
265	3.2. Le traité de Versailles
273	3.3. Les réactions allemandes au diktat
279	3.4. La Constitution de Weimar
286	3.5. La socialisation
294	3.6. La situation économique et sociale
298	3.7. Lutttes syndicales
304	3.8. La question syndicale
314	3.9. La loi sur les conseils d'entreprise
321	3.10. Les partis ouvriers
	<i>Le Parti social-démocrate majoritaire (SPD), p. 323 - Le Parti social-démocrate indépendant (USPD), p. 324 - Le Parti communiste (KPD), p. 329</i>
333	Chapitre quatre
	LE PUTSCH DE KAPP
335	4.1. «La République est en danger»
340	4.2. Les préparatifs du putsch militaire
350	4.3. Le 13 mars 1920
358	4.4. Les partis socialistes, les syndicats et le putsch
363	4.5. Le putsch de Kapp ressoude le front anti-prolétarien
368	4.6. La lutte des ouvriers de Berlin
374	4.7. Les affrontements dans l'Est, dans le Nord et dans le Nord-Ouest
381	4.8. Le mouvement en Bavière et dans le Bade-Wurtemberg
384	4.9. Les luttes en Thuringe
388	4.10. Les luttes en Allemagne centrale
391	4.11. Les luttes en Saxe
396	4.12. L'insurrection de la Ruhr
408	4.13. L'accord de Bielefeld : les ouvriers sont trahis et battus
414	4.14. La terreur blanche
419	CONCLUSIONS
427	Annexe du chapitre un
	(Les documents relatifs à l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht)
429	1. La confession de l'assassin Runge
434	2. Le procès des assassins
439	<i>Cartes</i>
449	<i>Chronologie 1918-1920</i>
457	<i>Informations politiques au sein du mouvement ouvrier allemand de 1863 aux années 1930</i>
461	<i>Index des noms cités</i>
475	<i>Repères biographiques des personnes citées</i>

Présentation de l'éditeur*

Révolution et contre-révolution en Allemagne, 1918-1920 propose une reconstruction des événements des deux premières années cruciales de l'après-guerre, réalisée avec une documentation extraordinairement ample et riche en détails. Cet ouvrage est mis pour la première fois à disposition du lecteur de langue française. Il s'agit d'un matériel précieux, non seulement parce qu'il fournit une contribution historiographique certaine, mais aussi parce que s'en dégage une réflexion politique d'une importance remarquable.

En fait, ce n'est pas un hasard si ce texte a fait l'objet de luttes politiques dès sa première publication en 1929, au moment où, moins de dix ans après les événements traités, le KPD était impliqué dans la contre-révolution stalinienne et les militants et les dirigeants de ce parti qui s'y opposaient étaient marginalisés ou exclus. Dans les pages qui suivent, la préface à l'édition de 1929, la note éditoriale et les repères biographiques concernant les auteurs permettent une reconstruction philologique des motifs qui nous ont convaincus d'attribuer l'ouvrage aux seuls Paul Frölich, Rudolf Lindau, Albert Schreiner et Jakob Walcher.

La direction du KPD, sous l'hégémonie stalinienne, avait en fait voulu réduire le mérite de ces auteurs en les insérant dans une liste de vingt-huit noms, afin de cacher le fait que trois d'entre eux (Frölich, Schreiner et Walcher) avaient été exclus du parti et le quatrième (Lindau), déchu des fonctions dirigeantes. Les auteurs, du reste, estimèrent que la publication du texte était plus importante que leur conflit avec le parti.

C'était un choix compréhensible. Les événements traités dans le texte doivent être effectivement connus, étudiés, assimilés, parce qu'ils font partie de l'histoire d'une défaite stratégique d'une exceptionnelle portée. Une issue différente de cette lutte au cœur de l'Europe au début des années 1920 aurait sans aucun doute changé le cours de l'histoire du XX^e siècle à l'échelle continentale autant que mondiale. Avec un prolétariat au pouvoir en Allemagne, la part européenne de la stratégie bicontinentale de Lénine, celle à laquelle Arrigo Cervetto se réfère dans son texte de 1962, *Lénine et la révolution chinoise*, se serait réalisée, donnant un tout autre souffle aux luttes en Orient et même en Russie.

* Le texte de cette présentation est tiré de l'édition italienne du même ouvrage (*Rivoluzione e controrivoluzione in Germania*, Pantarei, Milan, 2001), avec l'aimable autorisation de l'éditeur.

Des phénomènes contre-révolutionnaires tels que le stalinisme ou le nazisme n'auraient vraisemblablement pas trouvé de conditions favorables à leur développement. L'époque de l'impérialisme aurait pu mourir dès sa naissance. Dans tous les cas, cela aurait été une autre histoire, certainement dense en inconnues et peut-être aussi en défaites, mais avec des conséquences probablement moins dévastatrices pour le mouvement ouvrier et pour la tradition communiste.

Cet ouvrage analyse les événements qui vont de la révolution de novembre 1918 au putsch de Kapp en mars 1920. Trois thèmes en émergent, qui donnent à réfléchir.

Le premier thème est sans aucun doute le rôle contre-révolutionnaire de la social-démocratie allemande. De celle-ci on connaît relativement bien la position social-impérialiste qui amène le parti à se ranger aux côtés de la bourgeoisie lorsque éclate la guerre impérialiste : le 4 août 1914, le SPD vote les crédits de guerre au Reichstag, trahissant ainsi tous les principes internationalistes et menant à la faillite la II^e Internationale. En revanche, on connaît beaucoup moins son action contre-révolutionnaire dans l'après-guerre, que ce livre reconstitue méticuleusement, impitoyablement, sur la base de documents incontestables (textes publiés sur les organes des partis, témoignages directs, procès verbaux, etc.).

Ce sont des pages qui donnent la chair de poule, à partir de la campagne de haine antispartakiste conduite systématiquement dans les journaux sociaux-démocrates. En novembre 1918, Rosa Luxemburg écrivait dans les pages de la *Rote Fahne* : « L'organe central de la social-démocratie majoritaire, le *Vorwärts*, est le cœur de la grande battue de chasse contre-révolutionnaire contre la Ligue Spartacus. » En décembre 1918, Berlin fut inondé de grandes affiches rouges barrées d'un « Tuez Liebknecht ! » invitant les travailleurs et les citoyens à passer à l'acte. L'assassinat féroce des membres de la délégation des occupants du *Vorwärts*, parmi lesquels le poète ouvrier W. Möller et le journaliste W. Fernbach, pourchassés, blessés et passés par les armes, n'est qu'un des nombreux épisodes de la terreur contre-révolutionnaire.

Les auteurs mettent en lumière la conscience contre-révolutionnaire d'hommes comme Ebert, Scheidemann, Noske et d'autres membres du gouvernement. Frölich cite *Von Kiel bis Kapp*, texte dans lequel August Noske rappelle lui-même la déclaration qu'il fit lors de ces journées : « Je pense que quelqu'un devra faire le travail du bourreau. Personnellement, je ne crains pas cette responsabilité. » Mais il n'est pas le seul : tous les événements décrits font apparaître le rôle réactionnaire d'une vaste couche de dirigeants du SPD, « le sommet des appareils bureaucratiques du parti social-démocrate, des syndicats et des coopératives [...] constitué d'hommes qui ne s'étaient élevés socialement que grâce au développement des organisations ouvrières ». Et il est impossible de ne pas comprendre comment, dans les viscères de cette action contre-révolutionnaire, ont mûri les milieux, les hommes, les idéologies qui, une

décennie plus tard seulement, s'affirmeront sous la forme du nazisme. Les *Freikorps* paramilitaires en offrent une parfaite illustration ; c'est dans le *Vorwärts* que paraissent leurs annonces de recrutement (« Les commandants des *Freikorps* ne voulaient évidemment pas enrôler les membres du SPD, mais le *Vorwärts* leur servait à donner à leur campagne une image "socialiste" »). Le mode opératoire de telles formations est illustré par la répression conduite par le *Freikorps* Lichtschlag le 15 février 1919 à Hervest-Dorsten : « On procéda à des arrestations de masse. Les enfants étaient interpellés dans les rues et brutalement malmenés s'ils ne savaient pas indiquer les cachettes des communistes. Fest (président communiste du conseil d'ouvriers et de soldats) fut arrêté. Ils lui fracassèrent le crâne à coups de crosse de fusil puis le fusillèrent. Sa femme, qui réclamait le corps de son mari, fut fouettée jusqu'au sang. Les prisonniers furent cloués au pilori et tués. L'ouvrier Zdunek fut assassiné en prison et son cadavre complètement dépouillé. »

Les responsabilités politiques de la social-démocratie allemande pendant la guerre et l'après-guerre sont énormes et pèsent comme une pierre tombale dans la balance de l'expérience réformiste. Ceux qui, aujourd'hui encore, se réfèrent à cette tradition social-démocrate pour donner de l'épaisseur à une « gauche » qui n'a plus d'idéal ni de points de repère, devraient procéder à une réflexion plus approfondie sur ce bilan politique – auquel sont inscrits les assassinats de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, perpétrés avec une incroyable sauvagerie le 15 janvier 1919.

Le second thème est celui des énergies manifestées par le prolétariat allemand lors d'un processus révolutionnaire objectif, même s'il est la somme des multiples subjectivités des militants du mouvement de classe. De cette révolution de novembre 1918, définie comme un *événement parfaitement naturel* jusqu'à l'*impétueuse réaction* ouvrière au putsch de Kapp, l'ouvrage fourmille de détails – avec les références aux lieux, aux usines, aux rues – illustrant les efforts, la ténacité, les épisodes d'héroïsme de la classe. Mais, bien entendu, les militants et les dirigeants ne perçoivent pas toujours de façon limpide le caractère historique du défi qui se pose à eux. La lutte pour le pouvoir est à l'ordre du jour, ainsi que la possibilité de procéder à la socialisation – et non à la simple étatisation (comme l'observent pertinemment les auteurs) – des moyens de production. Ce sont des dizaines de milliers d'hommes qui s'engagent sans compter sur tous les terrains, y compris sur le terrain militaire où se sont joués jusqu'à des épisodes de bataille aérienne dans le ciel de Brunswick. Les quinze mille militants tombés le démontrent sans appel. En racontant l'effort mis en œuvre par les milices ouvrières contre le putsch de Kapp, les auteurs font ce commentaire : « Un patrimoine d'énergies révolutionnaires fut dispersé. »

Les centres miniers de la Ruhr, les villes de Berlin, Brême, Hambourg, Kiel, Weimar, Gotha, Halle, Magdebourg, Leipzig, Chemnitz, Erfurt, Dresde et de nombreuses autres sont le théâtre de la lutte. Munich est

témoin de cet épisode complexe qu'est la république des conseils d'avril 1919, lorsqu'une partie du SPD, de l'USPD et les anarchistes poussent à la proclamation du nouvel organe révolutionnaire que le KPD, conduit par Eugen Leviné, tente de freiner, jugeant un tel acte « prématuré » ; mais il entrera aussitôt au conseil central pour donner malgré tout sa contribution à la lutte, bien qu'elle soit condamnée à la défaite. « Personne ne se rendait compte de l'âpreté du conflit de classe auquel le mouvement ouvrier devait se préparer », commente Frölich. La répression féroce des premiers jours de mai fera près de mille morts, suivis de 2 209 condamnations judiciaires, dont la peine capitale pour Leviné. La violence de l'affrontement est enfin illustrée par la résistance au putsch de Kapp, en mars 1920, qui dans la Ruhr est écrasée dans le sang — une « somme de meurtres et d'actes odieux [qui] ne trouve d'équivalent que dans l'expédition des Versaillais contre les communards de Paris ».

Le lecteur aura le sentiment d'avoir affaire à un cadre d'ensemble pas si lointain de ce qui pourrait advenir aujourd'hui en Europe au cours d'une crise révolutionnaire sociale et politique. Il suffit de penser au rôle des sociaux-démocrates indépendants (USPD), qui « ont couvert à gauche » l'œuvre contre-révolutionnaire du gouvernement dans le cadre de la république de Weimar naissante, avec sa Constitution « ultradémocratique » que les auteurs soumettent à une sévère critique.

Le troisième thème, peut-être le plus remarquable, est celui des limites et des insuffisances du mouvement politique révolutionnaire, de l'organisation qui aurait dû conduire ce processus en utilisant au mieux l'abondance d'énergies que la classe mettait à disposition.

Il y a certainement des moments de lucidité tactique remarquables chez le KPD à peine né. Nous en avons un exemple avec le choix du « non » à la ratification du traité de paix de Versailles et les motivations politiques qui l'expliquent, pointant les différences entre la situation allemande et le contexte russe qui avait motivé le « oui » bolchevique à la paix de Brest-Litovsk. Mais, plus généralement, les auteurs soulignent — heureusement avec la même impitoyable rigueur que celle dont ils avaient fait preuve lors de la description du rôle contre-révolutionnaire du SPD — l'impréparation politique des dirigeants, le manque de formation des cadres, l'absence d'expérience et de tradition organisationnelle autonome du parti révolutionnaire. Les prises de position confuses sur la « question syndicale », favorables aux conseils ouvriers (définis alternativement comme « révolutionnaires » et comme des organes ayant un « ancrage constitutionnel ») mais opposées au travail dans les syndicats, en est un exemple facilement perceptible. Ces positions (qui en arrivaient à théoriser la non-distinction entre parti et syndicat) pèseront d'autant plus lourd qu'adhéreront au KPD de nombreux militants provenant de la gauche de l'USPD. Il n'est pas étonnant que, pendant toute l'année cruciale de 1919, le poids des communistes dans la vie syndicale ait été « négligeable ».

L'ouvrage de Lénine *La Maladie infantile du communisme* (Le « communisme de gauche ») a entre autres pour but de critiquer ces positions.

L'analyse des événements met en évidence le manque de direction et de centralisation des luttes, l'inconsistance des liaisons entre les différents détachements de classe, en particulier entre les conseils d'ouvriers et les conseils de soldats, l'absence fréquente d'indications tactiques concrètes sur ce qu'il faut faire et comment. Même la lutte syndicale manque de coordination. Ce que suffisent à démontrer le jugement sur la lutte des mineurs de la Ruhr de janvier-février 1919 (« il manquait une direction unitaire au mouvement des mineurs et ceux-ci cherchaient à combler cette lacune par des initiatives spontanées ») et le reflux de cette lutte au moment précis où l'agitation des ouvriers de l'Allemagne centrale commençait. Ou encore la délibération relative aux raisons de l'échec de la grève générale adoptée le 4 novembre à Berlin après trois mois de lutte des travailleurs de la sidérurgie de la ville, restée lettre morte « car on ne savait pas qui devait diriger une lutte qui traversait les différentes catégories ». Il n'est donc pas étonnant qu'en l'absence de véritable direction politique, des provocateurs aient réussi à s'infiltrer dans les mouvements de lutte et même à en diriger des phases significatives, créant ainsi des problèmes politiques notables.

Le mouvement de classe n'a pas besoin de reconstructions hagiographiques centrées sur des figures révolutionnaires immaculées que des ennemis puissants et détestables auraient écrasées. Il a besoin d'une analyse des erreurs, d'une critique des limites stratégiques de ses dirigeants, d'une évaluation exacte de ses insuffisances organisationnelles. La puissance des adversaires (et parfois aussi leur cruauté gratuite) doit entrer en ligne de compte dès le début.

Lues plus de quatre-vingt-dix ans après ces événements, ces pages donnent à réfléchir. Les graves lacunes de l'organisation de classe que Frölich avait déjà mises en évidence pour partie dans les derniers chapitres de sa biographie de Rosa Luxemburg sont décrites dans ce volume pour l'ensemble des deux premières années de l'après-guerre. Dans le premier chapitre de cette édition, Frölich lui-même affirme que la condition de la victoire de toute révolution prolétarienne est « la direction d'un parti fort, conscient de sa propre tâche, solidement uni et qui jouit de la confiance de la classe qu'il représente ». Et il poursuit : « En 1918, il n'existait pas de parti de ce genre. » Les divergences entre Liebknecht et Luxemburg n'ont rien de surprenant. Ce qui surprend, c'est que des organes dirigeants ne se réunissent pas pour délibérer d'une ligne tactique. Que Liebknecht agisse séparément des organes du parti. Que les deux principaux dirigeants du mouvement se déplacent à Berlin sans aucune protection.

Dans ces termes, le débat Lénine-Luxemburg sur le rapport entre spontanéité et organisation, sur la nature du parti – produit d'un *plan* ou d'un *processus*, *prémisse* ou *résultat* du processus révolutionnaire – prend une signification dramatiquement concrète, démontrant tragiquement

le « sens pratique de la théorie ». « L'assassinat féroce, traître, de Liebknecht et de Luxemburg n'est pas seulement l'événement le plus tragique et dramatique de la révolution qui commence en Allemagne, disait Lénine à ce moment-là. Il jette aussi une lumière extraordinairement vive sur la façon dont se posent aujourd'hui les problèmes de la lutte. »

Le 15 janvier 1919, précisément, paraissait sur la *Rote Fabne* le dernier article de Karl Liebknecht. On pouvait y lire : « Les vaincus d'aujourd'hui seront les vainqueurs de demain. La défaite est en fait leur école. » Aujourd'hui, le processus d'unification européenne autour du cœur allemand se poursuit et marque les temps impérialistes en imposant au mouvement de classe des tâches inédites. Il est désormais temps que les erreurs du passé, analysées de façon critique, deviennent la force du présent dans une mémoire collective enracinée et diffuse.

Préface à l'édition allemande de 1929

Le livre que nous présentons a été écrit pour donner aux travailleurs allemands une arme dans leur lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière. C'est pour cela, et non par souci d'une « objectivité » fictive, que l'exposition fait parler avant tout les faits et met en évidence leurs corrélations du point de vue du marxisme révolutionnaire. Nous avons voulu contenir cette première narration cohérente des événements de la révolution de novembre dans tout le Reich, de ses antécédents* et de sa conclusion, dans un nombre de pages limité afin que le prix de l'ouvrage puisse rester accessible aux travailleurs.

La dimension et le caractère de l'œuvre font qu'elle ne pouvait être que le fruit d'un travail collectif. Pour la rédaction du volume, nous avons obtenu la contribution et les matériaux de: [K.A.] Becker, [H.] Duncker, Eberlein, Frölich, Heckert, Hoernle, Karski, Knief, Koenen, Lénine, Leo [Borochowicz], Leviné, Liebknecht, Lindau, Luxemburg, Mehring, [E.] Meyer, Münzenberg, Picck, Remmele, Rück, Schreiner, [G.] Schumann, Stoecker, Thälmann, Ulbricht, Walcher, Zetkin**. La couverture et la mise en pages ont été réalisées par John Heartfield, qui a aussi fourni ses conseils pour le choix du matériel iconographique.

Pour le recueil des matériaux à exploiter, un travail collectif a été également nécessaire, puisque, initialement, nous n'avions à disposition qu'une documentation très limitée et lacunaire. Lors des périodes révolutionnaires, lorsque les organisations révolutionnaires se trouvent dans une situation de partielle ou de totale illégalité, la tâche consistant à rassembler et à classer les documents occupe de fait le dernier poste dans la liste des priorités. Les perquisitions domiciliaires durant la période de la guerre et de la révolution ont rempli les archives de police ; mais elles ne seront à disposition des écrivains révolutionnaires qu'après la victoire prolétarienne. De nombreux combattants révolutionnaires conservent certains documents politiques comme des souvenirs, sans se rendre compte de combien il serait important de pouvoir les croiser avec d'autres. Les mémoires sont malheureusement encore trop peu nombreux

* L'ouvrage original, *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, comprend huit chapitres dont les quatre premiers retracent l'histoire du mouvement ouvrier allemand de ses origines à 1918. Dans cette édition, l'éditeur n'en présente que les chapitres cinq, six, sept et huit et les conclusions. [Ndlr]

** Cf. « Note éditoriale » p. xvi. [Ndlr]

et en grande partie disséminés de façon désordonnée dans la presse. Nous n'avons pu rassembler ces matériaux que grâce aux collaborations qui nous sont parvenues de tout le Reich.

Nous remercions tous ceux qui nous ont apporté leur aide, et nous prions d'envoyer à la maison d'édition, même à l'avenir, tout type de documents politiques, y compris ceux qui se réfèrent à la période 1920-1929, qui n'est pas traitée dans ce volume, car les prochains volumes qui compléteront l'œuvre ne peuvent être élaborés qu'à partir d'une ample moisson de matériaux.

Note éditoriale*

L'ouvrage *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution* (Histoire illustrée de la révolution allemande) a été publié en 1929 en tant qu'œuvre collective, sans indication d'auteurs, par la maison d'édition du KPD.

Après sa sortie, le journal du KPD, *Arbeits Tribune*, publiait le 9 novembre 1929 un article anonyme que nous reprenons ici intégralement :

PLAGIEZ-LES ET FAITES-LES TAIRE !

Le KPD et *L'Histoire illustrée de la révolution allemande*

*L'honnêteté est un concept inconnu
Importé par une classe ennemie.*

Riner

Il y a peu, les éditions du parti ont publié un livre remarquable, *L'Histoire illustrée de la révolution allemande*. Ce livre est la première ample description de la révolution allemande jusqu'au putsch de Kapp. Il s'agit d'un ouvrage qui rassemble une énorme quantité de matériaux sur ces événements et les organise avec méthode. La description s'appuie sur des centaines de documents et de photographies, et arrache de nombreux faits importants à un oubli immérité. Les comptes-rendus dans la presse du parti ont loué largement ce travail. La presse bourgeoise elle-même ne s'est pas montrée avare de louanges ; étant été faites avec un mauvais gré évident, elles en sont encore plus précieuses. Mais les journaux du KPD qui ont jugé nécessaire de recenser ce travail ont été singulièrement peu nombreux. Pourquoi ? Quand les premiers exemplaires sortirent, l'éditeur du parti demanda au secrétaire politique de Cologne d'alors, Winterich, quelles étaient les mesures organisationnelles précises prises pour la diffusion du livre. Il a obtenu pour seule réponse une grimace et cette phrase : « Comment, l'histoire de la révolution allemande ? Vous voulez certainement parler de l'histoire de la Ligue Spartacus ! » Le secrétaire tourna le dos à l'éditeur et s'éloigna, la chose en resta là. On suspectait que derrière l'histoire de la révolution allemande ne se cache l'histoire du parti révolutionnaire. *Hinc illae lacrimae !* C'était là tout le problème !

Ce n'était donc pas le livre que l'on voulait passer sous silence, mais ses auteurs. Et cela en dépit de tous les accords conclus avec la maison d'édition lors de la présentation du projet. Il est tout à fait clair qu'une œuvre de ce genre ne peut être présentée au public sans en citer les responsables.

* Note tirée de l'édition italienne de ce livre (*Rivoluzione e controrivoluzione in Germania, op. cit.*) avec l'aimable autorisation de l'éditeur.

Dans les épreuves, outre la mention de John Heartfield comme auteur de la couverture et du choix des matériaux iconographiques, étaient cités en tant que rédacteurs du livre les camarades Paul Frölich, Rudolf Lindau et James Thomas. Cette indication a disparu de la version finale du livre, et ceux qui ont écrit les différents chapitres ne sont pas nommés. Pourquoi ce silence ? La réponse devient immédiatement évidente si on les nomme :

- Chapitre I : La misère du passé allemand : Paul Frölich
- Chapitre II : L'Allemagne impérialiste : Paul Frölich
- Chapitre III : La guerre mondiale : Leo *
- Chapitre IV : L'effondrement : Fritz Rück
- Chapitre V : Révolution ou contre-révolution ? : Paul Frölich
- Chapitre VI : La période Noske : Rudolf Lindau
- Chapitre VII : L'ordre règne en Allemagne : Jakob Walcher
- Chapitre VIII : Le putsch de Kapp : Albert Schreiner.

Ceux-ci ne sont pas seulement de « tristement célèbres » spartakistes, ayant « un peu » participé à la révolution, mais, dans leur grande majorité, ce sont même de « méchants renégats ». Ils ont fourni une arme importante au parti, mais « ils ne doivent pas être mémorés » ! À ce propos, nous devons noter que ces « droitiers », en dépit de leur expulsion du KPD, ont continué à travailler sur ce livre, et que la direction du parti en était informée. Le camarade Frölich y a collaboré jusqu'à la conclusion du travail rédactionnel, bien qu'il fût exclu du parti depuis plus de six mois. Pour tous ceux-ci, la publication importait plus que le conflit qui les opposait au parti.

Plutôt que de reconnaître que ces damnés « droitiers » avaient réalisé un travail dont le parti pouvait être fier, certains « agents » du bureau politique ont, sans le consensus de la rédaction, inséré dans la préface de l'édition une série de noms de personnes qui « ont fait partie de la rédaction ou ont fourni leur contribution ». Il s'agit d'un mensonge délibéré. Pour ce qui concerne la liste des noms, les choses sont restées en l'état. Lors de la mise au point du projet, il avait été prévu d'accepter, entre autres, des contributions des personnes en question. Pourtant, durant la rédaction, il apparut que l'énorme quantité de matériaux nécessitait une description la plus concise possible, de sorte qu'il était difficile d'accepter d'autres contributions. La promesse de publication de documents importants ne put être maintenue que dans le cas des maîtres (Marx, Engels, Luxemburg, Mehring, etc.). En outre, parmi les personnes nommées, certains n'avaient pas même ajouté un mot, comme Münzenberg, Ulbricht, etc. Justice veut que l'on signale que le grand écrivain Teddy ** n'a cette fois pas contribué en offrant son autographe, mais son vénérable portrait. Nombre des personnes mentionnées ont fourni des informations et des documents : si cela a été défini comme « contribution », alors pourquoi ne sont pas nommés ceux qui ont fourni des matériaux également précieux, comme Deisen et Jannack de Brême, Eildermann de Magdebourg, Buchmann de Munich, Graul de la région de la Ruhr, Levinsohn de Dresde, Kühndi de Chemnitz et de nombreux autres ? Parce que « l'honnêteté est un concept inconnu » et l'absence de conscience en est la marque.

* Leo Borochowicz. [NdLR]

** Pseudonyme d'Ernst Thälmann. [NdLR]

Pour rendre à César ce qui appartient à César, nous avons demandé au professeur Hermann Weber de l'université de Mannheim – historien reconnu du mouvement communiste allemand –, qui est à l'origine d'une réédition anastatique de cette œuvre dans les années soixante-dix*, s'il pouvait nous donner des indications sur les auteurs.

Le professeur nous a aimablement répondu :

« ... dans la préface, il est effectivement dit que “à la rédaction ont participé” ou “ont fourni leur contribution” vingt-huit personnes. Ce qui est assez ridicule, étant donné que sont même nommés Lénine, Liebknecht, Luxemburg, Leviné et d'autres disparus. Parmi les “communistes de droite” ou “conciliateurs” sont cités Becker, Eberlein, Frölich, Leo, Meyer, Rück, Schreiner et Walcher. À juste titre, l'organe du KPO a critiqué le fait que ne soient pas distinguées les contributions particulières. Heinrich Brandler, en son temps, m'a expliqué lors d'une entrevue que la partie principale avait été écrite par Paul Frölich et Albert Schreiner. Effectivement, Schreiner (qui adhéra par la suite à la SED) a personnellement confirmé (dans un article**) avoir écrit deux chapitres... »

Ces témoignages nous semblent suffisants pour nous permettre d'attribuer la paternité de la partie de l'œuvre publiée dans cette édition à Paul Frölich, Rudolf Lindau, Jakob Walcher et Albert Schreiner.

L'éditeur

* Publiée en 1970 par Verlag Neue Kritik KG de Francfort-sur-le-Main.

** Albert Schreiner, « Auswirkungen der grossen sozialistischen Oktoberrevolution auf Deutschland vor und während der Novemberrevolution » in *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, 1958, n° I, p. 29 et suivantes : « ... j'ai écrit... en 1928 deux chapitres dans *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution* (« Le putsch de Kapp » et les « Conclusions » ». [NDR]

Remerciements

L'éditeur remercie pour leur collaboration l'Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis d'Amsterdam ; le professeur Hermann Weber du Mannheimer Zentrum für Europäische Sozialforschung (université de Mannheim) ; le docteur Gerd Callesen, à l'époque directeur scientifique de l'ABA (Arbejderbevægelsens Bibliotek og Arkiv) de Copenhague.

Notices biographiques sur les auteurs *

Paul Frölich

Il naît à Leipzig en 1884 au sein d'une famille ouvrière ; ses deux parents sont membres du SAPD depuis l'époque des lois antisocialistes de Bismarck. Il fréquente les écoles de commerce tout en aidant sa famille en travaillant à mi-temps. Lorsqu'il commence à travailler en tant qu'employé, en 1903, cela fait déjà un an qu'il milite au SPD.

Après son service militaire, il suit une formation de journaliste à la *Leipziger Volkszeitung* ; en 1908 il est rédacteur de la *Altenbürger Volkszeitung* et, en 1910, il entre au *Hamburger Echo* en tant que rédacteur pour la banlieue ouvrière d'Altona. Élève de Rosa Luxemburg à l'École centrale du parti, il se lie dans cette période avec les militants révolutionnaires de Brême et entre en mai 1913 à la *Bremer Bürgerzeitung*, à laquelle collaborent Karl Radek, Anton Pannekoek, Johann Knief. Il fait partie en 1914 du groupe des *Linksradikalen*** de Brême, qui s'oppose à la politique d'appui à la guerre embrassée par la direction du SPD. Appelé sous les drapeaux en tant que sous-officier, il est réformé pour cause de tuberculose et reprend en 1916 l'activité politique en fondant avec Knief l'hebdomadaire *Arbeiterpolitik* (Politique ouvrière) à Brême. Il participe en tant que délégué à la conférence de Kienthal, se reconnaît dans les positions de Lénine et adhère à la « gauche de Zimmerwald ». De nouveau mobilisé à la fin de 1916, il est envoyé sur le front oriental, mais, durant l'été 1918, il est interné dans une clinique psychiatrique à la suite de la publication d'un tract contre la guerre et est libéré seulement quand éclate la révolution de novembre.

Il assume alors avec Johann Knief la direction de l'IKD, où se retrouve le noyau des militants de Brême, et prend part comme délégué de l'IKD au congrès de fondation du KPD(S) en décembre 1918 ; il y est élu membre de la Centrale du nouveau parti. Celui-ci l'envoie à Munich et il prend part à la république des conseils de Bavière (avril-mai 1919) ; il réussit à échapper à la répression qui suit, mais est contraint à la clandestinité pendant des mois. Il prend position en faveur de la gauche du parti, critique la « passivité » de Paul Levi au second congrès du KPD et défend la « théorie de l'offensive » au troisième congrès de 1921 ; la même année, il est élu au Reichstag. Secrétaire de la Centrale à partir

* Sources : *Allemagne. Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international*, sous la direction de Jacques Droz, collection Jean Maitron, Les Éditions ouvrières, Paris, 1990 ; Bernard Klemm, « Paul Frölich (1884-1953) », in *IWK*, n° 19, 1983 ; Hermann Weber, *Die Wandlung des deutschen Kommunismus*, Francfort-sur-le-Main, 1969.

** Voir p. 457 et suivantes, le tableau des « Formations politiques au sein du mouvement ouvrier allemand de 1863 aux années 1930 ».

de 1922, il soutient Brandler. Vivant en clandestinité, pour échapper au mandat d'arrêt émis à son encontre en tant que dirigeant de la commune de Munich, il se consacre à la propagande, publiant de nombreuses brochures (on lui doit également la publication des œuvres de Rosa Luxemburg), et à l'enseignement à l'École centrale du parti. En 1928, il est réélu au Reichstag.

Exclu du KPD en 1928 (il s'opposait depuis longtemps à la politique stalinienne du Komintern), il prend part avec Brandler et Thalheimer à la fondation du KPO, dont il se sépare en 1932, avec Walcher et la minorité, en prenant position contre la politique d'instrumentalisation du Komintern et des partis communistes mise en œuvre par l'URSS au service de la politique nationale de son État. Tout le groupe adhère alors au SAP en déclarant fidélité aux « principes du communisme », dans le but de créer un parti communiste unitaire. Lorsque, en 1933, le parti nazi s'empare du pouvoir, Frölich est envoyé en Norvège pour y constituer un point d'appui, mais il est arrêté à la frontière et interné dans un camp. N'ayant pas été identifié, il est relâché au bout de neuf mois et réussit à s'expatrier et à rejoindre la France en 1934.

À Paris, il est membre de la direction extérieure du SAP, directeur de ses organes de presse et principal théoricien du parti ; il participe à la constitution du Front populaire allemand en 1936, mais en 1937 – face aux procès de Moscou et à la politique stalinienne en Espagne – il s'en dissocie, sans pour autant arriver à le quitter. Quand la guerre éclate, Frölich oppose à la politique majoritaire du SAP, qui choisit le camp des puissances impérialistes démocratiques pour abattre la dictature hitlérienne, les thèses léninistes en faveur d'une préparation révolutionnaire durant la guerre. Interné par la police française dans un camp de concentration, en 1941 il réussit de nouveau à échapper aux nazis et émigre aux États-Unis. Il consacre la période de l'exil à des travaux sur la démocratie et la dictature dans la Révolution française, commencés des années auparavant.

À la fin de la guerre, de nombreux communistes allemands de l'opposition voient en Frölich un possible leader, mais le mouvement ne réussit pas à s'organiser. En 1950, il rentre en Allemagne, s'établit à Francfort, reprend l'activité éditoriale et les études sur la Révolution française et adhère au SPD. Il meurt en 1953.

Rudolf Lindau

Il naît à Riddagshausen (Brunswick) en 1888. Une fois terminée sa scolarité, il déménage à Hambourg, où il travaille dans les transports ; il adhère en 1907 au SPD et assume diverses fonctions dans le parti. En juillet 1911, il travaille comme rédacteur au *Hamburger Echo*, se passionne pour les études historiques et collabore à l'*Histoire du mouvement ouvrier de Hambourg* de Laufenberg. Durant la guerre mondiale, il prend position à côté des *Linksradikale* de Brême, qu'il représentera à la conférence de la

Ligue Spartacus de janvier 1916. La même année, il est mobilisé ; il servira dans l'armée jusqu'en 1918. Après la révolution de novembre, il est rédacteur du journal de Hambourg *Kommunistische Arbeiterzeitung* et milite au sein du KPD(S) ; en 1921, il est secrétaire du directoire du district de la Wasserkante* ; en 1923, au VIII^e congrès, il est élu à la Centrale et travaille dans la commission d'organisation ; jusqu'en mai 1924, il est responsable politique du district du Nord-Ouest (Brême).

Rudolf Lindau est élu député en mai 1924, mais, avant son entrée au Reichstag, il est arrêté en tant que membre de la Centrale en 1923. Il ne sera libéré qu'en 1925.

En mars 1926, il est responsable politique du district de la Wasserkante et, au milieu de l'année 1927, il devient rédacteur en chef de la *Bergische Volksstimme* de Remscheid, puis du *Kämpfer* de Chemnitz et, en 1931, des *Illustrierten Volksechos* de Leipzig. À la fin des années 1920, il est progressivement éloigné des fonctions dirigeantes et, dans les années 1930, il s'occupe principalement de travaux historiques. En 1934, devenu secrétaire du district de la Saxe, il est envoyé à Moscou où il reste jusqu'en 1945, en tant que membre du Nationalkomitee Freies Deutschland. Transféré en Allemagne de l'Est, il adhère à la SED et publie quelques essais. Il meurt en 1977.

Albert Schreiner

Il naît à Aglasterhausen (Bade) en 1892, quatrième enfant d'un permanent social-démocrate. Forgeron, puis mécanicien, il adhère en 1910 au SPD et fait partie de la gauche de Stuttgart. Spartakiste durant la guerre mondiale, il participe à la révolution de novembre et devient président du conseil d'ouvriers et de soldats de Stuttgart, ainsi que ministre de la Guerre dans le premier gouvernement révolutionnaire du Wurtemberg, créé le 8 novembre 1918 ; sur ordre de la Ligue Spartacus, il démissionne au bout de quelques jours. Membre du KPD(S) depuis sa fondation, il en est le principal permanent dans le Wurtemberg jusqu'en 1922.

En 1923, il est responsable du AM-Apparat (la structure militaire du KPD) dans la Wasserkante et participe à l'insurrection de Hambourg. En 1924, il fréquente l'école militaire du Komintern à Moscou. Il sera l'un des dirigeants de la « Ligue des combattants du front rouge » et, à partir de 1924, rédacteur en chef de son journal, *Rote Front*. En 1928, il est éloigné de la rédaction et, l'année suivante, exclu du KPD en tant que « droitier ». En 1929, il adhère au KPO et y reste même après la scission de la minorité conduite par Frölich et Walcher.

* Super-région organisationnelle du KPD (ainsi que du SPD), qui comprenait les villes libres de Hambourg, de Brême, de Lubeck, les provinces prussiennes de Schleswig-Holstein et d'Oldenbourg, soit toute la région littorale de la mer du Nord et le littoral nord-ouest de la Baltique.

Il émigre en France en 1933 et se rapproche du KPD. Il participe au Front populaire allemand et devient secrétaire du comité Thälmann à Paris*. Lors de cette période, il écrit, sous le pseudonyme de A. Müller, quelques livres sur le réarmement de l'Allemagne nazie. De 1936 à 1938, il est en Espagne en tant que conseiller militaire et chef d'état-major de la XIII^e Brigade internationale.

En 1939, il est enfermé en France puis au Maroc. En 1941, il peut émigrer au Mexique et, en 1946, aux États-Unis ; il y publiera des articles de caractère militaire et quelques travaux historiques. Fin 1946, il retourne en Allemagne de l'Est, adhère à la SED, enseigne aux universités de Leipzig et de Halle et publie quelques essais. Il meurt en 1979.

Jakob Walcher

Il naît en 1887 dans le village de Bethleheim, près de Wain (Wurtemberg), dans une famille ouvrière. Tourneur, il s'inscrit en 1906 au syndicat et au SPD de Stuttgart et devient par la suite fonctionnaire du parti. En novembre 1911, il entre dans la rédaction du *Schwäbische Tagwacht*, l'organe social-démocrate de Stuttgart, dirigé par la gauche.

Après le 4 août 1914, en liaison avec la Ligue Spartacus, il publie le bi-hebdomadaire *Der Sozialdemokrat*. Au début de la révolution de novembre, il est élu au comité exécutif du conseil d'ouvriers et de soldats de Stuttgart. Il est délégué au congrès de fondation du KPD(S) et, en octobre 1919, il est élu à la Centrale, où il sera responsable du travail syndical. Il en devient secrétaire après la démission de Paul Levi en février 1921. Recherché pour son activité lors de la préparation du soulèvement d'octobre 1923, il part à Moscou, de 1924 à 1926, où il sera membre de la direction de l'Internationale syndicale rouge. Il retourne en Allemagne en 1926 et fait partie de la commission syndicale de la Centrale. En décembre 1928, il est exclu du KPD, en même temps que de nombreux représentants de la « droite ».

Jakob Walcher est l'un des fondateurs et dirigeants du KPO, dont il se sépare en 1932 par opposition à sa politique philo-russe ; il dirige avec Paul Frölich la minorité du KPO, une centaine de militants, qui s'unira au SAP. En mars 1933, il émigre en France. En 1936, sous son influence, le SAP participe à la constitution du Front populaire allemand.

Il est interné au moment où la guerre éclate, mais réussit à s'enfuir en 1941 aux États-Unis. En 1946, il s'établit à Berlin-Est et y adhère à la SED. Il meurt en 1970.

* Thälmann, alors secrétaire du KPD, ayant été arrêté par les nazis en 1933 (il sera assassiné en 1944 à Buchenwald), un comité international avait été constitué à Paris pour demander sa libération.

SIGLES et GLOSSAIRE

- AAU/AAU-E Allgemeine Arbeiter-Union Deutschlands-Einheits-Organisation, Union générale des travailleurs d'Allemagne, fondée en février 1920.
- ADAV Allgemeiner deutscher Arbeiterverein, Association générale des ouvriers allemands, fondée par Ferdinand Lassalle en 1863.
- ADGB Allgemeiner deutscher Gewerkschaftsbund, Confédération générale des syndicats allemands (les « syndicats libres »), constituée en 1919.
- AFA Arbeitsgemeinschaft freier Angestelltenverbände, Confédération des syndicats libres des employés.
- IC Internationale communiste, dénommée aussi III^e Internationale ou Komintern, fondée par Lénine en mars 1919 à Moscou, dissoute par le capitalisme d'État russe en mai 1943.
- IKD Internationale Kommunisten Deutschlands, Communistes internationaux d'Allemagne, c'est le nom pris par les *Linksradikalen* en novembre 1918.
- ISD Internationale Sozialisten Deutschlands, Socialistes internationaux d'Allemagne, un groupe qui, s'étant séparé du SPD durant la Première Guerre mondiale, se constitua autour de Julian Borchardt et de la revue berlinoise *Ichtschriften*.
- KAG Kommunistische Arbeitsgemeinschaft, Communauté de travail communiste, groupe organisé par Paul Levi après son exclusion du KPD en 1921, qui en 1922 adhère à l'USPD.
- KAPD/KAP Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands, Parti ouvrier communiste d'Allemagne, fondé en avril 1920.
- KPD(S) Kommunistische Partei Deutschlands (Spartakusbund), Parti communiste d'Allemagne (Ligue Spartacus), né au congrès de Berlin (30 décembre 1918-1^{er} janvier 1919) de la fusion entre la Ligue Spartacus et les Communistes internationalistes (IKD) ; après le II^e congrès de l'IC (1920), il changea de dénomination, remplaçant la référence à la Ligue spartakiste par « section de l'IC ».
- KPO/KPDO Kommunistische Partei Deutschlands (Opposition), Parti communiste d'Allemagne (Opposition), fondé en 1929.
- RDA (DDR, Deutsche demokratische Republik) République démocratique allemande (Allemagne de l'Est).
- RFA (DBR, Deutsche Bundesrepublik) République fédérale allemande (Allemagne de l'Ouest).
- SAP/SAPD Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands, Parti ouvrier socialiste d'Allemagne, né en 1931 de la jonction entre la gauche du VSPD et des éléments du KPO.
- SAPD Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands, Parti ouvrier socialiste d'Allemagne, né à Gotha, en 1875, de l'unification de l'ADAV (lassaliens) et du SDAP (sociaux-démocrates « marxistes »).
- SCHUPO Sicherheitspolizei, police de protection.
- SDAP Sozialdemokratische Arbeiterpartei, Parti ouvrier social-démocrate, fondé en 1869 à Eisenach par August Bebel et Wilhelm Liebknecht.
- SDN Société des Nations.
- SED Sozialistische Einheitspartei Deutschlands, Parti socialiste unifié allemand, né en 1946 de la fusion entre le KPD et le SPD de l'Allemagne de l'Est.
- SIPO Sicherheitspolizei, police de sécurité publique.

SPD	Sozialdemokratische Partei Deutschlands, Parti social-démocrate d'Allemagne (les majoritaires) ; en 1890 le SAPD prend le nom de SPD et le conserve jusqu'en 1922 (fusion avec une partie de l'USPD) pour le reprendre en 1945 en Allemagne de l'Ouest.
USPD	Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands, Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (les indépendants), fondé en avril 1917 à Gotha.
TENO	Technische Nothilfe, secours technique d'urgence (l'organisation anti-grève de l'État).
VKPD	Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands, Parti communiste unifié d'Allemagne, né en décembre 1920 de l'unification du KPD (section de l'IC) et de la gauche de l'USPD ; en août 1921 (congrès de Iéna), le VKPD reprend le nom de KPD.
VSPD	Vereinigte Sozialdemokratische Partei Deutschlands, Parti social-démocrate unifié d'Allemagne, né en septembre 1922 de la fusion entre une partie de l'USPD et le SPD.
ZAG	Zentralarbeitsgemeinschaft (Commission centrale d'arbitrage du travail).

<i>Arbeitsgemeinschaft</i>	Communauté ou collectif de travail, association, consortium.
<i>Baltikumer</i>	voir encadré p. 12.
<i>Bürgerrat</i>	Conseil municipal.
<i>Bürgerschaft</i>	voir note p. 173.
<i>Freikorps</i>	Corps franc.
<i>Freiwillige</i>	Volontaires (dans ce contexte, terme équivalent à <i>Freikorps</i>).
<i>Gardekorps</i>	Corps d'armée de la Garde royale, deux divisions habituellement de garnison à Potsdam.
<i>Geheimrat</i>	Conseiller secret : haut fonctionnaire de l'État.
<i>Generalcommando</i>	Commandement général de corps d'armée.
Heimatsdienst	Service (auxiliaire) pour la patrie.
Indépendants	Membres ou organes du parti USPD.
<i>Kommandantur</i>	Commandement militaire de place.
<i>Jäger</i>	Chasseur à pied.
Land	Chacun des « États » fédérés dans la république de Weimar (Reich).
Länder	Pluriel de Land.
<i>Landesjägerkorps</i>	Corps territorial de chasseurs (dans ce contexte, terme équivalent à <i>Freikorps</i>).
Landtag	Parlement d'un Land.
<i>Linksradikalen</i>	Littéralement : radicaux de gauche. Politiquement : la gauche révolutionnaire présente dans le SPD jusqu'en 1918.
Majoritaire/es	Membres ou organes du parti SPD.
<i>Regierungsrat</i>	Conseiller du gouvernement : haut fonctionnaire de l'État.
Reichstag	Parlement national, avant comme après 1918.
Reichswehr	L'armée sous la République de Weimar, de 1919 à 1935 (1871-1919 : Deutsches Heer, armée de terre ; 1935-1945 : Wehrmacht).
<i>Sicherheitspolizei</i>	Police de sécurité publique (Sipo).
<i>Sicherheitswehr</i>	Garde de sécurité organisée par les conseils d'ouvriers.
<i>Staatskommissar</i>	Commissaire d'État : haut fonctionnaire du Reich ou d'un Land.
<i>Wehrkreiscommando</i>	Commande militaire de circonscription.
<i>Zeitfreiwillige</i>	Corps de volontaires temporaires (dans ce contexte, terme équivalent à <i>Freikorps</i>).

TABLE DES CARTES ET DES ILLUSTRATIONS

Illustrations

- p. XXVII **Couverture de l'édition allemande de 1929.**
- 4 Manifestations à Berlin, le 9 novembre 1918, dans l'avenue Unter den Linden et devant le château royal.
- 14 Le 9 novembre 1918, sort le premier numéro du journal *Die rote Fabrik* avec pour titre « Berlin sous le drapeau rouge »
- 20 Le gouvernement des commissaires du peuple. – Obsèques des victimes du 6 décembre.
- 46 Décembre 1918 : affiche appelant à tuer Karl Liebknecht. – Affiche antibolchevique.
- 48 Affiche annonçant que la tête de Karl Radek est mise à prix : 10 000 marks. – Affiche de la Ligue contre le bolchevisme.
- 62 Manifestation spartakiste devant le congrès des conseils.
- 72 L'artillerie d'Ebert bombarde le château de Berlin. – L'entrée du château et les écuries après la bataille.
- 80 Dirigeants du KPD(s) : Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Franz Mehring, Clara Zetkin, Johann Knief, Paul Frölich, Leo Jogiches, Eugen Leviné.
- 86 Dirigeants du KPD(s) : Paul Levi, Julian Marchlewski (Karski), Hermann Duncker, Käthe Duncker, Hugo Eberlein, Ernst Meyer, August Thalheimer, Wilhelm Pieck.
- 106 Karl Liebknecht parle aux ouvriers dans la Siegessalée de Berlin pendant les journées de janvier 1919.
- 110 Manifestation ouvrière sur la Linden Strasse à Berlin le 5 janvier 1919.
- 118 Une foule immense manifeste dans les rues de Berlin le 6 janvier 1919. – Les troupes de Noske se déploient.
- 136 *La Berliner Zeitung am Mittag* du 16 janvier 1919 annonce l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht. – À l'hôtel Eden, les assassins fêtent l'événement.
- 140 Le colonel Reinhardt, ministre de la Guerre de Prusse. – Ouvrier prisonnier d'un *Freikorps* en mai 1919.
- 174 Assemblée des ouvriers des chantiers de la Weser, à Brême. – Le conseil ouvrier des mêmes chantiers.
- 186 Brême, les lieux des affrontements.
- 196 Manifestation devant la mairie de Hambourg. – Ouvriers hamburgais réunis pour aller secourir leurs camarades de Brême.
- 204 Propagande pour l'enrôlement dans les *Freikorps*, publiée par le *Vorwärts*.
- 210 Les canons du gouvernement ont tiré. – Blindé du gouvernement dans les rues de Berlin (mars 1919).
- 212 Blindé des troupes gouvernementales sur l'Alexanderplatz. – L'artillerie d'Ebert ouvre le feu.

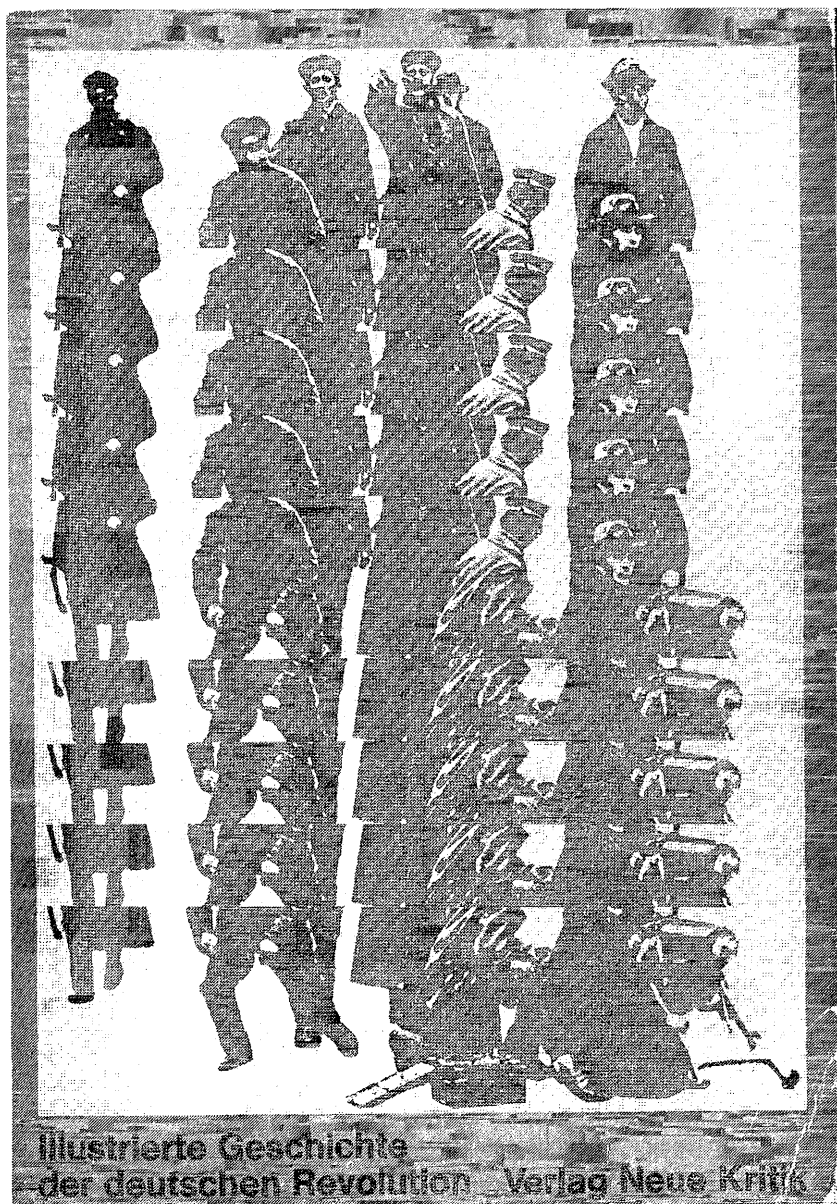
- p. 214 Sous une affiche saluant la « socialisation », la mitrailleuse d'un *Freikorps*. — Les quartiers ouvriers bombardés.
- 220 Les troupes du gouvernement entrent dans le faubourg de Lichtenberg en mars 1919. — Les ouvriers sont amenés, les mains en l'air, à la prison de Moabit.
- 250 Article de Leviné dans la *Münchner rote Fabne* du 6 avril 1919.
- 290 Journaux légaux et illégaux du KPD, en automne 1919. — Affiche communiste contre l'escroquerie de la socialisation.
- 302 Manifestation devant le Reichstag, à Berlin, contre la loi sur les conseils d'usine. — Piquet de grève des employés.
- 322 Décret de Noske instaurant la création des formations de *Zeitfreiwillige*.
- 332 Le général Maercker en 1920. — Le ministre du Reich Noske et le général Luttwitz.
- 370 Les troupes de Kapp défilent dans la Potsdamerstrasse à Berlin. — Les soldats d'Ehrhardt tirent contre la foule à la porte de Brandebourg, au moment où ils quittent Berlin (mars 1920).
- 400 Ouvriers en armes réunis le 25 mars 1920 sur la place du marché de Dortmund.
- 402 Moment de pause pendant les affrontements dans la Ruhr. — Formation armée ouvrière en marche vers le front.

Cartes

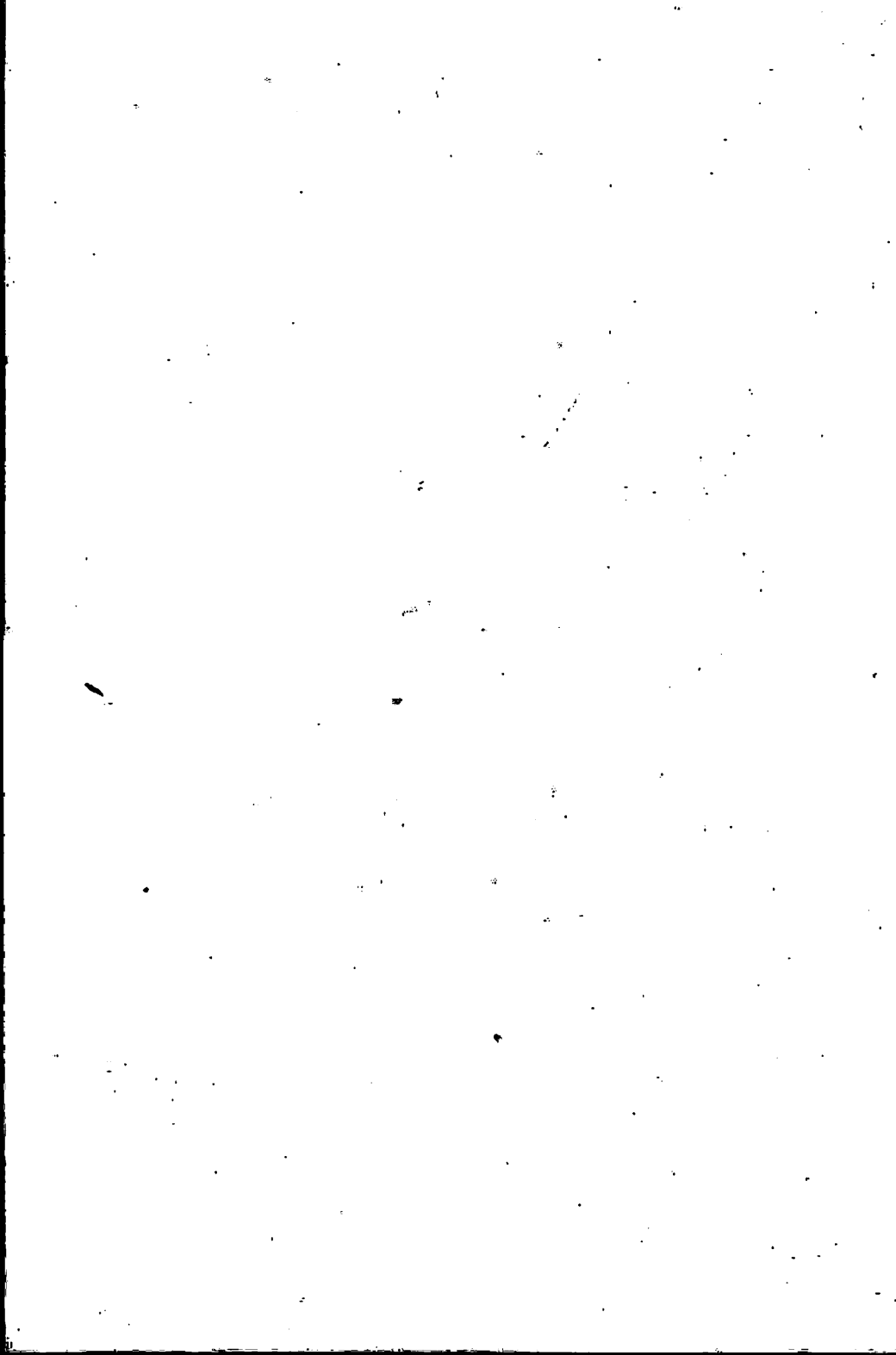
- 439 Diffusion des conseils en Allemagne, 4-10 novembre 1918.
- 440 Le traité de Versailles, les pertes territoriales de l'Allemagne.
- 442 Plan de Berlin (1918).
- 443 Le Grand Berlin.
- 444 Le putsch de Kapp : les villes où les combats furent les plus vifs.
- 446 L'insurrection de la Ruhr (mars 1920).
- 447 La Reichswehr contre les milices ouvrières de la Ruhr (mars 1920).
- 448 Les Länder allemands sous la république de Weimar.

N.B. :

Les illustrations sont en grande partie tirées de l'édition originale de *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*. Les cartes sont de l'éditeur.



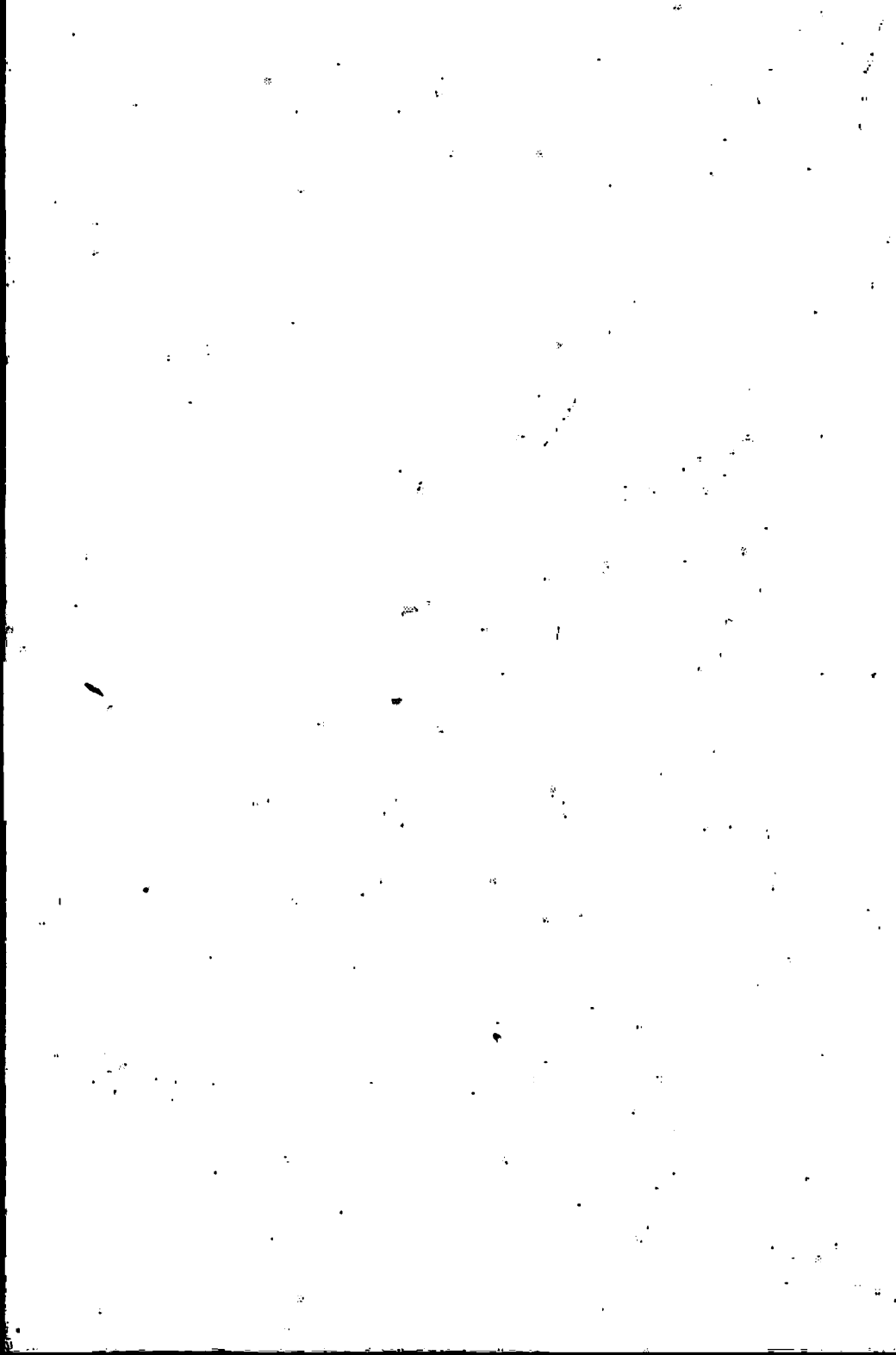
Couverture de la première édition allemande (1929) de cet ouvrage.



Chapitre un

RÉVOLUTION OU CONTRE-RÉVOLUTION ?

(Paul Frölich)



La République ne rencontra aucune résistance,
 pas plus au dehors qu'au dedans.
 C'est ce qui la désarma.
 Sa tâche cessa d'être la transformation
 révolutionnaire du monde ;
 elle ne consista plus qu'à s'adapter
 aux conditions de la société bourgeoise.
 Karl Marx, *Les Luites de classes en France de 1848 à 1850*

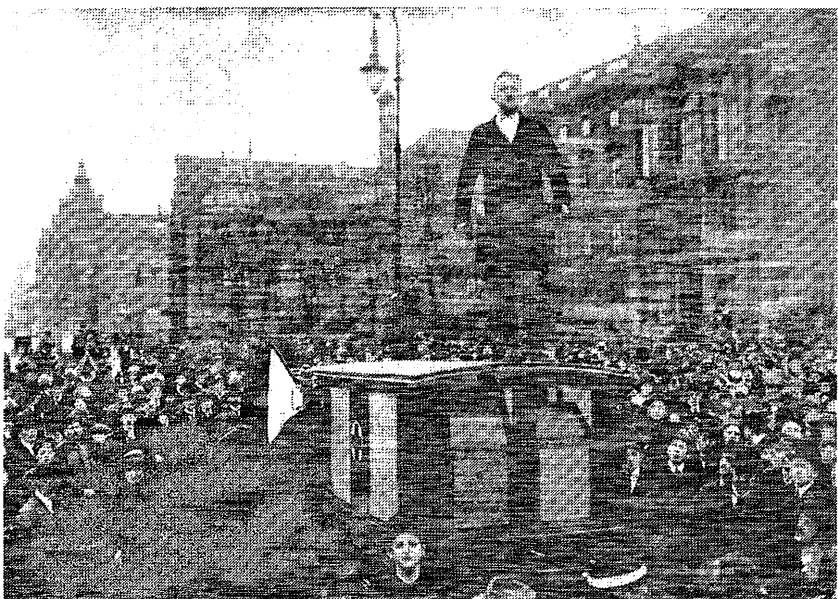
I. I. Paix, unité et confiance !

Au mois de novembre 1918, en l'espace d'une semaine, la révolution se propagea à toute l'Allemagne. La vague révolutionnaire, après avoir submergé Berlin, emporta les autres villes. Ce fut un phénomène spontané qui ne provoqua aucune panique, comme s'il s'agissait d'un événement parfaitement naturel. Les ouvriers organisaient des assemblées et des manifestations qui n'étaient pas perçues comme une menace, mais comme de vives manifestations d'enthousiasme. Les drapeaux rouges flottaient partout, les œillets rouges étaient sur toutes les boutonnières et les visages étaient souriants, comme si les jours sombres et pluvieux de novembre amenaient le printemps. Tous se montraient pleins de confiance. La révolution avait éclaté sous le signe de la fraternisation entre les classes. Précisément comme dans l'ironique prédiction de Heinrich Heine:

Français et Anglais sont par nature
 Complètement sans cœur. Le cœur n'appartient
 Qu'à l'Allemand, qui restera débonnaire
 Jusque dans la pratique de la terreur.

Quand les couronnes commencèrent à rouler dans le caniveau*, les souverains ne furent pas trainés à l'échafaud sur des voitures à six chevaux, mais furent gentiment invités à renoncer au trône ; quelques « gouvernements révolutionnaires » en arrivèrent à exprimer de dévots

* Rappel d'un passage d'Engels de 1887 où il prévoyait l'inéluclabilité et les lourdes conséquences d'une guerre mondiale. Cf. Friedrich Engels, introduction à la réédition de 1888 de *Zur Erinnerung sur die deutschen Mordepatrioten. 1806-1807* (En mémoire des grands patriotes allemands de 1806-1807), de Sigismund Borkheim. [Ndlr]



En haut : Berlin, 9 novembre 1918, manifestation dans l'avenue Unter den Linden.

En bas : manifestation devant le château royal. Un ouvrier prend la parole, monté sur le toit d'une ambulance.

remerciements à la dynastie détrônée pour les brimades subies au cours des siècles. Arthur Crispin lui-même, qui vantait pourtant avec orgueil ses qualités de grand révolutionnaire, ne sut pas l'éviter, et le vieux Hermann Molkenbuhr remplit le rôle de « maître de cérémonie » à l'occasion du voyage de la souveraine, partie rejoindre Guillaume le fuyard*.

Quoi qu'il en soit, la révolution vainquit sans opposition sérieuse. Même là où celle-ci était organisée, il n'y eut point d'affrontements : toutes les classes l'accueillirent favorablement, parce qu'elles y reconnaissaient le meilleur moyen de mettre fin à une guerre irrémédiablement perdue et de renverser simultanément un système jugé grotesquement anachronique, à quoi s'ajoutait le malheur engendré par des souffrances et des sacrifices inhumains.

Naturellement, les principaux responsables du vieux régime se précipitèrent vilement à la recherche d'un refuge. Eric von Ludendorff, muni de lunettes teintées et d'un faux passeport délivré par un tout aussi faux gouvernement socialiste, se réfugia en Suède. Pourtant, lorsqu'ils découvrirent le véritable caractère des « chefs de la révolution », les éternels parasites relevèrent la tête. Le socialisme devint à la mode et, comme par miracle, presque tous se découvrirent socialistes. Jusqu'au directeur de la Banque nationale, M. Goldschmidt, qui fit à la DAZ** cette rassurante déclaration : « Le socialisme économique, s'il est appliqué avec discernement, est aujourd'hui considéré, y compris par les responsables de la vie économique, comme une solution tout à fait valide. »

De même qu'ils étaient pour le socialisme, ils étaient tous pour la république et, naturellement, pour le peuple. La *Kreuz-Zeitung****, après mure réflexion, effaça de son en-tête la manchette : « En avant pour Dieu, le Roi et la Patrie ». Le Parti conservateur se transforma en Parti populaire national-allemand ; une frange des nationaux-libéraux, expression du grand capital, donna vie au Parti populaire allemand et certains d'entre eux – Gustav Stresemann par exemple –, flairant le vent se déplacèrent même plus à gauche. Le Centre catholique, pour s'adapter aux temps révolutionnaires, adopta le nom de Parti populaire chrétien****. Les libéraux ajoutèrent à leur raison sociale le mot « démocratie », un terme qu'ils n'osaient plus prononcer depuis 1848. Les pupilles de Guillaume II, princes et ducs, spéculateurs boursiers et magnats des grands trusts, hauts fonctionnaires d'État et procureurs, fouillant dans les angles les plus reculés de leur conscience, découvrirent avec enthousiasme

* L'empereur Guillaume II s'était réfugié dans le grand quartier général à Spa. [ndlr]

** *Deutsche Allgemeine Zeitung* (Gazette générale allemande), quotidien du Konzern (trust) de Stinnes. [ndlr]

*** *Kreuz-Zeitung* (Gazette de la Croix), nom sous lequel, en raison de la croix prussienne imprimée sous le titre, était couramment désignée la *Neue Preussische (Kreuz) Zeitung*, qui prendra après 1932 le titre de *Kreuz-Zeitung*. [ndlr]

**** Dans le texte allemand, le nom de Centre ou Centre catholique (Zentrum) sera maintenu par la suite pour désigner le Parti populaire chrétien. [ndlr]

qu'ils avaient en réalité toujours nourri une profonde affection pour leurs frères ouvriers et qu'ils pouvaient enfin donner libre cours à ce noble sentiment. Les plumassiers se mirent à plagier Lassalle, remplissant leurs journaux de phrases révolutionnaires. M. Heydebrand von der Lasa, chef des réactionnaires les plus endurcis et « roi sans couronne de la Prusse », adressa — dès le troisième jour de la révolution victorieuse — un appel aux « camarades junkers » à soutenir le gouvernement socialiste. Un mois plus tard, Traugott von Jagow, l'inoxydable préfet de Berlin, se mit à la disposition de la *nouvelle forme d'État* — après avoir naturellement exprimé sa « reconnaissance pour ce qui avait été accompli par les Hohenzollern en cinq cents ans d'histoire ». Wolfgang Kapp et ses associés firent les beaux pour obtenir un emploi, même modeste, qui leur consentit de servir le bien commun.

Les deux partis conservateurs — le Deutsche konservative Partei et le Frei konservative Partei — rejoignirent le **Parti national du peuple allemand** (Deutschnationale Volkspartei, DNVP), auquel adhèrent également les cercles chrétiens-sociaux, les populaires-allemands et plusieurs groupes antisémites. Le Parti libéral national — le Freinationale Partei — se divisa en deux tronçons, dont l'un forma le **Parti démocrate allemand** (Deutsche demokratische Partei, DDP) et l'autre, dirigé par Stresemann, le **Parti du peuple allemand** (Deutsche Volkspartei, DVP). Le DDP, qui était soutenu par l'industrie électrotechnique, par des groupes commerciaux et de nombreuses banques, pouvait compter sur l'appui de quelques importants quotidiens nationaux, comme la *Vossische Zeitung*, le *Berliner Tageblatt* et la *Frankfurter Zeitung*. Le DVP était soutenu par l'industrie lourde.

Le Parti catholique (Zentrum) se scinda, celui de Bavière prenant le nom de **Parti du peuple bavarois** (Bayerische Volkspartei, BVP).

Cf. Heinrich A. Winkler, *Weimar 1918-1933. Die Geschichte der ersten deutschen Demokratie* (Weimar 1918-1933. Histoire de la première démocratie allemande), Beck, Munich, 1993. [Ndlr]

Chaque fois que triomphe une nouvelle liberté, l'histoire se répète et rejoue la comédie de la révolution de 1848 en France, telle que décrite sarcastiquement par *Charivari** :

« Généraux, colonels, procureurs du roi, présidents et juges des tribunaux — en somme tous ceux qui pendant dix-huit ans ont étayé avec conviction la monarchie de Juillet — s'apprêtent maintenant à embrasser la cause de la république. Ce sont tous ceux-là qui font la queue aux guichets des mairies pour présenter leur déclaration d'adhésion. Des monceaux entiers de dévotion et des caisses de sympathie sont déchargés dans les offices publics. Des diligences postales, des charrettes et d'innombrables autres moyens de transport arrivent saturés de cette marchandise. Bientôt, les chemins de fer devront affréter des trains exceptionnels alors que les poteaux télégraphiques vacillent déjà. Allons, éminents messieurs, ayez un peu de courage et de

* Quotidien satyrique français publié entre 1832 et 1937. [Ndlr]

décence. Une seule offre de démission, il ne m'en suffirait que d'une, s'il vous plaît, qui sauve au moins l'honneur du drapeau!»

Dans les premières semaines, la révolution baigna dans la brume méphitique de la servilité et de la sympathie mielleuse que les classes dominantes déversèrent sur la classe ouvrière ; cette atmosphère fit rapidement chuter la tension prolétarienne, comme on put le voir à l'activité des conseils d'ouvriers et de soldats, partout reconnus comme instances suprêmes. Seuls les conseils déjà nés le 9 novembre, durant l'insurrection des soldats et des ouvriers les plus décidés à combattre, faisaient encore preuve de vigoureuse résolution, de vigilance et d'énergie. C'était tout au plus le cas des conseils de la Wasserkante, de la Rhénanie, des grandes villes du Sud et de Berlin, formés à l'initiative des militants révolutionnaires de la Ligue Spartacus, de l'USPD ou des *revolutionäre Obleute**.

Pourtant, les conseils admirent bientôt jusqu'aux représentants du SPD, et pour cette raison, les élections qui se tinrent dans les usines finirent par en faire une pâle copie de l'original.

Bien que, dans les grandes villes, le vieux parti social-démocrate fût drastiquement amoindri au profit des sociaux-démocrates indépendants, ses dirigeants se rendirent compte qu'en s'appuyant sur les promesses du gouvernement, ils pouvaient obtenir le soutien des masses non politisées, passives et plus lentes à comprendre. De cette façon, ils réussirent à orienter le cours des événements politiques. Ils s'appuyèrent surtout sur les conseils de soldats. Alors que les conseils ouvriers étaient des représentations de classe, dans le fatras hétérogène des conseils de soldats, les éloquentes rejets de la bourgeoisie primaient et prenaient la situation en main, suivis par les employés, les intellectuels, les sous-officiers et même des officiers. Pour la plupart, les conseils de soldats étaient composés de socialistes de fraîche date, arrivés après novembre. Ils s'exprimaient dans un langage politique confus et agissaient toujours en fonction de leurs intérêts de classe, c'est-à-dire bourgeois. Ainsi, l'activité des organismes ouvriers fut-elle entravée au moment crucial de la révolution.

Les révolutionnaires les plus décidés comprirent immédiatement qu'il était nécessaire de constituer avant tout une garde rouge qui soit le bastion de la classe ouvrière. Comme c'était prévisible, les conseils de soldats s'insurgèrent en agitant les armes, se proclamèrent authentiques défenseurs de la révolution et menacèrent de réprimer toute tentative de transformer la révolution de novembre en guerre civile. C'est ainsi que, presque partout, les conseils furent empêchés de se muer en véritable instrument de gouvernement.

De plus, le droit de révoquer les délégués, un des piliers de l'institution des conseils, fut supprimé, sauf rares exceptions, dans les usines

* Voir l'encadré p. 9. [Ndlr]

Au début de la Première Guerre mondiale, à l'initiative de Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Franz Mehring, Clara Zetkin et d'autres militants sociaux-démocrates, fut constitué le groupe **Internationale**. En avril 1915, Rosa Luxemburg et Franz Mehring fondèrent la revue *Die Internationale*, autour de laquelle se réunit un noyau de sociaux-démocrates allemands de gauche. À partir de 1916, le groupe publia les « Spartakusbriefe » (Lettres de Spartacus), qui parurent jusqu'à octobre 1918, avec comme signature Spartacus ; de là le nom de **Spartakusbund** (Ligue Spartacus). « Les communistes d'Allemagne, le seul parti allemand qui lutte vraiment contre le joug du capitalisme, ont adopté le nom de "spartakistes" parce que Spartacus fut un des plus éminents héros d'une des plus grandes insurrections d'esclaves », affirme Lénine dans un discours du 11 juillet 1919. Dans une lettre à Engels du 27 février 1861, Marx définit Spartacus comme un « grand général [...], de caractère noble, *real representative* (véritable représentant) du prolétariat d'autrefois ».

En avril 1917, les spartakistes adhérèrent, tout en gardant leur autonomie, à l'USPD ; ils s'en séparèrent en novembre 1918 et à la fin de la même année fondèrent le KPD(S), auquel adhérèrent les **IKD, Communistes internationaux d'Allemagne**. Cette formation était née en automne 1918 de la fusion du groupe de l'*Arbeiterpolitik* de Brême, dirigé par Frölich et Knief, des

comme dans l'armée. Ainsi, les conseils se fossilisèrent et subirent une régression au moment précisément où la classe ouvrière, éduquée par la révolution, était en train de se radicaliser de plus en plus. Les communistes cherchèrent avec ténacité à contrecarrer cette régression, mais eux aussi commirent des erreurs, dont certaines plutôt graves. Comme à Dresde où, le 16 novembre, vingt et un communistes, conduits par Otto Rühle, abandonnèrent les conseils, soutenant que l'expérience d'une semaine avait suffi à démontrer que les positions contre-révolutionnaires du SPD et de l'USPD étaient inconciliables avec les positions révolutionnaires des communistes. Dans une période aussi riche en ferments évolutifs, ces communistes s'enfermaient dans une tour d'ivoire, s'isolant de façon sectaire des masses.

Dans les villes où elle conservait une position dominante, la social-démocratie chercha dès le début à empêcher la constitution de conseils ou à les réduire à un élément purement décoratif. Comme à Breslau [Wrocław] où, le 10 novembre, fut créé un soi-disant comité populaire, dirigé par Paul Löbe, qui réunissait un groupe hautement hétérogène de députés bourgeois, d'assesseurs et de conseillers communaux, de fonctionnaires, de professeurs, de prêtres, de permanents de parti ou de syndicat, d'artisans, avec un appendice de soldats et d'ouvriers. Ce noyau contre-révolutionnaire énonça ses objectifs dans un manifeste qui disait :

« Les soussignés, représentants de tous les milieux sociaux de la cité qui se présentent sur le terrain du nouvel ordonnancement libre de l'Allemagne, unis aux représentants de nos concitoyens en uniforme, déclarent vouloir

« *Radikalen* » de Hambourg, du Parti communiste de Dresde, d'une partie des ISD et d'autres noyaux mineurs.

En mars 1916, trente-trois députés du SPD votèrent au Reichstag contre les crédits de guerre et furent pour ce motif exclus du groupe parlementaire social-démocrate. Ils se constituèrent alors en Groupe de travail social-démocrate (*Sozialdemokratische Arbeitsgemeinschaft*) et, au printemps 1917, fondèrent le **Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, USPD**.

Les *revolutionäre Obleute* (délégués révolutionnaires) étaient les héritiers des « hommes de confiance » (*Obmannern*) du SPD dans les usines. Contre le soutien à la guerre et à l'effort de guerre des sociaux-démocrates et des dirigeants syndicaux, des groupes d'opposition se formèrent à Berlin. Ils avaient à leur tête les *revolutionäre Obleute*, un groupe né au sein de l'association des tourneurs du syndicat de la métallurgie, des ouvriers spécialisés qui occupaient une position-clé dans l'industrie des armements. Ils étaient majoritairement membres de l'USPD, et pendant les mois de la révolution de novembre, ils furent fort présents dans les conseils d'ouvriers et de soldats de Berlin. Pierre Broué (*Révolution en Allemagne 1917-1923*, Éditions de Minuit, Paris, 1971, p. 142) parle de « 120 000 ouvriers que contrôle le réseau » des délégués révolutionnaires en novembre. Plus tard seulement, ils adhèrent au KPD. [Ndlr]

collaborer avec les organismes communaux afin que ce gigantesque renouveau s'accomplisse dans l'ordre. Ce comité populaire, formé par des travailleurs, des citoyens et des soldats, interviendra pour ramener l'ordre là où les organes préposés échouent. La coopération concordante de tous les citoyens, qui nous a aidés à surmonter les temps difficiles de la guerre, doit nous soutenir sur la voie qui conduit au nouveau but. »

La même chose se produisit à Cologne, mais sous une forme encore plus démagogique et avec des conséquences plus significatives. En agitant le spectre menaçant de Robespierre, un comité de salut public chapeauté par le social-démocrate W. Sollmann et par le bourgmestre Konrad Adenauer fut mis en place ; le personnage le plus en vue du comité était le magnat de l'industrie lourde J. B. Becker, gouverneur de la forteresse de Cologne et président du district. Le premier acte de cet exemplaire agent de la terreur fut la constitution d'une milice civique de six mille hommes, formée en fonction d'intérêts de classe. Aux sections du Parti national-libéral et du Parti du progrès fut confié le soin de recruter et de sélectionner des hommes, alors que le conseil d'ouvriers et de soldats mettait à disposition du comité tous les militaires de la forteresse. Le comité décida de rester en fonction jusqu'à la convocation de l'Assemblée nationale constituante. C'est ainsi qu'à Cologne, le 10 novembre, la contre-révolution fut ouvertement déclarée. Des comités analogues se constituèrent à Karlsruhe, à Mannheim et dans d'autres localités [de la Ruhr]. En Bade, en Hesse et ailleurs, ils se formèrent dès le début des gouvernements de coalition. Plus tard, la bourgeoisie, sous l'égide de la Hansabund (qui organisait le capital commercial et de

l'industrie du raffinage)*, créa ses propres organes de classe — les conseils de citoyens — qui s'occupèrent en particulier d'espionnage en faveur des gardes blanches.

La conquête des campagnes était vitale pour la révolution : il fallait créer des conseils de paysans pauvres et d'ouvriers agricoles, mais cette tâche était au-delà des forces des révolutionnaires des villes. À des fins opposées, le gouvernement des soi-disant commissaires du peuple se dépêcha de forger une solide armée contre-révolutionnaire et, dans cette intention, lança le 12 novembre un appel « à tous les concitoyens, sans distinction politique, pour la formation de conseils en mesure de garantir l'approvisionnement alimentaire, l'ordre et la paix, ainsi que la poursuite sereine du travail dans les campagnes ». Naturellement, les commissaires du peuple indépendants se joignirent à cet appel. Un accord, approuvé par le sous-secrétaire d'État du Bureau pour l'alimentation Emanuel Wurm (USPD) et souscrit par l'Union des agriculteurs, par le Conseil allemand pour l'agriculture, par la Commission du Reich pour l'agriculture allemande, par la Fédération des districts ruraux prussiens, par les diverses associations paysannes et enfin par l'Union des travailleurs agricoles, permit bientôt de comprendre quel était le but de cet appel. L'accord établissait que les conseils de paysans seraient formés de façon paritaire par les junkers, les paysans, les salariés agricoles et par les membres des diverses professions. Ces conseils donneraient ensuite vie à un conseil central des paysans et des travailleurs agricoles qui réunirait les organes dirigeants de toutes les organisations listées. Ainsi structurés, les conseils de paysans seraient une arme réactionnaire bien plus qu'un instrument révolutionnaire. Ce n'est que bien plus tard, et seulement dans les régions où prévalaient encore les grandes propriétés, que se formèrent de véritables conseils de travailleurs agricoles, qui firent leurs preuves de manière extraordinaire lors des grandes batailles qui suivirent, comme celle contre le putsch de Kapp.

Au front, la situation était encore pire, l'armée du front oriental était désormais complètement désagrégée. Des groupes de soldats avaient formé de véritables bandes de pillards, d'autres s'étaient au contraire « fait valoir » comme gardes blanches dans la lutte contre la révolution en Finlande et en Russie, prenant les traits caractéristiques des *Baltikumer*. Les meilleures troupes de la Landwehr et de la Landsturm, à l'inverse, étaient imprégnées des idées bolcheviques. Leur comportement reflétait leur choix politique, comme le mit en évidence la manifestation ouvrière faite à Reval en soutien à la révolution allemande lors des premiers jours de novembre. À Brest-Litovsk comme dans d'autres centres, de nombreux soldats révolutionnaires avaient été incarcérés avec des révolutionnaires

* L'Hansabund était une association économique-politique, fondée en 1909, qui regroupait des associations d'industriels, de commerçants et d'artisans dans le but de combattre l'influence qu'exerçaient sur les partis et le gouvernement les associations de propriétaires fonciers ; elle fut dissoute en 1934. [NdLR]

russe. Certaines unités s'étaient accordées avec les bolcheviks pour leur livrer les armes qu'elles ne pouvaient ramener lors de l'imminente retraite. D'autres unités révolutionnaires, commandées par le communiste Christoph Wurm du conseil de soldats, s'étaient emparées d'une importante station radiophonique, permettant ainsi la retransmission des messages du gouvernement soviétique. On pourrait citer des centaines de cas analogues.

Côté occidental, les conseils de soldats révolutionnaires fleurirent surtout à l'arrière, là où s'était déjà affirmée une opposition entre officiers et soldats ; au front même, à l'inverse, les conseils ne se constituèrent que dans les unités, peu nombreuses, où une propagande révolutionnaire assidue était menée depuis longtemps. À part ces situations particulières, les soldats du front n'étaient pas préparés à cueillir les occasions offertes par la soudaine mutation révolutionnaire, et les commandants militaires profitèrent habilement de cet avantage. Ils préparèrent eux-mêmes l'élection des conseils de soldats, exerçant ainsi une forte influence sur leur composition et sur leur état d'esprit, comme le signale une circulaire du 16 novembre du premier quartier-maître de l'armée :

« Il faut intervenir avec célérité en constituant les conseils de soldats en tant qu'organes consultatifs qui canalisent le mécontentement, rendant ainsi l'armée plus perméable aux tendances extrémistes. Les conseils peuvent gérer les rapports avec les conseils locaux de soldats et l'expulsion des éléments extrémistes des rangs de l'armée avec de moindres frictions que les officiers. [...] Voilà pourquoi nous ne pouvons pas nous passer des conseils de soldats. [...] Pour garantir l'ordre indépendamment des opinions politiques personnelles, le commandement suprême et toute l'armée se sont mis sans réserve à la disposition de l'actuel gouvernement dirigé par Friedrich Ebert. Dans l'œuvre d'orientation des conseils de soldats et des troupes, il faut éviter d'exprimer des convictions politiques. Ces objectifs doivent être atteints sans délai, en rappelant qu'il est nécessaire de rétablir l'ordre. »

Cette gestion habile — où transparaît la main de sociaux-démocrates majoritaires chevronnés — monta les troupes du front et leurs conseils contre les conseils d'ouvriers et de soldats de l'intérieur*.

On donna l'ordre aux unités de traiter, dans les villes traversées lors du retour aux casernes, exclusivement avec les vieilles autorités et de destituer les conseils qui s'y trouvaient. Elles devaient surtout combattre

* L'armistice entre l'Allemagne et l'Entente fut signé le 11 novembre 1918. Les clauses de cet accord stipulaient que l'armée allemande devait compléter l'évacuation des territoires français et belge moins de quinze jours après la signature et se retirer avant un mois derrière la zone démilitarisée du Rhin. La retraite au pays fut organisée et dirigée par le nouveau quartier-maître général de l'OHL (commandement suprême de l'armée), le général Wilhelm Groener (précédemment bras droit de Ludendorff), qui se maintint tout au long de la retraite en étroit contact avec Ebert. Une fois rentré en Allemagne, le commandement suprême s'installa dans le grand quartier général de Kassel, où fut réactivée la ligne téléphonique directe avec la chancellerie. [ndLR]

Le terme *Baltikumer*, dérivé de *Baltikum* (pays Baltes), était employé pour indiquer les membres des premiers *Freikorps* qui opérèrent sur les frontières orientales et furent ensuite utilisés en Allemagne contre le mouvement ouvrier.

En 1918, le gouvernement letton de Karlis Ulmanis, qui avait demandé l'aide militaire de Berlin, accepta la proposition du commissaire du Reich pour les pays Baltes, August Winnig (SPD), d'appeler en renfort des formations de volontaires allemands. Le 29 décembre, Winnig et Ulmanis signèrent un traité dans ce sens. Le général de brigade Rüdiger von der Goltz fut nommé commandant des troupes allemandes de la Baltique. S'étant vu attribuer de vastes pouvoirs, celui-ci se demanda : « Pourquoi, en accord avec les Russes blancs et en hissant le drapeau contre le bolchevisme, ne pas reprendre notre vieille politique orientale, interrompue par les événements de 1918 ? » Le 3 mars 1919, donc, il commença les opérations militaires par une offensive contre la ville de Mitau [Jelgava, en Lettonie].

Le 21 septembre 1919, von der Goltz conclut un accord avec le prince Pavel Avaloff-Bermont, chef du « gouvernement [blanc] de la Russie du Centre-Ouest », qui lui attribuait formellement le commandement des unités de

les conseils qui « ne reconnaissent pas l'actuel gouvernement, parce qu'appartenant à la tendance extrémiste et anarchiste ». Pour renforcer l'instigation contre-révolutionnaire, le conseil de soldats du commandement suprême de l'armée distribua aux unités une « nouvelle version actualisée » du chant « Ô Allemagne, tiens haut ton honneur ! », dont voici la première strophe :

À toutes sortes de dangers
 Nous sommes confrontés.
 Le planqué en sécurité
 Ne peut certes pas nous comprendre.
 Depuis sa cachette le scélérat
 S'est lamenté pendant des années.
 Mais nous, sous le feu, n'avons pas hésité.
 Fidèles au vieux chant :
 Tenez ferme ! Le drapeau flotte haut.

C'est ainsi qu'un profond fossé se creusa entre les soldats du front et la classe ouvrière au pays, d'où s'échappaient les gaz vénéneux des plus infâmes calomnies sur les « bandes spartakistes d'assassins et d'incendiaries » et sur la « folie bolchevique » qui régnait dans les grandes villes, tandis qu'était exaltée la fidélité au gouvernement et en particulier à Ebert. Cette propagande contre-révolutionnaire eut du succès. Tout particulièrement le long du parcours de la 4^e armée commandée par Sixt von Arnim, où l'on assista à des affrontements avec les travailleurs et les conseils : à Aix-la-Chapelle, à Düsseldorf, à Remscheid, à Essen et dans diverses autres localités, le sang fut versé. À Kreuznach, sous l'œil réjoui des bourgeois, les officiers mirent le feu aux drapeaux rouges. Le fauve contre-révolutionnaire aiguisait déjà ses crocs. Pourtant, l'hostilité

volontaires de la Baltique. Le 31 octobre, ses *Freikorps* arrivèrent aux portes de Riga. Le 15 octobre, les Alliés firent intervenir une escadre navale qui bombardait les unités allemandes, les contraignant à se retirer vers l'intérieur. Le 24 novembre 1919, un armistice fut signé. Les chefs des *Freikorps*, en attente de revanche, cherchèrent à éviter de les dissoudre : ils les transformèrent en *Arbeitsgemeinschaft* (communautés de travail) fictives d'ouvriers agricoles, auxquelles les grandes propriétés de la Prusse et de la Poméranie offraient asile. L'un de ces commandants était Gerhard Rossbach.

Au sein de l'armée prussienne, la **Landwehr** était la milice territoriale, constituée de soldats déjà formés, libérés du service actif. Le premier contingent de Landwehr comprenait des hommes de moins de 32 ans, que l'on pouvait rappeler tous les deux ans pour une période d'instruction ; en cas de guerre, la Landwehr était appelée au service actif, à côté des troupes de ligne. Le deuxième contingent était constitué d'hommes de 32 à 40 ans, qu'on ne pouvait rappeler qu'en cas de guerre, dans les garnisons.

Après l'âge de 40 ans, le soldat ne pouvait être rappelé que dans la **Lands-turm**, la levée en masse, qui s'adressait aux hommes de 16 à 60 ans non compris dans les catégories précédentes. [Ndlr]

des troupes diminuait au fur et à mesure qu'elles s'enfonçaient dans le pays et qu'elles prenaient conscience de la situation et des objectifs des ouvriers révolutionnaires. Les généraux se dotèrent alors d'un nouvel instrument, en entraînant militairement et psychologiquement pour la guerre civile quelques *Elitekorps* sélectionnés parmi la masse des troupes et en les isolant complètement de la population. Nous approfondirons ce point par la suite.

Durant la première semaine de la révolution de novembre, les représentants de la classe ouvrière se montrèrent, à part quelques rares exceptions, indécis et incapables de diriger les forces révolutionnaires, qui furent laissées à la merci des phrases creuses sur la liberté que l'on proférait de partout. Dans le même temps, sous la direction d'Ebert, la contre-révolution resserrait les rangs. De leur côté, dans les usines, les ouvriers se mirent au travail avec rapidité et décision, réussissant à conquérir un réel pouvoir. Sans attendre de directives d'en haut, ils mirent la gestion des entreprises sous leur contrôle, en éloignèrent sans heurts les capitalistes et introduisirent, entre autres mesures, la journée de travail de huit heures. Là où existaient des masses ouvrières concentrées qui se mouvaient sur un terrain qui leur était familier, la force appelée à mener les futures batailles se déployait.

1.2. Le gouvernement « socialiste » à l'œuvre

« Chaque pas, chaque action du gouvernement doit viser, telle l'aiguille de la boussole, les objectifs suivants :

- l'extension et la réélection des conseils d'ouvriers et de soldats pour qu'à la première phase spontanée et chaotique de leur constitution succède un processus conscient de clarification des objectifs, des missions et des étapes de la révolution ;
- réunir des congrès réguliers de ces organes représentatifs des masses et y transférer le pouvoir politique effectif de l'exécutif restreint à la base plus vaste des conseils d'ouvriers et de soldats ;
- convoquer immédiatement le parlement national des ouvriers et des soldats pour organiser les prolétaires de toute l'Allemagne en une classe et une force politique compacte, capable de constituer le bastion et la force d'assaut de la révolution ;
- organiser immédiatement non pas les paysans mais bien les prolétaires agricoles et les paysans pauvres, classes restées jusqu'à présent en marge de la révolution ;
- constituer une garde rouge prolétarienne pour la défense de la révolution et entraîner une milice ouvrière qui soit le bouclier du prolétariat ;
- abolir tous les organes administratifs, judiciaires et militaires hérités de l'État absolutiste, militariste et policier ;
- confisquer immédiatement les patrimoines, mobiliers et immobiliers, de la dynastie princière et des grands propriétaires fonciers – cette première mesure provisoire ayant pour but d'assurer le ravitaillement de la population, la faim étant en fait la plus dangereuse alliée de la contre-révolution ;
- convoquer immédiatement en Allemagne un congrès ouvrier mondial qui proclame le caractère socialiste et international de la révolution, puisque l'avenir de la révolution allemande est dans l'Internationale et dans la révolution mondiale du prolétariat. »

Tels furent les premiers objectifs énoncés par la *Rote Fahne** le 18 novembre. En synthèse, il s'agissait d'abattre les positions sur lesquelles se fixait le pouvoir de la contre-révolution, en amplifiant et en renforçant le pouvoir du prolétariat. Le gouvernement révolutionnaire devait prendre en main la situation. L'enseignement des révolutions précédentes et l'exemple de la grande révolution russe montreraient la voie.

Les masses croyaient que l'alliance gouvernementale entre les deux partis sociaux-démocrates, ratifiée par le conseil d'ouvriers et de soldats de Berlin, était une garantie suffisante. Mais qui étaient les membres du nouveau gouvernement, le conseil des commissaires du peuple ? La direction en était confiée à Friedrich Ebert et Hugo Haase, les dirigeants

* « *Le Drapeau rouge* », journal fondé par Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, qui devint l'organe de la Ligue Spartacus, puis l'organe central du KPD(S), du VKPD et du KPD. Il sortit à Berlin à partir du 9 novembre 1918 et fut à plusieurs reprises placé sous séquestre par le gouvernement Scheidemann-Noske. [NdlR]

Le 2 août 1914, l'exécutif du SPD se réunit pour définir sa position sur la question du vote des crédits de guerre demandés par le chancelier, Theobald Bethmann-Hollweg. La majorité se prononça pour un vote positif. Le jour suivant, à la réunion du groupe parlementaire, 14 députés se déclarèrent contre, mais acceptèrent de respecter la discipline de parti ; ainsi, durant la séance du Reichstag du 4 août 1914, le groupe social-démocrate annonça son soutien au chancelier, c'est-à-dire à la politique de guerre.

« Le 4 août, furent jetés aux orties les fruits de l'œuvre éducative poursuivie pendant cinquante ans par le socialisme. Un petit groupe de gens seulement, dispersés dans tout le pays, restèrent fidèles au socialisme et à l'internationalisme. Karl Liebknecht, avec les 110 [députés], avait approuvé les crédits. Lui aussi ! Il les approuva par discipline, une discipline que lui, combattant révolutionnaire, considérait comme la plus haute, la plus essentielle condition de la lutte. Il les approuva, parce que, comme beaucoup d'autres, il ne voulait pas cesser d'espérer qu'il ne s'agissait là que d'un moment de désarroi... Bientôt, il dut admettre qu'il s'était fait des illusions et qu'il n'y avait plus rien à espérer du parti. À partir du moment où il reconnut tout cela, il fut prêt à agir jusqu'au bout, de façon conséquente. »

« Le 28 janvier 1918 marqua le début de la **grève générale dans les industries de guerre de Berlin**. D'autres usines furent bientôt impliquées, et la grève s'étendit à tout le Reich. Ce fut un mouvement imposant et spontané, auquel participèrent plusieurs centaines de milliers de travailleurs. Le centre, naturellement, en fut Berlin, où, selon des sources officielles, 500 000 travailleurs participèrent à la grève. Des conseils ouvriers furent constitués, qui présentèrent ces revendications : suspension de l'état de siège et de la censure, rétablissement de la liberté de grève et de réunion, libération des prisonniers politiques, paix et république. Les syndicats avaient hâte de déclarer leur neutralité. Les leaders de l'USPD essayèrent de se mettre à la tête du mouvement. [...] Même les gens de Scheidemann se mirent en avant pour faire échouer la grève, comme ils le reconnurent ensuite. [...] Les sociaux-démocrates essayèrent même d'entamer des pourparlers, mais ils ne furent même pas reçus dans l'antichambre du ministre de l'Intérieur. [...] Le gouvernement allemand, en effet, déploya prestement et brutalement toutes ses forces contre la grève générale. Le 2 février, les mesures de l'état de siège furent durcies et la cour martiale fut installée. Il y eut de très nombreuses arrestations. De milliers de délégués furent envoyés au front. Ces mesures réussirent à réprimer la grève générale au bout de huit jours. »

Paul Frölich, *10 Jahre Krieg und Bürgerkrieg, I. Der Krieg* (Dix ans de guerre et de guerre civile. I. La guerre), Vereinigung Internationale Verlags-Anstalten, Berlin, 1924. [NdlR]

du SPD et de l'USPD. Ebert était l'homme du 4 août, le héros de la paix sociale, celui qui avait trahi la grève des ouvriers des usines de munitions et qui avait tout fait pour sauver le vieux régime et le capitalisme : le 9 novembre, reprenant la fonction de chancelier du Reich* des mains

* Le terme *Reich* fut conservé même pendant la république de Weimar ; c'est ainsi qu'Ebert maintint le titre de *Reichskanzler* (chancelier impérial) et le gouvernement des commissaires du peuple continua à être dénommé *Reichsregierung* (gouvernement impérial). [NdlR]

du prince Max von Bade, il avait déclaré : « Je hais la révolution autant que le péché. »

Ebert n'était pas un homme cultivé, mais il avait un instinct solide qui lui permettait de saisir les points faibles des masses, qualité qu'il sut exploiter avec une extrême habileté et avec démagogie. C'était un travailleur infatigable, mal dégrossi mais doué d'une volonté de fer : il était le contre-révolutionnaire personnifié. S'il avait encore quelque chose en commun avec le socialisme, c'était seulement dans le sens défini deux ans auparavant, dans la revue *Die Glocke**, par un personnage aussi pertinent qu'Ernst Heilmann : « Être socialiste, c'est être anti-révolutionnaire ! »

Haase était exactement l'inverse : ingénu, crédule, malléable et indécis. Les paroles d'Anatole France semblaient être écrites pour lui : « De tous les vices qui peuvent ruiner un homme d'État, la vertu est la plus dangereuse ; c'est elle en fait qui pousse au délit. » Il aspirait sans doute au socialisme mais il était pacifique. Quand la prise du pouvoir fut à l'ordre du jour, il ne vit que des lois devant lesquelles il s'inclina. Affecté de crétinisme juridique et d'une candeur aveuglante, il octroyait un laissez-passer quotidien à la contre-révolution. S'il est licite de parler de responsabilités individuelles, une bonne partie de celles qui portèrent la révolution prolétarienne à l'échec pèsent sur lui. Parmi les autres membres du gouvernement, Otto Landsberg (SPD), contre-révolutionnaire déclaré et intrigant retors, était le plus fidèle conseiller et collaborateur d'Ebert. Philipp Scheidemann (SPD) et Wilhelm Dittmann (USPD) étaient tous deux des incapables dénués de clairvoyance politique, grands pour les petites choses, petits pour les grandes. L'ouvrier métallurgiste Emil Barth** était très présomptueux et, par de nombreux aspects, limité et incapable de diriger. Toutefois, il entendait renforcer le pouvoir du prolétariat et chercha à faire pression en ce sens dans le gouvernement. Il se retrouva à lutter tout seul et presque toujours sans l'appui de ses deux camarades de parti. Pour cela, même lorsqu'il se battait pour une juste cause, il ne parvenait pas à ses fins. La plupart des décisions importantes et décisives du gouvernement furent approuvées par cinq des six commissaires du peuple, face au seul vote contre de Barth.

En premier lieu, le gouvernement aurait dû démanteler la vieille machine d'État, en renvoyant les anciens ministres, les chefs de département des ministères et les hauts fonctionnaires réactionnaires. Que fit-il au contraire ? Il laissa les ministres à leur poste, les substituant tout au plus par des hommes politiques bourgeois. Les nouveaux ministres du Reich furent : Hugo Preuss à l'Intérieur, Wilhelm H. Solf aux Affaires étrangères, le général Heinrich von Scheuch à la Guerre, le vice-amiral Ernst von Mann à la Marine, Eugen Schiffer aux Finances, Joseph

* « *La Glocke* », revue publiée à Munich puis à Berlin, entre 1915 et 1925, par Parvus (A.I. Helphand). [Ndlr]

** Dirigeant des *revolutionäre Obleute* et membre de l'USPD. [Ndlr]

Koeth à la Démobilisation, le docteur [P.G.C.] Krause à la Justice et Rüdlin aux Postes. Le seul que l'on puisse considérer comme démocrate était Preuss, les autres étant des réactionnaires de vieille date. Chaque ministre fut flanqué d'un sous-secrétaire du SPD ou de l'USPD, qui n'avait pourtant ni autorité, ni volonté aucune ; certains d'entre eux collaboraient même avec la réaction. Pour le reste, l'appareil d'État et la bureaucratie de l'empire demeurèrent intacts. Même chose en Prusse* et dans les autres États fédérés, à quelques exceptions près, celles de Brunswick, Gotha, Hambourg et Brême. Encore plus délétère, peut-être, fut le fait d'avoir laissé à leur poste les directions de l'administration, ces fortins de l'aristocratie foncière prussienne, avec les Traugott von Jagow et autres Bernhard von Bülow, présidents de province, de district ou de circonscription, caricatures vieillies d'un seul coup**. Même là où les conseils ouvriers avaient pris le contrôle de la situation, ils étaient contournés par le gouvernement, qui s'appuyait non pas sur eux mais sur les fonctionnaires junkers***. La vieille justice de classe demeura intacte et, pour avoir raison de la révolution, le gouvernement prussien se dépêcha de publier le 16 novembre 1918 le décret suivant — signé par Paul Hirsch, Heinrich Ströbel, Otto Braun, Eugen Ernst, Adolph Hoffmann et Kurt Rosenfeld :

« En outre [...] nous rappelons que l'indépendance des tribunaux ne peut être remise en question. De ce fait, il est inadmissible qu'un conseil d'ouvriers et de soldats proclame, comme cela s'est déjà produit, que les sentences des tribunaux soit soumises à sa ratification. »

Ce décret s'opposant aux décisions des conseils montre que les travailleurs voulaient au moins faire un premier pas vers l'abolition de la justice de classe. Si l'appareil judiciaire du vieux système est resté inchangé jusqu'à nos jours, demeurant une des places fortes de la réaction

* L'administration prussienne (le royaume de Prusse comprenait la Prusse, la Poméranie, la Silésie, le Brandebourg, la Saxe-Anhalt et une grande partie de la Rhénanie et de la Westphalie) était subdivisée en 15 *Provinzen* (provinces), à leur tour réparties en *Regierungsbezirke* (districts) avec un *Regierungspräsident*, puis en *Kreise* (circonscriptions) rurales avec un *Landrat* comme chef, et en *Stadtkreise* urbains, avec un bourgmestre élu par les notables locaux mais confirmé par le roi. Dans les autres Länder (États) allemands, l'articulation administrative était différente. [Ndlr]

** Pour comprendre le poids prépondérant du Land de Prusse et de son gouvernement sous la république de Weimar, il faut avoir en tête son extension territoriale, son poids démographique et son importance économique. Grâce aux annexions réalisées par Bismarck dans les années 1860 et 1870, la Prusse s'étendait de sa frontière avec la Pologne et la Lituanie à l'est à sa frontière avec la France et les Pays-Bas à l'ouest, sans solution de continuité. Elle comptait environ 38 millions d'habitants (61 % de la population allemande et 62 % de la superficie de l'Allemagne, en 1925) et son territoire comprenait les zones industrielles les plus importantes (la Ruhr, par exemple). Voir aussi la carte p. 448. [Ndlr]

*** Les junkers étaient à l'origine des petits nobles, propriétaires fonciers en Prusse-Orientale et dans le nord-est de l'Allemagne. [Ndlr]

et du grand capital, nous le devons – au déshonneur de la justice – à Kurt Rosenfeld et consorts.

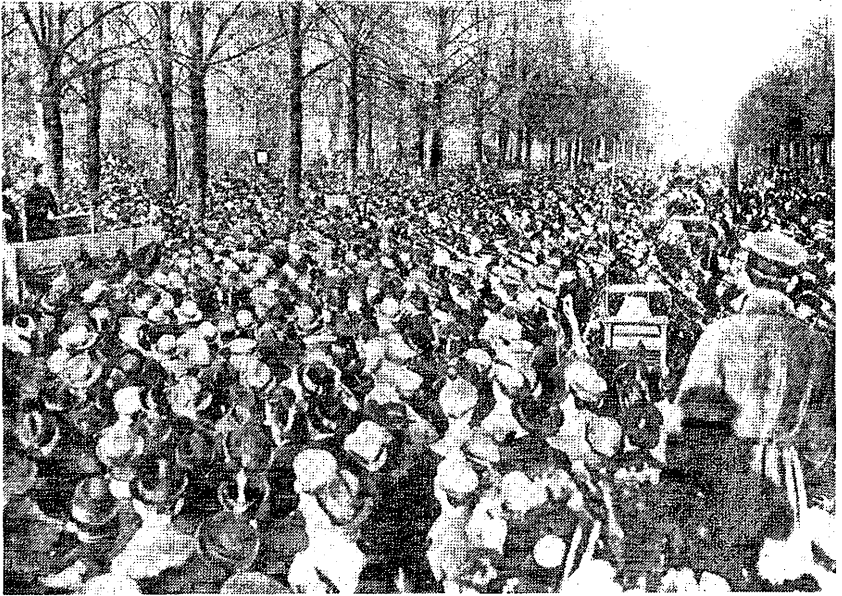
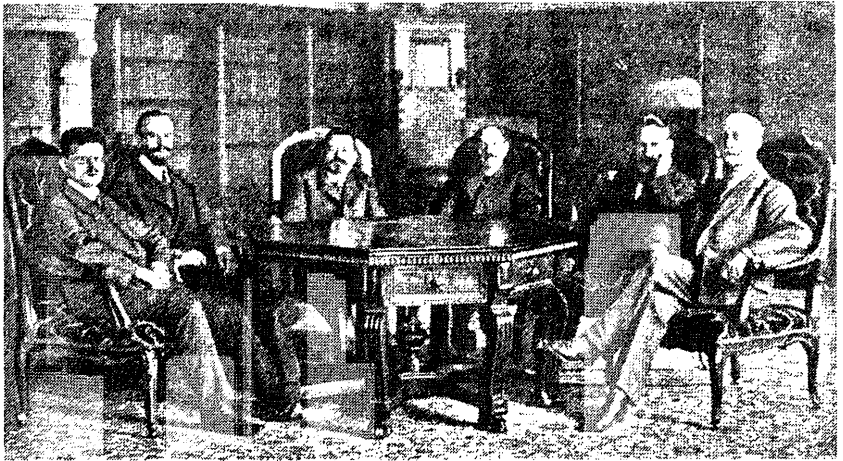
Le 9 novembre était le bon moment pour balayer la vieillie médiévale qui avait survécu jusqu'au *XX^e* siècle et pour réaliser le rêve de 1848, l'unité allemande. Mais rien ne fut fait. Au contraire. Les aspirants aux fonctions ministérielles ou autres étaient trop nombreux, et le mot d'ordre des partis au gouvernement devint la sauvegarde de la vieille structure d'État, compliquée et obsolète, de façon à contrecarrer au mieux le processus révolutionnaire. En décembre, Kurt Eisner, qui a trop souvent été pris pour un révolutionnaire, déclara à Munich devant un conseil provisoire bavarois :

« Pour ce qui concerne notre rapport avec le Reich, nous sommes convaincus qu'il faut laisser les États se renforcer et se consolider de façon autonome, dans le nouvel esprit. Nous n'acceptons pas que l'Assemblée nationale de Berlin décide de la Constitution des États. Nous croyons au contraire que le nouveau Reich doit se fonder sur une union d'États autonomes et plus forts. L'autodétermination des États doit devenir le fondement de la nouvelle unité du Reich. [...] L'Allemagne méridionale doit conserver ses particularités et pouvoir œuvrer en pleine autonomie. »

La déclaration d'Eisner, Prussien émigré en Bavière, reflète la profonde arriération de l'esprit bavarois. La tendance à préserver le plus possible l'ancienne structure, à manipuler les conquêtes du 9 novembre pour les dénaturer, se manifeste avec une clarté particulière dans le décret du 14 novembre dont Ebert et Haase sont les auteurs. Ce décret est épouvantable : « Le Bundesrat est autorisé à exercer ses fonctions, y compris dans le futur, sur la base des lois et des décrets du Reich. » Le Bundesrat était le symbole de la fragmentation non seulement de l'Allemagne, mais surtout du Reich, en tant qu'alliance entre princes plutôt qu'union du peuple allemand*. Ce n'est pas un hasard si aucune loi ne fut promulguée pour redéfinir les équilibres du Reich : sa structure voulait se maintenir telle quelle. Les États continuèrent à exister sous leur vieille forme, conservant leurs ministres et élisant leur parlement. La révolution ne réussit qu'à éliminer la mosaïque complexe des micro-États de la Thuringe**. Dix ans durant, après la révolution de novembre, on continuera à produire vainement des recettes pour « unifier l'empire ». Seule une nouvelle révolution pourra accomplir les objectifs des démocrates de 1848. Il n'est pas donc surprenant si, grâce aux décrets du gouvernement, la structure de la propriété ait été maintenue intégralement, que la justice bourgeoise soit encore « pleinement en vigueur » et qu'aucune modification n'ait été apportée au droit pénal.

* Bundesrat : Conseil fédéral ; de 1872 à 1919, la seconde chambre législative instaurée par la Constitution impériale, formée des princes régnants des États confédérés du Reich (Empire) allemand. De 1919 à 1934, cette assemblée réunit les représentants des États et prit le nom de Reichsrat. [Ndlr]

** Les huit petits États de Thuringe furent réunis en une Thuringe unifiée. [Ndlr]



En haut et de gauche à droite : le gouvernement des commissaires du peuple : Barth, Landsberg, Fibert, Haase, Dittmann, Scheidemann.

En bas : obsèques des victimes du 6 décembre ; à la tribune, Karl Liebknecht.

Même dans les tout premiers temps de la révolution, des mesures furent prises sur la base du vieux droit local prussien. La ville où cela se faisait avec la plus grande impudence était Hambourg. Le responsable USPD de la commission justice du conseil d'ouvriers et de soldats libéra certains prisonniers condamnés pour haute trahison envers la révolution, sous prétexte que le code pénal ne poursuivait pas ce genre de délit. Ce qui n'avait été qu'une blague sarcastique courant sur toutes les bouches se réalisait désormais : la social-démocratie faisait la révolution le code pénal en main. Le ministre prussien de la Justice, Kurt Rosenfeld, signa un décret qui déclarait intouchables « le patrimoine personnel du roi (!) et celui de la famille royale (!) ». Ensuite, un « dédommagement » de plusieurs milliards fut même octroyé aux multiples princes allemands déchus. Si l'on voulait rassembler toutes les imbécillités et les crimes prémédités qui ont été commis, on aurait de quoi écrire un livre tragi-comique entier. Et tout cela durant la période la plus tumultueuse de la révolution.

Le problème qui de loin angoissait le plus les contre-révolutionnaires du conseil des commissaires du peuple était celui de l'armée. Si, pendant les journées révolutionnaires, grades, épaulettes et armes ont été arrachés aux officiers, ce n'est pas seulement en raison d'une explosion de haine accumulée depuis des décennies par les soldats soumis aux mauvais traitements que les maîtres de leur sort leur ont fait endurer ; cette réaction exprimait aussi la volonté de priver les anciens seigneurs de l'instrument de l'armée impériale et de préserver la révolution de toute intrigue contre-révolutionnaire. C'est précisément ce qui incita Ebert, Landsberg et associés à faire tous les efforts possibles pour rétablir la vieille hiérarchie militaire, et ce qui les amena, dès le 12 novembre, à proclamer le décret suivant :

« L'ordre hiérarchique ne subira pas de modification. L'obéissance inconditionnelle en service est essentielle à un retour ordonné au pays ; l'ordre et la discipline de l'armée doivent être maintenus en toute circonstance.

Il est accordé aux conseils de soldats, pour maintenir un rapport de confiance entre officiers et soldats, un vote consultatif concernant le ravitaillement, les permissions et les mesures disciplinaires. Leur premier devoir est d'empêcher tout désordre ou mutinerie. »

Il est faux de dire que ce décret avait pour but de garantir une retraite ordonnée de l'armée des territoires occupés. La retraite pouvait être organisée par des officiers compétents subordonnés aux conseils de soldats. En réalité, ce décret, qui fut transmis aussi aux navires ancrés dans les ports, rétablissait la soumission absolue des soldats aux officiers réactionnaires. Les conseils de soldats furent réduits à de simples « cellules de contrôle des cuisines ». Ils pouvaient parler autant qu'ils le voulaient, mais c'était aux officiers de décider. Par la suite, leur tâche principale fut d'amadouer les unités « mutinées », c'est-à-dire les unités révolutionnaires. Il fut vite évident que rétablir le commandement

absolu n'était pas tâche facile. Là où les officiers tentaient d'imposer leur suprématie, ils provoquaient une résistance tenace des conseils, rendant ainsi un précieux service à la révolution. Pour briser cette résistance, la contre-révolution s'employa alors à organiser des unités de garde blanche. Nous verrons par la suite comment elle procéda pour ce faire.

1.3. Le gouvernement « socialiste » contre la Russie révolutionnaire

Le choix politique de se ranger du côté de la révolution ou de la contre-révolution dépendait de la réponse apportée à la question suivante : soutenait-on la Russie des Soviets ou l'Entente ? Se ranger du côté de l'Entente, c'était appuyer la domination du capital mondial, affaibli par la guerre. Choisir le camp de la Russie c'était libérer la république soviétique de l'étouffante pression politique internationale et favoriser la victoire de la révolution prolétarienne dans toute l'Europe orientale, particulièrement dans les territoires occupés par les Allemands. Se ranger du côté de l'Entente, c'était accepter servilement la volonté des vainqueurs, dont l'objectif principal était la destruction de l'économie allemande ; soutenir la Russie, c'était au contraire reconstruire l'économie grâce à l'alliance d'un pays agricole avec un pays industriel. Se ranger du côté de la Russie supposait que l'on lutte jusqu'au bout pour la victoire de la révolution, alors que l'Entente assénerait le coup de grâce à la révolution.

L'enjeu, c'était aussi la politique de paix de l'Allemagne. En se soumettant aux puissances victorieuses de la guerre mondiale, celle-ci aurait sans doute obtenu la paix, mais les mains liées. En revanche, le choix de soutenir la Russie soviétique ne signifiait pas forcément la guerre. Étant donné l'état des armées de l'Entente, il était fort improbable qu'elles puissent soutenir longtemps une guerre contre une Allemagne révolutionnaire. L'objectif qui avait fait supporter la guerre aux paysans et aux travailleurs français avait été atteint : l'impérialisme allemand avait été renversé en même temps que ses chefs impériaux. En outre, on avait déjà vu en Russie qu'une armée risquait de se dissoudre dans un milieu révolutionnaire. Reprendre la guerre contre une Allemagne révolutionnaire signifiait occuper militairement d'innombrables villes et lignes de chemin de fer jusqu'à Berlin. Impossible d'imaginer comment réaliser cet effort avec une armée qui n'aspirait plus qu'à la paix et qui, comme cela s'était vu en mai 1917 à Verdun*, était capable de mutineries massives. Et enfin, cela était-il possible face à la volonté manifeste d'un gouvernement révolutionnaire de conclure la paix ? Confrontées au risque de déclencher un processus révolutionnaire dans leurs propres pays, les puissances capitalistes auraient sans doute renoncé à une telle aventure. De toute façon, si elles avaient persévéré dans l'entreprise, elles auraient

* Le 16 avril 1917 commença, sur le front occidental, une offensive française et anglaise – achevée le 18 – qui en trois jours fit 122 000 morts et blessés dans les rangs français et près de 80 000 chez les Anglais ; cette absurde boucherie provoqua des agitations et des mutineries en chaîne dans l'armée française. La répression fut extrêmement dure, avec de nombreuses exécutions « pour l'exemple ». [Ndlr]

suscité l'enthousiasme révolutionnaire des prolétaires allemands et déchaîné les énergies que seules les classes révolutionnaires savent manifester, celles qui permettent la victoire d'une révolution, et les mêmes sentiments que ceux que l'invasion étrangère avait suscités chez les Français en 1792 et chez les ouvriers et paysans russes lors des années de guerre civile.

Pour la Russie ou pour l'Entente ? Pour la révolution ou pour la contre-révolution ? Si, au début de la révolution, les conseils avaient hésité, le choix était désormais clair. Le 10 novembre, le conseil d'ouvriers et de soldats de Berlin, l'organe suprême du pouvoir reconnu par le nouveau gouvernement, prit cette décision : « Le conseil d'ouvriers et de soldats décide que le gouvernement allemand doit établir immédiatement des relations diplomatiques avec le gouvernement russe et il attend donc l'arrivée de ses représentants à Berlin. » Cette résolution était un ordre que les commissaires du peuple auraient dû respecter, mais ils ne le firent pas.

Lorsque la révolution avait éclaté en Allemagne, les membres de l'ambassade soviétique, expulsés par Scheidemann* au moyen d'un honteux expédient, se trouvaient alors bloqués dans les territoires occupés par les troupes allemandes. L'ambassadeur soviétique, le camarade Adolf A. Joffe, insistait par télégraphe pour que les relations diplomatiques reprennent, sans obtenir de réponse. Le 10 novembre, le conseil de soldats de Minsk rétablit la ligne télégraphique avec Moscou. Gueorgui V. Tchitcherine — commissaire aux Affaires étrangères soviétique — essaya de parler avec Haase. Haase fit faux bond, prétextant devoir participer à une réunion du groupe parlementaire indépendant où sa présence était indispensable. En une autre occasion, en revanche — épisode rapporté dans tous ses détails par Karl Radek dans ses Mémoires** —, il n'eut aucune difficulté à rejoindre le poste télégraphique.

À la nouvelle de la mutinerie des marins de Kiel, les Soviétiques avaient décidé d'envoyer au prolétariat allemand, mourtri par la faim, deux convois ferroviaires chargés de blé. L'un des événements les plus emblématiques de l'histoire mondiale avait été l'adoption par la République soviétique du symbole de la faucille et du marteau, pour indiquer le début d'une nouvelle ère où les travailleurs prendraient en main le pouvoir et leur propre destin. Symboliquement, cette offre d'envoi de blé fut encore plus enthousiasmante et significative. Les affamés aidaient leurs frères affamés, le prolétariat russe s'engageait avec le prolétariat allemand à partager richesses et difficultés, combattant main dans la main comme de fidèles et inséparables camarades jusqu'à la victoire.

* En octobre-novembre 1918, il était sous-secrétaire d'État sans portefeuille dans le cabinet de Max von Bade. [NdLR]

** Radek a écrit deux livres sur les années qu'il a passées en Allemagne : en 1921 il publia à Munich *Dans les rangs de la révolution allemande* et en 1925, à Moscou et à Leningrad, *La révolution allemande*, en deux volumes. [NdLR]

Ce geste généreux fut l'une des plus grandes manifestations de solidarité internationale. Mais l'in vraisemblable se produisit ! Haase à Berlin et les représentants du commissariat soviétique pour les Affaires étrangères à Moscou sont en communication directe devant le télécrypteur : Haase transmet, avec des paroles glaciales, le salut des commissaires du peuple au gouvernement soviétique et le remercie pour l'envoi de céréales. Suit une longue et pénible pause, et le télécrypteur se remet à crépiter et frappe ce message :

« Sachant que la Russie est opprimée par la faim, nous vous demandons de distribuer au peuple russe affamé le grain que vous entendez sacrifier pour la révolution allemande. Le président de la République américaine, Wilson, nous garantit l'envoi de farine et de lard nécessaire à la population allemande pour passer l'hiver. »

Les camarades russes demandent alors si l'expulsion de leur ambassadeur est confirmée. Haase répond que le gouvernement allemand est disposé à relancer les négociations avec les Soviétiques pour renouer les relations diplomatiques. Mais avant, il demande que le consul allemand à Moscou puisse retourner à Berlin pour faire un rapport ; simultanément, Joffe doit rentrer à Moscou, on se mettra ensuite d'accord sur les avancées nécessaires. Ainsi, comme le dit Radek, « la main tendue reste suspendue dans le vide ».

C'était une véritable trahison. La révolution a été vendue aux puissances capitalistes victorieuses. Plus tard, l'organe central de l'USPD, *Freiheit**, soutint que les commissaires socialistes indépendants avaient proposé la réouverture immédiate des relations diplomatiques avec la Russie soviétique et que la requête avait été repoussée par les autres membres du cabinet. C'était un mensonge. Les documents officiels content une histoire différente. Prenons comme témoin Gustav Noske qui, à propos d'une séance de l'Assemblée nationale du 15 février, écrit :

« Un collègue m'a informé que lors d'une réunion du gouvernement du mois de novembre, réunion à laquelle participait également Haase, Karl Kautsky avait proposé de ne pas renouer les relations diplomatiques avec la Russie bolchevique, car une décision de ce genre pouvait susciter l'hostilité de l'Entente vis-à-vis de l'Allemagne. Haase fut d'accord avec Kautsky. »

Et voici ce que rapporte le procès-verbal de la séance du 19 novembre du conseil des commissaires du peuple :

« I. Poursuite de la discussion sur les relations entre l'Allemagne et la République des soviets. Haase conseille d'adopter une politique dilatoire. [...] Kautsky est d'accord avec Haase : la décision doit être différée. Le gouvernement soviétique ne peut survivre longtemps ; d'ici quelques semaines, il n'existera plus [...] »

Face à ce choix fondamental, les sociaux-démocrates majoritaires autant que les indépendants décidèrent de se ranger contre la révolution,

* « *Liberté* », publié à Berlin entre novembre 1918 et octobre 1922. [NDR]

aux côtés de la contre-révolution. Mais ce n'est pas tout : cet extraordinaire « gouvernement révolutionnaire » s'engagea sur la voie de la lutte armée contre le prolétariat russe. Déjà, lors des négociations pour l'armistice, Matthias Erzberger avait proposé d'écraser la Russie soviétique avec des troupes allemandes sous contrôle de l'Entente. En se proposant pour le rôle de dépeceurs de la révolution russe, les bourgeois allemands visaient à obtenir des conditions de paix plus favorables.

À la fin décembre, l'Entente protesta contre la lenteur du retrait des troupes allemandes des territoires orientaux. Le gouvernement allemand répondit par une dépêche diplomatique qui commençait ainsi :

« La conviction de l'Entente selon laquelle les troupes allemandes soutiendraient le bolchevisme, de leur propre initiative ou par ordre supérieur, directement ou bien en faisant obstacle aux mesures antibolcheviques, ne correspond pas à la réalité. Nous aussi, Allemands, et donc nos troupes également, retenons que le bolchevisme représente une menace extrêmement grave qu'il faut éventer par tous les moyens. »

Cette note fut envoyée après l'expulsion des sociaux-démocrates indépendants du gouvernement, mais son contenu avait été mis au point avec eux. L'intervention contre la Russie avait déjà été organisée. Le 30 septembre*, un télégramme de Mitau [Jelgava] déclarait : « Le conseil central de soldats de la huitième armée, avec le commissaire du Reich pour les pays Baltes (Winnig) et le président du conseil de soldats de Mitau, a décidé aujourd'hui de constituer une brigade de fer formée de volontaires. » La brigade devait être une unité combattante commandée par des officiers allemands et le manifeste de sa constitution était signé par des généraux, par des membres de l'aristocratie foncière prussienne, par Winnig ainsi que par Gottschalk, Linde, Mertins et Max Heydemann, leader politique de l'USPD de la Prusse-Orientale. Qui étaient les membres de cette brigade de fer ? Des soldats mercenaires qui, conduits par von der Goltz (le bourreau de la révolution finlandaise)**, assassinèrent des ouvriers et des paysans dans les pays Baltes, puis continuèrent leurs œuvres funestes en Allemagne. Gerhard Rossbach se déchaîna contre les bolcheviks et, dans le but de rassembler les bandes proto-saristes sous les ordres d'Avaloff-Bermont, des bureaux de recrutement

* La date du 30 septembre est probablement une erreur, il doit s'agir de novembre ou décembre : les conseils de soldats n'existaient pas encore en septembre, et Winnig — qui se trouvait déjà en Lettonie comme envoyé du gouvernement impérial auprès de l'armée allemande — ne fut nommé plénipotentiaire allemand par le gouvernement Ebert qu'en novembre ; le 29 décembre, il signait l'accord avec le gouvernement letton. [NdlR]

** La révolution dans les territoires sujets de la Russie tsariste mena à la constitution, en janvier 1918, d'un gouvernement révolutionnaire à Helsinki. Après une période de luttes à l'issue incertaine, les troupes blanches finlandaises reconquirent la ville de Tampere et un débarquement de troupes allemandes leur permit d'obtenir une victoire complète (mai 1918) ; le pays tout entier fut soumis à la terreur la plus féroce, des milliers d'ouvriers révolutionnaires furent fusillés. [NdlR]

furent ouverts en Allemagne, mettant à leur disposition des armes et de l'argent. La requête, formulée par les formations protsaristes au début de 1919, d'un soutien allemand à la formation d'une armée russe blanche du Nord – ressuscitant un accord stipulé en octobre 1918 entre le commandement suprême allemand du front oriental et la contre-révolution russe – ne fut repoussée qu'à un voix de majorité par le gouvernement du Reich. Pourtant Noske, et il s'agit d'un détail intéressant, promit aux négociateurs que la question serait décidée en dehors des instances du gouvernement. Donc, si le gouvernement soviétique fut contraint, après la révolution, de combattre encore deux ans une guerre civile qui ravagea la vie économique du pays, l'Allemagne en fut autant responsable que l'Entente. C'est bien le gouvernement « socialiste » qui, de façon consciente et avec tous les moyens à sa disposition, poursuit la politique contre-révolutionnaire du gouvernement impérial. Le blé offert par les ouvriers et les paysans russes a été scandaleusement repoussé par les commissaires du peuple. À sa place, on accepta la farine et le lard fournis par les magnats des trusts américains, payés évidemment au prix fort. Et les États-Unis submergèrent aussi l'Allemagne d'énormes quantités d'articles de luxe et autres marchandises superflues dont le coût mit le Trésor allemand à sec. Le gouvernement allemand s'appuya en outre sur les fournitures de denrées alimentaires pour servir ses propres objectifs contre-révolutionnaires. Le 14 novembre, on apprit publiquement que le gouvernement avait fait parvenir au président américain T. Woodrow Wilson la note diplomatique suivante :

« Le gouvernement allemand demande au gouvernement des États-Unis de faire savoir par télégraphe au chancelier du Reich [c'est-à-dire Ebert] s'il peut compter sur la fourniture de denrées alimentaires de la part du gouvernement des États-Unis, de façon à ce que le gouvernement allemand soit en mesure de garantir l'ordre à l'intérieur du pays et de distribuer équitablement de tels approvisionnements. »

La phrase « garantir l'ordre à l'intérieur du pays » était un chantage indigne visant à contraindre les ouvriers allemands sous la menace de la faim à se soumettre au joug de la contre-révolution. Wilson se limita à une vague promesse, mais ne négligea naturellement pas de faire jouer le levier qu'Ebert lui avait mis entre les mains. En Allemagne, le télégramme fut diffusé partout pour transmettre ce message aux ouvriers : renoncez à la révolution et à abattre le capitalisme, et vous aurez du pain et du lard ! Et, par un mensonge éhonté, on y affirmait que ces conditions étaient posées par Wilson. Le mensonge fut démasqué par l'organe du gouvernement français *Le Temps*, dans un article du 16 novembre 1918 :

« La requête avancée par M. Wilson n'est pas de son initiative personnelle. Elle lui avait été suggérée par le chancelier allemand en personne. [...] M. Ebert a proposé d'imposer ces conditions à ses concitoyens, ne pensant pas seulement au bien de son pays – si son but n'avait été que cela, il n'aurait certainement pas posé certaines conditions –, mais aussi à renforcer son propre

gouvernement. Lorsque Ebert fut en mesure de déclarer : l'Allemagne recevra des biens alimentaires de l'Amérique si vous me laissez maintenir l'ordre comme je l'entends, il se saisit d'une arme pointée contre les socialistes de l'opposition mais aussi contre ses collègues de gouvernement du groupe parlementaire minoritaire [les indépendants], avec lesquels il est contraint de partager le pouvoir. Le président des États-Unis n'entendait certainement pas fournir à Ebert, à M. Solf ou à Erzberger une arme aussi meurtrière. Mais il aurait été étrange que les sociaux-démocrates majoritaires, ex-serviteurs de Guillaume II, ne s'empressent pas, avec leur malhonnêteté habituelle, d'exploiter à leur avantage la réponse spontanée et loyale du président Wilson. »

La menace intimidante d'une volonté de l'Entente fut aussi agitée contre les conseils d'ouvriers et de soldats. Le gouvernement déclara en fait que les commissions de l'Entente chargées de veiller à l'application de l'armistice entendaient négocier exclusivement avec les autorités locales « légitimes ». Or le comportement des commissions militaires prouva immédiatement le contraire. Mais, pour les fins contre-révolutionnaires des sociaux-démocrates, tous les moyens étaient bons et aucun mensonge n'était trop honteux.

La décision de se ranger du côté de l'Entente contre la Russie des soviets, la politique de coalition avec les partis bourgeois, l'acharnement mis à remettre en marche la vieille machine d'État et son armée, l'ignominieuse pression exercée sur les conseils d'ouvriers et de soldats, l'autonomie attribuée au conseil des six, les soi-disant commissaires du peuple, et le soin mis à éviter tout contrôle populaire du gouvernement avaient définitivement mis ce dernier sur la voie de la contre-révolution. Mais ces actes avaient fait croître la défiance vis-à-vis du gouvernement au sein des masses, faisant s'évanouir l'esprit général de réconciliation qui avait parcouru la classe ouvrière au début de la révolution de novembre, et rendant plus solide le front de classe. Poursuivre la lutte révolutionnaire et accroître le pouvoir des conseils devinrent les mots d'ordre de couches toujours plus vastes du prolétariat. Cela obligeait le gouvernement à trouver un instrument qui lui permette d'amener les masses à soutenir la république bourgeoise, à la légitimer et à la consolider. Cet instrument, ce fut l'Assemblée nationale.

1.4. La tromperie parlementaire

Dès sa première déclaration, le gouvernement avait annoncé son intention de convoquer une Assemblée nationale avec des pouvoirs constituants. Toute la bourgeoisie, jusqu'aux junkers, soutenait son élection au suffrage universel. Lorsque l'Allemagne impériale était sur le point de succomber, les junkers, comme aveuglés, avaient repoussé la réforme du droit de vote prussien à trois classes ; et maintenant, ils se déclaraient sincèrement démocrates et soutenaient sabre au clair la convocation de l'Assemblée nationale*. Même le commandement suprême de l'armée déclarait avoir pour seule aspiration politique la constitution d'un Parlement démocratique. C'était l'instinct de survie des classes dominantes qui s'exprimait. Elles voyaient dans l'Assemblée nationale l'outil décisif qui leur permettrait d'assurer la domination du capital, et, pour cette noble cause commune, les diverses fractions de la bourgeoisie étaient prêtes à renoncer à leurs positions de pouvoir particulières.

Les plus ardents partisans de l'Assemblée nationale étaient les sociaux-démocrates, qui espéraient couvrir sous un mot d'ordre politiquement digne leurs objectifs contre-révolutionnaires. Un État fondé sur le suffrage universel n'était-il pas un des points du programme social-démocrate d'Erfurt ? La social-démocratie n'avait-elle pas mené une lutte décennale pour obtenir le droit de vote ? Les sociaux-démocrates ne s'étaient-ils pas engagés avec ténacité pour l'égalité absolue de tous les citoyens ? « Le moment de réaliser ce que nous avons toujours voulu est arrivé ! » Ces paroles, prononcées pour la première fois le 4 août 1914, étaient aussi vraies que trompeuses. Vraies parce que la social-démocratie s'est faite, tout au long de son existence, le porte-voix d'une mentalité petite-bourgeoise. Trompeuses parce qu'elle se présentait comme un parti marxiste et révolutionnaire. La revendication du suffrage universel était incontestablement juste lorsque cette réforme pouvait compromettre l'équilibre de la construction étatique capitaliste, mais elle devenait erronée dès lors que la révolution contre la domination du capital était à l'ordre du jour.

* En 1917, une commission constitutionnelle avait été instituée pour étudier les réformes pour l'après-guerre, mais ses propositions furent recalées en raison de l'attitude intransigente des conservateurs et des junkers. En octobre 1918, face à la défaite militaire, les réformes constitutionnelles furent adoptées ; la principale innovation consistait en une modification de l'article 15 de la Constitution impériale, par laquelle le chancelier devait obtenir la confiance du Reichstag et, avec ses ministres, devenait responsable devant le Reichstag et non plus devant l'empereur ; un amendement de l'article 64 subordonnait la nomination par l'empereur de tous les commandants militaires au *placet* du chancelier. Ce fut grâce à cette modification constitutionnelle que le prince Max von Bade put obtenir la démission du général Ludendorff. [Ndlr]

Le congrès d'Erfurt de la social-démocratie allemande se tint du 14 au 21 octobre 1891; il avait pour enjeu le nouveau programme du Parti social-démocrate allemand, qui devait remplacer celui qu'avait adopté le congrès d'unification de Gotha de 1875. Le 7 janvier 1891, Engels expédia à Kautsky le manuscrit des *Gloses marginales au programme du Parti ouvrier allemand*, écrites par Marx en 1875. Par la publication de ce document dans la *Neue Zeit*, Engels voulait jeter les bases d'une discussion sur le nouveau programme du parti, profitant de l'occasion de la fin des lois contre les socialistes pour faire assimiler le marxisme à la social-démocratie plus profondément qu'elle ne l'avait fait jusque-là. La publication du manuscrit suscita polémiques et réprobations et, « chez les socialistes qui ont la direction en Allemagne, un grand courroux », écrivit Engels à Friedrich A. Sorge le 11 février 1891.

En juin-juillet 1891, au cours du débat, Engels écrivit les notes *Critique du projet de programme du Parti social-démocrate de 1891*. « On veut maintenant que le Parti reconnaisse l'ordre légal actuel en Allemagne comme pouvant suffire à faire réaliser toutes ses revendications par la voie pacifique. On fait accroire à soi-même et au Parti que "la société actuelle en se développant passe peu à peu au socialisme", sans se demander si par là elle n'est pas obligée de sortir de sa vieille constitution sociale, de faire sauter cette vieille enveloppe avec autant de violence que l'écrevisse crevant la sienne. » Engels mit le doigt sur les faiblesses qui commençaient à se manifester au sein du Parti social-démocrate et avec une lucidité révolutionnaire mit en lumière l'opportunisme : « Cet oubli des grandes considérations essentielles devant les intérêts passagers du jour, cette course aux succès éphémères et la lutte qui se livre tout autour, sans se préoccuper des conséquences ultérieures, cet abandon de l'avenir du mouvement que l'on sacrifie au présent, tout cela a peut-être des mobiles honnêtes. Mais cela est et reste de l'opportunisme. Or, l'opportunisme "honnête" est peut-être le plus dangereux de tous. »

Le nouveau programme, approuvé au congrès d'Erfurt, fut pour sa plus grande part l'œuvre de Kautsky et influença le mouvement ouvrier allemand pendant une période historique entière. Le 3 décembre 1891, Engels écrivit à Kautsky : « Mes meilleurs remerciements pour les informations sur Erfurt. Elles m'ont été précieuses à beaucoup d'égards, notamment les comptes-rendus des débats dans la commission du programme. [...] En tout cas, la partie théorique du programme d'Erfurt peut maintenant circuler partout. Le principal, c'est qu'on n'y trouve rien de contestable du point de vue théorique ; c'est ce qui a été obtenu en gros. Les revendications pratiques ont toutes sortes de défauts, certaines ont un caractère petit-bourgeois — si on les applique aux conditions actuelles —, mais on pourra toujours rétorquer qu'étant donné notre rapport de forces actuel, elles ne seront tout de même pas appliquées tant que nous ne serons pas au pouvoir, et qu'ensuite elles auront un caractère tout à fait différent. »

Les revendications portant sur le suffrage universel étaient formulées de la façon suivante : le parti ouvrier allemand revendique comme base libérale de l'État : 1) le droit au suffrage universel, égal, direct et secret pour tous les hommes à partir de 21 ans, pour toutes les élections dans l'État et dans les municipalités ; 2) la législation directe du peuple avec le droit de présenter et de repousser les propositions de loi. [Ndlr]

Toute révolution sociale, toute révolution qui porte une nouvelle classe au pouvoir après avoir renversé la vieille classe dominante, révolutionne également les fondements du système politique. Dans la société féodale, l'Assemblée des états généraux était tout aussi naturelle et « légitime » que le parlementarisme dans la société bourgeoise. L'acte révolutionnaire par lequel les représentants de la bourgeoisie avaient aboli les états généraux en 1789 et s'étaient constitués en Assemblée nationale avait énoncé un principe qui n'était pas éternel, bien que fondé sur la doctrine du droit naturel. C'était simplement la réalisation d'un principe très audacieux : « Qu'est-ce que le tiers état ? Rien, alors qu'il devrait être tout ! » Traduit dans le langage de la révolution de novembre, cela voulait dire : « Tout le pouvoir aux conseils ! » La révolution, c'est précisément le moment où une classe émergente déclare, à travers ses actes, vouloir être tout. Pour atteindre cet objectif, elle doit renverser politiquement et économiquement les vieilles classes dominantes. De même que la bourgeoisie française avait accusé les classes féodales de parasitisme et les avait de ce fait privées de droits, la classe ouvrière doit aujourd'hui priver la bourgeoisie parasitaire de ses droits pour pouvoir l'« extirper ». De même que la bourgeoisie française avait déclaré que tout le peuple était constitué de « citoyens » et mené une lutte sans pitié contre ses ennemis, la classe ouvrière victorieuse doit maintenant transformer tous les citoyens en travailleurs et imposer le travail effectif au bénéfice de la société comme fondement des droits politiques. Tel est le sens de la phrase que Karl Marx a lui-même présentée comme le point cardinal de sa théorie politique :

« Entre la société capitaliste et la société communiste, se situe la période de transformation révolutionnaire de l'une en l'autre. À cette période correspond également une phase de transition politique, où l'État ne saurait être autre chose que la *dictature révolutionnaire du prolétariat**. »

Marx et Engels étaient démocrates non parce qu'ils soutenaient le modèle parlementaire, mais en tant que partisans du pouvoir du prolétariat, dont la forme dépendra des conditions concrètes et des rapports de forces. Ils se gaussaient de la

« démocratie vulgaire qui voit dans la république démocratique le millénium et qui ne soupçonne guère que c'est précisément sous cette forme ultime de l'État de la société bourgeoise que devra se livrer la bataille définitive entre les classes... »**

De même, Engels, critiquant le programme de Gotha, écrivait à Bebel :

« Tant que le prolétariat a encore *besoin* de l'État, ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. »***

* K. Marx, *Critique du programme de Gotha. Gloses marginales du programme du Parti ouvrier allemand*, 1875. *Œuvres I*, bibl. de la Pléiade, 1963, p. 1429. [NdlR]

** *Ibidem*, p. 1430.

*** Engels à Bebel, le 18-28 mars 1875 ; in *Marx-Engels Werke*, vol. 34, Dietz, Berlin, 1966, p. 125-131. [NdlR]

Les lettres écrites par Engels dans les années 1880 anticipaient parfaitement la situation qui s'est présentée en novembre 1918 :

« Dans tous les cas, notre seul adversaire le jour de la crise et le jour suivant, c'est *l'ensemble de la réaction qui se regroupe derrière elle [la démocratie pure]*. »*

« Pour ce qui est de la **démocratie pure** et de son rôle à l'avenir, je ne suis pas d'accord avec toi. Il va de soi qu'en Allemagne elle joue un rôle beaucoup plus accessoire que dans les pays au développement industriel plus ancien. Ce qui ne l'empêchera pas d'acquiescer une importance temporaire au moment de la révolution, sous la forme d'un parti *bourgeois* extrémiste, [...] devenant l'ultime bouée de sauvetage de toute l'économie bourgeoise et même féodale. À ce moment-là, elle aura pour elle toute la masse réactionnaire, ce qui la renforcera : tout ce qu'il y a de réactionnaire passera alors le masque démocratique. Ainsi en 1848, de mars à septembre, toute la masse féodale bureaucratique a soutenu les libéraux en vue d'écraser les masses révolutionnaires, pour ensuite, une fois que ce fut fait, chasser les libéraux à coups de pied aux fesses, naturellement. Ainsi en 1848, de mai à l'élection de Bonaparte en décembre, on a vu dominer en France le plus faible de tous les partis, le parti du *National*, purement républicain, et cela uniquement parce que la réaction unie serrait les rangs derrière lui. Il en fut ainsi à chaque révolution : le parti le plus conciliant de ceux qui sont encore capables de former le gouvernement est invité à prendre le pouvoir précisément parce que les vaincus voient en lui la dernière chance de salut. Nous ne pouvons espérer avoir déjà pour nous, au moment de la crise, la majorité des électeurs, c'est-à-dire de la nation. Toute la bourgeoisie et les restes de la classe féodale possédante, une grande partie de la bourgeoisie et de la population rurale se grouperont alors autour du parti bourgeois le plus radical, qui prendra la pose la plus révolutionnaire, et j'estime fort possible que ce parti soit représenté dans le gouvernement provisoire jusqu'à y former même un certain temps la majorité. Ce que, dans de telles conditions, *il ne faut pas* faire nous a été montré par la minorité sociale-démocrate du gouvernement parisien de février 1848. Quoi qu'il en soit, cela reste pour l'instant une question purement académique. »

Engels à Bebel, 11-12 décembre 1884. [Ndlr]

Nos maîtres étaient bien loin de considérer le système parlementaire comme la réalisation de la justice éternelle. Ils soutenaient la dictature du prolétariat en tant qu'instrument pour priver de leurs droits et réprimer les ennemis de la classe ouvrière. Les sociaux-démocrates, restés liés aux mots d'ordre qui avaient eu leur justification lors de la lutte contre le système semi-absolutiste allemand, montrèrent qu'ils étaient les ennemis de la révolution prolétarienne et apportèrent leur contribution à la réaction générale.

Et les indépendants ? Ceux-ci pressentaient les risques que la formation d'une Assemblée nationale ferait courir à la révolution et ils étaient

* Engels à Bebel, le 11-12 décembre 1884 ; in *Marx-Engels Werke*, vol. 36, Dietz, Berlin, 1967, p. 250-254. [Ndlr]

conscients du fait que la naissance d'un Parlement signifierait la victoire de la bourgeoisie et la constitution d'une république bourgeoise. Mais, habitués aux demi-mesures, ils n'eurent pas le courage nécessaire pour aller jusqu'au bout, comme le réclamait la situation, et se limitèrent à demander un renvoi de l'Assemblée nationale. Ils disaient qu'il fallait tout d'abord adopter des mesures d'envergure pour la socialisation des industries les plus importantes, mettant ainsi l'Assemblée nationale devant le fait accompli, mais, simultanément, ils s'évertuaient à « prouver » que, dans un contexte d'effondrement de l'économie, aucune forme de socialisation n'était possible. Déjà, la demande de renvoi des élections était une position de faiblesse par laquelle ils admettaient par avance leur défaite. Et de fait, à la fin novembre, ils durent courber l'échine et accepter que les élections à l'Assemblée nationale soient fixées au 16 février. Et, à cette occasion comme à toutes les autres, Haase et compagnie se mirent au service des contre-révolutionnaires d'Ebert.

La Ligue Spartacus et les Communistes internationaux d'Allemagne (ex-courant de Brême) entreprirent dès le premier jour de lutter contre les choix contre-révolutionnaires du gouvernement, réussissant à mobiliser des masses sans cesse plus nombreuses contre ceux qui voulaient faire dévier le cours de la révolution. Ce front se resserra de plus en plus autour du mot d'ordre « Contre l'Assemblée nationale ! », dont Rosa Luxemburg exposa le sens dans un article publié dans la *Rote Fabrik* du 20 novembre :

« Aujourd'hui, l'histoire nous présente une alternative précise : démocratie bourgeoise ou démocratie socialiste. La dictature du prolétariat est en fait la démocratie dans son acception socialiste. La dictature du prolétariat n'est pas synonyme de bombes, de coup d'État, de désordres et d'"anarchie", comme, dans un but bien précis, veulent le faire croire les agents du profit capitaliste. Elle présuppose, à l'inverse, l'emploi de tous les instruments du pouvoir politique pour l'édification du socialisme et l'expropriation de la classe des capitalistes, selon la volonté de la majorité révolutionnaire du prolétariat et donc dans l'esprit de la démocratie socialiste.

Sans la volonté consciente et l'action consciente de la majorité de la classe ouvrière, le socialisme n'est pas possible. Pour ressouder une telle conscience, tremper cette volonté et organiser l'action, un organe de classe est nécessaire : le parlement national des prolétaires des villes et des campagnes. La convocation de cet organe représentatif des travailleurs est déjà en soi un acte de la lutte de classes, un élément de rupture avec l'histoire de la société bourgeoise, un puissant instrument pour secouer les âmes des masses prolétariennes ; elle constitue en outre la première véritable déclaration de guerre au capitalisme.

Aucune tromperie, aucune hypocrisie : les dés sont jetés. Le crétinisme parlementaire était par le passé une faiblesse, il est aujourd'hui une ambiguïté, il sera demain une trahison du socialisme. »

C'est ainsi que se constituèrent deux fronts toujours plus opposés, créant une fracture non seulement entre la bourgeoisie et le prolétariat, mais aussi au sein même de la classe ouvrière. C'étaient surtout les

conseils de soldats qui faisaient pression pour une convocation rapide de l'Assemblée nationale et qui bombardaient le gouvernement et l'opinion publique de résolutions, au point que leur cri de guerre « Vive l'Assemblée nationale ! » devint de façon toujours plus claire et unanime « Pour le gouvernement Ebert ! » — et non pour le gouvernement des commissaires du peuple — et « Contre Spartacus ! ».

Parmi les dirigeants réformistes de la classe ouvrière, on pouvait repérer deux tendances distinctes. Celle conduite par Ebert était explicitement contre-révolutionnaire, et se fixait comme objectif de défendre la société bourgeoise des attaques de la classe ouvrière. Durant le conflit mondial, cette tendance était apparue comme l'agent de l'impérialisme au sein de la classe ouvrière. Elle rassemblait les chefs de l'aile révisionniste qui s'était constituée avant l'éclatement de la guerre ; ceux qui, au tournant du siècle, avaient déserté les rangs de la bourgeoisie et conflué dans la social-démocratie, sans toutefois rompre les ponts avec la classe bourgeoise. En organisant la contre-révolution et la lutte contre la classe ouvrière, cette tendance ne faisait que défendre jusqu'à leurs extrêmes conséquences les idées et l'action politique poursuivies jusqu'alors. Des éléments « sortis » (au sens littéral du terme) de la classe ouvrière s'unirent aux révisionnistes ; il s'agissait d'éléments qui avaient décidé d'abandonner le prolétariat pour rejoindre la bourgeoisie. Le sommet des appareils bureaucratiques du parti social-démocrate, des syndicats et des coopératives était constitué d'hommes qui ne s'étaient élevés socialement que grâce au développement des organisations ouvrières. Ils avaient répudié depuis longtemps la stratégie révolutionnaire du marxisme et les tâches historiques de la classe ouvrière, en arrivant à considérer l'autoconservation comme le but principal des organisations ouvrières. C'étaient des bureaucrates de la politique qui considéraient que les objectifs pour lesquels ils s'étaient battus durant plusieurs décennies — devenir un parti de gouvernement en qualité de représentants d'un parti ouvrier-bourgeois sur le modèle anglo-saxon, être reconnu comme d'honnêtes bourgeois et accéder à des fonctions ministérielles et gouvernementales — étaient atteints. Le seul intérêt qu'ils avaient maintenant était de défendre, à n'importe quel prix, les positions conquises.

L'autre tendance regroupait les fonctionnaires sociaux-démocrates intermédiaires et inférieurs et la majorité des leaders indépendants. Ceux-ci n'avaient pas encore coupé les liens avec les masses et aspiraient à l'émancipation de la classe ouvrière et au socialisme. Cependant, ils manquaient d'expérience révolutionnaire et étaient conditionnés par le genre d'activité politique qu'ils avaient pratiqué pendant des années. En outre, ils s'étaient formés politiquement à l'école fataliste du *presque marxisme* kautskien, qui considérait le devenir historique comme un processus graduel et inéluctable ; depuis longtemps, donc, ces hommes avaient perdu tout élan combatif. La destruction du vieil ordre leur faisait craindre l'anéantissement de tout ordre, l'anarchie, le chaos. Ils voulaient éviter ce danger. Ils craignaient la force élémentaire de la révolution, du

grand fleuve qui rompt les digues et dévaste ; ils voulaient que la révolution les porte au socialisme de façon « judicieuse », suivant un plan sensé et pondéré. Par là ils cultivaient une illusion grotesque, typique de la mentalité petite-bourgeoise.

« On ne guérit pas d'une maladie grave avec du musc et de l'eau de rose. » Le « prix de la révolution », disait Boukharine, comme la destruction du vieil ordre politique et économique et les conséquences qui en découlent, doit être payé d'une manière ou d'une autre si l'on veut instaurer une nouvelle société, et les véritables dirigeants révolutionnaires sont ceux qui assument cette écrasante responsabilité. Les vieux leaders l'ont refusée au nom d'un « sens des responsabilités » typiquement petit-bourgeois. Et qu'est-ce que ça a donné ? La révolution ne concède qu'un seul choix : pour ou contre. Il n'existe pas de troisième voie. Ces leaders ont refusé la responsabilité des conséquences de la révolution et la contre-révolution en a fait ses esclaves, ses marionnettes. Certains ont trahi pour protéger la société capitaliste, pervertissant dans ce but leur qualité de dirigeants d'organisations ouvrières et la confiance qu'un demi-siècle d'histoire de la social-démocratie avait acquise auprès de la classe ouvrière. Les autres ont trahi par faiblesse.

Trahit aussi celui qui se laisse trahir. Le fait que des centaines de milliers d'ouvriers aient ingénument déplacé sur les leaders de l'appareil du parti la confiance qu'ils avaient accordée à la social-démocratie — le parti qui jusqu'à l'éclatement de la guerre s'était fait l'interprète des convictions, de la volonté, des forces et des faiblesses du prolétariat — a aussi contribué à la défaite du prolétariat. La plupart même de ces militants à qui le comportement de la social-démocratie durant la guerre avait ouvert les yeux voulurent croire que ce choix politique n'était qu'une défaillance momentanée. Ils crurent que l'on pouvait revenir à la politique d'August Bebel, le phare qui déchire les ténèbres. De surcroît, ils croyaient que la guerre avait été une période de défaillance, une tragédie dont la responsabilité incombait à la seule caste dirigeante tout juste renversée. Ils se rappelaient leurs conditions de vie, somme toute médiocres, d'avant la guerre, et espéraient que la misère présente ne deviendrait rapidement qu'un mauvais souvenir. Ils crurent que les promesses de Wilson, de la Société des nations et la démocratie étaient des garanties suffisantes d'un avenir sans guerre. Derrière la république démocratique ils ne voyaient pas poindre la république de la bourgeoisie, mais croyaient voir le solide terrain sur lequel allait prestement éclore le socialisme. Enfin, cela leur semblait le moyen le plus facile d'obtenir le lard américain tant désiré. Ainsi, la démagogie d'hommes comme Scheidemann trouva un terrain fertile. En résumé, les grandes masses n'avaient pas encore la conscience et la détermination nécessaires pour combattre le système capitaliste.

L'expérience des premières semaines de révolution suffit cependant à rassembler autour des mots d'ordre de la Ligue Spartacus une avant-garde solide et à faire s'évanouir chez un nombre considérable d'ouvriers

la confiance aveugle mise dans le gouvernement des commissaires du peuple. Notamment dans les grandes villes et là où la gauche révolutionnaire était traditionnellement présente au sein du prolétariat, les ouvriers d'avant-garde représentaient déjà une force. Mais avant qu'ils ne puissent se regrouper en un parti révolutionnaire soudé et bien organisé, la classe ouvrière fut trompée et entraînée dans des batailles vouées à la défaite.

1.5. La contre-révolution va de l'avant

Certains lecteurs penseront que nous portons sur les chefs de la social-démocratie un jugement trop sévère et diront que nous les définissons comme contre-révolutionnaires sur la base de préjugés politiques de parti. Pourtant, voici, pour étayer notre jugement, une preuve que nous retenons comme décisive.

Le 9 novembre, Ebert, Scheidemann et consorts avaient joué un double jeu pour garder la main quoi qu'il advienne. La révolution l'emporta. Le 10 novembre, le nouveau gouvernement fut constitué et prit le nom de conseil des commissaires du peuple, avec Ebert pour président. Le même jour, dans une conversation sur la ligne téléphonique réservée reliant le palais de la chancellerie au commandement suprême de l'armée, le commissaire du peuple Ebert et le général Wilhelm Groener, successeur de Ludendorff, firent un pacte. Certains détails de ce pacte furent rendus publics par le général Groener lors de son témoignage sous serment au procès du « coup de couteau dans le dos »*. Nous reproduisons un passage du procès-verbal sténographié dans la version qu'en a publiée le SPD :

« Docteur Hirschberg du ministère public : L'objectif d'Ebert, partagé par le témoin, était-il de restaurer la monarchie ou d'abattre le système des conseils ? Groener : La seconde partie de la question est la bonne. Nous nous sommes alliés pour lutter contre le bolchevisme. Il était impensable de restaurer la monarchie. Le 10 novembre, nous nous sommes proposé de constituer un gouvernement régulier, de le soutenir avec une armée et de convoquer au plus vite l'Assemblée nationale. Précédemment, j'avais déconseillé au feld-maréchal [Paul Ludwig von Hindenburg] d'intervenir militairement contre la révolution, car, vu les conditions dans lesquelles se trouvait l'armée, on risquait l'échec. J'avais une suggestion : le commandement suprême de l'armée devait s'allier avec les sociaux-démocrates majoritaires, considérant qu'en cet instant il n'existait pas d'autre parti doté d'une influence suffisante sur la population, en particulier sur les masses ouvrières, qui fût en mesure de rétablir le pouvoir gouvernemental avec l'aide du commandement suprême. Les partis de droite n'existaient plus et une alliance avec l'extrême gauche était inconcevable. Naturellement, ce n'était pas la solution que le feld-maréchal souhaitait. Enfin, mettant de côté ses préférences personnelles, il

* Le général Wilhelm Groener avait remplacé Erich von Ludendorff en tant que chef d'état-major général (quartier-maître général) le 26 octobre, après que ce dernier eut déclaré inacceptables les conditions de l'armistice et appelé à « la résistance la plus acharnée ».

Le *Dolchstoßprozess* (procès du coup de couteau dans le dos) eut lieu à Munich en octobre-novembre 1925. Ce procès alimenta la *Dolchstoßlegende*, la légende selon laquelle l'Allemagne serait sortie vaincue du conflit mondial si l'armée n'avait pas été trahie par le défaitisme du mouvement ouvrier révolutionnaire. [NdlR]

Le général Groener à propos de l'alliance conclue avec Ebert le 10 novembre 1918.

« Le commandement de l'armée devrait [...] faire en sorte que le reste de l'armée puisse rentrer au pays au moment opportun et en ordre, mais surtout en conservant son intégrité morale. Il devrait, en outre, faire en sorte que le corps des officiers, porteurs de la conscience militaire, puisse s'insérer dans la nouvelle situation. La force spirituelle et morale qui s'est accumulée depuis des siècles dans le corps des officiers allemands-prussiens devrait être conservée dans son essence pour les forces armées futures. La chute de l'empire a privé les officiers du terrain de leur existence, de leur point de repère. Ils ressentaient le besoin d'avoir un but valable et une nouvelle sécurité intime. Il fallait éveiller en eux le sentiment d'un devoir qui ne se tournerait pas vers une forme déterminée de gouvernement mais vers l'Allemagne. [...]

Le corps des officiers ne pouvait cependant collaborer qu'avec un gouvernement qui entendait lutter contre le radicalisme et le bolchevisme. Ebert était disposé à cela mais il avait du mal à tenir en main les rênes du gouvernement. Il risquait d'être supplanté par les indépendants et le groupe de Liebknecht. Quoi de plus évident alors pour moi que d'offrir à Ebert, que je savais honnête et sûr, et doté de l'esprit politiquement le plus clairvoyant parmi ses camarades de parti, la protection de l'armée et du corps des officiers ?

[...] Le soir du 10 novembre, je téléphonai à la chancellerie du Reich et communiquai à Ebert que l'armée était à la disposition de son gouvernement, et que le Feldmarschall et le corps des officiers attendaient son appui pour le maintien de l'ordre et de la discipline dans l'armée. Le corps des officiers exigeait que le gouvernement luttât contre le bolchevisme et fût prêt à l'action. Ebert consentit à ma proposition d'alliance, après quoi nous discutâmes chaque soir de la réalisation d'un accord secret entre la chancellerie du Reich et le commandement de l'armée sur les mesures à adopter. L'alliance a été validée.

[...] Nous [officiers du Haut commandement de l'armée] espérions, avec notre activité, pouvoir transférer une partie du pouvoir du nouvel État à l'armée et au corps des officiers ; si cela avait réussi, nous aurions pu permettre à la nouvelle Allemagne de garder, malgré la révolution, l'élément le meilleur et le plus fort de l'ancien prussianisme. »

Wilhelm Groener, *Lebenserinnerungen. Jugend, Generalstab, Weltkrieg* (Mémoires. Jeunesse, état-major, guerre mondiale), Göttingen, 1957, p. 467. [Ndlr]

accepta. Le feld-maréchal a clairement affirmé que telle était sa position dans une lettre à Ebert datée du 8 décembre 1918.

En premier lieu, nous établimes de mettre en contact téléphonique, entre onze heures et une heure du matin, le grand quartier général et la chancellerie en utilisant une ligne réservée. *On décida donc de révoquer les conseils d'ouvriers et de soldats de Berlin. À cette fin, un plan d'intervention fut élaboré. Dix divisions marcheraient sur la ville. Ebert était d'accord. Un officier fut chargé de se rendre à Berlin pour participer aux rencontres où seraient fixés les détails du plan. Ensuite, il fallait aussi impliquer le ministre de la Guerre prussien dans les négociations. Les socialistes indépendants demandèrent que les troupes marchent sur la ville avec les armes mais sans les munitions. Ebert ordonna pourtant que les armes soient chargées.* Notre plan prévoyait, une fois les troupes entrées dans la ville, qu'elles procèdent à un ratissage pour désarmer les spartakistes.

Le plan fut discuté avec Ebert également, auquel je suis particulièrement reconnaissant pour l'amour de la patrie [c'est-à-dire l'amour du système capitaliste, NdA] dont il fit preuve et pour son infatigable dévouement à la cause. *Schwertfeger, expert du tribunal* : Une dernière question concernant l'accord que M.M. Groener et Ebert conclurent le 10 novembre contre la révolution. L'accord du 10 novembre a souvent été mal compris : plusieurs l'ont interprété comme une intervention contre la révolution du 9 novembre. Cet accord visait-il à renverser la nouvelle forme d'État née le 9 novembre ou, à l'inverse, était-il dirigé contre le bolchevisme ?

Groener : Cette alliance a été conclue contre le danger représenté par le bolchevisme et contre le système des conseils.

« Selon mes dispositions, le corps des officiers dans son ensemble, bien qu'il ne fût pas encore libéré du serment précédent, s'est mis à la disposition du nouveau gouvernement. [...] Cependant, c'est un fait incontestable que les conseils d'ouvriers et de soldats ne respectent les dispositions du gouvernement que dans la mesure où elles leur conviennent. [...] Il n'est possible de sortir de cette situation que si le gouvernement dispose d'un organe en mesure de faire valoir ses décrets et les lois existantes. Dans la situation actuelle, cet organe ne peut être que l'armée et, pour être plus précis, qu'une armée gouvernée par une discipline sévère. [...] Si l'armée doit être et rester une force utilisable dont le gouvernement peut disposer, il faut rétablir par tous les moyens l'autorité de l'officier et maintenir l'armée à l'écart de la politique. À ce propos, il est indispensable que le gouvernement émette un décret où il soit clairement dit que : 1) Le commandement n'est du ressort que des commandants désignés. 2) Le rapport de subordination à l'officier et toutes les dispositions à ce sujet doivent être totalement rétablis. Je voudrais ici faire remarquer que l'obligation du salut est absolument nécessaire et déterminant pour la discipline. [...] 3) Les conseils de soldats doivent disparaître de la troupe... Telles sont les revendications des militaires. [...] L'avenir du peuple allemand est entre vos mains. [...] Je suis prêt, et derrière moi il y a toute l'armée, à vous appuyer sans réserve ; nous tous savons qu'après la triste conclusion de la guerre, la reconstruction du Reich ne peut se faire que sur des bases nouvelles et sous des formes nouvelles. »

Lettre de Hindenburg à Ebert du 8 décembre 1918, citée dans *Die deutsche Revolution : 1918-1919* (La révolution allemande 1918-1919, documents recueillis par Gerhard A. Ritter et Susanne Miller), Fischer Bücherei GmbH, Francfort-s-M., 1968. (Ndlr)

Il n'y a pas lieu de se perdre en discours indignés pour commenter ce témoignage jamais démenti. Il montre bien que, dès les premiers jours de la révolution de novembre, la guerre civile contre la classe ouvrière a été décidée et organisée, que la campagne militaire de Noske se basait sur un plan d'action bien mis au point et de grande ampleur, et que, pour garantir la domination de la bourgeoisie, la décision de briser la révolution prolétarienne avait été prise. Le gouvernement, qui devait son existence aux conseils et avait juré d'en respecter les décisions, devait abattre ce même système ! Pour avoir une idée de la persévérance avec laquelle cet objectif fut poursuivi, citons un autre document.

Au début du mois de décembre, le comte Ulrich von Brockdorff-Rantzau, ambassadeur impérial, succéda à Solf qui, à ce stade, ne pouvait plus conserver ses fonctions de ministre des Affaires étrangères. Dans une lettre à Scheidemann, Brockdorff-Rantzau pose quelques conditions :

« Par la présente, j'aimerais être plus précis et, vous laissant le choix de vous servir de la façon qui vous semble la meilleure de ce que je vous dirai, j'ajoute qu'en ce qui concerne le troisième point, la création d'une armée républicaine, je retiens comme absolument indispensable *d'intervenir avec force contre les intrigues des bolcheviks et de leurs chefs, et cela jusqu'aux plus extrêmes conséquences.* [...] La principale condition, à laquelle je subordonne mon acceptation de cette fonction, est qu'on me concède la possibilité d'intervenir aussi dans la solution des questions internes au pays. »

Voici les conditions que le comte joint à la lettre :

« Je considère que ce qui manque avant tout en ce moment, c'est un soutien total à l'autorité du gouvernement [...] À une telle fin, la convocation immédiate de l'Assemblée nationale, même avant le 16 février 1919, constitue une prémisses d'une importance fondamentale. [...] En outre, je pense que parmi les tâches fondamentales qu'il s'agit d'affronter en urgence absolue, il y a le fait de rétablir et de consolider notre crédibilité. [...] L'entrepreneur doit avoir la certitude absolue qu'il ne sera pas gêné dans son travail par le dilettantisme des collaborateurs du gouvernement. »

« Jusqu'aux plus extrêmes conséquences ! » Destruction des conseils d'ouvriers et de soldats, sauvegarde de l'économie capitaliste à travers la dissolution des conseils d'usine, répression de la classe ouvrière et *neutralisation* des chefs révolutionnaires, tous les points de ce programme ont été appliqués « jusqu'aux plus extrêmes conséquences », jusqu'à l'assassinat par trahison. Une fois ces conditions satisfaites, le comte Brockdorff-Rantzau fut nommé ministre des Affaires étrangères. Il a été prouvé que ces conditions ont été discutées durant une séance du gouvernement, même si Scheidemann est resté vague. Mais les commissaires du peuple indépendants, heureux d'avoir un véritable comte comme ministre, une personne comme il faut qui passait même pour libéral, renoncèrent à connaître ces conditions dans les détails et donnèrent leur accord.

Les espoirs du grand quartier général furent en partie déçus et le plan contre-révolutionnaire ne put être activé totalement. Répandant la calomnie à pleines mains, le grand quartier général avait réussi à dresser les troupes du front contre la Ligue Spartacus, autrement dit contre les ouvriers des grandes villes, et à provoquer de nombreux et violents affrontements. Ces premiers succès avaient donné l'illusion aux hommes au pouvoir que les soldats étaient prêts à tirer jusque sur leurs parents*.

* Référence à la phrase : « En cas d'état d'urgence, tirez même sur vos parents », prononcée par Guillaume II à l'occasion du serment des recrues après les élections du Reichstag de 1893, où l'avancée électorale de la social-démocratie avait déçu les espoirs du Kaiser, qui croyait avoir réussi à lier les masses ouvrières à la monarchie. [NdlR]

Mais, une fois que les soldats eurent constaté ce qu'il était en train de se passer en Allemagne, cette illusion s'évapora. Les dix divisions de troupes choisies promises à Ebert entrèrent à Berlin début décembre ; mais en quelques jours, le nombre des hommes disposés à combattre la guerre civile était tombé à 1 400. Même chose, voire « pire », à Brême et dans d'autres localités.

Une fois passés les jours tempêteux de novembre, les chefs sociaux-démocrates cherchèrent à opposer des unités de choc aux troupes installées dans le pays. À Kiel, Noske réunit un contingent contre-révolutionnaire formé d'officiers et de sous-officiers de réserve, qui se fonda plus tard dans les gardes blanches. À Berlin, la situation était plus grave. Le 9 novembre, Karl Liebknecht, avec l'aide du courageux sous-lieutenant Heinrich Dorrenbach, avait tenté de former une garde rouge. Mais la tentative avait échoué du fait de l'opposition des conseils de soldats, qui craignaient d'être mis à l'écart dans la défense de la révolution. Le 9 novembre, Ebert avait demandé l'envoi d'un contingent de marins de Cuxhaven pour protéger la république. Quelques jours plus tard, Otto Wels fit venir de Kiel 2 000 autres marins. En comptant les premiers, presque 3 200 marins se trouvaient à Berlin. Le contingent fut baptisé « division de la marine populaire ». Ebert et Wels entendaient utiliser ces troupes pour servir leurs propres buts, profitant de la sympathie des ouvriers pour les marins.

Le plan prévoyait de confier le commandement de la division de la marine populaire au comte Wolff-Metternich, un petit noble, ancien ami de Guillaume II, aujourd'hui homme de confiance d'Ebert et de Wels et complice de la bande des aristocrates des ministères. Il se présenta comme le « prince rouge » et chercha à corrompre les marins par tous les moyens à sa disposition. Il offrit de sa poche une paye supplémentaire, pourvut aux soldes et installa la division dans ses écuries. Gagnant peu à peu sa confiance, il en devint le commandant. Il ne réussit pourtant pas à transformer la division de la marine populaire en une garde prétorienne d'Ebert et consorts et encore moins en celle des conspirateurs aristocrates. Bien que combattue et hésitante, la division resta aux côtés du conseil exécutif de Berlin* et donc de la classe ouvrière révolutionnaire.

Emil Eichhorn** avait constitué et mis à disposition de la préfecture, avec l'assentiment du conseil exécutif et du gouvernement, une milice

* Le « conseil exécutif » était l'organe de direction des conseils d'ouvriers et de soldats de Berlin (Grand Berlin) ; il siégeait dans le même bâtiment que le Landtag de Prusse. Le « conseil central » était le gouvernement constitué le 10 novembre, le « conseil des commissaires du peuple », présidé par Ebert, auquel le chancelier Max von Bade avait transmis les pouvoirs ; en principe subordonné aux conseils d'ouvriers et de soldats, le conseil des commissaires était en réalité indépendant d'eux et n'en reconnaissait pas l'autorité ; il s'était installé à la chancellerie et dans les ministères et prônait la convocation d'une Assemblée constituante qui rétablirait la « légalité constitutionnelle ». Voir le § 1.8., p. 63 et suivantes. [Ndlr]

** Membre de l'USPD, des *revolutionäre Obleute*. [Ndlr]

qui servait de police de sécurité publique aux côtés de la police municipale. Elle était constituée d'ouvriers inscrits aux syndicats et de soldats et, au cours des semaines, fut épurée de tous les éléments douteux qui en ce temps-là cherchaient à s'infiltrer dans toutes les institutions de ce genre. Il ne s'agissait donc pas d'une milice révolutionnaire, mais on espérait au moins qu'elle ne se mettrait pas au service de la réaction. Les unités militaires pas encore démobilisées étaient gagnées par l'agitation politique, elles refusaient toute discipline et n'obéissaient qu'aux compagnons d'armes en qui elles avaient confiance. Les objectifs politiques qu'elles pourraient être amenées à servir dépendaient aussi des circonstances. Étant donné la situation, le gouvernement ne pouvait avoir pleinement confiance en aucune force militaire.

Le 18 novembre, Wels, commandant de place de Berlin, et le sous-lieutenant Anton Fischer (ancien élève des jésuites, devenu moine puis chef de la jeunesse social-démocrate) constituèrent la milice républicaine*, bientôt transformée en garde blanche pour garantir « l'ordre et la tranquillité ». Ils se consacrèrent au recrutement de toute personne disponible pour une telle besogne et regroupèrent en peu de temps 15 000 hommes. Ils n'eurent pas recours au financement de l'État pour payer ces troupes, mais aux contributions directes des capitalistes, ce qui montre bien quels buts ils poursuivaient. Avant d'être employées à des « fins plus nobles », ces formations servirent à la surveillance des villas, des sièges de banques et autres lieux du même genre. Les Mémoires d'Anton Fischer** nous apprennent que plusieurs centaines de milliers de marks, déboursées par la grande bourgeoisie, furent même utilisées pour la propagande du parti social-démocrate. Pourtant, la contre-révolution ne réussit pas à faire grand-chose, même avec cette milice.

Sa constitution ne posa pas de problème. Wels et Fischer faisaient partie du courant chapeauté par le socialiste annexionniste Max Cohen-Reuss et par le docteur Striemer de la Confédération générale des syndicats allemands (ADGB), un antimarxiste acharné qui devint ensuite l'ambigu consultant légal de l'industriel Ernst von Borsig. Les soldats de la milice républicaine eurent la surprise d'être commandés non par des officiers librement choisis, mais nommés par Wels : le major Meyn, le lieutenant-colonel Vaupel, le capitaine von Rosenberg et d'autres réactionnaires. Quelques révolutionnaires avaient réussi à se faire enrôler dans la milice républicaine et, grâce à l'intervention résolue de Karl Grünberg, ils firent élire un conseil de soldats contre la volonté de Wels. Ainsi réussit-on à éviter que cette troupe ne devienne le pire instrument de la contre-révolution, malgré les diverses tentatives faites pour la corrompre. Toutefois, la milice républicaine ne se rangea pas du côté des révolutionnaires à l'occasion des affrontements décisifs du mois de

* Republikanische Soldatenwehr. [Ndlr]

** Anton Fischer, *Die Revolutions-Kommandantur, Berlin* (Le poste de commandement de place dans la révolution, Berlin), Berlin, 1922.

janvier. Vers la mi-novembre fut aussi formée une bande de lansquenets *, devenue célèbre sous le nom de Suppegarde, qui avait comme tâche spécifique de combattre les spartakistes.

Mais la formation de véritables gardes blanches se fit à l'initiative des généraux du Reich. Le 6 décembre, au palais de l'évêché de Paderborn, quartier général du corps d'armée de Sixt von Arnim, une réunion de généraux et d'officiers d'état-major définit les mesures nécessaires pour défendre les frontières orientales, c'est-à-dire pour combattre les bolcheviks et les Polonais, et pour défendre la paix intérieure, c'est-à-dire pour combattre la révolution. Lors de cette réunion fut décidée la constitution du *Freiwilliges Landesjägerkorps*, commandé par le général Ludwig Maercker **. La troupe prit ses quartiers dans une fromagerie. « Dans cette dévote terre allemande du *Landesjäger*, il n'y a pas de place pour le tapage politique, ni pour la subversion », écrivit le général Maercker. Les soldats furent dressés par tous les moyens contre la Ligue Spartacus. Lors d'un discours ronflant tenu à ses mercenaires, le général proclama :

« Le principal danger pour ce régiment est représenté par le groupe des spartakistes, par Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Voilà la grande menace. Rosa Luxemburg est une endiablée et Liebknecht une figure louche prête à jouer le tout pour le tout et qui sait bien ce qu'il veut. [...] Rosa Luxemburg serait capable de mener le Reich à la ruine et resterait impunie car il n'existe aucun pouvoir capable de l'en empêcher. »

Naturellement, ce *Freikorps* n'eut pas de conseil de soldats et ses officiers furent recrutés sur la base de leur attitude envers la monarchie. Les *Landesjäger* refusèrent explicitement le serment de fidélité au gouvernement Ebert-Haase, mais cela n'empêcha pas ce dernier de faire tout ce qui était en son pouvoir pour constituer et armer le plus rapidement possible cette garde blanche, sur le modèle de laquelle furent formées d'autres troupes.

* De l'allemand *Landsknecht*, valet de ferme, milicien de pays. Les lansquenets sont l'infanterie mercenaire des XV^e et XVI^e siècles. [NdlR]

** Le *Freiwilliges Landesjägerkorps* fut le premier des *Freikorps* formés directement par les hauts commandements de l'armée à l'intérieur des confins du Reich. Le terme de *Freikorps* est repris des formations volontaires de patriotes de 1813 qui, durant la guerre contre Napoléon, menaient une guérilla derrière les lignes françaises. La dissolution des *Freikorps* fut décidée une première fois en mars 1919, mais resta sans effet et finit par se concrétiser à la fin du mois de mai 1920 (après qu'ils eurent réprimé l'insurrection de la Ruhr), sous l'ultimatum de la France, dont les troupes avaient occupé Francfort-sur-le-Main et Darmstadt. Une petite partie des effectifs fut incorporée dans la Reichswehr, le reste alla étoffer les rangs des nombreuses milices paramilitaires des associations nationalistes, SA puis SS nazies entre autres. [NdlR]

I.6. « Tötet Liebknecht ! »

Parallèlement à la préparation militaire de la guerre civile contre la classe ouvrière, on procédait à la préparation « idéologique ». Cela commença par la diffusion de discours triomphaux insipides célébrant la victoire de la révolution de novembre. Suivirent les promesses, les mensonges, les réprimandes et les menaces. *L'Heimatsdienst*, une institution créée pendant la guerre pour manipuler l'opinion publique, diffusa des centaines de millions de tracts, opuscules et affiches, le plus souvent rédigés par les sociaux-démocrates, en soutien à la réaction. Déformant sans pudeur la signification des révolutions précédentes et les enseignements de Marx, Kautsky y proclamait son indignation vis-à-vis de la « prolongation de la révolution ». On faisait du « bolchevisme » un épouvantail pour enfants. Ce concert aussi fut dirigé par les sociaux-démocrates, ces mêmes gentilshommes qui pendant la guerre avaient acclamé, dans les colonnes de leurs journaux, les bolcheviks — décrits comme fidèles disciples de la pensée de Marx — parce qu'ils pensaient alors que les luttes révolutionnaires russes aideraient Ludendorff et compagnie à vaincre définitivement les puissances occidentales. Maintenant, au contraire, ils diffusaient d'affreuses histoires sur les bolcheviks, allant jusqu'à faire circuler de faux « documents officiels » selon lesquels les révolutionnaires russes avaient mis les femmes en commun.

Les affiches dans la rue représentaient le bolchevisme comme un fauve la gueule grande ouverte, prêt à mordre. La vieille association du Reich contre la social-démocratie, qui avait gagné le surnom péjoratif d'« Association des mensonges du Reich », renaquit de ses cendres sous le nom de Ligue antibolchevique. Certains sociaux-démocrates célèbres collaboraient avec elle : ils cuisinaient une lavasse toxique en guise de propagande et étaient rétribués avec les « fonds de corruption » du gouvernement Ebert-Haase. Karl Erdmann, un écrivain qui avait fait durant la guerre un usage indu de la critique révolutionnaire à l'encontre des *Kaisersozialisten** dans un livre en faveur de la guerre sous-marine, fonda l'organisation de propagande Aufbau und Werden (Construire et devenir, Société pour l'éducation du peuple et pour l'amélioration des forces nationales du travail) et la maison d'édition Firnverlag. Il recut de copieux financements à la fois de certains grands capitalistes, en

* « Socialistes de l'empereur ». C'était le nom donné, après le 4 août 1914, aux sociaux-démocrates qui avaient embrassé publiquement le nationalisme, proclamé la trêve syndicale et parlementaire, faisant obstacle à toute critique du gouvernement impérial, et, à de nombreuses occasions, soutenu les prétentions annexionnistes avancées par les militaires, les professeurs et les économistes ivres des victoires des premiers mois de guerre. Voir aussi § 3.10. « Les partis ouvriers », p. 321. [Ndlr]

particulier d'Ernst von Borsig et de Hugo Stinnes, et des associations patronales ; il prit comme collaborateurs Arno Franke, Walter Oehme et les sociaux-démocrates August Winnig, Paul Lensch, Arthur Zickler et Erwin Barth. Sa maison d'édition publia aussi certains écrits de Heinrich Ströbel. Ces habiles artisans habillaient leur rancœur antibolchevique et antispartakiste de jacasseries pseudo-révolutionnaires, de prétendu marxisme, de critiques à l'encontre des chefs sociaux-démocrates et de fourberies démagogiques du même acabit. Et n'oublions pas toute la presse bourgeoise. Les diverses organisations contre-révolutionnaires lâchèrent la bride à leurs agitateurs et engagèrent espions et provocateurs. L'argent, sorti des poches d'anonymes cotisants, coulait à flots. Qui disposait d'une plume ou d'une voix à vendre trouvait de savoureuses occasions de se prostituer.

Toutes les ordures intellectuelles, mêlées à d'honnêtes esprits brouillons, se regroupaient dans ces gargotes politiques où ils étaient recyclés pour la « juste cause ». La réaction – et les hommes d'Ebert en première ligne – fit trésor de la vieille recette bismarckienne consistant à lâcher la bride à cette meute hurlante.

La campagne de haine contre les spartakistes commença dès la première semaine de la révolution de novembre, agitant le spectre du bolchevisme. Tout délit commis dans les grandes villes n'avait qu'un seul coupable : Spartacus ! Les spartakistes étaient accusés de tous les vols. Des délinquants en uniforme, protégés par des documents officiels, vrais ou faux, surgissaient dans les habitations, fracassant et pillant tout : c'était Spartacus qui les envoyait ! Toute souffrance, tout danger menaçant n'avait qu'une seule origine : Spartacus. Spartacus c'est l'anarchie, Spartacus c'est la famine, Spartacus c'est la terreur ! Dès le 15 novembre, le *Vorwärts** était en mesure de dévoiler « les plans séditieux du groupe Spartacus ». Peu après, à Pirna, Otto Rühle fut arrêté sous l'accusation de fomenter un putsch. Le 19 novembre, alors que se tenait l'assemblée constitutive du Parti démocratique allemand, le *Steglitzer Anzeiger* rapportait qu'à Stegelitz, le conseil de soldats avait menacé les chefs de Spartacus : « Que Karl Liebknecht et sa Rosa Luxemburg sachent que, s'ils se présentent dans une caserne pour prononcer leurs discours incendiaires, les soldats tireront à vue. » Le *Vorwärts* organisa une campagne de haine contre Karl Liebknecht, le décrivant comme un malade mental. Des tracts furent diffusés où l'on parlait de socialistes qui n'étaient pas socialistes, d'ouvriers qui n'étaient pas ouvriers, de prolétaires qui n'étaient pas prolétaires. Dans quel but ? « Karl Liebknecht, un certain Paul Levi et l'impétueuse Rosa Luxemburg, qui n'ont jamais travaillé à un étiau ou à un tour, sont en train de ruiner nos rêves et ceux de nos pères. [...] Si la clique spartakiste veut nous bannir, nous et notre avenir, alors que Karl Liebknecht et compagnie soient eux aussi

* «*En avant*». Ce quotidien organe de la social-démocratie allemande, publié à Berlin, parut de 1876 à 1933. [Ndlr]

Arbeiter, Bürger!

Das Vaterland ist dem Untergang nahe.

Rettet es!

Es wird nicht bedroht von außen, sondern von innen:

Von der Spartakusgruppe.

Schlagt ihre Führer tot!

Tötet Liebknecht!

Dann werdet ihr Frieden, Arbeit und Brot haben!

Die Frontsoldaten



En haut : un grand manifeste rouge apparut sur les murs de Berlin en décembre 1918 :
« Travailleur, citoyen / La patrie est au bord de la ruine. / Sauve-la ! / La menace ne vient pas de l'extérieur, mais de l'intérieur : / du groupe Spartacus. / Frappez leur chef ! / Tuez Liebknecht ! / Et vous aurez paix, travail et pain ! / Les soldats du front. »

Ci-contre : un autre manifeste antibolchevique :
« Le danger du bolchevisme. »

bannis ! » On commença aussi à voir circuler des tracts antisémites incitant, en référence toujours à Liebkecht et Luxemburg, au massacre des juifs. Un de ces tracts disait :

« Liebkecht veut l'insurrection armée !
 Liebkecht veut la guerre civile avec ses sanglants affrontement de rue !
 Liebkecht veut le désordre, l'interruption des transports ferroviaires et routiers !
 Savez-vous ce que cela signifie ?
 Pas de travail pour les malheureux ouvriers !
 Encore moins de pain pour le peuple affamé !
 Encore moins de charbon pour le peuple qui meurt de froid !
 Encore moins de maisons !
 Du retard dans le rapatriement de nos soldats du front !
 Assez des agitateurs, des corrompueurs de notre innocente jeunesse !
 Finissons-en avec Liebkecht et consorts qui mènent la révolution à la ruine ! »

L'acharnement à l'encontre des spartakistes se fit de plus en plus violent et évident, jusqu'à faire résonner aux oreilles de tous le cri rauque des vautours :

« Frappez leur chef ! Tuez Liebkecht ! »

Qu'est-ce que visaient les injures, les suspicions, les calomnies, l'incitation au meurtre, les histoires d'attentats, d'effusions de sang, de guerre civile et de coups d'État ? Rosa Luxemburg l'explique le 24 novembre dans les colonnes de la *Rote Fahne* :

« Aujourd'hui, ce n'est pas nous, le gouvernement de la terreur et l'anarchie, mais les autres, ceux à qui sert la peur, ce sont ces messieurs les bourgeois, ce sont tous les parasites de l'économie capitaliste qui tremblent pour leurs richesses et leurs privilèges, pour leurs propriétés et pour le pouvoir qu'ils en tirent. Ils accusent le prolétariat socialiste de vouloir l'anarchie et d'ourdir des coups d'État alors que ce sont justement eux, à travers leurs agents, qui préparent le terrain pour le coup d'État et l'anarchie, pour étouffer dans le chaos la révolution prolétarienne et ériger sur ses ruines une éternelle dictature du capital.

Le capital qui se bat pour survivre est le cerveau et l'âme de la furie qui ces jours-ci se déchaîne contre l'avant-garde prolétarienne. La social-démocratie majoritaire en est le bras et la marionnette. L'assujettissement du serf au patron a survécu à la révolution de novembre. Patrons et serfs ont simplement cousu sur leurs habits le rouge distinctif. L'organe central de la social-démocratie majoritaire, le *Vorwärts*, est au cœur de la grande battue contre-révolutionnaire organisée contre la Ligue Spartacus.

Vous, messieurs de la bourgeoisie, vous, du *Vorwärts*, serfs d'un capitalisme à l'agonie, vous êtes des banqueroutiers qui misent tout sur leur dernière carte : l'ignorance et l'inexpérience politique des masses. Vous attendez le moment le plus favorable pour cueillir les lauriers qui ont déjà servi aux Thiers, aux Cavaignac et aux Galliffet. »

Wo ist Radek?

Die Nachforschungen über den Aufenthalt des Bolschewistenführers Radek haben bis jetzt noch keinen Erfolg gehabt. Die

„Vereinigung zur Bekämpfung des Bolschewismus“

hat für die Ergreifung Radeks oder für Aufgaben, welche zu seiner Festnahme führen können, eine

Belohnung von 10000 M.

ausgesetzt. Alle mündlichen oder schriftlichen Angaben sind an die Geschäftsstelle der Vereinigung, Berlin W 9, Schellingstraße 2, zu richten.

Beispielform: Frau Radek 3173.

OÙ EST RADEK ? / Les recherches visant à découvrir où se cache le chef bolchevique Radek n'ont abouti à rien, jusqu'à présent. La / « Ligue pour la lutte contre le bolchevisme » / offre pour la capture de Radek ou pour des informations pouvant conduire à son arrestation, une / RÉCOMPENSE DE 10 000 MARKS. / Toutes les informations orales ou écrites doivent être adressées au siège de la Ligue.

Vereinigung zur Bekämpfung des Bolschewismus

Berlin W 9, Schellingstraße 2 Beispielform: Frau Radek 3173

Deutsche Frauen!

Wahnt ihr, womit euch der Bolschewismus und Spartakismus bedroht?

Der Bolschewismus will die Sozialisierung der Frauen! Er degeneriert das gesamte weibliche Geschlecht!

Es sollt ihr über die Gefahren, welche euer Geschlecht durch den Bolschewismus drohen, unterrichten werden.

1. Das Eigentumsrecht auf Frauen zwischen 17 und 32 Jahren wird aufgehoben.
2. Dieses Recht würde alle Frauen zwischen 17 und 32 Jahren auf ihre Frauen reduzieren.
3. Jeder Mann, der ein Exemplar des Bolschewistenmanifests will, fordert eine Bekämpfung von Arbeiterinnen.
4. Der Mann hat kein Recht, eine Frau oder als dreimal wichtiger als und länger als drei Stunden für ihn in Anspruch zu nehmen.
5. Jeder ist verpflichtet, die sich widersprechenden Frauen anzupöbeln.
6. Jeder nicht zur Arbeiterklasse gehörende Mann hat für das Recht zur Bekämpfung dieses Manifests mindestens monatlich 1000 Mark zu zahlen.

Wacht ihr euch, das auch ihr auf die gefährliche Abnahme in die Gefahr eurer Existenz durch den Bolschewismus aufmerksam werden könnt, wenn ihr dieses Manifeste nicht?

Darum zeigt, daß ihr den Ernst der Zeit erkennt, schließt auch ihr euch gegen Bolschewismus und Spartakismus zusammen! Leistet auch ihr Arbeit, ein Jeder nach seinem Vermögen!

Sendet euch an uns, wie werden euch den Weg weisen, wie ihr helfen könnt.

Vereinigung zur Bekämpfung des Bolschewismus

Berlin W. 9, Schellingstraße 2 • Beispielform: Frau Radek 3173
Bankkonto: Diskont-Gesellschaft, Depot-Kasse Leipziger Str. 46 • Postfachkonto: 31391.

Ligue pour la lutte contre le bolchevisme / Femmes allemandes ! / Savez-vous de quoi le bolchevisme et le spartakisme vous menacent ? / Le bolchevisme veut la socialisation des femmes ! / Il avilit tout le genre féminin ! / Un décret anarchiste russe montre à quel avenir horrible ces fauves dégénérés, sans humanité, veulent vous conduire : / 1. Le droit de propriété des femmes de 17 à 32 ans est aboli. / 2. Il s'ensuit que toutes les femmes sont propriété du peuple. / 3. Les anciens propriétaires conservent exceptionnellement le droit sur leurs épouses. / [...] 7. Chaque homme, s'il n'appartient pas à la classe ouvrière, doit payer 100 roubles par mois pour le droit de se servir de cette propriété du peuple. / Ne croyez-vous pas que même chez nous, si Spartacus parvenait au pouvoir, la folie humaine pourrait donner naissance à un décret bestial de ce genre ? [...]

1.7. La répétition générale de la tragédie. Le putsch manqué du 6 décembre 1918 à Berlin

Ce fut la contre-révolution, et non Spartacus, qui eut recours au coup d'État. Tant que la classe ouvrière était en armes, la bourgeoisie savait bien qu'elle ne pouvait rétablir sa domination absolue, malgré le vieil appareil de pouvoir encore intact, malgré la politique contre-révolutionnaire du gouvernement et la fragilité des conseils. Même la convocation de l'Assemblée nationale n'y aurait pas suffi. Tout pas en arrière du pouvoir officiel arrachait une illusion à la classe ouvrière, en accroissait la détermination et la conscience nécessaire à la défense et à l'avancée de la révolution. La Ligue Spartacus recueillait les fruits de son travail. Consciente que le conflit armé était inévitable et que, pour transformer la révolution de novembre en révolution prolétarienne, il fallait battre par la force la contre-révolution, cette avant-garde, engagée avant tout à conquérir les consciences, répétait infatigablement aux masses : « À bas le gouvernement Ebert-Scheidemann ! »

Dans son programme, il était écrit : « La Ligue Spartacus ne prendra les rênes du gouvernement que par la volonté clairement exprimée de la grande majorité des masses prolétariennes allemandes. » Au fur et à mesure qu'augmentait l'influence politique de la Ligue Spartacus sur la classe ouvrière, l'objectif le plus urgent des réactionnaires devint le désarmement du prolétariat. Ils avaient besoin d'un prétexte pour déchaîner la terreur blanche, ils devaient pousser les travailleurs au conflit ouvert. Comme toujours, les chefs de la social-démocratie prêchaient la non-violence au prolétariat et excommuniaient la dictature. Mais il ne s'agissait que d'un prêche de carême destiné à la plèbe prolétaire, dans l'attente de l'occasion favorable qui permettrait d'imposer, par le sabre des généraux impériaux, la dictature de la bourgeoisie.

Ces faux socialistes n'avaient pas hésité à assassiner par trahison les révolutionnaires, et ce dès les premiers jours de la révolution. C'est à Hanovre, les 15 et 16 novembre, que les premiers tombèrent sous le couperet de la loi martiale. Lorsque avait commencé la révolution à Brême, le conseil d'ouvriers et de soldats avait envoyé une unité de marins commandée par le maréchal sanitaire Oskar Lünsmann, un révolutionnaire convaincu, pour susciter le mouvement dans d'autres villes. Les marins se rendirent tout d'abord à Münster, où ils donnèrent le coup d'envoi à la révolution, puis à Celle, où ils libérèrent les prisonniers politiques, et arrivèrent enfin à Hanovre. Lünsmann, entrant dans la ville avec la « division volante » — c'est ainsi que se faisait appeler cette unité —, se mit à la disposition du conseil d'ouvriers et de soldats. Il fut chargé de surveiller les établissements ferroviaires et surtout de mettre fin aux pillages en cours. Le conseil était dirigé par les contre-révolutionnaires

Robert Leinert et August Brey et nourrissait une extrême méfiance envers ces marins ouvertement révolutionnaires. Ils cherchèrent pour cette raison à dresser la police militaire contre eux.

Les marins découvrirent que le chef de gare Iffland, le sous-officier Martens et le chauffeur de torpilleur Christen pillaient impunément les magasins militaires du dépôt de la gare. Lünsmann les surprit tous trois, masqués, en train de charger du matériel volé sur plusieurs fourgons et, fidèle aux ordres reçus, les fit fusiller. Cette initiative — dont Lünsmann lui-même dit qu'elle fut précipitée et outrepassait probablement les limites de ses compétences, bien qu'accomplie dans l'intérêt de la révolution — fut prise comme prétexte pour liquider ce noyau de troupes révolutionnaires.

Lünsmann fut convoqué par le conseil d'ouvriers et de soldats sous un prétexte quelconque, désarmé et arrêté en même temps que les marins qui l'accompagnaient. L'un de ceux-ci, un certain Jasper, portait des vêtements volés : chemise, litewka*, pantalon d'écuyer, bottes, et transportait avec lui une valise au contenu mystérieux. Sa faute principale était probablement d'avoir osé soustraire ces vêtements et cette valise à un général connu ; une impudence qui, aux yeux d'un « révolutionnaire » de la race de Leinert, méritait la peine capitale. Le conseil d'ouvriers et de soldats convoqua pour le procès de Lünsmann et Jasper un prétendu « tribunal populaire » composé de membres du tribunal militaire (!) : Rauch, Tonnemacher, Träger, Kasper, le docteur Frenkel, Ahrens, quelques sous-officiers choisis et quatre soldats. Jasper, un fervent catholique qui avait été entraîné par pur hasard dans le mouvement révolutionnaire, fut condamné à mort pour pillage et vol et fusillé le 15 novembre. Pourquoi une peine aussi sévère ? Parce que c'était un misérable voleur ou parce qu'il soutenait la révolution ? Lünsmann passa en procès le 15 novembre, devant le même « tribunal populaire », pour avoir administré la même peine que celle infligée à son compagnon à de véritables pillards ; il se défendit vigoureusement. La cour martiale, dont les mains étaient encore entachées du sang de Jasper, condamna Lünsmann au peloton d'exécution pour triple homicide. Vingt-quatre heures plus tard, il fut conduit à la Waterlooplatz. Sereinement, il demanda si l'on pouvait lui ôter les chaînes car il voulait mourir en homme libre ; il entrouvrit avec résolution sa chemise et lança à ses bourreaux : « Camarades, visez bien ! Et vive la république socialiste ! » Il mourut en révolutionnaire. Dans le même temps, le conseil d'ouvriers et de soldats avait fait encercler l'unité de Lünsmann par des troupes d'infanterie et d'artillerie. Il s'ensuivit un affrontement très violent qui fit de nombreux morts et blessés ; seule une partie des marins réussit à quitter Hanovre. C'est ainsi que Leinert « nettoya » Hanovre de la révolution.

Le massacre de Hanovre, peu connu, fut un des premiers symptômes de l'imminente tempête contre-révolutionnaire. Les nuages s'annonça-

* Vareuse militaire en forme de blouse. [Ndlr]

lèrent vers la fin novembre, lorsque les troupes se concentrèrent aux alentours de Berlin pour faire plier le prolétariat révolutionnaire de la capitale. Par une proclamation, Hindenburg donna le ton à la campagne visant à dresser les soldats de retour du front contre les ouvriers ; le feld-maréchal usa des plus impudents mensonges pour faire passer la Ligue Spartacus, les indépendants et les conseils pour les seuls coupables de toutes les souffrances des soldats au front.

« Si les extrémistes, responsables de tant de malheurs, conquéraient le pouvoir – et ils y réussiraient sûrement si le gouvernement Ebert venait à être déposé – l'Allemagne se retrouverait dans la situation de la Russie, où chaque chose est à la merci de la violence gratuite d'un petit groupe, et voilà quelles en seraient les conséquences :

Désordre au lieu de l'ordre,
Terreur plutôt qu'égalité politique et liberté,
Faim et pauvreté au lieu de bien-être,
Guerre fratricide plutôt que fraternité,
Barbarie plutôt que civilisation,
Chômage au lieu de travail,
Arrestations permanentes plutôt que liberté,
Désespoir plutôt que joie de vivre.

La quiétude familiale est anéantie et tous craignent pour les femmes et les enfants, pour les parents, pour les frères et les sœurs.

C'est pourquoi l'armée doit soutenir l'actuel gouvernement. S'il devait être déposé, l'armée devra restituer le pouvoir à des éléments civils, en rétablissant l'ordre et la liberté dans le pays, et battre les extrémistes pour faire revenir la paix et épargner à la patrie les destructions et la misère du bolchevisme. »

Dans sa proclamation, Hindenburg exprimait les objectifs cachés de la clique des généraux : réprimer les *Radikalen* et restaurer la domination de la bourgeoisie. À ce stade, les événements se précipitèrent. Le 2 décembre, les premières unités du *Gardekorps* entrèrent dans Berlin les armes chargées, les officiers en tête, les drapeaux impériaux au vent et au son des marches militaires. Ces troupes qui n'avaient pas élu de conseil entrèrent immédiatement en conflit avec le conseil exécutif berlinois. Cette avant-garde de la contre-révolution fut pourtant bien vite contaminée par l'atmosphère révolutionnaire qui régnait à Berlin et constitua, elle aussi, un conseil de soldats. Le danger avait été momentanément écarté. Tandis que l'état d'esprit de la masse des soldats évoluait en faveur de la révolution, les éléments contre-révolutionnaires se faisaient toujours plus agressifs. Le 3 décembre, une conférence des commandants militaires de Berlin fut convoquée, à laquelle participèrent Wels et le colonel von Behr, chef d'état-major du *Gardekorps*. Au début de la réunion, il fut demandé aux partisans de la Ligue Spartacus d'abandonner la salle, ce qu'ils firent par choix et non par contrainte. Une fois les spartakistes sortis, les présidents de la conférence, Mutz et Krebs, membres du conseil de soldats du *Generalkommando*, mirent en garde contre l'imminente « contre-révolution de la Ligue Spartacus » à laquelle

il fallait répondre par la force. Tous les bataillons devaient sélectionner des équipes d'élite pour intervenir dès la première alarme. Chaque soldat allait recevoir une solde supplémentaire de cinq marks. La force de chaque équipe, en effectifs, en armes et en munitions, devait être communiquée à Mutz et à Krebs le jour suivant. On décida d'un code télégraphique chiffré à utiliser pour donner l'alarme et on mit au point le recours aux moyens de transport et les plans opérationnels. Après avoir pris ces dispositions, Wels prit lui-même la parole pour dresser les troupes contre la Ligue Spartacus. Cette conférence prépara les événements qui survinrent trois jours plus tard.

Le 3 décembre toujours, Essen [Ruhr] fut le théâtre d'événements alarmants : le matin, il y eut des affrontements entre les membres des conseils et des officiers contre-révolutionnaires ; dans l'après-midi, lors d'une grande assemblée d'ouvriers et de soldats, Eugen Leviné défendit les positions de la Ligue Spartacus. Après l'assemblée, une manifestation imposante défila devant le siège de la *Rheinisch-Westfälischen Zeitung*, un organe de la propagande réactionnaire. Le soir même, une tentative de coup d'État contre-révolutionnaire fut éventée. Lors d'une réunion tenue à Hügel, la résidence de campagne de Krupp, un débat avait eu lieu sur comment disperser le conseil d'ouvriers et de soldats d'Essen. Y avaient pris part le commandement de division qui avait établi là son quartier général, le bourgmestre Hans Luther, qui devint par la suite chancelier du Reich, et le député du Centre catholique Brinkmann. Lorsque la nouvelle de cette réunion se fut répandue, les officiers nièrent toute intention d'intervenir contre le conseil d'ouvriers et de soldats, et Luther jura avoir convaincu le commandement de l'absurdité d'une intervention militaire contre les conseils. Pourtant, dans la maison de Brinkmann on trouva des preuves écrasantes des préparatifs d'un putsch : des reçus pour de considérables sommes d'argent destinées à la propagande et à l'organisation, un plan des locaux où se réunissaient les conseils ainsi qu'un plan d'occupation ; mais aussi des cartes d'adhésion à une organisation réactionnaire et des notes relatives au projet d'un nouveau conseil d'ouvriers et de soldats, naturellement contre-révolutionnaire.

Le 4 décembre à Munich, un conseil des citoyens fut constitué, les sociaux-démocrates Erhard Auer et Johannes Timm y jouant un rôle influent. Le 5 décembre, l'Union des sous-officiers tint une réunion au cirque Busch de Berlin, au cours de laquelle son dirigeant, Suppe, déclara que l'organisation n'était ni plus ni moins qu'un corps de volontaires pour la défense du gouvernement Ebert. Le même jour, cette « Suppegarde » marcha jusqu'à la chancellerie et y jura fidélité inconditionnelle à Ebert. Suppe déclara : « Si Liebknecht ou sa compagne osent déclencher un coup d'État, ils nous trouveront prêts. »

Le 6 décembre, une longue série de manœuvres contre-révolutionnaires commença. Nous avons déjà évoqué la réunion des généraux à Paderborn, au terme de laquelle avaient été constitués les gardes

blanches. Le même jour, le conseil d'ouvriers et de soldats de Hambourg découvrit un autre complot contre-révolutionnaire. La tête de Turc de ce complot était Friedrich Zeller, ex-président du conseil de soldats, un jeune sans expérience politique qu'on avait manipulé simplement en jouant sur sa vanité ; mais les directeurs des journaux réactionnaires et sociaux-démocrates, Otto Stolten et Emil Krause, enrôlés par le démocrate Blunck, étaient eux aussi impliqués. En coulisses, le véritable maître d'œuvre était la grande bourgeoisie de Hambourg. Ces gens se proposaient de dissoudre les conseils avec le soutien des troupes et d'imposer une dictature de droite chapeautée par le vieux sénat. La conspiration fut découverte au bout de quelques jours et les principaux responsables furent arrêtés. On séquestra aussi quantité de tracts imprimés et prêts pour la diffusion, qui annonçaient le succès du coup d'État et l'arrestation des chefs révolutionnaires de Hambourg — Heinrich Laufenberg, Fritz Wolffheim, Paul Frölich, Rudolf Lindau, Erna Halbe — menacés du peloton d'exécution au cas où les ouvriers résisteraient.

Voilà enfin ce qu'il advint à Berlin le 6 décembre :

1. Les journaux bourgeois publièrent une « nouvelle provenant de sources bien informées » (démentie par la suite), selon laquelle l'Entente se préparait à envoyer au gouvernement allemand une note diplomatique pour demander la dispersion immédiate des conseils. Si la requête n'était pas satisfaite dans un certain délai, l'Entente suspendrait l'envoi de denrées alimentaires, en se réservant la décision de faire marcher ses troupes sur l'Allemagne.

2. À 2 heures du matin, la garnison de Berlin reçut du commandement de place l'ordre de mise en alerte.

3. Wels et le commandant Wolff-Metternich décidèrent de mettre en scène une manifestation des unités militaires et en informèrent le conseil de soldats de l'unité territoriale de la marine *. Le plan prévoyait de proclamer Ebert président et d'arrêter les membres du conseil exécutif. Cette opération aurait pour mot d'ordre « *Rotherz* » [cœur rouge]. Ce conseil de soldats envoya immédiatement deux de ses représentants chez Ebert : n'ayant pas été reçus, ils déposèrent un procès-verbal contenant tous les détails du plan au bureau de la chancellerie.

4. Le 6 décembre à midi, un certain capitaine Coler se présenta au régiment de grenadiers de la garde Kaiser Franz. Se faisant passer pour un représentant du gouvernement, il déclara qu'il y avait quelque chose de pourri dans le conseil exécutif et que celui-ci s'était indûment approprié deux millions de marks (les *Politisch-Parlamentarischen Nachrichten*, publiées par les sociaux-démocrates Ernst Heilmann et Adolf Hofrichter, avaient fait courir le bruit que le conseil exécutif avait même gaspillé huit cents millions de marks). Il fallait donc arrêter les membres de l'exécutif.

* *Marinelandwehr-Abteilung* dans le texte ; il s'agit probablement de la division de la marine populaire. [ndlr]

Simultanément, à 3 h 30 de l'après-midi, devait se tenir une manifestation de soutien à Ebert, à laquelle le régiment Kaiser Franz devait participer baïonnette au canon.

5. La manifestation devant la chancellerie se déroula comme prévu, avec les soldats du régiment Kaiser Franz, les unités de communication et de lance-flammes, la division de la marine populaire ainsi qu'une bande armée d'étudiants faisant sa première apparition. Le mot d'ordre était « *Rotherz* ». Une bonne partie de la troupe n'avait aucune idée de ce qu'il était en train de se passer. Devant la chancellerie, les manifestants acclamèrent Ebert et lui demandèrent de faire une apparition. Un soldat du Kaiser Franz tint un discours demandant la convocation immédiate de l'Assemblée nationale (pour le 20 décembre), la dissolution du conseil exécutif et la nomination d'Ebert à la présidence de la république. Ebert exprima sa « surprise » (malgré le procès-verbal déposé sur son bureau !), affecta la modestie et, singeant son grand modèle Jules César face aux légions qui lui offraient la couronne d'*imperator*, déclara :

« Je ne puis accepter et n'accepterai pas la proposition qui m'est faite sans en avoir avant tout parlé avec mes collègues du gouvernement. Il s'agit d'une question politique d'extrême importance et la décision ne revient qu'au seul gouvernement du Reich. »

Ebert n'opposa donc pas un refus net et ne fit pas arrêter l'homme qui, par cette proposition, se rendait coupable de haute trahison. Au contraire, en exigeant seulement l'accord du gouvernement, il sanctionnait pratiquement la mort du conseil exécutif, qu'il avait lui-même reconnu comme l'organe de contrôle du gouvernement et comme le représentant de la révolution. Le mot d'ordre « Ebert président » avait été prononcé.

6. Se détachant de la manifestation, un commando de trois cents soldats se rendit au Landtag* où était réuni le conseil exécutif de Berlin. Un certain maréchal Fischer entra avec une trentaine d'hommes dans la salle de réunion et déclara : « Le gouvernement Ebert-Haase m'a chargé d'arrêter les membres du conseil exécutif ! » Mais les membres de l'exécutif présents réagirent avec fermeté, faisant hésiter les soldats. Finalement, après avoir reçu une déclaration écrite de Haase et l'assurance verbale d'Emil Barth que le gouvernement n'avait émis aucun ordre d'arrestation, les militaires s'éloignèrent. Au dire du gouvernement, l'ordre d'arrêter les membres du conseil exécutif était une initiative personnelle de deux fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères, le comte Matuschka et le baron Rheinbaben, et d'un certain Marten. Un télégramme — signé « Ebert, président de la république » — transmis au conseil de soldats de Döberitz (et à de nombreux autres) montre avec quel soin avait été préparé le coup d'État :

* Landtag : parlement régional. Il s'agit-là du Landtag de Prusse. [NDR]

« 6.30. Afin que vous ne soyez pas induits en erreur par de fausses informations, nous vous communiquons que le siège du parlement n'est pas occupé par la Ligue Spartacus, mais par des soldats du régiment Kaiser Franz, par l'unité de lance-flammes et par la division de la marine populaire aux ordres de [Wolff]-Metternich. »

7. Presque simultanément à la tentative de mise aux arrêts des membres du conseil exécutif, le siège de la *Rote Fabrik* fut envahi. Deux cents militaires guidés par le sous-officier Spiro, membre du conseil de soldats, occupèrent l'immeuble. Spiro expliquera qu'on lui avait donné l'ordre de chercher de faux tampons et de mettre le coffre-fort sous séquestre. Les militaires ne trouvèrent pas ce qu'ils cherchaient et quittèrent l'immeuble sur l'ordre de Haase.

8. Le sang des travailleurs coule ! Pour l'après-midi du 6 décembre, la Ligue Spartacus avait organisé trois assemblées de militaires libérés et d'ex-déserteurs – tous vivant dans des conditions de misère extrême –, pour discuter de leurs revendications matérielles et des tâches politiques de la classe ouvrière. Les participants devaient ensuite défiler en cortège ; la préfecture avait donné son autorisation. Avant même le début de l'assemblée, Krebs, un membre du conseil de soldats du *Generalkommando* qui servait d'intermédiaire entre le commandant de place Wels et les généraux, avait mis en alerte la garnison de la caserne Maikäfer de la Chausseestrasse, sous prétexte d'un risque de coup d'État organisé par la Ligue Spartacus. Il fut ordonné à la garnison de barrer la Chausseestrasse devant la caserne Maikäfer à partir de l'Invalidenstrasse, pour empêcher le cortège d'accéder. Un peu plus tôt, au siège du commandement de place, on avait décidé des effectifs à employer et des modalités opérationnelles. Wels, tout comme Wolff-Metternich, était présent à la réunion. Wels, comme il l'admit par la suite, avait ordonné de ne « tirer qu'en cas d'extrême nécessité, et en cas de légitime défense ». Ce qui signifie plus simplement : tirez !

Quand les manifestants arrivèrent dans la Chausseestrasse, ils découvrirent la rue barrée par trois cents hommes et cinq mitrailleuses. Ils lancèrent un hurra à Karl Liebknecht, qui fut aussitôt étouffé par le crépitement funèbre des mitrailleuses. Dix-huit camarades tombèrent et trente autres furent blessés. Parmi les morts, on releva Behrend et Jörensens, membres de la Ligue des soldats rouges ; Willi Budich, le chef de la Ligue, était gravement atteint. Une circonstance fortuite permit d'éviter une issue encore plus meurtrière : l'arrivée par la Friedrichstrasse d'un petit groupe de prisonniers de guerre russes, qui se jetèrent sur les soldats et leur soutirèrent les mitrailleuses.

L'affrontement faisait partie d'un plan prémédité, organisé par le commandement de place sous la direction de Wels, avec le consentement du commandement du *Gardekorps* (le général Arnold Lequis), des conseils contre-révolutionnaires de soldats, du ministère de la Guerre (le général Heinrich Scheüch) et du ministre des Affaires étrangères (Wilhelm Solf). Le 7 décembre, d'autres détails du complot furent mis

au jour. Le gouvernement fit savoir que l'homme qui avait remis au maréchal Fischer le mandat d'arrêt à l'encontre des membres du conseil exécutif était un certain Marten (déjà cité), écrivain. Ce Marten avait constitué, avec Wels, une association secrète sous la dénomination inoffensive d'« Union des femmes allemandes pour l'accueil des soldats », avec des antennes à Berlin, Hanovre, Königsberg et d'autres localités. L'emblème de cette organisation était un *Rotes Herz im Schwarzen Felde** — le mot d'ordre de la manifestation en faveur d'Ebert président, contre le conseil exécutif, était justement « *Roteherz* » ! La perquisition effectuée dans le bureau de Marten, au numéro 48 de la Potsdamerstrasse, permit de découvrir du matériel compromettant, dont plusieurs paquets de tracts de cette teneur :

« Compagnons d'armes, concitoyens et femmes !

Faites-le savoir à tous !

Aujourd'hui, les unités de la garnison de Berlin et des soldats du front

Ont dû arrêter les membres

Traîtres

Incapables

Malbonnêtes

Du conseil exécutif

Parce qu'ils représentent une menace extrêmement dangereuse

Pour l'avenir de notre peuple.

En l'espace de quinze jours, on se serait retrouvé, à Berlin, à souffrir de la faim,

De la misère et des épidémies.

Nous voulons tous la paix, la liberté, l'ordre et le pain.

Tout cela peut être garanti par la

Convocation immédiate

De l'Assemblée nationale

Cadeau de naissance de la jeune république !

La volonté du peuple est la loi suprême ! »

Marten fut arrêté, mais immédiatement relâché sur ordre de Wels. Le 7 décembre toujours, le préfet Eichhorn découvrit un groupe contre-révolutionnaire d'officiers et d'étudiants qui se réunissaient à l'hôtel Bristol et avaient constitué une milice étudiante déjà forte de quatre cents hommes. Durant la perquisition dans les locaux de l'hôtel, on découvrit que l'organisation était en contact étroit avec le 48, Potsdamerstrasse, c'est-à-dire avec Marten. On retrouva dix mille marks ainsi que des reçus de sommes d'argent tout aussi consistantes, remises à des étudiants pour l'acquisition d'armes. Une partie de l'argent provenait du baron Wilhelm von Stumm, du ministère des Affaires étrangères. On retrouva également des copies des commandes passées à une usine d'armement de Spandau pour la fourniture de six cents fusils — commande signée « ministère des Affaires étrangères, capitaine Lorenz » — et le brouillon d'un plan d'action qui prévoyait, entre autres, l'achat

* Un cœur rouge sur fond noir. [ndlr]

d'armes, l'organisation de postes de contrôle, de dépôts de munitions, de stations de radio, l'emploi d'avions et d'unités de *Flammenwerfer* [lance-flammes]. On découvrit que deux étudiants avaient été chargés de se rendre à Cologne pour solliciter l'intervention des troupes américaines, afin de garantir l'ordre menacé par la gauche. Le 8 décembre, pas loin de quatre-vingts étudiants furent arrêtés à l'hôtel Bristol, où ils étaient venus retirer des fusils pour donner l'assaut à une manifestation ouvrière prévue ce jour-là contre la dictature sanguinaire. Mais ce n'était qu'un début.

Les étudiants arrêtés révélèrent que le chef de l'organisation était l'avocat Sack, qui fut par la suite impliqué dans de nombreuses tentatives de putsch manquées et qui défendait au tribunal les tueurs à gages de la réaction. Sack était lié au ministère de la Guerre – qui avait à son tour chargé le capitaine Lorenz d'encadrer la milice étudiante –, ce que prouvait le fait que le sous-secrétaire d'État au ministère, le social-démocrate Paul Göhre, lui avait fourni un laissez-passer. La machination était connue du général von Wrisberg ainsi que de Wels – lequel avait donné son aval à la constitution de la milice étudiante – qui avaient donné mandat au sous-lieutenant Fischer d'en suivre le développement. Depuis quelque temps déjà, les étudiants, qui disposaient d'un réseau d'informateurs, collaboraient avec les milices civiques.

Cette sommaire reconstitution des événements de ces journées suffit à dessiner les contours de la tentative de putsch du 6 décembre. Il s'agissait d'une action contre-révolutionnaire de grande envergure, conçue par le commandant de place Wels, surnommé depuis *Blutwels* [Wels le sanguinaire]. Les sociaux-démocrates y étaient également impliqués – depuis Ebert, qui feignit la « surprise » bien qu'il connût les moindres détails des opérations, jusqu'à Göhre – ainsi que tous les vieux réactionnaires de l'empire exerçant des fonctions publiques dans le Reich. Le putsch avait entre autres pour objectif la destitution des conseils de Berlin, la constitution d'un gouvernement bourgeois présidé par Ebert et la répression violente de la classe ouvrière. Mais les conspirateurs n'avaient pas pris en compte la résistance des prolétaires berlinois – qui descendirent dans la rue à cent cinquante mille le 8 décembre pour protester contre l'action contre-révolutionnaire de la social-démocratie – et le dédain des soldats qui refusèrent de servir d'instrument à la réaction. Les putschistes furent ainsi contraints d'abandonner provisoirement la scène et d'ourdir secrètement de nouveaux complots.

La propagande visant à soulever les masses non politisées contre la révolution reprit, avec des accents toujours plus féroces et nauséeux. Tous les organes de presse, du social-démocrate *Vorwärts* à la réactionnaire *Kreuz-Zeitung*, répétaient en chœur le même refrain : « À bas la Ligue Spartacus ! » Le 7 décembre, Karl Liebknecht fut arrêté au siège de la *Rote Fabne* par un groupe de soldats aux ordres du maréchal von Tyszka, homme de main du commandant de place. La préfecture de police, alertée,

envoya immédiatement un fonctionnaire, Prinz, libérer Liebknecht. On sut par la suite que l'arrestation préluait à l'assassinat du dirigeant révolutionnaire, et von Tyszka fut arrêté à son tour. Wels le désavoua, le « destituant » de ses fonctions, mais lui fit néanmoins octroyer mille marks — comme récompense ou comme prix du silence — et se servit de lui par la suite dans toutes sortes d'affaires louches. Le 9 décembre, le siège de la Ligue Spartacus fut perquisitionné par des soldats mandatés par Wels pour y chercher des mitrailleuses.

Le 8 décembre, les uhlands de garnison à Chemnitz tentèrent à leur tour un putsch. Ils firent irruption au siège du conseil ouvrier de la ville, arrêtaient les camarades Fritz Heckert et Melzer ainsi que trois autres sociaux-démocrates, les frappèrent à coups de crosse et les emmenèrent. Les ouvriers répliquèrent en encerclant la caserne des uhlands, menaçant de la bombarder à coups de mortier, et réussirent ainsi à libérer les prisonniers et à désarmer les soldats. Simultanément, à Brême, une campagne de propagande particulièrement féroce se déchaîna contre les conseils, allant jusqu'à réclamer l'intervention de l'Entente pour occuper l'Allemagne septentrionale. Le 12 décembre, le président du Reichstag, Konstantin Fehrenbach, annonça vouloir convoquer à nouveau le Parlement impérial. Face à une provocation aussi effrontée, le gouvernement se contenta d'exprimer sa timide réprobation, au lieu de faire arrêter Fehrenbach pour menées contre-révolutionnaires.

Des troupes provenant du front affluaient presque quotidiennement à Berlin. Le général Groener maintenait la promesse faite à son associé Ebert le 10 novembre. Cet afflux de troupes était le prélude de l'offensive contre-révolutionnaire. Les généraux galonnés de l'empire s'efforçaient, comme on le leur avait recommandé, de camoufler leurs objectifs contre-révolutionnaires sous des proclamations aux accents le plus inoffensifs possible, mais cela donnait des choses grotesques. Le général Lequis, par exemple, lors de l'entrée en ville de la 5^e division d'infanterie de la garde, fit un discours de harangue dont voici un passage significatif :

« Un État ne peut prospérer que là où l'ordre y est souverain. L'ordre ne peut prospérer que là où il y a une hiérarchie à laquelle tous obéissent, de l'enfant dans sa famille jusqu'au président de la république, responsable devant le peuple. L'ordre ne peut prospérer que là où gouvernement des personnes expertes et capables. L'ordre bénéficie à tous, sur lui se fonde la prospérité de la famille, de la communauté et de l'État. Nous rentrons dans notre patrie pour être des hommes fidèles à notre devoir, des hommes d'ordre, respectueux de la hiérarchie et de la volonté de ceux qui tiennent les rênes du gouvernement. Notre feld-maréchal nous en donne l'exemple, qui s'est le premier incliné devant le gouvernement. Pour cela, nous devons tous rester unis et fidèles au gouvernement afin que l'ordre et la sécurité règnent dans notre splendide patrie. »

Mais les ouvriers connaissaient par expérience historique le véritable sens de ces litanies réactionnaires sur la nécessité de l'ordre. Quand, lors d'une réunion des sociaux-démocrates indépendants, Haase chercha à

démontrer que la contre-révolution allemande était impuissante, quelqu'un s'écria : « Fit Lequis ? » L'ingénu Haase répliqua : « Quiconque a eu l'occasion de travailler avec ce général sait très bien qu'il s'agit d'une personne tout à fait inoffensive. Il est allé jusqu'à prêter serment au gouvernement. » Il se peut que, pour Haase, la position de classe du gouvernement auquel Lequis avait « prêté serment » n'ait pas été claire, bien qu'il fût lui-même membre de ce gouvernement. Mais une semaine plus tard, il eut l'occasion de constater à quel point Lequis était *inoffensif*, lorsque ce général ordonna de tirer au canon contre le château royal et ses écuries.

Si la contre-révolution regroupait ses forces, fomentait, répandait la calomnie, complotait et organisait des putschs, la classe ouvrière ne restait pas inerte ; elle donnait des preuves de sa maturité croissante et de sa force lors de batailles continues contre le capital. Toute l'Allemagne était secouée par une vague de grèves. Fin novembre, les ouvriers métallurgistes de Berlin descendirent dans la rue, ainsi que les mineurs de la haute Silésie et de la Ruhr. Les grèves s'étendirent ensuite à un nombre croissant de secteurs industriels, impliquant de nouvelles catégories de travailleurs. Même les typographes, restés jusqu'alors en marge des luttes salariales, eurent recours à l'arme de la grève. Les mouvements étaient d'abord motivés par la misère — subie par la force des choses sous le joug des militaires, et dont les ouvriers voulaient maintenant se débarrasser, par les sabotages des entrepreneurs et par la ferme volonté d'obtenir des horaires de travail plus humains. Dans cette phase incandescente du conflit social, l'extension des luttes et le très grand nombre de participants donnaient aux grèves un grand poids politique. Ce mouvement de grève complètement spontané ne trouva de compréhension, de soutien et de guide que du côté de la gauche révolutionnaire. Rosa Luxemburg le salua par un article passionné, « L'Achéron se rebelle »* :

« Au lieu d'attendre les décrets du gouvernement ou les décisions de l'Assemblée nationale constituante tant acclamée, les masses saisissent instinctivement le seul instrument capable de les conduire au socialisme : la lutte contre le capital. Jusqu'à maintenant, le gouvernement a utilisé tous les moyens à sa disposition pour contrôler politiquement la révolution et parvenir ainsi à la châtrer, prêchant l'harmonie entre les classes contre toute menace contre "la paix et l'ordre". La masse du prolétariat balaye ce château de cartes de l'harmonie entre les classes, brandissant le drapeau abhorré de la lutte des classes.

Le mouvement de grève en cours montre que la révolution politique a violemment secoué la société dans ses fondements. Le mouvement révolutionnaire en revient à ses propres principes, descendant directement sur le terrain et arrachant les rideaux de papier de nominations et de décrets qui n'ont rien changé au rapport social entre capital et travail.

* *Die Rote Fabne*, 27 novembre 1918. L'Achéron est un fleuve de l'Épire en partie souterrain, qui a donné son nom, dans la mythologie grecque, au fleuve infernal que les âmes des défunts doivent traverser ; il est donc, par extension, synonyme d'enfer. [NdlR]

Dans la phase révolutionnaire que nous traversons, les grèves d'aujourd'hui perdent leur caractère syndical de lutte pour les problèmes immédiats et refusent la traditionnelle négociation des salaires. Ces grèves prennent le caractère d'une réponse spontanée des masses au profond bouleversement des conditions d'existence du capital, dû à l'effondrement de l'impérialisme allemand et au début de révolution politique des travailleurs et des soldats. Ces grèves sont le prélude à un affrontement général entre capital et travail ; elles annoncent le début d'une lutte ouverte et violente entre les classes qui aura pour débouché l'abolition du travail salarié et le début de l'économie socialiste. Les grèves mettent en mouvement l'impétueuse énergie sociale de cette révolution — l'énergie révolutionnaire de classe du prolétariat — et ouvrent l'ère de l'action directe de masses toujours plus vastes. À ce mouvement, les décrets sur la socialisation et les mesures prises par quelque organe de gouvernement que ce soit ne peuvent tenir lieu que d'accompagnement musical. »

Rosa Luxemburg ne fut pas la seule à exprimer son point de vue sur ces grèves. Les magnats du capital et les ennemis déclarés de la révolution, décidés à la réprimer à n'importe quel prix, le firent aussi. Il apparut alors clairement que les héros indépendants, défenseurs de l'ordre et soi-disant amis de la révolution, s'engageaient en réalité pour la contre-révolution et prenaient position de fait, sinon consciemment, pour la sauvegarde du capital. Emil Barth lui-même, qui aimait à se présenter comme le démiurge de la révolution de novembre, fournit des arguments contre les grèves : « Si les ouvriers réduisent la révolution à un simple et vaste mouvement salarial, nous en serons vraiment à la fin. » Et, pleinement satisfait de sa noble mission consistant à réaliser le socialisme par la loi en compagnie d'Ebert, de Landsberg et de Haase, il proclama :

« D'ici quelques mois, le travail salarié ne sera plus un problème ; encore un an et on ne parlera plus de travail à la pièce. À la seule condition que les ouvriers restent unis jusqu'au bout et en toute occasion contre tous les adversaires, [...] on pourra s'approcher d'une authentique république socialiste, que le monde entier nous envie. »

Si un homme comme Barth parvenait à conjuguer hallucinations utopiques et condamnation de la lutte de classes, alors les autres aussi pouvaient s'exprimer sans réserve. Wilhelm Dittmann décréta que, durant la glorieuse révolution allemande, toute grève finirait par se retourner contre les ouvriers eux-mêmes. Le gouvernement lança un appel en ces termes : « Qui a la possibilité de travailler et ne le fait pas se rend gravement coupable vis-à-vis du peuple et de son avenir socialiste. » Rudolf Hilferding servait aux travailleurs sa traditionnelle litanie sur les sacrifices, naturellement dans l'intérêt de la socialisation. À ce chœur ne pouvait manquer la voix de Kautsky. Puis ce fut au tour d'Ebert : « Le socialisme c'est le travail ! » — phrase qui devint le cri de guerre de tous les sauveurs de la société, de Stinnes à Borsig et de Haase à Barth.

Le résultat, ce fut l'effusion de sang. Des expéditions punitives furent organisées contre les ouvriers en grève, ce qui imprégna l'histoire allemande de violence pour plusieurs années. Le fauve capitaliste s'aventura

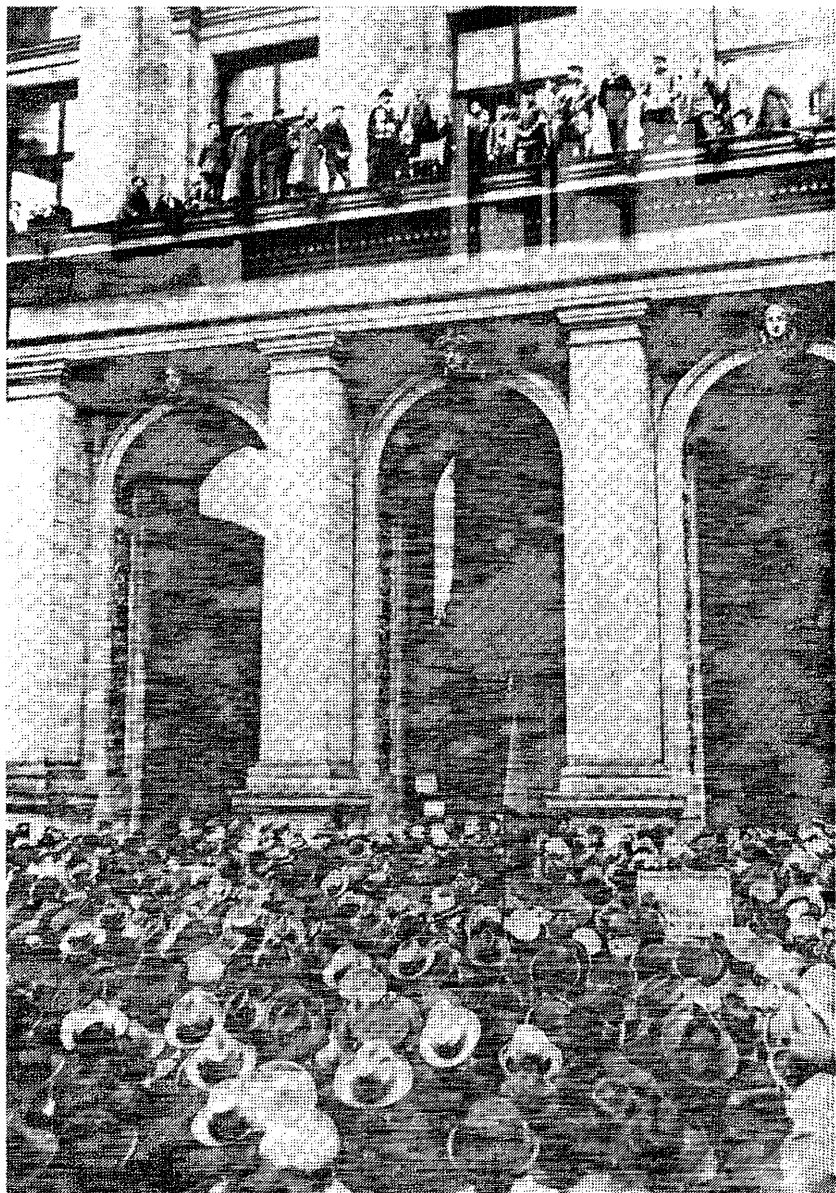
avant tout en haute Silésie où, exploitant les divisions ethniques*, il pouvait plus facilement surmonter la réticence des soldats à se faire l'instrument de la répression du prolétariat. Dans un document officiel dénonçant la politique de Noske, le conseil central de la marine révéla qu'au cours de ces journées, le capitaine Ernst Vanselow avait réclamé l'envoi de vingt mille marins pour les employer contre les mineurs en grève en haute Silésie, et concluait ainsi :

« Puisque le capitaine Vanselow parlait au nom du gouvernement, nous fîmes mine d'accepter sa demande – le gouvernement nous en remercia –, mais nous voudrions souligner que si les mineurs silésiens ne furent pas emportés dans un affrontement sanglant, ils ne le doivent qu'à nos marins. »

Le conseil central de la marine peut être fier de cette décision qui a probablement évité un massacre. En revanche, des carnages furent organisés à plus petite échelle, auxquels se prêtèrent les conseils de soldats de Silésie (d'Oppeln et d'autres villes) jusqu'à l'arrivée des troupes d'élite. Le 13 décembre, les prisonniers de guerre des mines de charbon de Beuthen, encouragés par les luttes ouvrières, se rebellèrent contre leurs conditions de vie dégradantes. Ils avancèrent quelques revendications et se mirent en grève. Ils furent réprimés par les armes – on releva neuf morts et sept blessés. C'est ainsi que les canailles militaristes contraignirent les esclaves de guerre à redescendre dans les mines. Le 28 décembre, à Königshütte, les soldats firent feu sur les grévistes : trois morts. Le 3 janvier, les *Jägers* de Marburg donnèrent libre cours à leur furie meurtrière contre les grévistes de la ville : vingt-deux morts et vingt et un blessés.

Dans la région de la Ruhr, cœur du mouvement de grève, la réaction n'avait pas encore eu le courage ni même la possibilité de déployer tout son arsenal de violence, car les révolutionnaires étaient majoritaires dans les conseils et l'empêchaient de recourir aux troupes. Toutefois, le 18 décembre, des affrontements à Essen et à Bochum firent deux morts et douze blessés parmi les ouvriers. Le 29 décembre, lors de nouvelles attaques des militaires, certains grévistes furent arrêtés et l'on releva également des morts et des blessés. Dans de nombreuses localités, il y eut des émeutes contre l'augmentation des prix, comme à Dresde, où deux personnes furent tuées le 15 décembre. Encore ce florilège trouvé dans la presse quotidienne est-il probablement incomplet. La vague de grèves atteignit son point culminant en même temps que les affrontements de mars 1919.

* La Silésie, anciennement polonaise, puis autrichienne, avait été conquise par la Prusse dans les guerres du XVIII^e siècle. Le traité de Versailles avait décidé qu'une partie de la Silésie était attribuée à la Tchécoslovaquie, tandis que le reste – dont la haute Silésie (région de Katowice), riche bassin houiller et industriel, comptant une forte minorité polonaise – serait assigné à l'Allemagne ou à la Pologne au terme d'un plébiscite qui devait se tenir en 1921. De 1919 à 1921, Polonais et Allemands (avec l'intervention des *Freikorps*) se disputèrent, armes à la main, la région. Finalement, le plébiscite fut remporté par les Allemands ; toutefois la Pologne obtint en partage le district de Katowice. [Ndlr]



Manifestation spartakiste devant le congrès des conseils. Karl Liebknecht parle du balcon du Landtag.

1.8. Le congrès des conseils

Voilà donc révolution et contre-révolution déployées sur le terrain. Toutes deux ont échangé les premiers coups. La contre-révolution s'est servie des mitrailleuses, la révolution a eu presque exclusivement recours aux manifestations et aux grèves. Aucune des deux parties n'a encore pris le dessus sur l'adversaire. L'aiguille de la balance de l'histoire oscille encore autour du point d'équilibre. C'est dans cette période que se réunit à Berlin, du 16 au 21 décembre 1918, le premier congrès des conseils d'ouvriers et de soldats, salué avec grand enthousiasme et grande espérance par toute la classe ouvrière allemande. Mais le congrès trahit les attentes et fit pencher la balance du côté de la contre-révolution. La classe ouvrière n'était pas encore pleinement consciente de ses tâches révolutionnaires, seule une minorité avait l'intuition que la contre-révolution complotait et s'armait.

Depuis novembre, de nombreux pas en avant avaient été faits, laissant entrevoir la possibilité de futurs développements positifs. Le congrès des conseils ne semblait pas s'être rendu compte des progrès accomplis. Encore empêtrés dans les procédures social-démocrates, dans les vieux règlements avec tous leurs paragraphes, les ouvriers avaient négligé d'adapter la composition des conseils locaux au développement du mouvement en suspendant les vieux délégués et en en élisant de nouveaux. Puisque au congrès participaient les membres des conseils locaux et non les masses elles-mêmes, l'assemblée ne pouvait représenter politiquement la majorité des ouvriers, ni en exprimer pleinement les positions. Sur les 489 délégués ayant droit de vote – 405 pour les conseils d'ouvriers et 84 pour les conseils de soldats – 288 étaient des sociaux-démocrates majoritaires, 90 des indépendants (dont 10 spartakistes, parmi lesquels Leviné et Heckert), 25 des démocrates, 11 du groupe dénommé Révolutionnaires unis (un groupe communiste né à Hambourg à l'initiative de Laufenberg, qui agissait en pleine autonomie), 25 appartenaient à un groupe autonome de soldats, et les 50 délégués restants n'avaient déclaré aucune appartenance politique. La provenance politique des congressistes était évidente, et la composition sociale des délégués en apportait la confirmation : 71 délégués étaient des intellectuels, un peu de tous les partis ; 31 des 90 socialistes indépendants et 164 des 288 socialistes majoritaires étaient journalistes, députés, fonctionnaires de parti ou de syndicats ; seuls 179 délégués étaient ouvriers ou employés. Il y avait ensuite un métayer, trois représentants d'organisations du secteur agricole, treize officiers. Le congrès était constitué pour un tiers seulement d'ouvriers d'usine, auxquels s'opposait un bloc compact – de dimension presque identique – de représentants de l'appareil social-démocrate, qui, soutenus par des éléments bourgeois, réussirent

Le compte rendu cité ci-après d'une séance du conseil des ministres, celle du 13 décembre 1918, montre l'état d'esprit du gouvernement peu avant le congrès des conseils (de nouvelles plaintes s'étaient fait entendre contre l'ingérence des conseils dans l'administration et dans les affaires militaires) :

« *Ebert* : La situation qui s'est créée est insoutenable. Nous nous condamnons devant l'histoire et le monde entier. Il faut soumettre à la conférence du Reich [c'est-à-dire au congrès des conseils] les propositions suivantes : la direction des affaires du Reich doit être totalement entre les mains du gouvernement. Une fois cela bien établi, on pourra octroyer au comité de la conférence du Reich des facultés parlementaires et, à échéances déterminées, écouter des rapports provenant de cet organisme, comme le faisait avant la Junte supérieure du Reichstag. Mais une nette délimitation s'impose. Nous détenons les responsabilités. Le mal-gouvernement des conseils d'ouvriers et de soldats doit cesser dans le pays.

Dittmann : [...] Nous devons, dorénavant, établir des liens avec le conseil central. Nous ne cherchons pas à être un gouvernement absolu. Laissons maintenant tomber le conseil exécutif [de Berlin] et disons ce que nous voulons au conseil central. Ce dernier jouit dans le pays de beaucoup plus d'autorité que le conseil exécutif. Mais il faut affirmer un droit de contrôle, comme en avait la Junte supérieure.

Ebert : Personne n'a contesté le droit de contrôle.

Haase : Il est juste de faire la comparaison avec la Junte supérieure. Mais ni le conseil central ni aucun conseil de soldats local ne peuvent intervenir dans aucune branche de l'administration. D'autre part, il faut reconnaître que les conseils d'ouvriers et de soldats ont veillé, avec souvent de très bons résultats, sur l'administration en tant que comités de contrôle locaux. En ce qui concerne les abus, n'oublions pas ceux des officiers.

Landsberg : Dans le cas des officiers, il s'agit de quelques éléments dévoyés, et dans le cas des conseils d'ouvriers et de soldats, de l'organisation du désordre. [...] La comparaison entre le conseil exécutif et la Junte centrale ne tient pas du tout. Dans la Junte siègent des parlementaires qui sont d'abord passés au crible des électeurs, puis à celui de la fraction. Dans la Junte supérieure n'entrent que les hommes les plus influents. Dans le conseil exécutif il y a beaucoup de gens incapables. Est-ce que, dans le conseil central cela va changer, c'est pas sûr. Là aussi, la soif de pouvoir peut faire beaucoup de dégâts.

Ebert : Si nous restons unis, nous pouvons changer les choses très facilement. Toutes nos divergences réelles peuvent s'effacer face à cette tâche importante..

(*Scheidemann* lance ensuite de violentes attaques contre les conseils.)

Haase : Si nous sommes d'accord, nous pouvons encore sauver la situation. Dans le conseil exécutif, tort et raison sont également partagés par les deux partis. »

Cité par Arthur Rosenberg, *Geschichte der deutschen Republik* (Histoire de la république allemande), Graphia, Karlsbad, 1935. [NdlR]

à tenir sous contrôle leurs délégués. D'autre part, la gauche formait un ensemble très hétérogène qui allait des kautskiens, qui s'étaient déjà rangés du côté de la contre-révolution, aux spartakistes. Deux fois de suite,

le congrès repoussa la proposition visant à permettre la participation, avec vote consultatif, de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg.

Malgré tout, au début il sembla que le congrès pût imprimer un nouvel élan à la révolution. La séance du premier jour fut caractérisée par les manœuvres contre-révolutionnaires de la clique des militaires et des disciples d'Ebert, démasquées par les énergiques interventions de Richard Müller, d'Otto Brass, de Fritz Heckert, de Paul Wegmann et de Georg Ledebour qui firent profonde impression sur le congrès. Déjà lors de cette première phase, on vit des conflits assez aigus éclater chaque fois que les sociaux-démocrates intervenaient pour défendre l'œuvre du gouvernement. Seuls les délégués des conseils de soldats, et naturellement les bonzes de la social-démocratie, confirmèrent – mis à part quelques réserves – leur confiance en Ebert et compagnie, même contre l'évidence des faits. Bien qu'avec peine, Landsberg, Ebert et leurs amis réussirent, écrasant la pédale de la démagogie, à apaiser l'indignation face à la montée de la contre-révolution. Mais ils sentaient qu'en général l'ambiance ne leur était pas favorable. Les membres du gouvernement craignaient particulièrement la menace de l'offensive conduite par la Ligue Spartacus, qui utilisait la tactique traditionnelle et essentielle de toute révolution : maintenir le Parlement sous la pression des masses. De très nombreux cortèges d'ouvriers et de soldats, mobilisés par la Ligue Spartacus, envahissaient quotidiennement le centre-ville pour manifester devant le Landtag, siège du congrès. Quelques délégations réussirent à faire irruption dans la salle, passant outre la vive opposition des galopins sociaux-démocrates.

Sans se laisser impressionner par les accusations de vouloir conditionner le « libre débat » et par le tumulte de la clique majoritaire, ces délégations réussirent, au moins les premiers jours, à se faire entendre et à présenter au congrès les revendications du prolétariat révolutionnaire. La salle devint ainsi l'arène du duel entre spartakistes et ébertistes, pour la conquête des délégués. Spartacus défendait la volonté des masses et l'intérêt de la révolution, les ébertistes avaient recours aux ruses de la chicane réglementaire, se servant des trucs et astuces parlementaires en experts démagogues. Le premier jour, une délégation présenta ces revendications pour le compte des masses qui faisaient le piquet devant le Landtag* :

- « 1. L'Allemagne sera une république socialiste unitaire. Les conseils d'ouvriers et de soldats devront assumer tout le pouvoir.
2. Tout le pouvoir aux conseils d'ouvriers et de soldats.

* « En accord avec les *revolutionäre Obleute*, ils [les spartakistes] organisent le jour de l'ouverture du congrès un gigantesque meeting suivi d'un défilé et de l'envoi d'une délégation au nom des 250 000 travailleurs berlinois réunis à leur appel. Reçu dans la salle, le délégué révolutionnaire Paul Weyer lit les revendications des manifestants... » Pierre Broué, *Révolution en Allemagne 1917-1923*, Éditions de Minuit, Paris 1971, p. 189. [Ndlr]

3. Le conseil exécutif d'ouvriers et de soldats élu par le congrès sera l'organe législatif et exécutif suprême, et aura le pouvoir de nommer et de destituer les commissaires du peuple ainsi que toutes les autorités centrales du Reich.
4. Le conseil des commissaires du peuple d'Ebert devra être destitué.
5. Le conseil central prendra immédiatement toutes les mesures nécessaires à la défense de la révolution : il désarmera en premier lieu les contre-révolutionnaires, armera le prolétariat et constituera une garde rouge.
6. Le conseil central lancera un appel aux prolétaires du monde entier afin qu'eux aussi constituent des conseils d'ouvriers et de soldats, en vue des tâches communes de la révolution socialiste mondiale. »

Ces revendications plaçaient le congrès face à la question centrale du moment : qui devait prendre le pouvoir en Allemagne ? Le prolétariat ou la bourgeoisie ? Le pouvoir devait-il rester aux mains du vieil appareil d'État dirigé par les commissaires du peuple qui représentaient la contre-révolution ou devait-il être exercé par les représentants du prolétariat, les conseils d'ouvriers et de soldats ? La bourgeoisie le comprit bien. Évoquant l'entrée de la délégation ouvrière dans la salle, le *Berliner Tageblatt* rapporte : « On perçut le même frémissement qui avait saisi le roi Balthazar lorsqu'une main mystérieuse avait tracé sur les murs de la salle des banquets son funeste présage *. » Mais le congrès l'avait-il compris ? Les têtes de pont de la contre-révolution très certainement, mais la majorité des représentants du prolétariat, elle, fut sourde ! Les revendications avancées par la délégation spartakiste ne furent ni discutées ni votées, et la motion qui demandait au congrès de vérifier que « l'attitude des commissaires du peuple ne tende pas à réduire systématiquement les pouvoirs des conseils, renforçant ainsi la contre-révolution », fut repoussée également. Face à ce refus et à l'incapacité à éradiquer la tumeur contre-révolutionnaire du corps de la classe ouvrière, la déclaration du congrès selon laquelle « toutes les mesures nécessaires pour désarmer la contre-révolution, seraient immédiatement adoptées » était vaine. Le congrès approuva la résolution, mais ne se préoccupa point des mesures prises pour la mettre en pratique. Au contraire, il adopta, quasiment sans discussion, la motion suivante, présentée par la clique des dirigeants sociaux-démocrates, parmi lesquels Hermann Lüdemann, Karl Severing et Kahmann :

« Le congrès des conseils d'Allemagne, détenteur de tous les pouvoirs politiques, transfère le pouvoir législatif et exécutif au conseil des commissaires du peuple, lequel exercera ces facultés jusqu'à ce que de nouvelles dispositions soient prises par l'Assemblée nationale constituante.

Le congrès nomme en outre un conseil central des conseils d'ouvriers et de soldats qui exercera le contrôle parlementaire sur les gouvernements allemand et prussien. Le conseil central aura le droit de vérifier l'œuvre des commissaires

* Balthazar, fils du dernier roi de Babylone Nabuchodonosor, qui, selon la légende biblique, fut tué pour avoir bu dans les vases sacrés que le père avait soutirés au temple de Jérusalem, après l'apparition de ces mystérieuses paroles : « Mene, Mene, Tekel, Ufarsin » sur les murs de la salle des banquets. [NDR]

du peuple du Reich et, jusqu'au règlement définitif des rapports étatiques, également celle des commissaires du peuple de la Prusse.

Pour la supervision des administrations centrales du Reich, le conseil des commissaires du peuple nommera des assesseurs adjoints aux sous-secrétaires. À tous les ministères du Reich seront associés deux assesseurs choisis parmi les membres des deux partis sociaux-démocrates. Le conseil central sera consulté avant la désignation des ministres et de leurs assesseurs.»

Ainsi, le congrès sanctionnait la situation déjà existante et conservait intact le vieil appareil d'État de l'empire, camouflé sous la forme républicaine, revenant à la politique traditionnelle de partage des sous-secrétariats. Il alla jusqu'à repousser une motion qui demandait l'abolition des petits États afin de réaliser l'idéal grand-allemand de 1848. Le conseil central maintenait seulement un contrôle parlementaire sur les commissaires du peuple. À la demande d'explications détaillées, Haase répondit qu'en cas d'urgence, le gouvernement pouvait émettre des lois et des décrets en toute autonomie et que, en cas de désaccord avec le conseil central, la volonté des commissaires du peuple prévaudrait. En acceptant cette déclaration, le congrès réduisait le conseil central à un oripeau du vieil appareil d'État impérial, lequel, à travers les commissaires du peuple, exerçait en réalité un pouvoir dictatorial. Et puisque, comme le montrait l'expérience, les commissaires du peuple menaient une guerre contre les conseils, le futur conseil central ne serait rien d'autre qu'une marionnette manœuvrée par le gouvernement, à moins qu'un conflit ne se déclenche entre les deux institutions. Mais, en cas de désaccord avec le gouvernement, le conseil central avait renoncé d'avance à tous ses pouvoirs. Enfin, le congrès établit que le conseil central se dissoudrait au moment de l'entrée en fonction de l'Assemblée nationale constituante ; aussi anticipait-il la date de son décès. Avec raison, Ernst Däumig qualifia le congrès de club de suicidés politiques.

En prenant ces décisions, le congrès se déclarait perdant face à la contre-révolution. Mais tout n'était quand même pas perdu. Le congrès devait encore décider de la question du pouvoir dans l'armée. Si l'on réussissait à infliger un coup sévère à la contre-révolution militaire, on pouvait encore provoquer un retournement de la situation et poser les prémisses de développements prometteurs. Dans l'état d'esprit des troupes de Berlin, un retournement encourageant s'était produit. Les régiments de la garde, auparavant les plus convaincus des agents de la répression des ouvriers berlinois, avaient montré à un moment donné qu'ils voulaient changer de route. Les affrontements du 6 décembre avaient eu des conséquences décevantes pour les responsables du coup d'État. À partir de cette date, les soldats avaient fait l'objet d'une intense propagande, où Karl Liebknecht et Heinrich Dorrenbach avaient joué un rôle fondamental. Le 17 décembre, à une assemblée des représentants de la garnison de Berlin, parmi lesquels figuraient ceux de la division aguerrie de la marine populaire, de la police de Eichhorn et de la milice républicaine de Wels, la résolution suivante avait été présentée :

« Nous sommes comme toujours à la disposition de l'actuel gouvernement, puisque la création d'une république socialiste est inscrite à son programme. Nous protestons de la manière la plus résolue contre la décision d'éloigner la division de la marine populaire. Les marins ont été les premiers partisans et défenseurs de la révolution. Leur présence à Berlin est donc indispensable. Les soldats demandent à l'organe législatif réuni au siège du Parlement d'approuver immédiatement la résolution suivante :

1. Constitution d'un conseil suprême de soldats composé des délégués élus par tous les conseils de soldats. Celui-ci exercera son commandement sur toutes les troupes de l'armée et de la marine [le commandement de cette dernière relevait du conseil central de la marine, la 53^e commission (NdA)]
2. Suppression des signes distinctifs pour tous les grades. Suspension de tous les officiers. Pour les troupes de retour du front, l'abolition des grades entrera en vigueur après la consigne des armes dans les casernes.
3. Les conseils de soldats seront responsables de la sécurité des diverses unités et du maintien de la discipline. »

Il semble évident que cette résolution fut le résultat d'un compromis entre les positions de la Ligue Spartacus et le point de vue des troupes, comme le montre la vague phrase introductive. Mais le fait positif était le dépassement, pour la première fois, des oppositions et des jalousies mesquines qui jusqu'alors avaient divisé les diverses formations de l'armée. Les questions d'importance majeure se retrouvaient dans les trois points de la motion à présenter au congrès des conseils. Une délégation de participants à l'assemblée du 17 décembre se rendit immédiatement au siège du congrès, réussit à entrer et réclama l'approbation immédiate des trois points*. Des heurts tumultueux et enflammés s'ensuivirent, qui interrompirent un bon moment les discussions. Ensuite, des commissions consultatives furent constituées, où les sociaux-démocrates usèrent de tous les moyens pour empêcher l'approbation de mesures aussi importantes. Ebert et Haase, surtout, tempêtèrent pour empêcher que soit discutée la question du commandement, mais ne réussirent pas à s'imposer sur les délégués des soldats, qui s'étaient pourtant montrés dans d'autres occasions plutôt malléables. Finalement, les commissions acceptèrent une motion proposée par la délégation de Hambourg, qui fut approuvée par le congrès sous la version suivante :

« 1. Le commandement de l'armée et de la marine doit être exercé par les commissaires du peuple, sous la supervision du conseil exécutif. À l'intérieur des garnisons, il sera confié aux conseils d'ouvriers et de soldats locaux, en accord avec le commandement suprême. Les questions militaires qui concernent l'ensemble des garnisons seront réglées par les organes qui détiennent l'autorité suprême de commandement et par un conseil de délégués des différentes garnisons.

2. Pour sanctionner la défaite du militarisme et la fin de l'obéissance aveugle à laquelle ont été soumis les militaires, la révocation de toutes les distinctions de grades et l'interdiction de porter les armes en dehors du service sont décrétées.

* La délégation était conduite par le communiste Dorrenbach. [NdR]

3. Les conseils de soldats sont responsables de la fidélité des unités des troupes et du maintien de la discipline. Le congrès des conseils considère nécessaire que les troupes, durant le service, obéissent aux conseils de soldats et aux commandants qu'ils auront nommés, parce que cette obéissance est indispensable à la réalisation des buts de la révolution socialiste. L'autorité des supérieurs n'aura plus cours en dehors du service.

4. Seuls les conseils de soldats, et non les simples militaires, pourront ordonner que les officiers soient privés des épaulettes, les sous-officiers des écussons, des cocardes et autres signes distinctifs et des baïonnettes. Les actes de violence lors du retour des troupes au pays mettent à mal le prestige de la révolution et doivent être condamnés. Le congrès demande la suppression de tous les ordres chevaleresques, des décorations et des titres de noblesse.

5. Les soldats nommeront eux-mêmes leurs commandants, les anciens officiers qui jouissent encore de la confiance de la majorité des soldats de leur unité sont éligibles.

6. Les officiers de l'administration militaire et les fonctionnaires ayant rang d'officier peuvent continuer à assumer leurs fonctions, pour les exigences de la démobilisation, à la condition qu'ils jurent de renoncer à toute action pouvant nuire à la révolution.

7. Il faut pourvoir au plus vite à la dissolution de l'armée permanente et à la constitution d'une milice populaire. »

Walter Lampl, porte-parole de la commission et membre du conseil de soldats de Hambourg, avait ajouté, sur la suggestion d'Ebert, un huitième point qui aurait transformé la résolution en une recommandation d'ordre général adressée au gouvernement*. On réussit à l'en empêcher. Les sept points de la délégation de Hambourg prirent force de loi. Mais seulement sur le papier. Dans son fameux discours de Noël, Hindenburg attaqua ouvertement ces décisions, et le gouvernement se pressa de conclure avec le feld-maréchal un compromis qui, en substance, anéantissait les sept points**. La question de l'autorité de commandement fut définitivement résolue lorsque Noske supprima les conseils d'ouvriers et de soldats.

* Le huitième point proposé par Lampl était ainsi formulé : « Ces normes valent en tant que directives. Les normes exécutives définitives seront établies par les six commissaires du peuple sous le contrôle du conseil exécutif et avec le consentement des conseils de soldats de l'armée et de la marine. » [Ndlr]

** « Je ne reconnais pas les décisions prises à Berlin le 18 décembre 1918 par le conseil central des conseils d'ouvriers et de soldats, concernant le caractère de l'armée et en particulier la position des officiers et des sous-officiers. [...] L'armée reste fidèle au gouvernement d'Ebert, et elle s'attend à ce qu'il maintienne les engagements pris concernant la continuité de l'armée et la reconnaissance de l'autorité de commandement, afin que le corps des officiers et des sous-officiers puisse continuer à assurer son service. J'ai fait part de mes remontrances au gouvernement dans ce sens. Par conséquent, les ordres impartis jusqu'alors demeurèrent en vigueur. » Cité par Wilhelm Groener, *op. cit.* p. 475. C'est ainsi que le 19 janvier 1919, une ordonnance fut promulguée qui réglait provisoirement « le problème du commandement et la position des conseils de soldats dans l'armée en paix » ; elle rétablissait la hiérarchie militaire. [Ndlr]

Ce furent là les décisions les plus importantes que prit le congrès. Les débats successifs furent totalement sans intérêt. On discuta encore de la question « Assemblée nationale ou système des conseils », mais en fin de compte, elle aussi était déjà résolue. Le débat resta superficiel, sans susciter aucun intérêt. Par 344 voix contre et 98 pour, une motion de Däumig déclarant que le système des conseils devait former la base de la Constitution du Reich fut repoussée. Quant à la date des élections à l'Assemblée nationale, le congrès sembla encore plus pressé que les commissaires du peuple, qui l'avaient fixée au 16 février* : il voulait l'avancer au 19 janvier 1919. Hilferding fit une intervention très abstraite à propos de la socialisation, sans proposer de mesures pratiques. Le seul conseil qu'il donna fut de prendre patience. Une motion préconisant la socialisation immédiate de l'industrie minière fut adoptée, mais ce n'était que de la poudre aux yeux.

Les indépendants déclarèrent qu'ils ne participeraient pas aux élections au conseil central et qu'ils renonceraient au tiers des sièges qui leur était assigné, parce que les décisions du congrès avaient transformé le conseil en un simple appendice du gouvernement. N'entrèrent donc au conseil central que des sociaux-démocrates de droite, ce qui le priva de toute signification**. Plusieurs arguments sérieux peuvent être retenus contre le renoncement des indépendants : en décidant de désertier le conseil central tout en demeurant commissaires du peuple, c'est-à-dire en restant dans un gouvernement qui avait ouvertement montré son caractère contre-révolutionnaire, ils faisaient un choix ambigu.

* 15 février dans le texte allemand : il s'agit probablement d'une erreur. [NdlR]

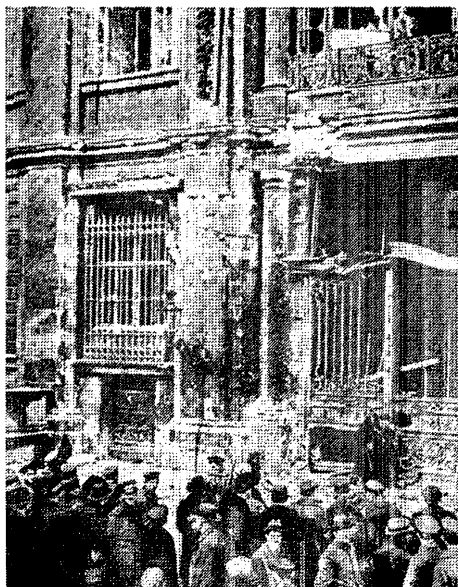
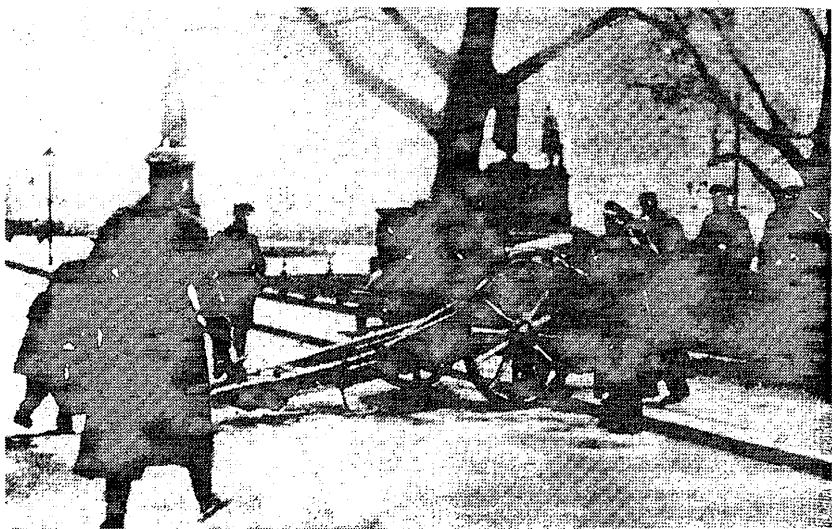
** Pour l'élection du nouveau conseil central, seule la liste de 27 noms du SPD fut présentée, et adoptée à la majorité. Robert Leinert fut élu à la présidence, Hermann Müller à la vice-présidence. [NdlR]

1.9. La dissolution de la division de la marine populaire

Le congrès des conseils avait été pour Ebert et compagnie un succès éclatant qu'ils n'hésitèrent pas à exploiter à fond. Leur première cible fut la division de la marine populaire, plus proche des ouvriers révolutionnaires de Berlin que ne l'étaient les autres unités militaires. Cette division était particulièrement forte et avait réussi à imposer en son sein une discipline plutôt sévère, tout en obtenant un bon niveau de cohésion, garanti entre autres par un service de garde inflexible et constant. Tout élément ambigu était éloigné sans indulgence. Son commandant, Wolff-Metternich, avait fait intervenir la division dans les opérations contre-révolutionnaires du 6 décembre, associant les marins aux objectifs de la tentative de coup d'État. Lorsque, le 7 décembre, Wolff-Metternich fut pris sur le fait alors qu'il cherchait à se procurer de faux passeports pour certains commanditaires du coup d'État*, la division de la marine populaire et le conseil central (53^e commission) le destituèrent et le remplacèrent par le marin Radtke. Quelques jours plus tard, le conseil central de la marine prit position sur la situation politique née des événements du 6 décembre par une résolution où il s'engageait de nouveau à demeurer fidèle au gouvernement Ebert-Haase « en tant que gouvernement qui avait inscrit la république socialiste comme but final de son programme », réserve qui n'était pas négligeable. Dans le même temps, le conseil central décida, à l'unanimité et à bulletin secret, que si le gouvernement Ebert-Haase venait à tomber, la marine se rangerait du côté des indépendants et les défendrait par les armes.

Pour la clique contre-révolutionnaire au pouvoir, ces prises de position étaient des signaux fort préoccupants, auxquels elle répondit par une honteuse campagne de haine dans la presse. La division de la marine populaire fut décrite comme une bande de pillards, décidée à mettre à feu et à sang le château de Berlin. En réalité, c'était le contraire qui était vrai. Le 9 novembre, le château avait été pris d'assaut et occupé par une bande hétérogène et incontrôlable, chapeauté par des éléments ambigus qui y avaient subtilisé de nombreux objets de valeur. Sur ordre du gouvernement, la marine était intervenue le 15 novembre pour éloigner cette bande de pillards et, toujours sur ordre du gouvernement, avait occupé le château. Durant cette occupation, on avait constaté aussi quelques petits vols, mais les coupables avaient été immédiatement appréhendés. Même les ennemis de la division de la marine populaire, qui savaient fort bien comment étaient les choses, durent reconnaître plus tard que celle-ci avait correctement veillé sur les biens qui lui avaient été

* Il s'agissait du comte Matuschka et du baron Rheinbaden, en fuite après les événements du 6 décembre. [NdlR]



En haut : l'artillerie d'Ebert bombarde le château de Berlin.

En bas : l'entrée du château (en bas, à gauche) et les écuries après la bataille.

confiés, maintenant la discipline et l'ordre dans ses rangs. Mais la destitution de Wolff-Metternich avait montré qu'il n'était plus possible d'employer les marins contre la classe ouvrière ; ils furent donc accusés de tous les délits commis avant leur occupation du château.

Le *Vorwärts* et toute la presse contre-révolutionnaire diffusaient des informations complètement fausses. Simon, le ministre prussien des Finances, envoya une note au gouvernement du Reich qui déformait a posteriori le rapport des fonctionnaires gouvernementaux et demandait que la division abandonne le château et les écuries. Le commandant de place Wels eut recours à ses méthodes de chantage habituelles, menaçant de priver les soldats de leur solde s'ils n'abandonnaient pas l'édifice et si les effectifs n'étaient pas réduits à six cents soldats. Lors d'une entrevue avec Radtke, commandant des marins, Wels révéla les plans qu'il avait en tête :

« Vous faire déloger du château sera peu de chose. Les troupes sont désormais rentrées du front. Je ferai simplement avancer toutes les divisions dans toutes les directions et vous ne pourrez alors que déménager. »

La division de la marine populaire fit son possible pour parvenir à un accord. Elle s'entendit avec le ministère prussien des Finances pour évacuer le château avant le 20 décembre, en échange de locaux dans les écuries. Mais le ministre ne respecta pas l'accord. Le 23 décembre, jour de paye, Wels refusa de verser les soldes. Les marins cherchèrent encore un compromis. Ils se mirent d'accord avec le commissaire du peuple Emil Barth pour que la solde leur soit versée après la remise des clefs du château. Les clefs furent consignées, mais Wels refusa encore de verser les soldes. Du coup, les marins organisèrent une manifestation devant le commandement de place.

Entre-temps, la nouvelle était parvenue qu'à Potsdam les troupes de la garde avaient été mises en état d'alerte et étaient prêtes à marcher sur Berlin. Pour empêcher les communications entre les troupes contre-révolutionnaires et le gouvernement, un groupe de marins se rendit à la chancellerie du Reich, isola les lignes téléphoniques et le palais lui-même, interdisant toute entrée ou sortie. Ebert accusa alors les marins d'avoir emprisonné les membres du gouvernement et ceux-ci évacuèrent la chancellerie. Vers 4 heures de l'après-midi, une unité de la division de la marine populaire manifesta à nouveau devant le commandement de place. Dorrenbach et le représentant de la milice républicaine Spiro cherchèrent à traiter avec Wels, mais encore une fois sans résultat. Durant les négociations, une automobile blindée des forces de Wels et quelques soldats de la garde postés près de l'université tirèrent sur les marins qui participaient à la manifestation, tuant trois d'entre eux. Ce n'est qu'à ce moment-là, après avoir fait couler le sang et sans avoir pour autant réussi à chasser les marins du château, que Wels promit de verser les soldes.

Dans cette situation si tendue, les marins prirent en otages Wels, le docteur Bongarts et le sous-lieutenant Fischer, puis tentèrent à nouveau

de négocier avec le gouvernement. Dorrenbach, Radtke et quelques membres du conseil de soldats de Berlin se rendirent à la chancellerie du Reich où, entre-temps, les troupes de Lequis et l'artillerie étaient arrivées de Potsdam. Elles voulaient occuper le palais, mais les marins réussirent à les en empêcher. Lequis fit alors arrêter le commissaire du peuple Barth, et déclara ne reconnaître qu'Ebert, pas le gouvernement des commissaires. Ebert se vit alors contraint de négocier : les marins comme les soldats de Potsdam devaient dégager le terrain ; la garde du palais de la chancellerie était confiée à un régiment de Berlin ; il n'y avait pas à appeler d'autres troupes du front. Le sort de la division de la marine populaire devait être décidé le jour suivant lors d'une nouvelle négociation avec le gouvernement. Entre-temps, Bongarts et Fischer avaient été relâchés. Seul Wels fut retenu afin de conserver un moyen de pression durant les négociations.

Les marins pensaient désormais pouvoir régler pacifiquement le problème, mais, durant la nuit, ils apprirent que le palais de la chancellerie était gardé non par les troupes de Berlin mais par les soldats du général Lequis. Le gouvernement n'avait pas tenu parole. Les marins demandèrent à Ledebour de servir d'intermédiaire avec le gouvernement. Mais il n'y eut pas moyen de se remettre à la table des négociations car les membres du gouvernement avaient disparu durant la nuit. Le matin du 24 décembre, un sous-lieutenant présenta aux marins, au nom du gouvernement, l'ultimatum que voici :

« Nous demandons la reddition sans condition des marins. Dans ce cas seulement, leurs requêtes légitimes seront acceptées. Dans dix minutes, tous les marins qui se trouvent dans le château et dans les écuries doivent se regrouper sans armes dans la cour. Ils ont dix minutes pour réfléchir. Si au terme de ce délai le drapeau blanc n'est pas hissé, nous bombarderons le château et les écuries. »

Les marins protestèrent contre la menace de faire intervenir l'artillerie contenue dans l'ultimatum. Ils rappelèrent qu'on leur avait promis de les garder prisonniers jusqu'à leur transfert dans leur pays d'origine : et on répondait par un ultimatum à leurs « requêtes légitimes » ! Ils décidèrent donc de se défendre jusqu'au dernier, bien qu'ils ne fussent que vingt-huit dans le château et soixante-dix à quatre-vingts dans les écuries, contre, en face d'eux, des milliers d'hommes équipés d'un armement nettement supérieur. S'étant fiés aux paroles d'Ebert, les marins avaient en fait permis aux hommes qui n'étaient pas en service de quitter le château. Le feu d'artillerie commença avant même la fin de l'ultimatum et se poursuivit pendant deux bonnes heures. Autour de 10 heures, une trêve fut conclue pour permettre aux marins d'évacuer au moins les civils et le personnel du château avec femmes et enfants. Les affrontements reprirent à 10 h 30. La situation des occupants semblait désespérée, mais les marins ne cédaient pas. Les agresseurs réussirent à ouvrir une brèche dans l'édifice sans défense et à atteindre le central téléphonique.

Des masses d'ouvriers, des militants de la Ligue Spartacus et d'autres travailleurs organisés, alertés par le bombardement de l'artillerie, affluèrent vers le centre-ville et prirent part à l'affrontement. Certaines unités du corps de sécurité et de la milice républicaine s'unirent aux marins. Les femmes des ouvriers, défiant le danger, s'immiscèrent dans les rangs des troupes de la garde pour expliquer aux soldats quelle action scélérate on leur faisait accomplir. En quelques instants, la position des agresseurs fut brisée. Les soldats jetèrent les fusils et les officiers furent désarmés. Vers midi, les marins pouvaient crier victoire. On releva onze morts parmi les marins et cinquante-six parmi les troupes de la garde. Vers 1 heure, à l'université, les négociations reprirent. Y participèrent le général Max von Hoffmann* et le capitaine Waldemar Pabst des troupes de Lequis, Max Cohen-Reuss pour le gouvernement, Richard Müller pour le conseil exécutif, Otto Tost pour le conseil central de la marine, Radtke et Dorrenbach pour la division de la marine populaire, Ledebour et Däumig comme garants des marins. L'accord établi précédemment avec le ministre des Finances prussien fut renouvelé. Le gouvernement dut verser leurs soldes aux marins et retirer la division Lequis de Berlin ; la division de la marine populaire fut intégrée à la milice républicaine. Le 28 décembre, Wels se démit de ses fonctions de commandant de place. Le général Lequis fut remplacé par le général baron Walter von Lüttwitz, qui deviendra par la suite célèbre en tant que héros du putsch de Kapp.

Qui avait donné l'ordre d'attaquer les marins ? Le gouvernement Ebert-Scheidemann, qui pas plus tard que la veille au soir avait rassuré les marins par des promesses solennelles. Les généraux Lequis et Hoffmann** confirmèrent en avoir reçu l'ordre du gouvernement du Reich. Au terme des affrontements, la *Vossische Zeitung* publia le compte-rendu de la conversation que le capitaine von Salzmann, collaborateur du journal – auteur par la suite d'articles réactionnaires rédigés sur le champ de bataille de la révolution chinoise –, avait eue avec le général Lequis. Voici les déclarations de Lequis :

« Vous connaissez les faits de la journée de lundi. Lorsque les marins se sont mis en mouvement, le gouvernement s'est rendu compte du danger qu'il était en train de courir et m'a ordonné d'intervenir en me confiant le commandement de toutes les troupes présentes autour de Berlin. Aux divisions que je commandais déjà se sont ajoutés le 3^e corps d'armée et la garde. J'ai en outre été nommé responsable du commandement de place suite à l'arrestation illégale de Wels. Notre objectif était de libérer Wels et de contraindre les marins à se rendre, chose que nous n'avons pas été en mesure de faire. Tout semblait aller pour le mieux quand, durant une trêve d'une vingtaine de minutes négociée avec les marins pour permettre l'éloignement des

* Vraisemblablement il s'agissait du général Heinrich von Hofmann, commandant à l'époque de la Garde-Kavallerie-Schützen-Division (division de fusiliers de cavalerie de la garde). [NdlR]

** Voir note précédente. [NdlR]

non-combattants, parmi lesquels de nombreuses femmes et des enfants, mes soldats ont été attaqués. Mes soldats n'ont pas tiré sur les femmes et les enfants, c'est certain. Cela a été un fiasco. Une bonne partie de mes troupes a abandonné le terrain et déposé les armes ; le reste est revenu à l'université. »

Naturellement, Ebert, Scheidemann et Landsberg nièrent constamment avoir su quoi que ce soit de l'attaque contre le château et les écuries. Ils avaient tranquillement dormi toute la nuit. Le ministre de la Guerre Scheüch prétendit que c'était la vérité. Ils s'inventèrent alors un coup de téléphone d'un marin qui les avait informés de l'impossibilité de garantir la vie de Wels, expliquant les choses ainsi :

« À la nouvelle selon laquelle un homme, chargé par le gouvernement d'une mission d'une extrême importance, risquait d'être vilement assassiné et que les commandants, pourtant des personnes avisées, n'avaient plus aucune autorité sur les marins, lesquels n'auraient pas renoncé même à commettre un homicide brutal, nous – Ebert, Scheidemann et Landsberg, commissaires du peuple encore en fonction – transmîmes au commandement militaire l'ordre d'intervenir pour libérer le camarade Wels et lui sauver la vie. »

Une fable incroyable ! Pour sauver la vie d'un seul homme, ils auraient contraint ses geôliers à un affrontement jusqu'au dernier sang, à une bataille qui se serait certainement conclue par la défaite des marins ! L'ordre fut exécuté vers 8 heures du matin, mais il avait été transmis autour de minuit, après quoi tout le monde s'était couché. Cette chère personne fut abandonnée pendant presque huit heures entre les mains de gens assoiffés de sang qui « n'auraient pas renoncé même à commettre un homicide brutal » ; pendant toutes ces heures, personne n'a levé le petit doigt pour lui sauver la vie, pour intimider les coupables, recueillir des informations ou s'asseoir à la table des négociations. Aucune initiative ne fut prise. Les trois commissaires du peuple misèrent simplement sur le sens de l'honneur des marins, qu'eux-mêmes bafouaient. Ou peut-être raisonnaient-ils comme Adolphe Thiers, leur glorieux héros, qui durant la Commune avait refusé d'échanger Louis-Auguste Blanqui contre un groupe de dignitaires ecclésiastiques prisonniers, parmi lesquels l'archevêque de Paris ? Peut-être espéraient-ils la mort de leur cher ami, pour l'exploiter dans leur propagande ? Le Noël sanglant d'Ebert fut le résultat de la seconde tentative de mise en œuvre du plan élaboré avec Groener pour la répression du prolétariat berlinois. Plan qui échoua pour la seconde fois.

Le 25 décembre, Ebert fit publier un article dans le *Vorwärts* qui se terminait par cette hypocrite invocation : « Paix entre les peuples et pas de guerre civile entre les ouvriers ! » Ces partisans de la guerre civile savaient fort bien quand c'était le moment de crier « Au voleur, au voleur ! » La veille au soir, alors que les affrontements faisaient encore rage autour du château et des écuries, le *Vorwärts* publiait un article plein de rage et de haine, où la Ligue Spartacus était accusée d'avoir « fait de l'instauration d'un gouvernement basé sur la violence son objectif

révolutionnaire ». C'était là un des fruits empoisonnés qui poussent sur l'arbre de la calomnie. Le *Vorwärts* donna le ton à toute la presse bourgeoise et son rédacteur en chef, Friedrich Stampfer, fut applaudi par les organes les plus réactionnaires. Mais cette conduite renforçait aussi le ressentiment de la classe ouvrière envers le journal qui, durant la guerre, avait été soustrait au prolétariat berlinois avec l'aide de la dictature militaire*.

Après une imposante manifestation organisée par la Ligue Spartacus et les *revolutionäre Obleute* pour le premier jour des fêtes de Noël, des milliers d'ouvriers se dirigèrent vers le siège du *Vorwärts* et l'occupèrent. Ce fut une action spontanée qu'aucune organisation, ni la Ligue Spartacus ni les *revolutionäre Obleute*, n'avait préparée. Les deux organisations utilisèrent cet épisode pour en tirer un avantage moral au profit de la révolution, diffusant des tracts qui contraignirent, le jour suivant, la rédaction du *Vorwärts* à s'excuser pour l'infamie publiée dans la première page du journal. Dans l'immeuble, complètement évacué le 26 décembre, il ne resta qu'une commission. Durant l'occupation, on fit une découverte extraordinaire : une unité de *Jägers* armés jusqu'aux dents – avec fusils, automobile blindée, vingt et une mitrailleuses et leurs huit caisses de munitions, vingt-six caisses de grenades à main avec fusée, trente grenades à main sans fusée, deux caisses de fusées – avait pris ses quartiers au siège du journal. Telles étaient les « armes spirituelles » avec lesquelles le pacifiste Stampfer se préparait à entrer en campagne.

* Le *Vorwärts* était non seulement l'organe national du SPD mais aussi l'organe des sections du « Grand Berlin ». [ndlr]

1.10. La fondation du Parti communiste

Au cours de l'histoire, les révolutions ont presque toujours débuté par une action spontanée des masses renversant un système politique déjà à bout de souffle. Dans la plupart des cas, les partis révolutionnaires n'ont préparé l'action qu'avec les armes de la théorie. Ils ont appuyé l'insurrection révolutionnaire, mais sans jouer un rôle décisif de direction. Ce fut aussi le cas pour la révolution de novembre. Les dirigeants de la Ligue Spartacus et des *revolutionäre Obleute* de Berlin avaient fixé une date pour l'insurrection révolutionnaire : le 4 novembre. Mais même les militants les plus décidés, face aux doutes et aux hésitations des autres, furent contraints d'accepter un ajournement*. C'est ainsi que la révolution finit par éclater indépendamment de leur volonté**. Mais une chose est de renverser un système politique déjà pourri, une autre fort différente de liquider définitivement une classe dominante. Cet objectif ne peut être poursuivi que sous la direction d'un parti fort, conscient de sa propre tâche, solidement uni et qui jouit de la confiance de la classe qu'il représente. En 1918, il n'existait pas de parti de ce genre.

La Ligue Spartacus jouissait certainement d'une grande notoriété parmi les couches révolutionnaires du prolétariat, mais les conditions d'illégalité imposées par l'état de siège avaient fait obstacle à la création d'une solide organisation dotée d'une direction centralisée. Sauf à l'occasion d'actions déterminées plus importantes, les groupes des divers villes et districts œuvraient de façon autonome. Ils étaient unis par un même objectif révolutionnaire, mais n'étaient pas encore parvenus à l'homogénéité et la clarté nécessaires sur les principes et les méthodes de la lutte révolutionnaire. Malgré l'accord conclu au mois d'octobre, les deux tendances révolutionnaires continuaient à avancer sur des voies parallèles et nourrissaient une certaine méfiance réciproque. Le courant de Brême avait pris dans cette ville la direction de la vieille gauche social-démocrate, alors qu'à Hambourg il avait fusionné avec les *Linksradikalen* et à Dresde avec le Parti communiste***. À Berlin et dans d'autres

* Pour le 4 novembre, il avait été décidé de proclamer une grève générale insurrectionnelle, qui fut ensuite reportée au 11 novembre. [Ndlr]

** Le matin du 9 novembre, après l'arrestation de Ernst Däumig, les ouvriers berlinois sortirent des usines et organisèrent d'imposantes manifestations ; de nombreux soldats abandonnèrent les casernes pour s'unir aux ouvriers. Le commandement militaire de Berlin communiqua à la chancellerie qu'il était impossible de compter sur les troupes, ne serait-ce que pour défendre les édifices publics. [Ndlr]

*** Le groupe de Brême était dirigé par Knief et Frölich et avait pour organe, à partir de 1916, le journal *Arbeiterpolitik*. Le groupe de Hambourg était constitué des *Radikalen* et dirigé par Laufenberg. Le groupe de Dresde avait été formé par le

localités, il n'existait que des groupes. La Ligue Spartacus était encore liée, au moins formellement, à l'USPD, envers lequel elle manifestait pourtant une opposition de principe toujours plus évidente qui se traduisait concrètement par une autonomie organisationnelle et politique*. Sans se faire conditionner par la politique de l'USPD, la Ligue Spartacus avançait sur la voie de la révolution, et, le 14 décembre, elle publia dans la *Rote Fahne* son propre programme rédigé par Rosa Luxemburg :

Que veut la Ligue Spartacus ?

I.

Le 9 novembre, en Allemagne, les ouvriers et les soldats ont abattu l'ancien régime. Sur les champs de bataille de France, l'illusion sanglante que le sabre prussien régnait en maître sur le monde s'était dissipée. La bande de criminels qui avait allumé l'incendie mondial et précipité l'Allemagne dans une mer de sang était au bout du rouleau. Trompé pendant quatre ans, le peuple qui, au service de ce Moloch, avait oublié les devoirs qu'imposent la civilisation, le sentiment de l'honneur et l'humanité, qui s'était laissé utiliser pour n'importe quelle infamie, ce peuple se réveillait de son sommeil de quatre années – et devant lui s'ouvrait un gouffre.

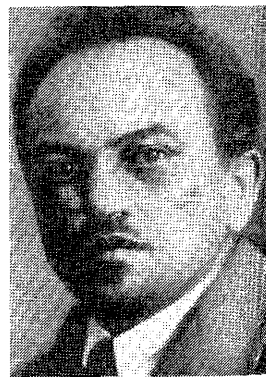
Le 9 novembre, le prolétariat allemand s'est dressé pour se débarrasser du joug honteux qui l'accablait. Les Hohenzollern furent chassés, des conseils d'ouvriers et de soldats, élus.

Mais les Hohenzollern n'ont jamais été que les gérants de la bourgeoisie impérialiste et des junkers. La bourgeoisie et sa domination de classe, tel est le véritable responsable de la guerre mondiale en Allemagne aussi bien qu'en France, en Russie qu'en Angleterre, en Europe qu'en Amérique. Ce sont les capitalistes de tous les pays qui ont donné le signal du massacre des peuples. Le capital international est ce Baal insatiable dans la gueule sanglante duquel ont été jetées des millions et des millions de victimes humaines. La guerre mondiale a placé la société devant l'alternative suivante : ou bien maintien du capitalisme, avec de nouvelles guerres et un rapide effondrement dans le chaos et l'anarchie, ou bien abolition de l'exploitation capitaliste.

Avec la fin de la guerre mondiale, la bourgeoisie et sa domination de classe ont perdu tout droit à l'existence. La bourgeoisie n'est plus en mesure de tirer la société du terrible chaos économique que l'orgie impérialiste a laissée derrière elle.

député social-démocrate Otto Rhüle, qui – le 20 mars 1915 – avait voté avec Liebknecht contre les crédits de guerre. Ces trois groupes, et d'autres plus petits, fusionnèrent en prenant le nom d'IKD, Communistes internationaux d'Allemagne, et confluent en décembre 1918 dans le KPD(S). [NdLR]

* La Ligue Spartacus avait constitué une direction centrale (Zentrale ou ZK pour Zentralkomitee), que nous désignons dans cet ouvrage par le terme « Centralc », comprenant Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Franz Mehring, Leo Jogiches, Ernst Meyer, Hermann et Käthe Duncker, Wilhelm Pieck, Paul Levi, Paul Lange, plus August Thalheimer, appelé de Stuttgart, et Hugo Eberlein, rappelé de Dantzig. Liebknecht, Luxemburg, Thalheimer, Levi, Lange, avec l'aide de Fritz Rück, provenant de Stuttgart, dirigeaient la *Rote Fahne*. Jogiches s'occupait des questions organisationnelles, Eberlein de l'autofinancement. Pieck dirigeait la Ligue de Berlin. Les Duncker s'occupaient du travail auprès des jeunes, Karl Schulz organisait la propagande parmi les soldats. Ernst Meyer dirigeait le service de presse. [NdLR]



De haut en bas et de gauche à droite : dirigeants du KPD(S) : Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Franz Mehring, Clara Zetkin, Johann Knief, Paul Frölich, Leo Jogiches, Eugen Leviné.

Des moyens de production ont été anéantis dans d'énormes proportions ; des millions d'ouvriers, les meilleures cohortes et les plus actives de la classe ouvrière, ont été massacrés. Lorsque ceux qui sont restés en vie rentrent dans leurs foyers, ils voient devant eux le visage grimaçant du chômage, de la famine et des maladies qui menacent d'anéantir jusqu'à la racine la force populaire. Le fardeau énorme des dettes de guerre rend la banqueroute financière de l'État inéluctable.

Pour échapper à cette confusion sanglante, pour ne pas choir dans cet abîme béant, il n'existe d'autre recours, d'autre issue, d'autre salut que le socialisme. Seule la révolution mondiale du prolétariat peut mettre de l'ordre dans ce chaos, donner à tous du travail et du pain, mettre un terme au déchirement réciproque des peuples, apporter à l'humanité écorchée la paix, la liberté et une civilisation véritable. À bas le salariat ! Tel est le mot d'ordre de l'heure : au travail salarié et à la domination de classe doit se substituer le travail coopérateur, les moyens de travail ne doivent plus être le monopole d'une classe, mais devenir le bien commun de tous. Plus d'exploiteurs ni d'exploités ! Réglementation de la production et répartition des produits dans l'intérêt de tous ; suppression à la fois du mode de production actuel, de l'exploitation et du pillage et aussi du commerce actuel qui n'est qu'escroquerie.

À la place des patrons et de leurs esclaves salariés, des travailleurs coopérateurs libres. Le travail cesse d'être un tourment pour quiconque, parce qu'il est le devoir de tous ! Une existence digne et humaine pour quiconque remplit ses obligations envers la société. Dès lors la faim n'est plus la malédiction qui pèse sur le travail, mais la sanction de l'oisiveté.

C'est seulement dans une telle société que sont extirpées les racines de la haine chauvine et de l'asservissement des peuples. C'est alors seulement que la terre ne sera plus souillée par l'holocauste d'êtres humains, c'est alors seulement qu'on pourra dire : cette guerre a été la dernière !

À l'heure présente le socialisme est l'ultime planche de salut de l'humanité. Au-dessus des remparts croulants de la société capitaliste on voit briller en lettres de feu, le dilemme prophétique du *Manifeste du Parti communiste* : *Socialisme ou retombée dans la barbarie !*

II.

La réalisation du régime socialiste est la tâche la plus grandiose qui ait jamais incombé dans l'histoire du monde à une classe et à une révolution. Cette tâche requiert une transformation totale de l'État et un bouleversement complet des fondements économiques et sociaux de la société.

Cette transformation, ce bouleversement ne sauraient être décrétés par quelque autorité, commission ou parlement : seules les masses peuvent les entreprendre et les réaliser.

Dans toutes les révolutions antérieures, c'était une toute petite minorité de la population qui menait la lutte, en fixait les objectifs et l'orientation, n'utilisant la masse que comme un instrument pour faire triompher ses propres intérêts, les intérêts de la minorité. La révolution socialiste est la première qui ne puisse triompher que dans l'intérêt de la grande majorité et grâce à la grande majorité des travailleurs.

La masse du prolétariat est appelée non seulement à fixer consciemment l'objectif et l'orientation de la révolution, mais elle doit nécessairement faire entrer elle-même dans la vie, pas à pas, par son activité propre, le socialisme.

L'essence de la société socialiste réside en ceci : la masse laborieuse cesse d'être une masse que l'on gouverne, pour vivre elle-même la vie politique et économique dans sa totalité et pour l'orienter par une détermination consciente et libre.

Aussi, du sommet de l'État à la plus petite commune, la masse prolétarienne doit-elle substituer aux organes de la domination bourgeoise dont elle a hérité — Bundesrat, parlements, conseils municipaux — ses propres organes de classe : les conseils d'ouvriers et de soldats. Il lui faut occuper tous les postes, contrôler toutes les fonctions, mesurer tous les besoins de l'État à l'aune de ses propres intérêts de classe et à l'aune des tâches socialistes. Et ce n'est que par une osmose permanente, vivante, entre les masses populaires et leurs organismes, les conseils d'ouvriers et de soldats, que pourra être insufflé à l'État un esprit socialiste.

À son tour, la révolution économique ne peut s'accomplir que sous la forme d'un procès dont la masse prolétarienne sera l'agent. S'agissant de la socialisation, les décrets pris par les autorités révolutionnaires suprêmes ne sont que phrases vides, si l'on en reste là. Seule la classe ouvrière peut, par son action, leur donner vie. Dans une lutte tenace contre le capital, dans un corps-à-corps livré dans chaque entreprise, grâce à la pression directe des masses, aux grèves, grâce à la mise sur pied de leurs organismes représentatifs permanents, les ouvriers peuvent s'assurer le contrôle et en fin de compte la direction effective de la production.

Les masses de prolétaires doivent apprendre à ne plus être ces machines inertes que le capitaliste installe tout au long du procès de production, mais à devenir des hommes qui, par leurs pensées, leurs activités libres, guident ce procès. Ils doivent acquérir le sentiment des responsabilités propres à des membres agissants de la communauté, unique propriétaire de la totalité de la richesse sociale. Il leur faut faire preuve de zèle, sans le fouet du patron ; développer la productivité, sans garde-chiourme capitaliste ; faire preuve de discipline, sans que pèse sur elles le moindre joug, et d'ordre, sans maître pour les commander. L'idéalisme le plus élevé dans l'intérêt de la communauté, l'autodiscipline la plus stricte, un sens civique véritable constituent le fondement moral de la société socialiste, tout comme la passivité, l'égoïsme et la corruption constituent le fondement moral de la société capitaliste.

Toutes ces vertus civiques socialistes, ainsi que les connaissances et les capacités nécessaires à la direction des entreprises socialistes, la classe ouvrière ne saurait les acquérir que par son activité propre, en faisant elle-même sa propre expérience.

La socialisation de la société ne saurait être réalisée dans toute son ampleur que par une lutte opiniâtre, infatigable de la masse des ouvriers sur tous les points où le travail affronte le capital, où le peuple et la bourgeoisie, avec sa domination de classe, se regardent les yeux dans les yeux. La libération de la classe ouvrière doit être nécessairement l'œuvre de la classe ouvrière elle-même.

III.

Dans les révolutions bourgeoises, l'effusion de sang, la terreur, le crime politique étaient des armes indispensables entre les mains des classes montantes. La révolution prolétarienne n'a nul besoin de la terreur pour réaliser ses objectifs. Elle hait et abhorre l'assassinat. Elle n'a pas besoin de recourir à ces moyens de lutte parce qu'elle ne combat pas des individus, mais des

institutions, parce qu'elle n'entre pas dans l'arène avec des illusions naïves qui, déçues, entraîneraient une vengeance sanglante. Ce n'est pas la tentative désespérée d'une minorité pour modeler par la force le monde selon son idéal, c'est l'action de la grande masse des millions d'hommes qui composent le peuple, appelés à remplir leur mission historique et à faire de la nécessité historique une réalité.

Mais la révolution prolétarienne sonne en même temps le glas de toute servitude et de toute oppression ; voilà pourquoi se dressent contre elle dans une lutte à mort, comme un seul homme, tous les capitalistes, les junkers, les petits-bourgeois, les officiers, bref, tous les profiteurs ou les parasites de l'exploitation et de la domination de classe.

C'est pure folie que de s'imaginer que les capitalistes pourraient se plier de bon gré au verdict socialiste d'un parlement, d'une assemblée nationale, qu'ils renonceraient tranquillement à la propriété, au profit, aux privilèges de l'exploitation. Toutes les classes dominantes ont lutté jusqu'au bout pour leurs privilèges, avec l'énergie la plus tenace. Les patriciens de Rome tout comme les barons féodaux du Moyen Âge, les gentlemen anglais tout comme les marchands d'esclaves américains, les boyards de Valachie, tout comme les soyeux lyonnais : tous ont versé des torrents de sang, ont marché sur des cadavres, au milieu des incendies et des crimes, ils ont déchaîné la guerre civile et trahi leur pays, pour défendre leur pouvoir et leurs privilèges.

Dernier rejeton de la caste des exploiters, la classe capitaliste impérialiste surpasse en brutalité, en cynisme, la bassesse de toutes celles qui l'ont précédée. Elle défendra ce qu'elle a de plus sacré : le profit et le privilège de l'exploitation, avec ses dents et ses ongles. Elle emploiera les méthodes sadiques pratiquées dans toute sa politique coloniale et au cours de la dernière guerre. Contre le prolétariat elle mettra en mouvement le ciel et l'enfer ; elle mobilisera la paysannerie contre les villes, excitera des couches ouvrières rétrogrades contre l'avant-garde socialiste, elle se servira d'officiers pour organiser des massacres, tentera de paralyser toute mesure socialiste par les mille moyens de résistance passive, elle suscitera contre la révolution vingt Vendéc, elle appellera à son secours l'ennemi de l'extérieur, les Clemenceau, les Lloyd George et les Wilson avec leurs armes, préférant transformer l'Allemagne en un tas de décombres fumants plutôt que de renoncer de plein gré à l'esclavage du salariat.

Toutes ces résistances, il faudra les briser pas à pas d'une main de fer en faisant preuve d'une énergie sans défaillance. À la violence de la contre-révolution bourgeois, il faut opposer le pouvoir révolutionnaire du prolétariat. Aux attentats, aux intrigues ourdies par la bourgeoisie, la lucidité inébranlable, la vigilance et l'activité jamais en défaut de la masse prolétarienne. Aux menaces de la contre-révolution, l'armement du peuple et le désarmement des classes dominantes. Aux manœuvres d'obstruction parlementaire de la bourgeoisie, l'organisation inventive et active de la masse des ouvriers et de soldats. À l'omniprésence et aux mille moyens dont dispose la société bourgeois, il faudra opposer le pouvoir de la classe ouvrière décuplé par l'union et la concentration. Seul le front uni de l'ensemble du prolétariat allemand, rassemblant le prolétariat du sud de l'Allemagne et celui du nord de l'Allemagne, le prolétariat urbain et le prolétariat agricole, seuls le front des ouvriers et des soldats, les contacts idéologiques vivants entre la révolution allemande et l'Internationale, l'élargissement de la révolution allemande aux

dimensions de la révolution mondiale du prolétariat permettront de créer le soubassement de granit sur lequel on construira l'édifice de l'avenir. La lutte pour le socialisme est la guerre civile la plus fantastique que l'histoire du monde ait jamais connue, et la révolution prolétarienne doit se doter des moyens nécessaires, elle doit apprendre à les utiliser pour lutter et vaincre. Doter de la sorte la masse compacte de la population laborieuse de la totalité du pouvoir politique pour qu'elle accomplisse les tâches révolutionnaires, c'est ce qu'on appelle la dictature du prolétariat : la démocratie véritable. Il n'y a pas démocratie lorsque l'esclave salarié siège à côté du capitaliste, le prolétaire agricole à côté du junker, dans une égalité fallacieuse pour débattre de concert, parlementairement, de leurs problèmes vitaux. Mais lorsque la masse des millions de prolétaires empoigne de ses mains calleuses la totalité du pouvoir d'État, tel le dieu Thor brandissant son marteau, pour l'abattre sur la tête des classes dominantes, alors seulement existe une démocratie qui ne soit pas une duperie.

Pour permettre au prolétariat d'accomplir ses tâches la Ligue Spartacus exige :

1. Mesures immédiates pour assurer le triomphe de la révolution.

1. Désarmement de toute la police, de tous les officiers ainsi que des soldats d'origine non prolétarienne, désarmement de tous ceux qui font partie des classes dominantes.
2. Réquisition de tous les stocks d'armes et de munitions ainsi que des usines d'armement par les soins des conseils d'ouvriers et de soldats.
3. Armement de l'ensemble du prolétariat masculin adulte qui constituera une milice ouvrière. Constitution d'une garde rouge composée de prolétaires qui sera le noyau actif de la milice et aura pour mission de protéger en permanence la révolution contre les attentats et les intrigues contre-révolutionnaires.
4. Suppression du pouvoir de commandement des officiers et des sous-officiers ; substitution d'une discipline librement consentie par les soldats à l'obéissance passive à la prussienne. Élection de tous les supérieurs par les hommes de troupe avec droit permanent de les révoquer, abolition de la juridiction militaire.
5. Éviction des officiers et des capitulaires de tous les conseils de soldats.
6. Remplacement de tous les organes politiques et de toutes les autorités de l'ancien régime par des hommes de confiance délégués par les conseils d'ouvriers et de soldats.
7. Mise en place d'un tribunal révolutionnaire devant lequel comparaitront les principaux responsables de la guerre et de sa prolongation : les Hohenzollern, Ludendorff, Hindenburg, Tirpitz et leurs complices, ainsi que tous les conjurés de la contre-révolution.
8. Réquisition immédiate de tous les stocks de vivres en vue d'assurer le ravitaillement de la population.

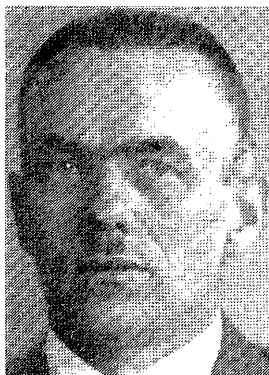
2. Mesures politiques et sociales.

1. Abolition de tous les États particuliers : création d'une république allemande socialiste unifiée.
2. Élimination de tous les parlements et de tous les conseils municipaux, leurs fonctions étant dévolues aux conseils d'ouvriers et de soldats et aux comités que ceux-ci désigneraient.

3. Élection de conseils ouvriers dans toute l'Allemagne par les soins de la classe ouvrière adulte des deux sexes, à la ville et à la campagne, par entreprise ; élection de conseils de soldats par les hommes de troupe à l'exclusion des officiers et des capitulaires ; les ouvriers et les soldats ont le droit à tout instant de révoquer leurs représentants.
4. Élection de délégués des conseils d'ouvriers et de soldats dans tout le Reich en vue de constituer le conseil central des conseils d'ouvriers et de soldats qui élira à son tour un comité exécutif ; celui-ci sera l'organe suprême du pouvoir législatif et exécutif.
5. Le conseil central se réunira au minimum une fois tous les trois mois avec chaque fois réélection des délégués. Le conseil aura pour mission d'exercer un contrôle permanent sur l'activité du comité exécutif et d'établir un contact vivant entre la masse des conseils d'ouvriers et de soldats de tout le Reich, et l'organisme gouvernemental suprême qui les représente. Les conseils d'ouvriers et de soldats locaux ont le droit à tout instant de révoquer et de remplacer leurs délégués au conseil central au cas où ceux-ci n'agiraient pas conformément au mandat qui leur a été donné. Le comité exécutif a le droit de nommer les commissaires du peuple, ainsi que les autorités centrales du Reich et les fonctionnaires ; il peut également les révoquer.
6. Suppression de toutes les différences de caste, de tous les ordres et de tous les titres ; hommes et femmes ont les mêmes droits et la même position sociale.
7. Mesures sociales importantes : réduction du temps de travail pour lutter contre le chômage et pour tenir compte de la faiblesse physique de la classe ouvrière, conséquence de la guerre mondiale ; fixation de la journée de travail à six heures au maximum.
8. Le système de ravitaillement, de logement, les services de santé et l'éducation nationale seront réorganisés de fond en comble dans le sens et dans l'esprit de la révolution prolétarienne.

3. Mesures économiques immédiates.

1. Confiscation de tous les biens dynastiques et de tous les revenus dynastiques au profit de la communauté.
2. Annulation des dettes de l'État et de toutes autres dettes publiques, ainsi que de tous les emprunts de guerre à l'exclusion des souscriptions au-dessous d'un certain taux, qui sera fixé par le conseil central des conseils d'ouvriers et de soldats.
3. Expropriation de toutes les exploitations agricoles grandes et moyennes, constitution de coopératives agricoles socialistes dépendant d'une direction centrale à l'échelle du Reich ; les petites exploitations paysannes demeureront la propriété de leurs détenteurs actuels jusqu'à ce que ceux-ci adhèrent librement aux coopératives socialistes.
4. La république des conseils procédera à l'expropriation de toutes les banques, mines, usines sidérurgiques ainsi que de toutes les grandes entreprises industrielles et commerciales.
5. Confiscation de toutes les fortunes au-dessus d'un niveau qui sera fixé par le conseil central.
6. Prise en main de l'ensemble des transports publics par la république des conseils.
7. Élection dans toutes les usines de conseils d'entreprise qui, en accord avec les conseils ouvriers, auront à régler toutes les affaires intérieures de l'entreprise,



De haut en bas et de gauche à droite : dirigeants du KPD(s) : Paul Levi, Julian Marchlewski (Karski), Hermann Duncker, Hugo Eberlein, Käthe Duncker, Ernst Meyer, August Thalheimer, Wilhelm Pieck.

les conditions de travail, à contrôler la production, et, finalement, à prendre en main la direction de l'usine.

8. Mise en place d'une commission centrale de grève qui, en collaboration permanente avec les conseils d'entreprise, aura pour tâche de coordonner le mouvement de grève qui s'amorce dans l'ensemble du Reich et d'en assurer l'orientation socialiste en lui garantissant l'appui sans défaillance du pouvoir politique des conseils d'ouvriers et de soldats.

4. *Tâches internationales.*

Rétablissement immédiat des relations avec les partis frères des pays étrangers afin de donner à la révolution socialiste une base internationale et d'établir et de garantir la paix par la fraternisation internationale et le soulèvement révolutionnaire du prolétariat du monde entier.

5.

Voilà ce que veut la Ligue Spartacus !

Et parce que Spartacus veut cela, parce qu'il est celui qui exhorte les révolutionnaires et les pousse à agir, parce qu'il est la conscience socialiste de la révolution, il est haï, calomnié, persécuté par tous les ennemis secrets ou avérés de la révolution et du prolétariat.

Clouez Spartacus sur la croix ! crient les capitalistes tremblant pour leurs coffres-forts.

Clouez-le sur la croix ! crient les petits-bourgeois, les officiers, les antisémites, les laquais de la presse bourgeoise qui tremblent pour les biftecks que leur vaut la domination de classe de la bourgeoisie.

Clouez-le sur la croix ! s'écrient les Scheidemann qui, tel Judas Iscariote, ont vendu les ouvriers à la bourgeoisie et qui tremblent pour les petits profits de la domination politique.

Clouez-le sur la croix ! répètent encore, comme un écho, des couches de la classe ouvrière qu'on trompe et qu'on abuse, des soldats qui ne savent pas qu'ils s'en prennent à leur propre chair et à leur propre sang quand ils s'en prennent à la Ligue Spartacus.

Dans ces cris de haine, dans ces calomnies, se mêlent les voix de tous les éléments contre-révolutionnaires, hostiles au peuple et au socialisme, de tous les éléments troubles, suspects, et que le grand jour effraie. Et cette haine confirme que Spartacus est le cœur de la révolution et que l'avenir lui appartient.

La Ligue Spartacus n'est pas un parti qui veuille parvenir au pouvoir en passant par-dessus la classe ouvrière ou en se servant de la masse des ouvriers.

La Ligue Spartacus n'est que la fraction la plus consciente du prolétariat qui indique à chaque pas aux larges masses de la classe ouvrière leurs tâches historiques, qui, à chaque étape particulière de la révolution, représente le but final socialiste et qui, dans toutes les questions nationales, défend les intérêts de la révolution prolétarienne mondiale.

La Ligue Spartacus refuse de partager le pouvoir avec les Scheidemann, les Ebert, avec ces hommes de main de la bourgeoisie parce qu'elle considère que collaborer avec eux, c'est trahir les principes fondamentaux du socialisme, renforcer la contre-révolution et paralyser la révolution.

La Ligue Spartacus refusera également de prendre le pouvoir uniquement parce que les Scheidemann-Ebert se seraient usés au pouvoir et que les indépendants auraient abouti à une impasse en collaborant avec eux.

La Ligue Spartacus ne prendra jamais le pouvoir que par la volonté claire et sans équivoque de la grande majorité des masses prolétariennes dans l'ensemble de l'Allemagne. Elle ne le prendra que si ces masses approuvent consciemment ses vues, les buts et les méthodes de lutte de la Ligue Spartacus.

La révolution prolétarienne ne peut accéder à une totale lucidité et maturité qu'en gravissant pas à pas, par degrés, l'amer Golgotha de ses propres expériences, en passant par bien des défaites et des victoires.

La victoire de la Ligue Spartacus ne se situe pas au début mais à la fin de la révolution : elle s'identifie à la victoire des millions d'hommes qui constituent la masse du prolétariat socialiste.

Debout prolétaires ! Au combat ! Il s'agit de conquérir tout un monde et de se battre contre tout un monde. Dans cette ultime lutte de classes de l'histoire mondiale où il en va des objectifs les plus nobles de l'humanité, nous lançons à nos ennemis ces mots : sur leur face, nos poings ; sur leur poitrine, notre genou !

La Ligue Spartacus.

Avec ce programme, la Ligue Spartacus déclarait vouloir prendre la direction de la révolution prolétarienne. Le désarmement de la contre-révolution et l'armement du prolétariat sont présentés comme faisant partie des tâches principales de la classe ouvrière. À propos de ces mesures, qui constituent les clefs du pouvoir, Blanqui disait que toutes celles qui suivent surgiraient spontanément de leur application. Avec ce programme, Rosa Luxemburg ouvrait une fracture profonde qui allait séparer le parti révolutionnaire des charlatans à la Haase qui entendaient diriger le processus révolutionnaire à coups de lois prémâchées par le conseil des six. L'action des masses prolétariennes est le leitmotiv du programme, et ce n'est pas seulement grâce à lui, mais grâce à toute son action, que la Ligue Spartacus avait pris la direction de la révolution. Dans son ensemble, le programme résumait les expériences révolutionnaires antérieures et traduisait le fait que les réserves que Luxemburg avait, quelques mois plus tôt encore, exprimées à l'encontre de l'action des bolcheviks étaient dépassées. Pourtant, s'il en restait quelque chose qui transparaissait dans le refus de la terreur, l'affirmation selon laquelle la révolution devait « [briser] toutes ces résistances pas à pas, d'une main de fer, en faisant preuve d'une énergie sans défaillance » — affirmation que Leo Jogiches avait à juste titre imposée lors de la discussion — montrait que Rosa Luxemburg aurait été en mesure d'en tirer toutes les conclusions nécessaires.

La tâche organisationnelle que la Ligue Spartacus eut à affronter immédiatement après ce fut de se séparer de Haase et consorts. Il était chaque jour plus évident que les leaders de la social-démocratie indépendante étaient devenus, bon gré, mal gré, les pantins de la contre-révolution. En rendant public son programme, la Ligue Spartacus avait proclamé son indépendance politique. À ce stade, le lien organisationnel formel avec l'USPD était devenu source de confusion pour les travailleurs, il réduisait leur vigilance et les empêchait de saisir la véritable

nature politique des dirigeants de l'USPD. C'est pourquoi la Ligue Spartacus demanda avec insistance la convocation du congrès du Parti social-démocrate indépendant. Dans un appel au parti daté du 29 novembre, Rosa Luxemburg décrivit la situation en ces termes :

« Un moment comme celui que nous vivons impose des décisions claires, résolues et courageuses, de portée historique et mondiale. Un parti qui se montre oscillant et hésitant, qui prouve qu'il ne connaît que les demi-mesures, qui abandonne la politique étrangère à l'annexionniste David, la culture et l'école publique au chauvin national-allemand Hänisch, qui veut construire le socialisme avec l'aide du boucher de la révolution Ebert et qui fait intervenir Edwin Barth pour exhorter les masses de grévistes à se tenir tranquilles et à se taire sous le fouet des entrepreneurs, un tel parti doit être jugé sur ses paroles et sur ses actes. Tout cela est le résultat de tentatives faites depuis des décennies pour faire sombrer le mouvement ouvrier allemand. Aujourd'hui, le prolétariat allemand a besoin d'être guidé par un parti socialiste à la hauteur de ce moment crucial. Dans la révolution, il n'y a pas de place pour le parti des demi-mesures et de l'ambiguïté. Mais la politique contradictoire du parti est le résultat de ses contradictions internes. Des groupes toujours plus nombreux de militants s'opposent ouvertement au groupe dirigeant, constitué par des éléments réactionnaires comme Haase et Kautsky, qui sont une pierre au cou pour le parti des indépendants. À présent, la situation du parti n'est pas tenable. Il faut le contraindre à prendre une décision. [...] La révolution a besoin d'armes tranchantes. La majorité du parti social-démocrate indépendant devra répondre à cette question: faut-il empoigner un sabre de Damas ou une lame de papier mâché? *Que le parti ait le courage d'être lui-même.* »

Une assemblée générale des sections de l'USPD du Grand Berlin* demanda à la quasi unanimité la convocation du congrès du parti. Des résolutions similaires furent votées dans plusieurs autres grandes villes allemandes. Les *revolutionäre Obleute* déclarèrent eux aussi à l'unanimité que la politique suivie jusqu'alors par les commissaires du peuple indépendants devait être condamnée avec décision et que le congrès devait être convoqué avant la fin décembre. Les dirigeants du parti s'opposaient aux réclamations des militants, faisant étalage d'un esprit de décision dont ils n'avaient pas su faire preuve à l'encontre de la contre-révolution. Ils émisent une série de déclarations contradictoires, décidant finalement que les problèmes de transports empêchaient de tenir le congrès avant la convocation de l'Assemblée nationale. Les dirigeants de l'USPD cherchaient à masquer sous des prétextes maladroits et puérils un plan subtil et astucieux. La Ligue Spartacus réclamait la tenue du congrès afin de sanctionner par un conflit ample et ouvert, et face à des délégués élus directement par les adhérents, la fracture existante. La séparation politique serait ainsi consommée dans les meilleures conditions. Haase et Kautsky, au contraire, se retranchaient derrière l'avis des bureaucrates complaisants du parti pour tirer avantage du

* La ville et les communes alentour. [Ndlr]

report de la décision. Cette situation contraignit la Ligue Spartacus à convoquer sans les indépendants une conférence nationale autonome pour le 30 décembre.

Les IKD, Communistes internationaux d'Allemagne (courant de Brême), avaient déjà réuni, le 24 décembre à Berlin, leur conférence nationale, à laquelle avaient participé les représentants provenant de la Wasserkante, de la Rhénanie, de la Saxe, de la Bavière, du Wurtemberg et de Berlin. La première décision à prendre était soit de conserver son autonomie en constituant son propre parti, soit de fusionner avec la Ligue Spartacus. Le poids des vieux désaccords fit initialement obstacle au dialogue entre les deux groupes, dont les dirigeants les plus influents, Johann Knief pour le courant de Brême et Leo Jogiches pour la Ligue Spartacus, se montraient sceptiques quant à la fusion. Mais l'obstacle fut balayé par Karl Radek, membre de la délégation des soviets russes invitée par le conseil exécutif de Berlin au congrès des conseils d'ouvriers et de soldats. La délégation avait été repoussée à la frontière sur ordre du gouvernement Ebert-Haase, mais Radek avait franchi clandestinement la frontière allemande et réussi à intervenir au congrès. Il entendait alors faire comprendre aux deux courants que maintenir en vie les vieilles dissensions n'était pas seulement ridicule, mais aussi fatal pour le développement futur de la révolution. La conférence nationale prit donc une position de principe en faveur de la fusion avec la Ligue Spartacus et pour la constitution du Parti communiste. Les principales difficultés surgirent lorsque l'on en vint au problème de la participation aux élections à l'Assemblée nationale constituante. À l'issue d'un conflit plutôt âpre, il apparut que les positions étaient partagées, avec autant de pour que de contre. Faute de majorité claire, la conférence ne prit aucune décision sur cette question essentielle, mais l'ajourna pour permettre la consultation des militants. Lorsque commença la conférence de la Ligue Spartacus, le 30 décembre, seul Felix Schmidt de Hanovre avait obtenu un mandat favorable à la participation aux élections.

La conférence nationale de la Ligue Spartacus se réunit le 29 décembre* 1918 et fut présidée par Jakob Walcher et Wilhelm Pieck. 83 délégués provenant de 46 localités différentes étaient présents, outre les dirigeants nationaux de la Ligue. La conférence reflétait la composition de l'aile gauche la plus extrême du mouvement ouvrier de la période révolutionnaire, ou du moins de ses dirigeants locaux. À côté du noyau des ouvriers révolutionnaires du vieux parti — qui avant la guerre déjà faisaient partie de l'opposition réunie autour de Rosa Luxemburg —, on trouvait aussi de jeunes ouvriers qui, au cours de la guerre, s'étaient engagés dans la propagande et dans l'agitation révolutionnaire, mais

* Dans l'édition allemande il est écrit 29 janvier : c'est évidemment une erreur. Le 29 décembre se réunit la conférence de la Ligue Spartacus qui décida (à 80 voix pour et 3 contre) de se séparer de l'USPD. Le 30, 29 délégués de l'IKD se joignirent aux 83 délégués de la Ligue et le congrès de fondation du Parti communiste s'ouvrit. [NDR]

dont l'expérience politique était limitée. Il y avait ensuite des soldats, accablés par toutes les souffrances et les privations causées par le conflit ; des pacifistes qui s'étaient battus avec ténacité contre la guerre et que les persécutions subies avaient orientés à gauche ; des syndicalistes révolutionnaires qui espéraient trouver dans un mouvement ouvrier radicalisé un terrain très réceptif ; des artistes et autres intellectuels catapultés dans le mouvement par la vague révolutionnaire. En bref, il y avait tous les éléments que toute révolution met en mouvement, mais qui devaient encore faire preuve de leurs capacités politiques. Ces néophytes manifestaient un grand enthousiasme révolutionnaire et une grande disponibilité à l'action, couplés à une faible expérience politique et à des carences de formation théorique. Leur appréciation de la situation politique oscillait au gré de vagues émotionnelles contingentes ; ils influencèrent considérablement les délégués et pesèrent lourdement dans les décisions de la conférence.

L'évolution antérieure de la situation politique faisait que la scission de l'USPD comme la constitution d'un parti révolutionnaire autonome était escomptées ; ces questions furent tranchées, avec seulement trois votes contre, durant la discussion préliminaire. Le nouveau parti prit le nom de Parti communiste d'Allemagne (Ligue Spartacus). La question de la participation aux élections à l'Assemblée nationale constituante suscita d'âpres discussions. Il y avait une opposition de principe à l'Assemblée nationale qui faisait l'unanimité, mais, comme il était désormais clair que ces élections auraient lieu de toute façon, il fallait définir l'attitude tactique à adopter. Le groupe dirigeant de la Ligue Spartacus était favorable à la participation aux élections afin d'utiliser le Parlement comme tribune pour la propagande révolutionnaire, suivant l'exemple de Karl Liebknecht durant la guerre. La majorité des délégués était opposée à toute participation, en partie pour des raisons antiparlementaires et syndicalistes, en partie par surestimation de la volonté révolutionnaire du prolétariat. En général, les opinions étaient influencées par l'exemple des bolcheviks et l'on comptait sur l'effet de surprise, sur une conquête rapide du pouvoir et sur la dissolution successive de la Constituante, négligeant complètement le rôle fondamental que pourrait jouer un travail préparatoire laborieux mais tactiquement intelligent. Rosa Luxemburg fit vainement observer que les bolcheviks ne s'étaient libérés de la Constituante qu'après avoir conquis le pouvoir, que leurs grands efforts de la période précédente avaient permis d'avoir rapidement raison de la bourgeoisie et que le nouveau parti devait se préparer à une période plus longue d'éducation et de mobilisation des masses. La participation aux élections fut repoussée par 62 voix contre 23*.

Cette décision fit que la situation devint assez critique. Leo Jogiches considéra cela comme la preuve que les militants de la Ligue Spartacus

* La motion contre la participation aux élections fut présentée par Otto Rühle de Dresde ; il semble que les délégués IKD se soient abstenus. [Ndlr]

n'avaient pas encore atteint un niveau de conscience suffisant et que la fondation du parti avait été prématurée. Mais les autres membres de la Centrale comptaient sur l'effet pédagogique de l'expérience et ne firent pas de la participation aux élections une question de confiance envers le groupe dirigeant. Erreur, car, six mois plus tard seulement, le jeune parti devait traverser une crise interne plutôt grave*, avant que sur ce point puisse prévaloir une position tactique marxiste. Sur la question des syndicats également régnait encore une grande confusion. L'idée prévalait que les batailles économiques seraient dirigées à l'avenir par les conseils d'usine et que les syndicats étaient destinés à un déclin rapide, donc qu'il fallait les désertier.

Il y eut deux moments-clés dans ce congrès : le discours de salutation de Karl Radek au nom de la république des soviets et celui de Rosa Luxemburg sur le programme. Radek fit un tableau de la révolution russe, de la victoire de la classe ouvrière et des paysans, avec ses souffrances et ses batailles. Passant ensuite à la situation internationale, il mit l'accent sur le sens de la révolution prolétarienne en Allemagne et sur les tâches qui incombaient à la classe ouvrière allemande. Au milieu des applaudissements des délégués — auxquels répondaient à l'extérieur les vociférations de la bourgeoisie et des hommes de Scheidemann — il repoussa la menace d'une intervention de l'Entente contre la révolution prolétarienne et affirma :

« Si l'Entente marchait aujourd'hui sur l'Allemagne, le peuple allemand ne s'y opposerait pas. Mais si les ouvriers allemands prenaient possession des usines, s'ils commençaient à faire reculer la misère, si c'était leur gouvernement qui gouvernait le pays, alors le prolétariat comprendrait que l'enjeu n'est pas le portefeuille des riches, mais la vie de leurs familles et leur avenir. La seule façon d'éviter à l'Allemagne le joug que l'Entente veut lui imposer, c'est que les ouvriers allemands s'emparent du pouvoir. »

La classe ouvrière russe resterait fidèle au pacte souscrit dès les premiers jours de la guerre, lorsque Karl Liebknecht avait adressé au monde entier son acte d'accusation depuis la tribune du Reichstag !

Radek avait analysé la situation internationale ; Rosa Luxemburg, dans son discours sur le programme, retraça les étapes de l'évolution de la conscience de la classe ouvrière allemande, de la publication du *Manifeste du parti communiste* jusqu'au naufrage de la social-démocratie dans les marais contre-révolutionnaires. Riche d'une expérience de soixante-dix ans, le Parti communiste revendiquait le *Manifeste*, produit d'une époque révolutionnaire, où étaient énoncés avec une remarquable clairvoyance les principes et la stratégie de la révolution prolétarienne, et déclarait que le programme du nouveau parti se baserait sur l'analyse théorique de Marx et d'Engels. Pour appliquer le programme,

* Crise qui se conclut par la scission des spontanéistes — au congrès de Heidelberg, en octobre 1919 — qui constituèrent le KAPD. Voir la note p. 195 et la fin du § 3.10 p. 330-331. [NdlR]

le parti devait diriger ses efforts principalement dans trois directions. En premier lieu, il devait soutenir avec toutes ses énergies les revendications immédiates de la classe ouvrière, afin de conquérir les usines et priver la bourgeoisie de la base économique de sa domination. Il devait ensuite gagner à la révolution les travailleurs agricoles et les paysans pauvres. Enfin, il devait pousser les conseils à occuper toutes les positions de pouvoir et à assumer pratiquement toutes les fonctions gouvernementales, réduisant à néant le gouvernement social-démocrate bourgeois et remportant ainsi la victoire sur la contre-révolution menaçante. Il était important, soutenait Rosa Luxemburg, que le congrès du parti ait bien présentes à l'esprit les difficultés et la complexité du processus révolutionnaire. Il ne s'agissait pas d'en prédire la durée, mais d'avoir pleine conscience des moyens nécessaires pour le mener à son terme. *

Une partie des délégués ayant critiqué divers points du programme, une commission fut nommée pour continuer à en élaborer le texte et pour rédiger les statuts du parti. Mais cette commission ne se réunit jamais, parce que, juste après la conférence, le parti fut impliqué dans de durs affrontements et déclaré hors la loi. Furent élus à la direction centrale du parti les camarades Hermann Duncker, Käte Duncker, Hugo Eberlein, Paul Frölich (en tant que représentant du courant de Brême), Paul Lange, Leo Jogiches, Paul Levi, Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Ernst Meyer, Wilhelm Pieck et August Thalheimer.

Durant la conférence, les *revolutionäre Obleute* furent invités une nouvelle fois à adhérer au parti. Ce groupe de dirigeants des ouvriers berlinois s'était maintenu jusqu'alors à mi-chemin entre les indépendants et les spartakistes. Les négociations menées avec Ledebour, Däumig, Richard Müller et autres pour les convaincre d'abandonner l'USPD et de s'unir aux spartakistes mirent en évidence leur volonté de prendre la direction du nouveau parti. Ils posaient en effet cinq conditions à la fusion avec le Parti communiste : la révocation de la décision de ne pas participer aux élections à l'Assemblée nationale ; l'abandon de la tactique présentée comme putschiste de la Ligue Spartacus ; leur participation sur une base paritaire à la commission du programme ; la liberté d'intervenir par voie de presse et de tracts ; l'abandon du nom "Ligue Spartacus" associé à celui du parti. Le dernier point était hors de discussion, à moins d'obtenir l'unanimité des militants. Pour ce qui concerne la participation aux élections, les *revolutionäre Obleute* étaient eux-mêmes partagés : 26 étaient pour, 16 contre. Concéder à un groupe, divisé de surcroît, le fait d'imposer sa spécificité tactique à toute l'organisation, ç'aurait été monter une partie du parti contre l'autre. Il en allait de même des requêtes portant sur le programme et sur la presse. On ne comprenait pas bien ce qu'ils entendaient par tactique « putschiste » de la Ligue Spartacus, d'autant que jusque-là les spartakistes avaient mené toutes leurs actions avec les *revolutionäre Obleute*. On allait bientôt comprendre qui était véritablement « atteint au plus haut degré de la maladie du

putschisme ». Les tentatives de trouver un accord échouèrent, en raison notamment de l'opposition obstinée de Ledebour.

Il ne sortit de cette conférence que le squelette du nouveau parti, pas le parti dans son intégralité. L'organisation des groupes locaux fut lancée sans tenir compte des profondes divisions stratégiques — qu'il aurait fallu dépasser immédiatement pour que le parti puisse appliquer une politique cohérente — et de la nécessité d'un processus approfondi de clarification. Puisque des strates consistantes de la classe ouvrière oscillaient encore entre l'USPD et le Parti communiste, il fallait souder au plus vite les organisations locales au sein d'un parti compact et discipliné. Le Parti communiste s'attela à cette tâche de formation et d'organisation avec grand enthousiasme, mais son entreprise fut interrompue dès ses débuts par des événements de grande ampleur.

I. I. I. Les affrontements de janvier 1919 à Berlin

Après la vile agression des troupes gouvernementales, le 24 décembre, contre la division de la marine populaire, le gouvernement entra en crise. Si la social-démocratie indépendante avait été – comme elle voulait le faire croire – un parti révolutionnaire, la crise gouvernementale aurait même éclaté plus tôt, juste après les premières mesures prises par les commissaires du peuple. Mais les Haase, les Dittmann et les Barth avaient préféré s'agripper à leur siège gouvernemental. La pression exercée par la base se faisait cependant chaque jour plus forte ; en outre, des frictions se faisaient sentir au sein même du gouvernement, qui empêchèrent ces messieurs de capituler comme à leur habitude. Elles portaient sur des questions cruciales, comme la poursuite des hostilités avec la Pologne et la Russie soviétique, l'autorité de commandement de la vieille hiérarchie militaire et la constitution d'une armée contre-révolutionnaire. Le conflit interne à l'équipe gouvernementale finit par exploser le 27 décembre. Les commissaires du peuple indépendants présentèrent au conseil central une série de questions, avertissant que leur position envers le gouvernement dépendrait des réponses de celui-ci :

- « 1. Le conseil approuve-t-il le fait que, dans la nuit du 23 au 24 décembre, les membres du cabinet Ebert, Scheidemann et Landsberg aient dévolu les pleins pouvoirs au ministre de la Guerre pour déloger *manu militari* la division de la marine populaire du château et des écuries où elle était installée ?
2. Le conseil approuve-t-il l'ultimatum avec délai de seulement dix minutes communiqué le matin du 24 décembre par le général Lequis, et le bombardement du château et des écuries qui s'est ensuivi ?
3. Le conseil central est-il disposé à exécuter immédiatement et rigoureusement les résolutions votées par le congrès des conseils d'ouvriers et de soldats sur l'abrogation des grades et sur l'interdiction faite aux officiers de l'armée territoriale de porter les armes en dehors du service ?
4. Le conseil approuve-t-il le télégramme confidentiel envoyé par le commandement suprême de l'armée au groupe d'armées Oberost [front oriental] dans lequel le commandement déclare ne pas reconnaître les résolutions du congrès des conseils d'ouvriers et de soldats ?
5. Le conseil central approuve-t-il la proposition des membres du cabinet Ebert, Scheidemann et Landsberg de transférer le siège du gouvernement de Berlin à Weimar ou dans une autre localité d'Allemagne centrale ?
6. Le conseil central approuve-t-il le fait de réduire l'armée permanente à une armée de temps de paix – plutôt que de décréter la démobilisation totale –, en ne maintenant en service que les classes 1897 et 1898 et, éventuellement, en complétant l'appel ?
7. Le conseil central partage-t-il notre point de vue selon lequel le gouvernement de la république socialiste ne peut et ne doit pas s'appuyer sur le soutien militaire des généraux et de tous les résidus de la vieille armée permanente basée sur l'obéissance aveugle, mais seulement sur une milice populaire constituée de volontaires et régie par les principes démocratiques ?

8. Le conseil central est-il favorable à la promulgation immédiate des lois de socialisation des industries qui s'y prêtent déjà ? »

Le conseil central, où ne siégeaient que les socialistes d'Ebert, répondit :

« 1. Les commissaires du peuple Ebert, Landsberg, Scheidemann ont simplement ordonné au ministre de la Guerre de faire tout ce qui était nécessaire pour libérer le camarade Wels. Et cela seulement après que le commandant de la division de marine populaire eut communiqué aux trois commissaires du peuple qu'il ne pouvait plus garantir la vie du camarade Wels. Le conseil central approuve l'ordre donné.

2. À la seconde question, le conseil central répond : Non.

3. Le conseil central considère que les résolutions du congrès doivent être appliquées et invite le conseil des commissaires du peuple à promulguer le plus promptement possible le règlement exécutif correspondant.

4. À la quatrième question, le conseil central répond : Non.

5. 6. 7. À ces questions, le conseil central préfère ne pas répondre sans une discussion approfondie préalable avec le conseil des commissaires du peuple.

8. Le conseil central demande que la commission chargée des projets de socialisation lui soumette un rapport préalable sur l'avancement de ses travaux. Il estime que la commission doit présenter ses propositions sur la socialisation des industries qui s'y prêtent déjà (en particulier pour le secteur minier), afin d'appliquer le plus tôt possible les résolutions du congrès des conseils d'ouvriers et de soldats.

Le conseil central adresse en retour aux commissaires du peuple indépendants les questions suivantes :

Les commissaires du peuple sont-ils prêts à défendre la tranquillité et la sécurité publiques, et en particulier la propriété privée et étatique contre les actions de violence ?

Sont-ils aussi prêts à garantir, avec les moyens à leur disposition, le fonctionnement du gouvernement et de ses organes contre les actes de violence quelle que soit leur provenance ? »

La réplique du conseil central portait la marque de Cohen-Reuss, l'ingénieuse et surnoise éminence grise d'Ebert et de Landsberg. Par son ambiguïté sur les questions touchant à la défense de la révolution, il couvrait les plans de guerre civile élaborés par les conspirateurs de concert avec la clique des généraux ; quant aux questions conclusives adressées en retour aux indépendants, elles préfiguraient le contenu de la guerre de classe qui serait menée contre le prolétariat révolutionnaire. Les partisans de Haase, pour ne pas risquer de perdre leur influence sur la classe ouvrière, durent à ce stade sortir du gouvernement*, mais – pour user du jargon théâtral – leur sortie de scène ne fut pas une réussite. Le *Vorwärts* écrivit, sans en relever l'ironie implicite, que Haase avait présenté sa démission en souhaitant à Ebert et à Scheidemann le plus grand succès dans les sérieuses tâches qu'il leur fallait assumer. En pratique, il leur avait souhaité un plein succès pour les massacres qu'ils s'approprièrent

* Autrement dit, du conseil des commissaires du peuple. [ndlr]

à accomplir. Les membres indépendants du gouvernement prussien, Ströbel, [A.] Hoffmann, Rosenfeld, ne furent pas en reste. Avant de claquer la porte du cabinet, le 2 janvier, ils signèrent un décret contre les grèves et les revendications salariales trop élevées, qui engageait les autorités à intervenir « avec une poigne de fer ». Les indépendants mettaient fin à leur action au gouvernement de façon honteuse, suivant en cela le scénario qui avait toujours été le leur.

Après le départ des indépendants, le gouvernement coopta August Noske et Rudolf Wissel et, désormais libre de toute entrave, déclara ouvertement, en faisant part des orientations de son programme, qu'il s'engageait à maintenir l'ordre. Le 29 décembre, alors qu'une foule de prolétaires accompagnait les dépouilles des marins tombés lors des affrontements du château, la social-démocratie appela les ouvriers, les citoyens et les soldats à une manifestation, à l'aide d'un tract truffé de mensonges et d'incitations à la violence contre-révolutionnaire, qui dépassait de très loin les articles publiés jusqu'alors par le *Vorwärts*. Un extrait suffit à en témoigner :

« Par leurs menées ignobles, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg souillent la révolution et mettent en danger ses conquêtes. Les masses ne doivent plus rester inertes, ne serait-ce qu'une minute, face aux obstacles que ces criminels et leurs partisans opposent à l'action des autorités républicaines, face à leurs permanentes incitations à la guerre civile et à leur façon d'étouffer de leurs mains crasseuses le droit à la libre expression des idées. Par le mensonge, la calomnie et la violence, ils s'emploient à abattre et à détruire tout ce qui ose s'opposer à eux. Ils se posent, avec une impudence sans égale, en patrons de Berlin, bien que les neuf dixièmes de la population détestent leurs méthodes et les condamnent au plus profond de leur âme. »

Reprenant le fil du scénario testé avant le 6 décembre, les Ebert et les Stampfer ouvraient la voie à la guerre civile, montrant d'un côté les dents en direction des opposants et de l'autre incitant à l'affrontement. Au cours de cette manifestation du 29 décembre, où tous les partisans de la bourgeoisie berlinoise défilèrent sous le drapeau de la social-démocratie, le comité des citoyens* du Grand Berlin distribua un tract par lequel il lançait à nouveau la chasse à l'homme contre Karl Liebknecht :

« Travailleurs, soldats ! Les folies de Noël de la Ligue Spartacus nous conduisent directement au gouffre. Aucun d'entre nous ne désire que le sang soit à nouveau versé. Mais il est plus simple de guérir un chien enragé avec des paroles bibliques que les spartakistes avec de bons conseils. À la violence brutale de cette bande de criminels on ne peut opposer qu'une violence équivalente. Ils veulent utiliser la violence, défendons-nous ! L'appel hypocrite de la Ligue Spartacus contre le « bain de sang » ne nous trompe pas : leurs véritables intentions sont de pousser les ouvriers contre les ouvriers, les soldats contre les soldats.

* Les comités de citoyens présents dans quelques grandes villes répondaient à la volonté des partis bourgeois de former des organes de gouvernement faisant concurrence aux conseils d'ouvriers et de soldats. [NDLR]

Vous voulez la paix ? Agissez comme un seul homme pour mettre fin à la tyrannie spartakiste !
 Vous voulez le pain ? Faites que tous les moulins fonctionnent !
 Vous voulez la liberté ? Rendez inoffensif ce fainéant armé de Liebknecht !
 Si vous êtes unis, toute la clique prendra ses jambes à son cou !
 Vous voulez au contraire mourir de faim ? Alors écoutez Liebknecht !
 Vous voulez devenir les esclaves de l'Entente ? Liebknecht fera le médiateur !
 Vive la loi et l'ordre !
 À bas la dictature des anarchistes ! »

Ce n'était qu'une des nombreuses manifestations de la nouvelle offensive qui menaçait la classe ouvrière. Offensive qui choisit la préfecture de police de Berlin comme levier pour renverser la révolution. Le 1^{er} janvier, la gazette de deux gentilshommes répondant aux noms d'Ernst Heilmann et d'Adolf Hofrichter, *Politisch-Parlamentarischen Nachrichten*, consacra sa une à une campagne diffamatoire contre le préfet de police Eichhorn, reprenant, point par point, les procédés de l'offensive menée contre les marins. Les marins avaient été décrits comme des pillards, cette fois Eichhorn était dépeint comme un voleur. Cet homme, qui sur le plan de l'honnêteté pouvait en remontrer à tous les chefs sociaux-démocrates était accusé par ces derniers d'appropriation indue. Ils firent courir d'in vraisemblables mensonges parlant de grandes quantités d'armes cachées dans les locaux de la préfecture en vue de la guerre civile, bien qu'Eichhorn fût en mesure de prouver que la préfecture ne disposait même pas des armes prévues pour les forces de sûreté publique. Ils tentèrent ensuite de destituer Eichhorn et eurent recours à tous les mensonges possibles à cette fin*.

Parmi les instruments de cette campagne de haine, le sous-lieutenant Fischer du commandement de place exhuma la méthode utilisée contre les marins et tenta de faire plier les troupes de sécurité en refusant de leur verser leur solde. Pour les éloigner d'Eichhorn et en prendre le commandement, Fischer tenta aussi de les corrompre, en leur promettant la même rétribution qu'à la milice républicaine : un mark de plus par jour. Certaines unités aux ordres du commandant Gerkens mordirent à l'hameçon et empochèrent plus de vingt neuf mille marks en espèces pour les dix derniers jours de décembre. On attrape plus de mouches avec une goutte de miel qu'avec un baril de vinaigre !

* Lors des journées de la révolution de novembre, Emil Eichhorn avait été mandaté par l'USPD pour négocier la reddition de la préfecture de police. Il y trouva une situation chaotique. Il demanda que la préfecture passe sous le contrôle du nouveau régime et que soit nommé un nouveau dirigeant. Un accord prenant en compte ces conditions fut signé entre le préfet de police von Jagow et Eichhorn. Eichhorn assumait lui-même la fonction de chef de la police de Berlin, et fut confirmé à ce poste le 11 novembre par les conseils d'ouvriers et de soldats berlinois. Le 1^{er} janvier, le *Vorwärts* lança une campagne de diffamation contre Eichhorn, l'accusant d'avoir reçu de « l'or russe », d'avoir illégalement acquis des armes et volé des produits alimentaires ; le journal écrivait que la présence d'Eichhorn à la préfecture constituait « un danger pour la sécurité publique ». [Ndlr]

Le 3 janvier 1919, Eichhorn fut convoqué au ministère de l'Intérieur de Prusse, où il eut à subir le réquisitoire des *Regierungsräts* Meister et Doyé (ce dernier participera par la suite au putsch de Kapp), qui l'invitèrent à présenter sa démission. Eichhorn obtint du ministre-président de la Prusse, le social-démocrate Paul Hirsch, le droit de présenter un mémoire de défense avant le 4 janvier à midi. Peine perdue. Le même jour, avant l'échéance du délai, un communiqué sommaire annonça la destitution d'Eichhorn et son remplacement par Eugen Ernst.

Que signifiait ce défi ? Eichhorn, tout comme les commissaires du peuple, avait obtenu ses fonctions du conseil exécutif de Berlin et puisque, conformément à la vieille exigence social-démocrate, la police devait dépendre de l'administration civile, il considérait à juste titre qu'il n'était responsable que devant le conseil exécutif de Berlin. Ses capacités organisationnelles étaient hors de cause, puisque même ses adversaires les reconnaissaient et admettaient qu'il avait rempli sa tâche avec professionnalisme et impartialité. Certes, on pouvait lui reprocher d'être, à l'image de la révolution inachevée de novembre, prisonnier des formalités et des vieilles normes législatives et d'avoir négligé de prendre des initiatives révolutionnaires. Ce n'était évidemment pas ce que lui reprochaient les sociaux-démocrates ; s'ils lui reprochaient quelque chose, c'était d'avoir mis au jour de nombreuses menées contre-révolutionnaires ; il était certain que sous la direction d'Eichhorn, jamais la préfecture de police ne serait devenue un des bastions de la contre-révolution. Donc Eichhorn devait s'en aller.

Les ministres-commissaires savaient que la destitution d'Eichhorn serait ressentie par les travailleurs de Berlin comme une lourde provocation. Et c'était justement cela leur objectif : contraindre la classe ouvrière à descendre sur le terrain, la battre et la désarmer. Si Eichhorn avait obtempéré, la provocation aurait échoué, mais il aurait tout de même été possible d'épurer le corps de police de Berlin, d'en éloigner les ouvriers organisés avec lesquels Eichhorn avait formé le corps de sûreté et de les remplacer par des mercenaires. On n'en serait pas arrivé à l'affrontement tant espéré, mais les conditions de la répression à venir auraient été plus favorables. Il s'agissait de toute manière d'une provocation, comme l'admit Eugen Ernst, le successeur d'Eichhorn, peu après les affrontements de janvier.

Déjà à l'époque, l'*Avanti!*, le quotidien des socialistes italiens, avait publié une déclaration d'Eugen Ernst aux correspondants étrangers qui confirmait cette version. Plus tard, le correspondant du quotidien anglais *Manchester Guardian*, Philips Price, écrivit dans son livre *Germany in Transition** :

« Les circonstances de la révolte ressortent clairement dans une interview que m'a accordée M. Ernst, à moi et à d'autres journalistes, le 16 janvier 1919, juste après sa nomination comme chef de la police de Berlin, soit au

* Philips Price (Morgan Philips), *Germany in Transition*, Londres, 1923. [ndlr]

lendemain de la répression de la révolte. Ernst nous déclara : « Depuis le début, nous avons exclu que la Ligue Spartacus puisse vaincre. Notre travail préparatoire a contraint les ouvriers à livrer intempestivement bataille. Ils ont été obligés d'attaquer plus tôt que prévu, ce qui nous a donné la possibilité de les battre. » »

Price explique dans son livre qu'il a repris cette déclaration des notes prises durant l'interview. Sa version concorde pleinement avec celle de l'*Avanti!* Le 4 janvier, le *Dresdner Nachrichten* pouvait écrire dans une correspondance de Berlin que le nouveau gouvernement avait opté pour des « mesures énergiques pour désarmer les partisans de la Ligue Spartacus et pour mettre fin à la terreur que cette minorité imposait à tout le pays. Les autorités et le gouvernement fédéral ont reçu des dispositions pour prendre des mesures policières et pour poursuivre pénalement le terrorisme et la propagande de la Ligue Spartacus ». Quel terrorisme ? Les actions de la Ligue Spartacus, c'étaient des manifestations et des grèves d'ordre salarial, rien de plus. À moins que le journal ne fasse allusion à l'activité légale, mais intolérable aux yeux de la bourgeoisie et du gouvernement, au sein des conseils ouvriers. En outre, et c'est là un témoignage décisif, l'attaque contre la classe ouvrière de Berlin avait déjà été organisée militairement et sur une large échelle, comme le raconte le général Maercker dans ses Mémoires portant sur cette période* :

« Sur requête du gouvernement, le commandement suprême de l'armée avait ordonné le transfert des *Landesjägerkorps* sur la zone de Berlin, où ils seraient subordonnés au « commandement Lüttwitz ». Cette disposition singulière qui attribuait à un commandement local les fonctions d'un Generalkommando élargi avait été choisie pour masquer le sens de l'opération organisée contre Berlin. Trop d'honneur pour les rebelles de Berlin !

Le transfert de l'état-major des *Landesjägerkorps*, des premier, troisième et quatrième bataillons et même de la batterie Metscher dura du 28 au 31 décembre. Le second bataillon ne fut transféré que le 9 janvier. »

Maercker poursuit :

« Déjà lors des premiers jours de janvier, une réunion des commandants des *Freikorps* s'était tenue auprès de l'état-major de Berlin pour fixer les détails de l'entrée des troupes en ville. Y avait aussi participé Noske, à peine arrivé de Kiel.

Durant la réunion, nous avons demandé que l'état de siège à Berlin soit déclaré et les modalités d'engagement** modifiées. Nous avons suggéré que soit concédé aux soldats le droit de sommation aux foules en cas de comportement hostile (« Arrêtez ou je tire ! »), afin d'éviter la réédition de ce qui était arrivé le 24 décembre 1918 devant les écuries, lorsque la foule avait empêché la troupe de faire feu.

* Ludwig Maercker, *Vom Kaiserheer zur Reichswehr. Geschichte der Freiwilligen Landesjägerkorps*. (De l'armée impériale aux forces armées de la république. Histoire des *Freiwilligen Landesjägerkorps*), Leipzig, 1921. [NdR]

** Les circonstances dans lesquelles les militaires sont autorisés à faire usage de leurs armes. [NdR]

Enfin, il fut proposé de changer la formule du serment. La formule usuelle était excessivement contraignante pour le soldat et pouvait créer des problèmes de conscience en dehors du service. En proposant d'insérer dans le texte du serment la formule "en qualité de soldat", nous la transformions de la sorte : "Je m'engage à servir en qualité de soldat la république socialiste et démocratique de toutes mes forces, en connaissance de cause et en toute conscience." Noske prit acte de nos motivations et promit de soumettre au gouvernement du Reich la modification de la formule. La proposition fut ensuite acceptée.

Le quartier général du "commandement Lüttwitz" se trouvait dans l'immeuble de l'état-major. Durant les désordres provoqués par les spartakistes, cette position se révéla trop exposée. Le 6 janvier, il fut donc déplacé à Dahlem, dans le Luisenstift. Noske et son état-major s'y transférèrent également. »

Écoutons enfin le témoignage du général Groener au « procès du coup de couteau dans le dos ». Voici sa déclaration telle que transcrite dans le procès-verbal sténographié :

« Nous avons envoyé à Berlin dix divisions qui nous ont pourtant glissé des mains. Le 23 décembre, nous disposions en tout de 1 800 hommes. [...] Passons maintenant à la période la plus difficile, celle du 24 au 29 décembre. Le soir du 24 décembre, je discutai à nouveau avec Ebert, qui était de bonne humeur et qui se demandait : "Que pouvons-nous faire d'autre ?" "Nous ne pouvons pas faire grande chose – répondis-je –, il n'est pas possible de faire arriver nos volontaires avant le 28 ou le 29." À Berlin, nous pouvions faire pleinement confiance à 150 hommes seulement. Ebert continua : "Tu sais, je vais me coucher, j'en ai vraiment besoin. Je vais chez des amis, je disparaîs de la chancellerie et ferai en sorte qu'il n'y reste personne d'autre. Si les hommes de Liebknecht profitent de l'occasion pour se rendre maîtres du gouvernement, personne ne pourra les en empêcher. Mais s'ils ne trouvent personne, et surtout s'ils ne me trouvent pas, ce sera pour eux un coup d'épée dans l'eau et nous pourrons reconstituer, d'ici quelques jours, notre gouvernement ailleurs." Quand je lui proposai de nous en aller à Kassel, il me répondit que la meilleure chose à faire était d'aller dormir. Ce qu'il fit. Ce qu'il advint par la suite est caractéristique de l'Allemagne et de la mentalité allemande. M. Liebknecht et ses camarades fêtèrent Noël et, pendant les jours où à Berlin il n'y avait plus trace de soldats, ils ne bougèrent pas le petit doigt. Une singularité de notre révolution.

Le 29, Ebert convoqua Noske et lui ordonna de faire avancer les troupes contre les spartakistes. Des groupes de volontaires avaient été également rassemblés. *À ce stade, la bataille pouvait commencer.*

Ebert me fit part de ses objectifs politiques. Il entendait surtout *expulser les indépendants du gouvernement provisoire* et, en second lieu, avoir la certitude de pouvoir convoquer l'Assemblée nationale. Nous devons à Ebert la plus profonde reconnaissance, car il a su atteindre habilement ses objectifs. »

La boucle était bouclée. Le prélude s'était joué le 6 décembre ; puis était venu l'accord du 10 décembre entre Ebert et Groener, qui prévoyait de liquider la division de la marine populaire avant le 24 décembre. Mais cela avait échoué. Bien que faisant partie de troupes sélectionnées, les soldats du front n'étaient pas endoctrinés et n'avaient pas l'expérience de la guerre civile. En outre, durant les affrontements,

les contre-révolutionnaires avaient négligé d'isoler les troupes blanches de la foule qui avait accouru. Enfin, leur espoir de voir se réaliser un putsch spartakiste — ce spectre qui, imploré du plus profond de l'âme, refusait obstinément d'apparaître — fut lui aussi déçu (c'était inconcevable pour quelqu'un de mentalité militaire comme Groener ; nous verrons par la suite quel était le point de vue des dirigeants de la Ligue Spartacus). À peine les indépendants furent-ils sortis du gouvernement que les partisans d'Ebert alimentèrent le feu allumé par ce Noël de sang par de nouvelles provocations : des menaces de guerre contre la Pologne et la Russie soviétique. Entre-temps, ils préparaient l'opinion publique bourgeoise et les couches ouvrières les plus arriérées à la guerre civile et à l'entrée des troupes blanches dans la banlieue ouest de Berlin, les quartiers habités par la bourgeoisie.

Les forces dont disposait Noske étaient de trois types : a) les anciens régiments de l'armée régulière ; b) des unités locales de volontaires, les *Zeitfreiwillige* (volontaires pour un service temporaire ou de courte durée), formées d'ex-militaires, d'ex-policiers, d'étudiants et de chômeurs, dont le rayon d'intervention était limité à l'intérieur (afin de contourner les clauses de Versailles) ; la *Sicherheitspolizei* (police de sûreté publique) et les *Einwohnerwehre* (milices civiques) ; c) les *Freikorps* proprement dits, la force de frappe, dont le nombre est difficile à déterminer. Pour donner un statut légal à ces forces hétérogènes, Noske présenta la loi qui instituait la Reichswehr (littéralement « défense du Reich », nom de l'armée allemande jusqu'en 1935), qui fut adoptée par l'Assemblée constituante le 6 mars 1919. La loi décrétait la dissolution des *Freikorps* et leur incorporation dans les brigades de la nouvelle Reichswehr. Mais plusieurs *Freikorps* refusèrent d'intégrer la nouvelle structure, qui les aurait privés de leur autonomie, et d'autres corps firent seulement semblant d'accepter. [NdLR]

Début janvier, lors d'une réunion auprès du *Generalkommando*, le plan pour l'entrée des troupes en ville fut mis au point. La manœuvre finale, ce devait être la destitution d'Eichhorn, une nouvelle provocation contre la classe ouvrière berlinoise. Nous savons par Macrcker sur quelles forces il comptait pour la guerre civile, c'est-à-dire quelle était la composition du « commandement Lüttwitz » qualifié de « *Generalkommando élargi* » : le corps territorial volontaire des *Jäger*, la division de fusiliers de cavalerie de la garde, les 17^e et 31^e divisions d'infanterie, le corps des fusiliers et des volontaires de Hülßen. Auxquels il faut ajouter les milices civiques, celles des étudiants et les autres formations constituées durant les affrontements. Il était presque impossible de faire fiasco.

Comment les partis et la classe ouvrière de Berlin réagirent-ils à la provocation que constituait l'éviction d'Eichhorn ? Lorsqu'ils apprirent sa destitution, la direction de l'USPD du Grand Berlin et les *revolutionäre Obleute* se réunirent, décidèrent de soutenir Eichhorn et invitèrent les travailleurs de Berlin à manifester contre ce coup porté à la révolution. La Ligue Spartacus se joignit également à l'appel. Les trois organisations

expliquèrent par voie d'affiches le sens de cette manifestation : « Montrez votre force aux despotes d'aujourd'hui, prouvez que l'esprit révolutionnaire des journées de novembre n'est pas encore mort en vous. » Ce devait être une manifestation pacifique visant à cimenter la conscience de la force et la volonté de résistance de la classe ouvrière et à la déployer face aux ennemis de la révolution : Fbert, Scheidemann et Noske.

Le dimanche 5 janvier, des centaines de milliers de personnes, une multitude immense, répondirent à l'appel. Depuis la Siegesallee, la foule, galvanisée par les discours de Liebknecht, de Ledebour et d'autres, se déversa en longs cortèges dans les rues de la capitale vers l'Alexanderplatz*. Au moment même où le cortège passait par Unter den Linden, Eichhorn était démis de ses fonctions. Eugen Ernst était arrivé à la préfecture avec le sous-lieutenant Fischer et quelques soldats du corps de garde dans l'intention de le remplacer. Eichhorn refusa de lui passer les consignes. Il exigea que les motifs de sa destitution lui fussent communiqués par écrit et de pouvoir défendre son travail face au conseil central et au conseil exécutif du Grand Berlin. Il n'accepterait qu'une décision du conseil exécutif, car il n'était responsable que devant cet organe. En l'absence d'une telle décision, il ne céderait qu'à la force. Fischer le menaça d'y avoir recours à plusieurs reprises. Mais lorsque la foule fut à la préfecture et que quelques délégations commencèrent à demander à Eichhorn de rester à son poste, Ernst et Fischer préférèrent s'en aller sans avoir rien conclu. C'est ainsi que la tentative de priver Eichhorn du commandement des forces de sûreté échoua.

Si le gouvernement avait voulu résoudre le conflit de façon pacifique, le recours au conseil exécutif réclamé par Eichhorn lui en aurait donné l'occasion. Puisque les sociaux-démocrates de droite disposaient de la majorité dans cet organisme, la question Eichhorn pouvait être immédiatement résolue. Mais le gouvernement n'entendait pas seulement démettre Eichhorn, il voulait quelque chose de plus : réprimer la classe ouvrière. C'est pourquoi il repoussa la requête d'Eichhorn. Le soir du 5 janvier, les *revolutionäre Obleute*, les membres de la direction de l'USPD du Grand Berlin, Liebknecht et Pieck du Parti communiste se réunirent à la préfecture pour discuter de comment poursuivre l'action. Sur le déroulement de la réunion, qui se poursuivit ensuite aux écuries, voyons ce qu'en a dit Ledebour dans ses déclarations au « procès pour haute trahison » tenu en mai-juin de la même année :

« Lorsque j'arrivai là où les manifestants étaient rassemblés, il me sembla que la foule était prête à se battre. Pourtant, nous n'étions pas encore prêts à prendre la responsabilité de passer à l'offensive. Nous voulions auparavant connaître la situation.

La discussion dura quelques heures. Initialement, j'avais préféré ne pas intervenir, ne sachant pas bien ce qu'en penseraient les ouvriers et surtout ne

* Où se trouvait la préfecture de Berlin. [Ndlr]

connaissant pas suffisamment les opinions et l'état d'esprit des soldats. J'intervins seulement pour souligner que "si nous devions prendre une décision, il fallait le faire en vitesse". Divers amis et camarades insistaient pour qu'on livre bataille le plus rapidement possible, convaincus que le moment était arrivé. Cette position était soutenue même par des personnes dignes de foi, qui soulignaient que, outre les ouvriers, la garnison de Berlin s'était elle-même rangée de notre côté ; avec la division de la marine populaire, des régiments entiers étaient prêts à prendre les armes en appui aux ouvriers berlinois pour faire tomber le gouvernement Ebert-Scheidemann. Les autres trouvaient cette estimation trop optimiste.

Il se disait qu'il y avait à Spandau de nombreux hommes prêts à nous soutenir en cas de nécessité, avec deux mille mitrailleuses et vingt pièces d'artillerie. Une information de même teneur arriva de Francfort-sur-l'Oder. C'est ainsi que nous décidâmes — et j'étais d'accord — que nous ne devions pas subir passivement la tentative du gouvernement de démettre Eichhorn de ses fonctions ; les ouvriers révolutionnaires n'auraient pas compris que nous fassions marche arrière et auraient perdu confiance en les organisations révolutionnaires.

Nous discutâmes aussi de l'opportunité d'une simple action défensive. Voici ce qui fut finalement décidé : "S'ils tentent de démettre Eichhorn par la force, nous nous défendrons, nous répondrons de la même façon." La plupart d'entre nous pensaient qu'on ne pouvait pas rester à la fenêtre à observer. Dans une situation révolutionnaire, on ne peut pas se contenter de se défendre. Si le gouvernement avait marché en armes contre la classe ouvrière révolutionnaire et si ses troupes avaient été repoussées, il aurait dû s'en aller, il serait tombé... J'étais moi-même persuadé que, une fois la bataille engagée, nous devions aller jusqu'au bout.

Une fois qu'on était descendu sur le terrain, l'enjeu de la lutte ne pouvait plus être que le renversement du gouvernement Ebert-Scheidemann.

Ces arguments nous amenèrent à décider de nous opposer à la destitution d'Eichhorn et de tenter de faire tomber le gouvernement ; mais nous devions mieux nous préparer. Dans cette optique, les représentants des ouvriers révolutionnaires instituèrent un comité révolutionnaire provisoire, un groupe consistant*, chargé de diriger le mouvement révolutionnaire et d'assumer en cas de nécessité toutes les fonctions gouvernementales et administratives. Le comité devait rester en fonction jusqu'à ce qu'un conseil provisoire d'ouvriers et de soldats eût mis sur pied un nouveau gouvernement.

Ce comité révolutionnaire commença à fonctionner le soir même du 5 janvier et fut présidé par Ledebour, Liebknecht et Scholze. [...]

Le dimanche 5 janvier, le siège du *Vorwärts* et ceux des autres journaux furent occupés. Je n'étais pas le seul à ne pas être au courant, le comité révolutionnaire provisoire n'en savait rien non plus. C'est au cours de la réunion où nous avons décidé de nous opposer à la destitution d'Eichhorn et de faire tomber le gouvernement Ebert-Scheidemann que nous fûmes informés que divers groupes armés d'ouvriers s'étaient dirigés vers les sièges du *Vorwärts* et d'autres journaux et les avaient occupés. Nous fûmes mis devant le fait accompli.»

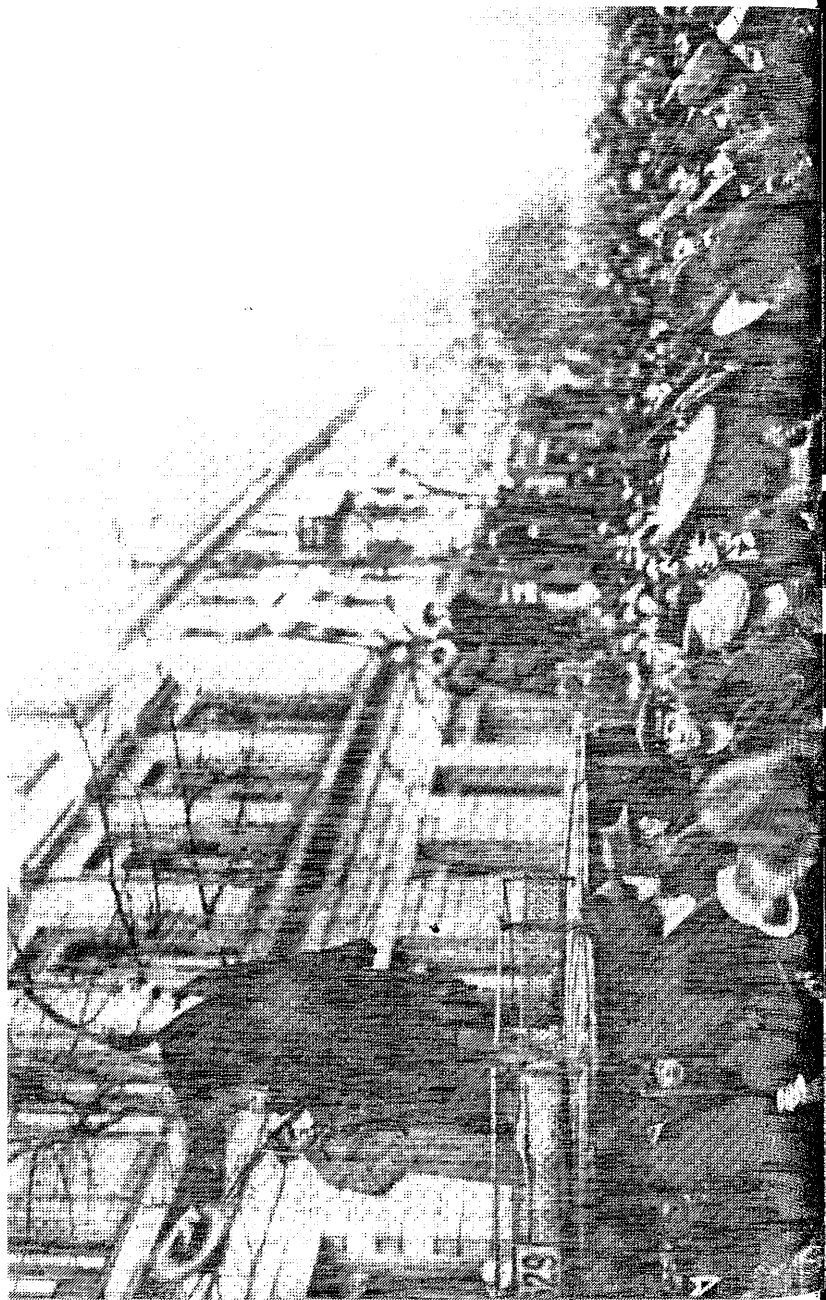
La décision de commencer la lutte pour tenter de renverser le gouvernement fut prise lors de cette réunion, malgré six voix contre, dont

* Il était composé de 52 ou 53 membres. [NdR]

les plus importantes, celles de Richard Müller et d'Ernst Däumig. Däumig abandonna en conséquence le mouvement, un comportement que tout révolutionnaire, même partageant son point de vue, se doit de condamner car, en la circonstance, il s'agissait d'une véritable désertion. Les informations optimistes concernant l'attitude des soldats stationnés à Berlin, sans aucun fondement comme on le découvrira plus tard, provenaient du commandant de la division de la marine populaire Dorrenbach, qui sera lâché par ses propres soldats au moment décisif. Liebknecht et Pieck, pour le Parti communiste, votèrent en faveur de la résolution. La décision des *revolutionäre Oblente* de chercher à s'emparer du pouvoir politique exigeait en premier lieu de la détermination et du courage dans l'action, notamment de la part de ces hommes qui se posaient en état-major de la révolution, prétendant des ouvriers qu'ils se lancent dans des actions d'une portée immense et acceptent de grands sacrifices. Le dimanche 5 janvier, la foule qui avait manifesté de la Siegesallee à l'Alexanderplatz avait réclamé avec force des chefs, des armes, des objectifs et les directives correspondantes. Les chefs étaient là et indiquèrent un objectif bien plus qu'ambitieux. Mais ils ne furent pas capables d'autre chose et, au moment décisif, ils reculèrent épouvantés devant les actions indispensables pour atteindre le but visé.

Le document qui illustre le mieux les intentions des *revolutionäre Oblente* au cours de ces journées, à savoir le procès-verbal du « procès pour haute trahison » à l'encontre de Georg Ledebour, met en évidence un frustrant manque de clarté quant aux initiatives à prendre. Il fallait organiser les masses et constituer dans les usines des unités combattantes, surveiller l'ennemi, favoriser la fraternisation entre les ouvriers révolutionnaires et les troupes, occuper les points stratégiques et préparer l'offensive militaire contre les troupes blanches qui campaient aux portes de Berlin : aucune de ces mesures ne fut prise. Il semble que personne ne se soit occupé ou au moins ait pensé à établir un véritable plan d'action. Les armes distribuées aux ouvriers les jours suivants, prises aux écuries et à la préfecture, étaient en quantité insuffisante et inadaptées, et leur répartition ne se fit même pas sur la base d'un plan précis. Pour ce que nous en savons, le comité révolutionnaire provisoire – constitué dans la nuit du 5 au 6 janvier – se contenta de diffuser un appel qui, en proclamant le début de la lutte pour la conquête du pouvoir, appelait les ouvriers à la grève générale et à participer à une nouvelle manifestation sur la Siegesallee, le 6 janvier à 11 heures du matin. Quelques commissions furent constituées, sans que l'on sache rien de leur travail. Une proclamation, signée au nom du comité révolutionnaire provisoire par Liebknecht, Ledebour et Scholze, fut également rédigée, qui devait être rendue publique après la conquête du pouvoir. Enfin, une tentative fut faite d'occuper le palais du ministère de la Guerre.

Trois cents hommes commandés par un marin marchèrent sur le ministère, où ils furent reçus par le sous-secrétaire Paul Göhre et par son secrétaire Hamburger. Göhre négocia avec les marins et se déclara



Karl Liebknecht parle aux ouvriers dans la Siegesallee de Berlin pendant les journées de janvier 1919.

disposé à leur laisser l'immeuble à la seule condition qu'ils lui présentent un ordre écrit du nouveau gouvernement*. Le chef retourna aux écuries avec deux hommes pour faire signer l'ordre, puis il le mit dans sa poche et rentra chez lui sans se soucier de conclure l'histoire. Il vendra plus tard ce document au gouvernement, qui s'en servira pour s'en prendre aux insurgés. Ses hommes, fatigués de l'attendre, finirent par quitter le ministère. Cet épisode grotesque montre dans quel état d'esprit dilettante on s'apprêtait à conquérir le pouvoir. Mais il s'agissait d'une faiblesse à laquelle on aurait pu porter remède si le comité révolutionnaire provisoire et les *revolutionäre Obleute* s'étaient montrés plus énergiques. Liebknecht tenta vainement de les aiguillonner pour qu'ils passent à l'action, plutôt que de gaspiller des heures en interminables consultations. Leur première grande décision avait épuisé la réserve d'énergie de ces « révolutionnaires », qui restèrent sans réaction, et qui, par incapacité, acceptèrent sans hésiter la première invitation à s'asseoir à la table des négociations avec le gouvernement qu'ils voulaient renverser.

Au départ, la situation ne semblait pas rose non plus pour le gouvernement. Celui-ci avait tablé sur la fidélité d'une grande partie des régiments de Berlin et des formations spéciales qui dépendaient du commandement de place ; mis à part quelques petits groupes de soldats, ces troupes se déclarèrent neutres. Une offensive courageuse et bien montée aurait pu permettre aux ouvriers révolutionnaires de s'emparer de Berlin, si ceux-ci avaient su entraîner les soldats hésitants. Quant à l'infanterie mercenaire campée aux portes de Berlin, on peut douter que leur moral fût intact et leur armement adapté à une opération de conquête de la capitale. Pourtant, lorsque la faiblesse des révolutionnaires et l'absence d'une direction à la hauteur de la situation devinrent manifestes, leurs adversaires se ranimèrent et demandèrent de l'aide dans toutes les directions. Dans la nuit du 5 au 6 janvier, le SPD diffusa un tract adressé « aux ouvriers, aux citoyens et aux soldats » :

« Pour la deuxième fois, les bandes armées de la Ligue Spartacus ont occupé par la force le siège de *Vorwärts*. Les chefs de cette bande proclament de nouveau ouvertement vouloir abattre le gouvernement par la violence, agitant des menaces de meurtre, de guerre civile et de dictature spartakiste. Le peuple allemand et les ouvriers en particulier sont confrontés aux pires dangers. La dictature des spartakistes mènera à l'anarchie et à la faim.

Notre patience est à bout !

Nous sommes fatigués du terrorisme de ces fous criminels. Il faut rétablir l'ordre à Berlin une fois pour toutes et garantir la construction pacifique de

* Les marins avaient exhibé à Göhre une feuille dactylographiée : « Le gouvernement Ebert-Scheidemann s'est rendu insupportable. Il est destitué par le comité révolutionnaire provisoire soussigné, représentant des ouvriers et des soldats socialistes révolutionnaires. Le comité révolutionnaire soussigné a provisoirement repris la charge des affaires du gouvernement. » Göhre émit une objection : la feuille n'était pas signée ; il ne livrerait le ministère de la Guerre que contre un reçu rédigé dans les règles. [ndlr]

la nouvelle Allemagne révolutionnaire. Nous vous exhortons à abandonner le travail et à protester contre la violence des bandes spartakistes en vous rassemblant avec vos délégués devant la chancellerie du Reich, au n° 77 de la Wilhelmstrasse. »

Quelques milliers de personnes répondirent à l'appel. Nombre d'entre elles étaient des travailleurs sociaux-démocrates, mais la majeure partie étaient des bourgeois, lesquels savaient très bien que pour Ebert et consorts « la construction pacifique de la nouvelle Allemagne révolutionnaire » ne signifiait qu'une seule chose : la répression de la classe ouvrière et la fin de la révolution. Les manifestants, comme le déclara Scheidemann, furent invités à s'armer. La chronique que la *Kreuz-Zeitung*, publia le jour suivant (le 7 janvier) montra clairement qui était le metteur en scène de la représentation faite devant la chancellerie :

« Personne ne pouvait entrer, excepté les délégués des usines, réunis vers les 10 heures pour une rencontre avec les représentants du gouvernement légitime. Autour de 11 heures, quelques rédacteurs du *Vorwärts* sortirent par le portail, et furent immédiatement entourés par la foule. Assis sur les épaules de deux soldats, l'un d'eux prononça un bref discours, demandant au gouvernement de distribuer immédiatement des armes. Les gens présents applaudirent la requête en scandant par trois fois : "Gouvernement, donne-nous des armes !" C'est alors que s'ouvrit une fenêtre de l'aile nord du palais où, accueilli par les acclamations de la foule, se présenta le commissaire du peuple Scheidemann. Il prononça un discours dans lequel, après avoir remercié les masses accourues pour défendre le gouvernement, il demanda à l'assistance de patienter parce que le gouvernement était en train de discuter de mesures d'importance fondamentale. Il ne pouvait de ce fait rester plus longtemps, mais donnait sa parole que le gouvernement mettrait tous les moyens en jeu contre la minorité. Il fallait l'écraser, par la force en l'occurrence. Le gouvernement appellerait les troupes à le défendre. Les camarades travailleurs seraient eux aussi appelés par milliers pour servir de bouclier au gouvernement. Au cri de la foule "Des armes, des armes !", Scheidemann répondit d'une voix tonitruante : "Oui, nous armerons les masses ! Et pas avec des bâtons, avec de véritables armes !" »

Après Scheidemann, ce fut le tour de Landsberg, de Noske et de Wissel. Le syndicaliste Baumeister, éditeur de la revue social-impérialiste *Sozialdemokratischen Korrespondenz*, et Frich Kuttner, rédacteur du *Vorwärts*, armèrent quelques centaines de manifestants. C'est ainsi que naquit le régiment Reichstag, constitué en bonne partie de sociaux-démocrates, qui prêtera main forte à la lutte contre les ouvriers révolutionnaires ; par la suite, le régiment fut dissous par Noske, qui ne le considérait pas « fiable ». La milice étudiante, qui était déjà intervenue le 6 décembre, se mobilisa elle aussi à cette occasion. Le gouvernement fit appel aux officiers et les organisa en bataillons, qu'il renforça en y incorporant ses partisans ; il forma des *Freikorps* dirigés par des chefs mercenaires qu'il avait alléchés en leur promettant une indemnité de combat et d'autres avantages pécuniaires. Le comité de citoyens ouvrit à ses frais des bureaux de recrutement. Le 6 janvier, la foule des sociaux-démocrates de droite se rassembla en

face de la chancellerie, où le gouvernement était en réunion avec le conseil central et le colonel Reinhardt, nommé depuis peu ministre de la Guerre de Prusse, pour discuter des plans de l'attaque de Berlin. Dans son livre *Von Kiel bis Kapp**, Noske écrit à propos de ces consultations :

« Lorsque je soutins qu'il était nécessaire de rétablir l'ordre par la force des armes, personne ne s'y opposa. Le colonel Reinhardt, ministre de la Guerre, écrivit un ordre par lequel le gouvernement et le conseil central nommaient commandant suprême de l'armée le général von Hofmann, qui se trouvait pas loin de Berlin à la tête de quelques formations (la division de fusiliers de cavalerie de la garde). On objecta que les ouvriers se montreraient extrêmement méfiants à l'égard d'un général.

L'impatience croissait dans le bureau d'Ebert, le temps pressait et nos hommes dans la rue réclamaient à grands cris des armes. Je sollicitai une décision et quelqu'un objecta : "Mais après c'est toi qui l'en occupes !" Je répliquai avec décision : "Je pense que quelqu'un doit faire le travail de boucher. Personnellement, je ne crains pas cette responsabilité !" Reinhardt attendait que quelqu'un se mette en avant. C'est ainsi que fut inscrite au procès-verbal une résolution du gouvernement et du conseil central qui me conférait les *pleins pouvoirs* pour rétablir l'ordre à Berlin. Sur l'ordre de mission, Reinhardt effaça le nom d'Hofmann et mit le mien. C'est ainsi que je fus nommé commandant suprême des troupes de Berlin. »

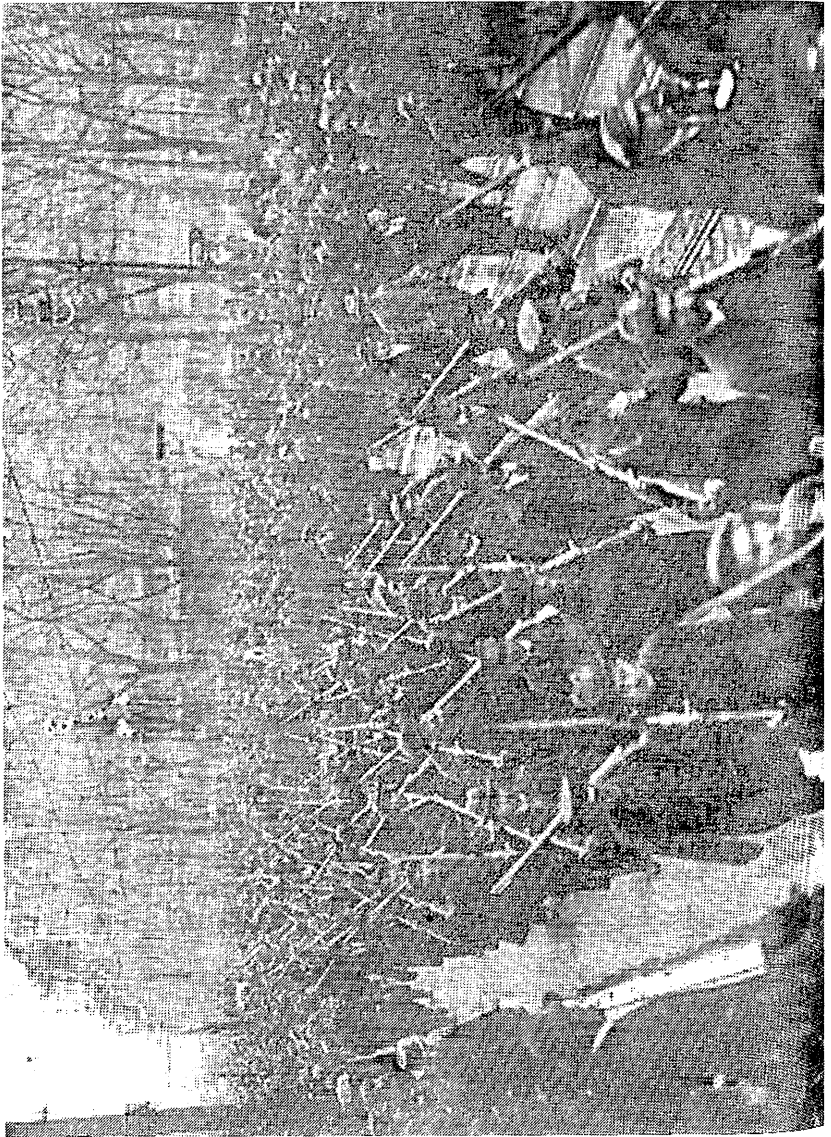
« Quelqu'un doit faire le travail de boucher ! » Lors des précédentes révolutions prolétariennes, le rôle de bouchers de la classe ouvrière revenait aux généraux de la bourgeoisie. Les noms de Cavaignac et de Galliffet sont marqués au fer rouge sur le corps de la classe bourgeoise, marque éternelle d'infamie. C'est par une inexorable nécessité logique de l'histoire que la social-démocratie fut amenée à assumer le « noble » rôle de boucher. Le parti qui s'était mis au service du capitalisme devait maintenant en accepter toutes les conséquences et parcourir jusqu'au bout la route de la honte.

On n'aurait pu trouver homme plus « noble » que Noske : front bas, forte mâchoire, poings puissants, avide d'ordre comme tous les philistins, plein d'un respect sacré devant tout général, disposé sans remords à jouer des poings, il personnifiait l'esprit prussien de soumission typique des sous-officiers. À peine investi de la fonction de commandant suprême, Noske se rendit à Dahlem, où les généraux s'étaient réunis pour mettre au point les derniers préparatifs de l'assaut contre Berlin.

Il régnait une grande confusion à la *Kommandantur* de la capitale, ces jours-là. Depuis la démission de Wels, c'était le sous-lieutenant Fischer qui commandait, épaulé par le capitaine Marcks et par l'intendant Bongarts. Avant les affrontements de janvier, le trio avait été rejoint par le procureur du Reich Robert Weissmann**, exemple parfait d'aventurier

* August Noske, *Von Kiel bis Kapp* (De Kiel à Kapp), Berlin, 1920. [Ndlr]

** Un épisode rapporté par Hugo Friedländer dans son livre *Interessante Kriminal-Prozesse von kulturhistorischer Bedeutung* (Intéressants procès criminels d'intérêt historique-culturel, Berlin, 1911-1921) donne une bonne idée du personnage. Durant



Manifestation ouvrière sur la Linden Strasse à Berlin, le 5 janvier 1919.

politique, de joueur et d'affairiste ; il était parvenu à assumer les fonctions de commissaire à l'ordre public sans jamais compromettre sa carrière, bien qu'il ait été au centre d'un nœud de scandales et n'ait pu démentir les délits qui lui étaient publiquement reprochés. Weissmann était la créature de groupes de la haute finance qui avaient fourni de grosses sommes d'argent pour « lutter contre le bolchevisme ». Il donna la meilleure preuve de ses capacités en constituant un réseau d'espions et de provocateurs, qui bientôt montrerait de quoi il était capable.

Le matin du 6 janvier, Fischer s'était rendu aux écuries, auprès du comité révolutionnaire provisoire. Liebknecht et Pieck avaient ordonné qu'on le retienne pour l'empêcher de prendre des mesures contre le comité. Mais le comité renonça à aller jusqu'au bout et à le déloger du commandement de place. Pourtant, le même jour, il dut reconnaître qu'il avait fait une erreur en se fiant à la division de la marine populaire. Certains de ses chefs avaient en effet réussi à soulever leurs hommes contre Liebknecht et Ledebour ; les autres obligèrent le comité révolutionnaire à abandonner les écuries, éloignèrent les ouvriers qui attendaient qu'on leur distribue des armes, puis remirent Fischer en liberté. Les marins proclamèrent leur neutralité dans les affrontements entre la classe ouvrière et la contre-révolution.

Entre-temps, Klawunde, membre du conseil de soldats, avait été nommé à la tête du commandement de place. Ce qui assurait au gouvernement l'appui de la majorité des unités postées à Berlin. En échange, Fischer fut nommé commandant suprême de Berlin, c'est-à-dire représentant de Noske. Fischer consulta avant tout des militaires, parmi lesquels certains officiers et probablement le procureur Weissmann, pour qu'ils l'aident à définir les termes de ses fonctions ; il présenta ensuite ses conditions au gouvernement. Voici son témoignage devant la commission d'enquête du Landtag prussien :

« Je mis les conditions suivantes : 1. Aucune négociation avec les spartakistes s'ils n'abandonnent pas les immeubles occupés. — D'accord ? — Oui ! 2. Toute personne qui à Berlin porte des armes sans autorisation doit les consigner. Seuls peuvent en porter les soldats qui dépendent du commandement de place. — D'accord. 3. J'exige que nous prenions des otages comme mesure préventive pour éviter une recrudescence de la révolte. En premier lieu, nous devons mettre au cachot, en les arrêtant, les chefs des spartakistes et des indépendants. — Je ne suis pas d'accord, répondit Landsberg. Je peux consentir aux premières conditions, mais je ne peux pas autoriser la capture d'otages. — Je reste sur mon idée, répondis-je, je ne puis garantir l'ordre et le calme que si les agitateurs sont en prison. Landsberg répliqua : — Nous ne prenons aucune responsabilité en la matière. — C'est moi qui m'occuperai de l'affaire. »

le procès contre le roi des jeux de hasard Stallmann (avril 1913), une petite scène illustrant le *modus operandi* du tricheur fut représentée devant le tribunal. Le procureur Robert Weissmann joua le rôle du tricheur, faisant preuve d'une stupéfiante habileté : il savait reconnaître chacune des cartes avant qu'elle ne soit découverte. Le roi du jeu manifesta un profond respect pour ce représentant de l'État.

Fischer a témoigné de la même manière au procès de Ledebour. Mais l'in vraisemblance de son témoignage est évidente. Comment ? ! Landsberg et consorts ont décidé d'écraser dans le sang la classe ouvrière berlinoise, ils ont préparé l'opération dans ses moindres détails et avec grande circonspection, ils ont disposé aux portes de Berlin des troupes armées jusqu'aux dents, ils ont mobilisé toutes les forces contre-révolutionnaires, ils ont permis et conduit en personne la plus féroce campagne de dénigrement contre les dirigeants de la classe ouvrière, et tout d'un coup il seraient pris de scrupules à l'idée de faire arrêter les dirigeants révolutionnaires ? N'est-on pas en droit de penser que Fischer avait en réalité proposé une action répressive bien plus radicale, dont il ne voulait pas assumer la responsabilité ? D'autres points obscurs de la période révolutionnaire ayant été éclaircis au cours des années, nous pouvons espérer que la vérité verra le jour dans ce cas aussi.

Nous nous sommes bornés jusqu'ici à montrer quelles étaient les positions des deux fronts et comment l'un et l'autre se sont préparés à prendre ou à conserver le pouvoir. Quelle était la situation dans la rue ? La vigueur de la manifestation du 5 janvier et la combativité exprimée par les ouvriers avaient créé une atmosphère insurrectionnelle qui avait décidé les *revolutionäre Oblente* à engager la bataille. Durant la manifestation, les chefs révolutionnaires n'avaient lancé aucun mot d'ordre de lutte, invitant simplement les participants à garder les nerfs solides et à rester vigilants, dans l'attente de nouvelles consignes. Cela ne suffisait pas aux ouvriers les plus combatifs. Ils voulaient agir immédiatement. Privés de direction, ils attaquèrent aveuglement toute cible dont on leur disait qu'elle méritait d'être prise. Les provocateurs à la solde du commandement de place se précipitèrent pour exploiter la situation. Devant la préfecture, un certain Alfred Roland, garçon de café, lança aux manifestants le mot d'ordre d'occupation du *Vorwärts*. Roland, qui avait réussi à s'infiltrer dans la Ligue des soldats rouges, s'affichait en spartakiste convaincu mais appartenait en réalité au réseau de mouchards créé par Weissmann et Fischer, et par la suite il poursuivra son travail de provocateur en Allemagne centrale. L'incitation à occuper le *Vorwärts* fut immédiatement reprise ; compte tenu de ce qui s'était passé durant les émeutes de Noël, ce fut une provocation fort insidieuse.

La mise sous séquestre du *Vorwärts* durant la guerre* restait un souvenir douloureux pour les ouvriers de Berlin et la campagne de dénigrement menée les semaines précédentes par l'organe de Stampfer avait

* Le 8 octobre 1916, l'autorité militaire avait interdit la sortie du *Vorwärts*, en raison de la position critique de la rédaction — en bonne partie de gauche — envers la politique de guerre des *Kaisersozialiste*. « La direction du parti saisit la balle au bond, s'entendit avec les autorités militaires et installa Hermann Müller à la direction », « normalisant » ainsi la situation. Les sections berlinoises du parti avaient vu dans cet épisode un coup de force intolérable, d'autant que le *Vorwärts* était en même temps l'organe central du SPD et le journal des sections social-démocrates de Grand Berlin. Cf. Paul Frölich, *op. cit.*, chapitre 10, « Luttcs de parti ». [NDR]

encore fait monter la colère. Malgré la petite taille du groupe qui remonta la Lindenstrasse pour se rendre au *Vorwärts*, dès son arrivée les soldats de garde livrèrent l'immeuble sans opposer de résistance. Les occupants reçurent ensuite des renforts, jusqu'à atteindre par moments le millier d'hommes. Les *revolutionäre Obleute* et la Ligue des soldats rouges organisèrent la défense de l'immeuble, après s'être débarrassés des éléments équivoques. À l'initiative des communistes Eugen Leviné, Fernbach et Möller, des tracts furent tirés et un journal intitulé *Rote Vorwärts* fut publié. Cette même nuit, les maisons d'édition Ullstein, Mosse et Scherl, situées dans le centre*, furent occupées par des inconnus. Chez Mosse, les occupants étaient chapeautés par un certain Drach, qui avait été durant la guerre un agent de l'espionnage allemand à l'étranger et qui sera par la suite à nouveau impliqué dans des affaires d'espionnage. Le 6 janvier, l'imprimerie nationale fut occupée par des individus menés par le maréchal Grant, un ingénieur de l'entreprise Schwartzkopf** qui se faisait passer pour un militant spartakiste, bien que politiquement inculte. Ses déclarations à la commission d'enquête prussienne laissent penser qu'il était de mêche avec Fischer et qu'il faisait pression sur la préfecture pour qu'elle confisque les fonds de l'imprimerie nationale. Quand celle-ci fut « reconquise », il devint évident qu'il s'agissait d'un traître.

Dans l'après-midi du 6 janvier, la caserne du génie de la Köpenicker Strasse fut prise d'assaut par les ouvriers, contre lesquels les militaires firent feu avec des canons de 105. Lors de cette action, un rôle de premier plan fut joué par le chef d'unité du corps de sûreté Dräger, un commandant de bataillon qui était passé du camp d'Eichhorn à celui de Fischer. Il avait assumé le commandement d'une unité du corps de sécurité fidèle au gouvernement sous la direction d'Eugen Richter, commandant de la police de Charlottenburg et futur préfet de police de Berlin, mais aussi associé de l'affairiste Julius Barmat***. Le rôle déterminant

* Près de la Doenhoffplatz. [NdlR]

** Berliner Maschinenbau AG Schwartzkopf (BMAG) était une entreprise de Berlin qui construisait des locomotives. [NdlR]

*** Julius Barmat était un juif russe, émigré en Hollande en 1907, qui avait des rapports étroits avec divers dirigeants du SPD. Durant et après la guerre, il s'était occupé du ravitaillement de l'Allemagne. Barmat passa ensuite à d'autres affaires, qu'il finança au moyen de crédits concédés par la Seehandlung, la banque d'État prussienne, puis par la Reichspost. En 1924, Barmat fit faillite. Le parquet ouvrit alors une enquête et arrêta Barmat ainsi que d'autres dirigeants de son *Konzern*. Le parti d'opposition DNVP, qui exploitait l'affaire depuis le début, soutenait que Barmat avait obtenu ses crédits en corrompant des hommes politiques. Höfle, ministre des Postes et membre du Centre catholique, était gravement compromis. Des sociaux-démocrates comme Gustav Bauer et L. Richter étaient aussi impliqués. Bauer fut contraint par le parti de démissionner du Reichstag ; Richter, chef de la police de Berlin, fut destitué. Le DNVP cherchait à impliquer dans le scandale Friedrich Ebert, qui en 1919 avait exercé des pressions afin que Barmat obtienne un visa permanent pour ses voyages. Cf. Erich Eyck, *Geschichte der Weimarer Republik 1918-1933* (Histoire de la république de Weimar), Zürich-Erlenbach, E. Rentsch, 1954-1957. [NdlR]

joué par divers provocateurs et mercenaires lors de ces événements a été démontré. La préfecture de police, elle, resta entre les mains des unités de sûreté publique et des ouvriers armés. Dans les jours qui suivirent, la Schlesische Bahnhof, l'Anhalter Bahnhof, la Potsdamer Bahnhof et la direction centrale des chemins de fer furent également occupées. Or, seules les gares avaient une valeur stratégique ; les autres occupations étaient dénuées de sens ; pis, elles entravaient l'action des révolutionnaires et devinrent finalement de véritables pièges.

L'exemple des ouvriers de Berlin donna le coup d'envoi à des actions insurrectionnelles dans de nombreuses autres villes d'Allemagne. Le 7 janvier, les ouvriers occupèrent les sièges des journaux à Brunswick, à Dortmund, à Düsseldorf et à Nuremberg. Le 8 janvier, à Delmenhorst, des groupes armés occupèrent la mairie et les banques. Le 9 janvier, ce fut le tour des sièges du *Hamburger Echo* et du journal social-démocrate de Wolfenbüttel en Basse-Saxe. Le même jour, les marins de Leipzig bloquèrent un convoi militaire en partance pour Berlin et affrontèrent les soldats. Le 10 janvier, la grève générale fut proclamée dans la Ruhr, à Düsseldorf le conseil d'ouvriers et de soldats prit le pouvoir, à Brême la république des conseils fut proclamée. Le 10 toujours, il y eut de violents combats à Dresde, qui firent douze morts et cinquante-deux blessés. À Stuttgart, les troupes gouvernementales se déchaînèrent contre les ouvriers, arrêtant et déportant les communistes Albert Schreiner, Richard Janus, Edwin Hoernle, Willi Münzenberg, Fritz Rück, Max Barthel, Franz Kummerow et Karl Schnepf.

Quelle position adoptèrent les dirigeants du Parti communiste face aux événements de Berlin et à la décision des *revolutionäre Oblente* de partir à l'assaut du pouvoir politique ? On touche là à l'un des points cruciaux de la tactique révolutionnaire.

Karl Radek était contraint de se cacher à cette époque, à la suite de la violente campagne de presse qui avait été déclenchée à son encontre : des affiches et des tracts circulaient annonçant que sa tête était mise à prix. Cette campagne était officiellement promue par le gouvernement. Radek avait immédiatement désapprouvé — dès le 6 janvier — la décision des *revolutionäre Oblente* de renverser le gouvernement Ebert-Scheidemann, et le 9 janvier il écrivit cette lettre à la Centrale du parti :

« Dans votre brochure programmatique "Que veut la Ligue Spartacus ?", vous soutenez que vous ne prendrez le pouvoir que lorsque vous aurez l'appui de la majorité de la classe ouvrière. Cette position, que je considère tout à fait correcte, trouve son fondement dans le simple fait qu'un gouvernement ouvrier est inconcevable sans une organisation de masse du prolétariat. Aujourd'hui, les seules organisations de masse sur lesquelles vous pouvez compter — les conseils ouvriers — sont encore à l'état embryonnaire. Elles n'ont jusqu'à présent conduit aucune bataille en mesure de faire exprimer aux masses toute leur force et, par conséquent, elles ne sont pas influencées par le parti de la lutte, le Parti communiste, mais par les sociaux-patriotes et par les indépendants. Dans ces conditions, une éventuelle prise du pouvoir par le prolétariat est absolument hors de la réalité. Si le gouvernement

tombait entre vos mains à la suite d'un putsch, vous vous verriez coupés économiquement de la province, et balayés en quelques heures. Donc l'action décidée samedi par les *revolutionäre Oblente*, en riposte à l'attaque du gouvernement social-patriote contre la préfecture, n'aurait dû avoir qu'un caractère de protestation. L'avant-garde prolétarienne, exaspérée par la politique gouvernementale, mal dirigée par les *revolutionäre Oblente* — incapables par ignorance politique d'évaluer le rapport de forces sur l'ensemble du Reich —, a transformé dans son élan le mouvement de protestation en lutte pour le pouvoir. Cela permet à Ebert et à Scheidemann d'infliger au mouvement berlinois un coup qui peut affaiblir l'ensemble du mouvement. Vous êtes vous, le Parti communiste, la seule force capable d'arrêter et d'empêcher ce désastre. Vous êtes assez perspicaces pour comprendre que cette bataille est sans espoir ; que vous en soyez conscients m'a été confirmé par vos camarades Levi et Duncker. [...] Il n'y a pas de honte pour le plus faible à battre en retraite face à une force bien supérieure. En juillet 1917*, lorsque nous étions infiniment plus forts que vous ne l'êtes aujourd'hui, nous avons cherché de toutes nos forces à retenir les masses et, n'y ayant pas réussi, nous les avons amenées par des efforts inénarrables à se retirer, loin d'une bataille sans espoir.»

Pour résoudre la crise, Radek conseillait d'imposer aux *revolutionäre Oblente* d'interrompre la lutte ; d'organiser la retraite des ouvriers, en armes s'il était possible de se désengager aisément de l'ennemi, en livrant les armes en cas contraire ; de diffuser une affiche expliquant la nécessité de la retraite et demandant l'élection immédiate d'un nouveau conseil de soldats. Si les *revolutionäre Oblente* repoussaient ces propositions, il fallait s'adresser directement aux masses et leur expliquer la situation. Il fallait ensuite procéder à de nouvelles élections des conseils, pour fournir à ceux-ci une direction efficace à la place de la clique des *revolutionäre Oblente*. Dans tout le Reich, le mouvement devait se concentrer sur la lutte pour la conquête des conseils. Cette lettre est un document d'une importance fondamentale pour qui veut évaluer correctement la situation d'alors et la tactique du parti révolutionnaire. Elle dément l'opinion, fort répandue à ce moment-là, selon laquelle la

* Durant la première phase de la révolution russe, la poursuite de la guerre, la pénurie alimentaire et les conditions de vie difficiles provoquèrent des manifestations contre le gouvernement, le 3 (16) juillet, dans le quartier ouvrier de Vyborg à Saint-Petersbourg. Une manifestation armée, qui menaçait de se transformer en insurrection contre le gouvernement, fut programmée pour le lendemain. Les bolcheviks, estimant que la crise révolutionnaire n'était pas encore mûre et que l'armée et les provinces n'étaient pas prêtes à appuyer la révolution, se rendirent dans les usines et dans les quartiers pour chercher à l'éviter ; mais ils ne réussirent pas à arrêter les masses. Prenant en compte leur état d'esprit, dans la soirée du 3, le Parti bolchevique décida de participer à la manifestation. Le lendemain, des centaines de milliers d'ouvriers et de soldats défilèrent à Saint-Petersbourg ; mais la manifestation fut attaquée par des unités d'élèves officiers et par des troupes rappelées du front. La nuit du 4, le comité central bolchevique décida de mettre fin aux manifestations, amenant les masses, « par des efforts inénarrables, à se retirer, loin d'une bataille sans espoir ». [Nd]R]

« révolte de Spartacus » avait été manigancée par les bolcheviks, et en particulier par Radek. Les dirigeants du Parti communiste ne pensaient pas non plus allumer la mèche de la révolution. Les titres des éditoriaux de la *Rote Fabne* publiés en ces jours critiques en attestent : 1^{er} janvier, « Les coulisses de la contre-révolution » (documents sur la guerre contre les bolcheviks); 2 janvier, « Trafiquants d'esclaves » (sur le même sujet) ; 3 janvier, « Le premier congrès du parti » ; 4 janvier, « Les perspectives de la révolution en Italie » ; 5 janvier, « Les complices du capital minier » ; 6 janvier, « Chômeur ». Ces titres font comprendre que la Centrale du Parti communiste misait sur un processus de maturation politique, même une fois que, à la suite de l'affaire Eichhorn, la crise avait éclaté. Elle ne misait pas sur l'insurrection.

Lorsque les masses descendirent dans la rue et occupèrent le siège du *Vorwärts* et les maisons d'édition, Rosa Luxemburg et Leo Jogiches, les dirigeants du parti, portèrent le même regard sur la situation que Radek, même s'ils étaient plus optimistes que lui. Comme Radek, ils étaient convaincus que la lutte pour la conquête du pouvoir était une hypothèse à exclure étant donné le rapport de forces. Ils eurent une violente discussion avec Karl Liebknecht, car celui-ci, sans consulter la Centrale, avait accepté de fixer comme objectif principal de la lutte le renversement du gouvernement. Mais le 6 janvier, ils se trouvèrent confrontés à des affrontements engagés à l'initiative de la classe ouvrière. On ne savait encore rien des provocations des infiltrés. Était-il possible, à ce stade, de lancer un appel à la suspension de la lutte ? Les travailleurs en armes ne l'auraient sûrement pas accepté. Fux qui s'étaient révoltés face à la trahison honteuse des socialistes majoritaires, qui s'étaient sentis abandonnés par les dirigeants indépendants, en auraient conclu rageusement qu'ils étaient également abandonnés par le Parti communiste, au moment même où ils étaient disposés à mourir pour la révolution. Cet appel aurait ajouté à la confusion, ruiné la confiance des travailleurs en quelque direction que ce soit et n'aurait généré finalement que de la démoralisation.

Dans une telle situation, le Parti communiste ne pouvait prendre qu'une seule décision : rester aux côtés des combattants, en en fortifiant la volonté et le courage, prêt à en partager les victoires comme les défaites. Mais en même temps les chefs du parti cherchèrent à définir un objectif de lutte à la hauteur des forces disponibles. Le 5 janvier – dans un texte écrit le 4 – les communistes lancèrent dans la *Rote Fabne* le mot d'ordre : « Désarmement de la contre-révolution, armement du prolétariat, union de toutes les forces fidèles à la révolution. Voilà le mot d'ordre du moment ! » La *Rote Fabne* resta fidèle à ces objectifs pendant toute la durée des événements. Enfin, dans l'éditorial du 9 janvier – écrit la veille – il ajouta un autre mot d'ordre : réélection des conseils :

« Aujourd'hui, il s'agit aussi de réélire les conseils d'ouvriers et de soldats, et de reconquérir le conseil exécutif au cri de : Ebert et consorts, dehors ! Aujourd'hui, nous devons faire usage de l'expérience accumulée au cours

des huit dernières semaines et réélire des conseils qui correspondent aux idées, aux objectifs et aux efforts des masses. En bref, il s'agit de frapper le gouvernement Ebert-Scheidemann en partant des fondements de la révolution, autrement dit des conseils d'ouvriers et de soldats. Alors, et alors seulement, pour les masses de Berlin et du Reich, les conseils constitueront des organes révolutionnaires, un guide sûr dans les moments décisifs, de véritables points d'appui pour une action et une lutte victorieuses. »

Préparer la conquête du pouvoir, armer la classe ouvrière, désarmer la contre-révolution, lutter contre le gouvernement Ebert-Scheidemann à partir des centres vitaux de la révolution : les conseils. Voilà les objectifs immédiats que Rosa Luxemburg fixait au mouvement ; des objectifs qui, résumés par le mot d'ordre « À bas le gouvernement Ebert-Scheidemann », indiquaient la direction à prendre non seulement pour cette action particulière, mais pour toute une phase de la lutte révolutionnaire. En se positionnant aux côtés de ceux qui combattaient, le Parti communiste prenait la responsabilité de la bataille ; il devait avancer sans hésitation, concentrer tous ses efforts, prendre des décisions et des mesures qui permettent d'exploiter au mieux les possibilités encore existantes. Tout seul, le parti était trop faible et son influence sur les masses trop limitée. Les *révolutionäre Obleute* et le Parti social-démocrate indépendant de Berlin, qui avaient assumé le commandement et jouissaient de la confiance des masses ouvrières, devaient de ce fait respecter les engagements pris. De toutes ses forces, le Parti communiste chercha à les pousser à agir. Le 7 janvier, Rosa Luxemburg s'exprima ainsi dans la *Rote Fahne* :

« Les dirigeants sont-ils à la hauteur de la situation ? Les *révolutionäre Obleute* et les délégués des grandes usines, les éléments radicaux de l'USPD sont-ils à la hauteur face à l'élan croissant des masses ? Vingt-quatre heures se sont écoulées depuis l'action du gouvernement Ebert-Scheidemann contre Eichhorn. Sans hésiter, les masses ont répondu à l'appel de leurs dirigeants. Elles sont intervenues spontanément avec les forces qui sont les leurs pour restituer à Eichhorn ses fonctions ; elles ont pris l'initiative d'occuper le siège du *Vorwärts* ; toutes seules, elles se sont rendues maîtres des sièges des journaux, de l'agence télégraphique Wolff et se sont armées le mieux qu'elles ont pu. Maintenant, elles attendent de leurs chefs des indications et de nouveaux objectifs.

Les dirigeants, eux, que font-ils pendant tout ce temps, qu'ont-ils décidé ? Nous ne voyons ni n'entendons rien ! Il se peut que les représentants des ouvriers soient en train de discuter longuement du moindre détail, mais nous leur disons que l'heure d'agir est arrivée.

Les hommes d'Ebert et de Scheidemann ne perdent pas de temps en consultations. Ils tissent leur toile en silence et, avec l'énergie et l'adresse caractéristiques des contre-révolutionnaires, ils affûtent leurs épées pour prendre par surprise la révolution et la noyer dans le sang.

C'est pour ça qu'il ne faut pas perdre de temps. C'est pour ça qu'il faut agir immédiatement, en prenant des mesures radicales. Il est nécessaire de fournir aux masses et aux soldats révolutionnaires des directives claires et immédiates. Les éléments encore hésitants parmi les soldats ne peuvent être amenés à



En haut : une foule immense manifeste dans les rues de Berlin le 6 janvier 1919.

En bas : les troupes de Noske se déploient au carrefour des rues Wilhelmstrasse et Zimmerstrasse.

embrasser la cause sacrée du prolétariat que par l'action résolue des forces révolutionnaires.

Agir ! Agir ! Avec courage, détermination et cohérence. Tel est le devoir des *revolutionäre Oblente* et des dirigeants honnêtes de l'USPD. Il faut désarmer la contre-révolution, armer les masses, occuper tous les postes de pouvoir. Agir rapidement ! La révolution l'exige. »

Jour après jour, heure après heure, dans l'inexorable écoulement du temps, la *Rote Fahne* exhortait les chefs à agir. Mais ceux-ci n'écoutaient pas et continuaient à discuter, toute la journée et jusque tard dans la nuit, sans prendre la moindre décision, sans agir d'aucune façon. Impuissants et désespérés, ils s'agrippèrent à la seule bouée de sauvetage qui se présentait : les négociations. La proposition de s'asseoir à la table des négociations avait déjà été faite le 6 janvier par la Centrale nationale de l'USPD, qui s'était déclarée neutre dans le conflit dans lequel son organisation berlinoise était impliquée. Kautsky, Breitscheid et Dittmann cherchèrent seulement à obtenir d'Ebert, Scheidemann, Landsberg, Wissell et du conseil exécutif que les négociations s'ouvrent, sans poser la moindre condition. Oskar Cohn et Louise Zietz firent la même démarche auprès du siège de district de l'USPD et des *revolutionäre Oblente* de Berlin. Les dirigeants de district de l'USPD et les *revolutionäre Oblente* acceptèrent immédiatement d'ouvrir les négociations, par 51 votes contre 10. Elles commencèrent dans la nuit du 6 au 7 janvier, mais il fut rapidement évident que le gouvernement ne voulait que gagner du temps, pour avoir toutes ses troupes sous la main et affaiblir les révolutionnaires en créant la confusion. Les représentants des *revolutionäre Oblente* et du Parti social-démocrate indépendant de Berlin proposèrent un armistice aux conditions suivantes : arrêt des hostilités de la part des deux camps, suspension de l'envoi de troupes et rappel de celles qui sont déjà arrivées en ville, interruption des fournitures de munitions. Bien entendu, le gouvernement repoussa ces propositions en se retranchant derrière cette déclaration hypocrite :

« Nous ne recourrons à la violence que pour nous défendre de la violence. C'est pour nous une question d'éthique et personne ne pourra nous faire changer d'opinion. Nous ne ferons jamais un usage offensif des armes. Mais tout accord est subordonné à l'évacuation des immeubles occupés dans la nuit du 5 au 6 janvier. »

Nous verrons par la suite comment le gouvernement maintint sa promesse de ne pas passer à l'attaque. Naturellement, les négociations n'avaient un sens que si le gouvernement, avant l'évacuation des sièges des journaux et des maisons d'édition, faisait quelques concessions, au moins sur la question d'Eichhorn. Or, le gouvernement prétendait – à l'inverse de ce qui avait été affirmé lors des discussions préliminaires – que les ouvriers révolutionnaires abandonnent les seules garanties qu'ils possédaient, en en faisant la condition préalable de tout accord. En pratique, il demandait une capitulation complète. Les *revolutionäre Oblente*

déclarèrent inutilement que l'évacuation des immeubles occupés serait la conséquence naturelle d'un accord ; ils proposèrent en vain d'abandonner immédiatement tous les immeubles à l'exclusion du *Vorwärts*, voulant jouer cette dernière carte. Toutes ces propositions furent repoussées et les négociations s'interrompirent le soir du 8 janvier. Le jour suivant, une assemblée d'ouvriers de toutes les tendances, réunie dans le parc Humboldthain, décida de reprendre les négociations le 10 janvier.

Le porte-parole du gouvernement était Hermann Müller, membre du conseil exécutif. On comprit immédiatement qu'il voulait encore une fois gagner du temps. Après de nombreux renvois, les négociations furent finalement repoussées au matin du 11 janvier, mais elles ne reprirent jamais. Dans la nuit, le gouvernement avait lancé le signal de l'attaque générale.

Les troupes gouvernementales étaient déjà passées à l'offensive le 8 janvier, avant l'interruption des négociations, quand elles avaient pris d'assaut l'immeuble de la direction centrale des chemins de fer et l'Anhalter Bahnhof, violant ouvertement les conditions de la trêve. Le jour suivant, le *Vorwärts* officiel sortit avec ce titre en gros caractères : « On s'approche du règlement de comptes ! » ; il y eut des affrontements violents près de la porte de Brandebourg et l'Imprimerie nationale fut reprise par les troupes par trahison. Une forte unité gouvernementale tenta aussi d'attaquer l'immeuble de l'éditeur Mosse, mais fut repoussée par les défenseurs après un affrontement violent où les deux camps subirent de lourdes pertes. Dans le même temps, on fit venir de Potsdam d'autres unités commandées par le major von Stephani, avec ordre de reprendre le 9 janvier l'immeuble du *Vorwärts*. Le major fit savoir à Brutus Molkenbuhr que sans préparation idoine, il serait impossible de reprendre le siège du journal : il valait mieux en négocier l'évacuation. Molkenbuhr lui expliqua que seule la force des armes ferait plier les occupants et ordonna à nouveau à Stephani de partir à l'attaque le soir du 10 — ordre qui fut ensuite révoqué, car entre-temps on avait ouvert de nouvelles négociations.

Le matin du 10, les ouvriers révolutionnaires de Spandau furent attaqués. Les conseils d'ouvriers et de soldats de Spandau, dirigés par leurs présidents respectifs, Pieser et von Lojewski — ce dernier était cordonnier et ancien rédacteur de la *Leipziger Volkszeitung* —, s'étaient rangés du côté des ouvriers berlinois en lutte et avaient tenté de se rendre maîtres des dépôts d'armes et de munitions de la ville pour fournir les révolutionnaires de Berlin. Les troupes de Spandau ayant résisté, la tentative avait échoué. L'attaque du 10, menée par le cinquième régiment de grenadiers de la garde et par un bataillon logistique, fut annoncée par un coup de canon sur la mairie. Les ouvriers furent débordés par la supériorité adverse. Pieser fut tué, loin du lieu de l'affrontement, d'un coup porté dans le dos. De nombreux ouvriers et plusieurs délégués des conseils et du comité pour la sécurité furent faits prisonniers et restèrent dans les prisons de Spandau pendant presque une semaine.

Huit d'entre eux furent transférés à Tegel dans la nuit du 16 au 17 janvier, car, de jour, cela aurait attiré la foule et créé des incidents. Les prisonniers furent chargés, par groupes de quatre, sur deux véhicules surveillés par dix soldats arborant un brassard blanc. Dans le premier véhicule, il y avait le président du comité pour la sécurité, Hofert, le commandant du poste de garde de la station de chemin de fer, Gimon, et deux membres du comité pour la sécurité, Karl Müller et Georg Merx ; dans le second véhicule, le président du conseil de soldats von Lojewski, le délégué ouvrier Milkert, Hermann Merx du comité pour la sécurité et le soldat Jordan. Les véhicules avançaient de conserve. Arrivés au bois de Tegel, de nombreux coups de feu se firent soudain entendre dans le second véhicule, suivis, après une courte pause, de quatre autres coups bien distincts. Von Lojewski, Milkert, Hermann Merx et Jordan avaient été tués. On prétendit qu'ils avaient « tenté de s'évader ».

Qu'il s'est agi en réalité d'un assassinat, les circonstances de la mort des quatre prisonniers, sur lesquels on a tiré dans la voiture en marche, sont là pour le prouver. Cette version est d'ailleurs corroborée par le fait que, au moment de la livraison des prisonniers survivants à Tegel, on découvrit à la surprise générale que Georg Merx, le frère de feu Hermann, manquait à l'appel et que Jordan en revanche était là. Georg devait monter dans la première voiture, mais il avait discrètement échangé sa place avec Jordan pour rester avec son frère. Il avait donc été tué et Jordan avait eu la vie sauve. Chaque véhicule était escorté par une voiture transportant un officier et quelques soldats ; le responsable du convoi était un représentant du conseil de soldats élu depuis peu, un certain Schnaase. L'équipe de la seconde escorte fut arrêtée. Une enquête fut instruite qui se perdit dans les sables.

Le soir du 10 janvier, alors que, nous l'avons vu, les négociations entre le gouvernement et le comité révolutionnaire provisoire avaient été repoussées au jour suivant, le rendez-vous fut annulé car, durant la nuit, Georg Ledebour, chef de la commission de négociation des ouvriers révolutionnaires, et Ernst Meyer furent arrêtés. Les circonstances de ces arrestations étranges n'ont jamais été véritablement clarifiées. Elles furent exécutées par une unité de vingt hommes et quatre mitrailleuses, commandée par un certain Gürgen et le fameux von Tyszka qui avait tenté plusieurs fois, depuis décembre, d'arrêter Karl Liebknecht. Gürgen, ancien caporal devenu lieutenant de police judiciaire, appartenait au conseil d'ouvriers et de soldats de Charlottenburg ; il servit ensuite en tant qu'informateur sous les ordres du sous-lieutenant Fischer, et plus tard devint « détective privé », à l'instar de nombreux autres membres de cette clique d'espions.

Von Tyszka, un individu louche et ignoble, avait été mis à l'écart, probablement par le commandant Wels, après l'échec des premières tentatives d'arrêter Liebknecht. Il était pourtant resté en contact avec le commandement de place et avait rejoint la Ligue antibolchevique.

Il pouvait toujours disposer d'importantes sommes d'argent. Gürgen déclara avoir été informé d'une réunion entre Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et Georg Ledebour, organisée cette nuit-là dans l'appartement d'Ernst Meyer. Bien que la réunion en question n'ait pas eu lieu, Ledebour et Meyer furent transférés de leur appartement au commandement de place. Gürgen déclara par la suite que von Tyszka s'était offert à régler personnellement l'affaire, c'est-à-dire à éliminer les prisonniers le long du trajet et à jeter les cadavres dans la Spree. Mais les soldats s'y étaient opposés. Klawunde, responsable du commandement de place, déclara que ni lui ni personne n'avait ordonné l'arrestation et, quelques heures plus tard, il se dit disposé à libérer Ledebour et Meyer. Ils s'étaient déjà installés dans la voiture lorsqu'ils furent à nouveau retenus. Klawunde se justifia par l'impossibilité de garantir leur sécurité. Survint le sous-lieutenant Fischer, qui les conduisit au Prinzessinenpalais voisin. Ledebour et Meyer craignirent une mise en scène de « tentative d'évasion » ; mais ils furent au contraire retenus en otages quelques jours dans le palais, en attendant d'être transférés dans une prison où ils restèrent plusieurs mois. En mai et juin, Ledebour passa en procès en tant qu'un des responsables de l'insurrection ; devant les juges, de nombreux aspects des mystérieuses intrigues de janvier furent éclaircis. Ledebour fut innocenté et libéré, Meyer et de nombreux autres restèrent en prison.

Malgré de fortes suspicions, la responsabilité du gouvernement dans cette arrestation n'a jamais été prouvée. Reste le fait que, le 11 janvier, le gouvernement permit que Ledebour et Meyer soient incarcérés, donc que leur vie soit menacée. Les négociations, dans lesquelles Ledebour jouait un rôle déterminant, auraient dû reprendre justement ce jour-là ; après cet événement, elles devenaient complètement superflues. La contre-révolution avait su saisir toutes les occasions de prendre l'avantage. Semant la confusion et de vains espoirs chez les travailleurs, elle en avait paralysé l'élan et avait simultanément mis au point, sans presque être dérangée, le dispositif de la répression. La nuit même de l'arrestation de Ledebour et Meyer, l'ordre d'intervenir contre les occupants du *Vorwärts* fut donné.

L'attaque débuta le 11 janvier, entre 7 et 8 heures du matin. L'immeuble du journal fut bombardé pendant une quinzaine de minutes par l'artillerie installée sur la Belle Alliance Platz. Puis le régiment Potsdam partit à l'assaut, mais fut énergiquement repoussé. Le siège du journal fut à nouveau bombardé pendant deux heures, subissant de lourds dégâts. Il y avait déjà de nombreux morts parmi les défenseurs et leur condition d'infériorité absolue faisait qu'il était de toute évidence impossible de poursuivre la résistance. Une délégation de six défenseurs, conduite par l'ouvrier et poète Werner Möller et par le rédacteur Wolfgang Fernbach, sortit de l'immeuble pour tenter de négocier l'évacuation du *Vorwärts*. Ils parlementèrent avec le lieutenant Westarp, qui exigea la remise sans condition de l'immeuble en moins de dix minutes. Seul un

des délégués put retourner dans son camp, les autres furent arrêtés, transférés dans la caserne des dragons de la Belle Alliance Strasse et passés aussitôt par les armes, en même temps que deux autres ouvriers. Peu après, tous les défenseurs survivants du *Vorwärts*, soit environ trois cents personnes, se rendirent. Durant le transfert à la caserne des dragons, les prisonniers furent féroceement maltraités, comme en témoignent certains documents décrivant les violences et les exécutions. Voici ce que relate M^{me} Möller dans une lettre au journal *Republik* :

« Et nous arrivons à cet horrible samedi, lorsque mon mari fut amené comme prisonnier à la caserne des dragons où il tomba, victime de la soldatesque. Parmi les sept hommes qui devaient être fusillés selon la loi martiale, il y avait aussi mon mari. S'ils avaient été fusillés, leur fin n'aurait pas été aussi horrifiante. Mon mari présentait déjà des lésions graves, ce qui exclut une exécution par balle. Pour en attester, je précise que mon mari avait reçu un coup d'arme à feu au flanc gauche, en haut ; il avait une blessure très profonde à la poitrine, peut-être provoquée par une baïonnette ; il avait une autre blessure profonde sur le côté gauche de la nuque ; il avait été en outre frappé au visage à plusieurs reprises, au point qu'une oreille était arrachée. Si mon mari était tombé durant la bataille, je me serais fait une raison, mais je ne puis retrouver la paix devant pareilles atrocités. Je veux enfin ajouter que leurs cadavres ont été dépouillés de tout objet de valeur. »

Au cours du mois de février, la *Freiheit* publia le récit d'un témoin oculaire de l'assassinat des délégués :

« J'assistai à la scène, mais je n'étais pas parmi les soldats qui y prirent part. J'étais affecté à un dépôt de la milice républicaine, proche de la caserne des dragons, chargé de diriger la construction de barrières mobiles pour les troupes gouvernementales qui devaient occuper le *Vorwärts*. Vers 9 heures et demie, je notai une certaine agitation dans la foule et je vis deux soldats portant le casque et armés de grenades qui escortaient un homme qui devait être transféré ailleurs. Lorsque l'homme arriva à hauteur des élèves du cours des sous-lieutenants de la caserne des dragons — ils s'étaient rangés dans la Teltower Strasse — ceux-ci se mirent à le frapper à coups de cravache. Je voulais voir comment cela allait finir, et je suivis donc les soldats jusqu'à la caserne des dragons. Dans le même temps, un autre homme fut amené suivi de cinq autres. Ils subirent tous le même traitement tout le long du parcours jusqu'à la caserne. Loin de se contenter des cravaches, les soldats les frappaient à coups de crosse de fusil avec une telle violence que je pensais qu'ils ne s'en relèveraient jamais. Les soldats retournèrent alors leurs poches à la recherche de munitions ou d'armes, mais ils n'en trouvèrent pas. Ces personnes disaient en fait faire partie d'une délégation envoyée pour négocier avec les troupes gouvernementales la reddition du siège du *Vorwärts*. Quatre ou cinq officiers, dans leurs traditionnels et élégants uniformes, se trouvaient devant la caserne, ils semblaient prendre plaisir à ces mauvais traitements. L'un d'entre eux, un certain major von Stephani, comme je l'ai su par la suite, ordonna : "Tous ceux qui sortent du siège du *Vorwärts* doivent être fusillés !" Après avoir donné cet ordre, ces messieurs les officiers rentrèrent dans la caserne. Les objets de valeur et les papiers d'identité furent retirés aux otages, qui furent ensuite conduits sur l'esplanade de la caserne

pour y être brutalement assassinés, car il s'agissait d'un assassinat brutal, je ne puis me résoudre à appeler ça une exécution. Il suffit de savoir que leurs corps furent défigurés au point de ne plus être reconnaissables. Avec un autre soldat, je tentai de protester contre cette exécution, mais on nous fit taire. Ce n'est qu'avec peine que nous pûmes éviter qu'un de nos compagnons d'armes de la milice républicaine, incarcéré à tort dans la caserne des dragons, ne subisse la même horrible fin.»

Un des hommes faits prisonniers au siège du *Vorwärts* raconta au quotidien *Republik* les brutalités honteuses subies :

« Nous étions, moi et près de trois cents ouvriers révolutionnaires, "prisonniers de guerre". Nous fûmes contraints de sortir de l'immeuble du *Vorwärts* sous les insultes les plus vulgaires d'une invraisemblable marmaille bourgeoise et fûmes maltraités par la soldatesque qui nous frappait à coups de cravache et de fusil. Ils nous conduisirent à la caserne des dragons et nous placèrent dans la cour. Ils nous fouillèrent, nous agressèrent en lançant des insultes et des vulgarités, nous donnèrent à nouveau des coups de pied et des claques. "Elle est où votre amie Rosa ?" et ainsi de suite. Nous devions être fusillés. "Là-bas derrière, il y a déjà sept des vôtres. Vous finirez de la même manière, bandits, porcs, canailles communistes ! Vous serez tous fusillés, comme eux !" »

Peu après, ils ordonnèrent "Au mur !" et nous poussèrent à coups de botte contre le mur de la caserne devant un canal rempli d'eaux usées et se mirent en position. "Mitrailleuses prêtes !" Le peloton d'exécution attendait impatiemment l'ordre suivant. Nous, sans défense et incrédules devant ce qui était en train de se dérouler, nous regardions le peloton, nous nous lancions des coups d'œil et baissions le regard vers le canal dans lequel nous allions plonger après avoir été frappés à mort. Nous étions devenus muets, incapables de prononcer la moindre parole. Les soldats crièrent : "Mitrailleuses prêtes !" C'est à ce moment qu'intervint un officier : "C'est au gouvernement de décider !" Ils nous divisèrent en groupes de quatre et nous enfermèrent dans une écurie. Le soir même, entre 9 et 10 heures, nous fûmes transférés en prison sous les chants de l'escorte et les applaudissements des bourgeois.

Les sept cadavres étendus par terre non loin de nous étaient ceux des intrépides délégués dont le sort a été raconté dans la *Freiheit* par le soldat de la milice républicaine. Parmi les victimes, il y avait aussi l'excellent journaliste Wolfgang Fernbach, qui faisait son métier de jour et dédiait ses soirées et une partie de ses nuits à ses camarades. C'est ainsi que le soir de ce vendredi fatidique, il était resté au *Vorwärts* et fut courageux au point de se proposer comme volontaire pour aller négocier avec les soldats. Le poète ouvrier Werner Möller était également parmi les victimes martyrisées. Il avait participé avec grand enthousiasme à l'occupation. Lui et Fernbach étaient restés au *Vorwärts* sans arme. Ces malheureux avaient été horriblement mutilés. Möller avait été blessé par un coup de baïonnette qui l'avait atteint en pleine poitrine et le côté gauche de sa mâchoire avait été réduit en bouillie par un coup de feu. L'oreille, détachée, pendait. Un autre camarade, Schöttler, n'était absolument plus reconnaissable, avec le crâne fracassé d'où s'échappait la cervelle. Des centaines de prisonniers pourront confirmer sous serment ce qu'il s'est passé dans la caserne.»

D'autres détails à vous glacer le sang ont été dénoncés au cours de divers procès faits aux insurgés, durant le procès de Ledebour* et face aux commissions d'enquête prussiennes. Presque tous ces témoignages accusent le comte Westarp. Durant le transfert des prisonniers du siège du *Vorwärts*, celui-ci aurait non seulement toléré les mauvais traitements, mais les aurait aussi encouragés. Naturellement, il nia tout en bloc. Au procès de Ledebour, il s'est pourtant contredit à un point tel que s'il avait été ouvrier plutôt que comte, on l'aurait immédiatement mis aux fers pour parjure.

Comment en arriva-t-on à assassiner les membres de la délégation des occupants du *Vorwärts* ? Selon les déclarations des témoins oculaires, l'ordre provint du major von Stephani. Celui-ci nia, soutenant que l'ordre de fusiller tous les prisonniers surpris « les armes au poing » provenait du commandant Klawunde. « Durant la réunion au commandement de place, il fut fait plusieurs fois référence à cet ordre comme s'il provenait directement du gouvernement du Reich. » Stephani déclara aussi que lors des nombreux appels téléphoniques reçus de la chancellerie du Reich, on lui avait ordonné plusieurs fois de *fusiller l'ensemble des trois cents occupants du Vorwärts*. Saisi de doutes face à un ordre d'une telle gravité, il s'était à nouveau adressé à la chancellerie et, cette fois, on lui avait ordonné de transférer les hommes capturés en prison. Le major a remis à la commission d'enquête prussienne un mémoire manuscrit sur cet épisode :

« Selon le compte-rendu publié par la *Vossische Zeitung*, la commission d'enquête aurait demandé à M. Scheidemann si l'ordre adressé par le gouvernement du Reich fut : "Quiconque sortira du *Vorwärts* devra être fusillé." Naturellement il ne pouvait que répondre négativement puisqu'en réalité l'ordre du gouvernement était : "Quiconque sera surpris l'arme au poing sera fusillé." Peut-être que si la question lui avait été ainsi présentée, M. Scheidemann aurait eu quelques difficultés à nier. L'ordre me parvint du commandement de place de Berlin et m'a ensuite été confirmé directement par la chancellerie du Reich, le 11 janvier, sur ma propre demande. Que tel était l'état d'esprit dominant à la chancellerie, c'est ce que confirme l'ordre que Noske promulgua quelques jours plus tard, plus ou moins le 15 janvier, dont la teneur est quasiment identique.

* Les méthodes adoptées par le parquet dans l'accomplissement de sa tâche sont bien illustrées par un témoignage significatif. Durant le procès Ledebour, le comte Westarp et le ministère public firent pour ainsi dire une répétition générale des interrogatoires des témoins. À ce qu'il semble, le comte avait demandé au représentant du ministère public Zumbroich comment répondre à une certaine question. L'avocat et docteur Kurt Rosenfeld décrit ainsi la scène : « J'entrai par hasard dans la salle et vit, à ma grande surprise, le comte Westarp assis dans le fauteuil qui aurait dû être occupé par le procureur Robert Weissmann, et le représentant du ministère public Zumbroich à la place des accusés et des témoins. Le comte Westarp fumait une cigarette. » Le procureur Schenner prenait aussi part à la « répétition ». Le fait que le procureur d'Etat et les fameux assassins en uniforme d'officier entretenaient des relations prouve que tout cela n'était pas aussi insolite que le pensait le docteur Rosenfeld.

Je ne sais pas qui était l'individu de la chancellerie avec qui je parlai au téléphone le 11. Je ne le connaissais pas et n'avais jamais entendu son nom ; je ne l'ai eu au téléphone qu'après avoir été renvoyé plusieurs fois d'un bureau à l'autre. De ce fait, je n'ai pas réussi à comprendre ou à mémoriser son nom. *Les motivations de ce qu'on appellerait plus tard le décret Noske étaient alors déjà bien établies.* La confirmation téléphonique de la chancellerie me suffit. Je ne pouvais certainement pas imaginer alors ce que cela allait avoir comme conséquences. Quant à la véracité de cet entretien avec la chancellerie, les membres de mon état-major en sont témoins : le sous-lieutenant von Woyrsch, le sous-lieutenant Albrecht — prince von Hohenzollern —, le caporal Lehmann, le caporal Meyer, appartenant tous au premier régiment de la garde. »

Pour compléter le tableau, voici les points les plus significatifs du premier décret sur le port d'armes de Noske :

« *Ordre n° 430, Berlin, 17 janvier 1919*

Le commandant suprême des troupes gouvernementales de Berlin et des environs.

À propos du recours aux armes

Aux soldats chargés de garantir l'ordre, le calme et la sécurité publique, l'usage des armes est autorisé durant les tours de garde, les services de sentinelles, les patrouilles, les transferts et durant tout autre service dans les conditions suivantes :

- a) lorsqu'ils sont agressés ou menacés d'une agression durant l'accomplissement de leur service, ou que leur est opposée une résistance avec violence et menaces, afin qu'ils puissent se défendre de l'agression ou vaincre la résistance ;
- b) lorsque, dans l'accomplissement de leur service, l'ordre de déposer les armes, ou tout instrument susceptible de servir à agresser ou à résister ou en tout cas dangereux, n'est pas respecté, ou que les armes et les instruments déposés sont à nouveau empoignés, afin d'assurer le respect de l'ordre en question ;
- c) lorsque, après l'arrestation, la capture ou l'arrêt provisoire, l'interpellé, la personne capturée ou le prisonnier arrêté par les soldats et soumis à leur surveillance prend la fuite ou tente de le faire ;
- d) pour protéger les personnes ou les choses confiées à la surveillance des soldats.

Le militaire ne pourra jamais justifier le fait de ne pas voir accompli son devoir s'il n'a pas eu recours aux armes dans les temps et de la façon indiqués ci-dessus et si, pour atteindre les objectifs indiqués, il ne s'est pas conformé aux dispositions du décret. »

Le jour même de l'attaque contre le siège du *Vorwärts*, les troupes gouvernementales prirent d'assaut les sièges des éditeurs Büxenstein, Mosse, Ullstein, Scherl et de l'agence télégraphique Wolff.

L'objectif suivant de la contre-révolution, ce fut la préfecture de police. Les forces de sûreté publique d'Eichhorn étaient alors presque toutes passées du côté du gouvernement, alléchés par la promesse d'une augmentation de leurs soldes. Seule une minorité, renforcée par des marins et des ouvriers, était restée fidèle à la révolution. L'assaut

contre la préfecture, où s'étaient barricadés près de trois cents défenseurs, fut préparé dans la nuit du 12 au 13 janvier. Un imposant déploiement de troupes, provenant pour la plupart des forces de sécurité et de la caserne Maikäfer, prit place sur l'Alexanderplatz et sur les zones environnantes. De nombreuses mitrailleuses furent installées dans le tribunal de première instance, dans le grand magasin Tietz, derrière la Berolina et dans d'autres immeubles. Au carrefour de la Prenzlauer Strasse et de la Münzstrasse, ainsi que dans la zone de la gare de l'Alexanderplatz, on installa des mortiers et des canons. Au cours de la nuit, la préfecture fut prise pour cible par les mitrailleuses et vers 5 heures et demie du matin, le bombardement de l'artillerie et des mortiers commença. Le communiste Justus Braun, qui commandait les ouvriers révolutionnaires, tenta d'engager des négociations. Le commandant des troupes assaillantes le renvoya avec cette réponse : je vous donne vingt minutes pour réfléchir à la reddition, puis Braun et les autres commandants doivent revenir porter la réponse.

Lorsque Braun et quatre autres hommes revinrent, demandant qu'il soit permis aux défenseurs de se retirer libres, ils furent faits prisonniers, comme cela était arrivé aux délégués du *Vorwärts*, transférés à la caserne Alexander et passés ensuite par les armes. Les explosions de cinquante-cinq obus préparèrent la dernière phase de l'assaut contre la préfecture. Une unité armée jusqu'aux dents parcourut le tunnel du métropolitain jusqu'à la gare souterraine de l'Alexanderplatz et se lança à l'attaque au moment où venait de retentir le dernier coup de canon. Les occupants, désormais épuisés, n'étaient plus en mesure de soutenir un combat au corps-à-corps. Ils furent faits prisonniers et traînés dehors brutalement. Un des prisonniers décrivit ces violences dans les colonnes de la *Freiheit* :

« Lorsque les prisonniers arrivèrent devant la caserne Alexander, cinq d'entre eux furent désignés, collés au mur – tournés vers la rue, à la hauteur du premier pilier de la caserne en partant de l'Alexanderplatz – et fusillés par les soldats du gouvernement, positionnés sur la plate-bande entre les deux voies de la rue. Qui passe par-là peut encore voir les impacts de balles sur le mur d'enceinte de la caserne. Les cadavres furent emportés au poste de la Croix-Rouge installé près du bistrot *À la couronne verte*.

En entrant dans la caserne, les autres prisonniers furent brutalement battus et frappés à coups de crosse par les troupes dites "hannetons *". Ils frappèrent Justus Braun (de la troisième circonscription électorale) – qui était tombé entre leurs mains et était accusé d'être le chef des rebelles – en plein visage, puis le menacèrent de le ligoter à la bouche d'un canon et d'en faire mille morceaux d'un seul coup.

On pourrait croire à une simple menace, mais les soldats étaient sérieux comme le montrent d'autres faits.

Un soldat de la caserne Maikäfer frappa avec la crosse de son fusil, lui fracassant le crâne, un garçon de seize ans, un des prisonniers qui avaient crié dans la cour de la prison : "Vive Liebknecht !" [...] Le jeune tomba à terre.

* Du nom de la caserne Maikäfer (hanneton) dans la Chausseestrasse. [NdlR]

Un soldat de l'infirmerie accourut pour le soigner mais quelqu'un lui ordonna : "Laisse-le crever dans son sang, ce chien !" L'infirmier fut donc obligé de le laisser tomber. Le garçon réussit à se relever et à supplier qu'on ne le frappe plus. Quelqu'un lui ordonna de se mettre les mains en l'air contre le mur. Rassemblant ses dernières forces, il obéit. Depuis la caserne, un tireur d'élite lui tira directement dans la nuque, le tuant sur le coup.

Un chauffeur qui avait osé protester contre cet acte horrifant fut fusillé sur-le-champ. Quatre heures plus tard, on pouvait encore voir par terre, là où était tombé le garçon, son béret et la cervelle expulsée de son crâne fracassé.»

Onze hommes furent exécutés par les soldats dans la caserne Alexander et ses environs. Le jour même, les troupes gouvernementales attaquèrent aussi la Schlesische Bahnhof. Des affrontements isolés se poursuivirent pendant plusieurs jours. Le fauve de la terreur blanche avait été libéré et pouvait maintenant se déchaîner avec une férocité sans limite. L'assassinat était devenu licite. La bourgeoisie incitait la soldatesque à la violence et celle-ci se déchaînait telle une bête assoiffée de sang, emportant même dans sa furie de nombreux innocents, des gens qui n'avaient pas participé aux affrontements. C'est ainsi que de nombreux soldats du service de santé de l'armée furent frappés à coups de fusil et abattus pour avoir fait leur travail de secouristes. Selon les estimations officielles, le nombre de personnes tuées lors de ces journées de janvier s'élèverait à près de deux cents. Il semble pourtant que ces estimations ne tiennent compte que des victimes civiles. Un soldat du régiment Reichstag a déclaré à la commission d'enquête prussienne que son unité avait, à elle seule, perdu presque une centaine d'hommes.

1.12. L'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht

Le 15 janvier, les deux plus remarquables dirigeants du prolétariat allemand furent assassinés : Karl Liebknecht, l'incarnation de l'action révolutionnaire, et Rosa Luxemburg, le flambeau ardent, la volonté et l'âme de la révolution.

La haine de la bourgeoisie et de ses serviteurs soudoyés s'était concentrée sur eux. Dès le premier jour de la révolution de novembre, des calomnies de tout genre, soufflées à la presse bourgeoise par Stampfer et consorts, s'étaient déversées sans trêve sur les deux dirigeants du prolétariat. En décembre déjà, avaient commencé affiches et réunions à inciter les troupes blanches au meurtre et à mettre leur tête à prix. Derrière les nombreuses tentatives faites pour arrêter Liebknecht et Rosa Luxemburg pointait la volonté de meurtre. Les limiers de diverses organisations d'espionnage, financées par le conseil municipal de Berlin, avaient été lancés sur leurs traces, et le commandement de place, par l'intermédiaire du procureur du Reich Weissmann, dirigeait les efforts de la Ligue antibolchevique. L'argent finançant cette activité d'espionnage était géré par von Tyszka, l'individu qui avait cherché à plusieurs reprises à arrêter Liebknecht et réussi à emprisonner Ledebour et Meyer. Quant à l'origine de cet argent, ces questions-réponses faites à la commission d'enquête prussienne nous éclairent :

« *Député Freymuth* (social-démocrate) : Vous déclarez que vous aviez connaissance de ces faits. Durant l'interrogatoire, le témoin von Tyszka a affirmé qu'une autorité militaire avait promis une forte somme à qui capturerait Liebknecht et Ledebour, morts ou vifs. Selon von Tyszka, cela se savait dans l'armée, du moins, est-ce le sens de ses propos. Est-ce vrai ? Qu'en savez-vous ?

Témoin Gürgen (mouchard) : Alors je n'en savais rien. Je ne l'apprends que maintenant.

Député Freymuth : Qui s'est chargé de cette tâche [de capturer les deux révolutionnaires] ?

Témoin Gürgen : Celle qu'on appelle la "Ligue des assassins", qui a aussi un siège à Berlin. Au 156 de la Uhlandstrasse se trouve une "centrale russe" qui se fait appeler Croix-Rouge russe, mais qui s'occupe en réalité du recrutement d'hommes pour les troupes baltes, pour les armées de Koltchak et du général de brigade von der Goltz. Lorsqu'un Russe ou un Allemand se présente à cette centrale, il est enrôlé et envoyé au 5 ou au 29 de la Karlsbadstrasse. Il y a là un officier lié à la Ligue antibolchevique qui ne s'occupe officiellement de lutte contre le bolchevisme que par la propagande ; la centrale a aussi un réseau en Allemagne et à l'étranger, sous le couvert de différentes entreprises commerciales. À Berlin, il s'agit de la société Berner & Altenburg dont les bureaux sont au 34 de la Dorotheenstrasse. Elle emploie quelques personnes chargées de recueillir et analyser des informations de et dans tout le pays. Ces opérations sont financées par de riches aristocrates russes qui disposent de sommes importantes ; des personnalités connues

dont je n'entends pas révéler les identités. Avant et durant les arrestations, von Tyszka m'a raconté que l'un d'entre eux lui avait promis vingt ou vingt-cinq mille marks [pour arrêter Ledebour et Meyer]. Il voulait tout garder pour lui. »

La Ligue antibolchevique était aussi financée par l'État via des fonds du Heimatdienst, une authentique centrale de corruption. Durant les affrontements de janvier, des réseaux d'espionnage avaient été constitués à l'hôtel Eden et au sein du régiment Reichstag. Il y avait d'un côté la Ligue anti-bolchevique, le *Bürgererrat* et l'hôtel Eden *, de l'autre, le régiment Reichstag et le commandement de place, qui parfois collaboraient, parfois se tiraient dans les pattes. Weissmann faisait apparemment fonction d'agent de liaison entre les deux centrales contre-révolutionnaires. Le réseau d'espionnage du régiment Reichstag s'était camouflé sous le nom de « Service de consultation du Parti social-démocrate, section 14 ». Son groupe, constitué de quatorze agents et de personnel de soutien, avait parmi ses missions la « neutralisation des personnalités politiquement suspectes ». Le sous-lieutenant Fischer avait donné comme instruction de faire la chasse aux chefs de la révolution nuit et jour, pour faire obstacle à leurs activités d'organisation. Paul Levi fut arrêté en janvier par cette centrale d'espionnage. Les rapports internes nous apprennent que le 13 janvier, l'espion Kunberg avait accompli dans l'Augsburger Strasse une mission en rapport avec Karl Liebknecht. Le même jour, une soi-disant « M^{me} Ernst » (couverture d'une autre espionne) fit un rapport sur l'immeuble du 75 de la Bismarckstrasse dans le faubourg de Steglitz, où habitait Karl Liebknecht. Le 15 janvier, le jour de l'assassinat, le journal du « Service de consultation » enregistrait : « M^{me} Ernst, 53 Mannheimer Strasse, sera arrêtée pour la forme à 3 heures afin de gagner la confiance de la famille. »

Dans un appartement de la Mannheimer Strasse, ce jour-là, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht furent arrêtés. Ces quelques témoignages, parmi tant d'autres, suffisent à démontrer que la section 14 du « Service de consultation du Parti social-démocrate » cherchait à mettre la main sur Karl et Rosa et les aurait peut-être capturés si elle n'avait été, au dernier moment, coiffée par la « concurrence ». Et ce n'est pas tout. Au régiment Reichstag, qui était placé sous les ordres des dirigeants majoritaires Baumeister et Kuttner, il avait été également promis une récompense pour la capture des deux chefs révolutionnaires. Quelques détails incendiaires sur cet épisode ont émergé lors du procès de Prinz, qui en décembre 1918 avait éventé l'arrestation de Liebknecht par von Tyszka. Prinz, un type plutôt louche, avait déclaré avoir eu connaissance d'un ordre signé par Scheidemann et Georg Sklarz invitant à assassiner Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Sklarz, qui, comme Barmat, était un des amis capitalistes des dirigeants de la social-démocratie, lui fit un

* Dans l'hôtel Eden se trouvait le quartier général du Garde-Kavallerie-Schützen-Division (division de fusiliers de cavalerie de la garde). [NdLR]

procès en diffamation. Voilà quelques-unes des déclarations enregistrées sur les actes du procès :

« *Von Tyszka* déclare : Le commandant du second régiment de la garde a officiellement offert une récompense de dix mille marks et un passeport pour les Pays-Bas à qui tuera Karl Liebknecht. Dans la nuit du 9 au 10 décembre, j'ai été chargé par un de mes supérieurs d'arrêter et de fusiller Liebknecht et Rosa Luxemburg. Lorsque nous arrivâmes à l'imprimerie, Liebknecht téléphona à la préfecture. Il obtint alors Prinz, chef du service de sécurité, qui le plaça sous la garde de ses hommes. Après l'arrestation manquée, Wels me donna congé tout en me remettant cinq mille marks. Plus tard, l'officier judiciaire Sachsenberg me fit de nouveau parvenir un billet du gendre de Scheidemann que j'interprétei comme un ordre d'assassinat implicite. Le négociant en vins Borchert mit sa voiture à ma disposition et me fit cadeau de quelques caisses de vin, en me demandant si la bande n'avait pas encore été mise hors état de nuire. »

Témoin Gürgen (responsable de l'arrestation de Ledebour et Meyer) : L'unité établie au Kronprinzenpalais [le palais du prince héritier] était officiellement dénommée "Service d'information du commandement de place de Berlin". Même si, officiellement, on ne faisait que répéter à ceux qui la constituaient : "Vous devez capturer les dirigeants révolutionnaires. Le mode et la manière, c'est votre affaire." L'unité fut appelée plusieurs fois à intervenir pour réprimer les spartakistes et il y avait bon nombre de bureaux qui s'occupaient de la question. Le "Service d'information" avait été fondé par des magnats de la finance et avait pour ordre de ne reculer devant rien. Par précaution, les dispositions n'étaient jamais formulées par écrit. Fischer avait accompagné l'ordre donné verbalement de la promesse d'une récompense. Toutes les personnes qui jouaient alors un rôle important dans la révolution devaient être arrêtées et mises hors d'état de nuire.

Questionné à nouveau plus tard, le témoin a déclaré que le sous-lieutenant Fischer avait promis cent mille marks pour la mort de Liebknecht.

Hermann Sonnenfeld : Début janvier, au régime Reichstag, je fis la connaissance du gendre de Scheidemann, Fritz Henck. Il me dit que Scheidemann et Sklarz avaient affecté cent mille marks en prime pour la mort de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg.

Ernst Sonnenfeld (trésorier du régiment Reichstag financé par Sklarz) : En janvier 1919, Henck m'autorisa verbalement à payer cinquante mille marks à qui pouvait prouver avoir participé à l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg. Un tel ordre m'ayant laissé perplexe, je me rendis au bureau de Georg Sklarz pour demander confirmation. Sklarz me demanda de le laisser seul le temps de passer un coup de fil. Lorsque je revins, il me dit : "L'ordre est confirmé."

Otto Wels : Quand je lui fis part de ma réprobation concernant l'arrestation de Liebknecht, von Tyszka me répliqua qu'il avait suivi les ordres. Je pensai que von Tyszka était devenu fou. La commission parlementaire d'enquête, qui le considérait comme un menteur patenté, n'attacha aucune importance à ses déclarations. [Le ministère public vérifia qu'il n'y avait rien à ce propos dans le compte-rendu de la commission, Nda.]

Sous-lieutenant Fischer : L'argent pour les frais de la voiture et les dépenses — quelques centaines de marks tous les deux ou trois jours — était remis personnellement à von Tyszka. Les hommes du "Service d'information" avaient reçu cet ordre : "Vous devez capturer ces gens-là."

Docteur Rübell du ministère public : A-t-on également dit : “Le mode et la manière, c’est votre affaire” ?

Fischer : Je peux répondre par l’affirmative. Le consul Léon Simon conservait pour le commandement de place l’argent mis à disposition par le *Bürgererrat*. Nous avions ordre d’arrêter les chefs et, en cas de résistance, de recourir aux armes.

Docteur Paul Levi : Lorsque j’arrivai à l’imprimerie avec Rosa Luxemburg [il fait référence à l’épisode de décembre 1918, Nda], l’immeuble était gardé par quelques soldats. Au bout de dix minutes, Prinz arriva avec son secrétaire, il se comportait de façon autoritaire. J’ai eu plus tard l’occasion d’observer Prinz en discussion avec von Tyszka à propos d’un certain ordre. Si je me rappelle bien, ils avaient une feuille blanche dans les mains. Prinz a ensuite suspendu l’arrestation et fait raccompagner Liebknecht et M^{me} Luxemburg dans leurs appartements.

Le témoin confirme, à la demande de Prinz, que Liebknecht avait, à l’imprimerie, parlé du fait qu’il risquait d’être assassiné.

Je suis convaincu que Prinz a obéi à un ordre. Pour intervenir en faveur de Liebknecht, il a suivi un ordre. J’ai su par la suite que von Tyszka, durant l’occupation de l’imprimerie, avait demandé des renforts à un commandant militaire et les avait obtenus. Il me revient que peu après cet épisode, Prinz me rapporta que le commandant de place lui avait donné tort face à von Tyszka. Je suis convaincu que cela a été le prélude de la mort des deux révolutionnaires.

Soldat Seidl : Dans le régiment, on avait évoqué les cent mille marks de prime.

M^{re} Krüger, dactylographe du régiment Reichstag : Je confirme qu’on parlait au sein du régiment d’une promesse de récompense en argent. Henck, le gendre de Scheidemann, en avait parlé à de nombreuses personnes.

Sukow : À partir de janvier, von Tyszka a collaboré pendant près de quatre semaines avec le “Service d’information” ; tous les deux jours environ, il recevait quelques centaines de marks.

Fellechner, du “Service d’information” du commandement de place : Je confirme que ces jours-là le bruit courait qu’une récompense était promise par Scheidemann pour le meurtre de Liebknecht. Fin décembre, j’avais parlé à Scheidemann de ces rumeurs. Le capitaine Marx, du commandement de place, avait chargé von Tyszka d’arrêter Liebknecht.

Hesel, du régiment Reichstag, chef de la section 14 : J’étais très occupé avec la chancellerie, je devais signer tous les ordres et les dispositions conjointement à Henck, le gendre de Scheidemann, et à Baumeister. Il existait bien un ordre de tuer Liebknecht et même la promesse d’une récompense. Mais il n’y avait rien d’écrit. Il avait été dit : “Qui capturera Liebknecht et Rosa Luxemburg, morts ou vifs, recevra cent mille marks.” L’argent était déposé au régiment. En signant, je pouvais obtenir tout l’argent dont j’avais besoin. À ce moment-là, Sonnenfeld était le trésorier et l’homme de confiance de Sklarz. Il avait pour mission de verser la récompense. Cent mille autres marks avaient été affectés à cela par l’hôtel Eden. Ça c’est fait entre le 6 et le 14 janvier ; la chose était déjà connue depuis le mois de décembre. Henck a simplement confirmé que cent mille marks avaient été affectés à cela. Sonnenfeld avait l’ordre formel de verser cinquante mille marks pour le meurtre de Liebknecht et de Rosa Luxemburg.

Officier Krasnik, du régiment Reichstag : Henck, le gendre de Scheidemann, avait déclaré en ma présence que cent mille marks avaient été déposés pour

l'assassinat de Karl Liebknecht. À l'officier qui s'adressait à lui, Henck a répondu : "D'accord, adressez-vous à Sklarz !" Sur la base de ces ordres officiels, j'ai chargé mes hommes d'arrêter Liebknecht et de l'amener au régiment.

Fritz Henck, gendre de Scheidemann : Je n'ai eu connaissance de la récompense que par ouï-dire. J'ai naturellement pris part aux discussions en question, mais je n'ai jamais déclaré que Scheidemann avait promis une récompense. »

Le tribunal condamna Prinz à six mois de réclusion pour faux en écritures publiques. Les juges déclarèrent que Prinz n'avait pas accusé Scheidemann de mauvaise foi. La dénégation du gendre de Scheidemann fut démentie par de nombreux autres témoignages. Outre ces déclarations, qui déjà suffisent à lever le moindre doute, nous disposons d'un autre document. Il s'agit du journal *Volkswehr**, organe du corps auxiliaire des volontaires de Berlin, dirigé par Fritz Henck du régiment Reichstag.

Dans le numéro 1 du 14 janvier 1919, sous le titre « Sévères mesures de la part du gouvernement », le journal écrivait :

« Berlin, 13 janvier. Beaucoup craignent que le gouvernement ne se montre conciliant dans la lutte contre les spartakistes. Des sources dignes de foi assurent pourtant que le gouvernement ne se contentera pas des résultats obtenus jusque-là et poursuivra énergiquement son action contre les chefs du mouvement. La population de Berlin a tort de penser que ceux qui ont temporairement échappé aux recherches pourront vivre tranquillement ailleurs. Dès les prochains jours, tout le monde verra bien que nous sommes en train de nous occuper sérieusement d'eux. »

Nous nous sommes proposés de présenter les faits dans leur nudité et leur froideur, mais permettez-nous une observation : ne voyez-vous pas, derrière ces paroles, ricaner la bête qui se voit déjà dévorer ses victimes ? Au même moment le *Vorwärts* gémit en désignant les spartakistes par ces vers :

« Sur un seul rang des centaines de morts.
Prolétaires !
Karl, Rosa, Radek et consorts,
Pas un, pas un parmi les morts !
Prolétaires ! »**

* Armée populaire. [Ndlr]

** Le 13 janvier, le *Vorwärts* publia un poème d'Arthur Zickler, qui était un collaborateur régulier du journal ; dans ce poème, Zickler accusait les dirigeants spartakistes de se cacher lâchement, tandis que les ouvriers authentiquement révolutionnaires se faisaient tuer en luttant : « *La Morgue*. Sur un seul rang des centaines de morts. / Prolétaires ! / [...] / Qui a fait descendre la violence dans la rue ? / Prolétaires ! / Qui s'est saisi le premier des armes ? / Qui a brûlé d'en faire l'épreuve ? / Spartacus ! / Sur un seul rang des centaines de morts. / Prolétaires ! / Karl, Rosa, Radek et consorts, / Pas un, pas un parmi les morts. / Prolétaires ! / La mort en martyr. » Cité par Marina Touilliez, « La mémoire de Rosa Luxemburg chez les dissidents est-allemands », mémoire de recherche, Institut d'études politiques de Lyon, 2005. [Ndlr]

Pour démoraliser les ouvriers en lutte, le *Vorwärts* n'hésita pas à recourir aux mensonges les plus grossiers : à l'en croire les dirigeants de la Ligue Spartacus les avaient abandonnés et étaient en fuite. Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht et tous les autres dirigeants spartakistes — ainsi qu'Eichhorn, à qui il faut rendre honneur — restèrent à leur poste, accomplissant jusqu'au bout leur devoir, sans s'épargner. Eugen Leviné, par exemple, dut au seul hasard d'échapper au sort de ses camarades Fernbach et Möller : rentrant au *Vorwärts* après une réunion, il trouva l'immeuble encerclé par les gardes blanches. Karl Liebknecht, ces jours-là, participait sans interruption à diverses réunions et manifestations aux côtés des combattants, sans s'épargner et en dépit du danger. Et il se retrouvait souvent en situation très périlleuse. La *Tägliche Rundschau*, le quotidien porte-parole des grands capitalistes, l'admit en faisant part d'un épisode qui s'était passé dans le quartier des ministères : Liebknecht passait en voiture, avec d'autres, par la Wilhelmstrasse lorsqu'il fut reconnu. La voiture fut arrêtée, Liebknecht fut encerclé et menacé. « La vie de Liebknecht était suspendue à un fil », écrit le quotidien. Heureusement, une foule d'ouvriers, dont certains étaient armés, arriva à temps pour libérer son chef. Et que fit Liebknecht ? Durant l'échauffourée, à quelque distance de la porte de Brandebourg, il eut « l'audace » — écrit encore le journal bourgeois — de tenir un discours aux « ouvriers armés » en présence des troupes gouvernementales, « quasiment inertes », qui attendaient des renforts pour intervenir.

Durant cette semaine, Rosa Luxemburg continua courageusement à lutter contre mille difficultés pour publier à tout prix la *Rote Fahne*, le quotidien des ouvriers en lutte. Le siège du journal se trouvait dans la Friedrichstrasse, l'épicentre des affrontements, et fut plusieurs fois pris d'assaut. Malgré cela, elle n'abandonnait la rédaction que pour se rendre à des réunions ou pour prendre un peu de repos. Après l'assaut contre le *Vorwärts*, le siège de la rédaction fut transféré dans un lieu plus sûr, mais Hugo Eberlein, qui venait d'échapper aux sbires, trouva Rosa Luxemburg parmi les ouvriers sur la Belle Alliance Platz et eut beaucoup de mal à la convaincre de faire en sorte d'échapper à ceux qui étaient à sa recherche. Rosa et Karl se cachèrent tout d'abord à Neukölln, où ils restèrent deux jours jusqu'à ce que les allers-retours des camarades venus les consulter attirent l'attention des voisins. Les deux révolutionnaires se réfugièrent alors à Wilmersdorf*, chez la famille Marcussohn, avec laquelle ils étaient liés d'amitié. C'est là qu'ils écrivirent leurs derniers articles pour la *Rote Fahne*. Rosa Luxemburg rédigea une violente accusation sous le titre « L'ordre règne à Berlin » et Karl Liebknecht, la solennelle promesse de la Ligue Spartacus « Malgré tout ! », dans laquelle il réaffirmait sa détermination à combattre jusqu'à la victoire. C'est là qu'ils furent arrêtés avec Wilhelm Pieck par la milice civique de Wilmersdorf et livrés à leurs assassins de l'hôtel Eden. C'était l'après-midi du 15 janvier 1919.

* Quartier sud-ouest de Berlin. [NdlR]

Avant même que les prisonniers n'atteignent l'hôtel Eden où était installé le quartier général de la division de fusiliers de cavalerie de la garde, les officiers avaient décidé d'assassiner Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, ils avaient même procédé aux préparatifs. Vers 11 heures du soir, on fit sortir Karl Liebknecht par la porte secondaire de l'hôtel, il fut frappé à la nuque par un coup de crosse de fusil et chargé dans une automobile qui le transporta jusqu'au Tiergarten*. Étaient présents : le lieutenant de vaisseau Horst von Pflugk-Harttung, le capitaine Heinz von Pflugk-Harttung, le lieutenant von Rittgen, les sous-lieutenants Liepmann, von Stiege, [B.] Schulze et le *Jäger* Clemens Friedrich. La voiture tomba en panne, semble-t-il, non loin du Neuer See, un petit étang du Tiergarten. Liebknecht, mourant, fut déchargé de la voiture, traîné sur quelques mètres le long d'une allée latérale et achevé. Le premier coup fut tiré par le lieutenant de vaisseau von Pflugk-Harttung. Les assassins se débarrassèrent du cadavre en le laissant à une *Rettungsstation* [poste de secours d'urgence], déclarant qu'il s'agissait d'un inconnu trouvé dans la rue.

Peu après, on fit à son tour sortir Rosa Luxemburg de l'hôtel, elle fut confiée au lieutenant Vogel et au *Jäger* Runge, qui la frappa avec la crosse de son fusil dès la sortie, l'assommant net. Rosa fut chargée sur une automobile et quelques personnes s'assirent à ses côtés. L'une d'elles la frappa de nouveau à la tête avec un objet contondant, peut-être un pistolet. Peu après, alors qu'elle agonisait, le lieutenant Vogel l'acheva d'un coup d'arme à feu dans la tête. Son cadavre fut jeté du haut du pont Lichtenstein dans le canal Landwehr et ne fut retrouvé qu'à la fin mai.

Même une fois découvert, le cadavre ne fut pas remis à la justice, comme l'impose la procédure judiciaire ; Noske, en accord avec le ministre de la Justice Landsberg, ordonna que la pauvre dépouille soit transportée à Zossen, afin, bien sûr, que ne s'ébruite pas cet assassinat.

Wilhelm Pieck aurait dû connaître le même sort. Mais il réussit à tromper le capitaine Pabst sur sa véritable identité et fut conduit en prison où, quelques jours plus tard, il trouva le moyen de s'échapper.

Le *Vorwärts* fut le seul journal à annoncer l'arrestation de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht dès le matin du 16 janvier. Le journal naturellement ne souffla mot de leur assassinat, bien qu'il soit prouvé que la rédaction était au courant. La nouvelle fut reprise le jour même par les journaux du soir : « Liebknecht tué lors d'une tentative d'évasion. Rosa Luxemburg lynchée par la foule. » Le commandant de la division de fusiliers de cavalerie de la garde – dont dépendaient les exécutants des deux meurtres – diffusa un communiqué plein de mensonges pour brouiller les pistes et exempter les tueurs aristocrates et leurs complices de toute responsabilité. Toute la presse bourgeoise et social-démocrate goba ces mensonges sanguinaires, donnant libre cours à un écheveau

* Le parc du jardin zoologique dans le centre de Berlin. [NdlR]

B.Z. am Mittag

10 Pfennig

Nr. 7
Berliner Zeitung
68. Jahrgang

Verlag: Wilhelm F. C. W. Neumann, Neudamm 10, Berlin
Druck: J. Neumann, Neudamm 10, Berlin

Druckerei: J. Neumann, Neudamm 10, Berlin
Telefon: 11 200-11 200

1 Uhr
Donnerstag,
16. Januar 1919.

Lieblnecht auf der Flucht erschossen Rosa Luxemburg von der Menge getötet

Der Verlauf der Doppelkugelle.

Die beiden Kugeln aus Gewehrfeuer-
Wandung in Dentschens Kopf trafen
rechts und links Luxemburgs beider Hände
rechts die Herzchambre durch.

Unterwundenverletzung in Dentschens
Zwischenraum rechts bei Wunden ohne Wunden. Die
Kugeln aus Dentschens Kopf trafen
rechts und links Luxemburgs beider Hände
rechts die Herzchambre durch.

Der verhängnisvolle

Wunde am Kopf, die Kugel in Dentschens
Zwischenraum rechts bei Wunden ohne Wunden. Die
Kugeln aus Dentschens Kopf trafen
rechts und links Luxemburgs beider Hände
rechts die Herzchambre durch.

Wunde am Kopf, die Kugel in Dentschens
Zwischenraum rechts bei Wunden ohne Wunden. Die
Kugeln aus Dentschens Kopf trafen
rechts und links Luxemburgs beider Hände
rechts die Herzchambre durch.

Sari Lieblnecht t.

Die Kugel aus Dentschens Kopf trafen
rechts und links Luxemburgs beider Hände
rechts die Herzchambre durch.



En haut : « Lieblnecht tué au cours d'une tentative de fuite. Rosa Luxemburg lynchée par la foule », titre la *Berliner Zeitung am Mittag* du 16 janvier 1919.

En bas : le 15 janvier 1919, au soir, officiers et soldats fêtent à l'hôtel Eden l'assassinat de R. Luxemburg et de K. Lieblnecht. Cette photo fut trouvée par Léo Jogiches pendant l'enquête qu'il fit pour reconstituer les circonstances de l'assassinat des deux dirigeants révolutionnaires.

de mensonges, de manœuvres de dépistage et de violations de la loi qui fournira la trame d'une honteuse série de comédies interprétées par la magistrature. Ces ignobles tentatives furent mises en échec par le travail acharné de Leo Jogiches, qui, en collaboration avec une commission d'enquête créée par le conseil central et le conseil exécutif de Berlin, mit au jour chaque détail de ces crimes atroces. La reconstruction qu'en fit la *Rote Fabne*, lorsqu'elle put reprendre sa publication, fut par la suite confirmée par le *Jäger* Runge, l'aide bourreau de la meute d'officiers, dont les confessions furent verbalisées en prison le 6 janvier 1920. Un an et demi plus tard, le *Vorwärts* publia les procès-verbaux des déclarations de Runge, déclarations encore plus détaillées que celles de la première confession*.

* Dans l'édition originale du livre suivent ici deux sous-chapitres : « La confession de l'assassin Runge » et « Le procès des assassins », qui dans cette édition ont été placés dans l'« Annexe », p. 427-438. [Ndlr]

1.13. Les élections à l'Assemblée constituante

Les élections à l'Assemblée nationale constituante eurent lieu le 19 janvier 1919. La majorité des votes revint aux partis bourgeois : 16 400 000 voix contre 11 400 000 aux sociaux-démocrates majoritaires (SPD) et 2 300 000 aux sociaux-démocrates indépendants (USPD). Le jour suivant, les journaux sociaux-démocrates et bourgeois déclaraient sur un ton triomphant que, grâce à Noske et aux gardes blanches, les opérations de vote s'étaient déroulées partout régulièrement. Entre les meurtres perpétrés par les hommes de Noske et les élections à l'Assemblée nationale il y avait un lien très étroit. Pour que le Parlement devienne l'instrument incontesté et souverain de la domination bourgeoise, son existence ne devait plus être remise en question. La phase de double pouvoir, celui du gouvernement bourgeois et celui des conseils ouvriers, devait être surmontée à tout prix. Il fallait donc éliminer toute compétition entre le Parlement et les conseils. Un objectif qui ne pouvait être atteint que par la défaite définitive du prolétariat lors d'un affrontement armé retentissant. Il fallait désarmer le prolétariat et renforcer le Parlement au moyen d'une armée blanche qui ait prouvé sa « fiabilité » en pratiquant l'assassinat à l'encontre de la classe ouvrière. Ebert et compagnie étaient les paladins de la bourgeoisie et agissaient suivant le principe : « La légalité nous tue ! »* C'est ce qui explique les premières provocations de décembre et les crimes de janvier qui ont suivi. Ce n'est qu'ainsi que l'on obtint une Assemblée nationale qui, présentée comme garante des conquêtes de la révolution et comme rempart contre la guerre civile, était tout au contraire le produit de la guerre civile, le fruit de la première victoire de la contre-révolution, marquée du signe de Caïn de la terreur blanche. La classe ouvrière sortit des affrontements de janvier vaincue et décapitée, mais riche d'une expérience qu'elle avait payée de son sang. Elle avait appris que la seule voie praticable, c'était la lutte à mort contre toutes les forces de la réaction. Et c'était bien cet enseignement des affrontements de janvier que Karl Liebknecht, alors que ses assassins étaient à sa porte, avait tiré pour le compte de sa classe :

« Les vaincus de la semaine sanglante de janvier ont glorieusement surmonté l'épreuve ; ils ont combattu pour quelque chose de grand, pour le but le plus noble de l'humanité souffrante, pour la libération spirituelle et matérielle des masses déshéritées ; ils ont versé leur sang pour une cause sacrée, et l'ont ainsi consacrée. Et de chacune de ces gouttes de sang, de chacune de ces dents de dragon semées** à l'intention des vainqueurs d'aujourd'hui, surgiront

* Citation d'Odilon Barrot ; voir Karl Marx, *Les Luttes de classes en France de 1848 à 1850*, éd. Science Marxiste, 2010, p. 45. [NdlR]

** Référence au mythe de Cadmée, roi de Thèbes, dont il est question dans les *Métamorphoses* d'Ovide. [NdlR]

des hommes prêts à venger ceux qui sont tombés ; de chaque âme martyrisée naîtra un nouveau combattant pour la noble cause, éternelle et immortelle comme le firmament.

Les vaincus d'aujourd'hui seront les vainqueurs de demain. La défaite est en fait leur école. Il manque encore au prolétariat allemand la tradition et l'expérience révolutionnaire. Il ne peut concrètement s'instruire, pour garantir ses succès à venir, qu'en passant par des tentatives faites à tâtons, des erreurs de jeunesse, par des contrecoups douloureux et des insuccès. [...]

Spartacus vaincra !

Doucement ! Nous n'avons pas fui, nous ne sommes pas vaincus. Et s'ils nous mettent aux chaînes, nous sommes quand même présents, nous continuons à l'être ! La victoire sera pour nous.

Au grondement de l'effondrement de l'économie qui se rapproche, les couches prolétariennes encore assoupies se réveilleront comme les trombes du jugement dernier, et les corps des combattants tombés se relèveront et demanderont des comptes aux maudits. Aujourd'hui, le volcan gronde encore sous la terre ; demain, il explosera et les ensevelira tous sous des nuées ardentes et dans des fleuves de lave.

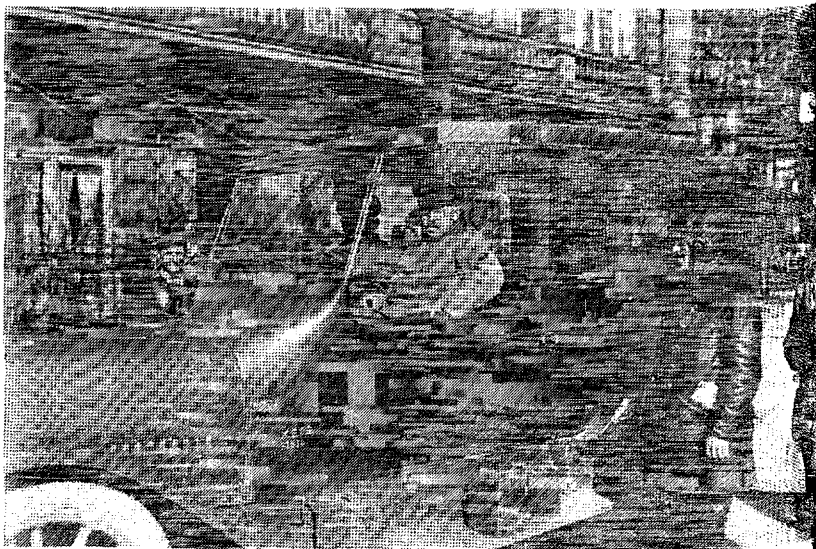
Spartacus, en fait, cela veut dire feu et esprit, cela veut dire âme et cœur, cela veut dire volonté et action révolutionnaire du prolétariat. Spartacus, cela traduit tout le besoin et l'aspiration au bonheur, toute la résolution au combat du prolétariat doté d'une conscience de classe. Spartacus, cela veut dire en fait socialisme et révolution mondiale ! »*

* Il s'agit du dernier article écrit par Karl Liebknecht, publié sous le titre « Trotz alledem ! » (Malgré tout !) dans la *Rote Fabne* du 15 janvier 1919. Liebknecht reprend le salut adressé par Engels aux travailleurs français à l'occasion du 1^{er} mai 1893, intitulé lui aussi « Malgré tout » et publié le 23 avril 1893 dans l'organe du Parti ouvrier français *Le Socialiste*. [NdLR]



Ci-contre : ouvrier prisonnier
d'un *Freikorps* en mai 1919
(Bundesarchiv).

En bas : le colonel Wilhelm
Reinhardt, ministre de la Guerre
de Prusse, en 1919 (Bundes-
archiv).



Chapitre deux

L'ÈRE NOSKE

(Rudolf Lindau)



2.1. Imposer l'ordre bourgeois

L'insurrection de Berlin avait été écrasée et l'Assemblée nationale élue. Le moment était arrivé d'imposer l'ordre bourgeois dans toute l'Allemagne. Le 20 janvier, les soldats et leurs conseils, abasourdis et indignés, prirent simultanément connaissance des résultats des élections et du décret qui réglementait la question de l'autorité de commandement*. Les sept points de Hambourg, adoptés par le premier congrès des conseils, avaient fait leur temps. Le gouvernement avait décidé de mettre fin à l'ambiguïté qui prévalait jusqu'alors et de faire comprendre aux conseils de soldats qu'ils n'auraient plus voix au chapitre ou, plutôt, qu'ils seraient bientôt contraints de faire leurs valises. Pour résoudre les problèmes encore existants, on ne pouvait faire confiance à des soldats qui n'aspiraient qu'à la démobilisation et qui se fiaient aux conseils.

Au moyen de millions de tracts diffusés par les sociaux-démocrates de l'*Heimatsdienst*, la bourgeoisie avait cherché à faire entrer dans la tête des travailleurs, y compris des plus obstinés, que l'ouvrier allemand devait travailler et « travailler dur » pour permettre à « l'État » de prospérer. Pourtant, cela eut peu de succès. De larges masses d'ouvriers croyaient encore que les « conquêtes révolutionnaires » ne devaient pas se limiter à la journée de travail de huit heures ; elles aspiraient à des conditions de travail plus dignes, au respect des accords syndicaux, à un salaire suffisant, à un meilleur niveau de vie et à une transformation révolutionnaire de l'économie pour que soit réparti sur les épaules de tous le poids de la misère. Seules les défaites pouvaient libérer les masses de l'illusion d'une possible satisfaction de leurs aspirations dans le cadre économique de la république bourgeoise. La bourgeoisie devait engager sur le terrain toutes ses énergies et briser la volonté révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne.

La paix et l'ordre bourgeois réclamaient le désarmement des ouvriers, l'élimination des conseils de soldats, la démobilisation des troupes peu fiables et la création de forces armées suffisamment fortes pour affronter la guerre civile.

* Le 19 janvier, Noske fit approuver par l'Assemblée nationale une ordonnance visant à organiser provisoirement l'armée. Le commandement fut assumé par Noske en personne, en qualité de ministre de la Guerre, les pouvoirs des conseils furent annulés et ceux des officiers rétablis. Cf. note ** p. 69. [NdlR]

Durant la guerre, la social-démocratie avait étouffé le moindre mouvement de la classe ouvrière ; elle avait ensuite accompagné le mouvement de classe dans le seul but de sauver la face et son influence sur les travailleurs ; puis, en semant la confusion et la division dans le mouvement ouvrier, elle avait servi de bouclier face à ce qui menaçait la domination de classe de la bourgeoisie. Enfin, en cohérence avec l'ensemble de sa politique, elle avait donné à la soldatesque contre-révolutionnaire un chef « socialiste », « l'ouvrier » Gustav Noske.

2.2. La révolution dans la Ruhr

La Ruhr est le cœur de l'économie allemande. Son sous-sol riche en charbon et en minerai de fer a permis l'essor de grandes usines, concentrant sur un espace restreint des masses d'ouvriers. Dans aucune autre région de l'Allemagne les conflits de classe n'ont atteint un tel degré de violence. Les magnats de l'industrie ont toujours écrasé d'un poing brutal leurs esclaves salariés, leur refusant le droit de se coaliser et de négocier sous une forme organisée. Ils ont tenté d'enchaîner économiquement les travailleurs à leur entreprise au moyen des caisses de retraite et des villages ouvriers ; ils ont cherché à les corrompre à travers l'assistanat et à les diviser par la création de syndicats jaunes ; ils ont apeuré les ouvriers et leurs délégués en établissant des listes noires qui les condamnaient à la misère. Leurs agents ont recruté des masses d'ouvriers étrangers, surtout polonais, en les alléchant avec des promesses mirobolantes. Au cours des luttes sur les questions de salaire et de temps de travail, les entrepreneurs bénéficiaient toujours de toute la violence de l'État et de son armée, prête à marcher sur les mineurs en grève au commandement de Guillaume II.

Chaque grand conflit a mis en lumière les faiblesses des organisations syndicales, mais a aussi révélé son contenu politique aux mineurs de la Ruhr. La pernicieuse influence du Centre catholique et la fracture entre les diverses organisations syndicales – socialiste, chrétienne, hirschdunckerienne* et polonaise – ont pesé sur chaque lutte. En 1912, en conclusion de la dernière grande bataille des mineurs de l'avant-guerre, les barons de l'industrie du charbon refusèrent de payer les salaires de six jours de travail en arguant d'un non-respect du contrat. Un mauvais tour que les mineurs n'ont pas oublié. Bas salaires, journées de douze heures, danger de mort permanent, accidents perpétuels, un traitement inhumain, tout cela a contribué à faire du travail un véritable enfer.

La guerre se chargea d'aggraver encore la situation. Un nouvel instrument de coercition efficace fit son apparition : le « carton rouge » et la menace d'être expédié dans les tranchées**. Les prisonniers de guerre

* Les syndicats Hirsch-Duncker furent fondés en 1868 par Max Hirsch et Franz Duncker, représentants du Parti du progrès, après l'abolition des lois interdisant les coalitions ouvrières (1867) ; l'idée était de créer des syndicats d'inspiration libérale-démocrate, opposés aux syndicats sociaux-démocrates. Inspirés par l'idéologie de la communauté d'intérêts entre travail et capital, ils limitaient leur activité à la gestion de caisses mutuelles et d'organisations culturelles et éducatives, et niaient l'utilité de la grève. [NdLR]

** La mobilisation ou l'exemption de tel ou tel ouvrier relevait de la décision des dirigeants des divers districts militaires allemands, en accord avec les dirigeants d'entreprise. Ce système permit à l'armée d'intervenir directement dans les conflits syndicaux, accentuant la répression et agitant en cas de grève la menace d'une mobilisation pour tout ouvrier ayant croisé les bras. [NdLR]

— russes, roumains, italiens, français et autres — furent contraints de travailler dans l'industrie minière aux côtés des hommes et des femmes déportés de Belgique. Ceux-ci subissaient les pires traitements et étaient nourris et traités comme des bêtes. Les mineurs chargés des travaux les plus durs souffraient de la faim. Les fonctionnaires et les membres des associations jaunes bénéficiaient de distributions extraordinaires de denrées alimentaires à prix réduit, alors que les mineurs ne pouvaient même pas acheter les aliments rationnés. La première grève de la période de guerre fut organisée le 7 juillet 1916 dans un puits de Borbeck et fut suivie en août par une série de luttes pour un meilleur approvisionnement en nourriture et pour des augmentations de salaire. C'étaient des grèves de quelques heures ou de quelques jours au maximum, mais la situation ne revint pas à la normale. En janvier 1917, une nouvelle vague de luttes, plus forte, parcourut l'ensemble du bassin charbonnier. Les permanents syndicaux, conscients du solide fondement des revendications, cherchèrent à mettre rapidement fin au litige. Mais les magnats du charbon ne les reconnaissaient pas et firent comprendre au *General-kommando*, qui faisait office de médiateur, qu'ils étaient maîtres en la demeure et entendaient le rester.

Les chefs syndicaux cherchèrent à faire croire aux mineurs que, une fois la guerre gagnée, la demande en charbon augmenterait, renforçant ainsi leurs luttes. Malgré leur zèle, ils ne purent empêcher les grèves de février et de mars 1917, dont l'intensité dépassa celle des luttes de l'avant-guerre. Les femmes étaient à la tête des manifestations, malmenant les briseurs de grève des syndicats jaunes, et les clôtures des mines étaient recouvertes de pancartes rudimentaires contre les « maudits exploiters ». Après une série de luttes isolées, dont la flambée dura longtemps bien que les « meneurs » aient été expédiés au front en masse, la grande grève de janvier 1918 explosa. Dans les mois qui suivirent, « l'insubordination » crût dangereusement — comme s'en plaindront les administrateurs des mines — et la longue série des grèves isolées continua, jusqu'à ce qu'en août une nouvelle vague entraîne dans la lutte des dizaines de milliers de mineurs.

Dans la Ruhr non plus, la révolution de novembre n'eut pas à s'affronter à une forte opposition, mais cela ne changea pas non plus grand-chose aux rapports entre ouvriers et industriels, si ce n'est que les conflits en cours trouvèrent plus vite une solution. Les majoritaires, plus prompts à suivre le courant, s'emparèrent des conseils. Avant que les mineurs ne brandissent à nouveau leurs vieilles et inébranlables revendications, les barons des mines appelèrent les syndicats à la table des négociations et le conflit, ouvert le 18 octobre, fut conclu le 14 novembre par un accord qui reconnaissait, à partir du 18 novembre, la journée de huit heures, temps de descente et de remontée du puits compris. Quelques jours plus tard, d'autres grèves permirent d'obtenir que la réduction du temps de travail pour les ouvriers opérant en surface, prévue au 1^{er} janvier, soit avancée au 1^{er} décembre. Les salaires restèrent

bloqués, mais les majorations pour heures supplémentaires furent augmentées. Les organisations syndicales de mineurs proclamèrent que l'accord était « un grand pas en avant sur le terrain politique et social », bien que le *Kohlensyndikat** ait immédiatement trouvé un moyen de compenser cette perte de profits en augmentant le prix du charbon de 25,8 à 28,35 marks la tonne et celui du coke de 30 à 40,2 marks. Le prix des combustibles et des denrées alimentaires continuait à monter de façon vertigineuse, et les salaires réels des mineurs à baisser. Le 16 décembre 1919, face à la commission d'enquête de l'assemblée régionale prussienne, le député social-démocrate Heinrich Limbertz décrivit la situation en ces termes :

« C'est vrai, à cette occasion, les mineurs ont vivement protesté. Nous avons pu vérifier que l'éventail des salaires allait de dix à treize marks [par jour], un niveau insuffisant. C'était un salaire inadapté, en comparaison notamment de ceux du secteur des chemins de fer, qui avaient bénéficié d'une forte augmentation ; les cheminots gagnaient plus que les mineurs**. Il était évident que cela créerait des tensions. Cela vaut également pour la réduction du temps de travail. Quand certaines administrations de mines du district de Hamborn ont fait la bêtise de concéder une augmentation, la situation est devenue plus critique***. »

Les travailleurs revendiquaient des journées de travail de sept heures et demie, sept et six heures, le paiement des six journées confisquées à la suite de la grève de 1912, des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail. L'aversion ancienne envers les syndicats jaunes, les protégés des « rois » de la Ruhr, se manifesta à travers la demande d'exclusion des négociations des ouvriers inscrits aux syndicats patronaux. On revendiqua la parité salariale pour les *Fürsorgezöglinge***** et les travailleurs forcés russes, l'amélioration de la nourriture des prisonniers de guerre, le droit pour les jeunes de moins de seize ans de choisir le travail en surface.

Avec l'extension des grèves, les revendications avancées dans les différentes mines tendirent elles aussi à s'uniformiser. Les syndicats s'opposaient aux « grèves sauvages », rappelant aux ouvriers les « conquêtes » du 14 novembre, réclamant le « respect du contrat » et présentant les

* Le Cartel du charbon de Rhénanie-Westphalie (*Rheinisch-Westfälisches Kohlensyndikat*) avait été constitué en 1893 par les entreprises minières privées de la Ruhr ; en 1912, les mines propriété d'État y avaient aussi adhéré ; en 1915, il contrôlait plus de 90 % de la production de la Ruhr. [NdlR]

** Entre 1917 et 1918, les cheminots avaient obtenu une augmentation de leur salaire hebdomadaire de 56 à 90 marks, et les mineurs de 64 à 81 marks. [NdlR]

*** Le rapport de Heinrich Limbertz présentait la situation de manière trop positive ; en surface, les salaires de 8,5 marks [par jour] pour la main-d'œuvre qualifiée et de 6,5 marks pour les travailleurs adultes non qualifiés n'étaient pas rares.

**** On appelait ainsi les jeunes indigents assistés par l'État ou par des structures privées ; évidemment on les envoyait travailler aussi dans les mines. [NdlR]

revendications comme « insoutenables ». Mais ils ne pouvaient pas en diguer le processus de radicalisation des luttes. Les masses contestaient toujours plus sévèrement les syndicats, ceux d'obédience chrétienne au départ, puis le « vicieux syndicat ». La faim également gagnait du terrain, les rations de guerre, pourtant misérables, n'étant plus distribuées ; pourtant, comme durant la guerre, les surveillants étaient bien ravitaillés. La rancœur longtemps accumulée contre les accapareurs déboucha sur une demande de destitution de certains cadres d'entreprise, qui furent chassés par la force ; parallèlement, les logements de certains directeurs furent perquisitionnés : on y trouva de grandes quantités de denrées alimentaires, qui furent immédiatement distribuées.

Le *Kohlensyndikat* dénonça l'expansion de l'anarchie dans la Ruhr et les dirigeants syndicaux furent eux aussi d'accord pour dire qu'il fallait organiser « une protection efficace des mines », comme le déclara Otto Hué face aux Hugenberg et aux Thyssen durant les négociations visant à mettre fin aux grèves des mines de Hamborn*.

Il manquait une direction unitaire au mouvement des mineurs et ceux-ci cherchaient à combler cette lacune par des initiatives spontanées. Les ouvriers en grève se rendaient aux mines voisines, souvent avec leur fanfare, pour convaincre leurs camarades de se mettre en lutte, s'affrontant avec les gardiens, avec les briseurs de grève, avec les milices patronales et même avec les milices de sécurité des conseils d'ouvriers et de soldats. C'est ainsi que le mécontentement allait grandissant, y compris à l'encontre de ces conseils qui, constitués durant le soulèvement de novembre sans aucune consultation ouvrière, étaient dominés par les sociaux-démocrates majoritaires ; ceux-ci utilisaient tous les moyens pour exclure les délégués ouvriers qui se radicalisaient rapidement. Dans de nombreuses localités, les milices de sécurité des conseils, prudemment épurées des éléments révolutionnaires, devinrent les instruments bornés des chefs syndicaux sociaux-démocrates et chrétiens, qui s'en servaient pour protéger les briseurs de grève et intervenir contre les manifestants.

Le 17 décembre, la milice de sécurité du conseil de Gladbach barra la route à une manifestation, ce qui fit trois morts et quatre blessés ; le 11 janvier, elle contraignit un groupe d'ouvriers révolutionnaires à évacuer un immeuble gouvernemental qu'il avait occupé la veille ; le 13, elle fit feu contre une autre manifestation, tuant deux ouvriers et en

* Les négociations entre le *Kohlensyndikat* et les chefs syndicaux se tinrent le 27 décembre 1918 à Fissen. Otto Hué proposa, étant donné la situation d'urgence, de concéder aux grévistes un versement unique de cent à cent cinquante marks en échange de la reprise immédiate du travail et du respect de la journée de huit heures négociée le 14 novembre. Des négociations ultérieures avec Johann Giesberts et Heinrich Ströbel, le 28 décembre, permirent aux ouvriers mariés d'obtenir deux cents marks et cinquante marks supplémentaires par enfant ; les célibataires eurent droit à cent marks. Il s'agissait de l'augmentation évoquée devant la commission d'enquête par Limbertz, selon lequel les mines qui l'avaient concédée avaient commis une véritable bêtise.

blessant cinq autres. Finalement, deux jours plus tard, le conseil céda face à la pression des ouvriers, cooptant trois délégués communistes ; immédiatement – selon un rapport officiel – « l'atmosphère se fit partout plus détendue ». À Oberhausen, la social-démocratie avait « formé un conseil ouvrier », auquel elle appelait « aussi les représentants des professions et des partis bourgeois à prendre part avec droit de vote ». Une idylle révolutionnaire à laquelle mit fin, le 3 janvier, l'entrée des indépendants et des communistes dans le conseil, après que la milice de sécurité se fut elle aussi radicalisée. La même chose se produisit dans les conseils de Hamborn, de Duisbourg, d'Ickern, d'Hervest-Dorsten et d'autres localités, alors que dans les communes plus isolées les conseils de novembre réussirent à conserver plus longtemps leur matrice originelle. Le 10 janvier, les ouvriers contraignirent le conseil de Buer à la démission. Un membre du conseil démissionnaire, un certain Solbach, prit l'initiative – de concert avec le conseil de soldats du district de Recklinghausen – d'appeler les troupes de l'aéroport de Wanne en renfort. Celles-ci entrèrent en ville le 14 et, sans aucun préavis, ouvrirent le feu contre la mairie sans défense, tuant cinq de ses occupants – parmi lesquels Solbach lui-même, surpris par l'attaque – et en blessant trois autres.

Le conseil central de Berlin n'avait certes rien fait pour que la composition des conseils de novembre reflète la volonté des masses ouvrières, mais le 14 janvier il dut ordonner la tenue de nouvelles élections à la proportionnelle pour les conseils de Duisbourg, de Mülheim, de Hamborn, d'Oberhausen et de Nelsum ; le contrôle du SPD fut ainsi mis en échec.

Dans la Ruhr, on pouvait pourtant déjà saisir les premiers symptômes des futurs événements tragiques de février. Le conseil général de soldats du VII^e corps d'armée de Münster avait interdit la formation de *Freikorps* et avait pris des dispositions à cet égard. Le 8 janvier, on apprit que le *Freikorps* Lichtschlag, dont les quartiers étaient proches de Hagen, dans la région de Dahl, avait été mis en état d'alerte. Le conseil de Hagen envoya des négociateurs, qui furent blessés et arrêtés en cours de route. Le matin du 9, le *Freikorps* marcha sur la ville. Le conseil d'ouvriers et de soldats fit bloquer les voies d'accès et envoya contre les assaillants des soldats qui, sans même recourir aux armes, firent prisonniers seize hommes de l'avant-garde et quatre officiers à cheval. Les ouvriers des usines, alertés par les sirènes, prirent eux aussi part à l'affrontement qui s'en suivit. Lichtschlag perdit deux hommes, dix prisonniers et un véhicule de matériel, et fut contraint de battre en retraite ; parmi les ouvriers de Hagen il y eut cinq morts.

Cet épisode, et d'autres similaires, ouvrirent les yeux aux ouvriers de la Ruhr sur la réalité de la situation et des rapports politiques. Tant que la lutte se cantonnerait à des mines isolées, on n'obtiendrait rien. Le premier congrès des conseils avait demandé « des mesures immédiates de socialisation, en particulier dans le secteur minier ». Les mineurs prirent

cette délibération au mot, encouragés en cela par Haase et Emil Barth qui promettaient aux délégations envoyées à Berlin un déclenchement rapide du processus de socialisation. Mais les mineurs commencèrent à soupçonner que la socialisation promise était une chimère et, alors qu'augmentaient le nombre et l'intensité des grèves visant cet objectif, la colère à l'encontre du gouvernement Ebert-Scheidemann crût elle aussi, vu que, par ses paroles comme par ses actes, ce gouvernement montrait qu'il était un ennemi de la classe ouvrière.

Le coût des concessions que les propriétaires des mines avaient été contraints de faire fut répercuté sur les prix. À partir du 1^{er} janvier 1919, le *Koblensyndikat* augmenta le prix de la tonne de charbon de 28,35 à 42,9 marks et celui de la tonne de coke de 40,2 à 61,9 marks. La population en appela aux conseils. L'administration communale de Barmen, par exemple, demanda au conseil d'ouvriers et de soldats de la ville d'appeler celui d'Essen à « tenir un langage clair aux barons des mines ». En juillet 1914, le charbon coûtait 12,5 marks, le coke 19. « Ces messieurs ont suffisamment gagné, nous ne pouvons pas tolérer qu'ils continuent à s'enrichir aux dépens du peuple. » Le fait que les seigneurs du charbon puissent librement compenser toute concession faite aux mineurs en augmentant les prix sans que le « gouvernement révolutionnaire » de Berlin ne s'y oppose accéléra le processus de politisation des luttes des mineurs. Selon le syndicat des mineurs, le nombre des travailleurs qui participaient aux grèves de décembre 1918 était de 25 901 le 14, de 20 480 le 16 et de 28 144 le jour suivant. En janvier, le nombre des grévistes oscilla entre quelques centaines certains jours et 82 000 le 11. Limbertz n'était pas le seul à craindre que cette situation ne crée des tensions. Les calomnies de ceux qui soutenaient que seule la terreur exercée par une petite minorité contraignait la majorité des mineurs à faire grève furent démenties par les faits.

Le 10 janvier 1919, le conseil d'ouvriers et de soldats d'Essen, constitué de sociaux-démocrates majoritaires, d'indépendants et de communistes, décida à l'unanimité d'occuper l'immeuble du *Koblensyndikat* et de l'Union minière et d'y installer une commission de contrôle. Dans l'*Essener Arbeiterzeitung* du 11 janvier, on peut lire ceci :

« Le conseil d'ouvriers et de soldats considère cette mesure [l'installation d'une commission de contrôle] comme une prémisses indispensable à la socialisation des mines. Il estime devoir prendre immédiatement le contrôle de l'industrie minière pour tranquilliser les mineurs, parce qu'il ne peut plus espérer rétablir l'ordre dans le district industriel tant que les organes des travailleurs ne seront pas en mesure de faire toute la clarté sur l'état effectif de l'industrie. »

Le conseil désigna une commission paritaire dirigée par le juge provincial Ruben, nommé commissaire du peuple et chargé de jeter les bases de la socialisation du secteur minier. Le 13 janvier, une conférence des conseils d'ouvriers et de soldats du bassin de Rhénanie-Westphalie, réunie à Essen, ratifia la nomination de Ruben, qui déclara :

« Il a fallu intervenir concrètement pour faire comprendre à quel point nous sommes déterminés et pour lancer un processus irréversible. C'est pourquoi les sièges du *Kohlensyndikat* et de l'Union minière ont été occupés. [...] Le bourgmestre Luther a approuvé sans conditions notre programme ; son approbation nous permet de nous engager sur la voie d'une socialisation pacifique. [...] Au cours des derniers jours, j'ai pu constater que même dans les milieux non socialistes, parmi les personnes qui occupent des postes à responsabilités, la conviction prévaut que c'est là la seule voie praticable pour remettre de l'ordre dans la vie économique. C'est avec une grande satisfaction que je peux affirmer avoir rencontré dans ces milieux plus de compréhension encore que ce à quoi je m'attendais. [...] Notre désir le plus profond est que les entrepreneurs se convainquent de la nécessité de notre organisation. »

C'est le commissaire du peuple pour la socialisation qui s'exprimait ainsi. Peut-être le magistrat « socialisateur » ignorait-il le contexte politique et était-il sincère dans sa naïveté, mais il est certain qu'à la conférence, Hué et Limbertz (SPD), Giesberts et Vogelsang (Centre catholique) ont joué la comédie. Citons, sur la base du procès-verbal, une déclaration de Hué, petit-bourgeois accompli :

« Si on me demandait d'exprimer ce que je pense de la socialisation de l'industrie minière, je répondrais : j'y suis favorable de tout cœur ! Parce que cela satisfait notre plus ancienne et ardente aspiration. Croyez-moi, parmi les mineurs socialistes, il n'y en a pas un qui ne dise : la socialisation du secteur minier doit se faire le plus rapidement possible. [...] Je ne crois absolument pas que l'occupation des sièges patronaux ait été une erreur, si l'objectif était de tranquilliser les mineurs. »

Hué déclara encore que la commission pour la socialisation du ministère du Commerce à Berlin, dont lui-même faisait partie, était elle aussi convaincue de l'opportunité de socialiser les mines et les établissements sidérurgiques ; il ajouta que les membres de la commission avaient sincèrement l'intention d'œuvrer dans cette direction, mais ils considéraient que le moment n'était pas opportun en raison des désordres en cours à Berlin.

Une délégation de mineurs provenant de presque tous les puits d'Essen et de la région manifesta à l'intérieur comme à l'extérieur de la salle où se tenait la conférence, réclamant la socialisation immédiate et intégrale, qu'ils considéraient avoir conquise par leurs grèves. Les délégués demandèrent aux dirigeants du syndicat des mineurs d'aller jusqu'au bout, s'ils ne voulaient pas perdre le peu de confiance dont ils jouissaient encore parmi les membres. Ils se dirent disposés à apporter leur appui pour faire reprendre le travail le 14 janvier, mais si d'autres obstacles surgissaient sur la voie de la socialisation, l'action redémarrerait et le travail serait suspendu jusqu'à ce qu'elle soit pleinement mise en œuvre. Dans le procès-verbal de la conférence on peut lire ceci :

« La requête fut approuvée à l'unanimité. [...] Tous les partis et organisations, y compris les syndicats chrétiens représentés par Vogelsang pour Essen et par le secrétaire d'État Giesberts, y ont pleinement souscrit. Giesberts est favorable sans aucune réserve à la socialisation du secteur minier. »

« Il a donc été décidé de fonder la socialisation sur le **système des conseils**. Il n'y a pas à s'effrayer de ce terme, à penser au bolchevisme ou à d'autres choses terribles. Les décisions prises ne représentent que la réalisation de ce que les mineurs revendiquent depuis des décennies pour leurs camarades travaillant aux puits. Que leur représentation soit appelée comité ou conseil, c'est la même chose. Dans chaque bassin minier il faudra élire un homme de confiance de la classe ouvrière, qui aura pour tâche d'intervenir sur toutes les questions concernant le district, notamment les contrats pour le travail à la pièce et les règlements touchant à la sûreté des travailleurs. Tous les hommes de confiance du district d'un complexe minier élisent un conseil, chargé de régler, avec la direction de l'entreprise, toutes les affaires du complexe. Le conseil de mine est constitué d'un responsable technique, d'un commercial et de trois subordonnés. Dans chaque district minier on élit un conseil de district. Les vingt conseillers de district du bassin carbonifère élisent le conseil central des mines, qui contrôle l'activité des commissaires du peuple et de leurs assistants. Ce mode de constitution de délégations ouvrières assure à la classe ouvrière la gestion des problèmes majeurs et mineurs. »

Résolution de la conférence, tenue le 13 janvier 1919 à Essen, des conseils d'ouvriers et de soldats du bassin de la Ruhr.

Cf. G. A. Ritter et S. Miller, *op. cit.* [NDR]

Hammer, du KPD, proposa un système de représentation ouvrière basé sur les conseils ; celui-ci prévoyait l'élection de conseils de puits auxquels revenait la tâche de contrôler les conditions de travail et le respect des normes de sécurité ; tous les délégués d'une mine devaient ensuite élire un conseil de mine, où seraient également représentés les techniciens et les employés administratifs, qui aurait pour tâche de résoudre les questions concernant la mine elle-même ; les conseils de mine éliraient à leur tour un conseil de district pour chacun des vingt districts miniers de la Ruhr et, enfin, les vingt conseils de district éliraient un conseil central des mines qui contrôlerait l'activité de Ruben et de ses neuf assistants (la commission des neuf). En faisaient partie, outre Ruben, commissaire du peuple, Benz (Hörne, SPD), Stein (Bottrop, SPD), [August] Schmidt (Essen, SPD), Schlierstädt (Remscheid, USPD), Will (Mülheim, USPD), [Karl] Wagner (Gelsenkirchen, USPD), Völcker (Mülheim, KPD), Heiling (Herne, KPD), Graul (Essen, KPD).

Cette commission des neuf devait préparer la socialisation du secteur minier de Rhénanie-Westphalie, en transférant la propriété des richesses minières et des installations d'extraction à la collectivité, alors que l'administration de chacune des mines serait confiée aux ouvriers et aux employés. La commission devait en outre assister les conseils de puits et les conseils de mine dans l'accomplissement de leurs tâches, organiser la propagande et l'agitation, établir des contacts avec d'autres régions minières et procurer tout le matériel nécessaire à ces activités.

Adhérent à un appel souscrit par tous les partis, les ouvriers retournèrent dans les mines. Voici un extrait de l'appel signé par Limbertz (SPD), Baade (USPD) et [Arthur] König (KPD) :

« La conférence des conseils du bassin charbonnier de la Ruhr, réunie à Essen le 13 janvier avec la participation des représentants de toutes les organisations syndicales des mineurs, a décidé de l'immédiate socialisation des mines de charbon. Ces quelques paroles contiennent un événement d'une extraordinaire importance : la révolution est passée du terrain politique au terrain économique et social. Socialisation est un terme dont la signification n'est pas comprise de tous. Socialiser signifie mettre fin à l'exploitation des ouvriers par les entrepreneurs, signifie soustraire les grandes entreprises aux capitalistes et les transformer en propriété du peuple. Personne ne doit pouvoir s'enrichir sans fatigue en exploitant le travail d'autrui, tous les travailleurs ont droit au fruit de leur propre travail. Il faut commencer par les mines, par les richesses du sous-sol, qui, plus que toute autre chose, appartiennent de droit à tout le peuple et non à quelques privilégiés. »

Les ouvriers ne relevèrent pas les contradictions contenues dans l'appel. Ils ne se rendirent pas compte que toutes ces phrases ambiguës couvraient la volonté du Parti social-démocrate majoritaire de sauver l'ordre bourgeois en trompant les ouvriers. La socialisation que voulaient les ouvriers devait être nécessairement précédée par la conquête du pouvoir, alors que, pour la social-démocratie majoritaire, la « révolution économique » était simplement le contrôle de l'économie de la part de l'État bourgeois et la « cogestion »*. Parmi les mineurs, seule une minorité, influencée par les communistes, jugeait sur les faits et non sur les paroles et donc se méfiait de Limbertz et consorts ; la majorité, au contraire, croyait vraiment que ces déclarations signifiaient la fin des rapports d'exploitation et la remise des usines aux travailleurs. Et, puisque c'était ce qu'ils voulaient, ils y croyaient.

Le juge Ruben déclara par la suite à la commission d'enquête prussienne : « Je visais essentiellement à garantir les élections et en cela j'ai réussi. [...] En deux jours, nous avons étouffé la grève qui était en train de devenir une espèce de psychose collective. » Le 19 janvier, les élections à l'Assemblée nationale constituante eurent lieu.

Le 20 janvier, une conférence des conseils et des représentants syndicaux se réunissait pour faire le point sur les négociations avec le gouvernement. Hué, du syndicat des mineurs, Röhrig, du conseil des mineurs, et le directeur général Vögler avaient été nommés commissaires du Reich. Durant les négociations, Stinnes avait insolemment stigmatisé la « paresse » des ouvriers et le gouvernement avait fait passer pour une mesure de « socialisation » la loi sur les chambres du travail et refusé les conseils de mine, s'en remettant au décret du 23 décembre 1918 pour l'élection des commissions ouvrières. Pourtant, dans le même temps, les élections aux conseils de puits et de mine, où les techniciens et les employés administratifs devaient être représentés, avaient commencé. Les travailleurs accordaient une grande importance à ces organes communs d'ouvriers et d'employés, notamment en raison du

* La section d'Essen du KPD, après d'âpres discussions, retira sa signature de l'appel.

rôle d'intermédiaire entre propriété et mineurs que les délégués étaient censés jouer et du rôle des employés dans la socialisation. De ce fait, le nombre de grèves portant sur les salaires et la durée de la journée de travail diminua, et l'élection des conseils passa au premier plan. Les barons de l'industrie charbonnière cherchèrent par tous les moyens à s'opposer aux élections et firent pression sur les employés pour qu'ils n'entrent pas dans les conseils.

Le déroulement de la conférence montra que la préoccupation majeure de Limbertz, de Hué, de Giesberts, de Fritz Husemann et de Hermann Sachse était que les mineurs se tiennent tranquilles : ils ne soufflèrent mot des concentrations de troupes alors en cours, pour ne pas alarmer les usines et les mines, mais s'étendirent sur le fait que le gouvernement était tout disposé à mener à terme la socialisation : « Le gouvernement estime que les grandes industries doivent être socialisées et considère que l'industrie minière est particulièrement mûre pour la socialisation. [...] Les ouvriers doivent se convaincre qu'ils ne travailleront plus pour les capitalistes, mais pour la collectivité, c'est-à-dire pour eux-mêmes. » Les interventions de nombreux autres délégués furent d'une autre teneur. « J'ai expliqué à ces messieurs de Berlin que s'ils ne s'occupent pas immédiatement de la socialisation, nous y penserons nous-mêmes, passant outre l'autorité du gouvernement » (Karl Wagner, de Gelsenkirchen). « Nous ne voulons pas faire boire une tisane aux ouvriers, mais réaliser le socialisme... Je suis convaincu que le gouvernement est devenu une marionnette aux mains des cercles militaires » (Baade, d'Essen). Plus dures encore furent les interventions de Schmidtchen de Düsseldorf, d'Arthur Hammer d'Essen, de Theodor Will de Mülheim et d'Otto Brass de Remscheid. En conclusion, la résolution suivante fut adoptée :

« La conférence confirme la résolution sur la socialisation du 13 janvier 1919. La commission des neuf reste en fonction. Les commissaires délégués du gouvernement doivent œuvrer d'un commun accord avec la commission. Les commissaires du Reich et la commission des neuf constituent la structure opérationnelle centrale pour la mise en œuvre de la socialisation. Cette structure centrale doit déléguer immédiatement des sous-commissions pour le contrôle des mines et des sociétés qui assurent la commercialisation des produits miniers. Même chose pour la réglementation des tarifs. Il faut se prévaloir de la collaboration de techniciens spécialisés. Comme conseiller adjoint en matière juridique, nous proposons pour la sous-commission du secteur du charbon le juge provincial Ruben, d'Essen. Le système de représentation des conseils décidé le 13 janvier reste inchangé. Les élections se tiendront d'ici au 1^{er} février 1919. Les conseils engageront toutes leurs forces contre toute force opposée aux élections et à la socialisation. Les trois partis socialistes estiment tous pouvoir collaborer sur la base du programme indiqué dans la résolution. Les conseils s'engagent à rétablir l'ordre à condition que la socialisation soit mise en œuvre et que les troupes n'interviennent pas pour y faire obstacle. Nous demandons au gouvernement de pourvoir au paiement des journées de travail perdues durant les grèves. »

L'opposition des entrepreneurs se faisait de jour en jour plus ferme. La commission eut essentiellement à traiter des différends en matière d'élection des conseils et de revendications salariales. Le syndicat lui avait délégué la tâche de résoudre les litiges salariaux. Dans certaines mines, là où les administrateurs n'avaient pas réussi à éviter l'élection de conseils, la production augmenta remarquablement par rapport aux mois précédents, même là où les dirigeants avaient été éloignés ou étaient absents. Mais le sabotage augmentait. Les dirigeants des chemins de fer invoquèrent une pénurie de moyens de transport causée par l'obligation de fournitures imposée par l'Entente. Les puits furent donc fermés et les mineurs renvoyés chez eux. Évidemment, les bureaucrates des chemins de fer et les patrons des mines étaient de mêche. L'insuffisance des livraisons de bois pour les puits et d'autres matériaux donnait lieu à des protestations croissantes. Pour que la commission des neuf se rende compte de son impuissance face aux sabotages croissants des barons du charbon, Ernst Mehlich* la chargea d'obtenir du fournisseur, la firme Harpener Bergbau, que soient livrés du bois, des explosifs, du pétrole et autres matériaux nécessaires au fonctionnement des mines Victoria-Lünen et Scharnhorst, qui étaient gérées par le conseil de mine avec les employés. Là comme dans d'autres lieux, les directions ne payaient plus les salaires aux employés, conditionnant leur versement à l'abandon de la collaboration avec le conseil de mine.

Les conseils laissèrent les choses suivre leur cours, n'intervenant que là où il était nécessaire de ramener l'ordre et le calme. Les syndicats et les entrepreneurs lancèrent des élections de commissions d'ouvriers et d'employés concurrentes des conseils de mine, ce qui créa une énorme confusion. Hué faisait pression pour que la commission des neuf jette « les bases légales de la socialisation », insistant pour qu'elle tranche entre deux options : l'expropriation ou la limitation des droits de propriété et de gestion. Enfin, le 22 janvier, deux jours après la décision unanime qui l'avait confirmée dans ses fonctions, la commission des neuf renonça à tenter de contrôler le *Kohlensyndikat* et évacua les locaux qu'elle avait occupés au palais de l'Union minière d'Essen.

Bien que tous les moyens aient été mis en œuvre pour venir à bout de l'opposition aux projets gouvernementaux, la conférence des conseils du 6 février ne prit pas la tournure espérée. Lors des précédents rounds de négociation, le gouvernement avait recommandé à l'Union minière d'accepter « pour le moment » que les élections des conseils aient lieu selon le modèle d'Essen, étant donné que la loi imposait de nouvelles élections. Mais ç'avait été la seule concession notable. Les conseils de mine ne furent pas reconnus et la division entre cadres, employés et ouvriers fut maintenue. La commission des neuf resta temporairement en vie pour être par la suite intégrée à la chambre du travail. La revendication

* Il était le président du conseil d'ouvriers et de soldats de Dortmund, du SPD, et se fit par la suite un nom en tant que conciliateur.

du paiement des journées non travaillées pour cause de grève fut catégoriquement repoussée. La conférence, à laquelle participaient Fred Oelsner et Rausch en tant que représentants des mineurs de l'Allemagne centrale, nomma Julius Karski (Marchlewski) conseiller adjoint de la commission des neuf* pour l'économie et la presse, et prit à l'unanimité la résolution suivante :

« La conférence des conseils du bassin industriel de Rhénanie-Westphalie a décidé de demander au gouvernement de reconnaître, d'ici au 15 février 1919, la commission des neuf, avec tous les droits qui lui sont attribués par la conférence elle-même, et de lui conférer les pleins pouvoirs. Dans le cas contraire, les ouvriers seront contraints de lancer la grève générale.

La conférence s'insurge contre la concentration de troupes dans la région industrielle. Elle considère qu'il s'agit d'une menace à l'ordre et à la sécurité publique. »

Les concessions partielles du gouvernement, qui s'était entre-temps transféré à Weimar pour échapper au prolétariat de Berlin, servaient uniquement à gagner du temps pour faire venir dans la Ruhr des unités militaires. Dans la nuit du 7 février, le capitaine Pfeffer lança ses troupes à l'assaut d'un bataillon de *Landsturm* du camp de Sennestadt ; les soldats furent enfermés entièrement nus dans un baraquement, après avoir été fouettés et frappés à coups de crosse de fusil. Puis Pfeffer fit une razzia sur toutes les denrées alimentaires qu'il trouva dans le camp, et même sur les plus misérables uniformes. Le 7 février, le conseil de soldats du VII^e corps d'armée de Münster décida de repousser le décret sur l'autorité de commandement et de ne reconnaître que les sept points de Hambourg. Le 10, le général Watter entra dans Münster, fit désarmer les équipes de sécurité, dissoudre le conseil de soldats et arrêter ses membres. L'arrestation fut ensuite annulée par le gouvernement de Weimar, mais les normes pour l'élection d'un nouveau conseil furent dictées par le général Watter.

Le 14 février, une nouvelle conférence des conseils d'ouvriers et de soldats se réunit à Essen, où toute la discussion fut monopolisée par l'initiative du général Watter. Il était désormais clair qu'il était en train de préparer une campagne militaire contre la Ruhr. Les délégués étaient exaspérés et réclamaient des mesures contre Watter, menaçant de déclencher la grève générale si les troupes n'étaient pas retirées. Mais Limbertz

* Heinrich Limbertz, dont l'amour de la vérité est connu de tous, déclara à la commission d'enquête prussienne que Julius Karski, « sur la base d'une décision du conseil d'ouvriers et de soldats d'Essen adoptée au cours d'une séance où n'étaient présents qu'un ou deux socialistes majoritaires, fut nommé consultant économique de la commission des neuf. [...] Nous n'avons pu nous y opposer ». En réalité, la conférence du 6 février voulait choisir un économiste expert et un révolutionnaire pour la commission des neuf et, comme beaucoup ne voulaient plus entendre parler de Ruben, elle refusa de nommer le juge provincial, désormais discrédité, et élut à sa place Karski. Limbertz et consorts, non seulement ne s'opposèrent pas au vote, mais Otto Hué s'adressa à Karski en l'appelant « mon cher ami ».

et consorts réussirent à faire passer leur proposition d'envoyer une délégation à Weimar pour négocier. Ainsi, le gouvernement gagnait encore du temps. Dans les mines, le conflit autour de la reconnaissance des élections des conseils se faisait toujours plus âpre. Dans les villes, la pénurie de nourriture, de patates en particulier, devenait toujours plus grave. Alors que la clique des gazetiers était engagée dans une honteuse campagne de calomnies à l'encontre des mineurs, les administrateurs des mines refusaient de stocker le charbon que la pénurie de moyens de transport empêchait de transporter, et supprimaient quelques journées de travail. L'avancée des troupes fit comprendre aux mineurs que le gouvernement n'était pas disposé à céder. On revint à Weimar pour négocier — les représentants de l'Allemagne centrale s'y rendirent aussi —, sans rien obtenir d'autre que l'autorisation faite (et encore sous réserve) aux comités d'ouvriers et d'employés de chaque entreprise de nommer un conseil d'usine.

C'est dans cette atmosphère de grande tension que parvint la nouvelle de l'attaque menée par le général Watter contre Hervest-Dorsten. Le 10 février, Kohlmann, le chef de la clique réactionnaire locale, avait été tué. L'assassin — qui finit ensuite dans un asile d'aliénés — avait été secondé par un garçon d'à peine dix-huit ans ; aucun des deux n'avait joué grand rôle dans le mouvement ouvrier local. Mais pour Watter, qui de Münster où il se trouvait, devait tout d'abord « pacifier » Hervest-Dorsten pour passer dans la Ruhr, l'assassinat de Kohlmann arriva à point nommé. À Hervest-Dorsten, le SPD, dont personne au début ne contestait la domination sur le conseil d'ouvriers et de soldats, avait dû accepter une représentation paritaire. Le président du conseil d'ouvriers et de soldats était le communiste Fest, un homme énergique que la bourgeoisie craignait. On tenta de lui attribuer la responsabilité de la mort de Kohlmann. Fest alla jusqu'à consentir d'abandonner ses fonctions le temps que l'affaire soit éclaircie, mais les représentants des ouvriers organisés syndicalement refusèrent sa démission.

Le 15 février, après de violents affrontements où intervint même l'artillerie, le *Freikorps* Lichtschlag entra victorieusement dans Hervest-Dorsten, malgré la participation des ouvriers des villes voisines à sa défense. On procéda à des arrestations massives. Les soldats interpellaient les enfants dans la rue et, s'ils ne pouvaient indiquer les cachettes des communistes, les malmenaient brutalement. Fest fut arrêté. On lui fracassa le crâne à coups de crosse puis on lui tira dessus. Sa femme, qui réclamait le corps de son mari, fut fouettée jusqu'au sang. Les prisonniers furent mis au pilori et exécutés. L'ouvrier Zdunek fut tué en prison et son cadavre entièrement dépouillé. On compta trente-huit morts parmi les ouvriers (vingt selon d'autres sources), deux seulement du côté du Lichtschlag.

Le dimanche 16 février, une conférence réunie en toute hâte à Mülheim répondit à cette agression en proclamant la grève générale. Il était clair que tous les chefs du SPD et des syndicats n'avaient accepté les décisions de la conférence des conseils d'ouvriers et de soldats que dans

le but de permettre au gouvernement de gagner du temps. Malgré cela, ils poursuivirent leur double jeu : à travers la presse et des milliers de tracts, ils tentèrent de faire échec à la grève générale. Dans un tract du conseil d'ouvriers et de soldats de Dortmund, signé par Mehlich et Schröder, on pouvait lire ceci :

« Qui est-ce qui veut faire échouer la socialisation des mines en recourant à la force des armes ? Le gouvernement ? En ce moment précis, les journaux annoncent que le gouvernement a reconnu la commission des neuf. Ce serait nous peut-être, nous qui avons soutenu cette revendication pendant des décennies ? N'est-ce pas plutôt ceux qui nous accusent aujourd'hui et qui, hier, "socialisaient" dans les Unions jaunes au service des entreprises ? Aucun social-démocrate n'offrira son aide à la lutte contre la socialisation. »

Les chefs des syndicats demandèrent au gouvernement d'adopter toutes « les mesures nécessaires ». Le mardi 18 février, les conseils d'ouvriers et de soldats devaient se réunir à Essen pour discuter des résultats des dernières négociations à Weimar et pour décider de l'échéance de l'ultimatum à adresser au gouvernement. Le lundi, Limbertz réussit à faire partir de Bochum et de Dortmund une forte délégation pour s'assurer une solide majorité ou pour contraindre la conférence à se dissoudre. Le jour suivant, alors que la conférence allait commencer et avant qu'on aborde l'ordre du jour, Limbertz lut une déclaration « contre les décisions dangereuses » de la conférence de Mülheim et demanda aux conseils « d'intervenir par tous les moyens pour battre les bandes armées qui, de leur propre initiative, pour faire valoir les décisions de Mülheim, contraignaient les ouvriers à faire grève ». Dans le dédain général, Limbertz demanda que l'on vote sur sa motion. Un représentant de Mülheim prit alors la parole : « Les camarades qui se rendent armés aux piquets de grève sont dans leur plein droit, car des escadres de policiers armés sont toujours en embuscade pour les attaquer dans le dos. »

Limbertz et consorts, qui n'avaient aucun intérêt à ouvrir un débat, faisaient pression pour que l'on vote immédiatement. Mais lorsque la commission de vérification des pouvoirs — constituée à la suite d'obscurcs manœuvres autour des mandats — décida que l'on ne pouvait procéder au vote avant la vérification des mandats, la majeure partie des sociaux-démocrates abandonnèrent la conférence.

Quelqu'un télégraphia à Weimar pour annoncer que les sociaux-démocrates majoritaires avaient au contraire été expulsés de la conférence. On découvrit lors de la vérification des mandats que certaines localités dont on n'attendait qu'un seul représentant en avaient envoyé trois ou quatre et que, dans d'autres cas, on avait multiplié les mandats. Lorsque Limbertz sortit, les communistes durent le protéger de la colère des mineurs regroupés devant l'immeuble. À propos des négociations avec le gouvernement, la délégation des mineurs ne put que déclarer qu'elles n'avaient donné aucun résultat, et que les délégués avaient été traités par Noske et son assistant von Gilsa « comme des chiens ». Dans son intervention, un délégué social-démocrate d'Hervest-Dorsten, un

certain Witte, décrivit minutieusement à l'assemblée effrayée les atrocités dont il avait été témoin dans sa ville :

« Sur la place du marché, les spartakistes faits prisonniers ont été frappés à coups de crosse de fusil par les soldats gouvernementaux. Et c'est un militant du SPD qui vous le dit ! Le camarade Fest, totalement sans défense, a été violemment malmené lors de son transfert à la mairie. Le camarade Fest était mon adversaire politique, mais je peux vous jurer qu'il s'est toujours comporté honorablement et pacifiquement. [...] Nous avons appris qu'il est mort hier à l'hôpital. Un des interpellés, un certain Zdunek, a été tué – c'est ce qu'ils ont dit – alors qu'il tentait de s'échapper. Il était à terre, mort, et les soldats ont eu le courage de lui prendre son paquet de cigarettes dans les poches et d'en fumer une. (Exclamations : "Hyènes ! Détrouseurs de cadavres !") Des ouvriers désarmés et des femmes ont été tués aussi. [...] Nous continuerons la grève générale jusqu'à ce que les soldats gouvernementaux abandonnent Hervest-Dorsten. »

On vota à l'unanimité une résolution dans laquelle la conférence prenait acte du fait que le gouvernement était disposé à reconnaître aux conseils de mine un rôle sur la question des salaires, sur la gestion des journées de travail, sur l'extraction et l'expédition, mais pas sur les coûts de production et les rapports financiers des mines ; la résolution constatait que le gouvernement refusait la formation d'un conseil central des mines et qu'il entendait dissoudre la commission des neuf sitôt les chambres du travail constituées. En substance, le gouvernement ne voulait pas la socialisation. Sur la poursuite de la grève générale on vota par appel nominal, afin de faire échec aux manœuvres des sociaux-démocrates majoritaires sur les mandats. Cent soixante-dix délégués – dont dix-huit sociaux-démocrates – votèrent pour la reconduction de la grève générale jusqu'au retrait des troupes. Vingt-six délégués soutinrent la motion en faveur d'une grève de protestation de trois jours. Trois voix seulement se portèrent sur une proposition de sabotage des entreprises.

Lors des jours suivants, il y eut d'autres affrontements d'une violence sans précédent, dans lesquels le SPD lança toutes les forces dont il disposait en tant que parti de l'ordre. Les forces militaires nécessaires avaient été rassemblées durant les mois précédents, comme le rappela Limbertz devant la commission d'enquête de l'assemblée régionale prussienne :

« [À Essen] nous avons réuni une armée entière et 200 marins. Tous des hommes absolument fiables et engagés avec les socialistes majoritaires. Toute personne suspectée de rapports avec les spartakistes ou de sympathie pour les indépendants ou les communistes avait été éloigné. La troupe était constituée de 1 200 hommes. Nous les avons inscrits en masse au parti et nous ne permettons à personne de faire de la propagande politique. »

On avait fait de même dans d'autres localités. Les affrontements commencèrent le 18 février, à Elberfeld, entre des ouvriers et le piquet de garde des chemins de fer en raison de l'affichage de placards appelant à la grève ; les soldats n'hésitèrent pas à tirer sur les ouvriers. Au cours de la nuit et le matin suivant, d'autres unités militaires entrèrent en renfort

en ville. Il y eut douze morts et vingt-sept blessés. À Dortmund, Mehlich interdit d'imprimer des tracts sans son autorisation. Là comme à Elberfeld et ailleurs, les forces de sécurité arrêtaient les ouvriers qui incitaient à la grève et dispersaient les grévistes par les armes. À Essen, le 19 février, les marins marchèrent sur les grévistes et prirent la mine d'Amalie, tuant deux ouvriers et en blessant plusieurs autres, dont deux gravement. À Borbek, le jour suivant, les milices populaires d'Essen tuèrent deux personnes et en blessèrent plusieurs. À Oberhausen, le 19, les troupes furent mobilisées mais les ouvriers réussirent à capturer deux officiers et trente soldats.

À Bottrop, le SPD et la bourgeoisie contrôlaient la situation depuis novembre 1918. Le conseil d'ouvriers comptait neuf sociaux-démocrates, deux membres du syndicat polonais, trois du syndicat chrétien et un représentant des indépendants. Lorsque la radicalisation de la classe rendit ce monopole insupportable, on attribua trois sièges aux indépendants. Ici comme ailleurs, le conseil n'avait pas été élu directement par les usines, et l'entrée des trois indépendants troubla l'accord avec les syndicats chrétiens. Voici comment le permanent syndical Veelken décrivit à la commission d'enquête la méthode adoptée alors : « À la fin, fatigués de cette situation, nous décidâmes d'expulser tous les extrémistes du conseil d'ouvriers, parce qu'il était vraiment impossible de collaborer avec eux. Malheureusement, les Polonais s'en allèrent aussi. » La milice de sécurité, composée d'éléments de confiance, se chargea de l'application sommaire, par les armes, de la résolution. Le permanent syndical rappela aussi que « la milice de sécurité entra immédiatement en action pour protéger les travailleurs volontaires ». Bien évidemment, il ne restait aux ouvriers, dans ces conditions, que l'usage de la force pour contraindre les représentants locaux du pouvoir à modifier la composition du conseil.

Le 12 février, il y eut de nouveaux affrontements en face du siège du conseil. Le 14, d'autres troupes gouvernementales arrivèrent et, au cours des opérations d'évacuation des rues, tuèrent une gamine de quatorze ans. Le dimanche 16 février, alors qu'à Hervest-Dorsten les troupes du Lichtschlag contraignaient les ouvriers à se retirer, à Bottrop la milice civique passait à l'attaque dans la Drostener Strasse. Le jour suivant, elle désarma quelques mineurs de la mine Prosper 2 et, durant la nuit, prit d'assaut le piquet de grève devant la mine Prosper 1, le désarmant également. Un mineur fut tué, deux autres blessés et dix-sept furent capturés. Après l'échec de toutes les tentatives faites pour obtenir leur libération, le 20 février un groupe d'ouvriers révolutionnaires de Bottrop et de Sterkrade exigea que les prisonniers soient libérés et que la mairie leur soit livrée. Confiant dans l'arrivée de renforts, les militaires qui occupaient la mairie repoussèrent l'ultimatum et tirèrent sur la foule, tuant huit ouvriers. Vers 4 heures de l'après-midi, les assaillants tirèrent quelques coups de canon contre la mairie et, deux heures plus tard, les soldats hissèrent le drapeau blanc. Alors que les ouvriers s'approchaient

de la mairie, se fiant à la déclaration de reddition, ils essayèrent des coups de feu provenant d'un des côtés de l'immeuble, qui fauchèrent d'autres ouvriers (par la suite, le commandant des occupants accusa un commissaire de police d'en être responsable). Aveuglés par la rage, les travailleurs prirent d'assaut la mairie, d'où les défenseurs commençaient à s'enfuir, tuant – semble-t-il – vingt soldats. Au terme des affrontements, on dénombra soixante-douze morts et de nombreux blessés dans les rangs ouvriers. Les prisonniers furent conduits à Mülheim. « À la fin, la ville de Bottrop a été prise par plus de cinq cents spartakistes munis de canons et d'armes en tout genre. Le *Generalkommando*, qui ne disposait pas de troupes souffisantes pour reconquérir Bottrop, signa une trêve jusqu'au 21 février, prolongée ensuite au 22 », lit-on dans les comptes-rendus officiels. Dimanche 23 février, le *Freikorps* Lichtschlag entra dans Bottrop sans coup férir car les milices ouvrières avaient déjà abandonné la ville. Comme à Hervest-Dorsten, on procéda à des arrestations massives et à toute sorte de mauvais traitements. Bon nombre d'ouvriers furent passés par les armes. Le communiste Aloys Fulneczek, qui était allé au devant des troupes pour négocier, fut arrêté, malmené, enfermé dans une cellule et abattu d'un coup dans le dos par un soldat. Les affrontements de Bottrop furent pendant pas mal de temps l'un des sujets préférés des campagnes haineuses de la presse progouvernementale, qui alla jusqu'à accuser les spartakistes d'avoir dépeccé un enfant et d'en avoir tué un autre en le défenestrant.

À Gelsenkirchen, le 20 février, le soldat Blumberg du corps de sécurité tira sur l'ouvrier Moritz Steinicke « alors qu'il tentait de s'échapper ». Steinicke, de l'USPD, avait été interpellé à son domicile durant la nuit par la sécurité et la police, sans mandat d'arrêt, sur la base d'une vague suspicion. Une manifestation imposante s'organisa pour demander la libération du camarade injustement arrêté et une délégation apporta la requête au magistrat ; alors qu'elle quittait le tribunal, elle fut soudain la cible de coups de feu, qui tuèrent le chef de la délégation, le communiste Kalnischke, et blessèrent gravement des femmes et des enfants. Les affrontements qui suivirent se soudèrent par un nombre indéterminé de morts et de blessés supplémentaires. Prétextant que les mineurs qui n'avaient pas pris part à la grève « avaient été importunés », la milice de sécurité de Castrop occupa la mine Victor, contraignant les travailleurs à un affrontement féroce. Quatre mineurs y trouvèrent la mort et quatorze furent blessés. La milice perdit trois hommes.

À Bochum, le 20 février, un groupe armé de cent cinquante socialistes majoritaires, organisé par le syndicat des mineurs, démolit de nuit le siège du comité de grève. Les troupes d'élite, les *Stosstruppe**, agressèrent

* Appelés aussi *Sturmabteilung*, c'étaient des unités d'élite spécialement équipées et entraînées à ouvrir une brèche pour l'infanterie dans les lignes ennemies. Elles avaient été créées sur le front de la Somme et généralisées à l'ensemble de l'armée à partir d'octobre 1916. Après l'armistice de novembre 1918, nombre de leurs membres intégrèrent les *Freikorps*. [Ndlr]

et malmenèrent brutalement les mineurs qui avaient pris part à la grève générale. La colère poussa les masses à accomplir des actes de sabotage que les organisateurs de la grève ne parvinrent pas à empêcher : dans certaines mines, on obstrua les puits en y jetant les wagons pour le transport du minerai. Dans la nuit du 19 au 20 février, la division Gerstenberg, ayant rempli sa mission à Brême, entra à Hamborn avec l'aide d'une milice civique secrètement constituée. La résistance des ouvriers qui occupaient la prison et la mairie fut vaincue grâce au recours à l'artillerie. À Wanne, dans la nuit du 20 février, la milice de sécurité arrêta dix organisateurs de la grève ; le 23, elle tira contre une manifestation, faisant deux morts et trois blessés. À Dortmund, elle tira sur les grévistes et les dispersa.

Le 21 février, les conseils d'ouvriers et de soldats se réunirent à nouveau et durent prendre acte de l'échec de la grève générale, qui avait pourtant été bien suivie à Düsseldorf, dans le Bergisches Land, à Hamborn, à Ickern, à Duisbourg, à Buer, ainsi que dans d'autres zones. *Spartakus*, l'organe du Parti communiste, expliqua cet échec par l'absence complète de direction et d'organisation, dans un contexte où les autorités, la social-démocratie et les syndicats opposaient un front uni à la grève générale, aidés par la presse qui avait cherché à la discréditer, affirmant qu'elle n'avait eu de succès que là où le travail avait été bloqué par des piquets de grève en armes. Selon le syndicat des mineurs — pourtant bien peu fiable — 183 000 mineurs étaient en grève le 20 février, 154 000 le 21 et 142 000 le 22. Après ce constat fait par la conférence, le nombre de grévistes baissa progressivement, passant à 63 717, puis à 23 303, puis encore à 18 382. Lors de la conférence, l'USPD fut accusée de ne pas s'être engagée avec conviction dans l'organisation de la grève ; les indépendants répondirent en imputant son échec à la décision prématurée prise à la conférence de Mülheim. Très peu de représentants du SPD participèrent à la conférence. Karski aussi estimait que la situation ne permettait pas de poursuivre la grève, ce qu'il expliqua avec beaucoup d'adresse dans des tracts et des articles publiés par *Spartakus**.

Alors que la conférence cherchait une issue, les indépendants Baade et Will négociaient à Münster avec le général Watter. Limbertz, aussitôt accouru à l'appel de Watter, soutenait ouvertement l'avancée des troupes. Mais le général ne se sentait pas encore suffisamment fort et, tout en menaçant de faire avancer trois divisions, il proposa un armistice

* Nous manquons d'espace pour traiter en détail de l'engagement généreux de Julius Karski dans tous les domaines. Il s'était immédiatement rendu compte que les entrepreneurs et le gouvernement avaient de bonnes raisons de ne pas vouloir d'élection de conseils unitaires d'ouvriers, d'employés et de fonctionnaires. Ils voulaient en fait éviter la formation d'un dangereux front unissant travailleurs manuels et travailleurs intellectuels. Karski aborda cette question à maintes reprises dans ses articles, dans des tracts et des réunions. Au sein du KPD, il lutta pour que soit reconnu le rôle du parti contre les influences syndicalistes alimentées continuellement par les trahisons de la bureaucratie syndicale.

aux conditions suivantes : les milices ouvrières devaient évacuer Bottrop en y abandonnant l'artillerie, tandis que les troupes gouvernementales prendraient leurs quartiers en ville ; les denrées alimentaires et l'argent réquisitionnés devaient être restitués, les prisonniers libérés, la grève générale suspendue immédiatement ; dans chaque localité, les armes devaient être remises aux autorités. « D'autres troupes entreront en ville », ajoutait le rapport du *Generalkommando* publié dans la foulée. De ce miroir aux alouettes « chaque paragraphe, commenta *Spartakus*, obéit au même but : imposer des conditions irréalisables pour qu'elles servent de prétexte à la répression des ouvriers révolutionnaires. » À Bottrop, les chefs des milices ouvrières avaient effectivement réquisitionné six mille marks et une certaine quantité de denrées alimentaires, mais l'argent et la nourriture dont le général Watter exigeait la restitution avaient été dépensés ou consommés durant les affrontements.

Mais la conférence des conseils était bien trop consciente de son incapacité organisationnelle et de sa faiblesse militaire pour pouvoir éviter le piège : elle accepta donc ces conditions. L'échéance de l'armistice tombait le soir du 22, mais, le jour même, le général Watter en dénonça « la violation de la part des ouvriers » et mit en marche le *Freikorps* Lichtschlag. Une série de localités furent prises d'assaut et même Düsseldorf, où la grève générale, suspendue le 23 février, avait été relancée le 27 en riposte au non-paiement des jours de grève, finit par être occupée. Le 28 février, le Lichtschlag entra en ville et sévit avec une violence telle que de nombreux représentants de la bourgeoisie furent amenés à déclarer que les mercenaires étaient « pires que les spartakistes ».

L'évolution précipitée de la situation empêcha également que les forces ouvrières de la Ruhr se joignent à celles de l'Allemagne centrale pour mener une offensive commune. Au moment même où, dans la Ruhr, la lutte régressait, en Allemagne centrale la grève générale pour la reconnaissance des conseils d'usine était proclamée, le 24 février. Dans le même temps, le gouvernement national saisissait l'occasion de l'insurrection de la Ruhr pour remettre en question sa « socialisation » : le 22 février, Weimar rendait publique l'ordonnance, signée dès le 8, qui instituait les chambres du travail dans l'industrie minière. Ces chambres, composées de façon paritaire de patrons et de représentants ouvriers, devaient « collaborer en fournissant des rapports, des comptes-rendus et des propositions aux travaux préliminaires en vue d'établir un ample contrôle du gouvernement du Reich sur l'industrie minière et la participation du peuple tout entier à ses bénéfices (socialisation) ».

Le gouvernement croyait qu'il suffirait d'ajouter entre parenthèses le mot magique « socialisation » pour endormir les ouvriers, mais il avait sous-estimé leur élan révolutionnaire. Le SPD était sorti de la commission des neuf – dont les membres, Karski en particulier, étaient la cible d'une campagne de dénigrement – et le conseil d'ouvriers et de soldats d'Essen avait bloqué ses sources de financement ; de son côté, le syndicat des mineurs avait mis en garde les délégués ouvriers contre la participation

à la conférence convoquée par la commission pour le 5 mars : de nombreux invités avaient été interpellés. C'est ainsi que 110 délégués seulement, représentant 68 puits, intervinrent à la conférence. Karski fit un exposé sur la socialisation, puis la conférence fut ajournée dans la perspective d'une nouvelle réunion à préparer plus soigneusement. Comme il était de plus en plus évident que la socialisation n'était qu'un miroir aux alouettes, les massacres de mars à Berlin et la campagne de Maercker en Allemagne centrale illustrant bien la détermination contre-révolutionnaire d'Ebert, Scheidemann et Noske*, la pression de la base augmenta. Les assemblées ouvrières et les réunions syndicales, surtout celles des membres du « vieux syndicat », témoignaient d'une tension toujours élevée. Dans certains puits, la journée de sept heures et demie fut introduite début mars.

Les employés des mines menaçaient eux aussi de se mettre en grève. Le 17 mars, les mineurs de Hamborn d'abord, puis ceux des mines d'État de Gladbeck, arrachèrent la réduction de la journée de travail à six heures. Les grèves s'étendaient également, avec succès, dans la métallurgie. Le 16 mars, à Bochum, une conférence du syndicat des mineurs revendiqua la réduction de la journée de travail à sept heures et demie à partir du 1^{er} avril, à sept heures à partir du 1^{er} janvier 1920 et à six heures au 1^{er} janvier 1921 ; le président du syndicat ADGB des mineurs, Hermann Sachse, s'y opposa en vain, affirmant que le moment ne se prêtait pas à pareille revendication. Le 19 mars, une conférence au sommet des quatre syndicats de mineurs ajouta à ces requêtes une recommandation au gouvernement : proposer lors des négociations de paix la réglementation internationale du temps de travail dans l'industrie minière. Le 28 mars, les dirigeants syndicaux déclarèrent aux patrons des mines que sans la concession de la journée de travail de sept heures et demie, les syndicats ne pourraient exercer leur influence modératrice sur le mouvement et en perdraient le contrôle. Le *Koblensyndikat* se plia alors à leurs arguments et compensa sa perte de profit par de nouvelles augmentations (du double voire du triple) du prix du charbon.

Dans cette phase, le SPD n'était pas resté au balcon : il avait lâché les milices de sécurité des conseils qu'il contrôlait contre les grèves et les manifestations. Ainsi à Hamborn, où, le 9 mars, la milice tira sur la foule qui manifestait pacifiquement contre les arrestations, tuant quatre ouvriers. Le 15 mars, après des semaines de grève, les ouvriers obtinrent la réorganisation de la milice et le retrait des troupes du général Watter. Le même jour, à Gelsenkirchen, la milice pénétra dans une réunion du KPD, malmena ses participants et arrêta nombre d'entre eux. À Witten, le 24 mars, elle tira sur une manifestation pacifique, tuant deux personnes ; le jour suivant, elle en tua onze autres qui participaient à un défilé de protestation ; comme de coutume, elle n'eut de son côté à déplorer aucune perte. La concession des sept heures et demie de travail

* Voir chapitre deux, § 5 et § 6. [Ndlr]

par jour ne mit pas fin au mouvement, et les délits commis par la milice ne firent qu'alimenter la volonté de lutte des ouvriers. Le 27 mars, la journée de travail de six heures fut imposée par la force dans trente-deux mines. À Dortmund également, où Mehlich était présent, l'influence des modérés sur le mouvement décrut rapidement. Kuttner, rédacteur au *Vorwärts*, qui devait intervenir contre le bolchevisme lors d'un meeting, fut contraint au silence par les hurlements de la foule et dut fuir. Les sociaux-démocrates majoritaires cherchèrent maladroitement à s'opposer à leur impopularité croissante ; Mehlich, par exemple, à l'occasion des élections au conseil d'ouvriers et de soldats de Dortmund et au deuxième congrès des conseils, n'admit dans le district d'Arnsberg que les candidats qui signaient une déclaration de « fidélité à la constitution de la république allemande et à la souveraineté de l'Assemblée nationale constituante ».

Le syndicat des mineurs menaçait d'expulser les délégués qui participeraient à la conférence [pour la socialisation] convoquée à Essen le 30 mars. La menace n'impressionna personne et 475 délégués représentant 195 puits se rendirent à Essen. La conférence répondit à la trahison des syndicats par la fondation d'une nouvelle organisation, l'*Allgemeine Bergarbeiter-Union* (Union générale des mineurs), adoptée avec seulement huit voix contre :

« L'*Allgemeine Bergarbeiter-Union* est l'organisation dans laquelle se reconnaissent tous les mineurs. Ses organes sont les conseils de puits et de mine, les conseils de district et le conseil central des mines. Le conseil central remplace la commission des neuf. Le versement des cotisations aux anciennes organisations est suspendu immédiatement. Le conseil élu aujourd'hui élaborera un plan pour la nouvelle organisation, qu'il présentera à une nouvelle conférence des représentants des mineurs révolutionnaires à convoquer au plus tôt.

La conférence décide que la grève générale commencera jeudi 1^{er} avril, à 10 heures, et que les travailleurs ne reprendront le travail que lorsque les revendications suivantes seront satisfaites :

1. Introduction immédiate de la journée de travail de six heures, temps de descente et de remontée des puits inclus, sans réduction de salaire.
2. Augmentation salariale de 25 %.
3. Encadrement des ouvriers des mines.
4. Reconnaissance du système des conseils.
5. Application immédiate de la plate-forme de Hambourg (concernant l'autorité de commandement).
6. Libération immédiate de tous les prisonniers politiques.
7. Constitution rapide de milices ouvrières révolutionnaires.
8. Dissolution de tous les *Freikorps*.
9. Relance immédiate des relations politiques et économiques avec le gouvernement russe des soviets.
10. Démilitarisation de la police dans la zone industrielle et dans le pays.
11. Paiement des jours de grève.»

La seconde partie de la résolution fut adoptée à l'unanimité. Furent élus au conseil central des mines : Konieczny (KPD), Schneider (USPD),

Oswald Wagner (KPD), Karl Wagner (USPD), Josef Koering (KPD), Wiggeshof (USPD), Heinrich Teuber (USPD), Sperling (USPD), Schürcken (KPD).

Le gouvernement déclara immédiatement l'état de siège dans toute la zone industrielle, rappelant que la journée de sept heures et demie avait déjà été introduite et que sa « socialisation » reconnaissait aux mineurs « des droits égaux dans la cogestion et dans la coopération ». Il avisa les grévistes qu'ils n'auraient pas une miette des denrées alimentaires importées et promit en revanche un complément de salaire pour travaux lourds — proportionnel à la productivité de chacun des puits — aux mineurs qui ne prenaient pas part à la grève. « Tout pour ceux qui travaillent, rien à ceux qui font grève », proclama le gouvernement. Les syndicats sortirent la grosse artillerie pour tenter de faire échec à la grève ; le général Watter menaça d'arrêter tous ceux qui faisaient de la propagande en faveur de la grève, et la presse, qui ne voulait pas être en reste, mentit sans pudeur sur le nombre des grévistes et inventa d'in vraisemblables histoires de terreur. Au cours des grèves de janvier et février, il y avait eu aussi de durs affrontements entre ouvriers et certaines mines avaient dû être fermées, mais les choses avaient changé depuis. La farce de la « socialisation », en faisant naître une profonde déception parmi les masses, avait imprimé un tel élan et une telle puissance au mouvement que le nombre de briseurs de grève était devenu insignifiant. Le nouveau syndicat des mineurs était galvanisé, et son conseil central diffusa une affiche où il disait ceci :

« La lutte est notre destin, à nous, les mineurs. Nous sommes les seuls à pouvoir écraser le fauve capitaliste. Les exploiturs et leurs serviles mercenaires de la presse le savent bien. Voilà le sentiment qui anime leur campagne de mensonges, de fausses informations et d'attaques contre les grèves. Ne vous laissez pas tromper, camarades ! Si votre volonté ne faiblit pas, nous atteindrons rapidement nos objectifs, à savoir la défaite du gouvernement et du capital ! L'état de siège ne vous a pas épouvantés, et vous ne vous êtes pas fait avoir par la promesse de denrées alimentaires faite aux jaunes. Le gouvernement a joué la mauvaise carte et a perdu. Il n'a pas réussi à vous dompter par ses flatteries ni par la morsure de la faim, il ne réussira pas plus à vous dompter en envoyant ses troupes. Même bien nourris et sachant tirer, ses soldats ne peuvent vous contraindre à retourner au travail. Nous continuerons la grève générale comme nous l'avons fait jusqu'à présent, en restant les bras croisés, sans répondre aux provocations par la violence. »

Le conseil avait raison de mettre en garde contre les provocations visant à briser l'unité du mouvement pour pouvoir l'écraser militairement. Mais il surestimait le pouvoir des bras croisés au regard des objectifs visés. L'absence de Karski — expulsé par la police à la suite d'une dénonciation du syndicat social-démocrate et que la conférence du 30 mars avait remercié pour tout ce qu'il avait fait jusque-là — se ressentait non seulement dans le contenu de cette affiche, mais aussi dans la décision de créer un nouveau syndicat des mineurs, initiative à laquelle il s'était toujours opposé.

À Castrop, la milice de sécurité fit feu contre les manifestants, faisant huit morts, dix blessés graves et vingt blessés légers. C'était le 31 mars. Le 1^{er} avril, le mouvement s'étendit à la majeure partie des puits et chercha aussi à impliquer d'autres secteurs de la classe ouvrière — lorsque le manque de charbon et de gaz n'interrompait pas lui-même l'activité des usines. Le 1^{er} avril, les aciéries Krupp s'arrêtèrent. Le 4, les ouvriers de Krupp découvrirent à l'intérieur de l'usine quelques caisses de mitrailleuses et les détruisirent. Du coup, l'agitation s'étendit aussi au géant Krupp et partout vinrent s'ajouter aux revendications salariales les requêtes politiques, formulées par la conférence des mineurs. Le 4 avril, le syndicat social-démocrate des mineurs dut convoquer à Bielefeld son propre comité d'action, lequel, après un âpre débat, se prononça en faveur de la journée de travail de six heures — sans application immédiate toutefois, la journée de sept heures et demie devant se maintenir encore un certain temps. Le comité réclama également l'amélioration de l'approvisionnement en denrées alimentaires. Dans cette assemblée pourtant sélectionnée, trente-six des cent six participants avancèrent d'autres revendications plus radicales. Le jour même, une conférence de cinq cents délégués, provenant de deux cent onze puits, se réunit et appela à se joindre à la lutte des mineurs de l'Allemagne centrale et de la Silésie, décidant que si le gouvernement ne cédait pas, la grève continuerait même au-delà du 9 avril, date limite fixée pour la reprise du travail par le décret sur l'état de siège.

Le gouvernement répondit en envoyant des renforts dans la Ruhr et en faisant occuper militairement les mines. Le 5 avril, à Mülheim, quelques soldats firent irruption dans la salle où se réunissait la Freie Vereinigung der Syndikalisten (Libre association des syndicalistes), firent feu et lancèrent des grenades. Il y eut quatre morts, dont deux soldats victimes de leurs propres compagnons d'armes. L'avancée des troupes ne réussit qu'à faire monter la tension. On ne pouvait pas écraser la Ruhr depuis Münster, sur le même schéma que les autres campagnes de répression à la Noske : il fallait recourir à des moyens d'exception. Dans le Wurtemberg, à Brunswick, à Berlin, à Francfort, à Dantzig et en Allemagne centrale, la grève était en train de toucher de grandes masses d'ouvriers. Il était donc important de ramener l'ordre rapidement dans le bassin minier. Le 7 avril, le social-démocrate Severing fut nommé commissaire du Reich avec des pouvoirs extraordinaires. Il fit placarder une affiche où il appelait les mineurs « camarades » et se présentait comme « l'homme de confiance des ouvriers ». L'état de siège fut « assoupli » mais seulement en ce sens que la « suppression des associations politiques » décrétée par le général Watter fut limitée à l'USPD, au KPD, à l'Allgemeine Bergarbeiter-Union et à la Freie Vereinigung der Syndikalisten. Les réunions ouvrières n'étaient autorisées que lorsqu'elles étaient convoquées par les syndicats ou, ce qui revenait au même, par les fameuses commissions ouvrières que les mineurs combattaient depuis le mois de janvier. Severing, qui ne voulait pas se mettre à dos des militants

et sympathisants du SPD, refroidit le zèle des héros des *Freikorps* et fit retirer les troupes de Bochum ; en revanche, il renforça l'état de siège dans d'autres localités. Les grévistes étaient condamnés à mourir de faim, alors que les « jaunes » recevaient cinquante grammes supplémentaires de lard par jour. À ceux qui se montraient dociles, Severing distribuait du lard. À ceux qui s'obstinaient dans leur opposition, des balles.

Mais si une ouverture sur la question du temps de travail n'avait pas suffi à lézarder le front ouvrier compact, comment ces mesures auraient-elles pu le faire ? Le 7 avril, les représentants des quatre syndicats de mineurs officiels demandèrent au *Koblensyndikat* d'accepter, au moins de façon transitoire, la journée de six heures, car « seule une concession sur la journée de six heures peut permettre aux organisations syndicales de reprendre le contrôle des mineurs ». Comme on ne réussissait pas à se mettre d'accord, le 9 avril le ministre Bauer, Severing et d'autres représentants du gouvernement décidèrent d'intervenir dans les négociations. Les propriétaires des mines rejetaient la revendication des six heures, arguant que, à salaire égal, ils ne feraient plus aucun profit ; il ne restait que la solution militaire. Et que disaient les représentants syndicaux ? Le procès-verbal dressé par les entrepreneurs* donne à la classe ouvrière un bel aperçu de ce qui se tramait en coulisse :

« Les représentants des organisations de mineurs ont insisté de façon unanime pour que soit adoptée la journée de six heures. Ils ont déclaré que, dans des conditions d'alimentation aussi mauvaises, les ouvriers ne sont plus en mesure d'assurer le lourd travail de la mine pendant plus de six heures par jour et qu'il fallait donc absolument améliorer sans attendre l'approvisionnement en nourriture. Ces mesures, en outre, neutraliseraient la campagne des spartakistes visant à fomenter la grève. Selon eux, la concession de la journée de six heures mettrait fin à la grève, redonnerait le contrôle aux organisations syndicales et réduirait à néant l'influence des spartakistes. Le ministre [le social-démocrate Bauer] a répliqué qu'il ne pouvait faire siennes les propositions des syndiqués. À son avis, l'introduction de la journée de six heures ne suffirait pas à calmer les mineurs ; surtout, il ne trouvait pas réaliste de penser que cela ferait perdre toute influence aux agitateurs spartakistes. Il était plutôt convaincu qu'une telle concession serait considérée comme une victoire et que les syndicats perdraient encore plus le contrôle des masses ouvrières. [...] Si, au contraire, on laissait les choses suivre leur cours, les grévistes lâcheraient prise progressivement et reprendraient spontanément le travail. »

Après des heures et des heures de discussion à huis clos, une décision fut prise : a) la journée de sept heures sera concédée ; b) une ordonnance spéciale autorisera la réquisition pour travaux exceptionnels ; compte tenu du manque de troupes, l'occupation militaire des mines sera suspendue et les troupes seront déployées différemment

* Cf. Hans Spethmann, *Zwölf Jahre Ruhrbergbau* (Douze années de travail dans les mines de la Ruhr), Berlin, 1928-31.

pour garantir une intervention rapide sur les points les plus chauds. La réduction du temps de travail était acceptée par les propriétaires des mines à une condition : que le gouvernement leur permette d'augmenter les prix du charbon.

Et maintenant, au travail. Le 9 avril, le *Freikorps* Lichtschlag arrêta à Essen les membres de la commission des neuf. Le jour précédent, il avait célébré son entrée en ville par un lancer de grenades qui avait tué trois passants innocents et en avait blessé gravement six autres. Le matin du 10, une affiche placardée dans toutes les mines annonçait l'introduction de la journée de sept heures. Le jour même, Severing proclama son fameux décret :

- « 1. Tous les citoyens masculins âgés de dix-sept à cinquante ans ont l'obligation, si cela est réclamé par l'autorité communale, d'accomplir des travaux d'urgence dans toutes les usines indispensables au fonctionnement de l'économie nationale.
2. Quiconque se soustraira à l'obligation stipulée au premier point de ce décret sera puni d'une amende de cinq cents marks ou d'une peine de réclusion pouvant aller jusqu'à un an. »

Dans son livre *Wetter- und Watterwinkel**, Severing se vante avec orgueil de l'efficacité de son décret :

« Il a eu une influence sur le mouvement de grève parce qu'il permettait aux autorités municipales de contraindre les agitateurs intellectuels à faire des travaux exceptionnels. Les agitateurs se retrouvaient entre l'enclume et le marteau. S'ils respectaient l'ordre, ils étaient coupés du mouvement en suscitant la méfiance de leurs camarades ; s'ils refusaient de faire les travaux exceptionnels, ils permettaient aux autorités de recourir à d'autres moyens pour les neutraliser. Ainsi le décret a-t-il garanti la mise en œuvre des travaux exceptionnels dans de nombreux districts, réduisant progressivement l'efficacité de la grève. »

Toutefois, la concession de la journée de travail de sept heures et l'éloquence des Hué, Sachse et Husemann ne suffirent pas à faire baisser la tension aussi vite qu'espéré, même parmi les mineurs proches de la social-démocratie ; lors de la conférence que le syndicat social-démocrate des mineurs tint le 11 avril à Bochum, 82 délégués sur 299 votèrent contre la suspension de la grève ; dans les semaines qui suivirent, les réunions de syndiqués furent si tumultueuses qu'en mai, 69 permanents syndicaux sociaux-démocrates menacèrent de démissionner. Selon les chiffres fournis par le *Koblensyndikat*, considérés comme tendancieux par le conseil central, le nombre des grévistes augmenta du 1^{er} au 10 avril, passant de 158 592 à 307 205, et diminua ensuite graduellement : le 24, on en comptait 128 776. Ensuite, leur nombre a, semble-t-il, chuté, jusqu'à épuisement du mouvement.

* Karl Severing, 1919-1920. *Im Wetter- und Watterwinkel. Aufzeichnungen und Erinnerungen* (1919-1920. Dans l'épicentre de la tempête. Témoignages et souvenirs), Bielefeld, 1927. [Ndlr]

Le 15 avril, le nouveau groupe dirigeant de la grève convoqua une conférence à Heiligenhaus, près de Werden. Celle-ci fut interrompue par des soldats qui surgirent dans la salle en arrêtant tout le monde et en tirant sur ceux qui prenaient la fuite. Un délégué fut tué et un autre gravement blessé. Les prisonniers furent contraints d'avancer les mains en l'air pendant presque deux heures en direction d'Essen. Pour contenir la rage provoquée par cet épisode, Severing fit confiance à la tactique dilatoire déjà utilisée le 9 avril et autorisa la tenue d'une nouvelle conférence, le 17 avril à Dortmund. Celle-ci décida de ne pas suspendre la grève générale, décision confirmée une semaine plus tard par une autre conférence, le 24 à Duisbourg. Mais le mouvement des mineurs, sérieusement affaibli par la faim, privé de ses meilleurs chefs et de la possibilité de se réunir, céda devant le front compact des patrons des mines, des syndicats et du gouvernement.

Une fois la grève terminée, Severing, épaulé par le général Watter, mit en œuvre son plan de « pacification » visant à diviser et à corrompre les ouvriers. Le 16 avril, le décret instituant la *Technische Nothilfe** était publié. Dans toute la Rhénanie-Westphalie, on organisa la chasse aux ouvriers révolutionnaires, qui furent condamnés à des centaines d'années de réclusion et même aux travaux forcés. Toute manifestation ou grève fut, dans les mois qui suivirent, sanctionnée par l'arrestation des porte-parole et des organisateurs**. Les lansquenets de Watter furent envoyés mener des expéditions punitives à Hagen, à Remscheid et partout où les conseils avaient assez de force pour résister ou bien où la population, poussée par la faim — et souvent encouragée par des agents provocateurs, militaires ou civils — prenait d'assaut les magasins d'alimentation et les étals des marchés, comme à Dortmund, à Bochum, à Bielefeld et dans d'autres villes encore.

Severing et le patronat tentèrent à plusieurs reprises d'imposer — la distribution de vivres parmi les plus essentiels, beurre et saindoux surtout, servant d'appât — des journées de travail supplémentaires pour compenser la baisse du temps de travail conquise par la grève générale d'avril, mais sans grand succès. Si bien que, le 6 février 1920, Severing et le général Watter finirent par instaurer l'obligation du travail exceptionnel. Bien que les syndicats n'aient pas osé appeler à la grève, Severing

* *Technische Nothilfe* (TENO), littéralement : Aide technique d'urgence. Il s'agit d'une organisation anti-grèves constituée en janvier 1919 par l'unité de génie du *Friekorps* Garde-Kavallerie-Schützen-Division et absorbée ensuite par le ministère de l'Intérieur. Elle regroupait des ingénieurs, des techniciens et des étudiants en mesure, en cas de grève, de faire fonctionner les services publics. [NdlR]

** Pour des raisons procédurales, le tribunal provincial de Dortmund annula par la suite (1^{er} octobre) le fameux décret sur le travail obligatoire en raison de l'état d'urgence ; les très nombreux ouvriers qui avaient été condamnés pour avoir contrevenu au décret durent être relâchés. Quelques jours après, Karl Severing confirma la validité du décret et les ouvriers qui refusaient de se soumettre au travail obligatoire furent de nouveau emprisonnés.

ne réussit à briser la résistance des mineurs qu'en alternant les promesses – le lard, le saindoux, le beurre – et la force, c'est-à-dire l'intervention de l'armée et le lock-out, mesure qu'il suggéra lui-même aux patrons des mines. Enfin, le 18 février 1920, Severing parvint à imposer sa volonté aux ouvriers et à leur faire signer un accord sur les journées de travail supplémentaires.

Dans les régions industrielles occidentales, la « campagne de pacification » – c'est ainsi que le *Vorwärts*, faisant l'apologie de Noske, avait qualifié la guerre contre les mineurs – semblait arrivée à son terme, mais déjà planait la menace du coup d'État de Kapp, qui allait redonner vigueur au soulèvement du prolétariat de la Ruhr.

2.3. La bataille de Brême

Après les journées de novembre 1918, Brême fut une des rares cités où une action politique révolutionnaire véritablement consciente a été poursuivie. Ce n'est pas dû au hasard. Avant la guerre, la ville était la place forte des *Linksradikalen*. La *Bremer Bürgerzeitung*, le journal social-démocrate d'Alfred Henke, accueillait les articles de Luxemburg, de Mehring, de Radek et de Pannekoek. Radek et Pannekoek s'étaient aussi impliqués — avec l'appui de camarades tels que Johann Knief, Wilhelm Holzmeier et d'autres — dans la formation politique des ouvriers, formant un bon groupe de cadres capables qui pesèrent de façon déterminante sur les positions que prit le Parti social-démocrate de Brême sur les questions politiques les plus importantes.

Après l'éclatement de la guerre, la majorité de l'organisation de la ville et la *Bremer Bürgerzeitung* prirent position contre la politique social-impérialiste du SPD. Le député de Brême au Reichstag, Alfred Henke, soutenait, non sans hésitations, le courant de Haase, alors que les *Linksradikalen*, qui étaient dirigés par Johann Knief, avaient une position bien définie et, en juin 1916, commencèrent à publier l'hebdomadaire *Arbeiterpolitik*. Dans le district, après le départ au début de 1916 de près de deux cents socialistes de droite — qui emportèrent avec eux la *Bremer Bürgerzeitung* — et après que, au printemps 1917, Henke et ses disciples eurent eux aussi abandonné le SPD pour rejoindre le nouveau Parti social-démocrate indépendant, l'USPD, l'organisation était aux mains des *Linksradikalen*. La dictature militaire leur avait interdit l'activité légale de propagande, ce qui, en revanche, avait accéléré le développement de l'appareil illégal dans les usines. Les *Linksradikalen* avaient donc réussi, grâce à un vaste réseau d'hommes de confiance coordonnés par Emil Seifert (mort peu après avoir été envoyé au front pour motifs disciplinaires), à acquérir une forte influence sur les dix mille ouvriers des chantiers navals des bords de la Weser, le plus grand complexe industriel de Brême. En outre, Brême était l'un des principaux centres de l'activité révolutionnaire au sein de la marine de guerre. À Zimmerwald et à Kienthal*, les *Linksradikalen* s'étaient rangés du côté des bolcheviks.

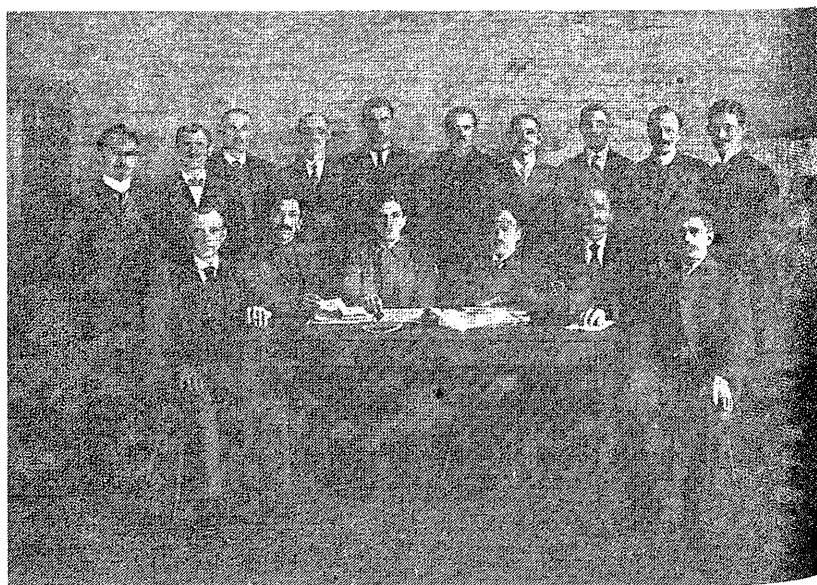
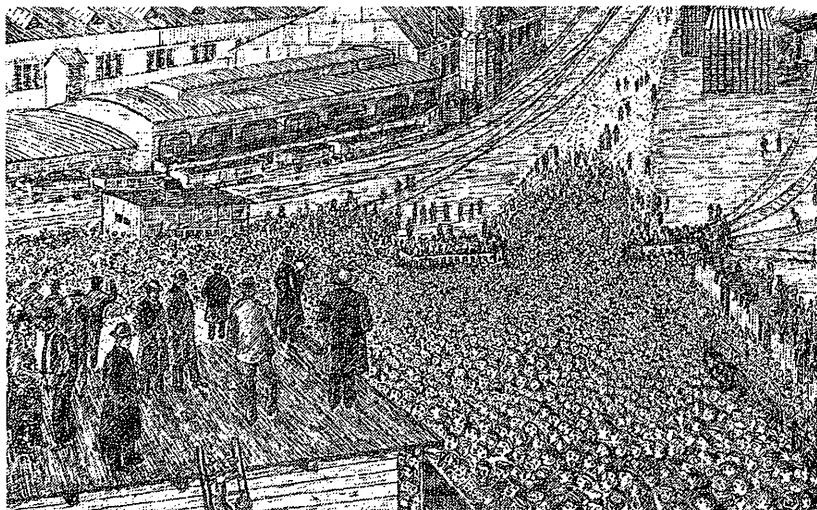
* Zimmerwald : village suisse où, du 5 au 8 septembre 1915, pendant la Première Guerre mondiale, se tint une conférence réunissant des représentants des fractions internationalistes révolutionnaires et des fractions centristes (pacifistes) des partis européens de la II^e Internationale. Lénine y présenta un « projet de résolution » qui appelait les socialistes à « transformer la guerre impérialiste en guerre civile des classes opprimées ». La résolution fut rejetée par la majorité centriste ; la minorité, qui l'approuva, forma la « gauche de Zimmerwald ». À Kienthal fut convoquée, en avril 1916, la 2^e conférence socialiste. [Ndlr]

Lorsque le 6 novembre, après deux jours marqués par une série de rassemblements de masse, la tempête révolutionnaire éclata à Brême, les dirigeants les plus connus des *Linksradikalen* n'étaient pas là, mais quelque part sur le front ou en prison, à Berlin ou ailleurs. Ce jour-là, les ouvriers des chantiers navals élirent un conseil et, aidés par les marins venus de Kiel, libérèrent les militaires reclus dans la prison d'Oslebshausen. Toujours le 6 novembre, un soldat nommé Ecks empêcha les troupes de ligne, déjà prêtes à marcher, de quitter la caserne. Un groupe de marins mutinés, arrivés à Brême par le train, s'emparèrent des armes de l'escorte du train et se dirigèrent vers la caserne, conduits par les *Linksradikalen*. Le soir, l'indépendant Adam Frasniewicz, représentant de la ligne la plus dure de l'USPD et adversaire de Henke, annonça aux masses qui s'étaient rassemblées devant la mairie après avoir traversé la ville en cortège la constitution du conseil d'ouvriers et de soldats. La mairie ne prit pas la chose au sérieux, écrivirent les journaux.

Les patriciens conservateurs, solennellement réunis au même moment pour une séance du parlement de Brême — dit *Bürgerschaft** —, décidèrent, poussés sans doute par la peur, de concéder le suffrage universel réclamé par les sociaux-démocrates, tout en conservant au sénat son pouvoir de veto. Henke tenta d'asséner un coup aux concurrents de droite en présentant une motion de défiance envers le sénat, qui n'avait en fait déjà plus de pouvoir. Mais le SPD vota contre Henke aux côtés des patriciens. C'est par cette chamaillerie pitoyable que les sociaux-démocrates de droite et de gauche entrèrent dans la révolution. L'élection, le même jour, du conseil d'ouvriers et de soldats se fit elle aussi dans un climat de compromis, au point que même le commandant de place, le colonel Lehmann, fut élu. Mais l'idylle fut de courte durée. Le 7 novembre, des manifestations de masse eurent lieu, le conseil ouvrier** fut constitué et le SPD entra immédiatement en lice. Le 9, les ouvriers des chantiers navals contraignirent les officiers à abandonner le conseil de soldats. Le 11, le sénat essaya de mettre de l'«ordre» dans la révolution, présentant un projet de loi sur le suffrage universel, mais, le 14 novembre, il fut déposé par le conseil d'ouvriers. Henke aurait voulu suivre l'exemple de Hambourg — il avait demandé conseil aux sociaux-démocrates de là-bas — et ne liquider qu'extérieurement le sénat, pour le garder en réserve comme organe de support administratif. Il fit une tentative en s'exprimant en ces termes :

* Littéralement « citoyenneté » ; les cités libres, ou cités-États, de Hambourg, Brême et Lubeck étaient administrés par une *Bürgerschaft* faisant fonction de parlement municipal, élue pour moitié par les citoyens et pour l'autre moitié par les corporations professionnelles. La *Bürgerschaft* élisait le sénat, qui faisait office de gouvernement de la cité-État. [Ndlr]

** Il était composé de près de 180 délégués d'usine ; le conseil nomma un comité exécutif de quinze membres et l'indépendant Alfred Henke comme président. [Ndlr]



En haut : assemblée des ouvriers des chantiers de la Weser, à Brême.

En bas : le conseil ouvrier des chantiers de la Weser (janvier 1919).

« Je crois pouvoir déclarer que le sénat peut lui aussi continuer à remplir son rôle traditionnel aux côtés des conseils d'ouvriers et de soldats. (*Bravo !*) Ainsi, l'activité administrative ne sera pas paralysée. Le train est en marche et sous la conduite du conseil d'ouvriers et de soldats, qui représente tout le peuple. La démocratie est victorieuse et doit continuer à prévaloir. Tel est le sens de la nouvelle institution, qui n'est pourtant, naturellement, qu'un organe provisoire. »

La structure institutionnelle qui se constitua alors portait l'empreinte de ces prémisses, mais le processus de radicalisation se poursuivit malgré tout à un rythme soutenu. Tout comme le sénat, les officiers aussi auraient voulu être de la partie, mais leur tentative fut contrecarrée par le conseil de soldats, dans lequel était entré Karl Jannack. Le 18 novembre, Johann Knief revint de prison à Brême, dans de très mauvaises conditions de santé. Il était auparavant allé à Dresde et à Cuxhaven pour orienter les *Linksradikalen* de là-bas, et avait même envoyé à Brême une unité de marins de Cuxhaven qui constituera le noyau autour duquel les ouvriers armés se regrouperont. Knief consacra immédiatement toute son énergie à l'organisation du parti et à orienter son travail d'agitation. Pour faire mûrir le mouvement populaire désorganisé en un mouvement de classe, les *Linksradikalen* soutinrent dans toutes les assemblées que le conseil d'ouvriers et de soldats devait reprendre à son compte les mots d'ordre du prolétariat révolutionnaire : armement des ouvriers de l'industrie et désarmement de tous les éléments non prolétaires ; éloignement des conseils de tous les bourgeois et des sociaux-patriotes ; restitution de la *Bürgerzeitung* aux *Linksradikalen* ; confiscation des réserves de papier de la presse bourgeoise pour ravitailler la presse ouvrière ; réquisition

À cette époque, sous le pseudonyme de Peter Unruh, **Johann Knief** écrivit également une petite brochure, *Vom Zusammenbruch des deutschen Imperialismus bis zum Beginn der proletarischen Revolution* (De l'écroulement de l'impérialisme allemand au début de la révolution prolétarienne), qui décrit bien le caractère de la révolution de novembre et le rôle du Parti social-démocrate majoritaire, des indépendants, des conseils et des communistes. Grâce au soutien des hommes de confiance des communistes présents dans le conseil central de la marine, la brochure fut imprimée en cent mille exemplaires et rapidement diffusée dans tout le pays, un élément important vu la faiblesse de la presse communiste et la confusion dans laquelle même l'avant-garde de la classe ouvrière se débattait. La force de Knief, dont témoigne cette brochure, ce n'était pas seulement le regard percutant qu'il portait sur la situation. Quand, contre son avis, les communistes décidèrent, en décembre 1918, de ne pas participer aux élections à l'Assemblée nationale, il sut tout de suite concrétiser les objectifs qui découlaient de cette décision, parce qu'il savait toujours saisir les tâches du présent et de l'avenir, en les insérant dans une stratégie visant à la conquête du pouvoir. En décembre, dans le *Kommunist*, il avait répondu sur un ton très critique au refus de la terreur exprimé par Rosa Luxemburg, accusant la Centrale des spartakistes de se borner à faire de l'agitation. Knief se reconnaissait dans les positions des bolcheviks.

des réserves alimentaires de la grande bourgeoisie industrielle ; suppression définitive du sénat municipal, de la *Bürgerschaft* et de la police. La propagande en faveur de ces mots d'ordre fut étendue à toutes les usines.

Mais le conseil, tout en repoussant la proposition des socialistes majoritaires d'élire un organe de représentation de toutes les couches sociales, ne voulut pas non plus s'aligner sur les mots d'ordre des communistes et refusa en outre — le 22 novembre — de leur donner la *Bürgerzeitung*. C'est pourquoi, le 27 novembre, les *Linksradikalen* firent sortir le premier numéro de leur nouveau journal : *Kommunist*. USPD et SPD cherchèrent à accroître leur influence sur la garnison (la plupart des délégués des soldats étaient favorables à une l'Assemblée nationale élue), faisant obstacle à la propagande des communistes. Un comité civique prépara, en prévision de l'arrivée imminente des troupes du front à Brême, une affiche contre-révolutionnaire. Le 24 novembre, Knief s'adressa en face de la mairie à une manifestation de masse qui imposa que le conseil d'ouvriers et de soldats vote sur quelques motions : celle hostile à l'Assemblée nationale et favorable à la dictature du prolétariat fut repoussée (parce qu'elle demandait la dictature, précisément) par 97 voix contre 56 et l'abstention de quelques représentants de l'USPD et de 36 soldats ; la motion qui réclamait l'armement des ouvriers de l'industrie fut approuvée (par 100 voix contre 19) ; à 89 voix contre 31, il fut décidé que la *Bürgerzeitung* deviendrait le journal du conseil d'ouvriers et de soldats. Les délégués du SPD, qui s'étaient majoritairement abstenus sur ce dernier point, menacèrent de démissionner du conseil si l'on touchait à la *Bürgerzeitung*. Il ne fut pas nécessaire qu'ils passent des paroles aux actes car toutes les motions restèrent lettre morte ; le *Kommunist* en tira cette conclusion :

« Le conseil ouvrier a montré ses cartes. Sa composition actuelle en fait un organe réactionnaire qui, sur une question d'importance fondamentale comme celle de l'Assemblée nationale, prend une position contraire à la volonté des masses. Alors, que faire ? Il faut renouveler le conseil. Il faut procéder à de nouvelles élections pour chasser les socialistes majoritaires et former un conseil qui ne sache pas seulement bavarder, mais soit capable d'agir. »

Et il ajoutait que les communistes ne devaient pas se contenter d'avoir l'appui de la majorité des ouvriers dans les usines de Brême, mais devaient regarder au-delà, élargir le soutien à leur position de classe dans la ville et faire entendre leurs mots d'ordre dans une sphère plus vaste, dans tout le pays et en particulier dans toute l'Allemagne nord-occidentale, en exploitant la situation révolutionnaire générale.

« Vous êtes l'avant-garde ! Vous ne pouvez pas vous jeter la tête la première dans la lutte, guidés par le seul désir aveugle de combattre. Vous devez porter votre regard plus loin, au-delà des frontières de Brême ! Vous êtes l'avant-garde ! Vous devez attirer les autres à vous. Vous devez faire de Brême un centre de propagande révolutionnaire couvrant toute l'Allemagne nord-occidentale. D'ici, les meilleurs d'entre vous doivent partir vers tout le district, vous devez imprimer des tracts et les diffuser le plus amplement possible. Ce n'est qu'en associant cette action à votre bataille ici et en la portant aussi ailleurs qu'elle vous fera véritablement avancer. »

Lors des jours et des semaines suivantes, les Communistes internationaux de Brême envoyèrent de nombreux camarades dans diverses régions d'Allemagne. Dans le même temps, le fait d'apprendre que le 213^e régiment d'infanterie prendrait ses quartiers à Brême galvanisa le comité civique, qui commença par intensifier sa propagande en faveur d'une réhabilitation du sénat, puis protesta télégraphiquement auprès d'Ebert contre l'interdiction d'une de ses manifestations – obtenant de lui la promesse d'une rapide intervention pour garantir la liberté de réunion – et enfin incita les banques à ne pas accorder facilement des crédits au conseil d'ouvriers. Dans le même temps, le conseil avait repoussé – le 9 décembre, par 173 voix contre 34 – une motion en faveur de la réhabilitation du sénat et de la *Bürgerschaft*, tandis que, le 21 décembre, l'USPD faisait occuper par ses hommes, avec l'appui du conseil de soldats, le siège de la *Bürgerzeitung*; les communistes refusèrent de collaborer avec les indépendants à la rédaction du journal. Le 11 décembre, le 213^e régiment d'infanterie entra en ville, accueilli chaleureusement par le comité civique qui comptait s'en faire un allié. Mais le conseil de soldats, qui était en train de passer sous l'influence de la gauche, déçut les espoirs du comité en démobilisant immédiatement cette unité et, fin décembre, en entreprenant d'armer une garde d'ouvriers indépendants et communistes déjà militairement entraînés. Knief s'opposa à une distribution des armes sans discrimination, comme avait commencé à faire le conseil de soldats, et demanda qu'en soient exclus ces sociaux-démocrates (des deux tendances) qui ne s'étaient mis en avant qu'après l'annonce de la distribution, insistant pour que le noyau de la force ouvrière armée soit constitué d'unités fiables*.

En fait, plusieurs éléments, et notamment les accents adoptés par la presse bourgeoise (qui avait déjà, à deux reprises, été suspendue pendant quelques jours), montraient que la bourgeoisie de la ville se préparait à passer à l'offensive. Le 30 décembre, le 75^e régiment d'infanterie – fort de presque six cents hommes – s'était présenté aux portes de la ville et avait intimé au conseil d'ouvriers et de soldats l'ordre : a) de réhabiliter le sénat et la *Bürgerschaft* ; b) de coopter six représentants du régiment au conseil de soldats ; c) de confier le service de sécurité publique au 75^e régiment ; d) de lui remettre la caserne. Rien de moins ! Henke, chargé de négocier, demanda du temps pour réfléchir à la première requête et accepta les trois autres. Le 75^e régiment entra en ville le jour du nouvel an, accueilli par les applaudissements de la bourgeoisie, mais fut attiré dans un piège et désarmé par les ouvriers et les marins. Le commandant du régiment, le major Caspari, et un sous-lieutenant obtinrent de pouvoir traiter avec le conseil de soldats, mais, intimidés par l'attitude menaçante des ouvriers armés, préférèrent disparaître quelque temps et se consacrer secrètement à l'organisation d'un *Freikorps*.

* Une partie des ouvriers communistes avait déjà commencé à recevoir des armes provenant clandestinement de Cuxhaven.

Début janvier, les communistes furent privés de la direction de Johann Knief; gravement malade, il mourut le 6 avril après une intervention chirurgicale. L'organisation des internationalistes de Brême, qui avait crû rapidement, les nouveaux militants affluant en grand nombre mais sans formation politique solide, allait bien vite se ressentir de la perte de cet irremplaçable camarade. La direction de Knief fit vraiment défaut à la veille de l'élection du conseil d'ouvriers, qui débuta le 6 janvier et à laquelle, sur proposition de la droite de l'USPD, ne pouvaient participer que les inscrits du SPD, de l'USPD et du KPD (fondé juste quelques jours auparavant).

Les élections, auxquelles pouvaient aussi participer les chômeurs — s'ils étaient inscrits à un des trois partis cités —, se tinrent sur le lieu de travail pour les grandes usines, les ménagères et les travailleurs des petites entreprises votant, eux, dans les circonscriptions municipales. Cette limitation du droit de vote, qui eut par conséquence l'exclusion de grandes masses de prolétaires, affaiblit le KPD et favorisa les indépendants et les majoritaires. Le SPD fut doublement avantage: il profita plicinement d'un système électoral qui lui était favorable, mais organisa aussi des fraudes en tout genre, faisant passer pour membres du parti les employés, les gardiens, les dirigeants et les directeurs des grandes usines, et jusqu'aux employés des grands magasins; et il fit de même dans les nombreuses petites usines où ses manœuvres étaient encore plus difficilement contrôlables. C'est ainsi que le SPD obtint 113 mandats, l'USPD 64 et le KPD 62. Les communistes avaient prévu ce résultat et, dès le 3 janvier, ils avaient écrit dans *Kommunist* que les masses mettraient de toute manière à la porte ceux qui croyaient pouvoir manipuler la bataille politique avec de misérables subterfuges électoraux.

Alors qu'à Berlin la contre-révolution faisait rage, Brême entra dans une phase de luttes qui allait avoir des répercussions dans toute l'Allemagne. Une manifestation, en partie armée, organisée par les communistes le 10 janvier diffusa ses mots d'ordre dans les rues de Brême, jusque devant la mairie: « À bas le gouvernement Ebert-Scheidemann et ses hommes de main du conseil d'ouvriers et de soldats de Brême! Démission du sénat! Désignation de commissaires du peuple! Expulsion de tous les éléments bourgeois et des majoritaires des conseils de soldats! » Passant outre l'opposition de la majorité de leur conseil, certains soldats de la garnison participèrent eux aussi à la manifestation. Le conseil d'ouvriers et de soldats adopta les mots d'ordre de la manifestation — à l'exception des majoritaires, qui démissionnèrent — et élut au conseil des commissaires du peuple trois représentants du KPD, trois de l'USPD et trois délégués du conseil de soldats; ainsi furent élus commissaires: Henke, Frasunkiewicz, Jakos Kaiser, Rietschel et Johann Drettmann de l'USPD et Knief (dont on espérait alors qu'il pourrait reprendre rapidement son activité), Adolf Dannat, Karl Jannack et Rudolf Bäumer du KPD.

Au conseil des commissaires du peuple — présidé par Henke et Frasunkiewicz — fut adjoint un conseil exécutif constitué des neuf dirigeants

des commissariats (école et instruction, police et justice, ravitaillement, finances, santé publique, travail et usines, construction et logement, navigation et transport, presse et propagande), de trois représentants de l'USPD et de trois autres du KPD. Soit, au total, neuf indépendants et six communistes.

Knief, depuis son lit d'hôpital, avait recommandé aux camarades de ne pas considérer les événements récents de Berlin comme catastrophiques pour le développement du mouvement, mais avait aussi mis en garde — concernant Brême plus particulièrement — contre une conquête locale et prématurée du pouvoir. Cet avertissement fut négligé : Brême fut proclamée république socialiste autonome, et le désarmement de la bourgeoisie dans les vingt-quatre heures, la censure préventive de la presse bourgeoise et la loi martiale furent décrétés. Un message télégraphique du conseil des commissaires du peuple de Brême, transmis à tout le pays, proclama les décisions prises :

« À tous les conseils d'Allemagne !

Le prolétariat de Brême a décidé aujourd'hui, 10 janvier 1919, de rompre tout rapport avec le gouvernement Ebert qui, allié aux exploités, a déchaîné un régime de violence et de terreur bourgeoise contre le prolétariat de Berlin.

La classe ouvrière de Brême a confié son destin à un gouvernement prolétarien et demande à tous les conseils d'ouvriers et de soldats de se ranger à ses côtés dans la lutte contre le régime sanguinaire de la bourgeoisie. »

Dans les localités alentour également, les autorités en place furent déposées : le 8 janvier à Delmenhorst et, trois jours après, à Vegesack et à Blumenthal.

Mais la répression du mouvement révolutionnaire de Berlin modifia l'orientation du conseil d'ouvriers et de soldats : dès le 13 janvier, celui-ci remit en cause* la décision prise à la majorité par le conseil exécutif et par le conseil des commissaires** d'annuler les élections à l'Assemblée nationale. Le jour suivant — à l'initiative des dirigeants du SPD, semble-t-il —, des soldats placés sous le commandement de l'un des leurs délégués, du nom de Meyer, attaquèrent la garde ouvrière sous prétexte qu'elle menaçait de désarmer la garnison ; ils occupèrent quelques positions clés en ville et arrêtèrent le commandant de place, Bernhard Ecks, ainsi que les délégués du conseil de soldats Karl Jannack et Reimann. Dans l'après-midi, ils tentèrent également, sans succès, de désarmer les ouvriers des chantiers navals de la Weser. Il y eut quatre morts et quelques blessés. Les ouvriers accusèrent Henke — qui cherchait, comme d'habitude, à garder un pied dans chaque camp et s'était offert comme médiateur — d'être responsable de ce qui s'était passé et ne cachèrent pas leur volonté de l'éliminer. On arriva finalement à un compromis : on fit mine de croire que les affrontements étaient dus à

* Par 101 voix contre 88, dont celles du groupe USPD, dirigé par Frasunkiewicz.

** Par 18 voix contre 6.

une série de malentendus réciproques et l'on décida de retirer toutes les armes des dépôts pour les confier à la surveillance d'une garde mixte d'ouvriers et de soldats. Le commandant de place démissionna. Les officiers, qui avaient vainement offert leur aide à la garnison, firent rentrer à Verdun* l'artillerie qui avait déjà pris position aux portes de Brême — ce qui levait tous les doutes sur l'identité des inspireurs de cette tentative de putsch.

Mais la situation était en train de mal tourner, et la bourgeoisie manœuvrait de plus en plus ouvertement. Les médecins et les fonctionnaires menaçaient de se mettre en grève ; le blocage des crédits — décidé par les banques en réaction à la non-réhabilitation du sénat et du parlement — entravait l'action gouvernementale des conseils ; les manifestations de protestation contre la suspension des cours de religion et contre les autres réformes de l'instruction se succédaient. Le conseil des commissaires du peuple commença à faire marche arrière et leva la censure sur la presse bourgeoise ainsi que l'état de siège. C'est ainsi que les élections à l'Assemblée nationale du 19 janvier purent se dérouler sans opposition.

Le KPD était en train d'organiser pour le 21 janvier une grève générale de protestation contre le boycott financier des banques et de la grande industrie ; mais, un jour avant, un petit groupe de militants communistes rompit la discipline de parti en tentant de désarmer la garnison, en réponse à la provocation échafaudée par le SPD le 14. Un arrangement fut trouvé, mais cette initiative inconsidérée offrit à la droite de l'USPD l'occasion de retirer son appui à la grève. Le 21 janvier, le conseil d'ouvriers et de soldats consentit, avec seulement 17 voix contre, à décider d'élections pour la formation d'une représentation populaire municipale, fixées au 19 mars ; mais cela ne suffit pas à endiguer la prolifération de nouvelles alarmistes, et de son côté la bourgeoisie de la ville continuait à faire pression sur la garnison pour qu'elle désarme les ouvriers.

La propagande contre les ouvriers révolutionnaires de Brême fut alimentée par les événements de Wilhelmshaven** des 27 et 28 janvier. Dans cette ville, le conseil local — dit des vingt et un —, influencé par l'USPD, avait fait mettre sous séquestre le quotidien national-libéral *Wilhelmshavener Tageblatt* et fondé le journal *Die Tat*, à la suite de certains différends avec le SPD. Lorsque, le 11 janvier, les communistes occupèrent le siège de la *Wilhelmshavener Zeitung*, les officiers et des marins d'élite intervinrent et chassèrent les occupants des sièges des deux journaux. Deux marins furent cooptés dans le conseil. Dans les jours qui suivirent, manifestations et contre-manifestations se succédèrent. Le 27 janvier, les ouvriers et les marins occupèrent certains immeubles publics et la

* Ville située sur la Weser, au sud-est de Brême. [Ndlr]

** Ville de Basse-Saxe abritant une importante base de la marine militaire allemande sur la mer du Nord. [Ndlr]

caserne Tausendmann, commandée par le capitaine Ehrhardt, qui était en train, depuis quelques semaines, d'y regrouper un contingent d'officiers. Les occupants résistèrent toute la nuit à l'assaut de l'armée, mené à coups de canons, de mitrailleuses et de gaz, mais ils durent se rendre au matin. Il y eut huit morts et de nombreux blessés. Dans cette action insurrectionnelle, le camarade Jörn avait joué un grand rôle — c'était un jeune enseignant que la direction du KPD de Brême avait déjà menacé d'expulsion pour des initiatives parfaitement arbitraires qu'il avait prises les 20 et 21 janvier. Beaucoup de bruit fut fait à propos des fonds de la Banque d'État de Wilhelmshaven, réquisitionnés par les insurgés qui les avaient emportés avec eux à la caserne Tausendmann. Bien que l'affaire n'ait jamais été complètement éclaircie, il est fort probable qu'il se soit agi d'une provocation, vu que M^{me} Schröder-Mahnke, un agent de police fort habile, y fut impliquée : elle se trouvait — comme on le sut par la suite — à Wilhelmshaven ces jours-là, travestie en marin.

Le gouvernement du Reich a soutenu que l'action militaire contre Brême était nécessaire pour permettre le départ des navires qui devaient ramener d'Amérique les denrées alimentaires promises. En réalité, le trafic marchand n'était pas menacé. Les marins, qui avaient des salaires misérables et étaient soumis à une discipline navale antédiluvienne, avaient formulé quelques revendications plus que légitimes et de même nature que celles présentées dans tous les autres ports, notamment à Hambourg. En outre, lorsque Noske lança son offensive, un accord était déjà conclu. La vérité est que l'incendie couvait désormais dans toute l'Allemagne et que le gouvernement voyait dans le foyer de Brême, le premier à s'être déclaré et le plus radical, l'exemple que risquaient de suivre la *Wasserkante* d'abord puis le pays tout entier. Un exemple d'autant plus dangereux que, malgré les concessions faites à la démocratie bourgeoise, les ouvriers étaient restés en armes. Le jeudi 30 janvier, le gouvernement fit savoir par télégraphe qu'il avait ordonné aux troupes de marcher sur Brême pour y rétablir l'ordre. Le conseil des commissaires du peuple de la ville répondit par un télégramme de protestation : « Le calme et l'ordre règnent à Brême. Tout conflit entre le gouvernement et la *Bürgerschaft* se résout pacifiquement. Les spartakistes n'occupent aucune fonction de commandement. »

Dans la nuit, une délégation de Brême entra en pourparlers, en vain, avec le capitaine Danner, le négociateur désigné par la division Gerstenberg, constituée des forces blanches de Berlin. Le jour suivant, le conseil d'ouvriers et de soldats de Bremerhaven et le président du conseil de soldats du IX^e corps d'armée, aussitôt accourus à Brême, demandèrent à Noske de rappeler les troupes, puisque, disaient-ils, le calme et l'ordre régnaient en ville et que les navires pour l'Amérique partaient régulièrement. Les représentants du IX^e corps d'armée, réunis à Hambourg pour discuter du décret sur l'autorité de commandement du 19 janvier, envoyèrent ce télégramme :

« Hambourg, 31 janvier.

Le conseil des délégués du IX^e corps d'armée proteste vigoureusement contre l'envoi de troupes dans la zone relevant de sa compétence. Les conseils de soldats du IX^e corps d'armée disposent des moyens de garantir eux-mêmes l'ordre. Ils considèrent cette intervention du gouvernement comme une déclaration de guerre au IX^e corps d'armée et sont prêts à en tirer toutes les conséquences. Les conseils de soldats du IX^e corps d'armée sont décidés à défendre les conquêtes de la révolution et sont convaincus qu'ils seront soutenus par l'écrasante majorité des conseils de soldats. Ils demandent à ce que les troupes envoyées dans leur zone de compétence soient retirées. »

Une trêve fut conclue avec la division Gerstenberg, qui entre-temps avait continué à marcher sur Brême : son avancée était suspendue jusqu'au samedi 1^{er} février. Les ouvriers de l'ensemble de la Wasserkante voyaient dans l'intervention contre Brême une menace contre eux tous, au point que le journal social-démocrate *Hamburger Echo* s'en prit violemment à Noske dans un article de fond qui demandait : « Permettrons-nous que la révolution soit étouffée par le militarisme ? » Ce samedi-là, le grand conseil ouvrier de Hambourg — sollicité par Laufenberg — décida par 232 voix contre 206 que le conseil de soldats du IX^e corps d'armée devait prendre toutes les mesures militaires nécessaires pour stopper l'avancée de la division Gerstenberg : il devait bloquer les routes d'accès, armer les ouvriers dans les quarante-huit heures, occuper le port, confisquer tous les stocks de nourriture et assurer la défense de Brême par tous les moyens militaires à sa disposition.

Le SPD déclara que tout cela était de la comédie et vota presque unanimement contre ces mesures. Le conseil suprême de soldats de Hambourg menaça Noske de mobiliser le IX^e corps d'armée et tous les ouvriers de Hambourg. Vogler, délégué du service de sécurité, télégraphia à Brême : « À l'heure du danger, nous sommes à vos côtés. » À Brême, le désarmement des ouvriers avait été négocié : l'opération se déroulerait sous le contrôle du IX^e corps d'armée et les armes seraient confiées à une unité désignée par le conseil lui-même. Le 1^{er} février, les délégués du SPD participèrent à la séance du conseil d'ouvriers et demandèrent par télégraphe à Berlin que la trêve conclue avec la division Gerstenberg soit prolongée. À 3 heures du matin, le dimanche 2 février, l'accord suivant fut conclu :

« Les commissaires du peuple de Brême sont prêts à démissionner lorsque le gouvernement le demandera. Les ouvriers armés de Brême sont prêts à remettre les armes et les munitions au conseil de soldats du IX^e corps d'armée. Le conseil suprême de soldats du Grand Hambourg et le conseil de soldats du IX^e corps d'armée se portent garants du désarmement et du retour à l'ordre à Brême. Son intervention devenant bien moins nécessaire, les sociaux-démocrates majoritaires de Brême et tous les négociateurs demandent au gouvernement de rappeler immédiatement la division Gerstenberg, laquelle déclare de son côté renoncer à entrer dans Brême et dans Hemclingen le 2 février, à condition que d'autres troupes ne marchent pas sur Brême. Les camarades Rusch et Wrede de la commission des sept du Grand Hambourg

et Graeger du conseil d'ouvriers d'Oldenbourg sont intégrés au commandement de place de Brême pour y assumer des fonctions de contrôle ; ils s'occuperont des rapports avec la division Gerstenberg.

Le camarade Lampl du conseil central et le sous-lieutenant von Pritzelwitz, qui représente la division Gerstenberg, transmettent le présent accord au gouvernement du Reich. »

L'accord fut signé par Walter Lampl, président du conseil de soldats de Hambourg ; par K. Ertinger, J. Drettmann et Frasukiewicz du conseil des commissaires du peuple de Brême ; par Waigand, Schindelhauser et Schelter pour le SPD ; par Graeger du conseil d'ouvriers d'Oldenbourg ; par Rusch du conseil de soldats du Grand Hambourg ; par Libertin et Frese du conseil de soldats de Brême ; par Pool du conseil de soldats du IX^e corps d'armée ; par Behrens, député au Landtag d'Oldenbourg ; par le capitaine Danner et le sous-lieutenant von Pritzelwitz de la division Gerstenberg. Drettmann, Frasukiewicz et Frese étaient membres de l'USPD, Ertinger du KPD et tous les autres, y compris le capitaine Danner et le junker von Pritzelwitz, étaient du SPD. Henke, président du gouvernement des commissaires du peuple de Brême, s'était rendu à Weimar le 2 février pour remplir ses fonctions de député de l'Assemblée nationale. Le lundi, le conseil d'ouvriers et de soldats prit les décisions suivantes à l'unanimité :

« 1. Démission de l'actuel gouvernement et constitution d'un gouvernement paritaire où tous les partis socialistes sont représentés, proportionnellement au nombre de voix obtenu dans les conseils d'ouvriers et de soldats.

2. Les ouvriers armés se déclarent prêts à livrer les armes aux troupes appelées de Hambourg et de Bremerhaven, qui dès lors assureront la défense de la ville de Brême et organiseront le service de sécurité.

3. La division Gerstenberg s'engage à rester sur ses positions et à ne pas entraver l'entrée des troupes de Hambourg et de Bremerhaven. Elle se retirera une fois l'entrée des troupes en question achevée. »

La trêve devait durer jusqu'au lundi soir et ne fut rompue que par quelques escarmouches aux avant-postes. Le lundi matin, le gouvernement du Reich, qui n'avait répondu à aucun des télégrammes de protestation, envoya l'ordre suivant à la division Gerstenberg :

« Le conseil des commissaires du peuple de Brême doit présenter immédiatement sa démission. Dans la journée d'aujourd'hui, un nouveau gouvernement doit être constitué qui reflète les résultats des élections au conseil national. Les armes doivent être immédiatement remises au nouveau gouvernement, qui les confiera à son tour à la division Gerstenberg. Si ces conditions sont respectées, la division Gerstenberg n'occupera pas Brême. »

Le dernier point de litige portait sur le désarmement des ouvriers avant le retrait de la division, mais, quoi qu'il en soit, les armes « remises au nouveau gouvernement » seraient confiées à la garnison qui, comme les représentants du IX^e corps d'armée, avait repoussé le décret de Noske sur l'autorité de commandement. Reinhardt et von Lüttwitz déclarèrent

catégoriquement à Noske que le prestige du commandement ne pourrait souffrir le retrait de la division *. Mais toute la région de la Wasserkante était en état d'agitation et le gouvernement du Reich, pris en tenaille, hésitait. Le 2 février, durant une séance du cabinet, un télégramme arriva de la Ruhr faisant état d'une menace de grève des mineurs contre le coup de force du gouvernement. Dans un article paru dans le journal berlinois *Acht-Uhr-Abendblatt* du 8 novembre 1928, Noske évoque le déroulement de cette affaire en ces termes :

« Je mis le télégramme dans ma poche, sans en communiquer le contenu à mes collègues. Je réussis à leur faire voter l'attaque de Brême pour le matin suivant, si la ville ne s'était pas encore rendue. »

Tandis que Noske, épaulé par von Lüttwitz, traitait ses collègues ministres en hommes peu fiables et timorés, la division Gerstenberg continuait à s'approcher de Brême, où, à la différence de ce qui était souvent advenu ailleurs, les négociations n'avaient pas fait baisser la garde à la classe ouvrière. Le 30 janvier, lorsque avait été connu l'ordre de Berlin de réprimer Brême, les sirènes des usines avaient sonné l'alarme et, depuis, les ouvriers s'affairaient à renforcer leur armement. Ils disposaient déjà d'un canon et, lors d'un coup de main nocturne, ils s'en étaient procuré un autre. Mais les défenseurs étaient peu nombreux — près de cinq cents, en comptant une unité de marins accourue de Cuxhaven — et la division Gerstenberg était beaucoup mieux armée. Mitrailleuses et grenades à main, shrapnel, mines et mortiers vinrent peu à peu à bout de la résistance tenace des ouvriers et des marins. La garnison s'était déclarée neutre et avait hissé le drapeau blanc au-dessus de la caserne. Après avoir encerclé la ville et déblayé les barricades à coups de canon, les hommes de la division Gerstenberg firent reculer les révolutionnaires jusqu'au pont sur la Weser. À 13 heures, le conseil des commissaires du peuple ordonna de suspendre une bataille désormais sans espoir.

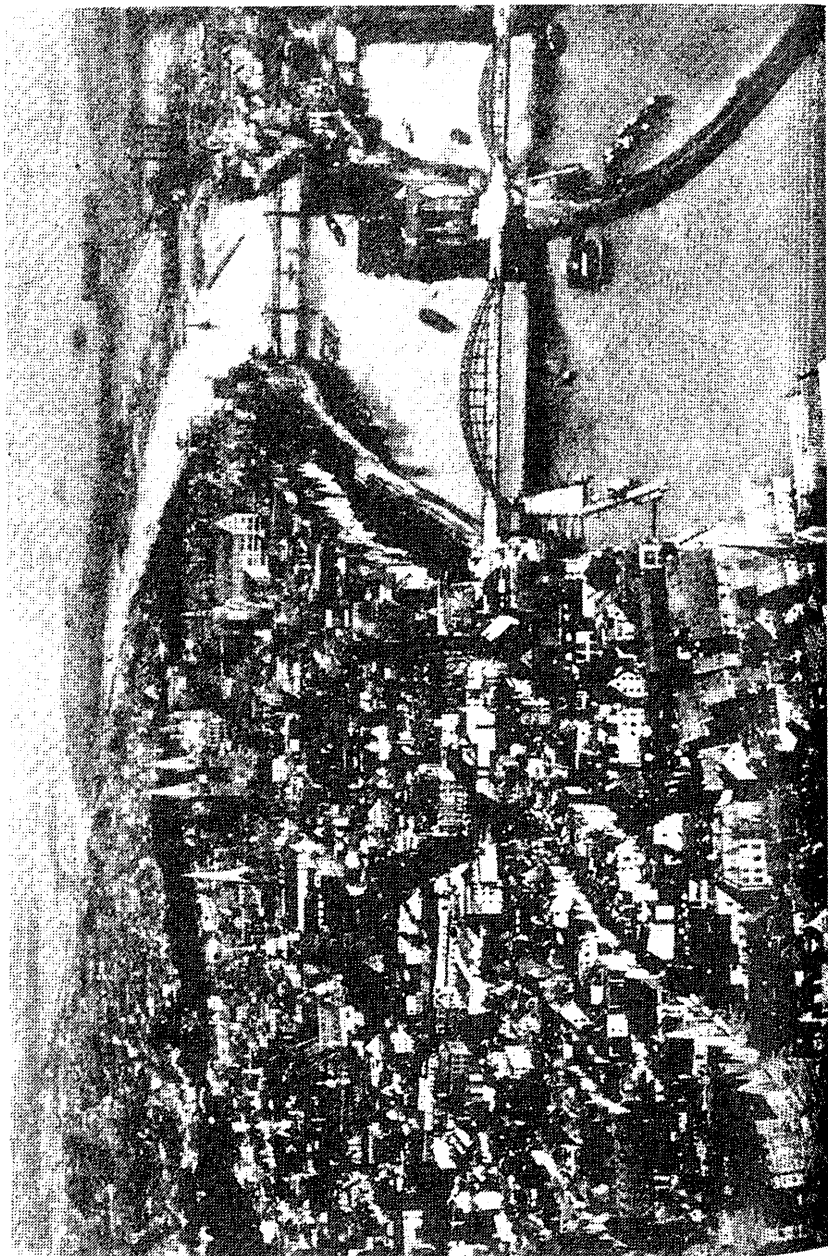
* Le major Caspari intervint lui aussi. Il avait intégré près de deux cents volontaires de Brême dans la troupe de Gerstenberg [un *Freikorps* de 3 000 hommes]. Dans un article, son aide de camp, le lieutenant D. Kloss, raconta : « L'intervention militaire du 4 février 1919 fut le résultat d'une série de consultations secrètes, tenues entre les représentants des cercles politiques et économiques de Brême et le major Caspari. Ces rencontres se poursuivirent ensuite auprès de la chancellerie puis avec Noske. Même le gouvernement était convaincu de la nécessité d'une intervention militaire. [...] Lorsque, le soir du 3 février, les négociateurs de Brême se rendirent de nouveau à Verden, il y avait encore le risque que le capitaine Danner renvoie toute chose à plus tard. Caspari perdit alors patience et, se référant à l'ordre de Noske, imposa au colonel Gerstenberg de donner l'ordre de l'avancée pour le jour suivant. » Après la conquête de Brême, Caspari fut récompensé par sa nomination comme commandant de place et, ensuite, comme colonel de police. Dans son corps de volontaires, le sous-lieutenant Fritz Fuhrmann joua un rôle d'une importance fondamentale, il sera par la suite condamné pour homicide aux travaux forcés. Le commandant Danner, plusieurs fois cité, sera ensuite nommé colonel de police à Hambourg.

Mais les défenseurs des ponts n'abandonnaient pas leur poste et les blindés n'arrivaient pas à s'emparer du grand pont sur la Weser. Ce n'est qu'à 5 heures et demie de l'après-midi, après avoir bombardé de nombreuses heures durant les défenseurs, que le régiment commandé par le major Caspari réussit enfin à avancer, tandis que les hommes de la division Gerstenberg, venus d'une autre direction, affluaient sur la place du marché. À 6 heures et demie, les cloches du Dôme sonnèrent à toute volée, annonçant à Noske la victoire des gardes blanches.

Près du Kaiserbrücke, où brûlait du gaz qui s'échappait d'un gros conduit coupé par les bombardements, le combat continuait. Les ouvriers et les marins, harcelés des deux côtés, durent finalement se replier et, après une brillante retraite, atteignirent la périphérie de Gröpelung et les chantiers navals sur la Weser. Ils embarquèrent sur le dragueur de mines des marins de Cuxhaven, sur des camions et des remorqueurs, descendirent la Weser et rejoignirent Vegesack, où ils attendirent en vain les renforts de Hambourg pour passer à la contre-attaque. Ils poursuivirent alors leur retraite jusqu'à Bremerhaven, où ils furent accueillis avec hostilité, au point de devoir recourir aux menaces pour se procurer à manger. Ils tentèrent ensuite de rejoindre Cuxhaven par la mer, mais, lors d'une tempête de neige, un de leurs navires échoua sur le sable et ne put repartir qu'avec difficulté. Les marins réussirent toutefois à rejoindre Cuxhaven. Les autres combattants cachèrent les armes et retournèrent à Bremerhaven en chantant *l'Internationale* et de là, par la route, rejoignirent la sécurité de Cuxhaven. Nous verrons plus loin pourquoi les renforts de Hambourg n'arrivèrent pas. Durant la bataille, les ouvriers avaient perdu vingt camarades ; en face, quarante-six hommes des gardes blanches étaient tombés, contrairement aux précédents combats révolutionnaires, où les ouvriers avaient subi les pertes les plus lourdes. Comme c'était désormais l'habitude, un ouvrier fut tué « alors qu'il tentait de s'échapper »*, un autre fut fait prisonnier à l'embarcadère de la Lloyd, mis au mur et assassiné lorsque, de fatigue, il laissa tomber les bras. La justice blanche fit le reste.

Les localités de la basse Weser – Bremerhaven, Geestemünde, Wilhelmshaven et d'autres – se virent elles aussi présenter la note pour leur

* Lors des affrontements aux avant-postes, deux ouvriers furent faits prisonniers, mis aux fers puis exécutés dans une charrette réquisitionnée à des paysans. Leurs corps furent amenés au médecin du district d'Achim, auquel on déclara qu'ils avaient été tués « alors qu'ils tentaient de s'échapper ». Mais un des ouvriers avait fait semblant d'être mort et se releva pendant que les soldats racontaient cette histoire au médecin. Il avait survécu à deux blessures au thorax. Son récit, la déclaration du médecin précisant que les coups avaient été tirés à bout portant, les indices laissés sur la charrette des paysans, tous ces éléments rapportés par Otto Lindau devant le parlement de Brême n'empêchèrent pas les documents du procès des assassins de la division de fusiliers de cavalerie de la garde de disparaître sans laisser de traces.



Brême, les lieux des affrontements : au premier plan à droite, les ponts sur la Weser.

comportement durant les affrontements de Brême : la division Gerstenberg la leur fit payer par l'occupation et la dissolution des conseils.

À Brême, Noske installa un nouveau gouvernement provisoire constitué de majoritaires comme Hermann Rhein, Dammer, Karl Deichmann, Johann Wellmann et Winkelmann, qui devint en avril un gouvernement de coalition*. Durant les négociations visant à bloquer l'avancée de la division Gerstenberg, Deichmann avait été coopté au commandement de la division, qui ne faisait pas un pas sans son accord, ce que confirmera par la suite Noske**. Les ouvriers de Brême n'étaient pourtant pas encore complètement domptés. Le 5 février, la division Gerstenberg lança toutes ses forces contre les chantiers navals sur la Weser, les occupa, fit tomber le drapeau rouge et déposa le conseil d'ouvriers dirigé par les communistes Hans Höcker, Wilhelm Deisen et Joseph Miller. Mais dès le jour suivant, le drapeau rouge flottait à nouveau sur les chantiers navals, les ouvriers avaient reconduit le conseil, obligé les troupes à se retirer de la zone des chantiers, et obtenu le paiement des jours de grève. Les chantiers sur la Weser restèrent ainsi le foyer du mouvement révolutionnaire.

La trahison du SPD, les provocations de la milice civique bourgeoise et l'incarcération de certains ouvriers révolutionnaires poussèrent les usines à constituer un comité dit des vingt et un. Puisque le sénat faisait la sourde oreille à leurs revendications, le 13 avril, le comité les présenta sous forme d'ultimatum : levée de l'état de siège, libération des prisonniers, assistance aux familles des victimes du 4 février, égalité de traitement dans l'attribution de denrées alimentaires entre la population et la garnison, désarmement de la bourgeoisie et armement des ouvriers organisés, augmentation des indemnités de chômage. Ces revendications furent à nouveau ignorées et, le 15 avril, une vaste grève générale débuta, contre laquelle le sénat lâcha la milice civique ; il y eut des affrontements qui firent des morts et de nombreux blessés, suivis d'arrestations massives d'ouvriers. Les ouvriers qui dans ces affrontements s'étaient opposés aux bourgeois armés et les avaient désarmés furent jugés par un tribunal militaire extraordinaire pour « vol » et condamnés à des peines allant jusqu'à quinze ans de réclusion.

* Lors des élections du 9 mars 1919 à « l'Assemblée nationale » de Brême [c'est-à-dire au parlement de la ville], le SPD recueillit 48 576 voix, le DDP 29 483, l'USPD 28 565, une coalition régionale entre DVP et DNVP 19 205, le KPD 11 358, le Centre catholique 2 561 et 8 626 voix allèrent à divers petits partis de fonctionnaires, d'employés, etc. Prirrent part à la coalition gouvernementale le SPD et les démocrates, avec respectivement 67 et 39 mandats sur 200.

** Pour justifier l'avancée des troupes, Karl Deichmann soutint plus tard qu'un « procès-verbal secret » d'une séance du conseil des commissaires du peuple prouvait que la proposition de remettre les armes au IX^e corps d'armée n'était qu'une manœuvre de diversion et qu'il avait été décidé de capturer et de tuer des otages. Mais il ne sut apporter aucune preuve matérielle à l'appui de ce mensonge grossier.

Le sénat et le commandant de place eurent une idée géniale : ils ordonnèrent une « grève de protestation bourgeoise ». Toutes les boutiques, les laiteries, les magasins des coopératives de biens de consommation, les auberges et les restaurants, les pharmacies et les hôpitaux furent fermés. Il fut interdit aux médecins, aux infirmières et aux obstétriciens de venir en aide aux malades. On en arriva à suspendre la distribution de l'eau, contraignant la population à aller puiser de l'eau dans la Weser. Cette folie, qui dura six jours et à laquelle contribuèrent à mettre fin les protestations de la petite-bourgeoisie indignée, marqua à jamais la mémoire de tous en montrant à quels excès les dirigeants sociaux-démocrates pouvaient en venir dans leur lutte contre les secteurs conscients de la classe ouvrière. Le 30 avril, la grève générale se termina sur une victoire partielle.

2.4. Hambourg dans la révolution

À Hambourg comme ailleurs, le cours de la révolution de novembre reflète ce que furent le développement et l'état du mouvement ouvrier local face à la guerre et durant la guerre. Hambourg avait été l'une des places fortes de la social-démocratie d'avant-guerre et la ville était encore l'une des principales forteresses de la direction social-démocrate. Bebel avait été élu député de Hambourg au Reichstag en 1884, et sa parole avait force de loi pour les permanents et pour l'écrasante majorité du parti. Un parti fier de son histoire, une histoire qui avait débuté avec les premiers pas du mouvement ouvrier allemand et intimement liée à des personnages comme Theodor Yorck, Wilhelm Geib, Wilhelm Hasenclever, Ignatz Auer, Hermann Molkenbuhr, entre autres. Mais les lauriers se fanent et la tradition ne pouvait suffire à insuffler l'énergie nécessaire à affronter les tâches du présent.

Les efforts faits sans relâche par Bebel pour maintenir sous le même toit les tendances divergentes du Parti social-démocrate empêchèrent à Hambourg la base du parti de prendre part aux discussions enflammées qui eurent lieu avant la guerre sur les questions tactiques et sur les principes. Les débats sur ces questions étaient considérés comme des futilités et, autant que possible, étouffés ou limités à un cercle restreint de dirigeants du parti ou du syndicat. L'*Hamburger Echo* était le plus important des principaux organes du SPD et évitait de heurter ces sociaux-démocrates qui, tel August Winnig, défendaient ouvertement des positions social-impérialistes.

Le travail de formation des cadres, mis en valeur à grand renfort de chiffres, était généralement confié à des maîtres d'école qui n'avaient aucun lien avec les luttes ouvrières ; la propagande en direction des masses était superficielle et limitée aux célébrations commémoratives et à des sujets de caractère littéraire. La publication de quelques textes classiques et même de nouvelles œuvres, tel le *Massenstreik** de Rosa Luxemburg – qui, dans le néant intellectuel du parti, fut très apprécié y compris des *Radikalen* de Hambourg –, n'était de toute manière pas en mesure de modifier les rapports de forces au sein du SPD. Un appareil bureaucratique pléthorique contrôlait les syndicats et le mouvement coopératif tant local que central, et avait de plus en plus d'influence sur le parti. L'expérience de la lutte pour le droit de vote de 1906 et des âpres conflits qui avaient impliqué les dockers et les ouvriers des chantiers navals aurait dû pousser à revoir les outils « confirmés par l'expérience » de la lutte ouvrière, mais le parti éluda la question.

* *Massenstreik, Partei und Gewerkschaften* (Grève de masse, parti et syndicat), Dubber, Hambourg, 1906. [NdLR]

« Dans les premiers jours de la révolution, le 6 novembre 1918, à **Hambourg** les indépendants décidèrent de lancer une grève générale. Pendant la nuit, un détachement de marins venus de Kiel occupa le port et l'île du chantier naval et dispersa le corps de garde installé à la gare centrale. Les équipages des bateaux plus petits adhèrent au mouvement révolutionnaire ; un conseil de soldats se créa avec à sa tête le marin Friedrich Zeller. Le matin suivant, les marins, après une brève fusillade dans le tunnel sous l'Elbe, mirent en fuite un commando qui essayait de les arrêter. Les travailleurs entrèrent ainsi en lutte en adhérant en masse à la grève générale. Vers midi, sur l'Heiligengeistfeld [champ du Saint-Esprit], environ 70 000 travailleurs en grève se rassemblèrent ; les masses approuvèrent un programme révolutionnaire rédigé ensuite par Fritz Wolffheim ; les travailleurs décidèrent, entre autres, que l'*Hamburger Echo*, devenu un outil au service de l'impérialisme, devait revenir aux mains de la classe ouvrière. Une fois l'assemblée terminée, un cortège imposant, avec à sa tête un détachement armé, se dirigea vers le faubourg d'Altona. Il entendait chasser le *Generalkommando* de la garnison de la ville. Un groupe d'officiers postés sur son parcours tira à la mitrailleuse sur le cortège, faisant plusieurs victimes ; après une brève bataille, les manifestants se remirent en marche. Arrivés près du siège du *Generalkommando*, ils découvrirent que le général Falk avait déjà pris la fuite. Pendant ce temps, des groupes d'ouvriers et de soldats étaient entrés dans les casernes. Mais devant la caserne du 76^e régiment, ils furent accueillis par le feu des mitrailles ; il y eut six morts et de nombreux blessés. Le premier à tomber fut le jeune camarade Friedrich Peter, qui, pendant la guerre, s'était distingué par son activité dans le mouvement des *Linksradikalen*. Les pertes subies ne découragèrent pas les manifestants, qui abattirent la porte d'entrée et écrasèrent les officiers qui avaient tiré à la mitrailleuse. Maintenant, il ne restait que la caserne des artilleurs à s'opposer à la révolution. Mais cette dernière forteresse du vieux pouvoir dut elle aussi se rendre quand le petit croiseur *Augsburg*, parti de Wilhelmshaven et arrivé dans le port de Hambourg, braqua ses canons contre elle. À Kiel et dans d'autres villes, le mouvement révolutionnaire prit essentiellement un caractère de révolte militaire. À Hambourg, au contraire, les objectifs socialistes et prolétariens s'imposèrent dès le début de la révolution ; la classe ouvrière y joua un rôle déterminant, dont le moteur fut la volonté consciente de son aile gauche. Celle-ci s'était constituée en centre de propagande et d'action au sein du parti des *Linksradikalen*, le futur parti communiste, essayant de radicaliser les indépendants, et avait battu en brèche l'influence néfaste des *Kaisersozialisten*. La décision du conseil d'ouvriers et de soldats, à peine constitué, de reprendre immédiatement l'*Hamburger Echo* et d'en confier la direction à Paul Frölich apporta la preuve de ses positions révolutionnaires. »

Cité de : *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, Chapitre trois, p. 191 et suiv. [ndlr]

Lorsque la guerre éclata, tous les dirigeants sociaux-démocrates de Hambourg, à quelques exceptions près, vinrent grossir les rangs du social-patriotisme. Le docteur Heinrich Laufenberg était l'exception la plus notable. On l'avait fait venir à Hambourg quelques années avant la guerre pour rédiger une histoire de la social-démocratie locale. Il s'était

opposé à des révisionnistes comme le docteur August Müller et Adolf von Elm, entre autres, et était de ce fait considéré comme un *Radikale*. Une phrase de son livre sur la révolution de 1905 à Moscou, *Der politische Streik**, exprime très bien sa position : « L'armement de la révolution signifia pour la social-démocratie la perte de la direction de la classe ouvrière russe et son abdication face à l'anarchisme. » Mais ceux qui avaient lu son livre, publié quelques mois avant l'éclatement de la guerre, avaient-ils vraiment compris le sens négatif que l'auteur donnait à « l'armement de la révolution » ?

Laufenberg fut reconnu comme chef du petit groupe des *Linksradikalen* de Hambourg, groupe qui grossit lentement et fut régulièrement décimé par la dictature militaire. Mais sur les questions les plus importantes, à savoir la ferme démarcation politique et la séparation organisationnelle par rapport aux indépendants, l'influence de l'*Arbeiterpolitik* de Brême et de la personne de Knief était déterminante à Hambourg également.

Lorsque, en novembre 1918, la vague révolutionnaire qui s'était formée à Kiel atteignit Hambourg, les *Linksradikalen* jouissaient déjà d'une grande influence sur le mouvement, mais pas d'une force organisationnelle à la mesure, même partielle, de leur influence — carence dont les conséquences se firent très tôt sentir. Une première et futile tentative des députés sociaux-démocrates Otto Stolten et Heinrich Stubbe — envoyés à Hambourg le 7 novembre par le gouvernement de Max von Bade — de désarmer les insurgés en leur promettant l'impunité échoua tout naturellement. Mais les majoritaires ne se laissèrent pas abattre et choisirent les casernes comme terrain d'intervention privilégié, réussissant à conquérir la majorité dans les conseils de soldats. Ce qui leur permit de disposer aussi des armes.

Le 8 novembre, l'élection du grand conseil ouvrier fut organisée dans les usines. Près de six cents délégués furent élus, qui nommèrent ensuite un comité exécutif de trente membres, dont dix-huit choisis parmi les délégués et douze — trois pour chacune des organisations — désignés par le SPD, l'USPD, les *Linksradikalen* et la coordination des syndicats. Ces trente délégués représentaient presque cent mille ouvriers. Dans le comité exécutif entrèrent aussi trente délégués des conseils de soldats, qui représentaient tout au plus quelques dizaines de milliers d'hommes. Cet « équilibre », adopté au nom d'une spécificité présumée de la révolution de novembre, celle d'être une révolte de soldats, détermina la composition des conseils dans presque tout le pays. Le rôle des conseils de soldats, où la composante des permanents syndicaux sociaux-démocrates avait le dessus, était d'autant plus marqué que le parti révolutionnaire était faible.

Laufenberg, revenu du front, ajouta à l'ambiguïté de la situation en se faisant nommer à la présidence du conseil d'ouvriers et de soldats,

* Heinrich Laufenberg, *Der politische Streik* (La grève politique), Stuttgart, 1914. [NdlR]

affaiblissant ainsi l'autonomie et le rôle critique de son parti vis-à-vis de la politique du conseil. Plutôt que de viser au développement du parti en concentrant toutes les forces sur le travail de propagande et d'agitation parmi les ouvriers et les soldats, Laufenberg consacra son énergie à une intense activité diplomatique visant à conquérir la majorité dans le conseil, afin, disait-il, de « sauver la révolution », mais plus sûrement afin d'imposer sa conception de la révolution. Le parti des *Linksradikalen* non seulement s'opposa à ce choix, mais dans les débats de ses assemblées adopta une ligne en flagrante contradiction avec la politique conseilliste de Laufenberg.

Il arrivait ainsi que le parti prenne position, par voie de presse ou de tracts, contre les décrets et les délibérations du conseil d'ouvriers et de soldats signés par Laufenberg, son propre chef. Mais il n'était pas facile d'obliger Laufenberg à démissionner de la présidence ou de l'exclure du conseil, en raison d'une part de la grande popularité qu'il avait acquise grâce à sa courageuse bataille contre la politique belliqueuse du SPD, et d'autre part du manque de maturité politique des *Linksradikalen* eux-mêmes, aggravé à cette époque par l'arrivée massive de nombreux travailleurs encore moins formés politiquement, voire sans expérience politique du tout. En outre, le 30 novembre, les *Linksradikalen* perdaient pour des mois leur organe de presse.

Le 6 novembre, au cours d'une assemblée de masse, il avait été décidé de reprendre la publication de l'*Hamburger Echo* et d'en faire — sous le nouveau titre de *Die rote Fahne* — l'organe révolutionnaire du conseil d'ouvriers et de soldats. Le premier numéro du nouveau journal sortit le 10 novembre, imprimé sur les presses de l'*Echo*. La nouvelle rédaction était dirigée par Paul Frölich, sur la base d'un accord entre indépendants et *Linksradikalen*. Mais l'entente ne dura pas, car il fut très vite évident que les positions des communistes et celles des indépendants divergeaient radicalement. La direction de l'USPD refusa de convoquer une réunion pour discuter de la situation, et Paul Dittmann*, revendiquant sa position juridique d'éditeur, prit le contrôle des stocks de papier assignés au journal et expulsa les communistes de la rédaction. Quelques jours plus tard, le quotidien revenait dans les kiosques, mais imprimé ailleurs et sous un nouveau nom : *Hamburger Volkszeitung*. Dittmann et consorts justifiaient ainsi le changement de titre :

« Nous avons décidé de suivre l'avis de nos lecteurs qui nous demandaient régulièrement de changer le nom du journal, car le titre *Rote Fahne* est

* Paul Dittmann était le frère du commissaire du peuple Wilhelm Dittmann. Il devait son influence au rôle de premier plan qu'il avait précédemment joué dans l'opposition au sein du syndicat des métallurgistes. Avec Paul Bergmann et d'autres indépendants de droite, il dirigea pendant longtemps l'USPD de Hambourg, tant que les ouvriers révolutionnaires indépendants conduits par Ernst Thälmann ne purent réduire l'influence de la droite. Après la scission qui fit suite au congrès de Halle, Dittmann et Bergmann entrèrent au SPD, mais n'emmenèrent avec eux que quelques centaines de partisans.

quotidiennement souillé par le journal berlinois homonyme de la Ligue Spartacus. »

À Hambourg, durant la guerre, l'USPD avait représenté la seule opposition légale, rassemblant ainsi sous son drapeau la masse des ouvriers qui refusaient la politique du SPD. De par son poids organisationnel, elle déterminait donc la politique des conseils et même celle de Laufenberg, qui arguait de sa condition de faiblesse pour justifier une politique de compromis. Le 12 novembre, après un vif débat avec les représentants du SPD, le conseil d'ouvriers et de soldats annonçait avoir pris le pouvoir politique et déclarait : « Le sénat et le *Bürgerschaft* sont abolis », mais, « ce sera aux organes légalement constitués par la suite de décider de l'articulation des nouveaux rapports de pouvoir ».

Le 16 novembre, le sénateur Carl Petersen, futur bourgmestre de Hambourg, informa le comité exécutif des conseils que des **négociations** entre les plus importantes banques de Hambourg, de Berlin et de Francfort étaient en cours **pour obtenir un crédit aux États-Unis**, afin de faciliter les importations. Le banquier Max Warburg lui avait fait savoir que si les représentants des conseils devaient y prendre part à la place du sénat et de la *Bürgerschaft*, cela risquait de les compromettre, car les banquiers prêteurs pourraient penser que Hambourg n'était pas une cité-État mais une municipalité ordinaire. Warburg suggérait de partager les pouvoirs : le pouvoir politique et le droit de veto au conseil d'ouvriers et de soldats, les questions financières et administratives au sénat et à la *Bürgerschaft*. Heinrich Laufenberg plaida en faveur de l'acceptation de cette démarche, à laquelle s'étaient associés le sénat et la *Bürgerschaft*; le 18 novembre, le conseil d'ouvriers et de soldats la fit sienne, nommant quatre représentants pour participer, avec voix consultative, aux réunions des deux organismes institutionnels. On décida en outre de l'élection d'une nouvelle *Bürgerschaft* avant le 1^{er} avril 1919. Les autorités de la ville retrouvaient ainsi leurs fonctions, sous la faible supervision du conseil d'ouvriers et de soldats.

Cf. Francis L. Carsten, *Revolution in Central Europe. 1918-1919* (La révolution en Europe centrale, 1918-1919), Berkeley, 1972. [NdlR]

Pour autant, quelques jours plus tard, le sénat était réhabilité sous la forme d'un organe administratif, une autorité municipale nécessaire – dit Laufenberg pour justifier cette décision – « pour faire fonctionner la machine publique » de la cité-État de Hambourg. Les représentants de la grande bourgeoisie avaient exigé que la *Bürgerschaft* soit rétablie dans ses fonctions. Laufenberg, cédant au SPD, proposa d'élire un nouveau parlement municipal, acceptant que jusqu'aux élections – prévues pour mars 1919 – ce soit la *Bürgerschaft* qui s'occupe des affaires courantes.

Le 22 novembre, le conseil discuta de la question de l'Assemblée nationale. Les positions exprimées lors du débat – dont les détails seront connus seulement par la suite – sont très significatives. Prenons, par

exemple, celle exprimée par Dittmann au nom des indépendants, en réponse à l'orateur du SPD, le sénateur Grünwaldt, qui demandait la convocation immédiate de l'Assemblée nationale :

« Nous considérons, nous aussi, comme inéluctable la convocation de la Constituante, mais nous ne devons pas précipiter les choses. Il faut avant tout socialiser les usines. [...] Nous savons que les jours du gouvernement des soviets sont comptés. Nous savons que si nous nous déclarons en faveur des soviets et refusons la Constituante, nous devrons subir l'hostilité de la France et de l'Angleterre, des démocraties de l'Entente qui nous diront : eh bien, vu que l'Allemagne refuse la démocratie, nous n'avons aucune raison de l'aider. »

Ou le discours de Laufenberg, dont voici quelques extraits :

« Je chercherai, comme à mon habitude, à rester impartial vis-à-vis des positions des trois groupes en lesquels sont actuellement divisés les sociaux-démocrates allemands les plus conscients.

Je voudrais avant tout dire quelques mots sur la Russie, car beaucoup sont convaincus, sans l'ombre d'un doute, qu'on peut reproduire l'expérience en Allemagne. [...] Il faut reconnaître au bolchevisme le mérite, grandiose et impérissable, d'avoir fait naître jusque dans la classe ouvrière allemande et autrichienne l'idée du socialisme qui nous a conduits à notre révolution. Mais, en ce qui concerne la réalisation du socialisme sur le plan économique, même nos camarades de parti doivent admettre que le faible développement économique de la Russie a entravé l'instauration d'une société socialiste. Après la révolution russe est venue celle de l'Allemagne et, pas plus que la révolution russe ne s'est arrêtée à la frontière allemande, la révolution allemande ne se confinera aux limites de l'Allemagne ; elle s'étendra en temps voulu au sud et à l'ouest.

Et maintenant, camarades, passons à notre position concernant la Constituante ! Nous avons un gouvernement socialiste et nous exerçons le pouvoir politique, mais nous ne sommes pas en mesure d'exercer une dictature prolétarienne. (*Très juste !*) [...] L'avènement de la Constituante signifiera sans aucun doute que le pouvoir conquis par la classe ouvrière sera remis en question ; mais nous ne pouvons pas non plus penser remettre en marche l'économie sans l'apport de la bourgeoisie. Si les autres pays nous refusent les crédits, nous n'aurons plus rien à nous mettre sous la dent. L'Entente aidera l'Allemagne tant qu'elle pourra exercer une influence sur sa politique et sur son gouvernement grâce à la position économique de la bourgeoisie allemande ; si nous tentons maintenant, et je le dis clairement, de terroriser la bourgeoisie, de la priver de sa propriété par la force des armes, de mettre la main sur les banques, autrement dit si nous cherchons à suivre la politique des bolcheviks en Russie, nous n'obtiendrons aucune paix durable. Je considère que nous ne devons pas nous crispier sur des positions exigeantes, mais que nous devons prendre en compte les deux points de vue, celui qui soutient la position des conseils et celui qui veut la Constituante. Nous avons de toute manière un gouvernement socialiste, nous avons les conseils et, à Berlin, un comité central des conseils d'ouvriers et de soldats. Celui-ci peut très bien coexister avec une assemblée législative ou un parlement qui, comme le Reichstag, se limite aux seules fonctions législatives. »

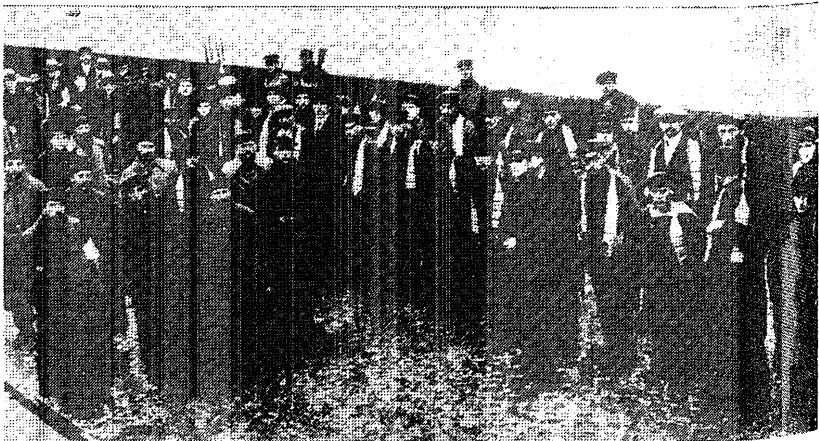
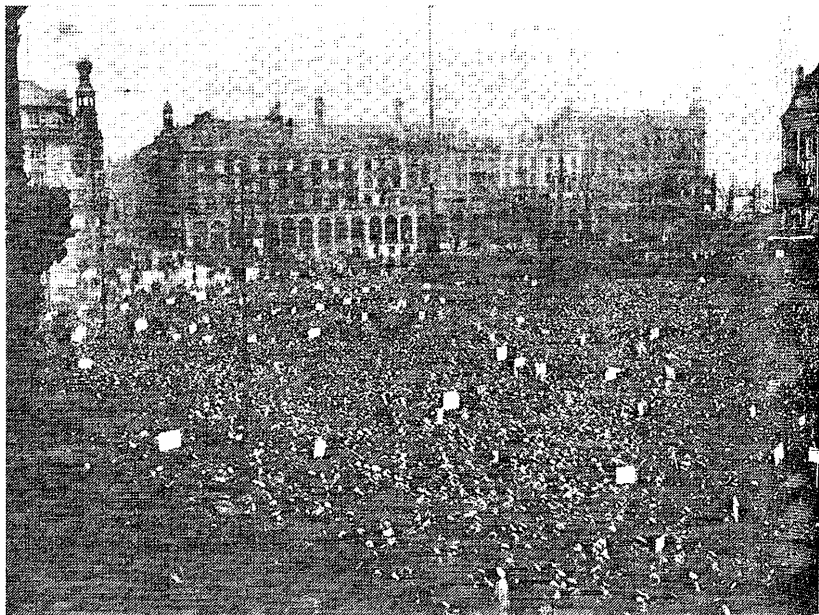
Quelques jours plus tard, Laufenberg ajouta encore à l'ambiguïté par cette autre prise de position équivoque :

« Si nous convoquons les élections pour la Constituante dans les prochaines semaines, nous nous retrouverons inévitablement engagés sur la même voie que la Russie. Les *Linksradikalen* sont prêts à le faire, mais aussi de nombreux camarades sur la base de positions individualistes et anarchistes. Si les élections tombaient dans une période de pénurie alimentaire, la guerre civile serait inévitable. C'est pourquoi je suis convaincu, et je le déclare ouvertement, que nous devons tenter de contrer l'influence qu'à sur la masse des ouvriers socialistes le groupe le plus extrémiste, qui pousse à des actions terroristes. Nous ne pourrions nous opposer à ce groupe que si, tout en maintenant la dictature de la classe ouvrière, nous réussissons à faire que la grande majorité de nos vieux compagnons de parti nous suivent, et si nous obtenons que la bourgeoisie soutienne la dictature, en trouvant les arguments pour la convaincre que c'est nécessaire. »

En substance, l'idée de Laufenberg d'instaurer une dictature de coalition avec la bourgeoisie contre les « déviations » du mouvement ouvrier révolutionnaire était une pure et simple trahison de la révolution. Sous prétexte de multiples « engagements dans les conseils », il désertait les réunions du parti, évitant ainsi de manifester publiquement des positions de ce genre*. Positions qui, étant celles que défendait son président lors des mois décisifs de la révolution, nous aident à comprendre à quel point la politique du conseil d'ouvriers et de soldats de la deuxième ville d'Allemagne avait failli. Le fait que, malgré tout, Laufenberg ait réussi à conserver une image de « gauche » jusqu'à la crise du KAP – pour finir ensuite dans les rangs du « national-bolchevisme » – ne peut s'expliquer que par le manque quasi total d'expérience révolutionnaire de la classe ouvrière.

Malgré ses contorsions diplomatiques et ses invitations à l'unité lancées avec insistance au « monde social-démocrate conscient » – qui toutes traduisaient une épouvantable confusion politique –, Laufenberg ne sut résister à la pression du SPD en faveur d'une démocratie ouvertement bourgeoise. Les prises de position des conseils suivaient les oscillations des sentiments des masses. La tentative de putsch contre les conseils de décembre 1918 à Berlin avait suscité une ferveur unitaire à la chaleur de laquelle les dirigeants majoritaires, qui en étaient pourtant complices, se chauffaient les mains. Durant les affrontements de Berlin, les communistes de Hambourg organisèrent, contre l'avis de Laufenberg, des

* C'est cette réticence à s'exposer qui explique pourquoi, même lorsque, au congrès du KPD de Heidelberg (octobre 1919), la contradiction explosa entre les positions que lui et Wolffheim affichaient et celles de la majorité du parti, personne ne lui reprocha sa « théorie » sur les conseils ; et pourquoi, au moment de la scission, il réussit à emmener au KAP quelques milliers d'ouvriers, quand seuls quelques centaines de communistes de Hambourg restèrent au KPD. En province, où l'influence de Laufenberg et de Wolffheim était faible, la situation était exactement inverse.



En haut : manifestation devant le sénat de Hambourg.

En bas : ouvriers hambourgeois réunis pour aller secourir leurs camarades de Brême.

manifestations de solidarité dont le succès convainquit la majorité du conseil de prendre position contre le gouvernement Ebert-Scheidemann.

Laufenberg avait proposé et obtenu que, dans un esprit unitaire, la rédaction du nouveau *Hamburger Echo* accueille des représentants des trois partis « de gauche ». La décision, naturellement, resta lettre morte ; en revanche, le jour même, Laufenberg fut arrêté – puis relâché – par la milice de sécurité. Le jour suivant, les majoritaires convoquèrent devant la mairie une manifestation « contre la terreur anarchiste, pour la liberté et la paix, pour le Parti social-démocrate et la révolution », où Laufenberg fut invité à démissionner. Les ouvriers des chantiers navals descendirent dans la rue pour le soutenir et les deux groupes de manifestants en vinrent aux mains ; il s'en fallut donc de peu pour que la confusion régnant au sein de la municipalité sur la question de l'unité ne se transforme dans la rue en lutte fratricide entre ouvriers. On décida alors de renouveler le conseil d'ouvriers et de constituer une commission de neuf ouvriers du SPD et de l'USPD pour tenter une nouvelle fois d'« unifier » la classe ouvrière et même d'« élaborer un programme pour la future organisation unitaire ». Il fut aussi décidé que toute manifestation devait être autorisée par cette commission. Le 18 janvier, celle-ci organisa une manifestation de protestation contre l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, où les représentants des partis furent interdits de tribune : « dans l'intérêt de l'unité », seuls les membres de la commission devaient prendre la parole. Les orateurs communistes, naturellement, ne tinrent aucunement compte de cette interdiction.

Le SPD avait profité de cette confusion « unitaire » pour se renforcer au sein des conseils et à la préfecture de police, au point de contraindre Laufenberg et l'indépendant Karl Herz à se démettre de leurs fonctions*. Ceux-ci déclarèrent avec résignation que Hambourg était désormais sous la dictature du conseil des soldats. La fin peu glorieuse d'une option politique défendue par tous les deux ne les empêcha de continuer à délirer en conseil sur la représentation populaire et sur « l'ancrage constitutionnel des conseils ». S'étant englués dans une politique parlementaire faite de négociations en coulisse et ayant laissé les sociaux-démocrates et les indépendants de droite monopoliser la presse, ils ne surent pas non plus, dans cette situation critique mener d'action politique au grand jour et ne furent pas capables d'utiliser dans une campagne d'agitation politique des éléments qui n'étaient que connus partiellement en dehors du conseil.

Entre-temps, l'avancée de la division Gerstenberg en direction de Brême avait commencé. Laufenberg fit voter à la majorité du conseil d'ouvriers une résolution demandant au conseil de soldats – dont il avait dénoncé le rôle contre-révolutionnaire quelque temps auparavant –

* Ayant en main la préfecture de police, le SPD avait ordonné des arrestations d'ouvriers auxquelles Laufenberg, président du conseil, et Herz, président de la commission justice, n'avaient pas su s'opposer.

d'armer sous quarante-huit heures les ouvriers de Hambourg et d'envoyer en renfort à Brême toutes les forces militaires disponibles. Un vœux pieux, qui eut pour seul résultat de freiner la mobilisation ouvrière, dans la vaine attente d'une distribution d'armes, et d'alimenter de faux espoirs à Brême. Siemer, homme à poigne et délégué indépendant au conseil de soldats, et Wilhelm Stürmer, président du conseil suprême de la marine, organisèrent un convoi de troupes qui n'arriva qu'à la gare, les chefs de gare ayant entre-temps organisé une grève et des sabotages.

Dans le même temps, les ouvriers du KPD et de l'USPD décidèrent de s'armer tout seuls et, conduits par Ernst Thälmann, s'emparèrent par un coup de force des armes entreposées à la préfecture de police et dans les casernes. Mais il était trop tard, Brême était déjà occupée. Sous prétexte d'éviter un armement « sauvage » et en appelant à un armement « ordonné » des ouvriers, le conseil des soldats avait réussi à empêcher tout armement. Cet arriviste prétentieux de Lampl arracha à l'assemblée plénière de tous les conseils de soldats une résolution condamnant « de la façon la plus énergique les télégrammes provocateurs envoyés au gouvernement par le conseil de soldats et par le conseil supérieur des soldats du Grand Hambourg ».

Le renouvellement des délégués ne réussit pas non plus à redonner vigueur au conseil d'ouvriers, qui avec ces élections perdit au contraire tout caractère de classe. Aux élections de district purent en effet prendre part tous ceux qui avaient plus de vingt ans et un revenu annuel inférieur à dix mille marks*. Le soi-disant conseil d'ouvriers sorti de ces élections fut ensuite « ancré » à la Constitution, et depuis il végète en reliquat solitaire et grotesque de la révolution de novembre, pierre tombale commémorant ironiquement la politique d'ancrage constitutionnel voulue par l'USPD. La cité-État de Hambourg paye les frais de maintien d'un maire réviseur et d'un « exécutif » de onze personnes qui pond des avis, des projets de loi, des propositions et des rapports annuels.

En juin 1919, Hambourg attira de nouveau l'attention générale. Noske avait ramené « l'ordre » partout en Allemagne, seule Hambourg avait été épargnée. Non que son intervention fût absolument nécessaire, puisque un sénat de coalition tenait solidement les leviers du pouvoir. Mais la milice de sécurité, bien que formée en grande partie d'ouvriers sociaux-démocrates et épurée de ses éléments révolutionnaires, était continuellement en conflit avec le sénat, qui entendait bien l'éliminer. Avec l'accord tacite de l'*Echo*, l'organe local du SPD, Lampl, devenu commandant de place, décida de mettre fin à cette opposition : mentant sans aucune pudeur, il accusa les communistes de souffler sur les braises et menaça d'avoir recours au peloton d'exécution, tandis que la presse bourgeoise désignait les miliciens sociaux-démocrates comme des

* Le SPD obtint 113 733 voix, l'USPD 17 745, le KPD 12 116. Les 51 243 voix restantes se portèrent sur 37 autres listes, dont celles du DVP et du PDD.

« rebelles communistes ». Le KPD réagit à cette attaque en diffusant amplement, le 3 juin, un tract où il accusait le SPD de monter une provocation afin de justifier le conflit avec la milice de sécurité et où il expliquait que la tentative de désarmer et de démobiliser la milice faisait le jeu de la contre-révolution, comme le montraient bien les événements de mars à Berlin. Les plaintes de la presse bourgeoise sur l'insécurité en ville servaient de fond musical à cette campagne. Le 23 juin et les jours suivants, la pénurie de denrées alimentaires provoqua ce qui fut appelé les « émeutes de la gélatine », où s'exprimait la colère de la population envers les immangeables rations de guerre et le marché noir, et son amertume de voir s'évanouir les conquêtes de novembre. Il se peut que les scandales à l'origine des « émeutes de la gélatine » – qui étaient d'ailleurs connus de la police – aient été dévoilés par hasard, mais les développements du soulèvement montrent bien que la provocation organisée était déjà à l'œuvre. Le « fabricant de gélatine » Heil fut jeté dans le fleuve (et immédiatement repêché par la police) et ses employés furent chargés sur des voitures couvertes de pcaux pointues – la « matière première » de cette fabrique de prétendue nourriture – et promenés dans les rues de la ville. Puis la chasse aux entreprises du même genre commença, et pour finir des tracts antisémites furent mis en circulation. En pleine émeute, Lampl et le sénat firent sortir de la caserne d'artillerie de Bahrenfeld leurs troupes les plus fiables, les *Zeitfreiwillige*, les benjamins de la bourgeoisie, et ces jeunes hommes tirèrent sur la foule, tuant un grand nombre d'ouvriers, de femmes et d'enfants.

Du coup, les travailleurs prirent d'assaut les postes de police, les dépôts d'armes et les prisons ; le 25 juin, ils occupèrent la mairie et la Bourse, faisant prisonniers les *Zeitfreiwillige*. On releva un grand nombre de morts et de blessés. Seize ouvriers étaient tombés en prenant d'assaut la mairie – six sociaux-démocrates, cinq indépendants et cinq communistes.

Le sénat appela alors Noske à l'aide. Celui-ci fit accoster au port une flottille de torpilleurs et fit occuper la ville par le 163^e régiment qui était de garnison en Allemagne septentrionale. Les troupes eurent la surprise de trouver Hambourg encore « intacte » et, maudissant les ordres reçus, accueillirent amicalement la population ouvrière venue sans armes à leur rencontre. Ils livrèrent une bonne partie des armes, qui furent triomphalement jetées dans le fleuve, et quittèrent ensuite la ville. C'était le 27 juin, le calme régnait à Hambourg. L'ordre avait été rétabli par les délégués des conseils d'usine, qui avaient procédé au désarmement conjointement à la milice de sécurité. Mais le général Lettow-Vorbeck dirigea malgré tout sur Hambourg une armée entière et, le 1^{er} juillet, entra très prudemment dans la ville, avec ses chars d'assaut, ses mortiers, ses lance-flammes et ses avions. Les ouvriers ne tirèrent pas un seul coup de feu, au grand regret de ceux qui espéraient un long et cruel combat. En Afrique, Lettow-Vorbeck avait gagné le surnom de « Mullah audacieux » et la population de Hambourg comprit

très vite pourquoi*. Pendant des semaines, les gardes blanches se livrèrent à des arrestations aveugles parmi la population, dont une partie, naturellement, applaudissait à cet énorme déploiement de forces. Les interpellés, femmes comprises, étaient conduits au poste de police et dans les casernes, où on leur faisait subir les méthodes en usage dans les colonies. Les sociaux-démocrates, qui craignaient que ce climat « africain » ne fasse fondre leur popularité, réussirent à obtenir d'Ebert et Noske, venus en personne à Hambourg, le retrait de Lettow-Vorbeck. Les milices furent congédiées et remplacées par six mille hommes des « troupes de sécurité ». À Hambourg aussi, le novembre révolutionnaire était liquidé.

* Lettow-Vorbeck avait pris part à l'expédition en Chine (1900-1901), puis commandé les troupes allemandes dans les colonies d'Afrique du Sud-Ouest (Namibie), où il se distingua en massacrant la tribu des Herero. De 1913 à 1918, il avait commandé les troupes allemandes de l'Afrique orientale (Tanga Nika, aujourd'hui Tanzanie) engagées dans une guérilla contre les troupes britanniques. [ndLR]

2.5. Le massacre de mars à Berlin

Pour trouver l'équivalent des actes de Thiers et de ses sanglants limiers, il faut remonter jusqu'aux temps de Sylla et des deux triumvirats de Rome : mêmes égorgements en masse, après le combat, même mépris dans le massacre pour le sexe et pour l'âge, même système de torture envers les prisonniers, mêmes proscriptions, mais cette fois d'une classe entière, même chasse sauvage après les chefs arrêtés, de crainte qu'un seul n'échappe, même délation contre les ennemis politiques et personnels, même boucherie sans distinction de ceux qui sont entièrement étrangers à la querelle. Il y a toutefois cette différence que les Romains n'avaient pas de mitrailleuses pour dépêcher en bloc les proscrits, qu'ils n'avaient pas la *loi à la main* ni sur les lèvres le mot de *civilisation*.

Karl Marx, *La Guerre civile en France*.

Noske, et tout ce qu'il est, est l'expression du parti.

Il n'a jamais cessé d'être socialiste et démocrate.

Résolution des cadres du SPD du Grand Berlin,

28 septembre 1919.

Bien que la défaite du prolétariat révolutionnaire en janvier et les assassinats de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht aient été des coups extrêmement durs, la fuite à Weimar de l'Assemblée nationale montrait bien que les partisans d'Ebert et de Scheidemann ne pensaient pas avoir définitivement abattu le prolétariat berlinois. C'était encore une question ouverte.

En janvier et en février, des sommes importantes furent affectées au financement d'une campagne de recrutement de volontaires*. Affiches et encarts publicitaires, insérés dans les quotidiens, invitaient à entrer non seulement dans les *Freikorps* dont il a déjà été question, mais aussi dans d'autres unités en formation : le corps des fusiliers d'infanterie, le régiment Alexander, les détachements Heetfeld et Tüllmann, le bataillon des transmissions de la garde, le régiment Oven, le régiment de marine Madlung, les *Freikorps* Lützow, Dohna, Hülsen, Görlitz, Yorck,

* Selon un rapport du sous-secrétaire d'État pour les questions militaires, Schiffer, au cours du mois de janvier 1919 sortirent des caisses de l'État trois milliards et demi de marks pour financer la démobilisation de la vieille armée ainsi que la formation et l'entretien des *Freikorps*.

le bataillon d'assaut Courbière, l'escadrille de combat Sachsenberg et bien d'autres. Le *Vorwärts* publiait quotidiennement des dizaines d'encarts payants annonçant le recrutement, ce qui lui rapportait d'importantes sommes. Non que les commandants des *Freikorps* aient cherché à enrôler des membres du SPD, mais le *Vorwärts* leur servait à donner à la campagne une coloration « socialiste ».

Du point de vue militaire, la situation du gouvernement s'améliorait de jour en jour, tandis que le désarmement des unités qui avaient pris part à la révolution de novembre se poursuivait. Après les affrontements de janvier, la sûreté publique avait rétabli l'ordre à Berlin, et les éléments révolutionnaires avaient été expulsés de la division de la marine populaire. Celle-ci ne comptait plus que six cents marins environ ; en novembre, le conseil exécutif avait fait venir ces hommes de Cuxhaven à Berlin ; dans la capitale, ceux-ci avaient dû faire les comptes avec les sabotages de Wels, qu'ils avaient arrêté six semaines plus tard, mais, malgré cette expérience, la majeure partie des marins était restée *neutre* durant les affrontements de janvier. Pour soumettre la division à un contrôle plus strict, il avait été décidé de l'intégrer à la milice républicaine. Quant aux « vicissitudes de la milice républicaine, des volontaires de Kuttner et de Baumeister et de la vieille garnison de Berlin », voyons ce qu'en dit Anton Fischer, qui fut l'un des protagonistes de ces événements* :

« On ne fit pas tant de manières avec la garnison. Les commandants furent liquidés ou déposés, la caserne placée à nouveau sous le commandement des vieux colonels de régiment. Malheureusement, le commandement de place, aux mains de Klawunde et de Marcks, ne s'était pas encore prononcé. Le conseil du commandement de place offrit — à l'initiative de Lüttwitz et Marcks, comme en témoignent les actes procéduraux suivants — de belles sommes aux délégués du conseil de soldats et aux commandants précédemment élus par la troupe pour qu'ils s'en aillent. Certains firent quelques difficultés, mais peu à peu, en insistant, l'objectif fut atteint. Juste pour faire un exemple : il paraît que pour obtenir la démission de l'un des commandants, membre du conseil de soldats, quarante-cinq mille marks ont été déboursés. Bon gré, mal gré, il s'en alla finalement *satisfait*... »

Le *Generalkommando* Lüttwitz s'occupa surtout de la milice républicaine. Avec tantôt de petites concessions, tantôt des sommes d'argent plus ou moins consistantes, il en réduisit la taille drastiquement ; la documentation disponible n'est vraiment pas une attestation de mérite pour la milice républicaine. Elle avait été jusque-là une épine dans le pied, désormais elle faisait de son mieux, sous le commandement de Müller, pour devenir une garnison entièrement fiable. Müller et la commission des cinq de la milice républicaine finirent bien vite par se retrouver plus souvent aux côtés des unités de Lüttwitz que de celles qui faisaient service avec eux. »

Ces formations socialement hétérogènes et sans aucune expérience politique ne prirent position politiquement que lorsqu'elles eurent à

* Anton Fischer, *op. cit.*

défendre concrètement leurs propres intérêts. Elles ne se rendirent compte que trop tard et seulement partiellement du fait que leurs intérêts propres étaient étroitement liés à ceux de la classe ouvrière, dans les rangs de laquelle la majorité de ces soldats allait être rejetée par la démobilisation et le chômage. Les mercenaires de la république en formation, ce ne pouvaient pas être eux, car ils étaient pleins d'illusions sur les changements économiques et politiques que, croyaient-ils, la démocratie apporterait. Le pouvoir des vieilles hiérarchies militaires gagnant du terrain de jour en jour et le nombre des formations mercenaires encadrées par de vieilles canailles du militarisme augmentant, les illusions des soldats républicains commencèrent à vaciller et leur inquiétude à croître.

Le chômage et l'inflation, en augmentation constante, entretenaient le mécontentement ouvrier, provoquant des grèves continuelles. Dans les usines, une guérilla se jouait en défense des conquêtes de novembre et des conseils que le gouvernement voulait dissoudre. Le 24 février, en Allemagne centrale, la grève générale fut proclamée, mais Berlin était encore sous le choc des affrontements de janvier et les tribunaux en étaient encore à juger leurs participants. C'est en vain que leur libération, en particulier celle de Ledebour, était réclamée; au lieu de ça, le 12 février, Radek fut à son tour arrêté et incarcéré à la prison de Moabit. Dans le même temps, à l'hôtel Eden, les insaisissables assassins de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht trinquaient sans complexe à la santé du « juge d'instruction », leur invité.

L'organisme représentatif des ouvriers berlinois, l'assemblée plénière des conseils ouvriers, élut un nouveau conseil exécutif. En novembre, les conseils d'usine avaient été constitués sur une base paritaire, mais les élections des conseils des fonctionnaires publics et des professions libérales avaient, elles, connu pas mal d'irrégularités; ce qui avait permis aux sociaux-démocrates et aux partis bourgeois de s'imposer dans les trois quarts des délégations à l'assemblée plénière, n'en laissant qu'un quart à l'USPD.

Les élections de janvier avaient changé ce rapport de forces et en février, voyant la situation s'envenimer, le SPD s'opposa en conseil exécutif à la convocation de l'assemblée plénière; mais une pétition signée par cent cinquante délégués l'obligea à céder. Lorsque, le 26, l'assemblée se réunit, les dirigeants du SPD, qui doutaient de la fidélité d'une partie de leurs délégués, firent en sorte que l'on ne discute que de l'ordre du jour, puis obtinrent un ajournement au 28. Ce jour-là, Richard Müller (USPD), Julius Kaliski (SPD) et le docteur Michaelis (démocrate) firent de longs discours sur la situation politique, économique et militaire, et conclurent en demandant que le conseil central — qui avait cédé le 6 février ses pouvoirs à l'Assemblée nationale — convoque le congrès des conseils. Les partisans de Scheidemann voulaient faire traîner la chose afin de mettre le congrès face au fait accompli, alors que Müller insistait pour une convocation rapide en avançant cet argument :

« Le chaos est total. Sans ordre et sans reprise économique, la ruine du peuple allemand est inévitable. [...] Nous avons le devoir de faire tout notre possible pour endiguer ce désastre. Nous devons convoquer les conseils en congrès, pour tranquilliser les mineurs et les ouvriers allemands. »

Une résolution de compromis et non contraignante fut approuvée. Une délégation de l'AEG de Hennigsdorf, composée des représentants de tous les courants, demanda que la grève générale soit immédiatement proclamée pour venir en aide aux ouvriers de l'Allemagne centrale. « On a perdu suffisamment de temps, déclara Müller, et les délégués sont fatigués des débats interminables et ennuyeux au point de ne plus être en mesure de discuter de cette question, pourtant importante. »

Les ouvriers de l'Allemagne centrale restèrent sur leur faim. Sans tenir compte de l'opposition d'une bonne partie de l'assemblée, la présidence approuva la proposition de suspension présentée par les sociaux-démocrates et, à 3 heures de l'après-midi, leva la séance : la salle devait être décorée pour un bal. Avant de se disperser, l'assemblée élut un nouveau conseil exécutif : l'USPD obtint 305 voix, le SPD 271, le KPD 99 et le Parti démocrate 95. Six indépendants, six majoritaires, deux communistes et deux démocrates entrèrent dans l'exécutif*.

Le gouvernement, temporairement isolé du reste du pays en raison de la grève des transports, se rendit compte de la gravité de la situation. À Berlin, ses marionnettes ne pouvaient éviter la grève générale qu'en faisant des concessions. Avec une situation encore plus explosive dans la Ruhr et dans d'autres parties du pays, le gouvernement ne pouvait pas laisser la grève générale de l'Allemagne centrale contaminer Berlin. C'est pourquoi, le 1^{er} mars, le groupe social-démocrate de l'Assemblée nationale présenta une proposition de loi en faveur de la socialisation, autour de laquelle le gouvernement monta immédiatement une campagne fallacieuse. Le 3 mars, le groupe parlementaire présenta une loi à l'Assemblée, l'accompagnant de quelques concessions aux ouvriers d'Allemagne centrale sur la question des conseils d'usine. Le tout pour gagner du temps et procéder à une répression en taches de léopard du mouvement révolutionnaire. La manœuvre réussit. Berlin se joignit à la grève, mais trop tard : en Allemagne centrale elle prenait fin.

Le 2 mars, les représentants berlinois des majoritaires dans les conseils ouvriers envoyèrent une délégation à Weimar et, le lendemain matin, dans le *Vorwärts*, lancèrent au gouvernement un appel à « consolider les conquêtes de la révolution », en se dissociant de la grève générale. Le 3, la *Rote Fahne* appela à la grève générale, sans d'ailleurs lancer de mots d'ordre de prise du pouvoir. De nombreuses délégations de grandes usines se présentèrent ce jour-là à l'assemblée plénière des conseils ouvriers pour faire savoir que le matin même, les ouvriers décideraient de prendre part ou non à la grève. Les pressions de la base

* Aux élections suivantes, le 19 avril, l'USPD obtint 312 voix, le SPD 164, le KPD 103 et le Parti démocrate 73.

poussèrent le groupe SPD à déclarer qu'il s'abstiendrait de voter à l'assemblée et qu'il voulait un référendum dans les usines, mais que si l'assemblée plénière votait pour la grève, les majoritaires s'y joindraient aussi.

L'écrasante majorité des délégués des conseils, parmi lesquels de nombreux sociaux-démocrates, vota en faveur de la grève générale sur la base d'une plate-forme revendicative qui, dans son ensemble, représentait, tout en les modérant, les mots d'ordre des communistes :

« 1. Reconnaissance des conseils.

2. Application immédiate des sept points de Hambourg.

3. Libération de tous les prisonniers politiques, et de Ledebour en premier lieu ; suspension de tous les procès politiques ; abolition de la juridiction militaire ; transfert de toutes les procédures pénales des tribunaux militaires aux tribunaux civils ; suppression de la cour martiale ; arrestation immédiate de tous les suspects d'homicides politiques.

4. Organisation immédiate d'une milice ouvrière révolutionnaire.

5. Dissolution immédiate de tous les *Freikorps* constitués à la suite de la campagne de recrutement.

6. Reprise immédiate des relations politiques et économiques avec le gouvernement russe des soviets. »

Chaque point devait être voté individuellement.

Sur une proposition de Richard Müller, la direction de la grève fut confiée à un comité directif constitué de façon paritaire par des représentants du SPD et de l'USPD. Müller avait expliqué aux communistes qu'ainsi « les majoritaires seront tenus de participer à la grève, même s'ils y étaient opposés, par respect du principe démocratique ». Nous avions donc une grève générale contre les disciples de Scheidemann, organisée avec leur « collaboration », tandis que le *Vorwärts* bataillait contre la grève et que le gouvernement social-démocrate proclamait simultanément l'état de siège. Les communistes refusèrent d'entrer dans le comité et invitèrent les indépendants à faire de même : l'invitation fut repoussée.

Le comité décida que la grève devait bloquer l'impression de tous les journaux, excepté le propre bulletin d'information du comité, rédigé par un journaliste de *Freiheit*. Le *Vorwärts* sortit jusqu'à ce que ses typographes soient contraints de suspendre le travail sous la menace d'être traités en briseurs de grève. Les machinistes des grandes typographies des quotidiens étaient déjà en grève depuis le 1^{er} mars pour des revendications salariales. La *Rote Fabne* ne pouvait être publiée car les soldats de Noske avaient dévasté les locaux de la rédaction et détruit à coups d'explosifs les machines typographiques. De plus, Noske avait émis des mandats d'arrêt contre des membres de la Centrale du KPD et contre les rédacteurs de la *Rote Fabne*. L'état de siège venait d'être décrété, officiellement contre les saccages.

Le commandant Lüttwitz était, nous l'avons vu, occupé à mettre de l'ordre dans la milice républicaine. Pour se défaire rapidement des

troupes qui avaient participé à la révolution de novembre, il fallait mettre en évidence leur non-fiabilité. L'hostilité des ouvriers sociaux-démocrates envers les *Freikorps* ne laissait politiquement d'autre issue à Ebert et à Scheidemann. En outre, pour qu'il soit permis aux généraux blancs d'enrôler un contingent conséquent de mercenaires, ceux-ci devaient pouvoir être présentés à l'Entente comme le dernier rempart contre la marée bolchevique.

Pour pousser le mouvement révolutionnaire à réagir, ils recrutèrent, sans regarder à la dépense, une armée de canailles disposées à se livrer à toutes sortes de provocations. Le foyer de cette organisation ayant des ramifications dans tout le pays était la division de fusiliers de cavalerie de la garde ; de son côté, le service d'information de la vieille armée avait mis à disposition ses propres agents, experts en manipulations de toute espèce.

Au cours du mois de mars, cette bande d'espions et de provocateurs qui, pendant toute l'année 1919 et même après, allait pousser les masses ouvrières affamées à se faire massacrer sous le tir des mitrailleuses, entra en scène à Berlin avec brio*. Le 8 février, des affrontements avaient déjà eu lieu avec les chômeurs dans le quartier périphérique de Rosenthal**, où douze personnes avaient été tuées. La division de fusiliers de cavalerie de la garde fit courir le bruit que les chômeurs avaient été poussés à agir par les hommes de la division de marine. Pendant plusieurs semaines, les troupes stationnées aux portes de Berlin et prêtes à se mettre en marche avaient reçu des renforts. Le 1^{er} mars, la milice de sécurité avait abandonné la préfecture de police, occupée en janvier après la bataille contre ses compagnons d'armes révolutionnaires. Le 2 mars, le commandant de place donna un ordre secret : « Au premier début d'émeute, ou si nous pouvons la prévoir avec certitude, le *Generalkommando* Lüttwitz ordonnera aux troupes stationnées aux portes de Berlin de marcher sur la ville. » Depuis qu'elle avait repris sa publication en février, la *Rote Fahne* avait régulièrement mis en garde contre le risque de se faire entraîner dans un conflit armé, et dans l'appel à la grève générale, il avait même écrit : « Ne vous faites pas entraîner dans d'inutiles fusillades ! Noske n'attend rien d'autre. » Cette prise de position valut à la *Rote Fahne* d'être à nouveau interdite.

Le *Generalkommando* Lüttwitz répartit les zones d'opération entre les unités. La zone entourant l'Alexanderplatz fut assignée à la division de

* Qui désire en savoir plus sur cet aspect de l'appareil militaire mis sur pied par Noske peut lire la brochure intitulée *Spitzel* [Informateur] (Viva, 1922), les actes du procès de l'assassin Blau (Die Schmiede, 1924) et les autres récits de ces événements, sans toutefois se laisser abuser par les arguments du vice-préfet de Berlin Weiss (*Polizei und Politik*), selon lequel « la présence d'agents provocateurs était tout à fait exceptionnelle ». Il s'agit évidemment d'affirmations dictées par les intérêts de la police. D'après les déclarations faites par un fonctionnaire de la police judiciaire lors du procès Blau, il y avait bien cent dix agents au service uniquement de la division de fusiliers de cavalerie de la garde.

** Banlieue nord de Berlin. [NdlR]

la marine populaire. Peu avant que la grève générale soit décidée, des pillages s'étaient produits dans cette zone et les marins avaient procédé à de nombreuses arrestations. Ces razzias tout comme les coups de main du soir du 3 mars et de la nuit suivante contre des postes de police avaient été le fait de provocateurs. Le 4 mars, le Parti communiste dénonça ouvertement la provocation, mettant en garde les ouvriers contre les actions inspirées par les provocateurs de l'hôtel Eden. Lors de l'assemblée plénière des conseils et des assemblées d'usine, les communistes attirèrent l'attention sur les manœuvres de ces agents soudoyés. Le 6 mars, le Parti communiste, pour conjurer des actions sans perspectives, distribua un tract où il démasquait les manœuvres provocatrices et dénonçait le rôle qu'y jouaient les diverses unités militaires.

Mais la machine était enclenchée. Dans la nuit du 3 au 4, le général Lüttwitz avait refermé le piège. Anton Fischer le confirme :

« Le 5 mars, à la caserne de la milice républicaine postée dans l'immeuble de la marine [c'est-à-dire la division de marine intégrée à la milice républicaine], le capitaine Marcks transmet l'ordre du commandant de place de ratisser la zone entre la Jannowitzbrücke Bahnhof et l'Alexanderplatz, où des criminels et toutes sortes de pillards étaient en train de prendre pied. La milice exécuta cet ordre et, quand elle arriva à la Magazinstrasse face à la préfecture, elle essuya des coups de feu et des lancers de grenades qui portaient autant de la Magazinstrasse que de la préfecture. Dans un premier temps, les hommes de la milice crurent être attaqués par des pillards, mais lorsqu'ils découvrirent avec surprise qu'ils étaient assaillis par des casques d'acier*, ils devinrent furibonds. Pensant à une embuscade, ils demandèrent des renforts aux autres casernes et avancèrent sur les assaillants, attaquant la préfecture avec mitrailleuses et canons. Les affrontements se poursuivirent tard dans la nuit. Tandis que les deux formations de l'armée se combattaient, les pillards purent faire leur razzia sur les magasins de l'Alexanderplatz sans être dérangés.

Mais comment en est-on arrivé à cet affrontement ? Le commandant de place avait ordonné à la milice républicaine de ratisser l'Alexanderplatz, sans lui faire savoir que la nuit précédente il avait renforcé la préfecture en y faisant venir des unités du général von Lüttwitz, le *Freikorps* Lützow. Celui-ci avait reçu le même ordre. Mais le capitaine Marcks, lui aussi, n'avait fait à ses officiers qu'un tableau incomplet de la situation, si bien que chacune des deux formations considéra l'autre complice des pillards. »

Pour compléter le témoignage de Fischer, nous ajouterons que la provocation s'était jouée, presque simultanément, sur les deux fronts. Le commandant Rudolf Klöpfel, très populaire chez les marins, s'était rendu à la préfecture pour avoir des informations, ayant vu des patrouilles de

* *Stahlhelm, Bund der Frontsoldaten* (casques d'acier, Ligue des anciens combattants) : le 66^e régiment d'infanterie, un *Freikorps* fondé à Magdebourg (Saxe-Anhalt), à Noël 1918, par Franz Seldt, capitaine de réserve et industriel, qui se transforma ensuite en association paramilitaire regroupant les anciens combattants ; en 1930 la Ligue déclarait 500 000 adhérents. [Ndlr]

Freikorps dans la zone*. Il découvrit avec stupeur qu'une unité du corps Lüttwitz y avait pris ses quartiers. Éconduit avec arrogance, il fut touché sur l'Alexanderplatz par un coup de feu mortel provenant de la préfecture. Les marins, furibonds, récupérèrent le cadavre de leur compagnon de lutte**. Cette « insignifiante fusillade due à un malentendu », comme l'a définie le ministre de la guerre prussien Reinhardt, fut le point de départ du massacre de mars.

Par provocation, certaines unités de *Freikorps* furent intégrées aux marins, que les troupes de Noske appelaient « les criminels de novembre ». Le matin du 4 mars, le général von Lüttwitz avait fait avancer ses troupes sur Berlin. Le 5, des unités de la milice et des marins s'étaient accrochés près de la préfecture avec la garde abhorrée de Noske. Le jour suivant, le général déclencha la première attaque. Aux tentatives de médiation du 6, Noske et le major von Gilsa répondirent qu'il était techniquement impossible de donner l'ordre de s'arrêter aux troupes de Lüttwitz. « L'intervention militaire contre les milices populaires qui assuraient le service de sécurité publique ne fut ordonnée par le gouvernement qu'avec beaucoup de retard », soutint un gratte-papier du ministère de l'Intérieur prussien dans la brochure *Les Désordres de Spartacus*. Et pour quelle raison ? « Pour des raisons purement humanitaires. »

Près de la préfecture, les mêmes affrontements que ceux de janvier se produisirent. Comme le 12 janvier, la préfecture fut frappée de tous les côtés. Comme en janvier, les assaillants attaquèrent en passant par le tunnel du métropolitain, mais, cette fois, un *Freikorps* les attendait et, mal dirigés, ils subirent de lourdes pertes. Les Lüttwitz et les Reinhardt avaient tiré quelques enseignements des affrontements de janvier. Ils lancèrent des bombes d'un demi-quintal qui enfoncèrent le toit du tunnel et bombardèrent par avion les bastions de la milice républicaine. Ils se fièrent plus aux armes lourdes qu'aux hommes, d'abord parce que leurs mercenaires n'avaient aucune envie de mourir héroïquement, ensuite parce qu'ils devaient donner l'impression qu'une insurrection en bonne et due forme était en cours. Après l'Alexanderplatz, ils s'en prirent au siège de la marine, qu'ils bombardèrent du sol et des airs, faisant de nombreux morts parmi la milice républicaine. Reinhardt réussit à occuper l'immeuble sans subir de pertes. Dans la Magazinstrasse, de multiples grenades furent lancées depuis le siège de la police montée contre un autobus qui transportait des hommes de la milice républicaine.

Pour l'état-major de l'hôtel Eden, l'objectif principal était la dissolution des forces militaires républicaines, alors que celui qu'avait le plus à

* Les *Freikorps* étaient intervenus le 5 mars, près de la gare de Lchrt, contre un détachement de la division de marine. Une délégation de marins s'était rendue à la préfecture et, comme garantie, avait réclamé la garde de l'immeuble. Le général von Lüttwitz avait refusé. Rudolf Klöpfel était un membre de cette délégation. [NdlR]

** Dans les comptes-rendus des affrontements de mars, Klöpfel fut recensé parmi les victimes. Le capitaine, témoin du complot criminel du massacre de mars, a, lui, survécu à ses graves blessures.



En haut : « Pour reconquérir l'Alexanderplatz, on a eu recours, pour la première fois dans l'histoire des révolutions, à toutes les armes utilisées sur les champs de bataille : artillerie légère et lourde, bombes pouvant peser jusqu'à un quintal, reconnaissance aérienne et bombardement aérien. » *Berliner Tageblatt*, 8 mars 1919.

En bas : blindé des troupes gouvernementales dans la Kaiser Wilhelm Strasse à Berlin, en mars 1919.

cœur le groupe dirigeant des disciples de Scheidemann, qui se retrouvait au siège du *Vorwärts*, c'était de diviser les ouvriers grévistes.

Dans un appel du 4 mars, le SPD demanda à ses militants de ne prendre part à la grève que si elle était décidée par un référendum à bulletin secret. Depuis la journée du 4, une délégation social-démocrate était à Weimar pour négocier. En conséquence, le comité de grève envoya lui aussi une délégation. Le 5, avant que les délégations ne rentrent, une conférence de permanents et de délégués SPD des conseils avait adopté la résolution suivante :

« [La conférence] déclare que la grève a été décidée, contre la volonté du Parti social-démocrate et de ses représentants au conseil ouvrier du Grand Berlin, par une assemblée des conseils dominée par les communistes et les indépendants. Au regard du résultat des négociations entreprises avec le gouvernement, la conférence ne peut soutenir la poursuite de la grève, même dans le cas où la délégation du comité de grève ne demanderait au gouvernement que ce qui a déjà été concédé pour l'Allemagne centrale. C'est pourquoi les délégués sociaux-démocrates des conseils demandent la suspension de la grève et, au cas où une telle proposition devait être repoussée, ils la suspendront de façon autonome. »

Comme le *Vorwärts* ne pouvait paraître, la résolution de la conférence fut diffusée sous forme de numéro spécial. L'assemblée plénière des conseils d'ouvriers du 6 mars fut tempétueuse, l'attaque des troupes gouvernementales ayant exaspéré les travailleurs ; ils décidèrent de muscler la grève en suspendant la distribution du gaz, de l'électricité et de l'eau. Cette décision fournit le prétexte aux sociaux-démocrates pour abandonner l'assemblée, démissionner du comité directif et lancer par voie de tracts et d'affiches un appel à la reprise du travail. La commission des syndicats de Berlin s'associa à l'appel et Richard Müller abandonna à son tour le comité directeur. Les troupes de von Lüttwitz occupèrent quelques centrales électriques et les remirent en marche avec l'aide du TENO. Le 7 mars, la délégation qui était à Weimar pour négocier rapporta que le gouvernement ne s'était pas montré disposé à accorder quoi que ce soit de plus que ce qu'il avait octroyé aux ouvriers d'Allemagne centrale. Après d'autres négociations infructueuses avec Noske, la grève générale fut suspendue le 8 mars.

Entre-temps, le *Generalkommando* von Lüttwitz avait continué à intervenir militairement contre la milice républicaine. Pour pouvoir maintenir la population dans l'ignorance du déroulement réel des événements, la publication des quotidiens *Freiheit* et *Republik* fut suspendue et l'on procéda à la fermeture définitive de la *Rote Fabrik*. Après les affrontements autour de la préfecture et du siège de la marine, d'autres affrontements mineurs eurent lieu dans le quartier périphérique de Neukölln*, qui achevèrent de liquider la milice républicaine. La plupart des miliciens n'avaient pas pris part aux combats et ceux qui y avaient participé se

* Au sud-est de Berlin. [ndlr]



En haut : blindé des troupes gouvernementales sur l'Alexanderplatz, en mars 1919.
En bas : l'artillerie d'Ebert ouvre le feu depuis l'Alexanderplatz en direction de la Gr. Frankfurt Strasse, en mars 1919.

dispersèrent après la défaite, à l'exception de quelques-uns – marins et miliciens – qui rejoignirent les ouvriers qui se battaient encore. Pour justifier la poursuite de la répression et le recours à tous les moyens militaires, le commandement militaire gonfla démesurément le nombre de spartakistes qui s'étaient retirés du côté de Lichtenberg*, comptabilisant parmi ceux-ci jusqu'aux pilotes qui avaient « lâché des bombes sur la population civile, faisant de nombreuses victimes »**. Ce dernier mensonge fut répandu par le commandant de la division de fusiliers de cavalerie de la garde qui, dans le même communiqué, affirmait que « malgré la tournure barbare que prend la lutte », les troupes sous ses ordres « ne se laisseraient pas entraîner, mais continueraient à intervenir avec fermeté, sans céder aux provocations ». Quant au bombardement aérien, le commandement déclara dans un premier temps que les avions avaient décollé de l'aéroport de Cottbus*** et, une fois cette nouvelle démentie, parla d'Adlershof****. Ce n'était que des racontars destinés à justifier la violence de la répression et l'usage de l'arme aérienne contre les spartakistes. L'intervention des avions fut niée dans un premier temps, puis ensuite admise.

Le 8 mars, la presse (celle qui soutenait le gouvernement et le commandement militaire, la seule dont la parution était autorisée) déclarait : « Ce matin, les spartakistes ont occupé l'usine de bière Bötzwow, la transformant en véritable forteresse. L'immeuble, en position élevée, pullule de mitrailleuses et est défendu par une centaine d'hommes. » Le 9, second épisode du feuilleton : « Hier après-midi, les spartakistes ont abandonné l'usine de bière Bötzwow. Couverte par le feu de l'artillerie, l'infanterie a avancé, nettoyant la zone avec des grenades. » L'administrateur de l'usine démentit tout : l'immeuble n'avait été ni occupé ni récupéré. Le 9 mars, un bruit courut selon lequel les spartakistes se seraient réfugiés dans le théâtre populaire de la Bülowplatz, d'où « il fallait les dénichier au moyen de l'artillerie et des bombes ». Le *Vorwärts* déplora la « barbarie » des spartakistes qui « veulent entraîner dans leur ruine le sanctuaire de l'art populaire de Berlin [...] et, comme Érostrate, veulent périr sur le bûcher mortuaire qu'ils ont eux-mêmes allumé ». Évidemment, c'était une fausse nouvelle.

* Banlieue à nord-est de Berlin où le KPD avait une forte présence. C'était la dernière zone de la ville où la répression n'avait pas encore complètement sévi. [Ndlr]

** On parlait d'un total de dix mille « rebelles », et de quatre mille autres à Lichtenberg, alors que le bourgmestre de Lichtenberg, qui avait pu assister personnellement aux affrontements, rapporta que le noyau des combattants était formé de près de trois cents personnes. Durant l'occupation de Lichtenberg, on trouva des mitrailleuses et des fusils, mais comme armes lourdes, que les ouvriers étaient accusés de posséder en grand nombre, on ne trouva qu'un mortier inutilisable et sans munitions.

*** Dans le Brandebourg. [Ndlr]

**** Banlieue sud-est de Berlin. [Ndlr]



En haut : « L'instrument de la "socialisation" sur le Spittelmarkt à Berlin, en mars 1919; sur le kiosque, l'affiche du gouvernement annonce la "socialisation", concluant par cette phrase : "C'est ça le socialisme !" ».

En bas : « Jusqu'à présent les combats les plus féroces ont eu lieu dans les faubourgs de Lichtenberg et de Weissensee, où les troupes gouvernementales ont eu recours à l'artillerie et aux mortiers. » *BZ am Mittag*, 9 mars 1919.

Quoi qu'il en soit, cette pluie de mensonges atteignit son but : présenter à l'opinion publique Noske, Lüttwitz et Reinhardt comme les sauveurs de Berlin. Les histoires les plus épouvantables qu'avait inventées la propagande de guerre faisaient pâle figure devant l'invention du massacre de Lichtenberg. Le samedi 9 mars, la *BZ (Berliner Zeitung) am Mittag* fut informée par un « haut gradé de l'armée » de ce que les spartakistes avaient pris d'assaut le bureau postal et le poste de police de Lichtenberg, assassinant au moins soixante fonctionnaires. La nouvelle paraissant difficilement crédible au rédacteur en chef du journal, il demanda confirmation au ministère de l'Intérieur prussien. Le fonctionnaire avec lequel il parla l'invita à publier immédiatement la nouvelle et, au cas où l'édition dominicale serait déjà sous presse, à faire paraître un numéro spécial.

La division de fusiliers de cavalerie de la garde se chargea de communiquer la nouvelle par téléphone aux autres journaux. Le *Berliner Tageblatt*, lui aussi incrédule, en obtint la confirmation du *Regierungsrat* Doyé, chef de la section ordre public du ministère de l'Intérieur prussien. Doyé, qui avait joué un rôle de premier plan dans toutes les provocations depuis la destitution d'Eichhorn, était un proche collaborateur de l'hôtel Eden. L'invention fut reprise le 10 mars par le *Vorwärts* en ces termes :

« Ce qui est arrivé samedi à Lichtenberg et dans le dépôt des autobus de la Warschauer Strasse n'est pas un délit politique, mais un massacre criminel, un homicide par traîtrise. La plume nous tremble entre les doigts pour décrire l'énigme épouvantable délit commis par les bandes spartakistes contre d'inoffensifs prisonniers. Soixante policiers et plusieurs dizaines de soldats gouvernementaux ont été massacrés comme des animaux. C'est à se demander si la proximité des abattoirs centraux n'a pas donné des idées aux assassins. Des actions de ce genre n'ont aucune justification même dans la situation de tension que nous connaissons.

Le massacre de Lichtenberg marquera pour toujours d'infamie le mouvement spartakiste : ce fut un acte gratuit et insensé, une manifestation de l'instinct meurtrier le plus odieux, de la soif de vengeance et de sang. »

Plus tard, les contre-révolutionnaires furent contraints d'admettre, de mauvais gré, qu'il n'y avait eu que deux morts. Le 13 mars, Noske, intervenant à l'Assemblée nationale, eut le toupet de mettre la diffusion de cette fausse nouvelle sur le compte du sensationnalisme de la presse*.

* Lorsque l'imbroglie devint évident, le service de presse de la division de fusiliers de cavalerie de la garde, dirigé par le docteur Grabowski, inventa de nouveaux épisodes de terreur. Le ministre prussien de la Guerre, Reinhardt, rapporta que le général Lüttwitz avait lui-même vu des personnes à qui ont avait arraché les yeux. Mais à l'hôpital Hedwig, comme en témoigna Adolph Hoffmann au Landtag, on n'avait pas soigné de patient présentant ce type de mutilation. Wolfgang Heine voulut lui aussi contribuer à la fabrication de mensonges. Aux épisodes inventés de toutes pièces par un fonctionnaire de police, le rapport présenté par le ministère de l'Intérieur prussien devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale prussienne ajoutait d'autres faux épisodes de terrorisme. L'auteur du rapport était

Le 9 mars, Noske décréta la loi martiale :

« La brutalité et la bestialité des spartakistes qui nous combattent me contraignent à donner l'ordre suivant : quiconque sera surpris se battant les armes au poing contre les troupes gouvernementales sera fusillé sur-le-champ. »

L'hôtel Eden intégra le décret de Noske en donnant aux troupes les instructions suivantes :

« Division de fusiliers de cavalerie de la garde.

Rep. I N. 20950 — Div.-St.-Qu.-10. 3.1919.

Ordre pour le 10.3, après-midi, et pour le 11.3.

Instructions :

Point 1 : Quiconque oppose une résistance les armes au poing ou se livre à des pillages sera mis au mur. La responsabilité de l'exécution de cet ordre revient à chaque commandant en service. Tous les habitants des maisons d'où sont partis des coups d'armes à feu contre les troupes seront amenés dans la rue — même s'ils proclament leur innocence — et leur habitation sera perquisitionnée en leur absence ; tout individu suspect dont on retrouvera des armes au domicile sera fusillé sur-le-champ.

Point 2 : Tout locataire ou passant trouvé en possession illégale d'armes doit être arrêté et, avec un bref rapport, transféré dans la prison la plus proche. Quiconque cherche à se défendre en empoignant une arme doit être immédiatement fusillé. »

Ainsi couverts, les bouchers se mirent à l'œuvre. Alors que des pâtés de maisons entiers s'effondraient sous le feu de l'artillerie et des mortiers, enterrant des familles entières dans les décombres, d'autres prolétaires tombaient devant leur habitation, dans les cours d'école, dans les écuries, fusillés, assommés à coups de crosse, transpercés par les baïonnettes, le plus souvent dénoncés par d'anonymes délateurs. Mis au mur seuls, en couple, en groupes de trois ou plus ; ou achevés d'un coup de revolver dans la nuque, en pleine nuit, sur les rives de la Sprée. Pendant des semaines, le fleuve rejeta des cadavres sur ses rives. Et sans cesse la même histoire était répétée : « Une cache de spartakistes découverte »,

probablement Doyé, un des provocateurs des épisodes de janvier. Un exemple : « Le 6 mars, la brigade Reinhard, qui procéda immédiatement aux vérifications nécessaires [ce dont ne témoigne du reste aucun rapport (NdA)], fut informée de ce que le 3 mars, dans la Beusselstrasse, un officier avait été pendu, déchéqueté et emmené par les spartakistes. » Ou bien : « Trois autres soldats de cette unité furent ligotés les uns aux autres dans la Strausberger Platz et on les fit exploser avec une grenade. » Ou encore : « Dans les jours les plus critiques du mois de mars, trois hommes d'une patrouille du régiment Reinhard, tenus pour disparus, furent retrouvés dans un hôpital (?). L'un avait été frappé au dos, l'autre au ventre ; au troisième les spartakistes avaient coupé les oreilles et arraché les yeux. » Plus les faits rapportés étaient monstrueux, moins les informations étaient précises. Les noms des soldats tués étaient rarement communiqués ; et même quand des détails de leur assassinat étaient fournis, il était facile de se rendre compte des nombreuses incohérences des racontars de la bande de Lüttwitz. La seule chose véridique est qu'à plusieurs occasions des soldats de Noske faits prisonniers furent fusillés ; une réaction compréhensible à la lumière des massacres commis par ses troupes.

huit personnes fusillées, trente, trente-quatre personnes fusillées. La même chose, heure après heure, jour après jour. Amassés sur des camions, les cadavres étaient transportés jusqu'au point de regroupement, laissés à disposition des parents qui, après des journées entières de recherches, les retrouvaient souvent horriblement mutilés.

Il n'a jamais été possible d'établir combien de personnes ont été massacrées lors de ces journées à Berlin, ville transformée en véritable abattoir d'hommes. Noske lui-même, dans ses Mémoires, a cyniquement admis que « près de mille deux cents personnes ont été tuées lors des affrontements de mars ». Or tous les comptes rendus concordent sur un point : « Les pertes des forces fidèles au gouvernement ont été limitées »*.

Le 10 mars, Leo Jogiches, l'organisateur de la Ligue Spartacus, fut arrêté à Neukölln, au 9 de la Schwarzstrasse, par une unité militaire dirigée par le fonctionnaire de police judiciaire Grahn. Il fut amené à la section exécutive de la brigade Reinhard, où les fonctionnaires de police judiciaire Tamschick et Grahn furent chargés de l'escorter à la prison judiciaire. Arrivés à mi-parcours, les deux fonctionnaires firent passer Leo Jogiches dans un couloir du palais de justice, dans des escaliers étroits et des corridors déserts, jusqu'à ce que, en haut d'un escalier, Tamschick abatte le prisonnier d'un coup dans la nuque, « alors qu'il tentait de s'échapper ». Une noble proie avait été tuée. Ce fut un coup dur pour la Ligue Spartacus.

Le commandant von Lüttwitz encourageait la délation en promettant dix pour cent de la valeur des armes retrouvées. On pourrait remplir un volume entier de tous ces récits d'innocents arrêtés et exécutés. Le marchand de cigares Müller, par exemple, qui faisait partie de la milice d'Eichhorn, fut dénoncé par un inconnu, arrêté alors qu'il était en train de se raser, traîné dans la cour et fusillé. Ou encore le marchand de charbon Engel, trouvé en possession d'un revolver avec lequel il avait mis en fuite des pillards à la gare de marchandises : fusillé. Les Dänschel, père et fils, passés par les armes parce qu'ils possédaient de vieux détonateurs de grenades. Le domestique Felix Pfeiffer, qui possédait une baïonnette comme souvenir de guerre : emmené dans la cour d'une école et fusillé. Le bruit courut que le marchand de journaux social-démocrate Alsleben, qui lors des affrontements de janvier était dans le régiment Reichstag, possédait une arme : cloué au mur d'une cour d'école. Le ferblantier Wallmann, sympathisant du Parti populaire national-allemand, trouvé en possession d'armes de guerre : fusillé dans les écuries de la caserne Alexander. Le propriétaire Abrahamson, 61 ans, du Parti démocrate, qui possédait une grenade désactivée qu'il utilisait comme presse-papiers et un revolver : cela lui coûta la vie. Les assassins savaient

* Selon Gordon A. Craig (*Germany 1866-1945*, Oxford University Press, 1978), « Les *Freikorps* [...] tuèrent entre 1 200 et 1 500 hommes au prix seulement de 75 morts, 150 blessés et 50 disparus. » [Ndlr]

Dans les actes de la commission d'enquête du Landtag prussien, on peut lire ceci :

« **Le 10.3.1919, Leo Jogiches fut arrêté** en exécution d'un mandat de capture de la brigade Reinhard, section exécutive ou PI (signature illisible) du 8.3.1919. [...] Le rapport du sous-lieutenant Grolmann donne, comme motif de l'arrestation, le rapport d'un agent daté du 19.2.1919, cité à la page 2 des actes, où Jogiches est présenté comme un "homme politiquement dangereux". En haut, à gauche, on remarque un signe rectangulaire [où était probablement inscrit le nom de l'agent], mais qui a été effacé. À droite, par contre, on remarque les initiales du ministère public Zumbroich, écrites en rouge. Dans le rapport, Jogiches est décrit comme le guide spirituel du bolchevisme local. Il n'est pas inculpé de crimes. [...] Aucune raison juridiquement valable qui puisse en justifier l'arrestation ne ressort des actes. [...] Pendant l'interrogatoire (de Tamschick et Grahm), le témoignage de Grahm est lu à voix haute à Tamschick, afin qu'il puisse le confirmer. [...] Comme il n'y avait pas d'autres témoins du crime, le seul moyen de démontrer la culpabilité éventuelle des inculpés était de faire émerger des contradictions dans leurs témoignages respectifs. Or le fait d'avoir lu le témoignage d'un des inculpés à l'autre afin qu'il le confirme excluait d'emblée toute possibilité de démontrer sa culpabilité. »

Parallèlement à cette enquête de la commission, le ministère public (Zumbroich) en mena une autre, suivie d'un rapport de la commission.

« Le rapport [Tamschick, transmis par Zumbroich] contient une description sommaire, en dix lignes, de l'épisode, qui se réfère au témoignage de Grahm mentionné plus haut. [...] Sans avoir interrogé Grahm, sans avoir non plus enquêté sur l'existence éventuelle d'autres témoins, sans rien savoir des blessures de la victime et sans avoir inspecté le lieu du délit, le ministère public Zumbroich déclara simplement, sur la base des déclarations de Tamschick, que Jogiches allait s'enfuir. Il considéra qu'ainsi l'affaire était close. » Citation mot pour mot : « Il n'y a rien à ajouter. Le fonctionnaire de police judiciaire Tamschick a agi de façon correcte. »

Le 17 mai, Tamschick remit cela, abattant dans les couloirs de la prison judiciaire de Moabit l'ancien commandant de la division de la marine populaire Heinrich Dorrenbach, « au cours d'une tentative de fuite ». À la suite de quoi Tamschick fut promu officier de police par le social-démocrate Karl Seveering. Le chef de la police de Königsberg, le social-démocrate Lübbing, dénonça le journal communiste *Rote Fabne des Osten* [Drapeau rouge de l'Est] qui avait qualifié Tamschick d'« assassin ».

quand même distinguer les bourgeois des prolétaires : ceux-ci, ils les trucidèrent à la pelle. Un portrait de Karl Liebknecht ou de Rosa Luxemburg, une carte d'inscription au KPD ou même à l'USPD, le refus d'allumer la cigarette d'un des bouchers maculés de sang, une parole d'indignation prononcée à voix basse : ils étaient *coupables* et mis au mur. Durant les perquisitions, les sbires de Noske raflaient tout ce qui leur passait sous la main, et dépouillaient presque toujours leurs victimes. Les bottes étaient particulièrement recherchées par ces chacals.

Le 14 mars, Adolph Hoffmann, député de l'USPD, dénonça au Landtag prussien un de ces nombreux cas :

« Mercredi 12, vers 10 heures du matin, deux véhicules militaires transportant deux canons et une mitrailleuse sont arrivés dans la Rüdersdorfer Strasse, qui part de la Kohlenplatz. Ils ont commencé à tirer, bien que la rue fût complètement déserte. Vers 11 heures, à l'angle de la Rüdersdorfer Strasse et de la Posener Strasse, un homme a été violemment poussé sur la voie du tramway. Un soldat des troupes gouvernementales qui était assis sur un banc le long de la voie reçut l'ordre de tuer l'homme, là, sur la route. Trois coups, un dans la main, un second dans la gorge puis un troisième dans la tête. Le hurlement et les pleurs de la victime ont été entendus dans tout le quartier. Le cadavre a été traîné contre un mur de la Kohlenhof où il est resté pendant plusieurs heures. Vers 1 heure, trois autres hommes ont été mis au mur, comme ça, sur la Kohlenplatz. Au total, on a enlevé quatre cadavres. Lorsque, vers 5 heures de l'après-midi, la rue a été dégagée, les chiens étaient encore là à lécher le sang répandu dans la rue. Cela s'est produit sous un gouvernement socialiste. »

Mais le « gouvernement socialiste » prit ardemment la défense de ses bandes par la voix de M. Heine, et la majorité du Landtag manifesta bruyamment son approbation, comme elle avait la veille applaudi l'intervention de Noske à l'Assemblée nationale. Et cela bien qu'elle fût déjà informée du terrible massacre du 2, Französische Strasse. La division de la marine populaire avait été dissoute le 10 mars ; le jour suivant, ses éléments furent convoqués pour recevoir leurs arriérés de solde. Aucun de ceux qui se présentaient ne pouvait avoir participé aux affrontements, le faubourg de Lichtenberg n'ayant été occupé que le 12 mars. Le lieutenant Marloh avait reçu du colonel Reinhard l'ordre de réprimer la « conjuration des marins ». Marloh, habillé en civil, occupa l'immeuble dès les premières heures de la matinée et chargea quelques hommes, également en civil, de rester à l'entrée pour indiquer aux ex-marins, qui ne savaient rien de tout ça, comment rejoindre le « caissier », c'est-à-dire Marloh lui-même. Le lieutenant fit immédiatement arrêter les « criminels de novembre », sans donner d'explication. Lorsque les marins tombés dans le piège commencèrent à être trop nombreux, Marloh demanda des renforts à Reinhard. Le capitaine Kessel transmit au sous-lieutenant Wehmeyer l'ordre suivant, de la part de Reinhard :

« Faites savoir au lieutenant Marloh que le colonel Reinhard est en colère contre lui car il ne fait pas preuve de décision face à trois cents marins. Il doit se servir des armes et en tuer au moins cent cinquante. Il doit abattre tous ceux qui sont à sa portée. Les renforts arriveront d'ici une heure, une heure et demie. Le colonel Reinhard ne sait vraiment pas quoi faire de ces trois cents marins. »

Marloh choisit trente et un marins – ceux qui avaient l'air intelligent, ou qui étaient bien habillés, ou qui, d'une manière ou de l'autre, lui inspiraient de la méfiance – et ordonna au sous-lieutenant Penther de les tuer. Au procès de Marloh*, Penther déclara que, le 10 mars, le colonel

* Qui se tint du 5 au 10 décembre 1919.



En haut : les troupes du gouvernement entrent dans le faubourg de Lichtenberg en mars 1919.

En bas : les ouvriers sont amenés, les mains en l'air, à la prison judiciaire de Moabit.

Reinhard lui avait dit : « Penther, demain, il y a encore quelque chose à faire pour vous. » Le président du tribunal lui demanda : « Qu'est-ce que vous avez répondu quand on vous a donné l'ordre de tirer ? » « Ne vous préoccupez pas, ce sera un plaisir de tuer ces délinquants », telle fut la réponse de Penther. C'est cette bête sanguinaire qui réunit les marins dans la cour et transforma ces hommes qui clamaient leur innocence en un tas de cadavres martyrisés*. Deux d'entre eux, TÜRge et Hugo Levin, qui n'étaient que blessés, restèrent sous le tas de cadavres et sauvèrent leur peau en feignant d'être morts. Lorsqu'on découvrit que Levin était encore vivant, il fut conduit en prison. Mais Reinhard, qui n'était pas encore rassasié, ordonna de le fusiller. Ce ne fut certes pas grâce à lui qu'Hugo Levin, qui avait vu son propre frère se faire massacrer, réussit à échapper à la mort et à témoigner au procès de Marloh.

Pour se rendre compte de la férocité de ces fauves que le « gouvernement socialiste » avait engagés, il suffit de lire un passage du procès-verbal du procès :

« Le président : Au début, vous avez décidé de ne pas fusiller les marins par peur que ceux qui arrivaient ne s'alarment en entendant les tirs et ne puissent ainsi échapper au piège ?

Marloh : Pour ce qui me concerne, non. Si j'avais voulu les tuer, j'aurais pu le faire sans bruit, en leur tranchant la gorge.

Le président : Mais, que je sache, ce genre de méthode n'est pas admis officiellement, ou je me trompe ?

Marloh (avec décision) : Cette méthode avait déjà été utilisée officiellement. La défense, avocat Grünspach : Nous ne croyons pas que le tribunal soit intéressé à discuter de ces détails. Si les déclarations du lieutenant Marloh devaient être mises en doute, la défense pourrait présenter des preuves qui en confirmeraient la véracité. »

Comme Marloh ne voulait pas servir de bouc émissaire, les accusés s'accusèrent réciproquement, dévoilant toute une série de mensonges, de corruptions et de parjures. Étant donné que le premier rapport de Marloh était totalement véridique, le ministère public Zumbroich – qui, selon Kessel, « avait souvent fourni de précieux conseils » – convainquit Marloh d'en rédiger une seconde version. Celle-ci n'étant toujours pas satisfaisante, le colonel Reinhardt intervint personnellement. Il demanda de l'aide au procureur du Reich Weissmann, qui rédigea de nouveaux aveux aptes à satisfaire tout le monde. Le lieutenant Marloh déclara au

* Voici ce qu'écrivit un médecin chargé de l'autopsie du cadavre du marin Hintze : « Graves lésions crâniennes à l'occiput provoquées par la crosse d'un fusil. Enfoncement du crâne. Grave fracture de la jambe gauche ; blessure profonde tout au long du mollet gauche provoquée par une lame de baïonnette ; nombreuses blessures d'arme à feu au buste et aux extrémités. » Les officiers rôdaient dans la cour et observaient les cadavres des victimes lorsque l'un d'entre eux s'exclama : « Regardez comme ces animaux sont bien habillés. Prenons-leur leurs bottes. » Les parents déclarèrent que les victimes avaient été dépouillés de leurs objets personnels et de leurs bottes.

cours du procès : « J'étais plutôt indigné du contenu des aveux, j'ai laissé échapper cette observation : je signe, mais c'est une saloperie. »

Weissmann, devenu par la suite *Staatskommissar* chargé de l'ordre public en Prusse et aujourd'hui secrétaire d'État, fit cette déclaration : « [Le colonel Reinhardt] a été très aimable avec nous et cela m'a fait plaisir de pouvoir ne serait-ce que rendre un service en retour à celui qui nous avait donné un coup de main. » Ce n'est qu'au nom de l'ordre défendu par M. Weissmann qu'un assassin comme Marloh, et par la suite un menteur comme Kessel, furent acquittés*.

Le 12 mars, la banlieue de Lichtenberg fut occupée « presque sans combattre », après que toutes les habitations, complètement sans défense, avaient été frappées par le feu roulant de l'artillerie et des mortiers. Le jour d'avant, un délégué envoyé par le bourgmestre Ziethen chez Noske avait demandé une trêve pour former une milice municipale et ramener le calme et l'ordre dans le quartier, Noske lui avait répondu : « Dites au bourgmestre : ou la reddition inconditionnée ou rien. »

* Le capitaine de police Kessel poussa Marloh à disparaître. Il chercha à le convaincre de rédiger une demande de dispense, lui faisant cette suggestion : « Plus elle sera confuse, mieux cela vaudra », pour pouvoir le déclarer affecté de troubles mentaux. Durant le procès, le juge demanda à Kessel si, pour le faire taire, il avait aussi parlé d'argent. Kessel répondit : « Je jugeais nécessaire que Marloh reçoive au moins trois mille marks par mois. » Le président : « Donc un salaire de ministre ou de général. » Le docteur Meyer, membre du tribunal militaire et témoin : « L'accusé (Kessel) soutenait qu'il ne fallait pas arriver au procès ; il craignait que le colonel Reinhardt ne finisse sur le banc des accusés ou soit compromis au point d'être contraint à la démission. Si nous avions perdu un homme comme Reinhardt, nous aurions tous dû faire nos valises. Je protestai contre cette affirmation, rappelant que le colonel Reinhardt n'avait rien fait d'autre que suivre à la lettre les ordres de Noske et que si Reinhardt devait s'en aller, Noske le devait aussi. » Le pasteur Rump, témoin (il était assis à côté de Marloh), déclara que Kessel avait dit : « Marloh aura cent, cent cinquante mille marks, un costume, un passeport ; nous lui garantirons en outre la réhabilitation. Il pourra conserver son grade d'officier. » Le président : « Incroyable. » Rump : « Si tout cela était dans l'intérêt de l'État, c'était la meilleure solution. [...] Peu avant l'audience, l'accusé (Kessel) lui avait offert deux cent mille marks allemands et l'équivalent de deux cent mille marks en monnaie de Russie occidentale (Ukraine) afin qu'il s'arrange pour faire déclarer Marloh comme affecté de troubles mentaux, au sens du paragraphe 51, ce qui aurait permis la suspension de l'audience. » Lieutenant Hoffmann, témoin : « Déjà vers la mi-mai, Kessel avait affirmé qu'il vaudrait mieux que Marloh disparaisse. C'était dans l'intérêt de tous qu'il s'en aille quelque temps. Ses supérieurs et les autorités n'en seraient pas non plus fâchés. » Le président : « À quelles autorités vous référez-vous ? » Hoffmann : « Au *Generalkommando* de la division de fusiliers de cavalerie de la garde, au corps Lüttwitz et au commandant suprême Noske. » Kessel : « L'argent que j'ai donné au lieutenant Hoffmann pour faire fuir Marloh m'a été remis en partie par le major Weber et en partie par d'autres officiers du *Generalkommando* Lüttwitz, ainsi que par le capitaine Moïciewitsch de l'unité IC du commandant suprême Noske. » Capitaine Pabst, témoin : « Kessel avait aussi parlé de la fuite de Marloh. Si Marloh s'en était allé, il aurait mieux valu qu'il ne revienne pas. Même le ministre Noske pensait qu'il valait mieux éviter à ce moment-là que Marloh soit inculpé. »

Le 16 mars, Noske révoqua la loi martiale responsable de l'enfermement de milliers de personnes dans des prisons surpeuplées résonnant des cris des condamnés et des lamentations des prisonniers traités comme des bêtes. Mais les prisons ne se vidèrent pas immédiatement : en effet, Noske avait lancé une campagne de grande envergure contre les communistes et préparé à cet effet un mandat d'arrêt pré-imprimé — signé par [H.] von Hofmann, au nom du ministre de la Guerre Noske :

« Contre le citoyen allemand au sens du paragraphe de la loi publiée le 4.2.17 par le Journal officiel de l'État, p. 1329, l'arrestation est décidée pour raisons de prudence compte tenu de l'état de siège et pour prévenir tout danger qui pourrait menacer la sécurité du pays.

Étant donné qu'il y a toujours lieu de craindre que tous les membres du Parti communiste ne soient ou ne puissent être impliqués dans des activités illégales, il est nécessaire de mettre ceux-ci en état d'arrestation pour prévenir toute menace contre la sécurité du Reich. »

Noske, von Lüttwitz et Reinhardt complétèrent leur œuvre en ordonnant la dissolution de toutes les unités militaires dont ils se méfiaient, y compris de certaines unités formées par Kuttner et Baumeister pour défendre le gouvernement Ebert-Scheidemann. Les soldats du régiment Liebe, par exemple, s'étaient comportés « valeureusement » durant les affrontements de janvier, mais, un matin au réveil, ils trouvèrent des canons et des mitrailleuses pointés sur leurs chambrées de Weissensee ; surpris dans leur sommeil, ils furent chassés et eurent la chance de s'en tirer sans les généreuses bastonnades auxquelles on a généralement droit dans ces occasions-là. Leurs armes, sauf celles réquisitionnées par les *Freikorps*, furent distribuées aux milices civiles et à la garde municipale. Sur les palissades et les murs de la ville trônaient encore les affiches du gouvernement Scheidemann sur la socialisation, où l'on pouvait lire cette phrase narquoise : « C'est ça le socialisme ! »

2.6. Le raid de Maercker en Allemagne centrale

Parmi les commandants de Noske, le général Maercker était celui qui faisait le plus preuve d'acuité politique. Sa volonté d'étouffer la révolution se conjugait à la conviction qu'après les événements de novembre il n'était plus possible de gouverner à la manière des junkers de la Prusse-Orientale. Il fallait une nouvelle formule politique qui représente aussi les intérêts du capital industriel et financier. En outre, on ne pouvait, au début tout au moins, se passer de la collaboration des dirigeants politiques et syndicaux sociaux-démocrates raisonnables. Son action était dictée par ces considérations et il cherchait donc, autant que possible, à éviter de susciter l'hostilité des couches ouvrières et petites-bourgeoises qui formaient l'assise du gouvernement de coalition de Weimar. Les partisans de la tactique du capitaine Ehrhardt se moquaient des « opérations sans effusion de sang » de Maercker. Ehrhardt fit ce commentaire à propos de l'action menée contre Brunswick : « Toute l'action a été conduite avec précision et prudence, comme il convient de faire pour réussir dans n'importe quelle entreprise. Certes, l'ensemble de l'opération s'est déroulé comme sur des roulettes, mais l'action impitoyable, la seule qui impose le respect, était absente. »

Weimar (Thuringe)

En janvier, Maercker avait participé à l'occupation de Berlin avec son *Freiwillige Landesjägerkorps*, il avait été ensuite chargé de la défense de l'Assemblée nationale à Weimar*. Lors de la séance du 30 janvier, le conseil de soldats de Thuringe avait demandé « le rappel immédiat des troupes n'appartenant pas au Land que l'on a fait venir pour défendre l'Assemblée nationale », affirmant que « les forces de Thuringe sont aptes au combat, fidèles aux revendications révolutionnaires socialistes et capables de pourvoir elles-mêmes à la défense de l'Assemblée nationale ». Noske ne se donna pas la peine de répondre. Maercker marcha

* Dans son livre *Vom Kaiserheer zur Reichwehr*, *op. cit.*, le général Ludwig Maercker fait référence aux rapports entre les commandants des *Freikorps* et Noske, et à la confiance particulière que ce dernier nourrissait à son égard. Il écrit : « Dans la seconde moitié de janvier, le gouvernement reçut un télégramme du conseil de soldats de la forteresse de Borkum sur la mer du Nord, dont j'avais été commandant lors des premières années de la guerre : "Nous retenons qu'il est de notre devoir de mettre en garde le gouvernement contre le général Maercker qui, à Borkum, s'est toujours montré un réactionnaire de la pire espèce, un homme assoiffé de pouvoir." Noske mit le télégramme dans une enveloppe et me l'expédia en guise de cadeau. »

sur Weimar, occupa la ville, dispersa le conseil de soldats local, éloigna les troupes les moins sûres et créa une bande de sécurité de dix kilomètres autour de la ville, allant jusqu'à boucler et faire survoler l'espace aérien.

Une fois la sécurité de Weimar assurée, Noske chargea Maercker de ramener l'ordre dans les garnisons « politiquement contaminées » de Thuringe, dont les conseils refusaient le décret du 19 janvier 1919 sur l'autorité de commandement. Dans les villes et dans les centres industriels de Thuringe, l'influence de l'USPD était prédominante. Dans de nombreuses localités, une partie de la classe ouvrière était armée et les conseils ouvriers pesaient sur les choix politiques des villes et des petits États autonomes.

Gotha (Thuringe)

L'État libre de Gotha, où l'USPD contrôlait le conseil d'ouvriers et de soldats – composé de soixante ouvriers et de quinze soldats – qui nommait les membres du gouvernement, fut la première cible de Maercker. Début février, le conseil avait repoussé une motion du SPD visant à révoquer la décision du 12 janvier en faveur de l'armement des ouvriers. Le 17 février, Noske menaça : « Si d'ici une semaine, le désarmement n'a pas eu lieu, le gouvernement prendra les mesures nécessaires. » Noske fit la même menace aux conseils d'autres villes et, dans le même temps, une recommandation d'ordre général à Maercker : « À l'occasion de chaque action, vous devez immédiatement prendre contact avec les socialistes majoritaires fidèles au gouvernement. »

À l'aube du 18 février, les *Landesjäger* de Maercker firent irruption dans la ville de Gotha, sans aucun préavis, et occupèrent les immeubles publics. Les ouvriers organisèrent des manifestations de protestation, il y eut des affrontements, des morts et des blessés. Une grève générale fut proclamée contre l'occupation, d'autres villes se joignirent au mouvement et, malgré les lock-out de la bourgeoisie et quelques concessions partielles, la grève ne marqua aucun recul jusqu'à ce que, le 24 février, la jonction soit faite avec la grande grève générale qui avait démarré en Allemagne centrale. L'action militaire du gouvernement contre l'État libre de Gotha fut quand même menée à son terme : les troupes les moins sûres furent dissoutes, désarmées et éloignées ; les conseils de soldats furent déposés et certains de leurs membres arrêtés. On procéda de même avec les troupes des zones avoisinantes, celles du camp d'entraînement d'Ohrdruf, celles d'Eisenach, de Mühlhausen et de Meiningen. Le désarmement des ouvriers n'était pas encore terminé que Maercker recevait l'ordre d'abandonner Gotha avec le gros de ses troupes et de marcher sur Halle.

La grève générale en Allemagne centrale fut déclenchée, comme dans la Ruhr, par un conflit portant sur le pouvoir des conseils dans l'industrie minière. Mais là non plus les dirigeants de la grève ne comprirent pas que les pouvoirs revendiqués par les conseils n'étaient pas une garantie

Le jour même, le prolétariat de Halle exprima son soutien à la grève par une manifestation plus massive que jamais.

Maercker avait prévu d'entrer à Halle le 1^{er} mars à 4 heures du matin, mais le déraillement près de Weissenfeld d'un des trains qui transportaient ses troupes en retarda l'arrivée jusqu'à midi. Bien que cet imprévu ait annulé l'effet de surprise, personne, en ville, ne se soucia d'organiser la défense. Les soldats de garde à la gare, ainsi que les marins postés près de la Charlottenschule, se firent désarmer sans combattre. Seuls les ouvriers opposèrent une violente résistance, engageant les troupes de Maercker dans d'âpres combats autour de la poste centrale, qu'ils avaient occupée, et du théâtre. Cette dernière position, défendue par les ouvriers et la milice de sécurité, fut prise d'assaut et conquise le 2 mars après un pilonnage au mortier. Les défenseurs déplorèrent vingt-quatre morts et soixante-sept blessés, les troupes sept morts et vingt blessés.

Le 3 mars, Maercker décréta l'état de siège et, dans l'impossibilité de recourir à la presse, en informa la population par voie de tracts dactylographiés. Le soir du 1^{er} mars, pour la première fois depuis la révolution de novembre, il y eut des épisodes de pillage, conséquence du lock-out proclamé par la bourgeoisie pour réduire à la famine la population. Maercker avait désarmé et éloigné des rues la milice de sécurité sans la remplacer par ses hommes ; ainsi, comme à Berlin, les provocateurs purent agir tranquillement et organiser des pillages pour discréditer la grève générale.

Le dimanche, le lieutenant-colonel von Klüber, qui avait accompagné Maercker à Halle en tant que représentant du gouvernement, fut reconnu alors qu'il faisait un tour de reconnaissance dans la ville vêtu en civil ; il fut brutalement malmené, jeté dans la Saale et tué alors qu'il tentait de rejoindre la rive à la nage*. Cette agression inconsidérée fournit pendant longtemps des arguments à la presse bourgeoise et à sa consœur social-démocrate pour discréditer le mouvement de masse, en passant naturellement sous silence le cadre dans lequel elle s'était produite : les pertes subies par les ouvriers dans les combats contre les troupes, les arrestations aveugles et les mauvais traitements subis par les prisonniers, les délations et les assassinats, comme celui du communiste Pludra, tué par des inconnus dans la nuit du 3 mars.

Maercker dispersa le conseil de soldats ainsi que la milice de sécurité et une partie de la troupe ; il engagea à leur place un régiment de bourgeois et d'étudiants, le *Freikorps* Halle, et forma une milice civique non rétribuée et un corps de police ferroviaire. Puis il lança ses troupes dans des expéditions dans les villes proches, Merseburg, Corbetha et Zeitz.

Après avoir usé du bâton, le gouvernement agita la carotte des « concessions » : « garantie constitutionnelle » pour les conseils ouvriers ;

* Le 3 juillet 1919, un certain Bauer, invalide de guerre (!), fut condamné à mort pour ces faits. Cinq autres personnes furent condamnées à un total de 54 ans de réclusion.

habilitation « à négocier la réglementation des relations de travail » pour les conseils d'usine ; création de commissions d'arbitrage « pour le contrôle et l'organisation de la production et de la distribution des produits, avec la participation d'entrepreneurs et dirigeants, d'ouvriers et d'employés et des organisations de travailleurs » ; « conseils de district ouvriers (chambre du travail) et un conseil national du travail en représentation de tous les travailleurs, employeurs et professions libérales compris, etc. », appelé à jouer un rôle consultatif « pour le contrôle des entreprises et des secteurs de l'industrie soumis à la socialisation » ; lois sur la socialisation déjà citées ; suspension des tribunaux militaires ; distribution de denrées alimentaires par le biais des mairies, « pour éviter tout intermédiaire inutile (!) ». À une très faible minorité de voix contre, les délégués approuvèrent l'accord et, entre le 6 et le 7 mars, la grève fut arrêtée. Nous verrons par la suite où finiront ces belles et vagues promesses.

À Halle, Maercker appliqua pour la première fois la méthode, à laquelle il recourra de nouveau par la suite, consistant à révoquer graduellement l'état de siège. Il créa aussi un « service de renseignement sur la situation politique dans toutes les villes et les grands établissements industriels de la Saxe et de la Thuringe ».

Durant l'état de siège – suspendu à Halle le 30 mars – le camarade Karl Meseberg fut assassiné. Il avait été arrêté le 12 mars par une patrouille des troupes de Maercker sous prétexte d'un contrôle d'identité, puis relâché et de nouveau arrêté le soir du 13, à 11 heures. Il disparut complètement jusqu'au 19, date à laquelle son cadavre fut repêché dans la Saale. Il avait été tué d'un coup à la nuque par quelques soldats du *Freikorps* Halle et jeté dans le fleuve*.

Magdebourg (Saxe-Anhalt)

À Magdebourg, la révolution avait suivi, somme toute, un cours pacifique. L'indépendant Brandes était vice-président du conseil d'ouvriers et de soldats, et son camarade de parti Bock présidait le conseil central de soldats du IV^e corps d'armée. Le zèle déployé par Brandes dans l'œuvre de conciliation des contraires fit grimper l'arrogance de la bourgeoisie et l'impatience des chefs sociaux-démocrates. Ces derniers – qui voulaient ramener au plus tôt la situation dans les rails de la « légalité » et commencer par se débarrasser de ces fastidieux conseils de soldats qui

* Des recherches minutieuses, avaluées par des documents officiels, révélèrent que le « sous-lieutenant Roth », nom sous lequel se cachait l'étudiant en médecine Felix Hubert, « disparu sans laisser de traces depuis lors », avait ordonné l'arrestation et l'exécution de Karl Meseberg « alors qu'il tentait de s'échapper ». Il semble que l'auteur du délit ait été le soldat Felix Claus, enrôlé dans la division de fusiliers de cavalerie de la garde sous le nom de Radade. Felix Claus déclara qu'il y avait avec lui l'étudiant Alfred Pritsch, le cadet Aurel von Petersdorff et le soldat Hans Joachim Henseling. L'affaire fut classée.

refusaient d'appliquer le décret sur l'autorité de commandement — envoyèrent le bourgmestre social-démocrate Beims et quelques conseillers chez Noske pour lui demander son soutien contre les conseils de soldats, les indépendants et les communistes. Entre-temps, Seldte, propriétaire d'une distillerie — il deviendra par la suite le chef notoire des casques d'acier —, qui était déjà en contact avec Noske, avait obtenu l'autorisation suivante, signée par le capitaine Pabst et par Noske lui-même :

« Le porteur de la présente, M. Seldte de Magdebourg, propriétaire d'usine et lieutenant de réserve, veut constituer dans la ville de Magdebourg une garde civique, en la recrutant dans toutes les couches de la population, en particulier parmi les ouvriers, avec le consentement des autorités locales. Le *Generalkommando* du IV^e corps d'armée mettra à sa disposition l'équipement nécessaire. La garde civique sera intégrée à la division de fusiliers de cavalerie de la garde. »

Seldte se garda bien d'armer « en particulier » les ouvriers, mais il entassa des milliers de fusils dans les entrepôts de transporteurs, chez les industriels, etc. La milice de sécurité du conseil d'ouvriers et de soldats bloqua toutefois un transport de caisses suspectes : elles étaient marquées « vin », mais la forme des caisses faisait penser à des bouteilles extraordinairement longues et la milice comprit qu'elles contenaient en réalité des fusils destinés à armer en catimini la bourgeoisie. Après cette découverte, Noske n'allait pas tarder à donner l'ordre de marcher sur Magdebourg. Pendant ce temps, le commandant du XXI^e corps d'armée, en garnison dans le district de Magdebourg, procéda à la dissolution des unités, officiers exceptés, sans consulter le conseil du corps. Celui-ci demanda l'appui du conseil d'ouvriers et de soldats, qui décida, avec l'accord de Brandes, de protester mollement. Mais au gouvernement on raconta qu'à la réunion il avait été décidé de proclamer la république des conseils. Bien que la participation de Brandes à la réunion eût dû suffire à faire considérer cette accusation comme une invention, le 6 avril, Noske le fit arrêter et transférer à Berlin avec deux membres du conseil de soldats, dont un social-démocrate. La provocation eut le résultat escompté. Alors que même la grande grève de l'Allemagne centrale n'avait pas réussi à secouer Magdebourg, le jour suivant, une grève générale était proclamée pour obtenir la relaxe des interpellés.

Brandes avait été élu délégué au second congrès des conseils qui devait débiter le 8 avril *. Le congrès — une misérable copie de l'Assemblée

* Le second congrès des conseils se réunit à Berlin du 8 au 14 avril 1919. Les délégués furent élus sur la base des circonscriptions, un critère électoral décidé par le conseil central social-démocrate (Robert Leinert, Hermann Müller, Max Cohen-Reuss, Albert Grzesinski, Karl Zörgiebel, etc.). Pouvaient voter ceux qui avaient un revenu inférieur à dix mille marks. Sur les 240 délégués, 142 étaient sociaux-démocrates, 57 indépendants, 21 membres d'un groupe mixte de soldats, 12 démocrates, 3 représentants de la Ligue des paysans, un représentant du Centre catholique, un du DVP et un du DNVP. Le seul communiste présent était Anton Jadasch (haute Silésie) qui, au cours du congrès, dut à plusieurs reprises échapper à des tentatives d'interpellation.

nationale — fut chargé de la question et put ainsi donner la mesure de sa dégénérescence parlementaire. Le SPD refusa d'« intervenir sur un procès en cours » et en appela à Noske, lequel refusa fermement de relâcher Brandes, se retranchant derrière l'existence d'une dénonciation. Noske avait déjà prévenu le conseil exécutif de Berlin : « L'arrestation de Brandes est un fait éminemment positif, et si les ouvriers de Magdebourg ont décidé ou devaient décider de faire grève pour cela, je crois que la grève sera longue. » Kurt Rosenfeld, de l'USPD, poussa l'ingénuité encore plus loin — lorsque le cas similaire de Ledebour vint en discussion —, allant jusqu'à demander que l'Assemblée nationale protège le congrès en se mobilisant contre l'arrestation des chefs ouvriers menacés et « vote l'immunité pour les membres du congrès ». Tandis que le congrès des conseils perdait son temps à discuter de ces propositions typiquement indépendantes, Severing et Watter s'affairaient à réprimer la grève générale des mineurs de la Ruhr, et Noske à se débarrasser des conseils.

Entre-temps, Maercker avait commencé à investir Magdebourg. Dans la ville, le 7 avril, en réaction à l'arrestation de Brandes, quelques officiers supérieurs et un avocat social-démocrate avaient été pris en otages, mais presque aussitôt relâchés. Le ministre social-démocrate Landsberg, qui habitait en ville, avait été lui aussi arrêté dans la rue par quelques soldats et emmené en voiture à Brunswick à l'approche des troupes de Maercker, mais les soldats finirent par le libérer à Helmstedt. Le 8 avril, un groupe de sous-officiers occupa la citadelle, la gare et la poste centrale. Il y eut des morts et des blessés. Le 9, les troupes de Maercker entrèrent dans la ville alors qu'une manifestation avait lieu sur la place du Dôme ; les troupes tirèrent sur la foule, faisant sept morts et trente blessés. Le *Freikorps* Görlitz vint à son tour soutenir Maercker, tandis que faisaient leur apparition sur l'Elbe cinq vedettes lance-torpilles et un bateau à vapeur, les premiers engins destinés à la « défense fluviale du Reich ».

La répression suivit son cours habituel : état de siège, arrestations, dissolution des conseils de soldats et des unités militaires jugées peu fiables, constitution d'un *Freikorps*, le Magdebourg, et d'une milice civique. Maercker nomma le social-démocrate Krüger, secrétaire du maire, à la tête de la police. La grève générale fut étouffée avant même la libération de Brandes, auquel, malgré toute la bonne volonté de l'appareil judiciaire de Noske, on ne put imputer la moindre action subversive.

Brunswick (Basse-Saxe)

Brunswick se mit en grève le 8 avril en solidarité avec les ouvriers de la Ruhr, de Magdebourg et d'autres villes, à l'initiative du comité révolutionnaire d'agitation. Un rassemblement de masse adopta les revendications suivantes : tout le pouvoir aux conseils, lancement du processus de socialisation, démission du gouvernement Ebert-Scheidemann-Noske, dissolution des *Freikorps*, rapprochement avec la république russe des

En novembre 1918, la Ligue Spartacus jouissait d'une influence considérable à Brunswick [la capitale du petit État homonyme], et August Merges présidait le conseil des commissaires du peuple. À l'USPD, la tendance favorable à une révolution « ordonnée » était forte, en raison notamment de l'influence de Sepp Örtter. Les élections pour le Landtag, réclamées avec insistance par le SPD, eurent lieu le 22 décembre 1918. Le SPD obtint 17 sièges, l'USPD 14, les démocrates 13 et les allemands-nationaux, réunis dans une liste unique avec les représentants du Parti populaire allemand, 16. (Le groupe local de la Ligue Spartacus adhérait encore à l'USPD, et y resta jusqu'au 25 mars 1919, quand fut constitué officiellement le groupe local du KPD.) Le nouveau Landtag ne fut convoqué que plus tard.

Pendant ce temps, la lutte contre le recrutement des *Freikorps* prenait une tournure très violente. Le 7 janvier, les sièges de la presse bourgeoise et social-démocrate furent occupés. Le 9 février, à l'occasion d'un congrès, on discuta de la création d'une République fédérale de l'Allemagne du Nord-Ouest (Brunswick, Anhalt, Hambourg, etc.), afin de contrecarrer la politique d'Ebert.

Le nouveau Landtag ne se réunit que le 10 février. Après de longs pourparlers, les deux partis sociaux-démocrates s'accordèrent sur une Constitution transitoire qui reconnaissait le conseil régional des ouvriers et lui octroyait le droit de veto sur les décisions du parlement. Sepp Örtter fut nommé chef du nouveau gouvernement, mis en place le 26 février, auquel Merges refusa de participer. Dans le même temps, on essaya de confier au socialiste majoritaire Undeutsch le commandement des milices populaires. Le jour suivant, les délégués révolutionnaires et les représentants des milices populaires se déclarèrent hostiles au compromis constitutionnel et repoussèrent la nomination d'Undeutsch. Ils savaient bien qu'il ne s'agissait que d'un premier pas sur la voie du désarmement complet des ouvriers. Une compagnie sous commandement des révolutionnaires occupa le Landtag, la poste et les banques. Lors de quelques manifestations de masse, la proclamation de la république des conseils fut réclamée. Merges fit approuver la motion des commissions d'usine qui prévoyait un référendum sur les lieux de travail pour ou contre la république des conseils. La participation fut très limitée et les voix pour si peu nombreuses qu'on se mit finalement d'accord sur un compromis : le commandement des milices populaires ne serait pas confié à Undeutsch, mais à l'indépendant Eckhardt. La question de la nature du rapport entre d'une part le parlement et le gouvernement régional, d'autre part les, ouvriers révolutionnaires, soutenus par les milices populaires, resta en suspens. Les conflits avec le gouvernement central se multiplièrent et, en avril, ce dernier envoya un avertissement au gouvernement régional de Brunswick : « Depuis la fin de l'année dernière, il apparaît que Brunswick est le centre politique du mouvement communiste et le foyer de toutes les difficultés que le gouvernement rencontre dans l'accomplissement de ses tâches. [...] À tel point que Brunswick représente désormais pour le gouvernement une île inaccessible qui met en danger l'Allemagne tout entière. »

Soviets, dissolution de l'Assemblée nationale et de toutes les assemblées régionales, armement des ouvriers. Le comité exécutif du conseil régional ouvrier apporta sa collaboration « légale » à la grève générale en faisant des propositions similaires, bien que plus modérées, à l'assemblée régionale, qui se défila en ajournant la séance *sine die*.

Le comité révolutionnaire d'agitation assumait le pouvoir de fait et dirigeait avec une grande énergie l'action de grève : les locaux publics furent fermés, la distribution de denrées alimentaires organisée, un couvre-feu imposé et les prélèvements bancaires bloqués. Le comité d'action de la bourgeoisie déclara dans un appel que la grève « était le produit de positions irresponsables » et, le 10 avril, proclama la contre-grève, à laquelle adhèrent aussi les médecins, les pharmaciens et les sages-femmes. Le comité d'agitation – aidé de l'Arbeiter-Samariter-Bund* – installa dans le château un poste de secours médical pour les interventions les plus urgentes. Les tracts contre la grève diffusés par le gouvernement et par le conseil exécutif furent saisis et brûlés par les ouvriers. Le 15 avril, le personnel médical et paramédical mit un terme à la contre-grève et, dans les services publics, on commença également à reprendre le travail.

Maercker avait préparé avec méthode l'intervention contre Brunswick. Le lieutenant [Paul] Schulz du « service de renseignement », muni de solides moyens financiers, était en ville depuis des semaines pour organiser l'espionnage et avait réussi à placer ses agents (parmi lesquels le lieutenant de vaisseau Apicht) dans la milice populaire et dans la division de marine. Maercker craignait avec raison de devoir livrer une rude bataille pour entrer dans Brunswick. Les défenseurs de la ville ne manquaient ni d'armes ni de munitions ; ils disposaient de nombreux avions et d'un bon nombre de canons de campagne avec toutes les munitions nécessaires. Leurs avions lâchaient des tracts invitant à se joindre à la grève générale sur une vaste zone autour de Brunswick et sur Magdebourg. Maercker répondit par un lâcher de tracts annonçant son arrivée, mais son avion fut contraint à un atterrissage de fortune par les avions de Brunswick. La grève des cheminots bloquait de nombreuses lignes, et les gares de Holzminden, de Vorwohle et de Jerxheim étaient occupées par des groupes d'ouvriers.

Le 12 avril, Maercker reçut l'ordre de lancer l'intervention contre Brunswick. Outre ses *Landesjäger*, il mit en marche le *Freikorps Lützwow*, un régiment de dragons, la 2^e brigade de marine du capitaine Ehrhardt et des troupes de volontaires du X^e corps d'armée, soit au total près de dix mille hommes. Le 11 avril déjà, des troupes avaient été envoyées à Borssum avec un train blindé et s'étaient heurtées aux milices de Brunswick, qui déplorèrent sept morts, huit blessés et six prisonniers. À Wolfenbüttel, les ouvriers creusèrent des tranchées, bloquant l'avancée des troupes. Le même jour, un coup de force permit aux troupes gouvernementales d'occuper la gare de Schöningen, faisant huit prisonniers, mais la contre-attaque des ouvriers les contraignit à se retirer. Dans la nuit du 12 au 13 avril, l'avancée de Maercker était stoppée près de Jerxheim au prix de lourdes pertes ; mais le jour suivant, après un bref

* L'Arbeiter-Samariter-Bund était une organisation mutuelle d'assistance aux travailleurs et artisans, fondée en 1888. [NDLR]

combat sans effusion de sang, ses troupes occupaient la ville de Helmsstedt, faisant soixante prisonniers parmi les soldats de la milice populaire et les ouvriers. Toutes les conditions étaient encore réunies pour une défense solide de Brunswick, et il ne manquait pas de plans de défense, même si l'ennemi en était informé grâce à l'espionnage ; ce qui manquait, c'était une direction unique et déterminée.

Örter, Eckhardt et Antrick, du gouvernement de Brunswick, se rendirent chez Maercker pour négocier ; mais ils furent refoulés par le général, qui exigea la fin de toute résistance, le désarmement complet, la démission du gouvernement régional, la dissolution du conseil d'ouvriers et l'arrestation, entre autres, de Örter, Eckhardt et Merges. Le gouvernement de Brunswick céda et lança un appel aux ouvriers, les suppliant de ne pas mettre en péril les conquêtes de la révolution en prenant le risque d'une résistance armée*. L'appel et la négociation entre le gouvernement et les fonctionnaires débouchèrent sur un accord qui entérinait la reprise du travail, le 16 avril, des employés et des ouvriers. Le 15, les ouvriers réunis dans la cour du château décidèrent majoritairement de mettre fin à la grève. Le 17, Maercker entra dans la ville sans coup férir, sous les applaudissements de la bourgeoisie. La veille au soir, un groupe de sous-officiers avait pris le contrôle du château et des casernes.

Mais les députés bourgeois protestèrent à leur tour, reprochant au gouvernement de marcher sur les plates-bandes de l'État fédéré de Brunswick, et réclamèrent la libération des députés arrêtés, afin de ne pas susciter inutilement la colère des ouvriers ; Maercker consentit alors à libérer Örter et Eckhardt, en leur accordant les arrêts domiciliaires sur parole. Il imposa quand même l'état de siège dans tout l'État et acheva le désarmement de la population. Il obtint en outre « l'exclusion de Örter et Eckhardt » du gouvernement — remplacés par deux représentants du SPD et de l'USPD — et l'entrée aux Finances du « sans parti » Bartels**.

* Voilà le contenu d'un des appels : « Brunswick est menacé ! Si, pendant l'entrée des troupes gouvernementales à Brunswick, un seul coup est tiré, la ville devra subir des effusions de sang et des luttes sans fin. Les ouvriers, les bourgeois et tous les autres ont le devoir sacro-saint de ne pas opposer de résistance à l'avancée des troupes. Pour éviter tout incident, volontaire ou involontaire, il faut que chacun rende immédiatement les armes qu'il possède. Attention ! Personne ne doit garder d'armes chez lui ! Quiconque empoignera une arme sans autorisation fera de cette arme une malédiction pour toute la ville. Nous répétons : rendez toutes les armes ! Remettez les armes au poste de police de la Münzstrasse et aux casernes ! Répondez immédiatement à cet appel ! N'hésitez pas une minute ! Rendez toutes les armes ! Le conseil des commissaires du peuple. »

** Emil Eichhorn, qui était toujours poursuivi bien qu'il fût élu député à l'Assemblée nationale et qui, à l'instar d'autres militants en fuite, avait trouvé asile à Brunswick, réussit à fuir en avion mais fut arrêté à l'atterrissage à Halberstadt. Il fut libéré par quelques ouvriers juste avant son transfert à Berlin.

Leipzig (Saxe)

L'objectif suivant, pour Maercker, c'était Leipzig. En Saxe, le gouvernement constitué en novembre 1918 par le SPD et l'USPD avait été abandonné le 16 janvier 1919 par les indépendants (Fleissner, [Friedrich] Geyer et Lipinski), en raison de conflits continuels avec les majoritaires. À Dresde, c'était le conseil de soldats, présidé par le social-démocrate Neuring, permanent syndical, qui commandait. Celui-ci pourchassait les communistes, décidait de séquestres complètement arbitraires, posait des interdictions, exigeait des arrestations. Le 10 janvier, Neuring fit tirer sur une manifestation désarmée devant le siège du journal social-démocrate *Dresdener Volkszeitung*. On releva 15 morts et 55 blessés graves parmi les manifestants, aucun parmi les troupes.

Après le départ des indépendants, le SPD resta seul au gouvernement, même après les élections au parlement de Saxe qui, le 2 février 1919, attribuèrent 42 sièges au SPD, 15 à l'USPD, 23 aux démocrates, 13 aux nationaux-allemands et 4 au Parti populaire. Le ministère fut composé des majoritaires Gradnauer, Buck, Harnisch, Heldt, [Albert] Schwarz, Uhlig, Neuring. Ces élections, comme celles à l'Assemblée nationale, traduisaient une certaine continuité avec la situation du mouvement ouvrier local d'avant-guerre, que la révolution de novembre n'avait pas modifiée. Même dans les zones à prédominance industrielle – comme à Dresde ou à Chemnitz – le SPD remporta la majorité des voix ouvrières. Seul Leipzig, où l'organisation et la presse du SPD ne s'étaient pas remises de la scission de 1917, donna la victoire à l'USPD (le KPD n'était pas encore présent à ces élections). Entre le gouvernement de Dresde et le conseil d'ouvriers et de soldats de Leipzig, le conflit était permanent. En février et mars, à Leipzig et dans d'autres villes de Saxe où les indépendants étaient majoritaires, les ouvriers s'étaient mis en grève avec l'Allemagne centrale.

Le 12 avril, Neuring – ministre de la Guerre dans le gouvernement saxon et que sa politique de répression brutale avait rendu célèbre – trouva la mort à Dresde, noyé dans l'Elbe. Les invalides de guerre avaient organisé une manifestation de protestation et envoyé une délégation parler avec Neuring, qui resta sourd à leurs réclamations. Durant la réunion dans le palais du ministère, un soldat lança une grenade de l'intérieur. Les manifestants, exaspérés, prirent le ministère d'assaut, emmenèrent Neuring et le traînèrent jusqu'au fleuve. L'épisode, derrière lequel on reconnaissait la main des provocateurs, servit de prétexte à une impitoyable répression des communistes. L'état de siège fut imposé à toute la Saxe et, à la demande du gouvernement du Land, Noske envoya quelques *Freikorps*. Le conseil d'ouvriers et de soldats de Leipzig protesta, faisant remarquer que ni dans la ville ni aux alentours, il n'y avait de problèmes d'ordre public, et refusa d'appliquer l'état de siège. Il faut savoir que le quotidien du KPD, la *Rote Fabne*, que Noske avait supprimé à Berlin, était alors publié à Leipzig ; là aussi, on avait cherché

à l'interdire, mais l'opposition du conseil d'ouvriers et de soldats l'avait sauvé.

L'attaque sur Leipzig n'était donc qu'une question de temps. Dans un premier temps, l'USPD manifesta l'intention de réagir à l'occupation militaire et diffusa un appel intitulé « Les troupes de Noske sont en train d'arriver ! », qui proclamait la grève générale. Mais, quand Maercker fut véritablement aux portes de la ville, Curt Geyer et ses amis s'épouvantèrent de leur propre audace, parlèrent de « méprise » et réfutèrent leur premier appel par un autre qui disait : « Les troupes de Noske ne sont pas là ! » Tout le monde savait, au contraire, que les maréchaux de logis de Maercker étaient déjà en ville et que les dirigeants des chemins de fer avaient reçu des ordres précis pour faciliter l'afflux des troupes. Le comité de la bourgeoisie avait contribué à sa façon à préparer le terrain à l'occupation, en diffusant des tracts anonymes et des rumeurs selon lesquelles les révolutionnaires avaient pris des bourgeois en otages.

Il avait été dit aux troupes que l'occupation de la ville se heurterait à l'opposition farouche d'une milice ouvrière forte de soixante mille hommes armés ; une prime avait donc été promise aux soldats, de quarante marks (quatre-vingt pour les officiers) pour le premier jour de combat et de dix marks pour chaque jour supplémentaire. Le 11 mai, Leipzig fut occupé sans résistance par vingt mille hommes qui, dirigés par les représentants du comité bourgeois, furent immédiatement lâchés à travers la ville pour perquisitionner, arrêter, brutaliser, et saisir les armes. Le conseil d'ouvriers fut dissous, la *Leipziger Volkszeitung* d'abord interdite puis soumise à la censure, la *Rote Fabrik* suspendue pour une durée indéterminée.

Maercker prit ou fit semblant de prendre au sérieux l'histoire des otages, et menaça : « Quiconque capturera des otages, les torturera ou les tuera, pillera ou poussera les soldats à la sédition, sera puni de mort. » Le social-démocrate Mylau, secrétaire du syndicat, qui quelques jours auparavant avait — comme ses camarades de Leipzig — demandé la suspension de l'état de siège, était maintenant assistant de Maercker en tant que représentant du gouvernement régional. Bien que certains secteurs ouvriers se soient mis en grève, le comportement lâche et renoncateur des dirigeants de l'USPD fit que la protestation s'épuisa en quelques jours.

Eisenach (Thuringe)

À Eisenach, les ouvriers et la bourgeoisie s'étaient déjà affrontés en février, les premiers en recourant à la grève, la seconde au lock-out. Au mois de mai, il y eut d'autres manifestations provoquées par la pénurie de denrées alimentaires, avec son lot habituel de provocations, de pillages, etc., destiné à justifier l'occupation de la ville. Le 19 mai, à l'aube, les troupes de Maercker entrèrent à Eisenach. Des patrouilles d'officiers

arrêtèrent les « agitateurs ». Il n'y eut pas de résistance armée. Durant la nuit, quelques wagons de marchandises furent incendiés ainsi qu'un dépôt de la gare ; quelques coups – dit la rumeur – furent tirés contre un train blindé stationné sur les voies. Tout faisait penser à une manœuvre des mercenaires de Maercker pour couvrir des « réquisitions » arbitraires.

Erfurt (Thuringe)

Le 18 juin, le général Maercker était à Erfurt pour poursuivre sa *Säuberungsaktion* [action d'assainissement]. Ici, le 8 février, un certain maréchal Macholz, de la brigade Reinhard, avait, avec quelques sous-officiers, tenté de prendre le pouvoir. Les contre-révolutionnaires avaient pourtant été écrasés et désarmés. Venu à Erfurt depuis Gotha, le 27 février, pour mettre au point avec le général von Saubertzweig les dernières opérations de désarmement en Thuringe, Maercker avait eu une mésaventure. Alors qu'il marchait dans la rue, il avait été reconnu et malmené. Il s'était réfugié au siège de la *Kommandantur*, où avait été appelé Petzold, le président du conseil d'ouvriers, pour qu'il le mette à l'abri. Petzold avait refusé et, pour calmer la foule qui se rassemblait, avait invité Maercker à promettre de ne pas se venger de ces mauvais traitements par une expédition punitive contre Erfurt. Maercker avait promis et avait pu quitter la ville sans encombre. Il oublia pourtant sa promesse et, comme il le déclara lui-même, « sollicita à maintes reprises une intervention armée contre Erfurt, dont l'attitude hostile envers le gouvernement constituait un dangereux exemple, capable d'influencer les villes voisines ».

Revenons aux événements de juin. Durant la grève des cheminots, les rapports entre la direction réactionnaire des chemins de fer d'Erfurt et les travailleurs s'étaient tendus, et ces derniers avaient nommé le fonctionnaire administratif Schütze président provisoire de la direction. Puis des négociations avec le gouvernement avaient été ouvertes pour régler définitivement la question. Le 17 juin, le gouvernement chargea Maercker de se rendre sur place. Cette fois, il ne parvint pas à jouer la surprise, car les cheminots de Thuringe refusèrent de transporter les troupes et jalonnèrent leur marche d'une multitude d'obstacles.

Arrivé à Erfurt, Maercker dut admettre que l'exaspération des cheminots envers les bureaucrates réactionnaires de la direction était pleinement justifiée. Les ouvriers d'Erfurt étaient solidaires des cheminots et menaçaient de se mettre en grève générale si les troupes n'étaient pas retirées. Il y eut des affrontements près de la gare, qui firent deux morts et quelques blessés. Des négociations furent ouvertes – auxquelles participa aussi le ministre du Travail, Bauer – et un accord fut conclu avec les cheminots. Le 21 juin, les troupes quittèrent la ville pour Suhl, afin d'y désarmer la 11^e brigade (Kassel) de l'armée ; l'opération se solda par un échec, les ouvriers ayant tôt fait de cacher les armes de la brigade.

Chemnitz (Saxe)

En août 1919, la Saxe revint au centre de l'attention. La pénurie de nourriture, due à l'accaparement et au marché noir, provoqua des mouvements de protestation dans de nombreuses villes. Depuis le 2 août, les manifestations de protestation devinrent quotidiennes à Chemnitz. C'étaient des manifestations spontanées qu'aucun parti de gauche n'organisait, durant lesquelles les délégations de manifestants procédaient, dans l'ordre, au contrôle des réserves alimentaires. Mais ces manifestations suscitaient des espoirs contradictoires. La petite bourgeoisie y voyait un moyen d'arriver à supprimer l'économie contrôlée ; les anti-sémites en profitaient pour faire bouillir leur soupe vénéneuse au feu de l'indignation populaire ; d'autres mystérieux personnages se présentant comme marins cherchaient à provoquer des actions armées qui justifieraient l'occupation de la ville, le désarmement de la milice de sécurité municipale et la liquidation des conseils ; les militaristes, enfin, espéraient trouver là la justification du maintien d'une force militaire plus importante que celle concédée à l'Allemagne par l'Entente. Le 7 août, quelques unités militaires provoquèrent des affrontements au cours d'une manifestation ; il y eut des morts et des blessés. Les soldats se virent arracher leurs fusils et une mitrailleuse. Dans les jours qui suivirent, les ouvriers des grandes usines se mirent en grève. En réponse à quoi l'état de siège fut décrété. Bock von Wülfingen, commandant militaire de Chemnitz, et [Eugen] Fritsch, délégué social-démocrate du gouvernement saxon, publièrent l'ordonnance suivante :

« Quiconque agressera ou résistera aux forces armées ou aux représentants des autorités civiles ou militaires de façon ouvertement violente, avec des armes ou d'autres instruments, sera puni de mort. En cas de circonstances atténuantes, la condamnation à mort pourra être commuée en peine de dix à vingt ans de prison. Quiconque, en cas d'affrontement, empoignera les armes contre les forces gouvernementales sera puni de mort. Les interpellés en flagrant délit seront, comme le stipule la loi martiale, fusillés sur-le-champ. La présente ordonnance autorise les officiers responsables du commandement à réunir des cours martiales constituées d'un soldat, un sous-officier et un officier. »

Le 8 août, les délégués du SPD, de l'USPD et du KPD étaient en train de négocier la suspension de l'état de siège, le retour des troupes dans les casernes, la libération des prisonniers politiques et la liberté de la presse ; une foule d'ouvriers attendait le résultat des négociations sur la Königsplatz lorsqu'une salve partit de la gare. Les renforts des troupes gouvernementales étaient arrivés. Dans les affrontements qui suivirent, l'armée subit une défaite cuisante et les ouvriers occupèrent la gare. Il y eut quatorze morts parmi les troupes gouvernementales, quinze parmi les ouvriers. Quarante-neuf civils et cinquante-six militaires furent blessés, de nombreux soldats furent faits prisonniers mais aussitôt relâchés. Le SPD chercha à se refaire une virginité à ses propres yeux comme à

ceux de son gouvernement en attaquant les communistes. L'armée attendit l'arrivée des renforts et, le 19 août, entra en ville sans combattre, se vengeant de la défaite précédente en procédant à des arrestations et en faisant subir des sévices aux prisonniers. Le *Kämpfer*, l'organe du Parti communiste, fut suspendu.

2.7. La république des conseils de Bavière

Bade et Wurtemberg

Alors que les *Freikorps* de Noske mettaient la Prusse et les petits États en coupe réglée, en Allemagne méridionale la bourgeoisie n'était pas restée les bras croisés. Dès novembre, le SPD avait constitué dans le Bade un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie. Les affrontements les plus graves avaient eu lieu dans le centre industriel de Mannheim. Le 8 février 1919, le SPD s'était violemment opposé au sein du conseil ouvrier à une motion de l'USPD proposant l'armement des travailleurs. À la suite de quoi, le 21 février — le jour de l'assassinat de Eisner à Munich —, Mühsam reprit devant une assemblée nombreuse une proposition de Hermann Remmele de l'USPD et de Stolzenburg du KPD et fit décider de la formation d'un conseil révolutionnaire opposé au conseil contrôlé par le SPD. Le jour suivant, lors d'une manifestation de masse à laquelle participaient également de nombreux soldats de l'armée d'occupation française, les prisons et le palais de justice furent pris d'assaut. Les ouvriers s'armèrent, occupèrent les sièges des journaux et proclamèrent la république des conseils. Il y eut des affrontements autour du siège du journal social-démocrate d'où les ouvriers révolutionnaires sortirent vainqueurs.

Le 23 février, sous la menace des troupes gouvernementales du Bade, le SPD et l'USPD de Mannheim conclurent un accord avec le gouvernement, suspendant toute agitation et s'engageant à désarmer les ouvriers. L'USPD abandonna le conseil révolutionnaire, où ne restèrent que les communistes et les syndicalistes. Le 10 mars, les gardes blanches entrèrent dans Mannheim et procédèrent à de nombreuses arrestations. En avril se constituèrent, à Mannheim et dans d'autres localités du Bade, des comités unitaires d'ouvriers appartenant à tous les partis, avec la participation d'intellectuels bourgeois. Le 12 avril, après avoir repoussé certaines requêtes importantes des communistes, le comité unitaire de Mannheim diffusa un programme avançant des propositions très hétérogènes, dont la reconnaissance constitutionnelle des conseils. Les comités, où l'influence des communistes allait croissant, eurent une certaine importance pendant quelques mois. En juin, après avoir provoqué une série de désordres qui entraînaient une pénurie de nourriture, la bourgeoisie était prête à faire place nette de ce qu'il restait du novembre révolutionnaire.

Le mouvement connut une évolution similaire dans le Wurtemberg. Avant la guerre, la ville industrielle de Stuttgart était un bastion du mouvement des *Linksradikalen*, dirigé par Westmeyer. L'affrontement sur le vote des crédits de guerre avait déjà provoqué, en novembre 1914, la

scission du SPD. Le 4 novembre 1918, les ouvriers de Stuttgart avaient élu leur conseil, et les contre-révolutionnaires étaient aussitôt passés à la contre-attaque en faisant arrêter certains dirigeants révolutionnaires. Le 9 novembre, le SPD jugea bon de surfer sur la vague révolutionnaire, renvoyant à des temps plus cléments son dessein de démocratie bourgeoise, ce qui lui valut le soutien des conseils de soldats et de paysans. Les sociaux-démocrates savaient très bien que l'appui des militaires était un facteur déterminant et, à travers leurs représentants — en majorité des permanents syndicaux —, ils renforcèrent leur influence sur les conseils de soldats dès leur première assemblée régionale, en novembre 1918, à laquelle participèrent presque exclusivement des gradés, sous-officiers et officiers, et des secrétaires des bureaux militaires. En décembre, ils firent élire à la commission régionale le sous-lieutenant Hahn, un arriviste, qui devint l'organisateur et le commandant des forces de sécurité, et plus tard le chef de la police.

Soutenu par les milices civiques organisées par Hahn, le gouvernement du social-démocrate Bloss* s'engagea sur la voie de la répression, en particulier contre les chômeurs. Le 9 janvier, l'USPD, la Ligue Spartacus, les invalides de guerre, l'Association des chômeurs, la Jeunesse socialiste et la Ligue des soldats rouges organisèrent une imposante manifestation contre le gouvernement. Bloss s'était barricadé dans la nouvelle gare ferroviaire que Hahn avait transformée en véritable forteresse. Hahn jouissait de pouvoirs dictatoriaux et avait lâché la bride à ses agents provocateurs, dans l'intention manifeste d'étouffer les forces révolutionnaires dans le sang. Les 9, 10 et 11 janvier, il provoqua des fusillades, où de nombreux ouvriers trouvèrent la mort, et fit arrêter les membres les plus en vue de la Ligue Spartacus (Hoernle, Münzenberg, Rück, Schreiner, Schnepf, Janus, Kummerow et Barthel). Ils furent incarcérés à Tübingen, où ils restèrent cinq mois dans l'attente d'un procès. Devant la cour d'assises, les accusés dénoncèrent les menées des agents provocateurs de Hahn et le misérable rôle joué par le gouvernement Bloss ; ils se défendirent avec tant d'énergie et d'habileté qu'ils couvrirent de discrédit le gouvernement et la magistrature, au point de contraindre le jury, pourtant constitué de bourgeois, à tous les acquitter.

* Dans le premier gouvernement Bloss, les indépendants Arthur Crispian et [Ulrich] Fischer étaient respectivement ministre de l'Intérieur et de la Guerre. Tous deux s'accrochèrent bien fermement à leurs « charges », afin d'œuvrer à un « travail constructif », jusqu'au mois de janvier, où Bloss et compagnie se réfugièrent sous la protection des gardes blanches.

Le 12 janvier, à l'Assemblée régionale furent élus 52 sociaux-démocrates, 38 démocrates, 31 membres du Centre catholique, 11 bourgeois, 10 représentants de la Ligue des agriculteurs et 4 indépendants. Le second gouvernement Bloss fut composé des sociaux-démocrates Bloss, Herrmann, Lindemann, Heymann, Schlicke, des démocrates Baumann et Licsching et du représentant du Centre catholique von Kiene.

Lors des grandes grèves de début 1919, les ouvriers des usines de Stuttgart formèrent un « comité d'action du prolétariat uni », auquel adhéra la très grande majorité de la classe ouvrière industrielle du Wurtemberg et qui déjoua toutes les tentatives de sabotage du SPD et des dirigeants syndicaux. Le comité, dont faisaient également partie les ouvriers sociaux-démocrates, fixa comme objectif à la grève les revendications suivantes : libération de tous les prisonniers politiques (Hoernle, Münzenberg, etc.), suspension de l'état de siège, retour de tous les ouvriers licenciés par repréailles syndicales au cours du mois de janvier et convocation de nouvelles élections aux conseils d'ouvriers et de soldats. Le gouvernement Blos repoussa toutes ces demandes, se barricada, avec la commission régionale des conseils, dans son fortin de la gare et envoya les gardes blanches contre les ouvriers. Stuttgart et Esslingen furent ainsi le théâtre de féroces affrontements qui firent de nombreuses victimes. Après huit jours de lutte, il fallut suspendre la grève générale. S'ensuivit une violente persécution à l'encontre des communistes. Le quotidien local de l'USPD, le *Sozialdemokrat*, fut suspendu pendant dix jours. L'imprimerie du KPD resta longtemps sous séquestre et les machines typographiques furent sabotées. Les appels passionnés lancés par le journal *Spartakist*, décrété illégal, n'y firent rien ; la défaite des ouvriers du Wurtemberg constituait un dommage irréparable, car elle privait leurs camarades de Bavière d'un point d'appui au moment le plus difficile pour eux et libérait les gardes blanches du Wurtemberg, qui seront les premières à marcher sur la Bavière.

Munich

À Munich, la révolution avait commencé le 3 novembre par quelques manifestations. Le jour même, mille marins étaient arrivés du port militaire autrichien de Pula ; les autorités, ayant appris que les marins s'étaient insurgés dans les ports de la Baltique, les avaient maintenus à Munich, prétextant des « difficultés de transport ». Les marins se rangèrent bien vite dans le camp des ouvriers. Le 7 novembre, le roi* fut chassé, un conseil d'ouvriers, de soldats et de paysans fut constitué et la Bavière fut déclarée État libre. C'est la spécificité de la Bavière, pays agricole à dominante paysanne — des paysans aisés mais touchés par les contraintes de l'économie de guerre et par les saignées du recrutement —, qui explique pourquoi les paysans sont entrés dès le début dans les conseils. Dans la ville bavaroise, la grande industrie était relativement peu développée. Les ouvriers de l'industrie d'armement — Krupp avait créé à Munich pendant la guerre une usine qui employait cinq à six mille salariés —, qui dans leur ensemble suivaient l'USPD et qui constituèrent l'avant-garde de la révolution de novembre, provenaient d'Allemagne

* Louis III de Bavière, de la dynastie des Wittelsbach. [ndlr]

septentrionale et occidentale. « La Bavière sort de la guerre fratricide des socialistes », proclama Kurt Eisner le 8 novembre. Et le jour même, un « conseil national » provisoire fut créé, constitué des conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans*, des groupes parlementaires du SPD et de l'USPD au Landtag, du Parti démocrate, de la Ligue des paysans** et des représentants des associations économiques et professionnelles. La révolution de novembre en Bavière prit immédiatement la forme à peine voilée d'une coalition avec la bourgeoisie. Quatre sociaux-démocrates majoritaires, trois indépendants et un ministre technique entrèrent dans le gouvernement provisoire***.

« L'Assemblée constituante bavaroise sera convoquée le plus tôt possible et tous les hommes et les femmes majeurs pourront exercer leur droit de vote », promit Eisner, ajoutant dans les semaines qui suivirent que, une fois consolidée, la « nouvelle démocratie » des conseils serait intégrée dans la nouvelle Constitution. Dans le même temps il essayait de tranquilliser la bourgeoisie et – allant jusqu'à se référer à Marx – déclarait que la socialisation était temporairement irréalisable en raison de la crise économique****. Mais la bourgeoisie craignait de toute manière

* Aucun pouvoir exécutif ne fut laissé aux conseils bavarois d'ouvriers et de paysans. [Ndlr]

** L'amitié personnelle de Kurt Eisner avec le dirigeant paysan Ludwig Gandorfer assura au nouveau régime le soutien du Bayerischer Bauernbund (Ligue des paysans bavarois). Plusieurs centaines de conseils locaux se constituèrent en peu de temps, souvent dans l'intention de contrebalancer l'influence des conseils d'ouvriers. On en comptera au total 3 555, composés d'une écrasante majorité de petits propriétaires terriens, de métayers et de colons agricoles. Cf. F.L. Carsten, *op. cit.* [Ndlr]

*** Le gouvernement provisoire était composé de : Kurt Eisner (USPD), Premier ministre et ministre des Affaires étrangères ; Johannes Hoffmann (SPD) à la Culture ; Rosshaupter (SPD) à la Guerre ; Erhard Auer (SPD) à l'Intérieur ; Johannes Timm (SPD) à la Justice ; Unterleitner (USPD) aux Affaires sociales ; Edgar Jaffé (USPD) aux Finances ; von Frauendorfer aux Transports.

**** Les extraits suivants, tirés de l'intervention de Kurt Eisner au conseil d'ouvriers, de soldats et de paysans du 28 novembre 1918, caractérisent bien le personnage : « Nous devons faire entrer dans l'Assemblée bavaroise les représentants de toutes les couches de la population, du moment qu'elles appartiennent aux classes laborieuses, dans l'acception la plus large du terme. [...] Ces représentants doivent s'habituer, de bon gré, à travailler avec nous et à respecter nos sentiments socialistes et démocratiques. [...] À Berlin, la contre-révolution est tranquillement au gouvernement, comme si rien ne s'était passé. Lorsque je m'en suis rendu compte, j'ai sorti du tiroir un précieux document qui lève le voile sur les secrets de la guerre mondiale. Il s'agit d'un rapport de M. von Schön, secrétaire du comte Lerchenfeld, adressé au comte Hertling, où l'on discute tranquillement du meilleur moyen de déchaîner le conflit mondial. Ainsi j'ai décidé de faire valser la contre-révolution qui est actuellement au pouvoir ! [...] Il faut que les masses de Berlin se mettent en mouvement et constituent leur propre gouvernement. Jusque-là, Munich devra servir de sentinelle pour toute l'Allemagne. » Lorsque la presse se souleva contre lui, Eisner déclara à l'Assemblée des conseils de soldats de Bavière (le 30 novembre) : « Je ne veux

la révolution et demandait, avec le soutien à peine voilé du SPD, que « l'ordre soit rétabli », tandis que l'abolition du contrôle ecclésiastique sur l'éducation soulevait l'opposition du clergé, très influent surtout dans les campagnes.

Si le particularisme d'Eisner allait dans le sens de celui de la bourgeoisie et des paysans bavarois, sa grotesque dispute avec le ministre des Affaires étrangères de Berlin eut pour seul résultat de fournir des arguments à la presse contre lui. Du coup, plus que le Premier ministre, c'était Auer, [J.] Hoffmann, Timm et Rosshaupter qui déterminaient la politique du gouvernement.

Le SPD, soutenu par tous les courants contre-révolutionnaires, avait imposé le renouvellement du Landtag. Lors des élections du 12 janvier 1919, le Parti populaire bavarois avait obtenu 66 sièges, le SPD 62, le Parti populaire allemand 25, la Ligue des paysans 15, les nationaux-libéraux 9 et l'USPD 3. Le SPD avait obtenu les voix des ouvriers grâce à l'accord conclu avec Eisner et à la promesse d'un « ancrage constitutionnel des conseils ». Mais il n'y avait pas à se faire d'illusions : à la première occasion, le nouveau parlement se débarrasserait des conseils. Les progrès de la contre-révolution dans le Reich mirent la classe ouvrière bavaroise en alerte : le 16 février à Munich, elle manifesta son soutien aux conseils par une imposante manifestation, où prirent la parole Eisner, Levien et d'autres communistes. La situation était très incertaine ; le Landtag, dont la convocation avait été repoussée, ne pouvait agir tant que la question du pouvoir n'était pas résolue. Alors qu'en Prusse le gouvernement Ebert-Scheidemann-Noske avait commencé dès décembre à organiser l'enrôlement dans les *Freikorps*, en Bavière les seules troupes étaient celles de la vieille armée qui attendaient la démobilisation. Les ouvriers et les soldats avaient fait échouer, ou contraint à la clandestinité, toutes les tentatives de créer des milices civiques. Les partis de l'ordre ne pouvaient compter que sur la milice républicaine de Munich, qui avait montré dans quel camp elle se rangeait en intervenant contre les manifestations de chômeurs et en arrêtant les communistes.

pas toucher à la liberté de presse. Qu'ils m'insultent autant qu'ils le veulent. La chose ne me dérange pas du tout. [...] Selon la presse, nous serions des "terroristes" et des "dictateurs", et pourtant nous ne disposons d'aucun journal, pas même d'un misérable hebdomadaire ou de la censure. [...] Il n'y a jamais eu au monde de gouvernement qui renonce à cet instrument de pouvoir qu'est la presse. [...] Voilà ce que je cherche : que la presse se rende compte que par ses protestations, ses inventions et ses mensonges, elle obtient exactement le contraire de ce qu'elle veut. La presse agit contre moi de façon inconsidérée. [...] Tant que je vivrai, je m'opposerai au centralisme en politique extérieure, en politique intérieure et au sein du parti. [...] Le militarisme, dont les racines les plus profondes sont en Prusse, est désormais brisé. Les millions de morts, d'estropiés et de malades, produits du militarisme, forment l'abîme dans lequel celui-ci s'enfoncera pour l'éternité. (Espérons-le.) Espérons-le ? Non, j'en suis certain ! »

L'assassinat de Kurt Eisner

Le jour même de la réunion du Landtag, le 21 février, Eisner fut assassiné dans la rue, alors qu'il se rendait au parlement, par le comte Arco-Valley. L'assassinat d'Eisner, dont la popularité parmi les masses bavaroises était grande, déclencha la colère populaire contre le Landtag, et en particulier contre l'intrigant Auer : celui-ci fut grièvement blessé – tandis que le député Osel du Parti populaire bavarois et le major Jahreiß furent mortellement – par l'ouvrier Lindner. Les députés du Landtag, en proie à la panique, se dispersèrent. À Munich, à Nuremberg et dans d'autres localités, les ouvriers se lancèrent dans une grève générale ; à Augsbourg, les sièges des journaux furent occupés, les prisonniers libérés et six manifestants furent tués ; à Munich, le conseil central prit des otages, suscitant de véhémentes protestations. Avec un Landtag mis provisoirement hors jeu, le nouveau *Zentralrat** était devenu le seul organe de pouvoir en état de fonctionner ; les représentants du SPD et des syndicats furent appelés à en faire eux aussi partie et, par protestation, le communiste Levien et l'indépendant Hagemeister en sortirent. Le conseil central rédigea un programme qui prévoyait la reconnaissance constitutionnelle des conseils, la formation d'un gouvernement socialiste – provisoire, jusqu'à l'approbation de la nouvelle Constitution –, la convocation immédiate du Landtag, la démobilisation de l'armée permanente et la création d'une milice républicaine de sûreté publique. Pour ce qui concernait le gouvernement, le conseil proposait de confier le ministère de l'Agriculture à un représentant de la Ligue des paysans et de faire participer au conseil des ministres, avec vote consultatif, trois représentants des conseils (d'ouvriers, de soldats et de paysans). La « reconnaissance constitutionnelle des conseils », qui dépendait de la délibération d'un Landtag contre-révolutionnaire, était le miroir aux alouettes agité en toute occasion pour égarer les masses ouvrières, alors que la création d'une force de sécurité fiable et la démobilisation simultanée des troupes – sur lesquelles on ne pouvait compter pour changer les rapports de forces – auraient fourni les instruments permettant de résoudre la question du pouvoir. C'est autour de cette « base d'entente » – modifiée de temps en temps mais seulement dans la forme – que tournèrent les tentatives d'accord entre partis. Entre-temps, l'assemblée générale des conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans de Munich avait approuvé une motion de l'indépendant Wadler demandant la « proclamation de la république des conseils ». On en resta là pour l'instant, à ce coup d'envoi du match pour la république des conseils qui allait avoir pour protagonistes les cercles intellectuels de l'USPD et des anarchistes.

Le 26 février, Eisner fut enterré, accompagné d'un imposant cortège funéraire, comme on n'en avait jamais vu à Munich.

* Conseil central : dans ce cas il s'agit de l'organe régional de coordination des conseils d'ouvriers et de soldats. [NdLR]

« L'anarchisme a trouvé un terrain fertile à Munich grâce à l'importante présence petite-bourgeoise et à la tradition de la bohème, fortement enracinée dans la communauté artistique et littéraire. Il a incarné le maximalisme d'une couche intellectuelle qu'un grand dégoût — confusément révolutionnaire — du capitalisme avait rendue disponible à toute aventure politique ; une couche sociale toutefois incapable de réflexion politique et qui se montrerait pusillanime dans chaque situation difficile. Dans ce milieu, les gestes éclatants et les phrases ronflantes remplacent le sérieux politique et le discernement. Il ne faut pas sous-estimer son influence sur la classe ouvrière de Munich, une influence qui s'est avérée particulièrement funeste, en raison surtout de l'accoutumance à une phraséologie faisant appel au sentiment plus qu'à la raison. »

Paul Werner (pseudonyme de Paul Frölich), *Die Bayrische Räterepublik. Tatsachen und Kritik* (La République des conseils bavaroise. Faits et critique), Frankes Verlag, Leipzig, 1920.

L'assemblée générale des conseils s'ouvrit le 25 février et se conclut le 8 mars. En marge des interminables débats de la séance plénière, le SPD et l'USPD négociaient un accord. Comme l'appareil du vieux régime se maintenait aux côtés du conseil central, aucun des deux partis n'exerçait effectivement le pouvoir ; aussi cherchaient-ils une issue à cette situation incertaine. Le 28, une unité de la milice républicaine, qui, sur la base de l'accord du 22 février, remplaçait l'armée, fit irruption dans la salle où se tenait l'assemblée et arrêta le communiste Levien, les anarchistes Mühsam et Landauer ainsi que d'autres membres « dérangeants ». Les interpellés furent relaxés presque immédiatement, mais l'épisode clarifia le positionnement politique de la milice. Précédemment, le 23 février à Nuremberg, les dirigeants du parti communiste avaient été arrêtés. Le social-démocrate Schneppenhorst, délégué d'un conseil de soldats, fit lâcher par avion des tracts sur Munich, menaçant au nom du III^e corps d'armée de bombarder la ville si le Landtag n'était pas à nouveau convoqué. L'assemblée des conseils répondit par un communiqué dans lequel elle se déclarait seule détentrice du pouvoir : « L'assemblée des conseils est maintenant l'instance suprême de l'État populaire de Bavière. »

Le 3 mars, les négociations entre le SPD et l'USPD, entre-temps transférées à Nuremberg, se conclurent par ce qu'on appelle le « compromis de Nuremberg », qui reprenait en substance la formule du 22 février, précisant toutefois explicitement que « l'assemblée des conseils, son comité d'action et le conseil central n'auront pas de pouvoir législatif ». Dans un premier temps, l'assemblée repoussa cet accord, pour adopter peu après, grâce aux voix des sociaux-démocrates, des représentants de la Ligue des paysans et de quelques indépendants, une formulation plus modérée.

En réalité, la situation d'incertitude n'avait pas été surmontée, et s'était plutôt aggravée. Le 17 mars, le Landtag se réunit brièvement pour

élire un nouveau gouvernement auquel il conféra les pleins pouvoirs. Mais le nouveau cabinet Hoffmann* était totalement impuissant et à peine toléré par les partis bourgeois, qui avaient besoin de la social-démocratie pour endiguer le bolchevisme. De son côté, le SPD voulait éviter une coalition flagrante avec la bourgeoisie, pour ne pas abandonner les masses aux communistes et aux indépendants. Le gouvernement Hoffmann n'aurait pu s'assurer le soutien de la classe ouvrière qu'en prenant des mesures contre la bourgeoisie, chose inacceptable dans un régime de démocratie bourgeoise, mais il devait se limiter aux promesses habituelles : socialisation, etc. L'abolition des titres et des ordres nobiliaires ne suffisait certes pas à gagner les faveurs populaires. Le ministre de la Guerre Schneppenhorst avait lui aussi d'autres chats à fouetter : il lui fallait avant tout prendre le contrôle des forces armées. Noske était ministre de la Guerre du Reich, mais la Bavière repoussait son autorité ; Schneppenhorst alla jusqu'à faire arrêter et expulser ses officiers. Mais le gouvernement bavarois n'osait pas lancer de campagne de recrutement de miliciens, pour ne pas s'aliéner l'appui politique des soldats et des ouvriers. Hoffmann et Schneppenhorst voulaient sauver l'ordre bourgeois, mais ne voulaient pas en payer le prix. Pour cette raison, Schneppenhorst voulait négocier la création d'une milice populaire bavaroise avec les conseils de soldats, mais pendant longtemps il ne se passa rien.

Dans le même temps, les événements s'accéléraient. Les grèves de masse dans la Ruhr, celles de Stuttgart en avril, la menace de nouvelles grèves dans d'autres régions d'Allemagne et, le 21 mars, la proclamation de la république des conseils en Hongrie** eurent inévitablement des répercussions en Bavière aussi. La sympathie envers les communistes – maintenant dirigés par Eugen Leviné, que le KPD avait envoyé à Munich début mars – grandissait, même si bien évidemment le parti ne pouvait pas développer d'organisation solide et capillaire en si peu de temps. D'autre part, l'inefficacité du gouvernement alimentait la confusion à l'intérieur du SPD et préparait le terrain à des événements incontrôlables. Le 3 avril, à Augsbourg, une conférence du SPD prit position en faveur de la proclamation de la république des conseils et, le jour suivant, une grève fut déclenchée pour donner plus d'impact à la revendication. Le social-démocrate de « gauche » Niekisch, président du conseil central, se précipita à Munich et les négociations commencèrent. Les dirigeants

* Le gouvernement Hoffmann était ainsi composé : présidence, Affaires étrangères et Culture : Johannes Hoffmann (SPD) ; Justice : Endres (SPD) ; Intérieur : Martin Segitz (SPD) ; Finances : Merkel (Volkspartei), en représentation du conseil d'État ; Transports : von Frauendorfer ; Affaires sociales : Unterleitner (USPD) ; Commerce et industrie : Joseph Simon (USPD) ; Agriculture : Steiner (Bauernbund) ; Affaires militaires : Ernst Schneppenhorst (SPD).

** La république des conseils hongroise fut proclamée le 21 mars 1919 et s'effondra le mois d'août suivant, victime de l'agression des troupes roumaines. [Ndlr]

communistes furent convoqués de toute urgence au ministère de la Guerre, où ils se trouvèrent en présence des responsables des deux partis sociaux-démocrates et des anarchistes ainsi que des ministres Schneppenhorst, Segitz, [J.] Simon, Steiner et Unterleitner. Ces messieurs s'étaient déjà mis d'accord pour proclamer la république des conseils : SPD, USPD et KPD se partageraient les ministères ; le gouvernement Hoffmann, expliquèrent-ils aux communistes, accepterait la décision.

Voici ce qu'écrivit Paul Werner* :

« Les communistes répondirent qu'ils refusaient par principe de collaborer à un gouvernement avec les socialistes majoritaires et refusaient aussi d'avaliser la proclamation d'une république des conseils qui ne serait que la création artificielle d'une clique de politiciens. Une république des conseils ne pouvait naître que de l'action des masses et la situation en Allemagne, ou du moins en Bavière, n'étant pas encore mûre pour cela, ils ne se rendraient pas complices d'un putsch. »

Les communistes furent mis en accusation : le social-démocrate Schneppenhorst — qui semblait être le partisan le plus enthousiaste de la république des conseils — et l'indépendant Toller accusèrent Leviné de se montrer pusillanime et les communistes de trahir le prolétariat. Schneppenhorst proposa cependant de reporter la proclamation de la république au 7 avril, pour avoir le temps de s'assurer du soutien de la Bavière septentrionale. Le 4 avril, le SPD de Munich discuta la question lors d'une réunion de ses membres et nomma une commission chargée de négocier avec les autres partis ; le jour suivant, l'organisation de district de la Bavière méridionale se prononça elle aussi majoritairement en faveur de la république, à condition que l'USPD et le KPD soient également d'accord. Toller, Klingelhöfer et les autres dirigeants de l'USPD, qui jouissaient de la confiance des ouvriers de leur parti, étaient ravis, mais avec la confusion dont leur tête était pleine, ils pouvaient changer d'idée à tout moment. Entre-temps, le gouvernement Hoffmann avait fait transporter ailleurs les presses servant à imprimer les billets de banque, un des instruments de gouvernement les plus utiles. Schneppenhorst partit pour Nuremberg — à l'en croire pour faire de la propagande en faveur de la république des conseils — et revint à Munich accompagné des troupes de Noske.

L'engrenage s'était mis en marche, il suffisait maintenant d'isoler la ville, de faire dévaler la pente au mouvement révolutionnaire et de lui asséner le coup de grâce.

* Paul Werner, *op. cit.* ; voir aussi le livre de Rosa Leviné, *Aus Münchener Rätezeit* (À l'époque des conseils à Munich), Vereinigung Internationaler Verlagsanstalten, Berlin, 1925.

La république des conseils de Munich

Le 7 avril, la république des conseils fut proclamée*. Voici ce qu'écrivit Werner :

« Le 7 avril, premier jour de la vie de la république des conseils, fut déclaré fête nationale. Munich se livra à une folle joie dans une orgie de drapeaux rouges et de cocardes rouges, de défilés et de fanfares militaires et de paroles, de paroles, de paroles ! La république des conseils était née. Le rêve s'était avéré. Une exultation vaine cachait la réalité. Personne ne se rendait compte de l'âpreté du conflit de classe auquel le mouvement ouvrier devait se préparer ; personne ne réfléchissait aux graves conséquences de cette entreprise. Une affiche pourpre trônait aux angles des rues : Dictature du prolétariat ! La bourgeoisie était tombée, l'affiche le disait. »

Le journal du KPD, la *Münchner rote Fabne*, définit cette république des conseils fictive comme « la créature du conciliationnisme dépendant et indépendant et de la rêverie anarchiste ». Les communistes s'adressèrent immédiatement aux masses. Le matin du 7 avril, ils tinrent un meeting au Theresienwiese et, dans l'après-midi, Levien parla à cinq mille personnes réunies sur l'esplanade de l'Oberwiesenfeld. Les aventuriers à la tête du premier gouvernement des conseils commencèrent par étatiser... l'université et la presse. Neurath, le spécialiste de la socialisation, se creusait la tête pour trouver comment « socialiser » sans exproprier les capitalistes... ou comment faire l'omelette sans casser des œufs, comme l'écrivit la *Münchner rote Fabne*.

Le vieil appareil bureaucratique ne fut quasiment pas touché. Dans un premier temps, les banques furent fermées, jusqu'à ce que se pose le problème du payment des salaires. Le gouvernement hésita longtemps à armer les ouvriers, la première mesure qu'il aurait dû prendre, et ce fut seulement sous la pression de la base qu'il se résolut à livrer six cents fusils. Le désarmement de la bourgeoisie resta sur le papier. Le conseil des commissaires du peuple adoptait des décrets à la pelle, mais c'était un organe bricolé et inconséquent, et qui manquait trop de force, de volonté et d'autorité pour les rendre exécutoires. On continua sur ce mode pendant huit jours. En Bavière méridionale, le gouvernement des conseils était reconnu, mais au nord, c'était une autre histoire. Nuremberg restait sur ses gardes et ce même Schnepfenhorst qui était allé « rallier la ville à la cause des conseils » entra le 10 avril à Ingolstadt avec le *Freikorps* du colonel von Epp, le personnage qu'il voulait

* Avec comme commissaires du peuple : Affaires étrangères : docteur Franz Lipp (USPD) ; Intérieur : Soldmann (USPD) ; Santé publique et assistance sociale : August Hagemeister (USPD) ; Relations publiques : Gustav Landauer (anarchiste) ; Finances : Silvio Gesell (anarchiste) ; Questions militaires : Wilhelm Reichart (communiste, expulsé du parti pour infraction à la discipline) ; Justice : Kübler (Bauernbund) ; Alimentation : Wutzelhofer (Bauernbund) ; Construction : docteur Wadler (USPD).

Preis 10 Pfennig.

Extra-Jahrgang.

Preis 10 Pfennig.

Proletariat aller Länder vereinigt Euch!

MÜNCHNER ROTE FAHNE

Organ für das werktätige Volk in Stadt und Land.

Verantwortlich: Max Thalheimer, München, Kienmayerstr. 10. Redaktion: Max Thalheimer, München, Kienmayerstr. 10. Druck: Max Thalheimer, München, Kienmayerstr. 10. Nummer 20. Sonntag, den 6. April 1919. J. Dabringhaus

Abhängige und Unabhängige wollen eine Räterepublik proklamieren. Die Kommunisten lehnen die Beteiligung an einer Schein-Räterepublik ab.

Arbeiterschaft der Provinz!
Die Arbeiter der Provinz sind durch die Revolution zu einer neuen Bewusstseinsstufe gelangt. Sie haben erkannt, dass die Revolution nicht nur eine Frage der Macht ist, sondern eine Frage der sozialen Umgestaltung. Sie wollen die Revolution nicht nur durchführen, sondern sie auch durchsetzen. Sie wollen die Revolution nicht nur durchführen, sondern sie auch durchsetzen. Sie wollen die Revolution nicht nur durchführen, sondern sie auch durchsetzen.

Erklärung
der kommunistischen Partei (Kommunisten)
Sachverständigen Rat.
Es ist ein vom Zentralrat republikanischer Organisationen
ausgegangenes Projekt (Kommunisten)
über die Bildung einer Räterepublik in Bayern
entworfen worden. Die kommunistische Partei lehnt
dieses Projekt ab, weil sie die Räterepublik
nicht als Mittel zur Durchsetzung der Revolution
ansieht, sondern als ein Mittel zur Durchsetzung
der Revolution.

Auch eine Räterepublik!
Nicht nur die Arbeiter, sondern auch die Bauern
wollen die Revolution durchsetzen. Die Räterepublik
ist ein Mittel zur Durchsetzung der Revolution.
Die Räterepublik ist ein Mittel zur Durchsetzung
der Revolution. Die Räterepublik ist ein Mittel
zur Durchsetzung der Revolution. Die Räterepublik
ist ein Mittel zur Durchsetzung der Revolution.

La *Münchener rote Fahne* du 6 avril 1919 affiche ce titre : « Dépendants et indépendants veulent proclamer une république des conseils. Les communistes refusent de soutenir cette création artificielle. »

« Nuit de vendredi à samedi ! Le téléphone sonne dans la rédaction. On cherche les communistes. La république des conseils est sur le point d'être proclamée. La république des conseils de toute la Bavière. Nous courons au ministère de la Guerre. Nous tombons sur un grand nombre de gens les plus divers. Membres du gouvernement, du conseil central, du conseil d'ouvriers, du conseil révolutionnaire d'ouvriers. Membres des partis sans charges ni fonctions, jeunes épouses de fonctionnaires, simples curieux, majoritaires, indépendants, anarchistes... tous mêlés. Mais tous unis, unis. Un seul cœur et une seule âme. Ils sont assis ensemble, se consultent, parlent. Je veux fonder la république des conseils bavaroise. Et, heureusement, jusqu'à présent les communistes ne sont pas venus troubler cette belle concorde. Ce monde veut-il fonder une république des conseils ? Oui, il le veut, il croit le vouloir ou s' imagine le vouloir. Nous nous arrachons les cheveux. Révons-nous ? Fst-ce une plaisanterie ? Ce serait ridicule, grotesque, comique, si ce n'était si terriblement sérieux... La république prolétaire des conseils, ces gens-là veulent nous l'offrir ?... Mais une république des conseils sans fondements, décrétée d'en haut par un groupe de gens quelconques, non, ce n'est pas une république des conseils ! Ce n'est pas le prolétariat qui veut le pouvoir, mais un groupe de gens, un nouveau directoire... Pendant des mois, leurs collègues Ebert et Noske ont étriqué les conseils, ont assassiné de façon infâme les guides du prolétariat, ont amassé des

arrêter quelques jours auparavant. Le 9 avril, Sauber, Waibel et Hagemeister, envoyés à Würzburg pour faire de la propagande pour la république des conseils, avaient été arrêtés dans la ville par les troupes de Schnepfenhorst, qui se comportaient en maîtres.

Le KPD, pourtant opposé à cette république des conseils fictive, était aux côtés des masses avec les forces dont il disposait. Bien qu'ayant réuni autour de lui les délégués révolutionnaires des usines et des caernes, le KPD n'avait pas encore la force de balayer les incapables du conseil central. Le 11 avril, les communistes proposèrent une collaboration technique au conseil central qui, incapable de mettre de l'ordre dans l'avalanche de propositions qui lui étaient soumises, ne savait qu'émettre décret sur décret. Ce jour-là, le SPD, qui était pourtant représenté dans le conseil, avait organisé un référendum parmi ses membres pour trancher la question de sa participation à la république des conseils ; le SPD ne communiqua qu'un résultat partiel de la consultation, selon lequel 3 507 votants étaient contre et 3 475 pour. Le soir même se tint, dans un climat de confusion désespérée, une assemblée des conseils d'usine où les communistes tentèrent vainement d'expliquer les raisons de leur opposition. Le jour suivant, la *Münchener rote Fabne* écrivait :

« La république des conseils est un organisme prématuré qu'aucun acte d'héroïsme ne peut réussir à maintenir en vie. Mais on ne peut simplement faire comme si de rien n'était. On ne peut échapper aux conséquences de ce qui

montagnes de cadavres de prolétaires, versé des fleuves de sang prolétaire. Et nous, nous devrions proclamer une république des conseils avec leurs camarades ?... Ou peut-être avec les indépendants ? Avec le parti de Kautsky, l'homme qui a combattu les conseils par la parole et par les écrits, avec le parti de Haase, l'homme qui a étranglé les conseils en tant que commissaire du peuple ?...

Non, nous ne pouvons attendre d'eux aucune forme de socialisme, aucune dictature du prolétariat. Cette république ne peut devenir que la dictature de quelques majoritaires et indépendants. Dictature du conseil central et des délégués, cachant sa honte sous le nom de république des conseils.

Le prolétariat n'est pas encore suffisamment mûr pour comprendre que seuls les communistes peuvent fonder une république des conseils prolétaire ; une partie du prolétariat est tenté de laisser travailler les amis de Noske comme ils l'entendent, au nom d'une confuse « unité » ; alors, ceux-ci doivent assumer la responsabilité de leurs actes. Mais nous, nous travaillerons fébrilement à la proclamation de la véritable république prolétaire des conseils, nous instruirons le prolétariat, nous l'organiserons en conseils d'usine et en groupes communistes, nous interviendrons au sein de l'armée et nous nous armerons pour le moment où il nous faudra être prêts à combattre pour la vraie république des conseils et à vaincre. »

Eugen Leviné, dans la *Münchener rote Fabne* du 6 avril 1919. (ndlr)

a été fait. La réaction se met en mouvement contre la république des conseils, pour frapper à travers elle le prolétariat révolutionnaire, pour le clouer au sol.

Tout en entrant dans le conseil central pour fournir leur contribution à la défense du prolétariat, pour participer à la lutte des soldats de la révolution, les communistes indiquent aux masses ouvrières quelle est la question cruciale : il faut abandonner les illusions suscitées par cette république des conseils, il faut concentrer toutes les énergies, toutes les volontés dans la défense de la classe ouvrière. Si les masses le comprennent, cela voudra dire que nous aurons transformé une situation défavorable en force, en promesse de victoire du prolétariat. »

Le samedi 13 avril, quelques unités dirigées par le maréchal Aschenbrenner de la milice républicaine arrêtaient le docteur Lipp, Wadler et Mühsam, tandis que les autres unités occupaient les immeubles publics. Comme le montrèrent les procès qui suivirent, les dirigeants du SPD avaient acheté les services de la milice républicaine — se servant à cette fin de quelques centaines de milliers de marks déboursés par la Ligue antibolchevique — pour prendre le pouvoir par un coup de force. Le gouvernement Hoffmann avait promis des renforts, même si la faible importance des troupes le faisait douter du résultat. Lorsque les véhicules de la milice se déversèrent dans les rues, attaquant au passage une section du KPD, le parti se jeta dans la bataille. La milice fut contrainte de se retirer dans la gare centrale, et, le soir même, celle-ci fut prise d'assaut à coups de grenades et de canons puis occupée. Aschenbrenner prit la fuite.

Les communistes entrent dans le gouvernement des conseils de Munich

Cet épisode dissipa nombre des illusions suscitées par la république fictive des conseils. Alors que l'on combattait encore autour de la gare, les conseils d'usine et de caserne se réunirent et prirent la décision suivante : « Le conseil central révolutionnaire provisoire est déclaré déchu. Le pouvoir législatif et exécutif de la république des conseils est transféré à un comité d'action de quinze membres. » C'est ainsi que le premier gouvernement fictif des conseils fut liquidé.

Prirent part au comité, outre les communistes, les sociaux-démocrates majoritaires et les indépendants, qui s'engagèrent à respecter les directives des communistes. Grâce à leur énergie révolutionnaire, les communistes occupèrent une position de premier plan au sein du comité. Ils prirent part au second gouvernement des conseils sans se faire d'illusions sur les perspectives d'affirmation du nouveau pouvoir. D'ailleurs, on ne pouvait a priori savoir quelle serait l'issue d'une lutte conduite par un pouvoir révolutionnaire appuyé par les masses, dont l'exemple dans un pays en pleine révolution pourrait mettre en

mouvement d'autres forces. D'autres considérations avaient aussi pesé sur la décision d'Eugen Leviné, qui dirigeait les communistes : les ouvriers révolutionnaires, à peine sortis victorieux d'un affrontement, se battraient de toute façon contre l'ennemi qui avançait, même sans les communistes ; mais sans eux, la défaite serait *certaine* et le sacrifice vain ; les communistes devaient donc se mettre à la tête des masses pour transformer une éventuelle défaite en un enseignement révolutionnaire.

Du 14 au 22 avril, les usines, occupées par les ouvriers, se mirent en grève. Les communistes consacrèrent leurs quelques forces aux questions les plus cruciales. Ils formèrent une commission militaire, une commission chargée de la lutte contre la contre-révolution, une de la propagande, une de l'économie et une des transports. Les ouvriers furent armés et organisés en un embryon d'armée rouge. Le marin Rudolf Egelhofer, qui avait dirigé le combat du 13 avril, s'en vit attribuer le commandement et procéda avec décision au désarmement de la bourgeoisie. L'administration de la ville fut transférée aux conseils d'usine. Comme le gouvernement Hoffmann avait bloqué l'approvisionnement alimentaire de Munich — et fait détruire certaines denrées comme le lait — on organisa la réquisition des denrées alimentaires. Les banques furent mises sous surveillance et les prélèvements soumis à de sévères contrôles. On ne se contenta pas de décréter la socialisation, on l'organisa concrètement, à la base, dans les entreprises. Durant la grève générale, on publia d'abord seulement le bulletin du comité d'action, puis aussi les journaux du SPD, de l'USPD et du KPD, mais la presse bourgeoise resta interdite. Les lignes téléphoniques et télégraphiques étaient contrôlées. Les journaux bourgeois et sociaux-démocrates de tout le Reich, en particulier ceux de la Bavière, déversaient sur leurs lecteurs des avalanches de mensonges : la terreur régnait à Munich ; Leviné avait fui avec deux millions de marks ; les ouvriers et les soldats se tiraient mutuellement dessus ; la population se serrait la ceinture alors que les communistes festoyaient au champagne. Le *Berliner Tageblatt* écrivit : « La mise en commun des femmes, y compris de celles qui sont mariées, a été décrétée. » Le gouvernement Hoffmann fit lâcher sur Munich des tracts qui promettaient paix, ordre, victuailles, charbon, reconnaissance des conseils et socialisme.

Les soldats de l'armée régulière postés en Bavière refusaient de s'unir aux *Freikorps* regroupés par Schneppenhorst pour aller réprimer la république des conseils de Munich. Une unité de 1 200 soldats de Freising qui avait été envoyée en reconnaissance regagna sa caserne sans tirer un seul coup de feu, et 700 hommes appelés de Nuremberg en firent autant, abandonnant même leurs armes. L'idée de réduire Munich à l'obéissance avec les seules troupes de Bavière, le *Freikorps* de von Epp et les renforts du Wurtemberg fut écartée, la contre-révolution en appela donc à l'aide de Noske. Mais Noske avait déjà à faire dans le Nord et le gouvernement Hoffmann dut s'inscrire sur la

liste d'attente. Tout en attendant Noske, il recruta des volontaires*, organisa l'espionnage, fit arrêter et fusiller les communistes de la Bavière septentrionale.

Dès le 15 avril, l'armée rouge bavaroise dut repousser l'attaque d'une unité de 800 hommes des gardes blanches venus de Dachau. Bien qu'ayant été attaquée à l'improviste, elle réussit, grâce à sa ferveur révolutionnaire, à repousser les agresseurs et à leur infliger une défaite cuisante, le jour suivant, à Dachau même**. Dans le sud, la ville de Rosenheim fut occupée après de violents et longs combats.

Le dernier jour de la grève générale, le 22 avril, le prolétariat de Munich passa en revue ses forces : de douze à quinze mille hommes en armes défilèrent dans les rues de la ville. Il avait été décidé de conclure ainsi la grève générale pour imposer le respect tant à la population qu'à l'extérieur. Mais les frictions se multipliaient au sein des organismes dirigeants de la république. Les communistes étaient accablés de travail, car, pour faire appliquer la moindre mesure, même la plus urgente, ils devaient s'épuiser en interminables discussions au sein du comité exécutif. Le règlement électoral pour l'assemblée plénière des conseils d'usine donnait un poids disproportionné aux petites entreprises, et les conseils, qui n'avaient pas été renouvelés, comprenaient même des rédacteurs de la presse bourgeoise et des membres de la milice républicaine dissoute. Les communistes étaient contraints de défendre leur politique dans ce forum, s'affrontant quotidiennement à Toller, un jour pour en repousser les fantastiques plans militaires offensifs, le jour suivant pour stigmatiser les négociations qu'il avait ouvertes de son propre chef avec les blancs. Toller pouvait être contraint au silence, mais plus l'affrontement décisif se rapprochait, plus régnait une atmosphère de capitulation.

Le 26 avril, Toller, Klingelhöfer et Männer dévoilèrent leur jeu et attaquèrent les communistes en assemblée plénière des conseils, déversant sur eux toutes sortes d'accusations — dont celle, déjà utilisée par Hoffmann, d'être des « éléments étrangers au pays » [c'est-à-dire non bavarois, Ndlr] —, Toller proposant une « dictature de l'amour » et tous dépeignant la situation de façon suffisamment sombre pour susciter la panique ; en conclusion, ils demandèrent que s'ouvrent des négociations avec le gouvernement Hoffmann. Les communistes exigèrent que les délégués prennent une décision précise et, le jour suivant, lorsque ceux-ci

* Le gouvernement Hoffmann forma quelques brigades autour du noyau des *Freikorps* bavarois, recrutant des soldats et des gradés connus comme anticommunistes, les fameux *Bildungsoffiziere* (officiers instructeurs) ; ces troupes furent placées sous le commandement du capitaine Röhm, du *Freikorps* von Epp (Röhm devint plus tard le chef des SA nazies). Parmi ces *Bildungsoffiziere* figurait le caporal Adolf Hitler. [Ndlr]

** Concernant le rôle de Toller en tant que commandant du corps de Dachau, voir le livre de Mémoires d'Erich Wollenberg, *Als Rotarmist vor München* (Soldat de l'armée rouge de Munich), Berlin, 1929.

approuvèrent la constitution d'un « gouvernement d'autochtones », ils quittèrent l'assemblée.

La répression de la république des conseils de Munich

C'était la fin. Le gouvernement Hoffmann refusa de négocier. Egelhofer resta à son poste, les commandants de l'armée rouge avaient de fait le pouvoir. Un déploiement d'au moins soixante-dix mille hommes (certaines sources disent cent mille) commandés par Noske se préparait à donner l'assaut à Munich * ; Augsburg était déjà occupé. Le 30 avril, soutenant, mensongèrement, qu'Egelhofer avait ordonné la retraite, les pacifistes indépendants désertèrent le front, ouvrant ainsi une brèche permettant l'avancée de l'armée contre-révolutionnaire au point le plus critique, à Dachau. Le 1^{er} mai, alors que les sympathisants du SPD, auxquels on avait demandé de laisser les armes dans les usines, étaient réunis pour une célébration pacifique, les premières troupes blanches firent irruption dans Munich. La terreur blanche commençait.

Une pluie de bombes et de grenades se déversa sur tous les bastions des défenseurs, tandis que la trahison des indépendants désagrégait les troupes rouges. Les troupes les plus solides de l'armée rouge tinrent bon dans certains quartiers, combattant rue après rue jusqu'au 3 mai. La hache de la plus sauvage des « épurations » s'abattit sur toute la ville, dépassant en brutalité les massacres de mars à Berlin. Une partie des prisonniers de guerre russes, qui avaient valeureusement participé à la bataille, furent passés par les armes ; cinquante-trois autres furent ensuite abattus dans une gravière près de Gräfelting.

La loi martiale saisissait ses victimes dans la rue, dans les maisons, dans les cantines et dans les prisons. Egelhofer fut frappé à mort puis fusillé. Landauer, un intellectuel anarchiste ennemi de toute forme de violence, fut tué dans la cour de la prison de Stadelheim : au milieu des railleries, ils lui tirèrent dessus, mais ne le tuèrent pas sur le coup ; ils le mirent alors à plat ventre et quelqu'un dit : « Allez-vous-en, je vais le finir avec un dernier coup ! » Le coup lui traversa le cœur. Un hyène gradée piétina le corps qui tressaillait encore. Puis ils le dépouillèrent.

Les femmes et les hommes qui fuyaient, désespérés et en larmes, devenaient des cibles pour les bourreaux de Noske. Marie Kling avait fait

* Au nord, sous le commandement du lieutenant général von Friedeburg, se trouvaient le *Freikorps* Görlitz, la 2^e division de la garde du colonel Magnis, les dragons du 11^e *Kavallerie Schutz Kommando*, les *Freikorps* de Hesse et de Thuringe. À l'est, sous les ordres du général Siebert, les hussards du 14^e *Kavallerie Schutz Kommando*, le *Freikorps* von Lützow, la brigade Ehrhardt, les *Freikorps* Oberland, Schaaf et Denk, recrutés parmi les paysans de la haute Bavière. Au sud, sous les ordres du colonel von Epp, la *Bayerische Schutzbrigade* du capitaine Ernst Röhm. À l'ouest, les *Freikorps* du Wurtemberg et le *Freikorps* Haas. [NdlR]

partie du service sanitaire : « Ils commencèrent par lui tirer un coup de feu à la cheville, puis au mollet et à la cuisse, et enfin à la tête », rapporte Gumbel dans son livre *Quatre ans d'assassinats politiques* *. Douze ouvriers de Perlach, désarmés et étrangers au conflit, dénoncés comme militants de l'USPD par un ecclésiastique protestant, furent tués puis dépouillés de tout ce qu'ils avaient sur eux.

Et des actes aussi horribles on pourrait en raconter bien d'autres. Les cadavres étaient dépouillés de tout et portés jusqu'à des points de ramassage et entassés de façon indécente. De nombreux témoins affirment que l'on tuait souvent pour avoir des cadavres à dévaliser. Le 6 mai, vingt et un catholiques, accusés d'être des « spartakistes », furent brutalement assassinés dans une taverne de la Karolinenplatz et complètement dépouillés ; les statistiques officielles les comptabiliseront parmi les « morts accidentelles » **.

Les victimes de la bataille pour « la loi et l'ordre » s'élevèrent à près d'un millier. Les « libérateurs » de Munich ne perdirent que trente-huit hommes. L'assassinat des jeunes catholiques fit aussi frémir les complices des assassins, qui redoutaient les conséquences possibles. Le journal social-démocrate *Münchener Post* écrivit le 7 mai : « La brutale frénésie vengeresse de certains éléments de la bourgeoisie, qui nourrissent une haine forcenée envers tous les honnêtes et sincères disciples du socialisme, les a empêchés de faire la distinction entre socialistes majoritaires, indépendants et communistes. » Les « tribunaux du peuple » du gouvernement Hoffmann émirent — à en croire les statistiques officielles — 2 209 condamnations. 184 accusés furent condamnés dans leur ensemble à plus de six cents ans de réclusion et ceux qui étaient accusés d'« assassinat d'otages » furent condamnés à mort. Les sociaux-démocrates « coupables de haute trahison » envers la république des conseils furent absous ou acquittés.

Eugen Leviné fut jugé le 4 juin 1919. Il affronta le tribunal non pour se défendre mais pour accuser. Seul Karl Liebknecht avait fait preuve d'une telle fierté méprisante devant une cour composée d'ennemis de classe. Il savait que le verdict avait déjà été prononcé, mais il voulut saisir la dernière occasion pour se lancer dans une profession de foi communiste passionnée. Voilà sa conclusion : « Nous autres, communistes, sommes tous des morts en sursis. » Les socialistes qui faisaient partie du gouvernement bavarois « légitime », dont le provocateur Schneppenhorst, ne dirent pas un mot pour s'opposer à la peine capitale.

Le 6 juin 1919, au cri de « Vive la révolution mondiale ! », Eugen Leviné tombait, fusillé contre le mur de la prison.

* Emilius Julius Gumbel, *Vier Jahre politischer Mord*, Berlin-Fichtenau, 1922.

** Il s'agissait de jeunes membres de la confrérie Saint-Joseph, surpris par un *Freikorps* alors qu'ils tenaient une réunion sociale dans la taverne. Ce massacre souleva l'indignation des catholiques bavarois, qui accusèrent les Prussiens luthériens de satisfaire de vieilles haines religieuses. [Ndlr]

Lors de son procès devant le tribunal de Munich, Leviné déclara (correspondance de la *Freiheit*, 6 juin 1919) :

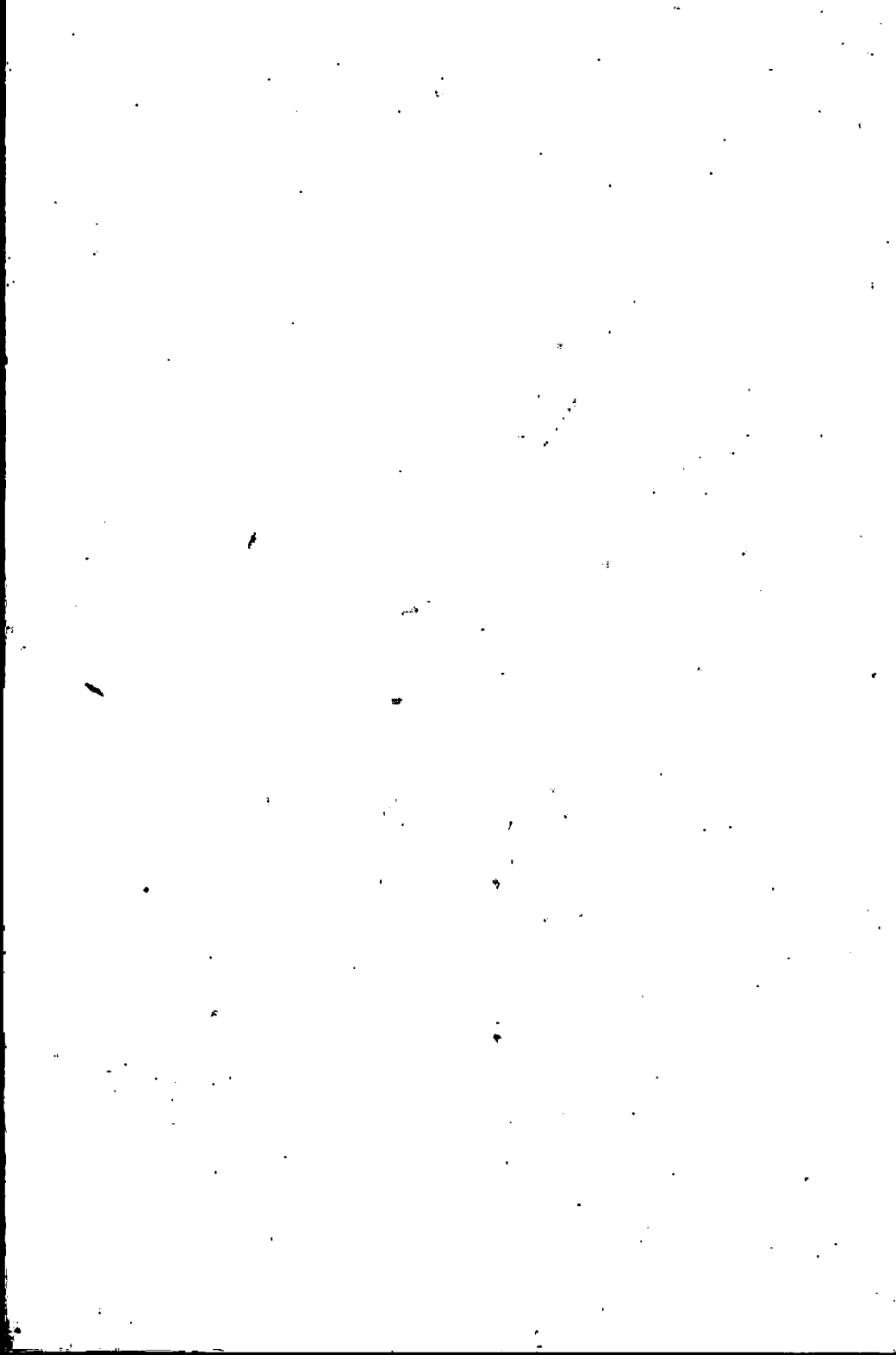
« Dans la nuit du 4 au 5 avril, un ami vint me prendre pour m'amener à une réunion au ministère de la Guerre, d'où sortit le projet de proclamer la république des conseils. Pour moi, la chose était incompréhensible. De mon point de vue, seuls les ouvriers, et non de simples individus, pouvaient proclamer une république des conseils. À cette réunion participaient des anarchistes, des indépendants et des socialistes de droite comme Niekisch, Schnepfenhorst, Dürr, etc. Pendant la séance j'exposai mon point de vue, partagé par mon parti, et protestai énergiquement contre cette action. Je déclarai que le moment était très défavorable et trop prématuré. La Bavière n'est pas une région économiquement isolée. Une république des conseils ne peut donc se maintenir que si se forme une république des conseils allemande. [...] Nous envoyâmes une délégation au conseil central [...] nous protestâmes au nom du parti contre cette entreprise aventureuse. Malgré cela, l'illusoire république des conseils a été proclamée et nous, nous l'avons combattue tant que nous avons pu lutter. »

Au sujet du tournant de la nuit du 13 au 14 avril, Leviné s'exprima ainsi : « Dans l'assemblée des conseils d'usine, l'état d'esprit était : "Nous ne nous rendons pas." Je me rappelle avoir dit : "Je crains que vous ne soyez perdus de toute manière. Maintenant, il faut au moins tomber avec honneur. Si vous le voulez, nous combattons, parce que, en tant que communistes, nous ne pouvons vous laisser tomber." Nous considérions qu'il était du devoir des chefs des ouvriers de rester au côté du prolétariat. Nous avons lancé des mises en garde, nous avons essuyé des injures, mais à partir du moment où cette illusoire république des conseils et donc le prolétariat lui-même se trouvaient menacés, il était de notre devoir de ne pas abandonner les travailleurs. Si nous l'avions fait, nous aurions été des traîtres. »

Dans ses conclusions, Leviné dit :

« Je sais depuis longtemps que nous, les communistes, nous sommes tous des morts en sursis. Il revient à vous, messieurs, de décider si mon sursis doit être prolongé ou si je dois rejoindre Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Vous pouvez bien me tuer, mes idées continueront à vivre ! »

Cité par : Arthur Rosenberg, *Geschichte der deutschen Republik* (Histoire de la République allemande), *op. cit.* (NdlR)



Chapitre trois
L'ORDRE RÉGNE EN ALLEMAGNE
(Jakob Walcher)



3.1. La paix de Versailles

La répression des ouvriers révolutionnaires semblait avoir assuré la victoire, au moins temporaire, de la contre-révolution social-démocrate et bourgeoise. Mais la bourgeoisie n'en avait pas fini avec les problèmes. Si elle avait réussi avec ses gardes blanches à « vaincre » un mouvement ouvrier privé d'organisation et mal armé, elle demeurait complètement impuissante face à l'ennemi extérieur. Les pays sortis victorieux de la guerre se montraient bien déterminés à cueillir les fruits de la supériorité conquise sur le champ de bataille. Les conditions de l'armistice donnèrent un avant-goût de cette détermination. Le 7 novembre 1918, le grand quartier général allemand de Spa avait envoyé ses représentants négocier l'armistice*. Le jour d'après, les plénipotentiaires allemands rejoignirent le train spécial du maréchal Foch à Retondes, dans une clairière de la forêt de Compiègne, près de Paris. Les dix-huit clauses de l'armistice furent dictées dans la voiture salon. Les médiateurs allemands tentèrent en vain, lors de colloques informels, d'obtenir de meilleures conditions en agitant la « menace bolchevique»**. Foch ne laissa aucune place au marchandage. Les plénipotentiaires avaient reçu mandat du feld-maréchal von Hindenburg de « signer à n'importe quel prix », ce qu'il fait qu'ils acceptèrent les conditions d'armistice soixante-douze heures après en avoir pris connaissance.

L'armistice imposait le retrait des forces allemandes de Belgique, de France et d'Alsace-Lorraine en moins de quatorze jours ; les soldats demeurant dans ces territoires après cette échéance seraient faits prisonniers et internés. Pour ce qui concernait le matériel militaire, 5 000 canons, 3 000 mortiers, 25 000 mitrailleuses, 1 700 avions, 5 000 locomotives, 10 000 wagons, 5 000 véhicules, 100 sous-marins, 8 croiseurs légers et 6 cuirassés devaient être livrés à l'ennemi ; les autres bâtiments

* La délégation allemande était constituée de Matthias Erzberger, du comte Oberndorff, du général von Winterfeld et du capitaine Vanselow. Les Alliés étaient représentés par le maréchal de France Ferdinand Foch, le premier lord de l'amirauté anglaise sir Wemyss, le chef de l'état-major général français, le général Weygand, et l'amiral anglais Hope. [Ndlr]

** Le comte Oberndorff et le général von Winterfeld tentèrent d'arracher au général Weygand de meilleures conditions de reddition, faisant valoir que celles qui étaient présentées jetteraient l'Allemagne dans les bras du bolchevisme, créant ainsi une nouvelle menace pour les Alliés en Europe centrale. Pour leur clore le bec, Weygand répondit : « Les vainqueurs n'ont rien à craindre. » [Ndlr]

de la marine militaire devaient être désarmés et mis sous surveillance dans des ports neutres ou alliés. L'acceptation servile de ces conditions scellaît la banqueroute du système monarchique et de la stratégie de Hindenburg et de Ludendorff. La bourgeoisie comprit qu'elle était aux mains de l'Entente.

Alors que l'Allemagne entrait dans la guerre civile, dans le camp des vainqueurs, la diplomatie, avec son appareil de militaires et d'experts, se préparait à dicter une paix répondant aux intérêts impérialistes des puissances alliées. Le président Woodrow Wilson, dans son message du 8 janvier 1918 adressé par Washington à un monde assoiffé de paix — message auquel l'Allemagne avait fait référence dans sa demande d'armistice — n'avait certes fait aucune allusion à ces intérêts car, à ce moment-là, les Alliés voulaient encore cacher leurs véritables objectifs à un monde fatigué par la guerre. Pour eux, les déclamations morales de Wilson sur la justice, la légalité et la liberté étaient bienvenues : elles constituaient un décor derrière lequel, en coulisses, ils pouvaient tranquillement faire valoir leurs intentions réelles. Ainsi purent-ils se permettre, le 5 novembre 1918, le geste hypocrite d'informer le gouvernement allemand qu'ils étaient prêts, « sur la base du message du président Wilson adressé au Congrès américain et en référence aux principes énumérés dans le discours suivant du même Wilson, à fixer les conditions de l'armistice et à conclure la paix ».

Les peuples épuisés mirent leurs espoirs dans les propos de Wilson et, le 13 décembre, lui firent un accueil triomphal en Europe, au cours de son voyage en Angleterre, en Italie et en France. Le 12 janvier 1919, à Paris, se tint au Quai d'Orsay la première réunion de la conférence de paix. Vingt-sept pays étaient représentés, mais c'étaient les grandes puissances — États-Unis, Grande Bretagne, France et Italie —, représentées dans le « conseil des quatre » par Wilson, Lloyd George, Clemenceau et Orlando qui tiraient véritablement les ficelles. Malgré le contrôle dictatorial exercé par cet organe sur la conférence, il fut quasiment impossible de conjuguer autant d'intérêts opposés. Les négociations traînèrent donc en longueur. Entre les bourgeoisies des grands et des petits États, comme entre les grandes puissances impérialistes, les divergences étaient profondes et insurmontables. L'Amérique ne voulait pas que l'Angleterre devienne trop puissante et s'opposait donc au démembrement de l'Allemagne, afin qu'elle fit contrepoids à l'Angleterre. La France, au contraire, voulait affaiblir définitivement le Reich allemand sur le plan militaire, économique et territorial, et en réclamait la désagrégation. L'Angleterre voulait se débarrasser définitivement de ce rival impérialiste, mais ne voulait pas que cela tourne excessivement à l'avantage de la France.

Cet enchevêtrement de contradictions bloqua plus d'une fois les négociations, qui durèrent plus de quatre mois. Clemenceau, Lloyd George et les représentants des intérêts des autres États insistaient pour qu'on en finisse avec le jeu des quatorze points de Wilson et pour que soient

clairement établis les véritables objectifs qui étaient depuis longtemps garantis et réciproquement consignés dans les traités secrets. Grâce à la publication de ces traités secrets par le gouvernement soviétique, les objectifs militaires des puissances de l'Entente étaient désormais connus. Chaque objectif particulier était en évidente contradiction avec les fausses promesses de Wilson, lequel, à la conclusion des négociations, menaçait d'abandonner la conférence en guise de protestation. Mais les véritables détenteurs du pouvoir en Amérique, ces messieurs de la Bourse et de l'industrie, lui firent comprendre qu'il devait rester et signer, donc il resta. Arrivé en Europe en triomphateur, il en repartit couvert de ridicule. « Le président des États-Unis n'avait rien approfondi, à l'exception de son vague projet de Société des nations... Il s'était entouré d'assistants dont la myopie et l'incapacité étaient aussi grandes que la puissance américaine », déclara une personne qui s'était depuis le début retirée du chœur des apologistes de Wilson. « Son dilettantisme bien connu contrastait avec l'extraordinaire maestria, nourrie d'expérience, des autres * ».

Le 18 avril, Berlin apprit qu'on lui demandait d'« envoyer à Versailles, le soir du 25, une délégation dotée des pleins pouvoirs pour recevoir le texte des préliminaires de paix élaboré par les puissances alliées et associées ** ». La délégation de paix (160 personnes) comprenait Giesberts (Centre catholique), Leinert et Landsberg (sociaux-démocrates), le professeur Schücking (démocrate), le docteur Melchior et était conduite par le comte Brockdorff-Rantzau, ex-ministre des Affaires étrangères. Le 7 mai, la délégation allemande comparut devant un « tribunal » de 53 délégués de tous les États en guerre contre l'Allemagne, après avoir présenté par écrit ses observations et sans aucune négociation verbale préalable. Le porte-parole de la conférence était Clemenceau. Il couvrit d'invectives les plénipotentiaires allemands : « Le moment des règlements de comptes est arrivé. Vous nous avez demandé la paix, nous sommes disposés à vous la concéder », ajoutant que les Alliés étaient prêts à user de tous les moyens à leur disposition pour obtenir réparation ; puis il passa à la question de la responsabilité du déclenchement de la guerre mondiale, accusant le gouvernement allemand d'en être seul responsable. Le comte Brockdorff-Rantzau répondit :

« Personne ne peut soutenir que la seule cause du désastre fut le moment fatal où l'héritier du trône austro-hongrois fut victime de mains homicides ***. Lors des quinze années précédentes, l'impérialisme de tous les États européens avait empoisonné de façon irréversible la situation interna-

* Karl Friedrich Nowak, *Versailles*, Berlin, 1927.

** Après avoir abandonné leurs positions de « complète neutralité dans l'attitude et les propositions » face à la guerre européenne, les États-Unis sont intervenus en 1917 aux côtés des puissances de l'Entente, mais comme « associés » et non « alliés ». [ndlr]

*** Référence à l'assassinat, le 28 juin 1914 à Sarajevo, de l'archiduc héritier d'Autriche-Hongrie Franz-Ferdinand par le nationaliste serbe Gavrilo Princip. [ndlr]

tionale. La politique revancharde, autant que la politique annexionniste, et le mépris du droit des peuples à l'autodétermination ont infecté l'Europe jusqu'à ce que se déclenche la crise aiguë de la guerre mondiale.»

Une reconnaissance des faits intéressée et qui venait trop tard, après des années de guerre sanglante où, avaient été désignés comme responsables de tous les maux tantôt la « perfide Albion », tantôt le « tsar sanguinaire », tantôt Poincaré.

Le traité de paix remis à la délégation allemande était un document de plus de 300 pages. Les impérialistes unis dans l'Entente se montraient aussi avides que l'avait été l'impérialisme allemand en Orient et en Roumanie.

3.2. Le traité de Versailles*

La Société des Nations.

Dans les articles 1 à 26 sont exposés les principes de la Société des Nations ; celle-ci se propose de « développer la coopération entre les nations et [...] leur garantir la paix et la sûreté ». Sont en outre de la compétence de la SDN le règlement des questions relatives aux relations commerciales internationales, la protection des travailleurs, la lutte contre les maladies, la prostitution et le commerce d'opium, et la lutte contre le commerce d'autres substances nuisibles.

Le véritable caractère de la Société des Nations apparaît à l'examen de ses statuts et de son organisation. Le pouvoir de décision n'est pas dévolu à l'Assemblée plénière, bien que toutes les nations membres y soient représentées. Les décisions de l'Assemblée doivent être validées par le Conseil, où l'Angleterre, la France, l'Italie et le Japon se sont assurés une influence déterminante et durable en tant que membres *permanents*, alors que les représentants temporaires n'y jouent qu'un rôle subalterne**.

Cet état de fait a poussé le secrétaire d'État américain Lansing, qui a participé aux négociations de paix avec Wilson, à écrire dans ses Mémoires : « Il faut bien admettre que la SDN est une arme entre les mains des États vainqueurs, leur permettant de combattre les aspirations et les espoirs nationaux de ceux qui, par leur défaite, sont condamnés à l'impuissance. »

La charte du travail.

Pour chasser le spectre de la révolution communiste qui hante l'Europe, les artisans du traité de Versailles ont jugé bon de s'occuper également de la réglementation internationale des problèmes du travail.

L'Internationale des patrons, « attendu qu'il existe des conditions de travail impliquant pour un grand nombre de personnes l'injustice, la misère et les privations, ce qui engendre un tel mécontentement que la paix et l'harmonie universelles sont mises en danger », convient « qu'il est urgent d'améliorer ces conditions ». Les puissances ont donc fondé une Organisation internationale du travail, pour encourager « un régime de travail réellement humain ». « L'organisation permanente comprendra : 1. Une conférence

* Les citations textuelles du traité de Versailles ont été tirées du site de l'Université de Perpignan : « Traité de Versailles de 1919 ». [ndlr]

** Dans le Conseil étaient représentés initialement dix États, dont quatre étaient membres *permanents* (France, Grande-Bretagne, Italie et Japon), tandis que les six autres changeaient tous les trois ans. Outre l'Assemblée et le Conseil, il y avait un secrétariat permanent dirigé par un secrétaire, chargé de la préparation de l'ordre du jour pour le Conseil et l'Assemblée. Les États-Unis – qui pourtant avaient été les promoteurs de la SDN – renoncèrent à en être membre, en raison de l'opposition isolationniste du sénat. [ndlr]

générale des représentants des membres ; 2. Un bureau international du travail sous la direction du conseil d'administration prévu à l'article 393. La Conférence générale des représentants des membres tiendra des sessions chaque fois que besoin sera et, au moins, une fois par an. Elle sera composée de quatre représentants de chacun des membres dont deux seront les délégués du gouvernement et dont les deux autres représenteront respectivement, d'une part, les employeurs, d'autre part, les travailleurs ressortissant à chacun des membres. »

Le Bureau international du travail [BIT], dont le siège est à Genève, est placé sous l'autorité d'un conseil d'administration composé de 24 membres qui désigne le chef du Bureau. Le conseil d'administration a nommé à ce poste le député socialiste français Albert Thomas, qui lui est apparu particulièrement qualifié pour cette fonction en raison de son activité comme ministre de l'Armement pendant la guerre. La première Conférence du travail prévue par le traité de paix eut lieu à Washington du 29 octobre au 29 novembre 1919. L'accord conclu alors sur le temps de travail* n'a pas reçu d'exécution, un fait qui traduit clairement l'impuissance réelle de la Conférence et le peu d'influence du BIT.

Règlements territoriaux.

L'Allemagne doit céder à la France l'Alsace-Lorraine (14 500 km²) ; à la Pologne, la plus grande partie de la province de Posen et une partie de la province de la Prusse-Occidentale (43 188 km²) ; à la Belgique, le territoire de Moresnet et les territoires d'Eupen et de Malmedy (989 km²) ; à la Tchécoslovaquie, la région de Ratibor [Racibórz] en haute Silésie (657 km²). Les territoires de Dantzig (1 977 km²) et de Memel (2 522 km²) sont en outre enlevés à l'Allemagne : Dantzig est déclaré État libre et entrera par la suite dans une union douanière avec la Pologne ; Memel revient à la Lituanie.

Dans les territoires cédés, qui représentent 12,02 % de l'Allemagne d'avant la guerre, vivaient, d'après le recensement de 1910, 6 062 101 habitants, soit 9,34 % de la population allemande.

Référendums.

Le traité imposait des référendums dans le Schleswig, en haute Silésie et en Prusse-Occidentale et Orientale.

Celle-ci choisit de faire partie de l'Allemagne ; dans le Schleswig, le référendum du 10 février 1920 se traduisit par l'attribution de la première zone (Nord) avec ses 160 000 habitants au Danemark, les deuxième et troisième zones restèrent à l'Allemagne. En haute Silésie, par le référendum de mars 1921, 700 000 personnes (les 7/11 de la population) optèrent pour l'Allemagne et 479 000 pour la Pologne. Sur cette base, et conformément aux décisions du conseil, la SDN assigna à la Pologne un territoire de 327 000 hectares occupé par 965 000 habitants, soit 49 % de la population de la haute Silésie.

* L'accord de Washington devait être ratifié au plus tard entre 1920-1921. Cela ne s'étant pas fait dans les États les plus importants, le BIT eut recours à un escamotage qui entraînait contradiction totale avec le sens et l'esprit de la Charte du travail. Les États furent autorisés à ratifier l'accord sous réserve qu'il ne deviendrait opérationnel que s'il était ratifié par les autres États. Ce qui permit aux différents gouvernements d'embobiner leurs travailleurs, en masquant leur responsabilité sous la négligence des autres.

L'importance économique des territoires démembrés est mise en évidence par les données suivantes :

Haute Silésie. Les 63 mines de charbon fossile de la région produisaient 31 726 863 tonnes par an. À la Pologne furent attribuées 48 mines, soit une production de 24 428 770 tonnes. Des 60 milliards de tonnes des gisements de charbon silésiens non exploités, 53,9 milliards passèrent sous contrôle de la Pologne.

Sur les 2 487 652 tonnes de coke produites par an par 18 cokeries, 1 358 373 tonnes passèrent à la Pologne. Les mines de minerai de fer, d'où on extrayait 62 342 tonnes par an (1920), furent transférées à la Pologne, ainsi que 12 des 16 mines de zinc et plomb, soit 267 547 tonnes par an sur 288 395 (1920), et les usines pour la transformation du minerai de zinc, de plomb et d'argent.

Sarre. En 1913, les mines de la Sarre extrayaient 12,22 millions de tonnes de charbon, soit 6,38 % du total de l'Allemagne. À cette même époque, les géologues évaluaient les stocks globaux de la Sarre à 16,55 milliards de tonnes.

La production globale de la région représentait environ 8 % du fer brut et 12 % de la production allemande d'acier.

Alsace-Lorraine. L'importance industrielle de la région était surtout le fait de la Lorraine, dont les gisements de limonite, riches en phosphore, couvraient en 1913 les trois quarts de la production globale de fer de l'Allemagne. Environ un tiers de la production de fer brut des usines à haute technologie de la Lorraine fut perdu. En 1913, un quart de la production allemande de potasse provenait des puits d'Alsace.

Prusse-Orientale et Occidentale. Les territoires assignés à la Pologne produisaient d'importants excédents agricoles. Les excédents de froment suffisaient à nourrir 3,8 millions de personnes.

Le bassin de la Sarre.

« En compensation de la destruction des mines de charbon dans le nord de la France, et à valoir sur le montant de la réparation des dommages de guerre dus par l'Allemagne, celle-ci cède à la France la propriété entière et absolue, franche et quitte de toutes dettes ou charges, avec droit exclusif d'exploitation, des mines de charbon situées dans le bassin de la Sarre, délimité comme il est dit à l'article 48. » « L'Allemagne renonce, en faveur de la Société des Nations, considérée ici comme fidéicommissaire [en réalité, en faveur de la France (NDA)], au gouvernement du territoire ci-dessus spécifié. À l'expiration d'un délai de quinze ans, à dater de la mise en vigueur du présent traité, la population dudit territoire sera appelée à faire connaître la souveraineté sous laquelle elle désièrerait se voir placée.

§ 36. Dans le cas où la Société des Nations déciderait l'union à l'Allemagne de tout ou partie du territoire du bassin de la Sarre, les droits de propriété de la France sur les mines situées dans cette partie du territoire seront rachetés en bloc par l'Allemagne, à un prix payable en or. »*

* Le 13 janvier 1935, la population de la Sarre vota en faveur du rattachement à l'Allemagne. [Ndlr]

Les colonies.

À ce sujet, l'article 119 du traité de paix est concis : « Hors de ses limites en Europe, telles qu'elles sont fixées par le présent traité, l'Allemagne renonce à tous droits, titres ou privilèges quelconques sur ou concernant tous territoires lui appartenant, à elle ou à ses alliés, ainsi qu'à tous droits, titres ou privilèges ayant pu, à quelque titre que ce soit, lui appartenir vis-à-vis des puissances alliées et associées. »

L'importance des colonies allemandes cédées — Afrique orientale allemande [Tanganika, l'actuelle Tanzanie], Cameroun, Togo, Afrique sud-occidentale allemande [Namibie], Kiau-Tchéou [Jiaozhou, en Chine, dans le Shandong], colonies des mers du Sud [en Micronésie] — est illustrée par les données du recensement de 1912 : 2 954 930 km², 13 779 639 habitants, 464 483 074 marks de commerce extérieur.

Dispositions concernant l'armée, la marine de guerre et l'aéronautique.

« À dater du 31 mars 1920, au plus tard, l'armée allemande ne devra pas comprendre plus de sept divisions d'infanterie et trois divisions de cavalerie [et] la totalité des effectifs de l'armée des États qui constituent l'Allemagne ne devra pas dépasser cent mille hommes », dont 4 000 officiers. « Tout service militaire universel obligatoire sera aboli en Allemagne. [...] L'engagement des sous-officiers et soldats devra être de douze années continues. [...] Les officiers nouvellement nommés devront contracter l'engagement de servir effectivement au moins pendant vingt-cinq années continues. [...] Le nombre des engagements destinés à pourvoir au remplacement du personnel quittant le service, pour quelque cause que ce soit, avant l'expiration du terme de son engagement ne devra pas dépasser, chaque année, cinq pour cent de la totalité des effectifs prévus par la présente section. » L'équipement militaire doit être livré aux vainqueurs ou détruit sous surveillance.

« Après l'expiration d'un délai de deux mois à dater de la mise en vigueur du présent traité, les forces de la flotte allemande de guerre ne devront pas dépasser, en bâtiments armés : 6 cuirassés du type *Deutschland* ou *Lothringen*, 6 croiseurs légers [10 000 tonneaux de jauge maximale], 12 destroyers, 12 torpilleurs, ou un nombre égal de navires de remplacement construits comme il est dit à l'article 190. » « La totalité des effectifs dépendant de la marine allemande de guerre [...] ne devra pas dépasser 15 000 hommes, officiers et personnel de tous grades et de tous corps compris. »

« Les forces militaires de l'Allemagne ne devront comporter aucune aviation militaire ni navale. » « Tous les ouvrages fortifiés, forteresses et places fortes terrestres, qui seront situés en territoire allemand à l'ouest d'une ligne tracée à cinquante kilomètres à l'est du Rhin, seront désarmés et démantelés. » « Le système des ouvrages fortifiés des frontières sud et est de l'Allemagne sera conservé dans son état actuel. » « Les fortifications, les établissements militaires, les ports des îles d'Helgoland et de Düne, seront détruits sous le contrôle des principaux Gouvernements alliés, par les soins et aux frais du Gouvernement allemand dans le délai qui sera fixé par lesdits Gouvernements. »

Les clauses économiques.

Dans les territoires cédés, les propriétés de l'État, des régions et des communes passent aux nouveaux propriétaires sans dédommagement, le gouvernement allemand restant de son côté totalement responsable d'éventuelles

infractions liées à la construction ou à l'achat d'immeubles dans toute la région. L'Allemagne doit s'engager à accorder pendant cinq ans aux puissances de l'Entente la clause de la nation la plus favorisée sur les importations et les exportations, sur les tarifs, sur les réglementations et les accords commerciaux. L'Alsace-Lorraine a le droit d'exporter vers l'Allemagne des marchandises en même quantité que la moyenne des années 1911-1913, en franchise douanière. L'autorité sur les fleuves Elbe, Oder, Danube et Rhin est confiée à des commissions internationales. Dans la commission de l'Elbe, l'Allemagne dispose de quatre voix sur dix, dans la commission de l'Oder, de trois sur neuf, dans celle du Rhin de quatre sur dix-neuf.

Les clauses de droit international.

Tous les accords signés par l'Allemagne avec l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie, la Turquie, la Roumanie, l'Union soviétique et les États frontaliers de la Russie, entre le 1^{er} août 1914 et le 30 janvier 1920 sont abrogés. L'Allemagne doit reconnaître l'indépendance de l'Autriche dans les frontières imposées par les Alliés comme « inaliénable »*. Ainsi que l'indépendance des États marginaux de l'ancien Empire russe, tout comme le droit de la Russie à présenter à l'Allemagne des demandes de réparations.

Réparations.

L'importance exacte des réparations n'a pas été établie à Versailles, mais déferée à une Commission interalliés de réparations dotée de pleins pouvoirs extraordinaires, allant jusqu'à la possibilité d'imposer à l'Allemagne la promulgation de lois, de dispositions et de décrets. Selon l'article 233, « les conclusions de cette commission, en ce qui concerne le montant des dommages déterminés ci-dessus, seront rédigées et notifiées au gouvernement allemand le 1^{er} mai 1921 au plus tard, et représenteront le total de ses obligations. »

Le 10 mai 1921, l'Allemagne dut reconnaître – sous la contrainte de « l'ultimatum de Londres » du 5 mai – une obligation totale de 132 milliards or, à payer en trente ans. Ses difficultés à honorer cette dette débouchèrent, le 11 janvier 1923, sur l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises et belges. Du 16 au 30 août 1924, à l'initiative du gouvernement américain, une nouvelle discipline de paiement des réparations fut mise au point sous le nom de « plan Dawes ». Ce plan statuait que la fixation du montant définitif des réparations allemandes était reportée à une date indéterminée et remplacée par un programme de paiements annuels croissants, allant de 1 milliard de marks or dès la première année pour atteindre 2,5 milliards de marks or en 1928. À partir de 1929-30, une augmentation annuelle pouvait être décidée en fonction d'un « indice de prospérité ».

* Art. 61 § 2 de la Constitution de Weimar : « L'Autriche allemande conserve après son annexion au Reich allemand le droit de participer au Conseil avec un nombre de voix correspondant à sa population. Jusque-là, les représentants autrichiens-allemands n'ont qu'une voix consultative. » Cité par Oliver Lepsius, « La science du droit public et la démocratie », in *Jus politicum*, n° 4. Les puissances alliées interdisent l'*Anschluss* [annexion] entre l'Allemagne et l'Autriche, dans le traité de Versailles comme dans le traité de Saint-Germain entre l'Entente et l'Autriche. [NdlR]

En 1919, les célèbres banquiers allemands Warburg « soutiennent qu'obliger l'Allemagne à verser des réparations c'est l'endetter jusqu'à épuisement vis-à-vis des pays vainqueurs : "La France déclarera faillite un jour après nous", met en garde Max Warburg ». En 1924, le chef de la Reichsbank, Hjalmar Schacht, « explique à Charles Gate Dawes que l'Allemagne payera des sommes raisonnables à condition de n'être pas obligée de demander des prêts à court terme à l'étranger. **Le plan Dawes** est mis sur pied, avec un retard de cinq ans par rapport aux avertissements de Versailles ». Le plan, élaboré par Charles G. Dawes, vice-président des États-Unis et président du premier comité des experts sur les réparations, était fondé sur un prêt international, dont le remboursement serait fixé en fonction du rythme de la reprise économique allemande ; on discuta de ce plan à la Conférence de Londres de 1924. « Londres travaille contre l'application du plan Dawes, en s'opposant à la stabilisation du marc sur base or et au développement industriel allemand. [...] Quand le plan Dawes réussit à passer, Alberto Pirelli souligne [...] : "Avec ou sans l'intervention de la Société des Nations, on peut compter sur la coopération des Américains à la reconstruction européenne et sur leur rôle de médiateurs avec l'Allemagne." Grâce au plan Dawes de 1924, l'Allemagne a reversé aux pays bénéficiaires environ 8 millions de marks or. [...] Ce transfert de ressources — estimé en 1929 à 10 % du mouvement de marchandises et services qu'a fait enregistrer l'Allemagne de et vers l'étranger — se répercute sur les pays bénéficiaires eux-mêmes, dont la crise rend inutilisables les capacités productives, les obligeant de ce fait à réduire leurs importations afin de protéger l'industrie et l'emploi. »

Cf. Lorenzo Parodi, *Studi sullo sviluppo del capitalismo in Italia* (Études sur le développement du capitalisme en Italie), éd. Lotta Comunista, Milan, 1998, p. 97, 187, 261. [Ndlr]

Prestations en nature.

« § 1. L'Allemagne reconnaît le droit des puissances alliées et associées au remplacement tonneau pour tonneau (jauge brute) et catégorie pour catégorie de tous les navires et bateaux de commerce et de pêche perdus ou endommagés par faits de guerre. ... Le Gouvernement allemand, en son nom et de façon à lier tout autre intéressé, cède aux gouvernements alliés et associés la propriété de tout navire marchand de 1 600 tonnes brutes et au-dessus appartenant à ses ressortissants, ainsi que la moitié en tonnage des navires dont le tonnage brut est compris entre 1 000 et 1 600 tonnes et le quart en tonnage des chalutiers à vapeur, ainsi que le quart en tonnage des autres bateaux de pêche. » Un décret de la Commission des réparations imposait à l'Allemagne de mettre en chantier, dans les cinq années à venir, l'équivalent de 200 000 tonneaux bruts annuels en nouveaux navires au profit des Alliés. La commission en mit au point les projets, les prix et les conditions de livraison. « En vue de compenser les pertes du tonnage fluvial, dues à n'importe quelle cause, subies pendant la guerre par les puissances alliées et associées et qui ne pourront pas être réparées par les restitutions prescrites ci-dessus, l'Allemagne s'engage à céder à la commission des réparations une partie de sa batellerie fluviale jusqu'à concurrence du montant de ces pertes, ladite cession ne pouvant dépasser 20 % du total de cette batellerie telle qu'elle existait à la date du 11 novembre 1918. »

Les obligations de livraison furent transformées par des négociations postérieures en une obligation de nouvelles constructions.

Sur la base des accords de « réintégration » du patrimoine zootechnique, l'Allemagne était sommée de livrer dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du traité : à la France, 500 étalons, 30 000 pouliches et juments, 90 000 vaches laitières, 100 000 brebis ; à la Belgique, 200 étalons, 30 000 pouliches et juments, 50 000 vaches laitières, 40 000 génisses. La valeur de ce bétail comme de toutes les autres livraisons fut établie par la commission des réparations.

« § 2. L'Allemagne livrera à la France sept millions de tonnes de charbon par an, pendant dix ans. En outre, l'Allemagne livrera chaque année à la France une quantité de charbon égale à la différence entre la production annuelle, avant la guerre, des mines du Nord et du Pas-de-Calais détruites du fait de la guerre et la production du bassin couvert par ces mines pendant l'année envisagée. Cette dernière fourniture sera effectuée pendant dix ans et ne dépassera pas vingt millions de tonnes par an pendant les cinq premières années et huit millions de tonnes par an pendant les cinq années suivantes. »

« § 3. L'Allemagne livrera à la Belgique huit millions de tonnes de charbon par an pendant dix ans. »

« § 4. L'Allemagne livrera à l'Italie les quantités maxima de charbon ci-après : juillet 1919 à juin 1920, 4,5 millions de tonnes ; juillet 1920 à juin 1921, 6 millions de tonnes ; juillet 1921 à juin 1922, 7,5 millions de tonnes ; juillet 1922 à juin 1923, 8 millions de tonnes ; juillet 1923 à juin 1924, 8,5 millions de tonnes et, pendant chacune des cinq années suivantes, 8,5 millions de tonnes. »

« § 5. L'Allemagne livrera au Luxembourg, si elle en est requise par la commission des réparations, une quantité annuelle de charbon égale à la quantité annuelle de charbon allemand consommée par le Luxembourg avant la guerre. »

« § 8. L'Allemagne s'engage à fournir à la France, et à transporter à la frontière française, par voie de fer ou par eau, les produits suivants, pendant chacune des trois années qui suivront la mise en vigueur du présent traité : benzol 35 000 tonnes ; goudron de houille 50 000 tonnes ; sulfate d'ammoniaque 30 000 tonnes. »

L'Allemagne devait renoncer à ses droits sur ses lignes télégraphiques les plus importantes.

Clauses sur les sanctions.

Les articles 227 à 230 établissaient en premier lieu que « les puissances alliées et associées mett[ai]ent en accusation publique Guillaume II de Hohenzollern, ex-empereur d'Allemagne, pour offense suprême contre la morale internationale et l'autorité sacrée des traités. » En deuxième lieu, que « le gouvernement allemand reconn[ais]s[ai]t aux puissances alliées et associées la liberté de traduire devant leurs tribunaux militaires les personnes accusées d'avoir commis des actes contraires aux lois et coutumes de la guerre. » Le gouvernement allemand s'engageait aussi à « fournir tous documents et renseignements, de quelque nature que ce soit, dont la production serait jugée nécessaire pour la connaissance complète des faits incriminés, la recherche des coupables et l'appréciation exacte des responsabilités ».

Garanties d'exécution.

« À titre de garantie d'exécution par l'Allemagne du présent traité, les territoires allemands situés à l'ouest du Rhin, [ainsi que] les têtes de pont, seront occupés par les troupes des puissances alliées et associées pendant une période de quinze années, à compter de la mise en vigueur du présent traité. »
« À l'expiration de cinq années, seront évacués la tête de pont de Cologne et les territoires attenants. À l'expiration de dix années, seront évacués la tête de pont de Coblenze et les territoires attenants. À l'expiration de quinze années, seront évacués la tête de pont de Mayence, la tête de pont de Kehl et le restant des territoires allemands occupés. »

Il n'y eut aucune discussion sur les clauses du traité de paix. La délégation allemande, s'accrochant à la promesse que « toute suggestion pratique serait prise en considération », présenta le 9 juin des contre-propositions détaillées ; pour toute réponse elle reçut le 17 une copie du traité avec quelques changements insignifiants. Les Allemands étaient sommés de répondre dans les cinq jours.

3.3. Les réactions allemandes au diktat

En Allemagne, les clauses du traité suscitèrent dans un premier temps une grande panique, puis un fort mouvement de protestation avec des milliers d'assemblées. Le 12 mai 1919, l'Assemblée nationale se réunit dans le nouvel amphithéâtre de l'université de Berlin. Dans son discours contre une paix imposée par la force, le Premier ministre d'alors, Philipp Scheidemann, fit cette déclaration :

« Permettez-moi de parler sans détours. L'objet de notre débat, c'est ce gros volume (il montre du doigt le texte des clauses d'armistice), où des centaines de paragraphes commencent ainsi : "L'Allemagne renonce – renonce – renonce." Cette terrifiante camisole de force veut contraindre un grand peuple, par la violence et les menaces, à confesser son indignité, à accepter un brutal démembrement, à approuver sa mise en esclavage et sa réduction à l'état d'îlotes*. Ce volume ne peut devenir le manuel de droit de notre avenir. Je vous le demande : quel honnête homme, je ne veux pas dire en tant qu'allemand, mais seulement en tant qu'honnête homme, quel homme digne de confiance peut souscrire à un tel accord ? La main devrait se dessécher qui se rive et nous rive à de telles chaînes. »

Lorsque Scheidemann conclut fièrement en disant : « Le gouvernement ne peut accepter ce traité », selon le procès-verbal officiel, « après plusieurs minutes d'acclamations venant des députés et du public installé en tribune, l'assemblée se leva, applaudissant et lançant un nouveau tonnerre de "bravo". » Au nom du gouvernement et des États libres allemands, le ministre président prussien, le social-démocrate [Paul] Hirsch, déclara : « Plutôt morts qu'esclaves ! Même le peuple le plus enclin au sacrifice ne pourrait supporter les clauses que ce traité de paix entend nous imposer. Leur application est impossible, ce traité de paix est inacceptable. » Lors de la même séance, les orateurs de presque tous les partis firent valoir que les conditions de paix étaient insoutenables. [Hermann] Müller (Breslau) parla pour les sociaux-démocrates, Gröber pour le Centre catholique, Haussmann pour les démocrates, le comte Posadowski pour les nationaux-allemands, Stresemann pour le Parti populaire allemand. Ce dernier, résigné, affirma : « Si nous ne souscrivons pas à l'accord, nous finirons peut-être au fond du gouffre ; si nous y souscrivons, nous savons tous que la catastrophe est certaine. » Pour les sociaux-démocrates indépendants, dont la position était particulièrement importante à ce moment-là, c'est Hugo Haase qui parla. Il rappela aux députés le traité de paix russo-allemand de Brest-Litovsk et celui de Bucarest entre la

* Ilotes : la population originaire de la Laconie, asservie par Sparte. [ndlr]

Roumanie et l'Allemagne* ; il rappela ensuite comment les impérialistes et les militaristes allemands avaient froidement misé sur la guerre et quels objectifs grandioses ils s'étaient fixés ; et comment ils avaient lancé leur « *Vae victis* [Malheur aux vaincus] ! » lorsque l'ennemi semblait battu. Il mit enfin vigoureusement en garde contre une paix « porteuse de catastrophes, non seulement pour le peuple allemand, mais pour le monde entier, car elle accumulait des matériaux inflammables dans une mesure inquiétante ». Mais, malgré les hurlements de protestation qui s'élevaient de tous les coins du Reich allemand, il n'était pas difficile de comprendre qu'en vérité aucun des grands partis bourgeois n'était disposé à prendre la responsabilité des conséquences d'un éventuel refus du traité de paix. Les représentants de la grande bourgeoisie savaient cependant qu'ils pouvaient se montrer inflexibles, certains qu'ils étaient de pouvoir faire porter aux partis de la coalition de Weimar** le poids du ressentiment que susciterait la signature de ce traité.

Au départ, le traité de Versailles suscita une forte opposition y compris dans la classe ouvrière. La social-démocratie mit toutes les forces de son puissant appareil pour soulever les masses contre le traité et les amener à soutenir la position du « refus ». Une position inspirée par le nationalisme, mais que la situation permettait de retourner contre ses inspireurs et de soumettre à des fins révolutionnaires. Les indépendants, impuissants, indécis et balançant comme toujours entre révolution et contre-révolution, au moment de choisir se rangèrent comme un seul homme sur une position pacifiste antirévolutionnaire. Invoquant le désir de paix, l'épuisement consécutif à tant d'années de lutte, dressant un tableau des plus sombres des conséquences d'un refus du diktat imposé par les impérialistes victorieux — et cachant à la classe ouvrière qu'en régime capitaliste c'est forcément elle qui paierait la note — l'USPD fit campagne en faveur de l'acceptation du traité.

* *Traité de Brest-Litovsk*. Conclu le 3 mars 1918, entre la Russie soviétique et les puissances centrales plus la Turquie et la Bulgarie, il prévoyait que la Pologne, quasiment toute la région de la Baltique et une partie de la Biélorussie passeraient sous le contrôle de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie ; que l'Ukraine serait déclarée État indépendant, que les villes de Kars, Batoum et Ardahan dans le Caucase seraient cédées à la Turquie. En outre, le 18 août, l'Allemagne imposa à la Russie soviétique un accord financier assorti de lourdes obligations.

Traité de Bucarest. Après l'effondrement de la Russie tsariste, le gouvernement roumain (entré en guerre aux côtés de l'Entente) accepta la paix de Bucarest (7 mai 1918), qui prévoyait des rectifications de frontière en faveur de la Hongrie et la cession de la Dobroudja pour une part à la Bulgarie (qui en annexait la partie méridionale), pour une autre part aux puissances centrales et à la Turquie (qui se réservaient l'administration de la partie septentrionale). Le traité assurait à l'Allemagne et à l'Autriche le monopole de l'extraction et de la commercialisation du pétrole ; la Roumanie s'engageait également à livrer, entre 1916 et 1926, ses surplus agricoles et d'élevage ou en tout cas à les fournir à des prix à négocier. [NdlR]

** Le gouvernement de coalition Scheidemann était soutenu par le SPD, le Parti populaire chrétien (Zentrum) et le Parti démocrate allemand (DDP). [NdlR]

Le Parti communiste repoussa, sur la base d'une position de classe, la fausse alternative « signer ou ne pas signer » et déclara dans un manifeste :

« Que l'on signe ou pas, les conséquences pour le prolétariat seront les mêmes. Les effets de la guerre, qui pèsent déjà depuis longtemps sur la classe ouvrière, continueront à peser sur elle tant que le système capitaliste restera en place. Les travailleurs sont condamnés à les supporter jusqu'à ce qu'ils trouvent le courage et la force de lutter pour le communisme et la révolution mondiale. Voilà pourquoi, aujourd'hui, le problème n'est pas de "signer ou pas", mais de savoir quelle est, dans ces conditions, l'option qui nous conduira de la façon la plus rapide et la plus sûre à la révolution mondiale. »

Dans la suite du manifeste, il expliquait que la tactique des indépendants dégageait la bourgeoisie allemande de la responsabilité des conséquences de ses actions et « favorisait le triomphe impérialiste des puissances de l'Entente ». Mais qu'en même temps elle menait « la révolution mondiale à la défaite dans les pays de l'Entente ». La tâche d'un parti révolutionnaire, où qu'il se trouve, est de

« lever tous les obstacles qui s'opposent à la révolution ; donc nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour promouvoir et accélérer le développement de la révolution en Allemagne. C'est pourquoi un parti de classe allemand ne peut qu'adopter la position suivante : refuser les conditions de paix pour précipiter l'affrontement final entre l'impérialisme putrescent de l'Entente et l'impérialisme allemand, plus putride encore bien que plus jeune ; pour accélérer la dynamique de la crise finale de la bourgeoisie allemande, celle qui scellera son effondrement définitif ».

Comme Hilferding et d'autres indépendants avançaient l'exemple de l'acceptation par la Russie soviétique de la paix de Brest-Litovsk pour justifier leur choix contre-révolutionnaire, le KPD répliqua en ces termes :

« Mais ils n'expliquent pas pourquoi la Russie a signé à Brest-Litovsk. La situation à l'époque était la suivante : Hindenburg, Ludendorff et [Max von] Hoffmann menaçaient d'étranglement la jeune révolution russe ; les armées allemandes étaient aux portes de Saint-Petersbourg, la place forte, la citadelle révolutionnaire la plus solide. *La révolution russe avait besoin d'une pause pour reprendre des forces.* Voilà pourquoi les Russes ont signé : pour faire gagner du temps à la révolution. Si les Allemands signent aujourd'hui, ils obtiendront certes une trêve, mais une trêve à l'avantage de la contre-révolution allemande ; une trêve durant laquelle l'impérialisme allemand – aux aguets telle une araignée sur sa toile – guettera l'occasion de tirer avantage de la révolution mondiale montante, offrira son Noske et ses gardes blanches comme gendarmes du monde pour étouffer la révolution du prolétariat. »

C'est sur la base de ces considérations politiques que les communistes ont justifié leur non à la ratification du traité.

Le conflit entre les trois partis pour conquérir une influence décisive sur la classe ouvrière était ouvert à toutes les solutions. Il était inutile d'objecter à Scheidemann et aux siens, qui refusaient le traité pour

décrocher le titre de vrais patriotes, que mener une résistance active au nom d'une Allemagne bourgeoise — car c'était cela l'enjeu pour eux — était une entreprise impossible et insensée. Sur les assassins de Rosa Luxemburg, de Karl Liebknecht et de 15 000 autres révolutionnaires, l'appel à la solidarité internationale du prolétariat ne pouvait pas non plus avoir de prise. Les disciples de Scheidemann, Ebert et Müller avaient donné leur parole, et pas seulement eux. Toute la social-démocratie s'était engagée à soutenir « l'inacceptabilité du traité ». Les 162 députés sociaux-démocrates du Reichstag avaient immédiatement décidé, à l'unanimité moins cinq voix, de refuser le traité. Pour avoir une idée de l'état d'esprit qui régnait au sein du SPD à ce moment-là, reportons-nous à ce qu'écrivait alors Stampfer, le rédacteur en chef du *Vorwärts* :

« Ce n'est qu'en contraignant nos adversaires à une brutalité telle qu'elle effrayera eux-mêmes, qu'en montrant une immense capacité de souffrance et de résistance, que nous arriverons à susciter l'admiration du monde et à en secouer la conscience ; seule la grandeur de nos sacrifices nous rapprochera du jour de notre revanche.

L'ennemi se dira qu'en occupant certaines parties de l'Allemagne, il contraindra tout le pays à se rendre, poussé par la famine. Nous devons l'obliger à aller tout seul au bout de sa tâche, à occuper l'Allemagne entière et à la transformer en une colonie de sa prétendue Société des Nations. Alors on verra combien de temps l'ennemi pourra rester uni. »

Mais les puissances de Versailles ne bougeaient pas d'un pouce, alors que plus le moment décisif approchait, plus les sociaux-démocrates entraient en fibrillation. Comment pouvaient-ils faire marche arrière après avoir traité en ennemis de la patrie les partisans de la ratification du traité ? Prise au piège de sa propre démagogie et de ses propres délires verbaux, la social-démocratie était paralysée. Elle avait défié l'Entente, avait fait un mauvais calcul, s'était coupé toute retraite possible. Ce sont les indépendants qui, par leur politique de soumission passive au diktat de l'Entente, ouvrirent la brèche permettant au SPD de se sortir de ce piège ; reconnaissons-leur ce « mérite » historique ! La politique des indépendants était absolument mesquine et contradictoire. La position officielle de l'USPD, martelée quotidiennement par Kautsky, Hilferding, Haase et tous les autres, était que les conditions de paix ne pouvaient être acceptées, mais que la révolution mondiale permettrait à l'Allemagne d'en tirer avantage. Kautsky affirmait de façon catégorique que la paix de Versailles serait annulée « par l'effondrement du système de pouvoir actuel » et Hilferding écrivait :

« Nous assistons à la marche implacable du mouvement des travailleurs. Nos frères en Italie, en France et en Angleterre se préparent à assumer la vaste tâche qui incombe au prolétariat. L'impérialisme de l'Entente vit les jours de son plus glorieux triomphe, mais la charpente du podium sur lequel elle s'est hissée fait entendre des craquements. [...] Nous, nous savons que les décisions de Versailles sont une entreprise caduque, la dernière de cet impérialisme qui sera bientôt emporté par le cours de l'histoire. La victoire du prolétariat se rapproche et sera durable : l'Internationale est l'avenir de l'humanité. »

S'ils manifestaient tant d'enthousiasme pour la révolution mondiale – au point d'imaginer des bataillons déjà en marche vers le champ de bataille – c'est que ces « révolutionnaires » voyaient en elle le moyen de se soustraire aux responsabilités du moment. Le tour de passe-passe des indépendants consistant à reverser tous les espoirs sur la révolution mondiale tout en promouvant une politique qui l'étranglait, leur réussit. « Il faut signer », disaient Hugo Haase et tous les dirigeants de l'USPD, ajoutant : « Nos amis à l'étranger s'illusionnent en pensant que notre refus renforcera le mouvement révolutionnaire chez eux. Mais nous, nous devons savoir qu'il n'y a pour le moment aucun mouvement de subversion significatif en perspective dans ces pays. Nous ne pouvons nous nourrir d'illusions, notre peuple a besoin de paix, d'une paix immédiate. » De son côté, le Parti communiste n'était pas assez fort pour pouvoir donner à des masses de travailleurs la bonne orientation sur la question de la paix de Versailles ; mais la politique de l'USPD, elle, joua un rôle déterminant pour désarmer politiquement la classe ouvrière et permettre aux sociaux-démocrates de changer de cap.

Le gouvernement Scheidemann put ainsi faire marche arrière. Le nouveau cabinet de coalition – six ministres sociaux-démocrates (Hermann Müller, David Wissell, Schmidt, Noske et Schlicke) et quatre du Centre catholique (Erzberger, le docteur Mayer, Giesberts, le docteur Bell) – se présenta à l'Assemblée nationale le 22 juin. Le nouveau Premier ministre, le social-démocrate Gustav Bauer, expliqua qu'il fallait signer et que le nouveau gouvernement donnerait les pleins pouvoirs en ce sens à ses représentants à Versailles, à une condition :

« Le gouvernement de la République allemande est disposé à signer le traité de paix, sans pour autant reconnaître que le peuple allemand est responsable de la guerre et sans accepter les obligations dérivant des articles 227 à 230 du traité. »*

Comme le SPD, l'USPD et le Centre catholique constituaient la majorité de l'Assemblée nationale, les autres partis – les nationaux-allemands, la majeure partie du Parti populaire allemand et une partie des démocrates –, dont les votes n'étaient pas indispensables, purent se permettre de s'en tenir à leur position de refus prise le 12 mai. L'Assemblée vota à la majorité en faveur de la signature du traité (237 voix pour, 138 contre et 5 abstentions), mais aux réserves émises les gouvernements de l'Entente répondirent le jour même par une note qui disait :

* Il s'agit des articles exigeant que l'ex-Kaiser [Guillaume II] et les autres hauts officiers incriminés soient remis aux vainqueurs. Cela donna lieu à une grave crise politique qui mit en danger l'ensemble de l'accord. Finalement, par une note du 16 février 1920, le conseil supérieur des Alliés informa l'Allemagne que, ayant pris acte de cette impossibilité, il acceptait la proposition d'une tenue du procès devant la Cour suprême du Reich. Au cours de la crise, les indépendants se déclarèrent en faveur de l'extradition, et les communistes restèrent fermement sur leur position : les responsables de la guerre devaient être jugés par la révolution du prolétariat allemand.

« Les puissances de l'Entente ne peuvent accepter une ratification sous condition ; elles exigent que le gouvernement allemand fasse clairement savoir s'il entend accepter le traité dans sa formulation originelle ou le repousser en bloc, en assumant toutes les conséquences de ce refus. »

Que pouvait faire, face à pareille réponse, un gouvernement constitué expressément pour ratifier le traité ? « Nous signons, déclara Bauer, voilà la conclusion à laquelle nous sommes arrivés, moi et l'ensemble des ministres. Et nous signons sans poser de conditions ! Je n'entends pas cacher la vérité. »

Le 28 juin 1919, à 3 heures de l'après-midi, les plénipotentiaires allemands Hermann Müller et Johannes Bell signèrent le traité de paix dans la salle des Miroirs du palais de Versailles, celle-là même où Bismarck, l'allié des bouchers de la Commune, avait, le 18 juin 1871, proclamé la fondation du Reich allemand. Le 10 juin 1920, le traité de paix entra en vigueur.

3.4. La Constitution de Weimar

En décidant, en janvier 1919, de remettre le pouvoir à l'Assemblée nationale constituante, le premier congrès des conseils avait de fait posé les fondements de la future Constitution. Les questions constitutionnelles sont des questions de pouvoir. Les commissaires du peuple n'ayant rien fait pour mettre en œuvre l'expropriation des expropriateurs, les conseils d'ouvriers et de soldats auraient dû se charger de cette tâche. Or, loin d'arracher à la bourgeoisie les moyens économiques de son pouvoir, les conseils lui avaient également remis le pouvoir politique. Dans ces conditions, la Constitution ne pouvait qu'être conforme aux intérêts de la bourgeoisie, ce qui n'excluait pas que celle-ci fasse sur le papier quelques concessions formelles à la classe ouvrière. La bourgeoisie avait absolument besoin, pour affirmer son pouvoir, que le processus constitutionnel soit mené à bien sans entraves. De leur côté, les commissaires du peuple avaient déjà répondu à la question fondamentale – démocratie bourgeoise ou dictature prolétarienne ? – quand, le 12 novembre 1918, ils s'étaient déclarés en faveur de l'Assemblée nationale et donc, implicitement, contre les conseils. Les élections des députés à l'Assemblée nationale constituante eurent lieu à bulletin secret le 19 janvier 1919. Pouvait voter toute personne, homme ou femme, âgée de vingt ans révolus. Voici les voix et les mandats obtenus par les différents partis* :

Partis	voix	députés
Parti social-démocrate (SPD)	11 509 048	163
Parti social-démocrate indépendant (USPD)	2 317 290	22
Parti populaire national-allemand (DNVP)	2 618 724	42
Parti populaire allemand (DVP)	1 345 638	22
Parti populaire chrétien-démocrate (Zentrum)	5 709 445	89
Parti démocrate allemand (DDP)	5 499 722	74

L'Assemblée nationale se réunit à Weimar le 6 février 1919 ; le 10, elle votait la loi sur l'organisation du Reich pendant la période transitoire. Ebert fut élu président provisoire du Reich par 227 voix valides sur 328.

Le gouvernement de coalition** (SPD, DDP et Zentrum) présenté à l'Assemblée le 13 février 1919 se fixa comme tâche prioritaire de redresser

* Les communistes [conformément à la résolution adoptée au congrès de fondation du KPD à Berlin le 30 décembre 1918 (NdlR)] n'avaient pas participé aux élections. Pour plus de détails, voir § 3.10. « Les partis ouvriers ».

** Chancelier du Reich : Scheidemann (SPD) ; Affaires étrangères : Brochdorff-Rantzau (indépendant) ; Intérieur : Pruss (DDP) ; Finances : Schiffer (DDP) ; Économie : Wissel (SPD) ; Justice : Landsberg (SPD) ; Travail : Bauer (SPD) ; Alimentation :

la « vie économique languissante », c'est-à-dire, concrètement, de renforcer le capitalisme.

À vrai dire, dans son programme, présenté par Scheidemann à l'Assemblée nationale le 13 février, le nouveau gouvernement ne tarissait pas de promesses sonores qui ne l'engageaient à rien. Ce que cela signifiait, les masses laborieuses allaient très bientôt l'apprendre à leurs dépens.

Au nom du groupe parlementaire social-démocrate, [Richard] Fischer déclara lors de la séance du 28 février :

« Nous voulons construire une nouvelle Allemagne sur les larges bases de la liberté, du droit et de la justice, un nouveau Reich qui, à part le nom, n'a presque rien de commun avec le vieux Reich. Nous, les sociaux-démocrates, qui sommes le parti le plus fort du nouveau Reich, avons une tâche à accomplir : insuffler à ce nouveau Reich un esprit social, un esprit socialiste, afin que ce Reich devienne ce à quoi les travailleurs socialistes aspirent depuis des dizaines et des dizaines d'années, ce pourquoi leur cœur bat aujourd'hui plus fort que jamais, ce pourquoi, également, ils ont commencé la révolution le 9 novembre, c'est-à-dire la République social-démocrate allemande. »

Les alliés de la social-démocratie étaient déjà à l'époque beaucoup plus mesurés, plus réservés dans leurs déclarations. En effet, ils n'avaient pas derrière eux des partisans impatients, bouleversés par la tempête révolutionnaire, qu'il leur fallait bercer de belles paroles radicales.

Les sociaux-démocrates indépendants (USPD) devaient au contraire dissimuler le caractère faible, contre-révolutionnaire par essence, de leur politique sous une surabondance de propos d'apparence radicale ; cette contradiction apparaissait sans ambiguïté dans le discours prononcé le 4 mars 1919 par l'USPD Henke. L'orateur débutait par un juste constat : « Tant que le mode production capitaliste prévaudra, la liberté et la justice resteront des chimères pour la classe la plus nombreuse au sein du Reich. » Puis venaient ces propos ampoulés :

« Le prolétariat est engagé au pas de charge sur la voie de la conquête du pouvoir politique. Dans la lutte, ses forces croîtront et aucune puissance ne sera capable de lui barrer la route. Il atteindra son but. Jamais nous n'avons été aussi près du moment dont la social-démocratie n'a cessé de parler aux travailleurs pendant des dizaines d'années : celui où la classe ouvrière s'emparera du pouvoir d'État et où les moyens de production passeront des mains de quelques-uns à celles de tous. »

Quelle conclusion l'orateur tirait-il de cette annonce ? Lisons et admirons :

« Ce n'est pas en opposant la violence à la violence, mais en nous adaptant intelligemment à l'inéluctable, que nous pourrions accueillir la nouveauté. Notre premier devoir est d'ancrer le système des conseils dans la nouvelle Constitution. »

[Robert] Schmidt (SPD) ; Forces armées : Noske (SPD) ; Colonies : Bell (Zentrum) ; Postes : Giesberts (Zentrum) ; Démobilisation : non pourvu, ministère dirigé de fait par le docteur Koeth ; sans portefeuille : David (SPD) et Erzberger (Zentrum).

À l'époque, ce genre de propos pouvait tromper les travailleurs, mais en aucun cas les représentants de la bourgeoisie. Voici en quels termes pompeux l'orateur intronisait la Constitution :

« Le peuple allemand, dans l'unité de ses composantes régionales et animé de la volonté de renouveler et de renforcer son Reich dans la liberté et la justice, de servir la paix à l'intérieur et à l'extérieur et de consolider le progrès social, s'est donné cette Constitution. »

Ces exercices de style – celui-ci n'en était qu'un parmi d'autres – ne suffisaient pas à masquer le fait que, même d'un point de vue radical-bourgeois, la Constitution de Weimar présentait de graves défauts. Les partis de la coalition weimarienne ne furent même pas capables de liquider le système allemand des petits États et de réaliser l'État unitaire, cette vieille revendication du libéralisme allemand. La Constitution reprit tout ce bric-à-brac médiéval, et la social-démocratie en fut la première responsable. En effet, son attitude n'était pas seulement déterminée par le souci de ménager le Zentrum, attaché aux particularismes ; elle avait elle-même intérêt au maintien des petits États, qui fournissaient charges et postes à de nombreux permanents sociaux-démocrates. N'ayant pas le courage d'appliquer la solution radicale nécessaire d'un point de vue économique et financier, les pères de la Constitution de Weimar durent recourir à des expédients. Ils cherchèrent à se rapprocher du but par des moyens détournés, sans courir de gros risques, en retirant aux Länder, pour les transférer au Reich, toute une série de compétences importantes. À l'article 13, ils annonçaient hardiment : « Le droit du Reich prime sur le droit du Land* ». Un principe qui, jusqu'à présent, n'a été appliqué qu'à l'encontre de gouvernements régionaux accusés de faire trop de concessions aux travailleurs. L'article 48, tristement célèbre, constitue la perle de la Constitution de Weimar ; en voici la partie la plus critique :

« Lorsque, au sein du Reich allemand, la sécurité et l'ordre publics sont considérablement troublés ou compromis, le président du Reich peut prendre les mesures nécessaires à leur rétablissement, le cas échéant avec l'aide de la force armée. À cette fin, il peut suspendre temporairement, en partie ou en totalité, les droits fondamentaux énoncés aux articles 114, 115, 117, 118, 123, 124 et 153. »

Ce paragraphe donne toute liberté à un seul homme de suspendre à sa guise l'application des parties les plus importantes de la Constitution. C'est dans les dispositions relatives au référendum que la démocratie trouve son expression la plus pure. Voici ce qu'en dit un article fondamental, l'article 173 :

* La Constitution de Weimar transforma l'Allemagne en un État unitaire décentralisé, où les Länder avaient compétence sur l'administration locale, tandis que la politique intérieure et extérieure, la défense, les finances, la poste, les voies fluviales et les chemins de fer étaient de la compétence du Reich. Deux assemblées se divisaient le pouvoir législatif : au Reichstag revenait la plupart des pouvoirs législatifs, le Reichsrat – composé des délégués des Länder – ayant, lui, un pouvoir suspensif.

« Une loi votée par le Reichstag doit, avant sa promulgation, être soumise à référendum si le président du Reich en décide ainsi dans le mois suivant le vote de la loi.

Une loi dont la publication est suspendue sur requête d'au moins un tiers des membres du Reichstag doit être soumise à référendum si la demande en est faite par un vingtième des détenteurs du droit de vote.

En outre, il faut procéder à référendum si un dixième des détenteurs du droit de vote en exprime le désir par pétition après dépôt d'un projet de loi. Cette pétition référendaire doit se fonder sur un projet de loi entièrement rédigé. Elle doit être soumise au Reichstag par le gouvernement, qui doit indiquer quelle position il adopte. Le référendum n'a pas lieu lorsque le projet faisant l'objet de la pétition référendaire a été adopté sans modifications par le Reichstag.

En matière de budget, de lois fiscales et de réglementation des soldes et traitements, seul le président peut décider d'un référendum. »

Certains s'imaginaient que, fort de cet article, le « peuple » pourrait en quelque sorte s'ériger lui-même en législateur et faire de sa volonté la loi suprême ; or, à voir la façon dont s'est déroulée la campagne de confiscation des propriétés dynastiques, ils ont pu se rendre compte que la chose n'était pas simple du tout, en raison de clauses particulièrement épineuses. Le peuple, dit la Constitution, peut corriger la copie du Reichstag et annuler une loi proposée par celui-ci. Mais la Constitution dit aussi qu'une telle demande doit être faite par un vingtième des détenteurs du droit de vote. Un vingtième de l'électorat, cela fait actuellement deux millions de personnes ! Quant à la pétition référendaire, elle doit avoir le soutien d'un dixième de l'électorat, soit quatre millions de personnes. Mais voici le comble : le règlement d'administration publique pris en application de l'article 173 stipule que « les frais afférents à l'établissement des listes d'inscription et à leur expédition aux autorités communales sont à la charge des pétitionnaires ». Ainsi, tout est fait pour que les arbres de la démocratie ne poussent pas trop haut. Toutefois, il peut arriver qu'un grand parti pétitionne avec succès et déclenche un référendum. Mais il est alors absolument exclu que la majorité du peuple parvienne par ce biais à faire valoir sa volonté. Car ici intervient l'article 75 :

« Une décision du Reichstag ne peut être abrogée par référendum que si la majorité de l'électorat prend part au vote. »

On peut affirmer en toute confiance que cette condition ne sera jamais remplie. Il n'y a de référendum que sur des questions litigieuses. Ce qui fait que l'on a toujours, sinon un électorat coupé en deux, du moins une forte minorité qui n'est pas d'accord avec ce que demandent les pétitionnaires. Et il suffit que cette minorité s'absienne de voter pour que le référendum soit un échec, même lorsque, sur 40 millions d'électeurs, 19 millions ont voté oui.

De nombreux autres articles de la Constitution présentent le même caractère fallacieux. Ainsi l'article 109 : « Tous les Allemands sont égaux

devant la loi. » Sur le papier, c'est séduisant, de même que l'article 114 : « La liberté de la personne est inviolable. Une limitation ou une privation de la liberté personnelle par la puissance publique n'est permise que dans les limites définies par la loi. » Ou encore l'article 115 : « Le domicile est, pour tout Allemand, un asile inviolable. » Selon l'article 117, le secret du courrier et des communications postales, télégraphiques et téléphoniques est inviolable. Admirable est aussi l'article 118 :

« Tout Allemand a le droit, dans les limites des lois, d'exprimer librement son opinion par la parole, l'écrit, l'imprimé, l'image ou de toute autre manière. Aucune relation de travail ne peut lui refuser l'exercice de ce droit et personne ne peut faire subir de préjudice à qui fait usage de ce droit. »

Et pendant que Weimar légiférait ainsi, Noske opprimait la presse révolutionnaire, les grèves étaient réprimées dans le sang et l'« épuration » des ouvriers révolutionnaires commençait dans les entreprises.

On cherchera en vain dans la Constitution de Weimar des retombées des vieilles revendications libérales en matière de religion. Il n'y est pas question de séparation entre l'Église et l'État, entre l'Église et l'école : il fallait bien faire des compromis si l'on voulait que le Centre catholique donne son accord à la Constitution. On n'y trouve que cette petite phrase : « Il n'y a pas d'Église d'État. » En pratique, cela veut dire que l'État doit chaque année dépenser des millions pour l'Église sans avoir son mot à dire en la matière.

Les articles 151 à 165 ont été conçus pour l'homme de la rue sous la pression de puissantes grèves de masse et ont permis aux fanfarons sociaux-démocrates d'atteindre la plus haute consécration. Ces articles prévoient, entre autres choses, la reconnaissance expresse des « communautés du travail »* et représentent, de ce fait, la base constitutionnelle de la « démocratie économique ». Voici les plus importants d'entre eux :

Art. 151 « L'organisation de la vie économique doit être conforme aux principes de justice et avoir pour fin de garantir à tous une existence digne de l'homme. »

Art. 152 « L'usure est interdite. »

Art. 153 « La propriété comporte des obligations. Elle doit être mise au service du bien commun. »

Art. 157 « La main d'œuvre est placée sous la protection particulière du Reich. Le Reich crée un droit du travail unifié. »

Art. 159 « La liberté d'association qui vise à défendre et à améliorer les conditions de travail et les conditions économiques est garantie à chacun et à toutes les professions. Sont contraires à la loi toutes conventions ou mesures visant à limiter ou à supprimer cette liberté. »

Art. 160 « Quiconque, employé ou ouvrier, se trouve dans une relation de travail ou de service a droit au temps libre nécessaire à l'exercice de ses droits de citoyen et, dans la mesure où l'entreprise ne s'en trouve pas gravement

* Voir p. 305-307. [ndlr]

lésée, à l'exercice des charges publiques qui lui sont confiées. La loi établit dans quelle mesure il conserve un droit à la rémunération.»

Art. 163 « Tout Allemand a le devoir moral, sans préjudice de sa liberté personnelle, d'utiliser ses forces spirituelles et physiques comme l'exige le bien de la collectivité. À chaque Allemand doit être donnée la possibilité de gagner sa vie par une activité économique. Au cas où la possibilité de travailler à la hauteur de ses besoins ne peut lui être offerte, il sera veillé à son entretien. Le détail en sera fixé par des lois particulières du Reich. »

Art. 165 « Les ouvriers et les employés sont appelés à coopérer avec les entreprises, à égalité de droits, à la réglementation des conditions de rémunération et de travail, ainsi qu'au développement économique d'ensemble des forces productives. Les organisations des deux parties et leurs conventions sont reconnues.

Les ouvriers et les employés obtiennent, pour la sauvegarde de leurs intérêts sociaux et économiques, des représentations légales dans les *conseils du travail d'entreprise*, ainsi que dans les *conseils du travail de district* des différents secteurs d'activité et dans le *conseil du travail du Reich*.

Les membres des conseils du travail de district et du conseil du travail du Reich se réunissent avec les *représentants des entrepreneurs* et d'autres catégories de la population intéressées au sein de conseils économiques de district et du conseil économique du Reich pour remplir les tâches économiques générales et collaborer à l'élaboration de la législation sur la socialisation. Les conseils économiques de district et le conseil économique du Reich sont conçus de telle façon que tous les groupes professionnels importants y sont représentés en fonction de leur importance économique et sociale.

Les *conseils du travail* et les *conseils économiques* peuvent recevoir des *compétences de contrôle et de gestion* dans les domaines qui leur sont attribués.

La réglementation de la structure et de la mission des conseils du travail et des conseils économiques, ainsi que leur relation à d'autres organes sociaux d'autogestion, sont de la compétence exclusive du Reich. »

Ces articles d'un côté donnaient le sentiment de vouloir satisfaire les revendications des travailleurs, de l'autre faisaient des conseils territoriaux des organes interclassistes, répondant ainsi aux exigences de la bureaucratie syndicale. Celle-ci voulait empêcher que les conseils de district et le conseil du travail du Reich soient des pures émanations des conseils d'usine, car elle craignait qu'ils ne se transforment en organes représentatifs de la classe ouvrière tout entière, qui regrouperaient tous les courants et toutes les orientations et se transformeraient, avec le temps, en dangereux concurrents.

Pour conclure cet examen succinct : s'il est vrai que les phrases hypocrites et mensongères de la Constitution de Weimar montrent que ce texte a été rédigé par temps d'orage, il n'est pas moins vrai que ce méchant ouvrage a été conçu de A à Z pour le maintien et le renforcement de l'économie capitaliste. Chaque article, chaque disposition relative aux « droits des Allemands », à la liberté d'opinion, à la liberté de coalition et au droit de grève est formulé de façon à laisser ouverte une porte de sortie. L'application des articles décisifs peut être purement et simplement suspendue par le président du Reich en vertu de l'article 48.

Pour parler comme Marx, disons que dans chaque article « la phrase principale affirme la liberté, le commentaire additionnel la supprime »*. Et lorsque sa suppression n'est pas contenue implicitement dans la glose marginale, on recourt à l'article 48 ou on rattrape le coup à l'aide de « lois complémentaires ».

Les communistes ont combattu la Constitution pour des raisons de principe et ont montré aux larges masses à quoi doit ressembler une Constitution réellement conforme aux intérêts des travailleurs, comme l'est celle de la Russie soviétique. La Constitution de la République socialiste fédérative soviétique de Russie se fonde sur cette idée fondamentale : tout le pouvoir aux conseils « en vue de l'oppression totale de la bourgeoisie, de l'anéantissement de l'exploitation de l'homme par l'homme et de la construction du socialisme, régime sous lequel il n'y aura plus ni classes ni pouvoir d'État ».

L'Assemblée nationale bourgeoise ne pouvait, bien entendu, accoucher que d'une Constitution bourgeoise. Bien que la Constitution de Weimar soit en tout point conforme aux objectifs de la bourgeoisie, celle-ci en a donné des appréciations fort différentes. Au fur et à mesure que la domination capitaliste se renforçait, les antagonismes au sein de la bourgeoisie, qui semblaient un temps avoir entièrement disparu, s'aggravaient de nouveau. Comme cette Constitution avait un parfum de « canaille révolutionnaire » et que l'économie ne cessait de s'effondrer, les partis des junkers et de l'industrie lourde avaient la partie belle quand ils prenaient prétexte de telle ou telle phrase creuse de la Constitution, et notamment des dispositions relatives aux nouvelles couleurs nationales, noir-rouge-or, pour lancer une vaste campagne d'agitation. Ce faisant, ils réussissaient à faire croire que la situation économique déplorable n'était pas due au capitalisme et à la guerre mondiale qu'il avait provoquée, mais à la révolution de novembre et à la Constitution de Weimar. Il ne faut cependant pas surestimer les antagonismes au sein de la bourgeoisie. Une autre combinaison gouvernementale, certes impossible à mettre sur pied à l'époque sans les sociaux-démocrates, aurait en substance mené au même résultat. La bourgeoisie n'avait alors pas beaucoup de marge de manœuvre, que ce soit d'un côté ou de l'autre.

Le 31 juillet 1919, la Constitution fut formellement adoptée par l'Assemblée nationale, par 262 voix pour et 75 voix contre, celles des nationaux-allemands (DNVP), du DVP et des indépendants (USPD). La Constitution de Weimar entra en vigueur le 11 août 1919.

* Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, éd. Science Marxiste, 2010, p. 190. [ndlr]

3.5. La socialisation

Au cours de la révolution allemande, rien n'a tant passionné les masses que la question dite de la socialisation. En elle culminaient toutes les espérances des travailleurs. Ce pourquoi ils avaient lutté et bataillé pendant des dizaines d'années, consenti les plus lourds sacrifices, voilà qu'avec la révolution de novembre cela semblait soudain vouloir se concrétiser. Mais il en fut tout autrement. Plus les masses se voyaient déçues et trompées par le tour que prenait la révolution, plus elles mettaient d'énergie à exiger des sociaux-démocrates des deux courants qu'ils réalisent le socialisme, le but recherché depuis des dizaines et des dizaines d'années. La lettre de change que les masses laborieuses présentaient aux sociaux-démocrates devait être honorée. Depuis la parution du *Manifeste communiste*, la social-démocratie s'en était des millions de fois portée garante. À vrai dire, autrefois il n'était pas question de socialisation. Le fondateur du socialisme, Karl Marx, avait parlé d'expropriation des expropriateurs et, selon lui, la dépossession des capitalistes présupposait l'instauration de la dictature du prolétariat. Comme il s'agissait d'intervenir avec énergie, les Kautsky ont fait beaucoup de bruit autour de la question de savoir quelles conditions historiques devaient être remplies pour que, dans un pays capitaliste, la socialisation soit possible. Pour Marx, cette question se ramenait à cette autre : quand la révolution prolétarienne est-elle possible ? L'instauration de la dictature du prolétariat révolutionnaire, c'était le point de départ pour Marx et Engels. Les modalités pratiques de la construction du socialisme « dépendront partout et toujours des conditions historiques existantes ».

Les sociaux-démocrates du SPD et de l'USPD, ainsi que leurs commissaires du peuple, ne pensaient pas à créer les conditions du socialisme au sens où l'entendait Marx. Leurs théoriciens avaient soudain découvert que la socialisation ne serait possible que là où le capitalisme est florissant, riche, parvenu à un très haut niveau de productivité. Ils expliquèrent que l'on « ne peut pas socialiser des actifs de faillite » (Kautsky). Avec Hilferding, les indépendants trouvèrent cette autre formule : « Les dettes ne sont pas socialisables ; là où il n'y a rien, le prolétariat perd lui aussi ses droits. » Ils en conclurent qu'il fallait laisser de côté tout ce qui divise car il s'agissait avant tout de remettre les usines en marche. Ce n'est que lorsque toutes les cheminées recommencent à fumer que l'on peut, selon Kautsky, envisager une socialisation.

Une fois remis en selle par les sociaux-démocrates, le capitalisme n'hésita pas à passer froidement sur le corps de tous ceux qui voulaient se mettre en travers de sa route. À présent le socialisme n'était plus possible que si l'on parvenait, par une deuxième révolution, à créer les conditions politiques requises. C'était ce que commençaient à comprendre

les masses en émoi. Les luttes sanglantes, les puissantes manifestations qui se multipliaient dans tout le Reich, et en particulier en Allemagne centrale et dans la Ruhr, montraient que pouvait encore s'affirmer parmi les masses la ferme volonté d'obtenir par la force que les promesses, anciennes et nouvelles, fussent tenues. L'histoire a montré que tout le bavardage sur la socialisation des commissaires du peuple et de la commission de socialisation, plongée dans un doux sommeil, avait pour seule fonction de tromper les masses révolutionnaires et de les tenir à l'écart de la lutte réelle pour le socialisme.

Sur la question de la **socialisation**, les sociaux-démocrates majoritaires comme les indépendants ont, en novembre 1918 et par la suite, agi si traîtreusement et joué un rôle si ambigu et si lamentable que les économistes bourgeois continuent, encore aujourd'hui, à se moquer d'eux ; le plus affligeant pour les travailleurs, c'est que ces railleries étaient justifiées. Lorsque les syndicats, en janvier 1921, ont constaté « avec surprise » que le gouvernement n'avait pas tenu les promesses qu'il avait faites à propos de la socialisation, l'organe des patrons de l'industrie lourde, la *Rheinische-Westfälische Zeitung*, a pu faire ce commentaire railleur : « Lorsque vous (le Parti social-démocrate et l'Union générale des syndicats allemands) teniez les rênes du pouvoir, vous n'avez strictement rien fait pour socialiser. Et maintenant que le danger est écarté, vous dites que le salut des travailleurs dépend de la solution immédiate de la question de la socialisation. »

La misérable comédie de la socialisation débuta le 12 novembre 1918, lorsque les commissaires du peuple annoncèrent qu'ils avaient l'intention de « protéger la propriété contre toute ingérence » et promirent dans le même souffle de « réaliser le programme socialiste ». Ce n'était sûrement pas ainsi que l'on pouvait réaliser le socialisme. Comment un gouvernement prolétarien qui veut sérieusement construire le socialisme doit agir dans pareille situation, les travailleurs allemands pouvaient s'en faire une idée à partir de l'exemple de la République soviétique de Russie. Là-bas, tout de suite après la révolution d'Octobre, les soviets ont adopté, entre autres, les résolutions suivantes, qu'ils ont appliquées de façon conséquente :

- « 1. Toute propriété privée de la terre et du sol est abolie et toute la terre existante est déclarée bien commun du peuple et remise à ceux qui travaillent sans aucune compensation sous forme d'exploitation de la terre.
2. Toutes les forêts, les trésors du sous-sol et les eaux présentant un intérêt général pour l'État, ainsi que tout le cheptel vif ou mort, les fermes modèle et les entreprises agricoles sont déclarés patrimoine national.
3. En tant que première mesure préparant le passage de l'ensemble des fabriques, usines, mines, chemins de fer et autres moyens de transport et de production sous propriété de la République soviétique et paysanne, la loi soviétique sur le contrôle ouvrier et le Conseil supérieur de l'économie nationale est confirmée en vue de garantir le pouvoir des travailleurs sur les exploitateurs.

4. En tant que condition préalable à l'affranchissement des masses laborieuses du joug du capitalisme, le passage de toutes les banques sous propriété de l'État ouvrier et paysan est confirmée.
5. Afin de supprimer les couches parasitaires de la société, le service du travail obligatoire pour tous est institué.
6. Pour assurer la plénitude du pouvoir aux masses laborieuses et éliminer toute possibilité de restauration du pouvoir des exploités, l'armement des travailleurs, la formation d'une armée rouge socialiste ouvrière et paysanne et le désarmement complet des classes possédantes sont décrétés.* »

Entre la révolution allemande de novembre, estampillée Ebert-Haase, et la révolution russe d'Octobre, il y a un abîme. Ici, de lamentables complices de la contre-révolution, là, des révolutionnaires forgés au feu des combats, fermement résolus à anéantir le capitalisme et à construire un monde nouveau, le monde du socialisme. Mais en fin de compte la médiocrité du gouvernement n'était que l'expression de toutes les faiblesses et insuffisances et de la confusion des conseils d'ouvriers et de soldats. Certes, aux premier et second congrès des conseils, on avait parfois entendu des choses pertinentes, y compris sur la question de la socialisation, que certains revendiquaient, mais la majorité allait dans le sens des commissaires du peuple.

Vouloir examiner en détail l'activité de la commission de socialisation — constituée, fait révélateur, à la demande de Haase (USPD) —, ce serait donner à cette commission une importance qu'elle n'a jamais eue. Son véritable rôle, Karl Liebknecht l'avait, dès le 27 novembre, décrit de façon pertinente : elle devait « empêcher la socialisation ». Dans cette commission figuraient, outre les professeurs Wilbrandt et Schumpeter et les économistes Vogelstein et Francke, les sociaux-démocrates majoritaires Lederer, Cunow, Hué et Umbreit et les sociaux-démocrates indépendants Ballod, Hilferding et Karl Kautsky. La commission avait débuté ses travaux par une déclaration programmatique, puis elle avait produit une profusion d'expertises à l'occasion d'enquêtes sur les mines de charbon, les assurances, les banques hypothécaires, la sidérurgie lourde, la production d'énergie, la pêche hauturière, l'industrie du cuir et de la chaussure, ainsi que sur la municipalisation des biens de première nécessité en milieu urbain. Selon le témoignage d'Umbreit, elle rejetait ce que l'on appelait la « socialisation totale ». Elle préconisait simplement une participation de l'État aux bénéfices et un contrôle social comme mesure préparatoire à la socialisation. En dépit de sa modération, elle n'obtint pas le soutien de la bourgeoisie. Les capitalistes ne partageaient en rien le point de vue du social-démocrate Adolf Braun qui en 1919 avait écrit dans un tract ce qui suit :

* « Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité », rédigée par Lénine et approuvée le 3 (16) janvier 1918 par le Comité exécutif central des soviets de toute la Russie. [Ndlr]

« Si nous faisons les premiers pas sans nous précipiter, la socialisation *rencontrera moins de résistances*, et les pas suivants pourront se faire plus facilement. On pourra alors avancer plus rapidement, toujours avec clairvoyance et prudence. *En faisant preuve de prudence au début, on pourra mener plus vite la socialisation à son terme.* »

Malheureusement, les travailleurs, qui naïvement y avaient cru, ont dû constater que la prudence initiale ne payait pas : la socialisation non seulement n'était pas achevée, mais n'avait même pas commencé. La commission de socialisation vit son travail si opiniâtrement saboté par la bureaucratie d'État qu'il ne lui resta plus qu'à décider de se dissoudre, ce qu'elle fit en avril 1919. Elle fut exhumée après le putsch de Kapp pour faire illusion aux yeux des travailleurs.

Dans les mois orageux du printemps 1919, la comédie jouée par la commission de socialisation ne suffisait pas à apaiser les masses. Aussi le gouvernement présenta-t-il à l'Assemblée nationale la loi dite « de socialisation » et la loi sur la réglementation des houillères, et fit placarder sur les murs et les palissades des affiches proclamant : « La socialisation est accomplie ! », un mensonge grossier destiné à détourner les ouvriers en grève, dans la Ruhr, à Berlin et ailleurs, de la lutte pour le véritable socialisme. Lorsque, le 28 février 1919, le député indépendant Cohn demanda au gouvernement pourquoi la Constitution ne disait rien de la socialisation, Preuss, le ministre de l'Intérieur, lui fit cette réponse badine : « Parce que le gouvernement du Reich a la conviction que, vu la situation dans laquelle se trouve le pays, on ne peut pas attendre que la Constitution soit achevée pour s'attaquer aux mesures de socialisation actuellement possibles. » À l'époque, la Ruhr ressemblait à un volcan en pleine ébullition, et les mineurs de ce bassin avaient déjà décidé à diverses reprises de réaliser la socialisation. Le 1^{er} mars 1919, le ministre social-démocrate du Travail Bauer, expliqua d'une voix pathétique à l'Assemblée nationale que « les travaux préparatoires en vue de la socialisation avaient été engagés depuis longtemps déjà, [que] la socialisation [était] en cours de réalisation et [qu']à très bref délai un projet [de loi] serait soumis à cet effet à l'Assemblée nationale ». Comment le gouvernement du Reich se représentait-il alors la socialisation ? C'est ce que nous montre le projet de loi soumis à l'Assemblée sous la pression des masses*.

Loi sur la socialisation

« § 1. Tout Allemand a l'obligation morale, sans préjudice de sa liberté personnelle, de mettre en œuvre ses forces spirituelles et physiques comme l'exige le bien de la collectivité.

La main d'œuvre, en tant que bien économique suprême, est placée sous la protection particulière du Reich. À tout Allemand doit être donnée la possibilité d'assurer sa subsistance par une activité économique. Dans la mesure

* Nous présentons ici le projet de loi définitif.



Die Sozialisierung ist da!

Das Rohr
wird sofort sozialisiert. ?

do
noch vor ?

auf die
Die

a

b

an die

die

es

das ist
Interess



Und das ist Sozialismus!

Das Reichsministerium.

Es sozialisiert die Regierung Ebert-Scheidemann-Noske!
Daran, Arbeiter, kommt zur
Kommunistischen Partei Deutschlands (Spartakusbund).

Ci-dessus : journaux légaux et illégaux du KPD, automne 1919.

Ci-contre : affiche communiste contre l'escroquerie de la socialisation : par dessus l'affiche du gouvernement, entre les phrases « La socialisation est accomplie ! » et « Et c'est ça le socialisme », la représentation de généraux et lansquenets déchainés contre le prolétariat.

où cela ne peut lui être assuré par un travail, il est pourvu à sa nécessaire subsistance. *Les détails seront précisés dans une loi du Reich spécifique.*

§ 2. Le Reich est habilité, en vertu de la loi contre les dédommagements inéquitables : a) à faire passer sous le régime de l'économie commune des entreprises économiques qui s'y prêtent, en particulier celles qui extraient les trésors du sous-sol et qui exploitent les forces naturelles ; b) en cas de besoin urgent, à organiser la fabrication et la distribution des biens sur le modèle de l'économie commune. *Le détail des prescriptions relatives au dédommagement seront précisés dans de futures lois spéciales du Reich.*

§ 3. Les tâches de l'économie commune régie par une loi du Reich peuvent être transférées au Reich, aux États de la fédération, aux communes et associations de communes ou aux organismes économiques autogérés. Les organismes autogérés sont placés sous le contrôle du Reich. Ce dernier peut avoir recours aux autorités des États membres pour l'exercice du contrôle.

§ 4. Dans l'exercice de l'habilitation prévue au § 2, des lois particulières du Reich réglementent l'exploitation de la houille, du lignite, des briquettes, du coke, des forces hydrauliques et des autres sources naturelles d'énergie, ainsi que de l'énergie ainsi produite, selon les principes de l'économie commune. Dans un premier temps, pour le domaine de l'industrie du charbon, une loi sur la réglementation de l'industrie du charbon entrera* en vigueur en même temps que la présente loi.

§ 5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication (28 mars 1919).»

Les positions prises par les différents partis lors du débat sur cette loi sont très révélatrices. C'étaient les sociaux-démocrates indépendants, en qui tant de travailleurs mettaient leurs espoirs, qui contribuaient le plus à la confusion. Ils auraient dû dire aux masses que tout ce bavardage à l'Assemblée nationale visait à les tromper de façon éhontée, à leur faire entrer dans le crâne l'idée qu'il ne fallait pas songer au socialisme tant que la bourgeoisie ne serait pas envoyée au diable par la révolution prolétarienne victorieuse et qu'une Allemagne soviétique ne serait pas instaurée. Au lieu de cela, le député indépendant Henke réclamait à la tribune le fameux « ancrage des conseils dans la Constitution » et une « loi de socialisation plus satisfaisante ». De son côté, le social-démocrate Osterroth, considérant que cette loi « répondait en bonne partie aux exigences des travailleurs » et citant la *Frankfurter Zeitung* du mois de janvier selon laquelle « le monopole privé du charbon [était] mûr et plus que mûr pour l'expropriation », ne se risqua pas à proposer plus que l'étatisation – mais une étatisation qui, naturellement, « avec un secteur minier exsangue, ne pouvait se faire du jour au lendemain ». Quant au but de l'exercice, Osterroth y fait allusion assez ouvertement : « Nous

* La preuve que la loi sur la réglementation de l'industrie charbonnière n'a pas grand-chose à voir avec le socialisme, c'est que ce texte n'a rien changé à l'exploitation des mineurs, aux profits et aux états de propriété des entrepreneurs. Si ça n'avait pas été le cas, les représentants des capitalistes y auraient fait barrage et auraient rendu sa copie au gouvernement.

considérons cette loi comme une source d'espoir, qui donne aux mineurs la conviction que l'on avance, que l'on a pas à désespérer de l'avenir. » Vögler, Stresemann et Hugenberg s'exprimèrent comme s'ils prenaient au sérieux toutes ces histoires. Stresemann agita la menace d'une émigration des capitalistes (il voulait sans doute dire : des capitaux). Vögler évoqua le spectre du bolchevisme et éleva une protestation solennelle contre la loi. Le ministre du Reich Giesberts (Zentrum) reprocha aux droites de n'avoir toujours pas compris le nœud du problème :

« Je peux seulement déclarer que c'est précisément contre la socialisation sauvage telle qu'elle s'est faite en Rhénanie-Westphalie que notre projet de loi est dirigé ; c'est la raison pour laquelle nous voulons réglementer la chose au niveau du Reich, afin de ne pas laisser se produire une socialisation sauvage, de celles où l'on dit : "Nous allons prendre aux directeurs-généraux leurs tantièmes et leurs traitements et aux capitalistes leurs dividendes, afin de relever les salaires." Cette méthode de socialisation insensée, mais qui est bien enracinée dans la tête des travailleurs non éclairés, nous voulons la combattre par la loi et réaliser une socialisation saine, globale. »

Le député Burlage (Zentrum) déclara :

« M. Vögler a même parlé de bolchevisme. C'est un spectre qui ne peut faire peur qu'à des enfants. Nous, nous ferons plus tard des lois de bon sens et de raison, en tenant compte des conséquences de ces lois, et nous pourrions éviter des suites comme celles dont le spectre vient d'être évoqué. C'est justement pour ne pas tomber dans le bolchevisme que nous faisons ces lois sans tarder. À mon sens, les tenants et aboutissants de cette affaire sont si clairs que je n'ai pas besoin d'en dire plus. »

Le contexte était effectivement tout à fait clair. Pour épargner toute émotion inutile au moindre bourgeois, Dernburg (démocrate) tint à mettre les points sur les i :

« Chaque disposition de cette loi contient la phrase suivante : "Les détails en seront précisés dans des lois ultérieures du Reich". Il s'agit donc ici d'une loi cadre dont l'approbation, où mieux, l'examen bienveillant, nous sera facilité par le fait qu'on n'y trouve que des affirmations programmatiques. [...] Il n'y a rien dans cette loi qui contraigne absolument à telle ou telle socialisation, elle constitue seulement un profession de foi en faveur d'un principe. »

Ce constat correspondait très exactement aux faits. Dernburg expliqua que « cette loi réunirait tous ceux qui travaillent pour gagner leur vie autour d'un but commun, ce qui leur permettrait de mieux se comprendre et les rapprocherait les uns des autres ». Cette perspective poussa même le national-allemand Wallbaum à déclarer que, même si son groupe émettait des réserves, il était convaincu qu'il fallait « user de tous les moyens pour permettre au travailleur de retrouver le goût du travail ».

Un moyen de renforcer les « communautés du travail », d'accroître l'exploitation, de consolider le capitalisme : voilà ce que la loi sur la

« socialisation » se révéla être à l'épreuve des faits. Pourquoi l'Assemblée nationale, composée en majorité de bourgeois, l'aurait-elle repoussée ? Le 13 mars 1919, la « loi sur la socialisation » était adoptée à la majorité. Au cours de l'été 1919, Petersen déclara que « la loi n'était qu'un ensemble de généralités rédigées en paragraphes » et qu'« elle n'avait été faite que pour apaiser les esprits ». Cet homme avait raison.

3.6. La situation économique et sociale

La guerre avait épuisé les forces économiques de l'Allemagne. Les machines, détériorées, n'étaient plus rentables. Les chemins de fer, les mines étaient délabrés. Les champs et les prairies étaient appauvris, d'où une productivité fortement réduite. Les ouvriers, sous-alimentés, n'avaient pas les forces requises par un rythme de travail normal. De surcroît, la révolution de novembre avait desserré temporairement les chaînes de l'esclavage : les travailleurs étaient de plus en plus enclins à penser qu'ils ne vivaient pas pour travailler mais travaillaient pour pouvoir vivre, et vivre mieux que pendant toutes ces années de privations. Le fouet des patrons n'était plus aussi efficace, mais le prolétariat n'était pas encore en état d'instaurer une nouvelle discipline révolutionnaire. D'où un certain relâchement, qui malheureusement n'allait pas assez loin pour garantir la victoire de la révolution prolétarienne, mais se traduisait tout de même par une baisse de la production.

D'après une étude statistique de la Bankers' Trust Company (New York), publiée dans le *Financial News* du 5 février 1920, l'Allemagne a perdu, du fait de la guerre, près de la moitié (49,7 %) de son patrimoine national, l'Angleterre 54,1 %, la France 52,1 %, l'Italie 65,8 %, l'Autriche 72,6 %, la Hongrie 54 % et la Turquie 50 %. Cependant le **coût de la guerre** ne se limite pas à cela. Des millions d'hommes aptes au travail ont trouvé la mort dans leur plus bel âge et d'autres, plus nombreux encore, sont devenus infirmes pour la vie. D'après un calcul fait par le professeur américain Bogart « Les coûts directs et indirects de la guerre », les dettes des différents États du monde, qui étaient de 192 milliards de marks or environ en 1914, étaient passées à 980 milliards en 1918 et à 1 109 milliards en 1920 ; les coûts directs de la guerre se chiffrent à 208 milliards de dollars (à peu près 1 000 milliards de marks or), et les coûts indirects (perte de valeur réelle) à 300 milliards de dollars.

Compte tenu de la cession de territoires [imposée par le traité de Versailles], l'Allemagne enregistra en 1920 une chute des rendements agricoles, par rapport à 1913, de 45 % pour le blé, 52 % pour le seigle, 40 % pour l'orge d'été, 43 % pour l'avoine et 36 % pour les pommes de terre. Le nombre de bovins passa de 18,6 à 16,8 millions, celui des porcs de 22,6 à 14,2 millions. Du fait de la guerre et des pertes d'installations industrielles dues à la défaite, la production industrielle avait également beaucoup souffert. Dans l'ensemble, la production industrielle et minière était inférieure d'environ 50 % à celle d'avant-guerre. La guerre avait détruit le système des transports. Les capitalistes de l'Entente avaient réduit la flotte allemande à 17 % de sa capacité d'avant-guerre. L'énorme recul de la production charbonnière se fit sentir d'autant plus

fortement dans toute la vie économique que l'Allemagne devait, aux termes du traité de paix, livrer chaque année 48 millions de tonnes de charbon à la France, à la Belgique et à l'Italie.

Livrer en dédommagement à l'Entente plus du tiers d'une production déjà terriblement réduite, voilà qui dépassait les bornes du possible. L'Allemagne ne tarda pas à souffrir d'une pénurie de charbon comme elle n'en avait encore jamais connu. La livraison de charbon pour le chauffage domestique, déjà fortement limitée en temps de guerre, fut encore réduite de 56 %. De nombreuses usines à gaz et centrales électriques durent être arrêtées faute de charbon, d'autres virent leur activité fortement limitée. En Rhénanie-Westphalie aussi, il fallut mettre à l'arrêt plusieurs entreprises et les fabriques de locomotives durent cesser de produire. Une situation dont les magnats du charbon n'étaient pas tout à fait innocents. Ils se mettaient à l'abri des dommages en imposant des hausses de prix insensées. Le sabotage organisé par les chefs d'entreprise avait pour but de contraindre les mineurs rebelles à se soumettre. Pour messieurs les capitalistes, la misère qui régnait à l'époque était supportable, si l'on en juge à la liste de près de soixante-dix entreprises qui versaient régulièrement à leurs actionnaires de 20 à 40 % de dividendes*.

En 1919-1920, l'Allemagne continuait à consommer plus qu'elle ne produisait. Les dépenses du Reich étaient bien supérieures à ses rentrées. En 1918, le déficit atteignait 36,6 milliards ; il grimpa à 73 milliards de marks papier en 1920. Le déficit fut « couvert » à l'aide de la presse à billets. Il y avait 30 marks de papier-monnaie en circulation par habitant au 1^{er} juillet 1914, 338 marks en septembre 1918, 640 marks en juillet 1919 et plus de 750 marks au 1^{er} janvier 1920. La masse de papier-monnaie augmentait et la valeur du mark chutait. Pour un mark or, on obtenait un mark papier en 1914, 1,4 en 1918, 2,1 en 1919 et 14,4 en 1920. La dévaluation de la monnaie provoquait un gonflement si rapide des dépenses de l'État que les estimations budgétaires étaient dépassées avant même d'être imprimées**.

Pendant le conflit, la bourgeoisie allemande avait éludé la question de savoir « qui doit supporter les charges de la guerre ». Les « hommes de science » avaient apporté une justification « scientifique » au slogan « L'argent reste dans le pays », mis en circulation tant par calcul que par

* *Vorwärts* du 17 février 1920.

** Le 15 février 1919, le ministre des Finances du Reich, Schiffer, avait évalué les besoins pour l'année à 19 milliards. Trois mois plus tard, son successeur, Bernhard Dernburg, chiffrait les dépenses à 23 milliards et en octobre le troisième et dernier ministre des Finances en exercice de l'année, Matthias Erzberger, estimait les dépenses pour l'année 1920 à 25 milliards. L'année 1920 avait à peine commencé qu'elles étaient déjà évaluées à plus de 30 milliards. En fait, en cours d'année, elles dépassèrent 112 milliards. En même temps que les dépenses, l'endettement augmenta : en 1914, la dette de l'État (dette fixe et dette flottante) représentait 5,4 milliards ; au début de 1919, elle était passée à 148,8 milliards et un an plus tard, à 176 milliards.

bêtise. La bourgeoisie s'était laissé suggérer par Karl Helfferich que les autres, les « alliés ennemis », auraient à traîner derrière eux le boulet des dettes de guerre*. Mais à présent, la question se trouvait posée et il n'y avait pas d'échappatoire. Il n'y avait au fond que deux solutions : soit la solution révolutionnaire du prolétariat, autrement dit l'expropriation des expropriateurs, soit la solution contre-révolutionnaire de la grande bourgeoisie, où il y a également expropriation, non des capitalistes mais des épargnants, des rentiers, des petits artisans, des petits-bourgeois et de leurs établissements, les sociétés d'assurances. Sous la direction d'Erzberger, la petite bourgeoisie tenta de faire valoir une troisième solution. Erzberger ne présenta pas moins de quinze projets de fiscalité au nom du gouvernement démocrate-socialiste. Il se vanta de ce que « 60 % des rentrées fiscales annuelles proviendraient des impôts directs et 40 % seulement des impôts indirects » ; il voulait dire par là que 60 % seraient payés par les possédants et seulement 40 % par la classe laborieuse. En réalité, avec sa réforme financière, Erzberger cherchait à faire supporter le poids de l'impôt en priorité à la classe ouvrière. C'était la seule solution concevable pour qui se proposait de sauver le système capitaliste. Il y avait toutefois une chose qu'Erzberger voulait éviter à tout prix : la banqueroute de l'État, ouverte ou masquée. Ce qui ne pouvait se faire sans une pression fiscale suffisante sur le grand capital. C'est pourquoi les véritables maîtres de l'Allemagne, les Stinnes, Vögler, Thyssen, Hugenberg et consorts, gens que l'impôt effraie, firent échouer le programme fiscal d'Erzberger et imposèrent précisément ce que celui-ci avait voulu éviter : la banqueroute masquée de l'État, autrement dit la spoliation de tous ceux qui avaient ingénument souscrit l'emprunt de guerre, qui avaient ouvert un livret à la caisse d'épargne ou détenaient un pauvre avoir en papier-monnaie. Le transfert des valeurs à l'étranger devint une véritable industrie. Le mark allemand malade fuyait à l'étranger, où l'on s'en débarrassait contre des valeurs fortes, et tombait de plus en plus bas, au détriment de la « patrie germanique ». La dépréciation du mark provoqua dans le domaine fiscal une anarchie totale. Souvent les coûts de la collette étaient supérieurs à la valeur réelle des rentrées.

Dans la pratique, la dépréciation monétaire entraînait une terrible hausse des prix dont avaient à souffrir principalement les prolétaires et la petite bourgeoisie des villes. Si l'on se réfère aux calculs faits par l'Office statistique (Statistisches Reichsamt), le coût de la vie (denrées alimentaires seules) était passé de 100 en 1913 à 1 110 en 1920 (moyenne sur l'année). Qu'en était-il par contre des salaires ? Selon les statistiques

* Helfferich, ministre du Trésor en 1915. Ayant exclu de taxer les profits de guerre des industries, il eut recours à l'emprunt pour financer la guerre : « À la différence de l'Angleterre, nous ne jugeons pas nécessaire de lever de nouvelles taxes [pour financer la guerre]. Nous continuons à espérer pouvoir présenter à nos adversaires, lorsque la paix sera conclue, l'addition des frais engagés pour cette guerre que nos ennemis nous ont imposée. » Cité par Gordon A. Craig, *Germany 1866-1945*, op. cit. [Ndlr]

officielles, pendant la même période, les salaires des mineurs (profession la plus demandée, en raison de la pénurie de charbon) avaient été multipliés par 9 en haute Silésie et par 8 dans la Ruhr. D'après une enquête sur les salaires dans le Reich, publiée dans le numéro 2 de *Wirtschaft und Statistik* (1920), en février, les salaires avaient été multipliés par 5 à 6 dans la métallurgie, par 7 à 9 dans l'industrie textile, par 5 à 6 dans le bâtiment. Les statistiques officielles, dont il est démontré qu'elles déforment la réalité aux dépens des travailleurs, montrent donc que les salaires avaient perdu plus de la moitié de leur pouvoir d'achat d'avant la guerre. Dans un mémorandum de fin 1920, la commission générale des syndicats constatait, sur la base d'enquêtes indépendantes sur la situation économique des travailleurs allemands, que le coût de la vie était passé de 1 à 45 entre 1914 et 1920, tandis que les salaires avaient été multipliés par 9 pour 1,5 million de travailleurs, par 6,5 pour plus de 800 000 travailleurs et par 4,2 pour 40 000 travailleurs. « Les salaires des travailleurs allemands devraient être multipliés par deux pour atteindre ne serait-ce que le modeste niveau de vie qu'ils connaissaient avant la guerre. » Telle était la conclusion des syndicats. Ces salaires pitoyables se traduisaient par une sous-consommation effrayante. Le tableau ci-dessous montre à quel point la consommation par tête de toute une série de denrées alimentaires importantes s'était effondrée :

	1913 (kg)	1920 (kg)	Déficit
Sucre	19,2	14,1	26 %
Viande	35,7	13,2	63 %
Farine	125	83	44 %
Café	2,5	0,7	72 %
Thé	0,065	0,033	50 %
Bière	103,3	41	60 %

À propos des effets de cette effroyable pénurie, un expert envoyé d'Angleterre, le professeur E. H. Starling, écrivait que, chez les gens qui ne mangent jamais à leur faim, on avait observé de grosses pertes pondérales et une baisse de la résistance aux maladies :

« La mortalité a augmenté, et la natalité diminué, si bien que le nombre de décès dépasse largement le nombre de naissances et que la population diminue. La sous-alimentation n'a pas seulement provoqué une baisse du rendement au travail et de la production nationale, elle a aussi eu un effet notable sur l'état d'esprit des gens. Ils sont sans énergie, apathiques et sans espoir. [...] La tuberculose est beaucoup plus répandue qu'avant et les décès dus à cette maladie ont augmenté de 2,5 fois, avec des variations de région à région. Le manque de lait a porté gravement préjudice à la santé des enfants. Dans toutes les couches de la population, le rachitisme et les maladies associées sont fréquents et en augmentation. »

Dans tout le Reich, mais en particulier dans les centres industriels, régnait une épouvantable détresse. Si les travailleurs ne voulaient pas périr misérablement, il ne leur restait plus qu'à lutter pour rester en vie.

3.7. Luittes syndicales

Le social-démocrate indépendant Emil Barth, commissaire du peuple, pouvait bien répéter à l'envi : « Si les travailleurs dégradent la révolution en un mouvement pour les salaires, nous sommes au bout du rouleau », les travailleurs ne pouvaient prêter l'oreille aux propos de ce révolutionnaire breveté, et de tous les contre-révolutionnaires déclarés qui lui faisaient écho. D'abord et avant tout, ils voulaient vivre ; pour pouvoir vivre, ils devaient se battre. En luttant aujourd'hui contre l'état de siège, demain contre le travail aux pièces, ici pour la socialisation, là pour des augmentations, les travailleurs luttèrent pour la révolution. Il faut être bien peu réfléchi pour voir dans les luittes salariales un danger pour la révolution. C'est le contraire qui est vrai :

« Que les grèves se multiplient, qu'elles deviennent de plus en plus le point central, le moment fondamental de la révolution, c'est dans la nature de cette révolution. [...] Le combat pour le socialisme ne peut être mené que par les masses, au corps-à-corps avec le capitalisme, dans chaque entreprise, par chaque travailleur contre son patron. Alors seulement ce sera une révolution socialiste. » (Rosa Luxemburg, discours au congrès de fondation du Parti communiste allemand.)

Sur l'ampleur de ces luittes, voici des chiffres instructifs publiés dans le *Reichsarbeitsblatt* (bulletin officiel du ministère du Travail) :

Année	Nombre de conflits du travail	Nombre d'entreprises concernées	Nombre de travailleurs dans les entreprises concernées	Nombre maximum de travailleurs à la fois grévistes et lock-outés	Nombre de journées de travail perdues pour fait de grève ou de lock-out
1918	773	7 397	2 476 127	1 304 248	5 219 290
1919	4 970	51 804	6 818 925	4 706 269	48 067 180
1920	8 800	197 823	9 449 469	8 323 977	54 206 942

Il faut noter que dans les chiffres de 1918, année de guerre, sont prises en compte les grèves dans les fabriques de munitions, et dans ceux de 1920, la grève générale contre le putsch de Kapp. Nous pouvons nous faire une idée de l'ampleur gigantesque des luittes de l'année 1919 si nous considérons qu'elles ont été trois fois plus nombreuses cette année-là qu'en 1923, année de crise. Pas une couche de la classe ouvrière, pas une catégorie d'employés et de fonctionnaires qui n'ait été impliquée au moins minimalement dans les luittes économiques. En première ligne, les couches les plus opprimées et les plus paupérisées. Les travailleurs agricoles avaient construit, à partir de rien, une organisation qui comptait des centaines de milliers de membres ; ils firent table rase,

par de puissantes grèves, de l'ignominieux règlement de la servitude, et obtinrent la signature de conventions collectives ; ils firent montre d'une force telle que même les agrariens archiréactionnaires jugèrent utile de proposer, en janvier 1919, que l'Assemblée nationale légifère sur le droit du travail dans l'agriculture. Chez les employés, le développement du mouvement s'est fait de façon tout aussi soudaine ; leur ardeur au combat fut telle à cette époque qu'ils désertèrent la plupart des vieux syndicats ouvriers momifiés. Les cheminots avaient de vieux comptes à régler avec leurs oppresseurs. Avant la guerre, ils s'étaient vu confisquer leur droit de coalition et avaient dû subir une sévère exploitation. Pendant la guerre, ils avaient eu bien moins de possibilités encore que les travailleurs de l'industrie de guerre de faire en sorte que leurs salaires suivent la hausse permanente des prix. La révolution de novembre leur donna la liberté de mouvement. Leurs luttes, qui paralysaient toute la vie économique, se trouvèrent à diverses reprises au centre de la lutte des classes. Alors l'État fit usage contre eux, de manière très rigoureuse, des instruments de son pouvoir (état de siège, arrestations, interdiction de faire grève). Trois puissantes grèves apprirent aux mineurs qu'il n'y a pas de victoire sur la misère tant que le système capitaliste reste en place et que leurs luttes avaient aussi une dimension politique bien précise. C'était également le cas de l'immense majorité du personnel des banques qui prit part à la grève générale de juin 1919. À l'automne 1919, une énorme vague de grèves vint de nouveau balayer tout le pays.

Quels étaient le but et le contenu de toutes ces luttes ? Il serait vain de commencer par essayer de distinguer avec précision les luttes politiques des luttes économiques. Ce genre de distinction devient tout à fait problématique dans une phase où la moindre lutte syndicale revêt une importance politique. Même en s'en tenant aux formes extérieures, c'est-à-dire aux objectifs avancés, on ne peut en effet que constater que les luttes économiques se transformaient constamment en luttes purement politiques. Si, partant de ce constat, nous n'envisageons que les revendications politiques directement liées à des luttes syndicales, nous constatons qu'elles portaient sur la socialisation et la cogestion, ce dernier objectif allant parfois jusqu'à la lutte pour le contrôle de la production. La défense du droit de coalition jouait aussi un rôle essentiel. Ce droit avait été totalement menacé et dans bien des cas anéanti par l'ordonnance d'arbitrage publiée par le gouvernement et par les innombrables règlements promulgués par Noske et ses généraux. Contre l'organisation par l'État de briseurs de grève (TENÖ), les travailleurs, en de nombreux endroits, se battirent avec acharnement. Les revendications strictement syndicales portaient sur la réglementation des conditions de travail, sur le temps de travail, sur les heures supplémentaires et les congés et, en matière de salaires, il s'agissait en général d'augmentations et de réduction des différences salariales entre ouvriers qualifiés et ouvriers non qualifiés. D'autres revendications portaient sur l'application du principe « À travail égal, salaire égal » concernant le travail des femmes et

sur la suppression du travail aux pièces et du système des bonus. Pour les apprentis étaient réclamées une limitation de la durée de l'apprentissage à trois ans, une meilleure rémunération et la création d'ateliers réservés.

La bureaucratie syndicale, ayant choisi de rejeter et de combattre la révolution, était, bon gré, mal gré, contrainte de rejeter et de combattre des revendications immédiates qui n'avaient en soi rien de révolutionnaire. Si le capitalisme devait, selon la volonté de la bureaucratie syndicale, être sauvé de la crise très dangereuse qu'il traversait, il fallait lui accorder les conditions de la guérison. La bureaucratie syndicale contre-révolutionnaire devait, qu'elle le veuille ou non, jouer pour le capitalisme le rôle d'homme de main et de proxénète. Et elle le voulait. Dès le début, elle a joué son rôle en pleine connaissance de cause. En janvier 1919, elle expliquait aux entrepreneurs (dans le *Korrespondenzblatt** du 18 janvier 1919) qu'il serait parfaitement absurde, du point de vue de leur intérêt propre, d'exclure les bureaucrates syndicaux de la conduite des mouvements salariaux car :

« Les syndicats pourraient veiller à ce que les revendications des travailleurs soient en rapport avec la situation économique. Ils fixeraient les salaires par la voie conventionnelle et créeraient ainsi une base plus sûre pour la vie économique. Les entrepreneurs se sont rendu compte beaucoup trop tard qu'il est salutaire pour l'économie nationale de reconnaître les syndicats et de régler par des conventions collectives les conditions de rémunération et de travail. Pendant des années, les employeurs ont refusé de reconnaître les syndicats comme les représentants autorisés des travailleurs, et défendu le principe de ne négocier qu'avec "leurs" travailleurs. À présent, ils ont affaire à l'organisation de "leurs" travailleurs dans "leur" entreprise, les conseils d'usine, pour qui le temps de la négociation est passé et celui de la dictature a commencé. C'est en vain que les entrepreneurs appellent maintenant les syndicats à l'aide, car ceux-ci doivent tout d'abord s'imposer parmi les travailleurs et contribuer à l'apaisement des passions. Nous pourrions faire remarquer aux entrepreneurs qu'il récoltent les fruits de la discorde qu'ils ont semé durant des années. »

L'auteur ajoutait que les capitalistes pouvaient malgré tout compter sur les syndicats car « l'économie allemande nous importe davantage que notre sentiment de satisfaction. La place de troisième larron ne nous convient pas, car la maison qui brûle c'est la nôtre ». Il faut reconnaître que, dans les années 1919 et 1920, partout où il s'agissait d'étouffer les flammes de la révolution dans l'intérêt du capitalisme, les chefs syndicaux ont su jouer le rôle de pompiers avec talent, constance et un manque de pudeur sans pareil. Dans le *Vorwärts* du 24 avril 1919, on pouvait lire à propos d'un télégramme du congrès du Parti socialiste français :

« La réglementation des grèves est indispensable en Allemagne également. Nous souffrons des difficultés liées aux grèves plus que tout autre pays. Il faut créer des tribunaux d'arbitrage obligatoires en cas de conflit du travail pour résoudre le problème sans en passer par la grève. »

* *Korrespondenzblatt der Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands* (Feuille d'information de la commission générale des syndicats allemands). [Ndlr]

Dans un tract, les sociaux-démocrates majoritaires reprochaient aux travailleurs des transports berlinois, qui s'étaient mis en grève pendant l'été 1919, de « vouloir s'enrichir aux dépens des autres travailleurs ». Que l'on n'aille pas s'imaginer que la bureaucratie syndicale s'opposait ouvertement à toute lutte économique. Lorsque cela semblait de prime abord sans espoir, elle n'hésitait pas à se mettre, si elle le pouvait, à la tête du mouvement, afin de le diriger sur la « voie de la raison », autrement dit afin de le mettre hors d'état de nuire au capitalisme. Si cela ne marchait pas, il y avait encore d'autres moyens : l'état de siège, les interdictions de faire grève, le TENO, les arrestations et, ultime argument, le tir à balles réelles. Les pratiques des élèves de Noske sont décrites ailleurs dans ce livre. Nous allons montrer, en nous bornant à un seul exemple, de quelle façon, dans « la république la plus libre du monde », la liberté de coalition était violée. Le 27 juin 1919, le commandement de la 40^e brigade de la Reichswehr (von Lettow) émettait l'ordre suivant :

« Ordre de la brigade !

Les 2^e et 3^e brigades de marine sont chargées d'écraser le mouvement des cheminots. À cet effet, elles entreront le plus tôt possible dans Berlin.

Pour le reste de la troupe, l'état d'alerte peut être allégé. Il faut me garantir que la troupe sera prête à se mettre en marche en moins de quatre heures. Il y a lieu de signaler le comportement de la troupe à l'égard des piquets de grève. Voici ce que dit à ce sujet un ordre du ministère de la Défense du Reich en date du 25 juin 1919 : « En le cas de grève concernant une entreprise d'utilité publique dont la continuité du service est une nécessité vitale pour la collectivité, le maintien en activité de cette entreprise peut être assuré au moyen de la force armée. La liberté du travail doit être partout protégée. »

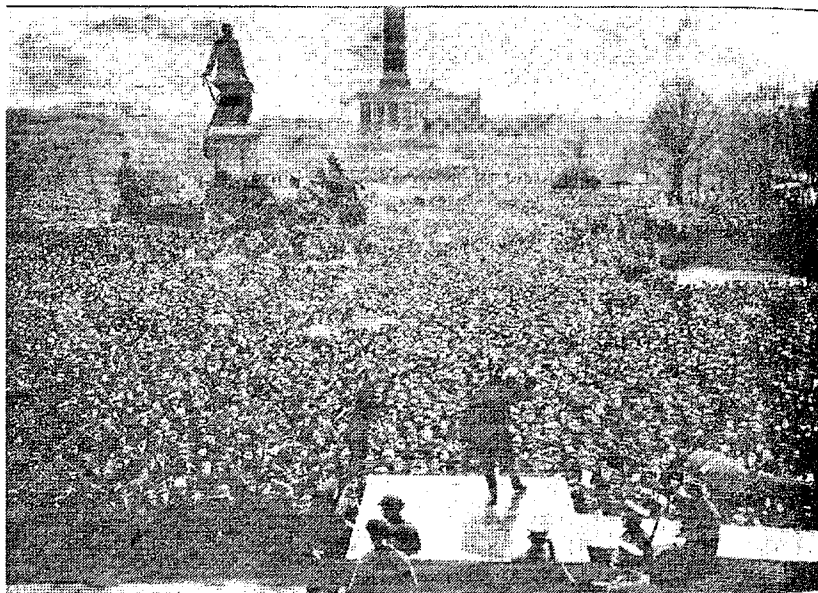
Additif du commandement général des forces militaires

Les membres des piquets de grève doivent être appréhendés. En cas de résistance, la troupe devra faire impitoyablement usage de ses armes. Les non-grévistes doivent être protégés à tout prix.

Nous rappelons à la troupe qu'elle doit intervenir avec la plus extrême énergie et sans le moindre ménagement dans tous les cas de pillage et d'atrouppement. C'est le seul moyen d'éviter que les hommes ne soient attaqués par surprise et désarmés dans une rue pleine de monde. Nous rappelons en particulier que les tirs de semonce sont interdits. En cas de résistance et de coups de feu en provenance de la foule, la troupe doit faire impitoyablement usage de ses armes.

Service technique : par délégation : Röder, von Specht, capitaine et officier de l'état-major général. »

En donnant de tels ordres, les généraux ne faisaient que mettre à exécution les exigences des capitalistes. Lors de la 135^e session de l'Assemblée nationale, le démocrate Weinhausen n'avait-il pas ouvertement déclaré que les grèves des cheminots à l'Ouest et en haute Silésie et ce qui se passait dans quelques régions de l'Allemagne centrale devaient « être assimilés à des actes de haute trahison et empêchés par tous les moyens adaptés » ? Le prolétariat, épuisé et divisé, devait faire face dans



En haut : manifestation à Berlin devant le Reichstag contre la loi sur les conseils d'usine.
En bas : piquet de grève d'employés.

ses luites à un front uni allant du social-démocrate Leipart à l'industriel Stinnes. Trahi par ses propres organisations, le prolétariat a néanmoins combattu avec une grande ténacité et un esprit de sacrifice inouï. La jeunesse a joué dans les luites économiques un rôle de premier plan. Ainsi, en mai, juin et juillet 1919, la jeunesse de la Thuringe orientale avait su, de façon exemplaire, construire à partir de rien un mouvement d'apprentis extraordinairement solide qui avait également su se battre avec succès pour la satisfaction de certaines revendications économiques importantes. Les travailleurs en grève ont souvent obtenu tout ce que l'on pouvait obtenir dans un contexte où la question fondamentale, la conquête du pouvoir politique, demeurait non résolue. Dans nombre de cas, les travailleurs ont même arraché aux capitalistes des concessions telles que leur maintien dans le temps ne pouvait s'envisager que si l'on mettait fin au capitalisme. La majorité des travailleurs n'avait pas encore pris assez clairement conscience de cet état des choses. C'est ce qui explique non seulement la défaite de la révolution allemande dans son ensemble, mais aussi l'échec final de ses luites partielles.

Nous prendrons un exemple typique : la grève des métallos de Berlin à laquelle participèrent au total 150 000 travailleurs ; commencée le 26 août 1919, elle s'effondra le 6 novembre. Les enseignements de cette luitte gigantesque exigent de nous un examen plus approfondi. La seule chance de l'emporter dans cette luitte qui tournait principalement autour de questions de salaires, c'était de la considérer dès le début comme une luitte politique et de la conduire avec la ferme résolution d'opposer aux armes de l'État régnant – au service, naturellement, des industriels de la métallurgie – toute la puissance de la classe ouvrière berlinoise. Au lieu de quoi, la luitte a été menée sans audace comme une luitte purement syndicale, et de plus mise à mal par le DMV* et sa nouvelle direction « radicale », pour qui l'enjeu était d'épuiser la caisse patronale en lui opposant celle du syndicat. Comme pour bien montrer que les choses ne se passaient pas ainsi, l'organisation de Berlin avait reçu du bureau central – également « radical » – une directive intitulée « Tenir compte de ce qui est réalisable dans l'état actuel de la caisse du DMV ». À la dernière heure, elle tenta, en proclamant la grève générale, de déplacer la luitte sur le terrain politique. Les indépendants de droite qui, à Berlin, dominaient la commission syndicale, essayèrent un échec total. De même que les indépendants de gauche, qui avaient alors derrière eux le gros des travailleurs berlinois et particulièrement des métallos.

* Deutsche Metallarbeiterverband (Syndicat allemand des métallurgistes), qui avait quitté la ZAG (voir pages suivantes) en octobre 1919. [NdlR]

3.8. La question syndicale

Dans les années de l'avant-guerre, il semblait encore qu'il y eût, entre les syndicats « libres » — faisant référence à la social-démocratie* — d'une part et les syndicats chrétiens, hirsch-dunckeriens ou nationaux d'autre part, une différence de principes quant à leur position par rapport au patronat et à l'État capitaliste. Mais le 4 août 1914, ils se retrouvèrent tous, « combattants de la lutte des classes » et « apôtres de l'harmonie », sur le terrain de la défense de la patrie et imposèrent ensemble la paix sociale jusqu'à la fin de la guerre ; et depuis il marchent en bonne intelligence dans le cadre de ce qu'on appelle « démocratie économique ». Sur le plan organisationnel, la séparation demeure, et l'on peut prévoir qu'elle se maintiendra sur maintes questions de détail, jusqu'à ce que, dans et par la victoire de la révolution prolétarienne, l'unité de la classe ouvrière devienne réalité. Toutefois, sur les questions de fond, il n'y a plus aujourd'hui d'antagonisme de principe entre les syndicats « libres » et les autres.

Lorsqu'en Allemagne leur oreille experte commença à percevoir le grondement souterrain de la révolution en marche, les capitalistes se mirent à se chercher des alliés. Le 30 décembre 1918, le docteur Reichert, directeur de l'Union des industriels allemands de la sidérurgie (Verein Deutscher Eisen- und Stahlindustrieller), fit une communication à Essen devant la chambre de commerce de la circonscription industrielle de Rhénanie-Westphalie : dans l'industrie électrotechnique, expliqua-t-il, on avait déjà l'impression en mai 1918 que, même si la guerre prenait fin sur un match nul, les entreprises allemandes ne seraient pas en mesure de se défendre toutes seules. C'est pourquoi des négociations avaient été engagées avec les syndicats, et dès le début « avec toute la vigueur requise », car à l'évidence, disait-il, « ce que l'avenir nous préparait, c'était l'effondrement de toute notre politique ». Il fallait maintenant poser de nouvelles fondations « sur lesquelles l'entreprise en tant que telle pût subsister ». L'orateur ajoutait :

« La question était de savoir comment sauver l'industrie. Comment préserver les entrepreneurs de la socialisation qui menace et balaie tous les secteurs de l'économie, de l'étatisation et de la révolution qui vient ? Le 9 octobre 1918, un certain nombre de représentants de la sidérurgie s'étaient réunis au Stahlhof de Düsseldorf pour trouver une solution. Ils étaient d'accord sur le fait que le gouvernement du prince Max von Bade et de M. von Payer

* En juillet 1919, ces syndicats avaient pris le nom de Allgemeiner deutschen Gewerkschaftsbund (Confédération générale des syndicats allemands), ADGB. L'Arbeitsgemeinschaft freier Angestelltenverbände (Confédération des syndicats libres des employés), AFA, adhère à l'ADGB. [NdlR]

était peu solide et qu'il serait bientôt renversé. Ils ne lui donnaient pas plus que quatre à cinq semaines de vie, prévision qui, malheureusement, s'est avérée au jour près. Toujours est-il que les industriels de la sidérurgie ne pouvaient espérer aucune aide de la part d'un gouvernement faible. En nous projetant plus loin dans le temps, nous avons dû nous demander : la bourgeoisie peut-elle à l'avenir devenir un appui et une aide pour la politique économique de l'Allemagne ? Considérant les nombreux phénomènes regrettables et les fréquentes déceptions subis cette dernière décennie, il fallait bien admettre que les questions de politique économique ne dépendraient pas seulement de la bourgeoisie allemande. La classe ouvrière organisée aura une influence déterminante. D'où cette conclusion : dans l'état de grande insécurité généralisée et vu la puissance chancelante de l'État et du gouvernement, il n'y a, pour l'industrie, d'alliés solides que du côté des travailleurs, autrement dit des syndicats. [...] Si nous parvenons à éveiller dans cette grande masse des salariés organisés un sentiment de communauté d'intérêts et de solidarité avec les patrons sur les grandes questions de politique économique, une voie s'ouvrira sur laquelle on pourra s'engager dans l'intérêt de l'industrie allemande. Alors il y aura une perspective de salut.»

En octobre 1918 commencèrent les négociations sur la formation des « communautés du travail ». Le 14 novembre, la conférence des directions syndicales approuva les accords dont Leipart du côté syndical et Räumler du côté patronal avaient rédigé le projet, et lors de la session du 15, elle y souscrivit. En voici le texte :

« Les principales associations d'employeurs conviennent avec les syndicats ouvriers ce qui suit :

1. Les syndicats sont reconnus comme représentants autorisés des travailleurs et travailleuses.
2. Il est interdit de limiter la liberté de coalition des travailleurs et travailleuses.
3. Les employeurs et leurs associations abandonneront les *Werkvereine** et ne les soutiendront ni indirectement ni directement.
4. Tous les salariés revenant du service armé ont droit, aussitôt après déclaration, à la réintégration dans l'emploi qu'ils occupaient avant la guerre. Les syndicats patronaux et ouvriers feront en sorte, en se procurant matières premières et commandes, de satisfaire pleinement à cette obligation.
5. Les bureaux de placement au travail seront soumis à une seule et même réglementation et administrés paritairement.
6. Les conditions de travail doivent être fixées pour tous les travailleurs et travailleuses, selon les conditions propres au métier concerné, par des conventions collectives passées avec les associations professionnelles des salariés. Les négociations sur ce point doivent être engagées sans délai et aboutir le plus rapidement possible.
7. Dans toute entreprise d'au moins 50 salariés, une commission ouvrière doit être désignée, chargée de représenter les travailleurs et de veiller, de concert avec l'employeur, à ce que les conditions dans l'entreprise soient conformes aux conventions collectives.

* « Associations pour la paix économique » : les syndicats « jaunes ». [Ndlr]

« Les négociations avec les entrepreneurs les plus importants [...] eurent lieu le 22 octobre [1918] chez moi. [...] Les entrepreneurs étaient représentés par : Carl Friedrich von Siemens, Walther Rathenau, le *Geheimrat* Deutsch de l'ADG, le *Reichsrat* von Rieppel de la Maschinenfabrik Augsburg-Nürnberg et Ernst von Borsig. Pour les syndicats étaient présents : Carl Legien, Gustav Baucr, Alexander Schlicke et Theodor Leipart. [...] Nous nous accordâmes sur les points suivants : reconnaissance des syndicats en tant que représentants désignés de la classe ouvrière, droit de coalition illimité, droit de placement à égalité, commissions paritaires de conciliation, conclusion de contrats de travail collectifs dans les différents secteurs de l'industrie et, enfin, renoncement des entrepreneurs aux "syndicats jaunes". On décida, en outre, de résoudre de façon collaborative et paritaire tous les problèmes qui surgiraient à la fin de la guerre.

Quelques jours après, Hugo Stinnes intégra à ma demande notre groupe et, avec Legien, en prit tout de suite la direction. [...] Les journées révolutionnaires du 9-10 novembre interrompirent les contacts. Le 11, nous pûmes nous réunir à nouveau. La révolution avait modifié, de façon décisive, l'équilibre entre les deux parties. Les syndicats avancèrent de nouvelles revendications, la première d'entre elles étant la limitation du temps de travail à huit heures par jour, pour toutes les professions. [...] On se mit d'accord sur ce point [...] ; les entrepreneurs l'acceptèrent, à condition qu'elle soit adoptée au niveau international, clause qui devait être fixée par un accord supplémentaire. Le 15 novembre tous les syndicats approuvèrent l'accord, que l'on peut qualifier de "grande charte" des syndicats. [...] Il n'est pas exagéré de dire que la ZAG, dans les premières années de sa vie, a préservé l'Allemagne du chaos et de la révolution bolchevique. Lorsque toutes les autorités s'écroulèrent — monarchie, État, armée et bureaucratie —, elle créa, par l'union des entrepreneurs et des syndicats, une force en mesure de maintenir l'ordre dans l'économie et dans les usines. S'il ne se produisit pas ce qui se produit normalement dans toutes les révolutions, à savoir la rébellion des ouvriers contre leurs employeurs, ce fut parce que les syndicats étaient unis solidement aux entrepreneurs pour le maintien de l'ordre. »

Hans von Rümer, « Unternehmer und Gewerkschaften in der Weimarer Republik » (Entrepreneurs et syndicats dans la république de Weimar), in *Deutsche Rundschau*, avril 1954 ; cité par G.A. Ritter et S. Müller, *op. cit.* [ndlr]

8. Il faut prévoir dans les conventions collectives des communautés de travail ou offices de conciliation, composées à égalité de représentants des salariés et des employeurs.

9. La durée maximale de la journée de travail est fixée à huit heures pour toutes les entreprises. En cas de réduction du temps de travail, cela ne doit pas donner lieu à diminution de salaire.

10. Pour l'exécution de ces conventions, ainsi que pour la fixation des autres mesures à prendre en vue de la démobilisation, du maintien de la vie économique et de la garantie des possibilités d'existence des travailleurs, en particulier des grands mutilés de guerre, les organisations d'employeurs et de salariés concernées constituent une commission centrale paritaire structurée par professions.

11. À la commission centrale est délégué le pouvoir de décision sur les questions fondamentales de la négociation collective, des rétributions et des conditions de travail, ainsi que l'arbitrage en cas de conflit concernant en même temps plusieurs groupes professionnels. Ses décisions ont un caractère obligatoire pour les employeurs et les salariés si elles ne sont pas contestées dans un délai d'une semaine par l'une des associations professionnelles bilatérales en cause.

12. Ces accords entrent en vigueur le jour de leur signature et sont applicables sous réserve de dispositions légales différentes, jusqu'à éventuelle dénonciation des deux parties avec préavis de trois mois.

Cet accord doit également s'appliquer, dans l'esprit du texte, aux relations entre associations d'employeurs et associations d'employés.»

Une commission paritaire a été constituée en vue de l'application de cet accord. Le 3 décembre ont été adoptés des statuts dont voici les passages les plus importants :

« Pleinement conscientes que le redressement de notre économie nationale exige le regroupement de toutes les forces économiques et spirituelles et la collaboration de tous en bonne intelligence et pleinement conscientes de leurs responsabilités, les organisations des employeurs et des salariés de l'industrie, de l'artisanat et du commerce s'associent pour former une communauté centrale du travail [ZAG]*.

La communauté du travail a pour objectif la solution en commun de toutes les questions économiques et sociales touchant l'industrie, l'artisanat et le commerce en Allemagne, ainsi que toutes les affaires législatives et administratives les concernant.

Les organes de la communauté du travail sont :

1. le bureau central et la commission centrale,
2. les groupes professionnels, avec leurs bureaux et leurs commissions,
3. les sous-groupes, avec leurs bureaux et leurs commissions.

Tous ces organes sont constitués d'un nombre égal d'employeurs et de salariés, élus de part et d'autre par des votes distincts.

Les présidents doivent être élus parmi les membres de ces organes.»

Ce qui était stipulé dans ces textes, les patrons pouvaient l'accorder d'un cœur léger car ils savaient bien que les travailleurs révolutionnaires auraient arraché bien plus que cela s'ils avaient agi seuls. Les travailleurs auraient pu non seulement obtenir le droit de coalition et la journée de huit heures, mais aussi s'emparer du pouvoir politique absolu et de la

* Zentralarbeitsgemeinschaft der industriellen und gewerblichen Arbeitgeber- und Arbeitnehmerverbände Deutschlands – ZAG (communauté centrale du travail des associations d'entrepreneurs et de travailleurs de l'industrie, du commerce et de l'artisanat d'Allemagne) ; concrètement, une commission nationale de conciliation et d'arbitrage. Cet accord fut salué par l'ADGB comme une grande victoire, parce qu'il reconnaissait le droit des syndicats à représenter les salariés dans toute négociation. Il instaurait également la journée de travail de huit heures ; c'est justement sur ce point que l'accord fut remis en cause, en janvier 1924, quand les entrepreneurs prétendirent – pour accroître la productivité et la compétitivité sur les marchés internationaux – une augmentation du temps de travail. [Ndlr]

totalité des moyens de production. Cela, les patrons le savaient. Pour empêcher les travailleurs de mettre à profit leur victoire, ils créèrent les communautés du travail paritaires. « La parité, ce mot magique que les travailleurs aimaient tant. C'est grâce à ce mot magique que, le 11 novembre, le Reich a été sauvé du bolchevisme. » En prononçant ces mots en décembre 1924 au procès de Magdebourg, Wolfgang Heine n'a trahi aucun secret. Ainsi pouvait-on lire dans le *Korrespondenzblatt* de l'ADGB du 25 juin 1921 : « Le fait demeure que les syndicats constituent la seule digue assez solide jusqu'à présent pour protéger l'Allemagne de la marée montante du bolchevisme. »

Sitôt dissipé l'orage de novembre 1918, les patrons se sentirent de nouveau « forts » et renouèrent avec leurs vieilles méthodes pour combattre le mouvement ouvrier. Dès le mois de février 1919, des unions d'employeurs publiaient des listes noires, et bientôt elles recommencèrent également à protéger les jaunes en cachette. Cela ne porta nullement atteinte à l'enthousiasme des dirigeants syndicaux pour la communauté du travail. Au congrès syndical qui se tint à Nuremberg du 30 juin au 5 juillet 1919, Paul Umbreit déclara satisfait : « Les communautés du travail des unions d'employeurs et de salariés de l'industrie sont pour notre vie économique un acquis nécessaire et encourageant. »

C'était l'avis de la majorité des délégués à ce congrès. Adolf Cohen présenta une résolution « recommandant à tous les syndicats de participer aux activités des communautés du travail, à la condition qu'il y ait la parité la plus totale avec les employeurs » : 420 délégués représentant 3 109 346 membres votèrent pour, 181 délégués représentant 1 497 182 membres votèrent contre : un nombre tout à fait significatif. La pression exercée par la masse des syndiqués fut assez forte pour imposer des résolutions contre cet accord à des congrès syndicaux (métallurgie, bâtiments, cordonnerie, etc.), mais pas assez pour remettre en cause l'état d'esprit généralement favorable aux communautés du travail.

Le jeu auquel se livraient la plupart des dirigeants syndicaux sur la question de la socialisation relevait délibérément de la tromperie. Presque unanimement convaincus que c'était un objectif impossible à atteindre, ils en parlaient dans les assemblées comme s'il s'agissait de socialisme et que cela pouvait se réaliser rapidement. Ils contribuèrent, lors de nombreux congrès de syndicats, à l'adoption de résolutions dans lesquelles la socialisation était plus ou moins énergiquement exigée. Des résolutions de ce genre furent adoptées au congrès des syndicats du bâtiment, de l'industrie du bois, de l'industrie des métaux, des mines, des transports, du textile, de l'État et des municipalités, etc. Souvent on n'entendait par socialisation rien d'autre qu'une forme d'étatisation ou de municipalisation, ce qui peut être mis sur le compte de l'imprécision et de la confusion régnante. Mais que des dirigeants syndicaux en viennent à représenter comme du socialisme le soutien qu'ils apportaient à un capitalisme chancelant, voilà qui était une très vulgaire tromperie aux dépens des travailleurs. L'impudence avec laquelle ils faisaient cette

besogne apparaît, par exemple, dans le compte-rendu du congrès du Nuremberg (1919), où Umbreit déclarait entre autres :

« La socialisation découle de la révolution prolétarienne victorieuse en tant qu'exigence impérieuse de la classe ouvrière allemande ! Cela fait des dizaines d'années que nous la promettons aux travailleurs allemands, et maintenant que nous avons conquis le pouvoir politique, il faut la réaliser au plus vite. » (Page 527.) « Pendant des dizaines d'années, la classe ouvrière allemande a attendu que sonne la dernière heure du système capitaliste, l'heure de la libération du prolétariat, l'heure de la naissance de la société socialiste. Voilà, maintenant cette heure grandiose est arrivée. » (Page 526.) « D'un monde d'abondance capitaliste et de privations prolétariennes, nous voulions faire un monde nouveau de bien-être pour tous. [...] Ce moment est malheureusement arrivé trop tard, la guerre mondiale ne nous a laissé que des tas de ruines fumantes. » (Page 527.) « Sur un sol pareil, le socialisme ne pousse pas bien. » (Page 530.) « Seul le socialisme peut nous faire surmonter les épouvantables conséquences de la guerre mondiale. [...] » (Page 531.) « Nous devons nous défaire de l'idée que le socialisme peut se réaliser par des grèves de masse, par la guerre civile ou par la destruction de ce qui est. » (Page 534.) « Avant que nous puissions socialiser, il est nécessaire de relancer notre économie. [...] Dans la reconstruction de notre économie on ne peut se passer de personne ; notamment nous ne pouvons pas renoncer à la collaboration des chefs d'entreprise. [...] Sans la coopération des organisations représentatives de tous les acteurs économiques, il ne peut y avoir de relance de l'activité économique et par conséquent de socialisme. » (Pages 535-536.) « L'idée de communauté du travail doit être réalisée sous une forme supérieure dans les secteurs professionnels d'intérêt social. » (Page 550.) « Le socialisme n'est pas une question de salaire individuel, mais une question vitale pour la collectivité ; il ne doit pas être réduit à un mouvement salarial, ne doit pas être entravé par des revendications exagérées d'augmentation de salaire, par des limitations du temps de travail qui nuisent à la collectivité ou par des ingérences absurdes dans la gestion des entreprises. » (Page 551.) « Il est dans l'intérêt des travailleurs que le plafonnement des salaires et des prix suive le développement et l'évolution de la production socialiste. À cette fin, l'intéressement des travailleurs aux bénéfices paraît particulièrement approprié. » (Page 547.)

De quoi faut-il le plus s'étonner ? Qu'un orateur ait osé jouer un jeu aussi éhonté, ou qu'un congrès ait tranquillement accepté que des travailleurs soient ainsi tournés en dérision ? Hilferding, corapporteur, qui devait bien changer par la suite, dit quelque chose de foncièrement juste : « La question (de la socialisation) ne sera tranchée qu'avec la prise du pouvoir politique », ajoutant : « Il ne saurait y avoir de compromis entre capitalisme et socialisme. » Mais tous les congressistes savaient bien que pour ce représentant de l'« opposition », comme pour Kautsky et Umbreit, il s'agissait de « reconstruire d'abord, socialiser ensuite ». C'est pourquoi son discours ne fut pas pris plus au sérieux par ses auditeurs que par lui-même. La majorité des congressistes adopta une résolution où l'on peut lire, entre autres, ceci :

« Les syndicats considèrent que le socialisme, par rapport à l'économie capitaliste, représente une forme supérieure d'organisation de l'économie

nationale. La démocratie qu'ils s'efforcent de réaliser dans l'entreprise et la transformation des contrats individuels en contrats collectifs sont d'impotants préalables à la socialisation. »

Les syndicats ne vinrent pas aussi facilement à bout de la question des conseils d'usine que de celle de la socialisation. Sous leur forme d'origine, les conseils d'usine étaient les organes de la révolution. Mais les dirigeants syndicaux s'enthousiasmaient pour les communautés du travail et vouaient aux conseils d'usine une haine sincère. Le 1^{er} février 1919, Legien, à l'occasion d'une conférence de la direction des syndicats, donna libre cours à sa hargne contre les conseils :

« Le système des conseils n'est pas une organisation et en tout cas pas une organisation efficace. [...] On n'a pas besoin de ce système et son intégration dans la présente structure des organisations et instances représentatives des travailleurs n'est guère concevable. [...] La discussion doit s'orienter dans cette direction. »

Sous la pression des grèves, le gouvernement du Reich et la social-démocratie se déclarèrent pour le maintien des conseils d'usine (appels des 1^{er} et 3 mars 1919). Dans le *Korrespondenzblatt* du 8 mars 1919, on pouvait lire ce qui suit :

« Ces communiqués ont ceci en commun : ils reconnaissent les conseils ouvriers en tant que conseils d'usine chargés de tâches économiques. Bureau du parti et groupe parlementaire parlent de contrôle et de cogestion dans le cadre du processus productif. Sauf votre respect, c'est là une tâche que les syndicats, les associations d'employés et les associations d'employeurs ont pris collectivement en main grâce à la fondation des communautés du travail. »

Cependant, voyant qu'il était impossible d'étouffer le mouvement des conseils d'usine, les dirigeants syndicaux se préparèrent, avec l'aide du législateur, à les transformer en conseils d'arbitrage. Le 3 mai 1919, le *Korrespondenzblatt* publia le projet de la direction syndicale visant à discipliner les conseils d'usine ; ces propositions furent adoptées sans changement par le congrès syndical de Nuremberg :

« En particulier, le conseil d'usine doit apporter son concours : a) lors des embauches et des licenciements, les licenciements ne pouvant avoir lieu qu'après consultation du conseil d'usine ; b) lors de l'embauche et de l'emploi de femmes et de jeunes pour l'exécution d'un travail prévu par un homme ; c) lors de réductions du temps de travail rétribué en raison d'un manque de commandes, ou du recours aux heures supplémentaires, au travail de nuit ou du dimanche en cas de nécessité urgente. Le conseil d'usine a le droit : d) d'apporter son concours lors de toute négociation sur les salaires ou le travail aux pièces entre l'entreprise et les différents travailleurs et travailleuses. On doit en particulier faire appel à lui dans tout litige, afin qu'il serve de médiateur et travaille à l'obtention d'un accord dans le respect du contrat collectif. Il ne doit pas y avoir de licenciement motivé par un conflit sur le salaire ou le travail aux pièces sans qu'il soit fait appel à l'arbitrage du conseil d'usine. Les registres des salaires doivent être soumis au conseil d'usine s'il en fait la demande ; e) de décider des priorités lors de la fixation des dates

de vacances des travailleurs et travailleuses ; f) de participer aux décisions en cas de plaintes relatives à l'emploi et au traitement des apprentis ; g) d'intervenir en cas d'insuffisances constatées dans la prévention des accidents et les installations sanitaires de l'entreprise ; h) en cas de conflit de toute nature dans l'entreprise, il doit être fait appel en priorité au conseil d'usine. »

Comme le constatait fort justement Paul Lange*, les conseils d'usine se trouvaient ainsi rétrogradés au rôle des anciennes commissions ouvrières, alors qu'ils disposaient à l'époque de pouvoirs incomparablement plus étendus. Paul Lange décrit comme suit le travail qui s'était fait en coulisses :

« Le 15 mai 1919 eut lieu au ministère du travail du Reich une réunion de représentants du gouvernement, des patrons, des employés et des travailleurs, consacrée à un projet de loi concernant les conseils d'usine, élaboré avec la commission générale des syndicats. Les représentants des employés et des syndicats chrétiens dirent que ce projet était tout à fait insuffisant car il ne donnait aux travailleurs aucun droit d'action sur la production. Les représentants des syndicats libres soutinrent fermement et fidèlement les employeurs et déclarèrent que le projet de loi suffisait aux travailleurs. »

Les dirigeants syndicaux pouvaient être fiers : grâce à leur appui, on avait réussi à transformer des organes qui visaient au renversement du capitalisme en organes auxiliaires d'une politique de paritarisme visant à maintenir l'État et à assurer la paix économique :

« À dire vrai, les syndicats et les associations d'employeurs n'avaient pas besoin des conseils pour faire valoir leurs intérêts, d'autant qu'ils disposaient déjà d'organes leur permettant de le faire sans intermédiaires. *Il faut cependant leur savoir gré d'avoir dépouillé le système des conseils de ce qui suscitait la peur d'une subversion politique en Allemagne.* » (*Korrespondenzblatt*, juin 1924.)

Paradoxalement, alors que les dirigeants syndicaux s'opposaient de toutes leurs forces à la marche de la révolution, ce furent les syndicats qui en tirèrent le plus profit. Le nombre de leurs adhérents bondit, dépassant de loin tout ce qui avait été atteint avant la guerre. Le 30 septembre 1918, donc peu avant l'éclatement de la révolution de novembre, les organisations syndicales rattachées à la Commission générale [ADGB] comptaient 1 415 519 adhérents, dont 1 039 979 hommes et 375 540 femmes. Les chiffres qui suivent, repris du rapport annuel des syndicats libres, illustrent l'influence de la révolution sur l'évolution des effectifs :

	Total des membres	dont femmes
Avant la révolution	1 415 519	375 540
Au 1 ^{er} décembre 1918	2 266 012	666 392
Au 1 ^{er} décembre 1919	7 337 477	1 733 705
Au 1 ^{er} décembre 1920	8 025 682	1 697 000

* Paul Lange, *Die Politik der deutschen Gewerkschaftsführer von 1914 bis 1919* (La politique des dirigeants syndicaux allemands de 1914 à 1919), Berlin, 1919.

Ces données confirment de façon éclatante ce qu'écrivait en 1906 Rosa Luxemburg, encore sous l'effet de la première révolution russe :

« La conception bureaucratique, rigide et mécanique, ne voit dans la lutte que le produit de l'organisation. Inversement, le développement dialectique, vivant, fait naître l'organisation comme produit de la lutte. »

Les bureaucrates bornés qui exigeaient que les travailleurs soient tous organisés avant de pouvoir participer directement à la lutte de classe ne voyaient pas que

« les circonstances, les conditions de la société capitaliste et de l'État bourgeois fin que, lorsque les choses suivent un cours normal, en l'absence d'impétueux combats de classe, certaines couches du prolétariat — et précisément le gros de la classe, les couches les plus importantes, les plus inférieures, les plus écrasées par le capital et par l'État — ne peuvent absolument pas être organisées ».*

Tout comme leur politique du temps de guerre, la politique des syndicats dans l'après-guerre devait susciter une violente opposition. Pendant la guerre, il avait été facile à la bureaucratie syndicale, à l'abri derrière le tout-puissant commandement général, de tenir l'opposition en échec par la force. Ce n'était plus tout à fait aussi simple après la révolution de novembre. À Berlin, à Leipzig, à Düsseldorf, se constituaient de puissants centres de l'opposition. Dans les organisations syndicales, la force de l'opposition était très variable. Elle était quasiment devenue majoritaire chez les ouvriers de la métallurgie, du textile, et dans quelques syndicats moins importants. Toutefois, la conquête d'un syndicat, c'était régulièrement le commencement de la fin pour l'opposition, car il lui manquait une conception homogène et une tactique précise. Toute la confusion, toutes les contradictions et les insuffisances de l'USPD étaient également présentes au sein de l'opposition syndicale, en majorité composée de sociaux-démocrates indépendants.

Dans le Parti communiste, la question syndicale fit, pendant toute l'année 1919, l'objet d'une violente controverse. Si cette discussion permit d'élucider la question, l'incertitude temporaire eut pour effet qu'en 1919, à quelques exceptions locales près, les communistes jouèrent un rôle tout à fait insignifiant dans la vie pratique des syndicats. Dans la mesure où se développait au sein de l'USPD un antagonisme entre droite et gauche, les esprits se retrouvèrent également divisés au sein de l'opposition syndicale. L'aile droite, dont l'opposition portait principalement sur la politique du 4 août 1914, s'adaptait de plus en plus à l'orientation officielle. Pour les indépendants de gauche, le « système révolutionnaire des conseils » constituait l'alpha et l'oméga. De leur point de vue, le « système des conseils » devait conduire au dépassement des syndicats, ou tout au moins les reléguer à un rôle subalterne. Cette

* Rosa Luxemburg, *Massenstreik, Partei und Gewerkschaften* (Grève de masse, parti et syndicat), 1906. [Ndlr]

conception mécanique, étrangère à la réalité, eut pour conséquence de circonscrire l'antagonisme entre le prolétariat révolutionnaire, qui poussait de l'avant, et la bureaucratie syndicale contre-révolutionnaire, qui freinait, à la seule question de l'organisation : les conseils devaient-ils être subordonnés aux syndicats, ou les syndicats aux conseils ? Cela allait s'avérer extrêmement déconcertant et gêner la prise de conscience du fait que la contradiction en jeu n'était pas entre telle ou telle forme d'organisation mais entre révolution et contre-révolution. Les syndicats ne sont pas, pour toujours et à jamais, des organes de la contre-révolution ; ils peuvent tout aussi bien, comme le montre l'exemple des syndicats en Russie soviétique, rendre de remarquables services à la révolution et à la construction du socialisme véritable. Par ailleurs, on a vu que des organes aussi expressément révolutionnaires que les conseils d'usine pouvaient être dénaturés. Après que la contre-révolution victorieuse eut retiré aux conseils d'usine révolutionnaires leur raison d'être, les indépendants de gauche, accrochés au système des conseils, se retrouvèrent dans une impasse dont ils sortirent en rejoignant le Parti communiste*. Avoir fait du système révolutionnaire des conseils une question de principe a sans nul doute porté tort à l'action de l'opposition au sein des syndicats, même si, à la faveur des conditions objectives, celle-ci gagna constamment du terrain au cours de l'année 1919.

* En décembre 1920, l'aile gauche de l'USPD scissionna et rejoignit le KPD. [ndlr]

d'ailleurs limités par des artifices procéduriers au point de ne plus avoir aucun effet pratique, pour donner l'impression d'une participation à l'organisation des relations au sein de l'entreprise. En leur faisant croire à une coresponsabilité, il s'agit de corrompre les ouvriers les plus résolus, afin de consolider d'autant plus sûrement le libre pouvoir de décision de l'employeur sur les moyens de production. »

Mais la social-démocratie faisait comme si cette loi mettait fin au capitalisme ; et, dans le même temps, face aux réserves et aux doutes du patronat, elle chargeait Schlicke, alors ministre du Travail du Reich, de faire une déclaration à l'Assemblée nationale. Ce qu'il fit le 21 août :

« Une partie du patronat est d'avis que la loi garantit aux conseils d'usine le plein droit d'interférer dans toutes ses décisions. Cependant, considérons la loi d'un peu plus près. Elle demande aux salariés de faire en sorte d'augmenter la rentabilité de l'entreprise, d'obtenir la productivité maximale au moindre coût. Cela ne s'obtient pas seulement en modernisant les installations de l'entreprise, mais aussi en convainquant tous les travailleurs qu'il est dans l'intérêt de chacun de contribuer à la production au maximum de ses possibilités. »

À cette déclaration, la bourgeoisie ne trouva rien à objecter. Une seule question préoccupait encore les mandataires de la bourgeoisie : le rapport entre les conseils d'usine et les syndicats. Le député Imbusch, du Zentrum, avait eu le 13 mars une phrase significative : « Nous ne voulons pas que les représentants des travailleurs qui ont fait leurs preuves et les syndicats soient mis hors circuit et remplacés par des braillards indisciplinés. » Et Stresemann, faisant preuve d'une franchise assez surprenante de la part d'un futur diplomate, avait déclaré : « Rien ne serait pire pour nous que de voir les dirigeants des syndicats perdre l'influence qu'ils ont aujourd'hui. » Parce qu'une perte d'influence des chefs syndicaux contre-révolutionnaires sur les travailleurs aurait constitué un grave danger pour la bourgeoisie, la loi sur les conseils d'usine fut conçue de façon à conjurer ce danger.

Le mardi 13 janvier 1920, la BRG* devait passer en seconde lecture à l'Assemblée nationale. L'irritation des masses était grande dans tout le Reich. L'USPD, les syndicats berlinois et le conseil exécutif du Grand Berlin avaient appelé les travailleurs à quitter les entreprises à midi et à protester en masse contre le contenu réactionnaire de la loi. Des centaines de milliers de travailleurs berlinois répondirent à cet appel. Noske avait pris des mesures exceptionnelles. Le Reichstag tout entier était sous la protection d'un fort contingent de troupes équipé de mitrailleuses et de lance-flammes. De fortes colonnes de "verts"**, chargés de grenades à main et équipés de mitrailleuses, patrouillaient dans les rues. La Wilhelmstrasse, bordée de bâtiments gouvernementaux, était

* *Betriebsrätegesetz*, loi sur les conseils d'usine. [NdlR]

** Surnom donné aux policiers de la SIPO, la *Sicherheitspolizei* (police de sécurité), en raison de la couleur de leur uniforme. [NdlR]

fermée par des barrières de barbelés. Le comportement des militaires suscita une irritation grandissante. À 15 h 30, une troupe de soldats lourdement armés pénétra dans la foule, y resta coincée et fut désarmée. Il est fort probable que des provocateurs aient joué un rôle dans cet incident, comme le montrent d'ailleurs les déclarations concordantes des témoins oculaires. Cet incident en soi insignifiant servit de prétexte à la soldatesque pour se livrer à un massacre dans la foule désarmée. L'indépendant Otto Brass, témoin oculaire et à l'époque député au Reichstag, décrivit les événements en ces termes :

« Je voulais gagner l'escalier du Reichstag mais je ne pus aller que jusqu'à l'angle de la Königsplatz, où une partie des gens refluaient, dans un grand état d'agitation. Sur le trottoir de la Simsonstrasse patrouillaient encore cinq à six policiers de la SCHUPO* et un certain nombre de policiers de la SIPO. Soudain, dix à douze simples policiers et officiers de la SIPO traversèrent en hâte la foule en direction de l'escalier et se précipitèrent tout excités sur le deuxième portail. Peu après, on conduisit également vers le deuxième portail un soldat qui présentait une blessure sous l'œil droit et un civil vêtu d'une capote militaire qui saignait au niveau de l'occiput.

Les soldats barrèrent la Simsonstrasse au niveau de l'escalier et refoulèrent les différents groupes sur la pelouse du Tiergarten, derrière la petite clôture métallique. De la gauche arrivèrent des renforts qui, dans un état d'agitation extrême, demandèrent le déploiement des mitrailleuses. Je gagnai le portail, avec un certain nombre d'hommes de la SIPO, et j'essayai de les calmer. Les soldats eux-mêmes me déclarèrent qu'il fallait garder son sang-froid. Arrivé devant le portail, je vis venir le camarade Zubeil avec un officier, plusieurs soldats et une ouvrière d'un certain âge ; très irrités, ils reprochèrent à l'officier d'avoir provoqué les affrontements en dégainant le premier son épée. Là-dessus arrivèrent du quatrième portail plusieurs officiers, dont un vieux général, le monocle vissé sur l'œil, qui se fit rapporter les événements.

Alors, un ordre fut donné – par qui ? – : Sortez les lance-flammes et mettez les mitrailleuses en batterie ! Ces instruments meurtriers furent ensuite apportés de l'intérieur du Reichstag et mis en position face aux masses qui, de l'autre côté de la rue, observaient tranquillement depuis au moins dix minutes les allées et venues des forces de sécurité. On vit encore arriver un certain nombre de soldats armés de grenades à main et, tandis que, encore horrifié par ce qui se préparait, je tentais de m'interposer, un mot retentit, provenant du groupe des officiers : Tirez ! – et l'on se mit à tirer et à jeter des grenades au hasard dans la foule des travailleurs qui se tenaient paisiblement de l'autre côté de la rue. Sans un mot d'avertissement, ni appel à la dispersion, sans un coup de semonce, les travailleurs furent abattus.

Au milieu d'un groupe de soldats, je fus poussé à travers le portail à l'intérieur du bâtiment et, comme je me frayais un chemin vers la sortie, une vision atroce s'offrit à mes yeux. Sous les arbres du Tiergarten gisaient 15 à 17 ouvriers, les uns morts, les autres blessés. Un seul d'entre eux se trouvait sur le trottoir du côté opposé au portail, la tête fracassée par une grenade à main. Cela prouve de façon irréfutable que l'on a tiré à l'aveuglette sur la foule qui

* *Schutzpolizei* (police de protection), chargée de la sécurité publique dans les villes allemandes. Elle dépendait de chaque *Landespolizei*. [Ndlr]

déjà à cette époque que seules des listes syndicales soient présentées. Mais, pour de multiples raisons, cela n'était pas envisageable pour les éléments révolutionnaires, l'élément décisif étant qu'à cette date, la révolution était encore à l'ordre du jour. Il n'était donc pas question de livrer les conseils d'usine à ceux qui voulaient les transformer, dans le sens de la loi, en outils contre-révolutionnaires. La solution aurait été de présenter partout des listes communes de l'opposition révolutionnaire, mais cela ne put se faire en raison de la position mécanique et improductive des indépendants de gauche qui, s'ils étaient partisans de « listes des conseils d'usine révolutionnaires socialistes », voulaient aussi que toute l'opposition s'engage sur un système de conseils à la Däumig-Müller. Comme il y avait là-dedans une bonne dose d'esprit petit-bourgeois et énormément d'utopie, le KPD ne pouvait accepter une telle alliance. Toutefois, les communistes ne s'étaient quasiment pas implantés dans les syndicats et ne pouvaient donc pas songer à engager la lutte contre la bureaucratie contre-révolutionnaire sur ce terrain. La situation étant ce qu'elle était, le KPD donna les directives suivantes :

« Les communistes iront aux élections avec leurs propres listes. Ils rassembleront autour d'eux les prolétaires clairvoyants et résolus, ils se donneront pour but et travailleront à réaliser le contrôle de la production par le prolétariat, pour soustraire le pouvoir à la bourgeoisie et mettre en place un système de production de tous et pour tous : pour le communisme, contre la tyrannie capitaliste. Ils se battront sur le terrain de la loi sur les conseils d'usine tant que le prolétariat n'est pas assez fort pour l'abolir, mais toujours contre les tendances réactionnaires de cette loi. »

Les syndicalistes, le KAP (Parti communiste ouvrier) et les partisans de l'AAU-E* donnèrent comme mot d'ordre de boycotter les élections légales et de voter partout pour des conseils d'usine révolutionnaires. Ces groupes n'avaient encore jamais joué de rôle particulier, et leur position les éloigna plus encore du mouvement réel des masses, les réduisant à l'état de groupuscules privés de toute influence significative. Si la classe ouvrière n'avait pu stopper le déclin de la révolution de novembre, il était illusoire de penser qu'elle puisse le faire dans le cadre des conseils d'usine en évitant qu'ils ne se transforment en organes reconnus par la loi.

* AAU-E : *Allgemeine Arbeiterunion-Einheitsorganisation*, mouvement de tendance syndicaliste-révolutionnaire ; voir le § 3.10. p. 330-331 et les notes 14 et 16 à p. 459. [Ndlr]

3.10. Les partis ouvriers

Son incapacité à se débarrasser de la social-démocratie fait ressortir vivement l'arriération politique de la classe ouvrière allemande. Même au moment le plus incandescent de la révolution de novembre, le prolétariat ne sut pas se débarrasser du parti qui, durant quatre ans et demi, l'avait poussé au massacre dans la guerre impérialiste et qui, deux heures à peine avant l'explosion révolutionnaire, cherchait encore par tous les moyens à lui faire barrage et à sauver la monarchie*.

Ce phénomène à première vue incompréhensible s'explique en premier lieu par le fait qu'une partie consistante de la classe ouvrière était convaincue que ses intérêts étaient liés à la prospérité de l'impérialisme de son propre pays et qu'il était donc juste de se battre sur le champ de bataille. En second lieu, par l'incapacité des révolutionnaires – l'opposition fidèle au socialisme durant la guerre – à faire entendre au-delà d'un cercle relativement restreint leur dénonciation de la politique désastreuse des *Kaisersozialiste* va-t-en-guerre. Le troisième élément d'explication et le plus important, c'est que les masses sortaient épuisées de la guerre et n'aspiraient qu'à la tranquillité et à la paix. Et la paix et la tranquillité, elles pensaient pouvoir les obtenir, avec le travail et le pain, de la social-démocratie. Alors qu'en Russie les bolcheviks avaient conquis la confiance des masses avec la paix pour mot d'ordre, en Allemagne il se disait partout : « Spartacus, c'est la guerre ! » Pour cet ensemble de raisons, lorsque éclata la révolution de novembre, des millions de prolétaires allemands suivirent les chefs sociaux-démocrates. Pendant les mois les plus cruciaux, la social-démocratie contrôlait les masses et exerçait sur elles une influence déterminante. Ces circonstances sauvèrent le capitalisme allemand.

* « La social-démocratie n'a jamais fait de propagande contre la monarchie et n'a jamais agi pour la république, car à ses yeux cette question n'avait pas d'importance, au moins jusqu'à un certain point », déclarait le SPD de Berlin sur une affiche en janvier 1919. Pour sa part, Scheidemann déclarait en juin 1922 : « L'idée selon laquelle la social-démocratie aurait voulu ou préparé la révolution de novembre n'est qu'un mensonge ridicule et insensé de nos ennemis. »

[Au procès de Munich d'octobre-novembre 1925, dit « du coup de poignard dans le dos », Philipp Scheidemann confirma la position défendue par le SPD depuis fin octobre, début novembre 1918 : selon lui le SPD avait « tout fait » pour arrêter la révolution et « défendre la monarchie ». Le parti aurait même accepté de bon gré le prince Max von Bade comme régent de l'empire, voire le prince Auguste-Guillaume, fils du Kaiser, comme régent de Prusse. Cf. Theodor Wolff, *Through Two Decades* (À travers deux décennies), Londres, 1936, p. 118 et suiv. (ndlr)]

Reichswehrminister

B.N.

40258.

BERLIN den 11. September 1919

Betr.: Zeitfreiwillige und Einwohnerwehr

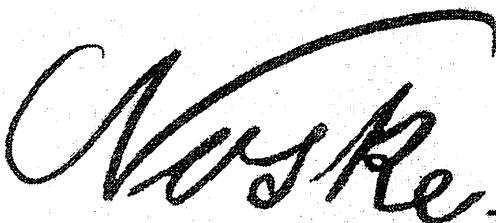
Bei größeren Unruhen wird es notwendig sein die Reichswehrverbände durch Zeitfreiwillige zu verstärken Ihre Verpflichtung muss in Erweiterung der Verpflichtung zur Einwohnerwehr dem Reichswehrminister die Möglichkeit bieten, die Zeitfreiwilligen im Gefüge eines Reichswehr Truppenteils örtlich unabhängig an Brennpunkten im Reiche zu verwenden. Die Verpflichtung kann eine doppelte sein, als Zeitfreiwilliger und zur Einwohnerwehr Der örtliche Reichswehr-Befehlshaber hat zu entscheiden, für welche Aufgabe der Freiwillige in erster Linie zu verwenden ist

Die Arbeitgeber der Zeitfreiwilligen haben diesen für die Zeit ihrer Einberufung die gleichen Rechte einzuräumen, wie sie durch den Erlass des Min. des Innern. E. W. I. 6022. VPM. 15. 9. 19... für die Angehörigen der Einwohnerwehren vorgesehen sind.

Bez. ihrer Gebühren für den Einberufungsfall siehe K.M. 2856 3 19 B 4 A vom 23. 4. 19.

Die Reichswehrgruppenkommandos wollen hiernach baldigst das Weitere veranlassen.

Der Reichswehrminister.



Le Parti social-démocrate majoritaire (SPD)

Le premier congrès du Parti social-démocrate tenu après la guerre et la révolution se réunit à Weimar, siège de l'Assemblée nationale, du 10 au 15 juin 1919. Le SPD, auquel adhéraient 1 086 000 membres en 1914 mais plus que 243 000 durant la guerre (congrès de Würzburg de 1917), en comptait, selon le rapport de la commission d'organisation, 1 012 300 en juin 1919, presque autant qu'avant la guerre. Mais il avait connu un fort renouvellement. Au congrès, Wels expliqua que les socialistes de novembre avaient été recrutés dans les rangs de ceux qui « durant la guerre s'étaient rangés dans le camp des conservateurs, des libéraux et des pangermanistes ». Malgré une évolution de sa composition sociale qui avait fait perdre sa position dominante à la composante prolétarienne, le SPD rassemblait toujours une masse importante de prolétaires et en rassemblerait encore plus par la suite. Selon une estimation de 1925, sur un total de 844 000 membres, 500 000 étaient des ouvriers, 100 000 des employés et techniciens des services.

Les résultats des élections législatives de janvier 1919 (11,5 millions de voix pour le SPD, 2,3 pour l'USPD) montrent combien était forte l'influence de la social-démocratie après la révolution de novembre. La majeure partie de la classe ouvrière continuait à s'accrocher à l'illusion démocratique et aux promesses des sociaux-démocrates. Ni la politique ouvertement social-impérialiste durant la guerre, ni la politique contre-révolutionnaire d'Ebert et de Noske ensuite n'avaient réduit la confiance que les masses ouvrières accordaient au parti d'August Bebel et du socialisme. Pour son action durant la guerre, les masses avaient toujours trouvé des justifications et des explications. Et les événements post-révolutionnaires étaient mis sur le compte du « manque d'unité », de la « malencontreuse scission » ou de la « guerre fratricide ». L'unité était à leurs yeux la garantie du socialisme et du triomphe des travailleurs. Tous ceux qui voulaient parvenir au socialisme sans trop de sacrifices invoquaient l'unité, sans comprendre que la social-démocratie était devenue un parti antisocialiste et contre-révolutionnaire, ce qui avait rendu la scission nécessaire et inévitable.

Ces travailleurs ignorants mettaient de grands espoirs dans le congrès de Weimar, espoirs qui, naturellement, furent déçus. Ils s'attendaient à ce que Noske soit congédié ; or le congrès approuva inconditionnellement la politique des ministres sociaux-démocrates, adressant un hommage implicite à Noske et à ses gardes blanches. Hermann Müller, Gustav Noske, Wels, Sinzheimer, Wissell et tous les autres orateurs bénirent la politique contre-révolutionnaire, certains cyniquement, d'autres en enrobant leur assentiment de démagogie pour tromper la classe ouvrière. Certes, le congrès pouvait fêter ses excellents résultats sur au moins un terrain, celui des élus : Ebert, président du Parti, était président du Reich, Scheidemann était chancelier, Noske, ministre de la Guerre ; en outre, le Parti comptait parmi ses membres de nombreux ministres plus ou

moins importants, des chefs de gouvernements régionaux, des conseillers dans les Länder et puis 3 000 maires, plus de 7 000 assesseurs et 30 000 conseillers communaux. Des milliers de postes et de fonctions subalternes étaient occupés par des sociaux-démocrates.

De vastes couches de travailleurs s'attendaient sérieusement à tirer avantage de la présence du SPD dans l'appareil législatif et administratif de l'État. Mais le fait que des sociaux-démocrates occupent des positions de pouvoir dans le gouvernement et dans l'administration ne signifie pas pour autant qu'ils exercent leur pouvoir dans l'intérêt des travailleurs, et cela encore moins en 1919-1920, où le danger qui menaçait l'État de la classe capitaliste exigeait d'eux qu'ils prennent position de façon intransigeante et décidée *contre* la classe ouvrière. Cette tâche, à laquelle était délégué Noske pour les questions d'intérêt général, était assumée par de nombreux administrateurs sociaux-démocrates dans les situations locales ou de moindre importance.

La trahison du SPD, qui avait imposé la terreur blanche au lieu du socialisme promis, avait profondément déçu ses électeurs. De onze millions et demi de voix en janvier 1919, le SPD passa à cinq millions et demi aux élections législatives de juin 1920. Six millions d'électeurs tournèrent le dos au SPD pour reporter leurs suffrages sur l'USPD et, dans une moindre mesure, sur le KPD.

Ce changement d'humeur du mouvement ouvrier se fit sentir également dans les syndicats, les coopératives, les associations sportives et culturelles, privant ainsi le SPD d'une partie du soutien que les permanents et les appareils de ces organisations accordaient habituellement à sa politique. Le syndicat lui-même dut, au congrès de Nuremberg, se déclarer neutre par rapport aux deux partis sociaux-démocrates. Quant aux conseils d'usine, n'ayant jamais été pleinement reconnus par le SPD, ils étaient déjà des adversaires qui, comme tout le mouvement prolétarien qui se reconnaissait dans la gauche, fournissaient aux indépendants une large base, surtout dans les usines.

Le Parti social-démocrate indépendant (USPD)

Les travailleurs, que la déception et l'exaspération face à la politique contre-révolutionnaire du SPD portaient vers l'USPD, n'imaginaient certainement pas tomber de Charybde en Scylla. Ce qu'ils croyaient être un « parti révolutionnaire » était en réalité un parti caractérisé par l'opportunisme politique. Son principal dirigeant, Hugo Haase, était l'homme qui, contre ses propres convictions, s'était abaissé à lire au Reichstag la mémorable déclaration en faveur de la guerre du groupe parlementaire social-démocrate. Par la suite, les membres du Collectif de travail social-démocrate, les futurs indépendants, approuvèrent par trois fois les crédits de guerre, simplement par vil opportunisme. Ils ne se constituèrent en parti autonome que parce que Scheidemann et les

siens les avaient chassés du vieux parti. Sans cette exclusion, ces pâles figures hésitantes qu'étaient les Haase, Kautsky et Dittmann n'auraient jamais eu le courage de se séparer des traîtres.

« Le 24 mars 1916, [Haase] prononce au Reichstag un violent discours contre l'état de siège et la minorité vote avec lui contre son renouvellement. La réplique est immédiate : la fraction les exclut par 58 voix contre 33. [...] Les trente-trois députés exclus constituent au Reichstag un Collectif de travail social-démocrate (Sozialdemokratische Arbeitsgemeinschaft) : la scission du groupe parlementaire est acquise. Il y a toujours en principe un seul parti. [...] À l'initiative du Collectif social-démocrate, de Haase, Ledebour et leurs collègues, est convoquée à Berlin, le 7 janvier 1917, une conférence nationale des oppositions. [...] Personne ne propose de prendre l'initiative de la scission. [...] Le seul résultat de la conférence est le vote d'une résolution décidant d'entretenir entre les oppositions des "contacts permanents", afin de développer leur influence "dans le cadre des statuts du parti". »

« La riposte de l'exécutif, dix jours plus tard, démontre l'inanité de ces précautions. Le 16 janvier, en effet, il proclame que l'opposition "s'est d'elle-même mise en dehors du parti" en tenant cette conférence, qu'il considère comme "fractionnelle". Il donne instruction aux organisations locales de prendre toutes mesures nécessaires – au mépris des statuts – contre les "saboteurs", qui doivent être exclus dans les plus brefs délais. [...] L'opposition n'a plus qu'à tirer les conclusions que l'exécutif lui a imposées sans discussions ni appel : elle est en état de scission avant même de l'avoir décidé et, au cours d'une nouvelle conférence tenue à Gotha, à Pâques, elle décide de se constituer en Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (USPD). »

Cf. Pierre Broué, *op. cit.* p. 86-89. [Ndlr]

Le caractère nébuleux des mots d'ordre lancés par l'USPD après l'éclatement de la révolution de novembre exprimait l'ambiguïté de son centrisme congénital et fit le jeu des contre-révolutionnaires. Ce parti prit position pour la « paix de Wilson », la Société des Nations et le désarmement, l'Assemblée nationale et enfin « l'ancrage constitutionnel des conseils ». Des mots d'ordre qui semaient la confusion au sein de la classe ouvrière, le détournant de l'objectif limpide de la lutte révolutionnaire. En novembre, les indépendants participèrent au gouvernement avec les *Kaisersozialiste*, permettant ainsi aux Scheidemann d'aveugler les travailleurs. Lorsque l'action de la classe ouvrière mit au jour la supercherie, obligeant les indépendants à abandonner le gouvernement, la contre-révolution était désormais assez forte pour se passer de leur caution.

Le groupe dirigeant de l'USPD avait, à la fin de l'année 1918, repoussé à plusieurs reprises la demande de convocation du congrès, car il savait qu'une grande partie de ses membres était hostile à sa politique progouvernementale ; après avoir quitté le gouvernement, il accepta de le convoquer en mars 1919, désormais certain de pouvoir recueillir la majorité. En fait, le vent tournait maintenant en sa faveur. Le départ des

spartakistes avait été compensé par l'afflux continu de nouveaux membres. Au congrès de Berlin, l'USPD put afficher le chiffre considérable de 300 000 membres, chiffre qui, huit mois plus tard, selon les données officielles, était monté à 750 000. Aux élections politiques, l'USPD passa de 2,3 millions de voix en janvier 1919 à 4 895 317 voix le 6 juin 1920. Le régime de Noske avait rendu un double service aux indépendants. En premier lieu, ils avaient récolté une bonne partie de travailleurs qui avaient abandonné le SPD par haine de sa politique gouvernementale ; en second lieu, en contraignant le KPD à la clandestinité, en faisant assassiner ses principaux dirigeants par ses sbires et en interdisant sa presse, Noske avait empêché les masses d'adhérer directement au KPD, le seul parti ouvrier véritablement révolutionnaire, sans passer avant par l'USPD.

L'USPD n'était pas en mesure de diriger de grandes masses révolutionnaires. C'était un aimant qui attirait les énergies révolutionnaires pour les aiguiller sur une voie sans issue. La stérilité de ce parti était le fruit de la contradiction qui le déchirait. Aux moments décisifs, ses dirigeants se rangeaient, pour la plupart, du côté des traîtres du socialisme, alors que la masse de ses membres et une minorité de ses dirigeants s'orientaient vers le communisme. Une phrase de Rudolf Breitscheid parue le 4 janvier 1919 dans *Der Sozialist*, la revue théorique de l'USPD, montre à quel point les dirigeants de l'USPD étaient faits de la même étoffe que les socialistes de droite :

« Ce qui nous sépare des spartakistes, c'est un principe ; ce qui nous sépare des socialistes majoritaires, c'est la méthode et les rythmes de concrétisation d'un principe. »

Haase, Kautsky, Hilferding, Dittmann et compagnie y auraient souscrit.

Aux masses, l'USPD montrait un autre visage. Sur les questions de fond, il prenait presque toujours des positions proches de celles des communistes et très différentes de celles des majoritaires : les quinze mille prolétaires assassinés par les hommes de Noske pesaient dans la balance. Au congrès de Leipzig (29 et 30 novembre 1919), ce fut ce visage que montra le Janus indépendant. Échauffé par l'aspiration des masses pour le communisme, le congrès dans ses décisions pencha vers la gauche. Dans le « programme d'action » il était écrit que « l'USPD se place sur le terrain du système des conseils » et que « l'appareil de domination de l'État capitaliste doit être démoli et remplacé par le pouvoir des conseils politiques des travailleurs ». Le congrès se déclara en faveur de la dictature du prolétariat et de l'adhésion « sous réserve » à l'Internationale communiste. C'étaient des décisions radicales qui allaient dans le sens des aspirations des grandes masses, mais les méprisables dirigeants de l'aile droite n'y adhérèrent que par opportunisme.

Dans les conceptions politiques de la gauche de l'USPD, « la théorie des conseils » jouait un rôle particulier, alors que, sur le rôle du parti,

deux ans après la révolution russe, les idées étaient toujours aussi confuses. Dans le sillage des dirigeants du conseil exécutif de Berlin (Däumig, Richard Müller, etc.), ils faisaient du système des conseils, forme organisationnelle caractéristique d'une phase du processus révolutionnaire, l'alpha et l'oméga de la révolution. Durant la phase tempêteuse du régime de Noske, ils s'étaient tenus à l'écart des luttes, passant leur temps à mettre au point le moindre détail d'un système censé unir en un réseau complexe tous les conseils d'usine, de catégorie, d'industrie, de district, de province, nationaux, etc. Les communistes l'appelaient sarcastiquement le « système des petits boîtiers ».

« Vous savez qu'ils [les indépendants] ont voulu inclure le système des soviets dans la Constitution de la République démocratique allemande, autrement dit : unir en justes noces la "Constituante" et la dictature du prolétariat. Pour nous, c'est *bafouer à tel point le bon sens de notre révolution* [...] que les bras nous en tombent. Nous pouvons dire que ces éléments hésitants existent jusque dans les pays les plus avancés. Parfois, des éléments instruits, évolués et cultivés se conduisent, même dans un pays capitaliste aussi avancé que l'Allemagne, d'une façon cent fois plus brouillonne et tapageuse que notre petite bourgeoisie arriérée. »

Lénine, « Rapport du Comité central au 8^e congrès du PCR(B) », 18 mars 1919. [NdlR]

La stratégie de la gauche de l'USPD consistait à se mettre à la queue du mouvement de masse, ou plutôt à mettre à sa place un projet détaillé de conseils qui, porté à la connaissance des masses, était censé le susciter. Le travail d'organisation pour la conquête du pouvoir était négligé au profit d'élucubrations sur les schémas de socialisation supposés s'imposer d'eux-mêmes, sans luttes pour le pouvoir. Aveugles à la réalité du conflit de classes, tentant désespérément de trouver une voie pacifique vers la dictature du prolétariat, ils cultivaient l'utopie d'une sorte d'union conseilliste fondée sur la « solution brevetée » menant à la socialisation. Dans les autres pays, les petits-bourgeois donnaient la priorité au complot sur le mouvement de masse ; en Allemagne, ils se réfugiaient dans la paperasse. Pour que cette description ne passe pas pour une caricature, voyons ce qu'écrivait Däumig dans *Arbeiterrat*, au moment même où – entre août et novembre 1919 – faisait rage la grève des métallurgistes du Grand Berlin, cette action d'extrême importance pour tout le prolétariat allemand dont dépendait la survie des conseils en tant que force révolutionnaire :

« Tant que cette lutte est restée dans les limites d'une simple revendication catégorielle, l'organisation des conseils et son organe dirigeant, le conseil exécutif, n'ont pas jugé nécessaire de s'immiscer dans l'affaire. Le conseil exécutif a mis tous ses efforts, durant ces quelques mois, pour approfondir l'étude des futurs aspects économiques et pratiques du projet de système des conseils déjà connu de nos lecteurs. »

question à l'ordre du jour ne fut plus la prise du pouvoir, mais la conquête politique des masses. La crise à laquelle le Parti s'apprêtait à faire face menaçait de prendre des formes aiguës, car l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht l'avait privé de ses dirigeants les plus notables et les conditions d'illégalité dans lesquelles le Parti avait dû vivre avaient maintenu sous le boisseau ses profondes divergences théoriques. Durant une conférence clandestine tenue à la mi-août 1919 à Francfort-sur-le-Main, deux conceptions différentes de l'attitude à adopter face aux syndicats et au Parlement s'affrontèrent. On décida de renvoyer la discussion au congrès convoqué à Heidelberg pour le 20 octobre.

Au cours du débat, qui fut aussi passionné que superficiel, la Centrale dut se mesurer à une forte opposition menée par Wolffheim et Laufenberg de Hambourg, Rühle de Dresde, [Karl] Schröder et Wendel de Berlin, et fortement influencée par le théoricien hollandais Hermann Gorter. Une opposition très imprégnée de syndicalisme et qui niait le rôle prééminent du parti dans la dictature du prolétariat, refusait le centralisme — qui seul pouvait donner puissance et homogénéité à l'action —, défendait le fédéralisme et repoussait par principe tant la participation aux élections parlementaires que le travail révolutionnaire dans les syndicats. Selon l'opposition, une Union générale des travailleurs devait se substituer au parti et au syndicat. L'existence même du parti était mise en discussion. La Centrale présenta au congrès une série de points programmatiques, que tout candidat à l'adhésion au Parti serait tenu d'accepter. Sur la question du parlementarisme, il y était dit que le KPD ne considérerait pas le Parlement comme un moyen d'exercer le pouvoir politique du prolétariat, mais comme un des instruments que, dans la phase de préparation de la bataille pour le pouvoir, le Parti pouvait utiliser pour établir son influence sur le prolétariat. Sur la question syndicale il était affirmé ceci :

« L'interaction entre lutte économique et lutte politique, formes diverses d'une même bataille révolutionnaire, n'implique en aucune façon la nécessité d'une organisation qui soit en même temps économique et politique. Le KPD doit organiser l'avant-garde de la classe ouvrière sur la base du programme communiste. L'organisation syndicale, elle, organise l'ensemble du prolétariat, en tant qu'objet de l'exploitation capitaliste. [...] L'organisation politique doit fournir une direction à la lutte politique, une tâche qui, dans le cadre du capitalisme, ne peut objectivement être assumée que par une minorité. L'organisation économique doit mener la bataille économique, et cette tâche ne peut être assumée qu'en organisant les masses prolétariennes indépendamment de toute couleur politique. Dans cette phase, l'organisation économique doit se développer de façon à pouvoir affronter des tâches particulièrement difficiles que le parti politique ne peut assumer. »

Les points programmatiques soulignaient en outre que c'était le manque de conscience de l'essence et des objectifs de la révolution dans de vastes couches du prolétariat qui avait permis aux syndicats de servir

la bourgeoisie et la contre-révolution. Cette réalité ne pouvait s'effacer par l'adoption d'une nouvelle forme d'organisation, mais seulement par la lutte que le parti devait mener, à l'intérieur des syndicats, contre la bureaucratie contre-révolutionnaire afin de l'isoler des masses. Un an plus tard, le second congrès mondial de l'Internationale communiste confirma, compléta et approfondit ces points. Le congrès de Heidelberg les approuva par 31 voix pour et 18 contre ; la minorité fut exclue du Parti. Mais la crise n'en était pas pour autant résolue. À la date du 1^{er} octobre 1919, le Parti comptait près de 107 000 membres, dont 12 000 dans le district de Berlin-Brandebourg, 14 000 dans celui de Erzgebirge-Vogtland*, 12 000 en Rhénanie-Westphalie, 4 600 dans le Wurtemberg, 9 700 dans le Nord-Ouest (Brême). Lors de l'affrontement qui suivit le congrès de Heidelberg, plus de la moitié des membres rejoignit les rangs de l'opposition, affaiblissant drastiquement l'organisation et brisant la capacité d'initiative du Parti. La crise ne fut surmontée qu'avec le putsch de Kapp, qui fut suivi d'une nouvelle phase de développement. L'opposition s'unit au Parti ouvrier communiste (KAP), mais ne cessa de s'affaiblir. Le groupe de Brême, qui avait longuement tenté de faire la médiation entre les fractions en lutte, ne rejoignit pas la nouvelle organisation mais revint à l'ancienne. Wolffheim et Laufenberg tombèrent bientôt dans un « national-bolchevisme** » d'opérette, puis dans un antibolchevisme aigri, pour sombrer enfin, après tant de virevoltes, dans un philistinisme petit-bourgeois. La majeure partie des autres dirigeants du KAP se sont retrouvés avec le temps dans la social-démocratie. Aujourd'hui, le KAP est réduit à un petit groupe totalement privé d'influence politique.

* Région de Saxe comprenant Dresde et le centre industriel de Chemnitz. [NdlR]

** Dans le livre *Revolutionärer Volkskrieg oder Konterrevolutionärer Bürgerkrieg ? Erste kommunistische Adresse an das deutsche Proletariat* (Guerre populaire révolutionnaire ou guerre civile contre-révolutionnaire ? Première adresse communiste au prolétariat allemand), Hambourg, 1919, Fritz Wolffheim et Heinrich Laufenberg « y défendent la thèse de la "prolétarisation" de la nation allemande et de la nécessité d'une alliance de la nation prolétaire avec la révolution russe pour une guerre révolutionnaire contre l'Entente. Leur thèse se précise avec un second pamphlet, "Communisme contre spartakisme", dans lequel ils mêlent un exposé sur la nécessité de la "paix civile" – la bourgeoisie devant accepter le rôle dirigeant du prolétariat pour sauver la nation – à de furieuses attaques contre Paul Levi. [...] C'est Radek qui invente pour leur théorie le nom de "national-bolchevisme". » Cf. Pierre Broué, *op. cit.*, p. 317-318. [NdlR]



En haut: le général Maercker en 1920 (Bundesarchiv).

Ci-contre: le ministre du Reich Noske (à droite) en tête à tête avec le général Lutwitz (à gauche) (Bundesarchiv).

Chapitre quatre

LE PUTSCH DE KAPP

(Albert Schreiner)



4.1. « La République est en danger »

Grâce à l'action gouvernementale de la social-démocratie, la contre-révolution militaro-monarchiste avait tiré de nouvelles forces des convulsions de la république bourgeoise. La politique étrangère de la coalition Zentrum-SPD, et en particulier la misérable conclusion de l'affaire de la paix de Versailles, n'était pas du genre à procurer au gouvernement et à la république en général les sympathies des cercles nationalistes. À ceux-ci, la signature de conditions aussi sévères – venant à la suite d'une menace d'opposition armée – apparaissait comme une outrageante faiblesse. Les milieux militaires de la contre-révolution proposèrent explicitement à Noske de se mettre à la tête d'une dictature nationale. L'action devait partir de l'est de l'Allemagne où, depuis quelque temps, sous prétexte de « lutte contre le bolchevisme » et avec la complicité et l'appui du gouvernement, de nombreuses troupes avaient été réunies, renforcées par celles qui avaient opéré dans les pays de la Baltique*.

Les limitations des armements et la réduction de la Reichswehr, sanctionnées par le traité de paix de Versailles, firent que la lutte contre le traité et contre tout gouvernement disposé à l'appliquer devint pour des centaines de milliers d'officiers, de sous-officiers et de soldats, une lutte pour la survie, plus ou moins masquée sous les apparences du nationalisme.

La demande d'extradition des criminels de guerre de l'Entente donna une nouvelle impulsion au mouvement nationaliste. Neuf cents officiers allemands devaient être remis aux tribunaux de l'Entente. Noske constata qu'il n'existait dans le Reich aucun pouvoir en mesure d'extrader ces officiers, car le pouvoir réel était justement entre les mains de ces derniers et de leurs collègues. Le gouvernement Ebert, qui, plusieurs mois auparavant, avait accepté le traité de paix malgré son coût immense pour l'économie nationale, était à tel point à la merci de cette clique de généraux et d'officiers qu'il dut repousser la demande d'extradition. Le 11 janvier 1920, la *Rote Fahne* avait publié le texte dans lequel le général von Lüttwitz posait ses conditions au gouvernement du Reich :

* Wolfgang Kapp était l'âme de ce projet d'insurrection de la Prusse-Orientale. Le colonel et commandant des troupes de la Prusse-Orientale d'alors, Wilhelm Heye, déclara en 1921 au procès Jagow : « Ce que Kapp projetait, je le désirais aussi. C'est pourquoi, j'y adhérai sans hésiter. Si ça avait été mené jusqu'au bout, tout le monde l'aurait soutenu. J'avais notamment appris que le gouvernement serait d'une certaine manière heureusement surpris si nous faisons quelque chose de ce genre et que le peuple nous appuyait. »

« À l'Est, la marée bolchevique, à l'intérieur, la guerre civile : l'effondrement du Reich ne peut être évité que si le gouvernement ne cède pas sur les questions vitales pour la nation. Les organisations créées pour contrecarrer le bolchevisme (Reichswehr, sûreté publique, milice civique) doivent être préservées. Toutes les grèves de grande ampleur doivent être réprimées, car elles portent tort à l'économie. Au cas où elles se produiraient, elles doivent être combattues en proclamant l'état de siège dans tout le pays. On ne doit pas se méprendre en pensant que les grèves sont de simples grèves salariales, elles ont presque toujours des motivations politiques. Il est légitime que l'État prenne les mesures les plus sévères pour se défendre. En même temps, le gouvernement ne doit pas céder non plus sur les questions qui violent l'honneur de la nation. En aucun cas le gouvernement ne doit adopter des mesures coercitives contre des citoyens allemands dont les gouvernements de l'Entente demandent l'extradition. La Reichswehr ne le permettra jamais. »

La crise soulevée par la question de l'extradition se solda finalement par un compromis. L'Entente se contenta de l'engagement pris par le gouvernement du Reich d'amener les criminels de guerre devant les tribunaux allemands. Un compromis qui, naturellement, fut revendiqué comme une victoire par la réaction allemande. L'Entente accepta cette solution après de fortes frictions entre alliés. La bourgeoisie française voulait la peau des criminels de guerre allemands pour alimenter la *grandeur* de la patrie, mais dut finalement céder aux pressions de Londres. L'Angleterre, dont l'influence s'était accrue avec la guerre, devait faire face à des difficultés croissantes venant de sa propre classe ouvrière, aux aspirations indépendantistes débordantes de ses colonies et à l'émergence de nouveaux rivaux sur la scène politique mondiale. En outre, la vague soulevée par la révolution prolétarienne et par la constitution du premier État prolétarien, la Russie soviétique, menaçait les marges de l'empire anglais. L'Angleterre était décidée à combattre le bolchevisme et ne voulait affaiblir la contre-révolution dans aucun pays. Ces circonstances permirent aux nationalistes allemands de l'emporter sur la question des extraditions, ainsi que le maintien d'une Reichswehr forte de deux cent mille hommes et des milices civiques.

L'évolution des rapports économiques dans l'après-guerre était l'autre facteur qui poussait la contre-révolution militaromonarchiste à l'action contre la république. Dans tout État capitaliste, la lutte est constante entre les fractions de la bourgeoisie pour la répartition de la plus-value générée par l'exploitation du prolétariat rural et industriel. En Allemagne, la classe des grands propriétaires fonciers, les junkers en particulier, étroitement liée par parenté et par affinité idéologique à la caste militaire, voyait sa part se réduire au profit du capital industriel et commercial. Alors que celui-ci avait retrouvé une totale liberté d'exploitation, le taux de profit des propriétaires terriens était encore limité par le régime d'économie contrôlée institué durant la guerre, bien que les contraintes se soient ensuite relâchées. Le putsch de Kapp sera le point le plus chaud de ce conflit d'intérêts. Pour le moment, les propriétaires terriens luttaient pour abolir le régime d'économie contrôlée.

Durant la guerre, le contrôle étatique de l'économie avait assuré au capitalisme industriel et agraire un profit conséquent et sûr, tout en mettant un frein à une augmentation des prix inconsidérée*. La guerre terminée, le contrôle avait été aboli sur les produits industriels, mais pas sur les produits agricoles : le capital agraire avait alors réagi en sabotant la production et les réserves. Selon les données du ministère de l'Agriculture bavarois, du 1^{er} août 1918 au 15 janvier 1919, 1 573 274 quintaux de blé avaient été livrés pour la panification, mais l'année suivante, sur la même période, les réserves n'étaient plus que de 762 581 quintaux, soit moins de la moitié. Le ministre du Reich pour l'Approvisionnement alimentaire, [Robert] Schmidt, avait fait savoir lors d'une réunion de la commission du SPD que la quantité de céréales livrée pour la panification était incroyablement faible dans certaines régions prussiennes : 26 % de la quantité prévue en Silésie, 18 % en Prusse-Occidentale et 13 % en Prusse-Orientale. Alors que 9 000 tonnes de céréales étaient quotidiennement nécessaires, il n'en était livré que 4 à 5 000. Dans certaines régions, les champs de seigle étaient labourés une seconde fois et semés en avoine sous prétexte que la première semence n'avait pas pris ; la vérité, c'est que l'avoine – pour laquelle la réquisition avait été abolie – promettait un meilleur profit. Les ficelles de cette politique de sabotage étaient tirées des personnages tels que le président du Reichslandbund** d'alors, von Wangenheim, qui fut par la suite un des chefs du putsch de Kapp et un des principaux accusés du procès Jagow. On apprit lors du procès que ce brave homme n'avait pas payé d'impôt sur le revenu pendant des années car, disait-il, son domaine ne lui rapportait rien. La politique de chantage des agrariens se révéla gagnante. En janvier 1920, la libéralisation du commerce des produits agricoles fut décidée, à l'exception des céréales et du lait. De toute façon, des prix majorés étaient fixés pour le lait et la part que les producteurs déclaraient être destinée à leur propre consommation ne pouvait être limitée. Les prix-plafonds furent remplacés par des prix-planchers, qui en 1920 étaient deux fois plus élevés que les premiers. Il y eut ainsi une augmentation illimitée des prix.

La situation alimentaire frisait désormais la catastrophe. Le sabotage des agrariens s'ajoutait à la réduction des surfaces cultivables due à la

* La production de blé avait été nationalisée en novembre 1914, celle de la pomme de terre en octobre 1915 ; en juin 1915, le rationnement du pain (1 900 g par semaine, 1 450 à partir d'avril 1917) avait été introduit, puis celui des matières grasses (80 g de beurre), des patates (2 500 g), du sucre (180 g) et de la viande (250 g). Pour faire face au marché noir des denrées alimentaires que ces mesures avaient engendré, les autorités militaires fixèrent des prix-plafonds. Le social-démocrate Paul Lensch eut l'audace de qualifier ce rationnement de mesure de « socialisme de guerre ». [Ndlr]

** L'Union des Länder du Reich, l'organisation des grands propriétaires terriens, forte surtout dans les territoires prussiens situés à l'est de l'Elbe et en Allemagne du Nord. [Ndlr]

cession de territoires imposée par le traité de Versailles et à celle du patrimoine zootechnique aux gouvernements de l'Entente. Le prix du pain augmentait continuellement ; une miche de trois livres et demie* coûtait à Berlin 0,5 mark avant la guerre ; le 1^{er} avril 1919, elle coûtait 1,34 mark ; le 1^{er} octobre, 1,88 ; le 15 janvier 1920, 2,76 marks et le 9 février, 3,16. Selon le Bureau des statistiques de Berlin, en juillet 1919, le coût de l'alimentation pour un adulte s'élevait à 26,25 marks par semaine, en janvier 1920 à 63,90. Comme les augmentations salariales ne suivaient absolument pas le rythme de la dévaluation, la situation de la classe ouvrière empira rapidement. Après avoir baptisé de leur sang la loi sur les conseils d'usine, Noske muselait encore un peu plus les ouvriers. Voici ce qu'il en dit dans son livre *Von Kiel bis Kapp* :

« Pour faire face à la gravité de la situation du Reich, je demandai au gouvernement, en les motivant succinctement, les mesures de défense les plus rigides, qui furent acceptées sans trop de discussions. L'état de siège fut proclamé dans tout le pays, à l'exception de la Bavière, du Wurtemberg et du Bade [en Bavière et au Wurtemberg, l'état de siège était permanent]. Le président me conféra les pleins pouvoirs. Toute propagande — verbale, écrite ou autre — tendant à bloquer l'activité dans les secteurs économiques d'importance vitale fut prohibée. Étaient considérés comme tels les transports publics, les installations de production de gaz et d'énergie électrique et l'extraction de charbon.

Parmi les mesures prises, il y avait l'interdiction de faire grève pour les cheminots et les mineurs. J'interdis immédiatement la presse des indépendants et des communistes à Berlin ainsi que dans le reste du pays et, par mesure de précaution, je fis arrêter un certain nombre de leurs représentants. »**

L'ennemi commun de toutes les fractions bourgeoises, le prolétariat révolutionnaire, avait été soumis grâce à l'alliance Noske-Ebert aidée par les généraux et officiers impériaux. Son influence sur le prolétariat s'évanouissant, le SPD s'appuyait toujours plus sur la bourgeoisie et sur les contre-révolutionnaires déclarés. Maintenant, la caste des officiers, les junkers et tous les nostalgiques du vieux régime se préparaient à retourner leurs armes contre les détenteurs du pouvoir républicain. Le putsch de Kapp fut l'aboutissement du conflit évoqué plus haut.

En modifiant la forme de l'État, la révolution de novembre avait sanctionné politiquement un rapport de forces au sein de la classe dominante qui, sur le plan économique, voyait déjà la prédominance du capital industriel, commercial et financier. Le capital agraire et les couches sociales réactionnaires qui lui étaient liées crurent pouvoir rétablir l'hégémonie politique qui était la leur sous la monarchie. Mais

* Environ 1 300 grammes. [Ndlr]

** Le 14 janvier, la *Deutsche Tageszeitung* annonçait depuis la Bourse de Berlin : « Nouvelle augmentation du cours des changes grâce à la confiance qu'inspire Noske, dont on s'attend à ce qu'il réussisse à réprimer les agitateurs. Une forte stabilité prévaut avec une tendance à l'achat, forte par endroits, notamment pour les titres du secteur minier. »

les choses avaient évolué à un point tel que, même à un général impérial comme von Maercker, les luttes révolutionnaires avaient fait comprendre quel était l'enjeu, et ce rapidement et de façon globalement juste ; au point d'en faire le paladin du capital industriel et commercial et des détenteurs du pouvoir étatique contre le prolétariat révolutionnaire, et de lui faire écrire dans son livre *Vom Kaiserheer zur Reichswehr* à propos des kappistes – avec lesquels il avait d'étroits liens de caste :

« En réalité, le docteur Kapp n'avait pas reconnu le signe des temps. La route qu'il avait empruntée ne conduisait nulle part. Il ne s'était pas rendu compte que le barycentre allemand s'était déplacé du Nord-Est, où il jouissait d'une certaine influence, à l'Ouest. Le barycentre économique et politique du pays n'est plus aujourd'hui, comme il y a cinquante ans, la région agricole de l'Elbe orientale, mais l'Ouest industriel. Et là-bas, qui connaissait Kapp ? Il était convaincu que celui qui se rendrait maître de Berlin dominerait l'Allemagne. Il commit une grave erreur de jugement. »

Qu'un putsch militaire était en préparation, cela se savait, et depuis des mois. Le ton de la propagande des partis de droite qui, au même rythme que l'armement militaire, préparait le terrain au coup de la contre-révolution militaire-monarchique le laissait clairement entendre. Les quotidiens, ceux des spartakistes et des indépendants notamment, signalaient le danger depuis des mois. Une circulaire de la Centrale du KPD de début mars 1920 disait :

« La contre-révolution militaire se fraye un chemin avec, pour commencer, les moyens que lui offre la Constitution démocratique. Aux prochaines élections parlementaires et présidentielles, elle compte marquer un point décisif. Il faut être aveugle pour ne pas voir que la masse de la bourgeoisie, grande, moyenne et petite, et les paysans sont en train de se rapprocher à grands pas de la ligne Hindenburg-Ludendorff. Mais il ne faut pas imaginer que la contre-révolution militaire, parce qu'elle privilégie pour le moment la voie des institutions républicaines, a renoncé à l'usage de la force.

La propagande et l'usage des instruments dits démocratiques vont de pair avec la préparation systématique de pogromes et de putschs en bonne et due forme. L'expérience historique prouve que le bonapartisme, dont ce mouvement contre-révolutionnaire prépare l'avènement en Allemagne sous de nouveaux habits, sait conjuguer les deux moyens, violence brutale et démocratie. La contre-révolution militaire, comme tout pouvoir économique, agit selon le principe même formulé par le Parti dans ses thèses sur la tactique : "Aucun instrument politique ne peut être écarté a priori, tous peuvent servir au moment et à l'endroit opportuns." »

4.2. Les préparatifs du putsch militaire

L'Est agricole de l'Allemagne et les régions périphériques de l'ex-empire tsariste, que les troupes allemandes occupaient depuis 1918, constituaient la base principale de la contre-révolution. C'est là que l'impérialisme allemand, lorsque la faillite de ses prétentions sur l'Occident européen devint évidente, tenta de prendre sa revanche. La campagne militaire du général von der Goltz contre la révolution finlandaise fut le premier pas. La révolution de novembre ne fit pas renoncer l'Allemagne à ce projet. En novembre 1918, après l'éclatement de la révolution allemande, le général Groener, dans un ordre secret transmis aux commandants en chef des « marches de l'Est supérieur », affirmait que l'évacuation de ces territoires — l'Ukraine et la région de la Baltique — était contraire aux intérêts nationaux. Depuis lors, les généraux monarchistes et tous les cercles contre-révolutionnaires s'attachèrent à unifier les forces de l'opposition nationaliste en vue d'un soulèvement contre les États vainqueurs et pour le « nouveau allemand ». Leur terrain d'élection était l'Est allemand, au-delà même des frontières de l'État allemand. Le général Lüttwitz en particulier poursuivait « avec une obstination presque pathologique », comme l'écrit Maercker, l'idée de « sauver la patrie de la ruine par une action décidée ». Pour la caste des junkers et pour les grands propriétaires fonciers de la Prusse-Orientale, le maintien d'une forte position militaire à l'orient était d'un intérêt vital. Ces vues furent encouragées par le gouvernement « révolutionnaire ».

Les marches orientales de l'Allemagne et les provinces baltes devinrent ainsi un des nids de la contre-révolution militaire et des pires lansquenets et brigands. En fait, les commandants ne se distinguaient pas des autres gradés, si ce n'est par une rapacité et une soif de sang plus marquées. Les junkers d'outre-Elbe s'étaient alliés aux forces blanches russes. Les commandants des mercenaires avaient à plusieurs reprises manifesté ouvertement leur insubordination à l'égard du gouvernement. C'est là que les divers Rossbach, Bischoff et Berthold formèrent la soldatesque qui, lors du putsch de Kapp, ferait le plus preuve d'acharnement contre les ouvriers allemands*. Lorsque, en décembre 1919, les derniers restes des troupes de la Baltique furent ramenés en

* Dès le 24 novembre 1918, le grand quartier général avait envoyé un ordre secret aux commandants des unités stationnées en Pologne, les *Grenzschutzpost* (défenseurs des frontières orientales) afin qu'ils constituent des unités de volontaires pour « assurer la défense des marches de l'Est ». Le lieutenant Gerhard Rossbach avait anticipé l'ordre en constituant un *Freikorps*, la *Freiwillige Sturmabteilung* Rossbach (section d'assaut de volontaires Rossbach). [NdIrk]

Allemagne et regroupés dans des *Arbeitsgemeinschaft* au sein des domaines de l'est et du nord du pays, la contre-révolution obtint un considérable renfort. Ces hommes, que les longues années de guerre avaient transformés en lansquenets, qui avaient été recrutés avec la promesse d'une bonne situation et étaient habitués à une existence de pirates, vendus aux seigneurs de guerre les plus offrants, ces hommes pleins de haine pour la révolution et pour la république constituaient le « matériel » qui convenait pour remplir les objectifs de la contre-révolution militaire.

Les clauses du traité de paix de Versailles, qui imposaient la réduction de l'armée à deux cent mille hommes avant le 10 avril 1920 et à cent mille avant le 10 juillet, provoquèrent une crise militaire cruciale pour la république. Selon les données sûrement sous-estimées fournies par Noske, l'ensemble des forces armées s'élevait à ce moment-là à près de quatre cent mille hommes, dont une moitié stationnait dans les pays Baltes et dans les zones orientales et méridionales périphériques, et l'autre moitié dans le cœur de l'Allemagne. Pour la seule région balte, ils étaient près de quarante mille. Il y a beaucoup de vrai dans le jugement porté, fût-ce dans une optique bourgeoise, sur la brigade Ehrhardt après le putsch de Kapp : « Les mercenaires ont livré bataille car ils ne voulaient pas perdre leur solde. » La « vague nationaliste » qui parcourut l'armée de la république suite à la divulgation du traité de Versailles correspondait avant tout au désir de meilleures conditions de survie de centaines de milliers d'officiers, de sous-officiers et de soldats. La demande d'extradition des criminels de guerre fit ensuite enfler la vague nationaliste. L'indignation soulevée au sein de l'armée par le traité de paix fut habilement canalisée par les officiers monarchistes contre ceux qui étaient disposés à accepter le diktat, et qui d'ailleurs le signèrent par la suite ; autrement dit contre le gouvernement de la république, mais aussi contre la république en soi, contre le résultat de la révolution de novembre qui avait balayé le vieux pouvoir impérial et précipité le pays dans l'indigence.

La grave crise de l'armée n'était que le symptôme de la profonde crise politique qui traversait la nation. Avec une précision mathématique, les conditions se mettaient en place qui permettraient à la contre-révolution militaire de passer à l'offensive contre ses alliés d'hier, ceux avec lesquels elle pensait avoir mis le prolétariat à genoux. L'instauration d'une dictature militaire fut prise sérieusement en considération. En juillet 1919, le colonel [Max] Bauer demanda au général Maercker, chargé par Noske de défendre l'Assemblée nationale de Weimar, de dissoudre celle-ci et de former un « gouvernement d'action ». À la même époque, lors d'une réunion des commandants de la division de fusiliers de cavalerie de la garde, le capitaine Pabst se dit prêt à envoyer le gouvernement au diable. Pabst demeurera toutefois encore longtemps au service de Noske.

Noske fut lui-même invité par les généraux à proclamer la dictature. Kapp, directeur général du ministère prussien de l'Agriculture, fit dans cette même période sa première visite à Ehrhardt. Les conspirateurs de la contre-révolution militaire, les artisans du putsch de Kapp, qui en été déjà poussaient sans vergogne leur chef à passer à l'action, peaufinaient leurs plans, achevaient leurs préparatifs militaires et politiques sur la base d'un plan centralisé. La question de la dictature militaire était évoquée publiquement de façon de plus en plus explicite. Les démobilisations massives, la réorganisation de l'armée imposée par les accords de Versailles, la dissolution des *Freikorps* et leur intégration partielle dans les formations de la Reichswehr, le retour des troupes de la Baltique, tout cela aguisait la crise militaire. La République ne pouvait compter sur la Reichswehr, mais, comme le démontra le putsch de Kapp, la contre-révolution ne pouvait pas non plus s'en servir. La structure de l'appareil étatique républicain s'était déjà consolidée. La Reichswehr était désormais une armée structurée, armée et disposée pour la guerre civile, et commandée par les mêmes personnages qui avaient dirigé les *Freikorps*. Pour contourner les limites quantitatives imposées à l'armée par le traité de Versailles, des milices civiques, reliées à un centre, ainsi que divers genres de formations illégales avaient été organisées. Sur ce terrain, les intérêts de la contre-révolution monarchiste et ceux des gouvernants républicains s'étaient rencontrés, même si les motivations étaient en partie différentes.

En août 1919 fut fondée l'Union nationale, conçue comme le centre politique, militaire et organisationnel de la conjuration contre-révolutionnaire. Elle était promue et dirigée par le capitaine Pabst, qui avait été congédié suite à la dissolution de la division de fusiliers de cavalerie de la garde dont il était le fondateur et le commandant. Durant la phase révolutionnaire, Pabst avait été l'inspirateur et le conseiller intime de Noske. Il fut congédié pour avoir, y compris aux yeux de Noske, trop explicitement éventé ses projets de dictature. Pabst était épaulé dans son activité de propagande par une troupe d'officiers, parmi lesquels le capitaine d'aviation Berthold — un des principaux organisateurs militaires, tué à Harburg par les ouvriers lors du putsch de Kapp — et les docteurs Schnitzler et Grabowski. Le colonel Bauer, qui avait dirigé durant la guerre le service d'information du commandement suprême de l'armée, était l'un des principaux chefs de l'Union nationale. Le général von Lüttwitz, le docteur Kapp, von Jagow, le docteur Schiele et d'autres encore étaient de la partie. Ludendorff se tenait en coulisse : il devait « en cas de capture du gouvernement [de Kapp], pouvoir nier toute implication dans l'affaire ».

Le programme public de l'Union nationale semblait complètement inoffensif.

« [L'objectif de l'Union nationale est] de réunir l'ensemble du mouvement national [...] dans le but de rassembler dans un seul front tous ceux qui adoptent des positions nationales, sans distinction de parti. [Dans le domaine

militaire, elle s'oppose à] la tentative d'influencer dans un sens républicain-socialiste les troupes, les milices civiques, les organisations de volontaires, etc. L'Union a pour but de mettre la force militaire de la nouvelle Allemagne au service non d'un parti ou d'une personne, mais de la patrie allemande, [...] de regrouper les associations de démobilisés, officiers, sous-officiers et soldats [...] dans le courant national et de faire accepter à la nation entière les revendications économiques qu'elles ont portées devant les parlements régionaux.»

Moins inoffensif que ce « programme » était celui qui avait été élaboré pour le putsch. Lorsque le docteur Schnitzler fut arrêté, le 11 mars 1920, on trouva chez lui des documents, des projets de loi et le plan d'action de l'Union nationale. Les documents montraient que le putsch avait été préparé avec soin et en détail. Étaient prévus : proclamations au peuple et aux troupes, état de siège, Constitution provisoire, dictature militaire, formation d'un nouveau gouvernement avec la participation de sociaux-démocrates (Noske, Heine, Lensch), etc. Dans une note étaient listés les premiers éléments du putsch :

- « 1. Le jour précédent : accord avec Lossberg et Watter.
2. Un ou deux jours avant : exode des partis nationaux.
3. Le jour précédent : mobilisation des troupes les plus fiables, accord contraignant avec les commandants de la SIPO, communication de la date aux Unions territoriales, aux Ligues provinciales, etc., qui doivent confirmer immédiatement leur appui.
4. Nuit, de 1 heure à 6 heures du matin : arrestation du gouvernement du Reich et de celui de Prusse, interruption de toutes les communications téléphoniques et télégraphiques, occupation des stations de radio, arrestation d'Ebert, auquel on concédera toutefois de rester en fonction. De même pour Noske. Interpellations des personnes inscrites sur les listes, occupation des édifices publics, etc., selon le plan de mobilisation, entrée en fonction du nouveau gouvernement. Kapp chancelier et Premier ministre de Prusse.
5. Matin : état de siège, mobilisation immédiate des milices civiques, des officiers volontaires, du TENO, code de guerre pour les chemins de fer. Proclamation entre 1 et 8 heures du matin, communication aux gouvernements de l'Entente et aux États de la Fédération, décret pour la sécurité des troupes. Les mesures administratives et législatives du nouveau gouvernement suivront. »

L'élaboration des nouvelles lois, à laquelle, outre Schnitzler, participèrent les docteurs Hermann et Schiele (Naumburg), avait commencé en octobre 1919. Les projets de loi étaient soumis à l'approbation de Kapp, de Jagow et de Ludendorff. Le même soin fut mis à recenser les forces militaires sur lesquelles on pouvait compter. Une attention particulière fut portée à la Bavière, où le capitaine Berthold travaillait avec un groupe d'officiers à enrôler et organiser une « unité d'acier », et à mobiliser toutes les forces nationalistes. Ce furent avant tout les officiers de la Reichswehr qui furent préparés ; les *Zeitfreiwillige*, les milices civiques et les fonctionnaires publics – de l'État, des Länder et des administrations locales – furent aussi pris en considération. Une certaine

importance fut accordée aux confréries d'étudiants*. Comme en témoigne le procès-verbal d'une réunion du 21 février 1920, le docteur Heim, chef du Parti des paysans bavarois, était lui aussi impliqué dans les préparatifs du putsch en Bavière, où l'action militaire se déroula « selon les plans ».

La campagne politique visant à préparer le terrain au putsch militaire fut essentiellement menée par deux partis de droite. Bien que, après l'échec du putsch, le Parti populaire national-allemand et le Parti populaire allemand aient nié toute implication, ce n'est pas un hasard si les bureaux berlinois de l'Union nationale se trouvaient dans le même immeuble que ceux du Parti populaire national-allemand. En outre, le docteur Schiele et d'autres participants au putsch de Kapp étaient d'importants représentants de ces deux partis ; Kapp lui-même était membre de la direction du Parti populaire national-allemand et von Wangenheim, président du Reichslandbund. Enfin, entre les slogans politiques de l'Union nationale et ceux des partis de droite, la ressemblance était saisissante.

Ce pendant des mois, à travers leur activité parlementaire et extraparlémentaire, ces partis jetèrent le discrédit sur le gouvernement, en particulier sur ses membres les plus impopulaires, comme Erzberger. Le récit d'un des propagandistes de Berthold témoigne de ce que pensaient de lui les milieux de la contre-révolution militaire : « Tous les soirs, Erzberger est envoyé à la potence à plusieurs reprises. » Ehrhardt, dont l'Organisation Consul** fournira par la suite les assassins d'Erzberger, écrit à propos de ce dernier : « Il y avait un homme que nous devons remercier pour tout ce qui était arrivé en Allemagne ; un homme qui devrait un jour en payer les conséquences. [...] Cette pustule sur le corps du peuple allemand, c'est celui qui avait trahi la patrie ! »

* Dans un mémorandum, le capitaine Berthold écrivait : « Le comité de mobilisation doit immédiatement contacter les hommes de confiance des confréries d'étudiants pour connaître la dimension de leur organisation et repérer les secteurs que nous n'avons pas réussi à rapprocher de nous. À ce propos, il est particulièrement important de savoir s'il y a des groupes d'étudiants qui nous sont hostiles. S'il en existe, ces fanatiques doivent être mis hors état de nuire. La confrérie étudiante sera organisée en compagnies et en colonnes de marche indépendantes et constituera la principale réserve, car les étudiants constituent notre force d'élite. »

** Sous le coup d'un mandat d'arrêt pour avoir participé au putsch de Kapp, Ehrhardt se réfugia à Munich sous le faux nom de Consul Eichwald, d'où le nom de son organisation. Ehrhardt lui-même la décrit ainsi : « L'OC (Organisation Consul) était, ni plus ni moins, un secteur de l'Abwehr [le service de renseignement militaire] qui se reconstituait. » L'OC fut utilisée par l'état-major dans des missions secrètes dans les territoires allemands occupés par les Alliés et surtout en Roumanie : constitution et surveillance de dépôts clandestins d'armes, actions qui pouvant aussi passer par l'assassinat. L'OC intervint par exemple contre l'insurrection polonaise qui éclata à l'occasion du plébiscite sur la haute Silésie en 1921, et lors du putsch hitlérien de Munich en 1923. Cf. Hagen Schulze, *Weimar. Deutschland 1917-1933*, Sieder, Berlin, 1994. [NdlR]

Le Parti populaire national-allemand profita du procès Helfferich-Erzberger pour discréditer Erzberger et la république*. Cette campagne dura de la mi-janvier au 12 mars, la veille du putsch de Kapp. Les nationalistes atteignirent leur but. Ce procès devait servir, dans l'intention des partis de droite et de la contre-révolution militaire qui était leur alliée, à une opération raffinée d'intoxication politique. Dans la presse, dans les discours et au Parlement, ces partis s'élevaient en porte-drapeaux des droits démocratiques fixés par la Constitution. Ils demandaient la dissolution de l'Assemblée nationale constituante, devenue inutile après l'adoption de la Constitution, un nouveau Parlement et une nouvelle élection populaire du président du Reich. L'agitation menée par les partis de droite tourna pendant des mois autour de ces mots d'ordre.

Plus le prolétariat était bâillonné par l'état de siège et par l'étranglement de la presse révolutionnaire, plus les partis de droite étaient libres d'exercer leur agitation. Le 9 mars à l'Assemblée nationale, un député du Parti populaire national-allemand, M^{me} Schirmacher, déposa ostensiblement une couronne de lauriers avec un ruban noir-blanc-rouge devant le monument dédié à Guillaume 1^{er} dans le hall du Parlement. Ce même jour l'Assemblée nationale discutait les propositions de dissolution de l'Assemblée avant le 1^{er} mai 1920 et de nouvelles élections, présentées par le Parti populaire national-allemand. C'étaient les préliminaires parlementaires du putsch militaire, comme le montrent les requêtes présentées le jour suivant au gouvernement par le général Lüttwitz :

« Aucune réduction des troupes du Reich, aucune remise d'armes et de munitions aux gouvernements de l'Entente ; destitution du ministre de l'Économie [Robert] Schmidt et du ministre de l'Agriculture de Prusse [Otto] Braun ; nouvelles élections parlementaires, nouvelle élection du président du Reich par le biais d'un vote populaire. »

Le gouvernement n'informa pas l'Assemblée nationale des requêtes péremptoires du général. Le 16 mars, le ministre Löbe déclara à la réunion du groupe parlementaire social-démocrate : « La principale préoccupation du gouvernement, c'est qu'une dévalorisation de la Reichswehr ne le

* Helfferich – qui avait été ministre du Budget durant la guerre – avait publié en 1920 un pamphlet contre Erzberger « intitulé *Fort mit Erzberger* (De l'avant avec Erzberger) dans lequel l'actuel politicien national-allemand reprochait au plus éminent homme du Centre non seulement une politique erronée faisant du tort à l'Allemagne, mais aussi son évidente duplicité et un mélange constant entre intérêts privés et politique ». Erzberger lui fit un procès pour calomnie, mais « le procès mit en lumière quelque chose qui pouvait servir à l'accuser. En tant que député, il avait œuvré plusieurs fois en faveur d'entreprises dont il était membre du conseil d'administration ou actionnaire. Le 12 mars, Helfferich fut condamné pour diffamation et outrage formel à une amende, [...] mais le véritable perdant du procès fut Erzberger [...] que les juges estimèrent coupable [...] dans deux cas de parjure et dans sept cas de confusion entre intérêts économiques privés et politique. Le jour même, Erzberger démissionna de ses fonctions de ministre des Finances du Reich ». Cf. H. Schulze, *op. cit.* [NdlR]

laisse sans défense face aux spartakistes et aux pillards.» Entre-temps, les signes prémonitoires de l'imminence du putsch militaire s'accumulaient. Les conspirateurs étaient encore divisés sur la date de l'affrontement, mais la situation se détériorait rapidement. Les scrupules politiques formulés par une partie des conspirateurs quant au choix du moment le plus adapté — d'après le témoignage de Kapp lui-même — furent écartés par l'appareil militaire, qui suivait désormais sa route sans s'arrêter. Dans le camp militaire de Döberitz, aux portes de Berlin, la brigade de marine Ehrhardt, qui avait reçu de nombreuses visites de Kapp, trépassait dans l'attente du passage à l'action.

Le 29 février, sa dissolution avait été ordonnée. Le 1^{er} mars, le général von Lüttwitz et l'amiral von Trotha la passèrent en revue dans le camp de Döberitz ; Noske n'avait pas été invité. Dans son allocution à la troupe, Lüttwitz déclara : « Je ne permettrai pas qu'en un moment aussi chargé d'événements tempétueux une telle troupe soit dispersée*.»

Noske fut informé du passage en revue comme des paroles du général, mais ne prit aucune mesure. « Le 1^{er} mars et les jours suivants, Kapp, Lüttwitz et le général von Oven eurent de nombreux et longs entretiens. [...] L'on vit réapparaître Trebitsch-Lincoln, le journaliste aux multiples nationalités. [...] On avait l'impression d'être assis sur un volcan*.» Cette atmosphère d'attente fébrile avait été entretenue et alimentée consciemment par les milieux militaires. En janvier, la brigade Ehrhardt, dont les unités avaient été éparpillées dans une vingtaine de localités, avait été concentrée sur ordre du général von Lüttwitz, dans le camp de Döberitz. En février, la brigade de marine Loewenfeld, qui avait pris ses quartiers en Silésie, avait mobilisé ses propres *Zeitfreiwillige*. L'ordre de mobilisation, signé par l'officier d'ordonnance Georg Mengrohl et publié par la suite dans le *Vorwärts* du 27 mars 1920, était ainsi formulé :

« Bataillon d'assaut de la 3^e brigade de marine (Kiel)

Temporairement en Silésie

Communication n° G 14

Poste militaire allemande 292, 23.2.1920⁴

Élève officier de marine G... :

Illustre monsieur,

Dans les jours à venir, les tâches les plus ardues, lourdes de conséquences, attendent la 3^e brigade de marine et en particulier son bataillon d'assaut von Arnould, qui en est le cœur. Puisque revient au bataillon d'assaut le rôle glorieux de fer de lance, tous les volontaires sont invités à se tenir prêts. L'enjeu est de grande importance et n'admet pas d'hésitations. Il est évident que vous ne serez appelés qu'en cas d'extrême nécessité. Le télégramme portera le message établi : "Obsèques le... date..., lieu..., signature... Georg", à la suite de quoi vous devrez vous rendre sur le lieu indiqué le jour fixé. Vous demanderez immédiatement confirmation à mon adresse.

Feu et flammes ! Nous comptons sur vous ! »

* I Hermann Ehrhardt, *Abenteuer und Schicksale* (Aventure et destinées), Berlin, 1924.

Le gouvernement était au courant des préparatifs du putsch puisque, le 8 mars, il en avait été informé par un rapport confidentiel du *Staatskommissar* prussien von Berger ; Noske déclare ne l'avoir lu que le 10. Quoi qu'il en soit, il y eut ce jour-là une rencontre entre Ebert, Noske, Lüttwitz, le chef d'état-major von Oldershausen et le général von Oven, commandant du 3^e district militaire, durant laquelle Lüttwitz présenta son fameux ultimatum. Le même jour, Ehrhardt avait été nommé chef de l'état-major personnel de Noske, après s'être engagé à obéir au gouvernement, même au cas où celui-ci annulerait un ordre de marche émanant d'un de ses supérieurs. Noske en fut rassuré, mais dès le jour suivant Ehrhardt eut un entretien privé avec Lüttwitz à qui il déclara qu'il obéirait à son ordre de marcher sur Berlin si cet ordre se présentait sous une forme qui l'y autorisait. Noske fut informé de l'intensification des activités de Kapp et de Paßst le 9 mars – il l'a lui-même écrit – et reçut de nouvelles informations le 11. Il se décida alors à lancer un mandat d'arrêt contre Kapp, Pabst et Schnitzler, mais « la filière policière s'enraya. Froböse tergiversa, déroutant l'ordre sur un autre service, si bien que les principaux artisans du putsch réussirent à se mettre à l'abri ». Noske prit acte de leur fuite avec tristesse.

Le *Regierungsrat* Froböse, de la section IA de la police de Berlin, dont le chef était le social-démocrate Eugen Ernst, avait averti les kappistes, si bien qu'ils échappèrent aux perquisitions domiciliaires et aux arrestations. Doyé, le haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur du Reich dont dépendait la police de sûreté publique, était l'autre important complice des kappistes au sein de la police ; lui et le *Staatskommissar* pour l'ordre public de Prusse rassuraient Noske – certes, à l'égard de la classe ouvrière, cet homme était la brutalité incarnée et c'était cela que les forces réactionnaires appréciaient majoritairement chez lui, mais il était bien loin d'incarner l'intelligence, ce que les forces réactionnaires appréciaient également. Le 12 mars, les quotidiens de Berlin lançaient l'alarme :

« Les unités des troupes de la Baltique, qui sont postées à Döberitz en attendant qu'on leur donne congé, s'avèrent être depuis quelque temps en permanence état d'alerte, avec cuisines et havresacs prêts. Le putsch était probablement décidé pour samedi dernier. Celui-ci devait débiter par un coup de main contre les bureaux gouvernementaux à Berlin, auquel d'autres troupes organisées dans tout le pays auraient prêté main forte. »

Malgré cela, le gouvernement adressa un communiqué rassurant à l'agence Wolff :

« Berlin, 12 mars. Officiel.

Nous apprenons de source sûre qu'est en activité depuis quelque temps à Berlin une camarilla d'extrême droite qui projette une subversion illégale et anticonstitutionnelle, et qui a tenté de rallier à ses desseins jusqu'aux autorités militaires. Il est avéré que les partis de l'opposition de droite qui font partie de l'Assemblée nationale et du Landtag prussien sont étrangers à ces projets. Et de nombreux cercles conservateurs récusent eux-mêmes de la façon la plus nette la politique de desperados de cette bande de spartakistes de droite.

Toutefois, des mesures de précaution ont été prises contre ces groupes de nationalistes. Le gouvernement du Reich prendra toutes les mesures nécessaires contre les agents et les chefs de ce mouvement. L'arrestation préventive d'une série de personnalités impliquées a déjà été ordonnée. »

Noske n'ordonna l'arrestation du colonel Bauer et du capitaine de police von Kessel que le 13 mars. Entre-temps, le général Lüttwitz, qui avait été mis au repos, rejoignit le camp de Döberitz le 11 mars. Ehrhardt alla à sa rencontre en automobile et eut un entretien avec lui :

« Nous nous arrê tâmes. Sur la Heerstrasse, il [Lüttwitz] me prit à part et me dit : "C'est le moment d'agir. [...] J'entends marcher sur Berlin et faire accepter mes conditions." Puis : "Pouvez-vous vous mettre en marche dès demain ?" Je le rassurai. [...] Je revins au camp et ordonnai : "En garde ! La situation se précipite à Berlin. La sauvegarde de la capitale dépend de nous. Nous devons être prêts à nous mettre en marche à n'importe quel moment." Les motivations avancées ne trompèrent personne quant à mes intentions et les préparatifs furent entrepris dans l'enthousiasme général. Dans l'après-midi, le gouvernement ordonna lui aussi l'état d'alerte*. [...] Le jour même, le télégraphe transmit dans toute l'Allemagne le signal convenu. Le jour suivant, des centaines de *Zeitfreiwillige* se trouvèrent à leur poste. Le matin suivant, le général von Lüttwitz apparut dans le camp. Il voulait s'assurer que tout allait pour le mieux.

On décida que le matin suivant, à 6 heures, je me rendrais à la porte de Brandebourg où je me mettrais à la tête de la brigade. Là, on devait me donner d'autres instructions. [...] En fin d'après-midi, je réunis le corps d'officiers. [...] Je donnai l'ordre suivant : "La brigade doit être prête au départ à 22 heures devant le camp, pour marcher en rangs serrés sur Berlin. La compagnie d'assaut sera en tête. Nous balayerons sans hésitation toute résistance." [...] À 19 h 30, tout était fin prêt. »**

Comme en témoigne Noske dans son livre, le gouvernement n'avait pas une idée claire de la situation :

« À la réunion du Conseil des ministres, le soir du 12 mars, je ne fus pas encore en mesure de donner des informations précises sur une action présumée. On me déconseilla vivement d'aller au camp pour me rendre compte en personne de la situation ; c'est ainsi que je chargeai l'amiral von Trotha de se rendre à Döberitz. »

Trotha avertit Ehrhardt par téléphone, lui donnant ainsi le temps d'ordonner le « repos » à ses troupes. À son retour, Trotha rassura Noske : « Tout est calme dans le camp de Döberitz. »

Informé plus tard que la brigade était mobilisée, Noske envoya les généraux von Oldershausen et von Oven à Döberitz. Ehrhardt leur transmit ses requêtes, les mêmes que celles de Kapp et Lüttwitz. Le général von Oven avait été désigné comme successeur de Lüttwitz par

* Un ordre signé par Noske et rédigé par son adjoint le 12 mars à 11 heures du matin avait mis en état d'alerte les garnisons de Berlin, de Potsdam, de Spandau, de Döberitz, de Zossen, de Jüterbog et la police de Berlin.

** Hermann Ehrhardt, *op. cit.*

Noske, il était donc à la fois le supérieur d'Ehrhardt et le commandant de la Reichswehr de Berlin. Les mesures pour la sécurité de la ville dépendaient de lui. Mais « le général von Oven se limita à mettre en état de défense le quartier dit des ministères », comme Noske s'en rendit compte la nuit même. Un autre général de la Reichswehr, von Hülsen, qui assumait le commandement direct des troupes de défense de Berlin et était « en contact permanent avec Lüttwitz », avait rencontré Ehrhardt dans l'après-midi du 12 mars. Voilà ce que celui-ci raconte :

« Il était très agité et espérait m'arracher la promesse de ne pas me mettre en marche. [...] À la fin, il me dit qu'il voulait se mettre en marche, qu'il voulait prendre part à l'entreprise et que pour ça, la nuit même, il se dirigerait vers Berlin avec une demi-brigade, l'autre moitié restant dans ses quartiers. De cette façon, il était couvert, que cela se passe bien ou que cela se passe mal. »*

À minuit, Noske, rassuré par ses généraux, faisait encore la sourde oreille à tous les avertissements. Son compagnon de parti, Erich Kuttner, écrivit dans le *Vorwärts* le 3 avril 1920 :

« Vendredi 12 mars à minuit, quelques heures avant que ne commence le putsch, j'eus un dernier entretien téléphonique avec le camarade Noske. Il me dit qu'il restait optimiste et qu'il ne croyait pas aux discours hystériques sur un soulèvement imminent des militaires. Il ne croyait absolument pas qu'Ehrhardt veuille marcher sur Berlin. Le camp de Döberitz était calme et, d'ailleurs, il avait déjà pris toutes les dispositions nécessaires. »

* Hermann Ehrhardt, *op. cit.*

4.3. Le 13 mars 1920

Les troupes d'Ehrhardt avançaient sur la ville. Sur le pont de Pichelsdorf, Ehrhardt les harangua, leur expliquant le but de leur marche sur Berlin. Là, elles furent accueillies avec enthousiasme par les milices civiques, mobilisées pour la défense du gouvernement. À l'aube, les mutins atteignirent le Tiergarten.

« À 5 heures du matin, raconte Ehrhardt, un des généraux que j'avais rencontré le jour précédent vint à ma rencontre avec la réponse du gouvernement à mes conditions : elle était négative sur toute la ligne. Je n'y prêtai pas attention du moment qu'elles n'avaient pas été rédigées par moi, et je m'entretins avec ce monsieur d'autres choses sur un ton plus que correct. Les verts, les troupes de la SIPO, dont les avant-postes étaient dans la *grossen Stern**, s'étaient tranquillement retirés. En s'en allant, ils avaient crié à mes hommes : « Merci, les gars, de nous donner la relève ! »**

Ehrhardt poursuivit avec ses mercenaires en direction de la porte de Brandebourg. Le piquet de garde de la Reichswehr évacua la porte après une brève négociation. C'est là qu'eut lieu « par hasard » la rencontre historique entre les chefs du putsch de Kapp.

« Je remarquai de loin des messieurs en redingote et haut-de-forme auxquels le général Ludendorff se joignit, comme s'il les croisait lors de sa promenade matinale. C'est seulement plus tard que je sus que ces hommes en haut-de-forme étaient M. Kapp et ses ministres. »**

Comment ne pas percevoir entre les lignes le ricanement cynique du chef lansquenet ?

« Sur les coups de 7 heures, son excellence von Lüttwitz nous rejoignit et nous informa avec un sourire radieux que le gouvernement avait abandonné la capitale. La Reichswehr et la police berlinoise s'étaient mises sous ses ordres. Il m'ordonna donc d'occuper et de tenir à tout prix le quartier des ministères, l'avenue Unter den Linden, la Friedrichstrasse et la zone environnant le ministère de la Guerre. En chantant « Deutschland, Deutschland, über alles ! », la compagnie de tête dépassa la porte de Brandebourg. Les ordres avaient été suivis, tout s'était déroulé sans coup férir. »**

Entre-temps, que faisait Noske, « l'homme fort » ? Que faisait le gouvernement Ebert ? Les généraux envoyés à Döberitz étaient rentrés durant la nuit. Laissons parler Noske :

« Je réunis dans mon bureau le général Reinhardt, le chef de mon état-major, le major von Gilsa, les généraux von Seeckt, von Oldershausen, von Oven,

* Littéralement, Grande Étoile, vaste rond-point à l'intérieur du Tiergarten. [Ndlr]

** Hermann Ehrhardt, *op. cit.*

l'amiral von Trotha, de nombreux autres officiers et le *Ministerialdirektor** Rauscher. [...] Seuls le général Reinhardt et le major von Gilsa étaient disposés à obéir à ce que je leur demandais, à savoir rejoindre leurs troupes pour les mener au combat. Ces autres messieurs avançaient des objections : que la Reichswehr ne tirerait pas contre d'autres troupes du Reich, qu'on avait remarqué la présence d'officiers de police sur la route de Döberitz, que l'affrontement ne pouvait que déboucher sur un terrible bain de sang et l'inévitable défaite des faibles troupes berlinoises. »

Les généraux opposaient une résistance passive. Dans le fond, ils étaient avec les kappistes. Parmi les généraux, il y avait aussi von Seeckt, lequel sera quelques jours plus tard nommé chef de la Reichswehr par le gouvernement Ebert et dirigera la nouvelle phase de guerre civile contre le prolétariat. Le général Reinhardt déclara par la suite, en témoignant au procès Jagow, que « la brigade Oven était prête et en mesure de combattre ».

La sanglante mission de Noske au service de la contre-révolution était momentanément close. L'homme qui s'était acharné avec férocité sur le prolétariat avait été répudié avec mépris comme un incapable par la contre-révolution. Lors d'une risible réunion du Conseil des ministres, le gouvernement décida de fuir la capitale, laissant le vice-chancelier Schiffer (démocrate) à Berlin pour maintenir le contact. Les ministres sociaux-démocrates Schlicke et Schmidt restèrent également dans la capitale, mais sans fonction ministérielle. Le gouvernement prussien resta à son poste. Aux premières lueurs du jour, sans attendre que l'ultimatum des kappistes arrive à échéance, le gouvernement du Reich sauta dans quelques véhicules et prit la fuite en direction de Dresde, « pour éviter de faire couler le sang ». C'est ainsi que se justifèrent les hommes qui n'avaient pas hésité à verser des fleuves de sang et qui en feraient verser encore dans la guerre civile contre le prolétariat.

À Dresde, sous la protection du général Maercker, les collègues d'Ebert pensaient être à l'abri. Mais Maercker était du même acabit que Lüttwitz et du même sang que les contre-révolutionnaires, lesquels voyaient arriver le jour du règlement de comptes avec les républicains. Le général était en contact télégraphique permanent avec les kappistes et Lüttwitz lui avait télégraphié pour le presser d'arrêter le gouvernement en fuite. Mais Maercker, qui était du parti des prudents, proposa à Noske de l'envoyer à Berlin pour négocier ; en réalité, avant de prendre parti, le général voulait se faire une meilleure idée de la situation. Noske lui répondit : « Si vous le désirez, allez donc à Berlin rencontrer ces gens. » Le gouvernement Ebert jetait ainsi une seconde perche aux kappistes. L'attitude du général Maercker n'a pas dû tranquilliser Ebert et Noske, puisqu'ils abandonnèrent Dresde pour se rendre à Stuttgart, où, sous la protection des milices civiques et de sûreté de la ville constituées d'étudiants, de rejets de la bourgeoisie, de petits-bourgeois et de paysans,

* Directeur de section d'un ministère. [ndlr]

enrôlés au nom de la démocratie et de la lutte contre le « bolchevisme », ils comptaient trouver un port plus sûr.

L'Assemblée nationale fut convoquée à Stuttgart, où elle se livra à de terribles péroraisons contre les kappistes, mais où furent secrètement renoués les contacts avec les putschistes et jetées les bases d'une nouvelle bataille commune des disciples d'Ebert et de Kapp contre le prolétariat allemand. Dans ses Mémoires évoquant les jours de Kapp, Hahn, le commandant de la police du Wurtemberg de l'époque, le petit Noske souabe dont dépendaient les milices chargées de défendre le nouveau siège de l'Assemblée nationale, se moque sous cape du gouvernement du Reich :

« Le salon ovale de la tour orientale du vieux château était réservé aux séances du gouvernement du Reich, la "salle grise" d'en face était celle des potins, des tractations et des "entrevues". La place du château fourmillait de ministres, d'officiers et d'attachés de presse. Le regard sévère de Scheidemann ne promettait rien de mieux qu'une philippique policée, verbeuse et tonitruante ; le général Maercker, qui faisait l'entremetteur entre le gouvernement et Kapp, forçait sur ses cordes vocales pour masquer son embarras ; le chargé d'affaires anglais errait sans but d'un groupe à l'autre. [...] Noske expliquait et braillait, tandis que son adjoint affairé, le major von Gilsa, se pavanaît, faisait des étincelles et criait des ordres, réclamait un téléphone et télégraphiait ; le chef du service de presse du gouvernement embobinait l'opinion publique et le ministre des Affaires étrangères faisait voltiger sa queue-de-pie. Les jacasseries de l'intarissable ministre de l'Intérieur Koch racontaient au monde entier combien il est difficile de "gouverner le Reich". »

Jusqu'à la fuite du gouvernement le matin du 13 mars, le putsch du trio Kapp-Lüttwitz-Ludendorff s'était déroulé selon les plans. Le gouvernement Kapp promulgua un flot d'ordonnances, de décrets, de lois. Son premier communiqué annonçait :

« Le précédent gouvernement du Reich a cessé d'exister. Tous les pouvoirs politiques sont transférés au directeur général pour l'agriculture Kapp (Königsberg, Prusse) qui assume les fonctions de chancelier du Reich et de Premier ministre prussien. Le chancelier du Reich nomme le général d'infanterie baron von Lüttwitz commandant en chef de la Reichswehr et ministre de la Guerre. Un nouveau gouvernement d'ordre, de liberté et d'action est mis en place. »

Un second manifeste, signé par Kapp et intitulé « Pas de putsch monarchiste ! », annonçait la fuite de l'ancien gouvernement et repoussait le qualificatif de « putsch réactionnaire et monarchiste » pour son entreprise. Par un autre décret, Kapp dissolvait l'Assemblée nationale et le parlement prussien et promettait de nouvelles élections. Dans sa déclaration programmatique il s'engageait à respecter, dans les limites du possible, les clauses du traité de paix, à réinstaurer la souveraineté financière et fiscale de l'Allemagne, à garantir les crédits de guerre et leur remboursement, à assurer la libre jouissance de la propriété foncière.

Aux ouvriers il promettait, « dans le cadre d'une stabilisation économique générale, [...] de réduire l'écart entre leur revenu et celui des autres catégories professionnelles et industrielles ». Le gouvernement Kapp voulait « ajouter à la législation sur la protection sociale le droit à une administration autonome pour les ouvriers [...] aider les employés laissés-pour-compte à faire valoir leurs droits, assurer aux invalides de guerre et aux handicapés la pension qu'ils méritent* ».

Malgré le soin mis aux préparatifs du putsch, il fut immédiatement évident que ces « rénovateurs nationaux », incapables de faire plus que demander la formation d'un « gouvernement de techniciens », étaient de misérables brouillons. Qui était Kapp ? Il était monté pour la première fois sur le devant de la scène en 1916 en publiant un pamphlet contre Bethmann-Hollweg, qui l'avait dénoncé au Parlement comme « intoxicateur d'opinion ». Kapp l'avait défié en duel, en vain. À l'été 1917, il avait fondé le tristement célèbre Parti de la patrie, le parti des va-t-en-guerre. Il concentrait ainsi toutes les qualités nécessaires au renouveau de l'Allemagne. Le jour de la prise du pouvoir, on le vit errer complètement hagaré dans les corridors de la chancellerie à la recherche de Schnitzler : « Où diable s'est fourré Schnitzler ? Sans mon Schnitzler, je ne puis gouverner. » Mais Schnitzler, à peine sorti de prison, se plaignit auprès d'Ehrhardt d'avoir été torpillé après avoir fait avec Grabowski tout le travail politique préparatoire. Le lieutenant de vaisseau Lensch fut nommé attaché de presse, mais, n'ayant aucune connaissance des relations avec la presse, il pria le réviseur comptable Bredereck de lui donner un coup de main ; lorsqu'il était avocat, celui-ci avait empoché l'argent des clients.

Kessel, le nouveau despote de la police berlinoise, avait interdit tous les journaux et fait occuper les typographies par la SIPO. Même la *Kreuz-Zeitung*, qui était passée tous pavillons dehors du côté du gouvernement Kapp, n'était pas autorisée à paraître. Bredereck s'en plaignit à Kessel : « Il me répondit qu'il avait interdit toute publication. Je répétais qu'interdire les journaux était le meilleur moyen de susciter l'inquiétude. Il mit fin à la discussion : "Je n'en ai rien à faire, la question est close. La presse ne sort pas." »

Le ministre Oeser déclara au procès Jagow : « L'impression générale était qu'il s'agissait d'un regroupement d'affairistes et de bureaucrates. » Le président du conseil supérieur des Finances, Bang, nommé par Kapp ministre des Finances, dit de la chancellerie du Reich :

« Ce n'était pas un gouvernement, c'était une foire, un chaos. [...] Le 13 mars s'est tenue une espèce de réunion des ministres dans le seul but de répondre

* *Post factum*, dans une lettre adressée aux journaux, Kapp révéla ses véritables objectifs : « Pour moi, l'entreprise du 13 mars était l'ultime tentative de sauver l'ancien État bureaucratique prussien. Si le succès nous avait souri, nous aurions d'un seul coup secoué le joug des journalistes, des syndicalistes et des Juifs, comme en Hongrie. Mais le consensus ne fut pas suffisant. » (*Berliner Tageblatt*, 9 décembre 1921.)

à la question : « Que faisons-nous si la question de la monarchie est résolue d'abord en Bavière ? » »

Le plus beau tableau de la chancellerie, c'est sans aucun doute celui qu'en a fait M. Schnitzler. À peine arrivé, il s'est exclamé : « Pour l'amour du ciel, c'est un véritable bordel. »

Et Ludendorff, qu'en pensait-il ?

« Je dois confesser que je n'avais jamais rien vu d'aussi mesquin et pénible que cette réunion ; des discussions dans tous les sens et rien d'autre, aucune décision. »

Von Jagow, ministre de l'Intérieur de Kapp, dit en quelques phrases ce qu'il pensait des chefs suprêmes du putsch :

« Le 13 mars, une splendide armée avait défilé en ordre de marche et un Kapp aux nerfs bien solides m'avait illustré la situation. Le 17 mars, c'était tout le contraire. Le colonel Bauer avait des palpitations et tremblait tellement qu'il ne réussissait pas à articuler une syllabe ; Kapp était dans un tel état qu'il me faisait de la peine ; Pabst était complètement défait. »

Il y avait des postes à occuper au gouvernement. Severing devait devenir ministre de l'Économie. Kapp télégraphia le 13 mars au général Watter : « Prie Severing, mais sans lui donner d'ordre, de me rejoindre immédiatement pour un entretien important. Signé : Kapp. » Outre Severing et Heine, parmi les sociaux-démocrates, il y avait aussi Südekum qui était apprécié des kappistes : ils le voulaient dans le gouvernement. Un autre social-démocrate, le préfet de Berlin Ernst, conserva son poste. Le président du conseil de la Prusse-Orientale, le social-démocrate Winnig, prit ouvertement la défense de Kapp. Le 14 mars, avec le général von Estorff, il lui adressa ce télégramme :

« Le changement de gouvernement s'est déroulé jusqu'à cette heure sans effusion de sang. À Berlin et dans toute la Prusse, le calme règne. Le peuple a accueilli avec calme la nouvelle équipe gouvernementale. On a donc vu se créer une nouvelle situation qui oblige notre province, la Prusse-Orientale, à prendre également position. Nous, Prussiens de l'Est, encerclés de voisins hostiles, devons accueillir favorablement tout développement qui assure à notre région la paix et la possibilité de travailler. Le nouveau gouvernement, refusant toute réaction, promet une amélioration dans un sens libéral de la vie constitutionnelle. Soutenu par les ouvriers, il s'emploiera vigoureusement à reconstruire l'économie et à améliorer notre position internationale, tout en respectant le traité de paix.

Forts de cette promesse et guidés par la volonté de garantir l'ordre par tous les moyens, nous reconnaissons le nouveau gouvernement comme légitime détenteur du pouvoir et nous l'appuierons dans la réalisation du programme présenté. »

Le dernier acte des ministres sociaux-démocrates avant de prendre la fuite avait été de lancer un appel, renié par la suite, à la grève nationale contre le gouvernement Kapp. Pour étouffer la grève dans l'œuf et prévenir la résistance des salariés et des fonctionnaires, le gouvernement

Kapp tomba le masque et promulgua quelques décrets qui mirent en lumière son véritable caractère, celui d'ennemi de la classe ouvrière. Les fonctionnaires furent menacés de licenciement immédiat et de perdre leur droit à la retraite s'ils ne retournaient pas au travail. Un autre décret menaçait les employés récalcitrants d'amendes allant jusqu'à dix mille marks et de licenciement. De son côté, Lüttwitz prouva qu'il était de l'école de Noske. Il promulgua une ordonnance « pour la sécurité des entreprises essentielles à l'économie nationale » qui punissait toute infraction de six mois d'emprisonnement et tout acte de sabotage de pas moins de cinq ans de prison. Un décret Kapp-Lüttwitz postérieur offrait aux briseurs de grève du TENO des protections spécifiques. Dans l'esprit de Noske, on y déclarait :

« Berlin, 15 mars, officiel.

Décret.

§1. Toute personne faisant la promotion d'actions soumises aux sanctions prévues par le décret sur la sécurité des entreprises essentielles à l'économie nationale et par le décret sur la protection de la liberté du travail, ou prenant part à des piquets de grève, est punie de mort.

§2. Ce décret entre en vigueur le 16 du mois en cours à 4 heures de l'après-midi. »

Le même jour, dans un autre décret, le baron von Lüttwitz donnait les consignes suivantes :

« J'interdis toute forme de propagande insurrectionnelle, verbale ou écrite, contre le gouvernement et j'ordonne de sévères punitions, pouvant aller jusqu'à la mort dans les cas les plus graves, contre toute personne agissant d'une manière ou d'une autre contre le gouvernement. »

Une circulaire datée du 15 mars émanant de la brigade Ehrhardt exigeait l'application d'un autre décret gouvernemental qui, « pour décourager la manie des grèves », interdisait la distribution de denrées alimentaires aux grévistes. Les kappistes prirent des dispositions similaires également en province. Le 16 mars 1920, depuis le 9^e commandement de brigade de la Reichswehr à Schwerin, le général von Lettow-Vorbeck ordonna de disperser un rassemblement ouvrier en spécifiant : « La première colonne qui entrera en contact avec l'ennemi devra attaquer le rassemblement et le disperser ; les ouvriers armés devront être fusillés sans hésitation. »

Les alliés de Kapp ne manquèrent pas d'apporter leur soutien. Le Parti populaire national-allemand publia le 13 mars une proclamation dans laquelle, « prenant acte des événements », il se rangeait du côté du nouveau gouvernement. Quelques jours plus tard, il tentera de prendre ses distances avec le putsch, pour ne pas semer la confusion parmi ses partisans et ne pas compromettre ses efforts visant à prendre le pouvoir de façon légale. Toutefois, nombre d'organisations provinciales de ce parti saluèrent avec enthousiasme le gouvernement Kapp. L'organisation territoriale de la Silésie centrale « salue avec une profonde satisfaction »

l'arrivée au pouvoir de Kapp. Celle du district de Königsberg estime qu'il était du « devoir de tout Allemand de conviction nationaliste [...] de soutenir le nouveau gouvernement [...] et, si nécessaire, de lutter pour lui ». La Ligue territoriale de Poméranie déclare son soutien aux « hommes nouveaux » : « Leurs objectifs économiques sont les nôtres. »

Le parti de Stresemann ne voulut pas non plus être de reste : le 13 mars, il diffusa une déclaration au sujet du gouvernement Kapp qui dans sa conclusion, reconnaissait le nouveau régime : « Un nouveau gouvernement est désormais en place. [...] Le Parti populaire allemand déclare que le soulèvement ne change rien à ses principes libéraux et demande que l'actuel gouvernement provisoire cède rapidement la place à un gouvernement conforme à la loi. » Stresemann, en substance, voulait se ménager la possibilité d'entrer au gouvernement Kapp. Dès début mars, le général Lüttwitz avait fait connaître ses projets aux deux partis de droite.

Le Parti démocrate condamna effectivement les kappistes dans une déclaration, mais laissa à Berlin son ministre Schiffer afin que, avec l'aide du député du Centre catholique Trimborn, il assure le maintien d'un canal de négociation entre le gouvernement Ebert et le gouvernement putschiste. Le gouvernement du Mecklembourg-Strelitz, dirigé par le baron démocrate von Reibnitz, que Lettow-Vorbeck avait destitué, reconnut le gouvernement Kapp le 14 mars. Officiellement, le Centre catholique, les démocrates et les sociaux-démocrates, dans un appel unitaire, prirent position contre Kapp.

Les putschistes mobilisèrent aussi leurs réserves militaires. La Centrale nationale des milices civiques, qui était pourtant l'œuvre des ministres sociaux-démocrates, se rangea le 13 mars du côté de Kapp par cette déclaration :

« Aux milices civiques d'Allemagne !

Le rétablissement d'un gouvernement régulier met les milices civiques face à de nouvelles et difficiles tâches. Elles doivent prouver qu'elles sont à la hauteur des espérances de l'Allemagne et garantir en toute circonstance la sécurité publique. Instituées pour le maintien de la paix et de l'ordre, pour la défense de la patrie accablée, elles mettent toutes leurs forces au service de la volonté de la majorité du peuple allemand. Le nouveau gouvernement du travail qui, à la suite de la fuite du gouvernement du Reich, assume provisoirement la destinée de l'Allemagne, a invité tous les partis à collaborer, s'engageant dans les plus brefs délais à convoquer de nouvelles élections. Tant que le peuple ne se sera pas exprimé, les milices civiques resteront en armes pour garantir la paix et l'ordre, pour protéger la patrie et les foyers des agitateurs et des délinquants. L'heure impose à tout Allemand, à quelque parti qu'il appartienne, de continuer à accomplir honnêtement ses devoirs pour conjurer la guerre civile ! »

Le député démocrate L. Haas souligna encore le sens de la prise de position des milices civiques lors de son intervention du 29 mars 1920 à l'Assemblée nationale :

« Le téléphone du ministère de l'Intérieur de Karlsruhe sonne : "Ici la Centrale nationale des milices civiques, Berlin. Qui est à l'appareil ?" L'officier qui a décroché se présente. "Nous sommes heureux que ce soit justement vous qui répondez. Que pensez-vous, vous du Bade, du gouvernement Kapp-Lüttwitz ?" L'officier répond : "Nous considérons que le gouvernement Kapp-Lüttwitz est coupable de haute trahison, nous sommes avec le gouvernement Ebert-Bauer." Réplique de Berlin : "Il nous semble que vous avez été mal informés. Ce gouvernement n'est absolument pas anticonstitutionnel, au contraire, il veut défendre la Constitution." »

Les universités furent fermées, « pour ne pas porter préjudice aux étudiants qui se sont mis à la disposition du nouveau gouvernement ». Les *Zeitfreiwillige* furent mobilisés par télégraphe avec des ordres de ce genre :

« Clairon-vice fourrier Mahn, Hambourg, Rönnhaidstrasse 9 – se présenter immédiatement au 23° Reg. Art. le 16.3 heure 5.40 après-midi.

Fusilier Taubert, Gr. – Grumsdorf près de Weimar – La division est mobilisée. Se présenter immédiatement, muni de sa carte d'identité, au commandement le plus proche.

Quatrième compagnie ; sous-lieutenant von Katzler, "Goldene Traube", Anklam – Division Zossen en voie de mobilisation, se présenter le plus tôt possible 2. I.-R ; Altengrabow, 15.3, heure 11.30 matin. – Division d'acier Stade. Suit nouvelle destination : unité M.-G. »

L'appareil militaire de la contre-révolution était en mouvement. Une partie des généraux de la Reichswehr se déclarèrent ouvertement en faveur de Kapp, la majeure partie adoptant une position hésitante et attentiste.

4.4. Les partis socialistes, les syndicats et le putsch

La contre-révolution se sentait tout à fait sûre de l'emporter, mais n'avait pas tenu compte de l'impétueuse réaction de la classe ouvrière. Le prolétariat allemand avait dû céder une position après l'autre lors des affrontements précédents et lutter pour empêcher une aggravation de ses conditions de travail et de vie ; or, malgré ces défaites, la révolution prolétarienne redressa fièrement la tête à l'occasion du putsch de Kapp. Mais les contradictions de novembre n'avaient pas été résolues, et toutes les carences et les faiblesses de la classe ouvrière ainsi que son manque de maturité refirent surface, créant les conditions d'une nouvelle défaite. Les problèmes mis en évidence par les luttes sociales de l'année précédente — celles des mineurs du bassin de la Ruhr pour la journée de six heures et pour la socialisation, réprimées au moyen de l'état de siège ; la bataille pour les conseils, les organes de la révolution prolétarienne, noyée dans le sang en janvier ; la lutte des cheminots et des fonctionnaires, encore une fois privés du droit de grève et de leurs conquêtes ; la lutte des ouvriers agricoles pour se libérer de rapports médiévaux — étaient encore à l'ordre du jour et réclamaient une solution.

Les chaînes de la dictature de Noske étaient tombées ; celles de la dictature de la caste des junkers et des militaires menaçaient les conditions d'existence du prolétariat. Comme un seul homme, le prolétariat fut sur le terrain dès les premières heures et prit part massivement à la grève générale ; les affrontements armés furent nombreux et violents. Pourtant cette lutte ne déboucha pas sur la victoire du prolétariat, mais sur celle de la coalition entre forces contre-révolutionnaires noir-rouge-or et noir-blanc-rouge*, coalition qui eut encore une fois le dessus sur la révolution. Le putsch de Kapp mit fin à une phase de lutte d'émancipation du prolétariat et ouvrit une nouvelle phase de domination de la bourgeoisie.

Cet échec s'explique par les mêmes raisons que celles qui avaient empêché la victoire de la révolution prolétarienne le 9 novembre 1918, même si entre-temps de nouvelles conditions avaient commencé à mûrir, sans toutefois arriver à leur plein développement. La Ligue Spartacus s'était transformée en Parti communiste révolutionnaire, avant-garde de la révolution prolétarienne, mais sur une base organisationnelle bien plus restreinte que son influence idéologique. La scission du KAPD avait saigné l'organisation, qui ne pouvait compter à Berlin que sur quelques centaines de militants, face aux presque cent mille membres du SPD et de l'USPD. Le parti n'avait pris racine parmi les masses que

* Le drapeau de la monarchie impériale portait les couleurs noir-blanc-rouge, celui de la république, noir-rouge-or. [NdLR]

dans quelques districts. Lors du putsch de Kapp, toutes les faiblesses théoriques et organisationnelles de la révolution allemande trouvèrent une traduction dans les rangs de la Ligue Spartacus et surtout dans sa direction. Les faiblesses de ce parti étaient les faiblesses et les preuves d'imaturité de la révolution prolétarienne en Allemagne. L'absence d'un parti communiste fort, bien enraciné parmi les masses et théoriquement préparé, a été l'une des causes décisives du revers subi par la révolution prolétarienne en Allemagne dans cette conjoncture.

La classe ouvrière ne fut pas saisie par surprise par le coup de force de la contre-révolution militaire. Le KPD, en particulier, signalait depuis des mois le danger imminent d'un putsch. Dans la circulaire n°5 de la Centrale, la possibilité que le prolétariat réagisse passivement à un coup d'État militaro-monarchiste était envisagée, et on insistait sur le fait que

« le mot d'ordre du parti doit être en tout cas actif, il doit pousser à l'action, indiquer l'objectif révolutionnaire ; si la classe ouvrière réagit, il faut tout mettre en œuvre pour en prendre la direction et indiquer des solutions politiques concrètes au mouvement ».

Il était indispensable d'associer d'autres revendications à celles portant sur les conseils d'usine et les conseils ouvriers :

« Il faut valoriser le mouvement dans les districts ruraux. Si les grands propriétaires terriens et les riches paysans devaient recourir au sabotage alimentaire, comme cela est déjà arrivé, il faudrait alors donner comme mot d'ordre au prolétariat rural le contrôle et la gestion des grandes entreprises agricoles pour assurer l'approvisionnement des villes. »

En conclusion, la circulaire invitait à

« propager ces mots d'ordre parmi les masses dès maintenant, pour qu'au moment de l'action, l'énergie révolutionnaire libère toutes ses forces ».

Dès les premiers jours de la lutte contre le putsch de Kapp, le KPD fut presque partout l'avant-garde qui poussait à dépasser les limites que les hommes de Scheidemann et de l'USPD voulaient imposer à la contre-attaque ouvrière. Mais il fallut auparavant surmonter les hésitations dont faisait preuve la Centrale. Consciente, sans doute, de sa faible influence dans la classe ouvrière berlinoise, celle-ci publia le 14 mars dans la *Rote Fabne* un appel aux accents assez pessimistes :

« Dans ces circonstances, les ouvriers doivent-ils se lancer dans la grève générale ? La classe ouvrière, mise aux fers jusqu'à hier par les Ebert-Noske, désarmée, soumise au fléau des patrons, n'est pas en ce moment prête à l'action. Soyons clairs. La classe ouvrière doit descendre dans la rue contre la dictature militaire au moment et avec les moyens qui lui seront le plus favorables. Le moment n'est pas encore arrivé. Il le sera lorsque la dictature militaire aura ôté son masque. »

Les événements et la réflexion se chargèrent de corriger, dès le jour suivant, cette évaluation erronée. Une autre grave erreur de direction du Parti communiste fut corrigée par l'appel aux armes lancé spontanément

par la classe le jour même du putsch. La circulaire qui donnait les directives pour l'action face à un coup de force militaire avançait comme mots d'ordre les conseils ouvriers et la dictature du prolétariat, mais pas l'armement des ouvriers. Il manquait donc à la propagande révolutionnaire l'élément central. Ce n'était pas un oubli. Le KPD estimait que la bataille imminente devait prendre un caractère défensif, pour reconquérir avant tout des positions de force révolutionnaires à faire valoir dans la lutte pour la dictature du prolétariat. « Les étapes à parcourir ne peuvent être établies par avance, elles seront décidées par les rapports de forces existant à ce moment-là et par la disponibilité à la lutte des masses prolétariennes » (circulaire n° 5). Toutefois, l'omission du mot d'ordre de l'armement ouvrier pour abattre la contre-révolution fut une grave erreur.

À la lumière des défaites de 1919 et compte tenu de la nécessité de s'opposer aux tendances putschistes présentes parmi les ouvriers, on peut comprendre des prises de position comme : « ... il ne s'agit pas d'une préparation *technique** pour le jour décisif. [...] Elle [la préparation] n'est pas technique [...] mais exclusivement politique » (circulaire n° 5) ; ou encore le point de vue défendu dans l'éditorial de la *Rote Fahne* du 14 mars : « On peut, dans cette lutte, ne recourir au début qu'à des moyens économiques — ceux-ci sont invincibles si les couches ouvrières les plus déterminées descendent dans la rue de façon massive. » Dans le tract qui, le 14 mars, appelait à la grève générale, on ne trouvait même pas le mot d'ordre d'armement du prolétariat ; la majorité du groupe dirigeant l'avait repoussé.

« Pour la grève générale ! À bas la dictature militaire ! À bas la démocratie bourgeoise ! Tout le pouvoir aux conseils ouvriers ! Les communistes ne se battent pas pour le gouvernement Ebert-Noske-Bauer, pour remettre en selle un gouvernement bourgeois, son parlement et son appareil d'État, ni pour de nouvelles élections à l'Assemblée nationale. Travailleurs des villes et des campagnes ! Partout, la première chose à faire est : organiser de nouvelles élections des conseils ouvriers dans toutes les usines ; réunir les conseils en assemblée plénière pour assumer la direction de la lutte et décider des mesures immédiates à prendre ; convoquer un congrès national des conseils. Les communistes se batront dans les conseils pour la dictature du prolétariat, pour la république des conseils. Ouvriers ! Ne descendez pas dans la rue, prenez les usines ! Ne cédez pas aux provocations des gardes blanches ! »

Tels étaient les mots d'ordre des communistes.

Déjà le 13 mars, les syndicats, le SPD et l'USPD avaient appelé à la grève générale. L'appel du SPD portait aussi les signatures des ministres sociaux-démocrates. Noske, dans un télégramme au général von Watter, désavoua ces signatures**, bien que sur l'affiche il n'y ait eu qu'une

* Ici, par « préparation *technique* » il faut entendre « préparation *militaire* ». [NdR]

** C'est Otto Wels, l'un des rares dirigeants sociaux-démocrates restés à Berlin, qui avait ajouté à l'appel à la grève générale en défense des institutions républicaines les signatures des ministres sociaux-démocrates (Ebert, Bauer, Noske, Schlicke, Schmidt, David, Müller et Wels). [NdR]

vague exhortation à défendre la république et les strapontins vacillants des ministres sociaux-démocrates. Le recours à la grève dans un moment de détresse n'empêcha toutefois pas la social-démocratie et ses ministres, quelques jours plus tard seulement, de faire intervenir la contre-révolution militaire, avec sa brutalité habituelle, contre le prolétariat en lutte. Depuis Dresde, le 14 mars, le gouvernement Ebert avait aussi invité les fonctionnaires à la grève.

Dans l'appel de l'USPD transparaisait l'habituel centrisme indécis qui caractérisait ce parti :

« Hommes et femmes, en lutte pour la liberté ! En lutte pour le socialisme révolutionnaire ! Contre la dictature militaire ! Contre la terreur blanche ! Contre la restauration de la monarchie ! Participez à la grève générale en un front unique et compact ! Unissez-vous pour défendre vos droits ! À bas la dictature militaire ! À bas la réaction des officiers et des monarchistes ! »

C'était toujours le même USPD. Aucune prise de position explicite sur la question du pouvoir. Pas même une parole sur les objectifs immédiats et sur les conseils, ni, naturellement, sur l'armement du prolétariat. Dans une deuxième affiche apposée le 15 mars, l'USPD attaquait le régime Ebert-Noske et donnait un tour plus radical à ses indications, lâchant ce mot d'ordre : « En avant pour la libération de toute oppression et toute exploitation, pour la proclamation d'une société socialiste ! À bas la réaction ! Tout le pouvoir à la classe ouvrière ! », sans rien dire toutefois des instruments immédiats de la lutte ouvrière pour le pouvoir, à savoir les conseils. Tout au long de cette phase, l'USPD boycotta le recours aux conseils, en accord avec la position traditionnelle du SPD. À l'exception de certaines de ses organisations locales qui ne tinrent pas compte des directives centrales, la social-démocratie indépendante repoussa aussi le mot d'ordre de l'armement ouvrier, bientôt avancé par le KPD. Le 13 mars, l'ADGB et l'AFa lancèrent eux aussi un appel à la grève générale avec pour mots d'ordre : « La république allemande est en danger ! Tous les droits des travailleurs sont menacés ! »

Les événements et la résistance ouvrière tenace et inattendue amenèrent le groupe dirigeant du Parti communiste à surmonter son hésitation initiale et à fixer comme objectifs immédiats :

1. Armement du prolétariat ! Le comité de grève doit distribuer les armes à tous les ouvriers organisés et constituer des milices ouvrières.
2. Destitution des officiers contre-révolutionnaires !
3. Démission du gouvernement Ebert-Noske !
4. Élection des conseils ouvriers pour mener la lutte de façon unitaire. Réunissez-vous immédiatement dans chaque entreprise. »

Des appels spécifiques furent adressés aux soldats, aux cheminots, aux fonctionnaires et aux employés des postes et télégraphes. Un appel du 19 mars aux prolétaires de Berlin fournissait les indications suivantes :

- « 1. Organisation d'unités armées d'ouvriers.
2. Direction centralisée de la lutte.
3. Coordination avec les ouvriers victorieux de la province.
4. Le conseil ouvrier est le seul organe politique de la classe ouvrière.
5. Reddition inconditionnelle des généraux. En cas de refus, le prolétariat berlinois n'aura qu'un seul mot d'ordre : lutte jusqu'à l'anéantissement ! »

4.5. Le putsch de Kapp ressoude le front anti-prolétarien

Le KPD martelait quotidiennement ses mots d'ordre parmi la classe ouvrière, obtenant que certains districts passent à l'action sur ces objectifs. À Berlin, les instances centrales du parti social-démocrate, des indépendants, des syndicats freinaient l'élan du mouvement des masses. Les indépendants encourageaient verbalement l'élan des ouvriers, mais le développement des événements se chargea de démontrer qu'eux aussi, comme les socialistes majoritaires, trahissaient la lutte.

Le succès de la grève générale – qui, à Berlin en particulier, fit preuve d'une force et d'une unité incroyables –, l'opposition armée des ouvriers dans certaines régions du pays et l'incapacité des partisans de Kapp donnaient à penser que le putsch échouerait rapidement. Les efforts des kappistes pour sortir, si possible à bon compte, du cercle vicieux dans lequel ils s'étaient enfermés furent accueillis favorablement par le gouvernement Ebert-Noske-Bauer, qui, de son côté, avait invoqué le « spectre » du prolétariat révolutionnaire dans un moment de désespoir, mais attendait désormais avec impatience de pouvoir l'exorciser. Le gouvernement Kapp ouvrit la porte aux négociations le 15 mars, en divulguant un communiqué dans lequel il informait que « les négociations entre l'ancien et le nouveau gouvernement sont bien avancées », et en rappelant le 16 mars qu'il était « entré en négociation avec le précédent gouvernement Ebert-Noske, sur sa demande ».

Le 14 mars déjà les ministres prussiens Albert Südekum (social-démocrate) et Adolf Dominicus (démocrate) ainsi que le ministre des Travaux publics du Reich Rudolf Oeser (démocrate), avaient soumis à Kapp une question sur la grève des transports et sur ses conséquences, probablement pour le pousser à la démission*.

Dans la nuit du 14 au 15 mars, le général Macreker arriva de Dresde en tant que négociateur. Il était venu à Berlin avec l'accord d'Ebert et de Noske, auprès desquels il se rendit le 15, à Stuttgart, pour leur faire connaître les conditions de Kapp. Celui-ci demandait de nouvelles élections parlementaires et présidentielles, l'entrée dans le gouvernement de ministres « techniques » et l'amnistie pour ses partisans. Le gouvernement de Stuttgart et les partis gouvernementaux se montrèrent intransigeants, misant sur l'incapacité et la faiblesse des kappistes. Tant que le régime de Kapp ne semblait pas en état de porter le coup final,

* Albert Südekum était bien vu des partisans de Kapp. Durant son procès, Jagow répondit au ministère public qui lui demandait s'il aurait été prêt à participer à un gouvernement avec les sociaux-démocrates : « Certes, avec Heine, Südekum et Severing. » La sympathie était réciproque. Le *Regierungsrat* Doüy déclara lors du même procès : « Südekum était disposé à accepter Kapp comme Premier ministre et Hindenburg comme président du Reich. »

les partisans d'Ebert devaient faire montre de fermeté pour ne pas perdre la face devant les ouvriers. Entre-temps, Schiffer traitait avec Kapp à Berlin, promettant de nouvelles élections et l'amnistie. Les kappistes n'étaient plus très sûrs d'eux-mêmes ; ils percevaient l'insatisfaction de la SCHUPO et de la Reichswehr.

Les négociations se déroulèrent au ministère de la Justice, dans le bureau de Schiffer. Hergt et Stresemann parvinrent à un compromis prévoyant que les nouvelles élections se tiendraient au plus tard en juin. L'élection du président du Reich au suffrage universel était acceptée et un remaniement ministériel promis. Les représentants des partis bourgeois s'engagèrent à solliciter l'amnistie pour les kappistes. Dans les jours qui suivirent, les députés bourgeois reprirent ces conditions à leur compte lors de leurs interventions à l'Assemblée nationale. Les démocrates eux-mêmes se découvrirent une soudaine sympathie pour l'entrée de ministres « techniques » au gouvernement et von Payer déclara qu'il « fallait freiner le rythme de la centralisation de l'État ». Le compromis sauva les partis de droite et leurs alliés kappistes. La grève générale avait entre-temps atteint son apogée, avec des affrontements armés dans plusieurs régions. Le 17 mars, Kapp démissionna, imité quelques heures plus tard par von Lüttwitz *. Le général était tranquille et fit observer en s'en allant qu'il bénéficierait lui aussi de l'amnistie.

Maintenant, il s'agissait de remettre ses chaînes au prolétariat. Ebert, Scheidemann, le SPD avaient voulu sauver *leur* république ; à l'inverse, les ouvriers étaient descendus, au moins en partie, dans la rue pour une république correspondant à leurs aspirations révolutionnaires. Le front de tous les ennemis de la révolution se souda à nouveau contre eux. À la tête de la Reichswehr, von Lüttwitz fut remplacé par von Seeckt **, celui qui avait refusé de faire feu contre les kappistes mais qui n'aurait pas les mêmes scrupules lors de la campagne de guerre civile contre la classe ouvrière. Les partisans de Kapp étaient sortis de scène en lançant un dernier appel : « Union de toutes les forces contre le bolchevisme ! » « Contre le bolchevisme » fut le voile nuptial qui unit les anciens kappistes aux partisans d'Ebert. Seeckt-Schiffer s'en emparèrent et le mot d'ordre du jour fut répandu par avion sur toute l'Allemagne.

Le groupe parlementaire social-démocrate y souscrivit le 18 mars, par un document où il affirmait :

« Kapp et Lüttwitz ont été liquidés, mais la rébellion des junkers et la sédition "syndicaliste" menacent encore l'État démocratique allemand. Il faut continuer la lutte jusqu'à contraindre ces forces à une reddition sans conditions. Sur ce grand objectif, un front unique républicain doit se constituer. La poursuite de la grève générale ne frappe pas seulement les coupables de haute

* Kapp rejoignit l'aéroport de Tempelhof et s'embarqua dans un avion pour la Suède. Von Lüttwitz rejoignit la Hongrie. [Ndlr]

** Von Lüttwitz avait lui-même, en donnant sa démission, désigné von Seeckt comme successeur, et comme la Reichswehr était unie derrière lui, Ebert ne put que confirmer sa nomination. [Ndlr]

trahison nous aussi notre propre front. Pour continuer la lutte contre l'ancien régime, mais avons besoin de charbon et de pain ; maintenons un haut degré de vigilance, mais interrompons la grève populaire. »

Une proclamation conjointe du gouvernement du Reich (Schiffer) et de celui de Prusse (Paul Hirsch) datée du 19 mars absolvait de toute accusation la police, la Reichswehr et le ministère de la Guerre du Reich :

« Le coup d'État criminel du 13 mars a été l'œuvre de certains commandants et hommes politiques, et il est insensé et inconscient d'en rendre responsables tous les officiers et les subordonnés de la Reichswehr et de la police. *C'est faux !* L'opinion publique ignore que dans la nuit de vendredi à samedi, les troupes de la Reichswehr étaient à leur poste, prêtes à défendre le gouvernement et à exécuter les ordres ; mais les très faibles probabilités de succès lors d'un affrontement nocturne avec les mutins firent juger préférable de les consigner dans les casernes. »

Il fallait réhabiliter la soldatesque mutinée et la ramener sous la bannière d'Ebert pour écraser le prolétariat révolutionnaire, encore remuant. Trop compromis, Noske dut se retirer de la scène. Le témoin fut repris par le « technicien » von Seeckt, qui lui fit atteindre le but « avec la décision du spécialiste ». Le 19 mars, Schiffer-Seeckt proclamèrent à nouveau l'état de siège, qui entra aussitôt en vigueur à Berlin, tandis que dans le reste du pays son extension était laissée à la discrétion des commandants militaires.

Lorsque, le 17 mars, le gouvernement Kapp s'était éclipié, les ouvriers avaient réclamé la reconnaissance des conseils et des positions qu'ils avaient conquises en combattant ; et ils voulaient des garanties réelles, de façon à rendre toute nouvelle tentative de coup d'État militaire impossible. Ils demandaient en substance des garanties contre un retour au régime Ebert-Noske. Mais le prolétariat fut trahi par tous. Dès le 17 mars, les syndicats mettaient fin à la grève des cheminots. Une affiche signée conjointement par Ebert et Bauer déclarait que l'effondrement du gouvernement Kapp rendait possible « l'ouverture de négociations pour mettre fin à la grève générale. La lutte victorieuse pour la démocratie a donné aux travailleurs le droit inaliénable de maintenir et d'étendre leurs conquêtes économiques et politiques ». Cette négociation qui visait à étouffer la grève se fit sur la base des fameux *neuf points des syndicats*, mis au point le 20 mars avec les partis gouvernementaux :

« 1. La constitution des nouveaux gouvernements du Reich et de Prusse étant imminente, les questions individuelles seront traitées par les partis en accord avec les organisations syndicales des ouvriers, des employés et des fonctionnaires qui ont participé à la grève générale. En défense du droit de représentation populaire, les organisations syndicales se voient reconnaître un rôle dans la définition de la nouvelle législation économique, sociale et politique.

2. Désarmement et punition immédiate de tous les responsables du putsch et du renversement du gouvernement constitutionnel, ainsi que des fonctionnaires qui se sont mis à la disposition du gouvernement illégal.

3. Épuración radicale de l'administration publique et des entreprises de tout le personnel contre-révolutionnaire, et notamment des individus occupant des postes à responsabilité, et leur remplacement par des éléments fiables. Réintégration immédiate de tous les représentants d'organisations suspendues ou licenciés de la fonction publique pour leur activité politique ou syndicale.
4. Réforme rapide de l'administration d'État selon les principes démocratiques, en accord et avec la collaboration des syndicats.
5. Application intégrale des lois sociales en vigueur et adoption de nouvelles lois qui garantissent la complète égalité économique et sociale entre ouvriers, employés et fonctionnaires. Introduction rapide d'une norme plus libérale pour l'administration publique.
6. Démarrage immédiat de la socialisation des secteurs économiques déjà mûrs, sur la base des décisions prises par la commission de socialisation ; convocation de la commission pour la socialisation ; nationalisation des mines de charbon et de potasse.
7. Contrôle effectif et réquisition éventuelle des denrées alimentaires pour assurer l'approvisionnement ; lutte décidée contre l'usure et le marché noir dans les villes et les campagnes. Constitution d'associations de fournisseurs pour assurer le respect des quantités destinées aux magasins étatiques ; sévérité des peines pour le non-respect volontaire de ces dispositions.
8. Dissolution de toutes les formations armées contre-révolutionnaires et infidèles à la Constitution, et substitution par des ligues de défense de conviction républicaine éprouvée, constituées notamment d'éléments organisés des syndicats de toutes catégories. La réorganisation ne concerne pas les unités de la Reichswehr et de la police qui sont restées fidèles au moment du putsch.
9. Démission de Noske et de Heine, qui ont eux-mêmes demandé à être congédiés.»

En vertu de l'accord, l'ADGB de Legien et l'AFA invitèrent les travailleurs à interrompre la grève et à reprendre le travail. S'unirent à l'appel la commission des syndicats de Berlin, contrôlée par les indépendants proches de l'aile droite de leur parti, et la direction nationale de l'USPD. Ces prises de position provoquèrent de violents affrontements au sein du comité de grève berlinois. Le 21 mars, les assemblées ouvrières refusèrent l'accord et décidèrent de continuer la lutte. Comme les ouvriers ne se contentaient pas de ces vaines promesses, de nouvelles négociations s'ouvrirent. La délégation social-démocrate, dirigée par Legien, fit part aux indépendants de la possibilité de rompre la coalition avec les partis bourgeois et de constituer un gouvernement exclusivement socialiste. La proposition fut discutée avec animation au sein du comité directif de la grève. Les délégués du KPD se virent eux-mêmes demander quelle serait l'attitude de leur parti face à un gouvernement de ce genre. Ils répondirent que les communistes exerceraient une « opposition loyale »*.

* Cette prise de position des délégués communistes provoqua de violentes discussions au sein du KPD et fut repoussée à la quasi-unanimité par la Centrale et le congrès. Voir à ce propos les articles parus dans *Kommunistische Internationale*, 2^e année, n° 12, et 7^e année, n° 4, et l'ouvrage de Lénine *La Maladie infantile du communisme (Le « communisme de gauche »)*.

Naturellement, le « gouvernement exclusivement socialiste » mourut avant même d'être né, car le SPD ne voulait pas entendre parler, même comme hypothèse, du désarmement de la bourgeoisie et de l'armement des ouvriers. Les négociations continuèrent jusqu'au 23 mars, date à laquelle les deux partis social-démocrates et les syndicats signèrent un appel unitaire à l'arrêt de la grève générale, sans avoir obtenu la moindre garantie réelle, pas même la reconnaissance des positions que les ouvriers avaient conquises en combattant. Une évidente trahison !

« Face à l'engagement pris par les représentants des partis gouvernementaux de mobiliser leurs groupes parlementaires pour faire appliquer les huit points syndicaux, qui sont le résultat de la grève générale ; face à la position prise résolument par le groupe social-démocrate à l'Assemblée nationale en faveur de ces revendications, reconnues comme incontrournables y compris par la direction du Parti social-démocrate indépendant ; face à l'engagement solennel du gouvernement à : 1) retirer les troupes de Berlin au-delà de la Spree ; 2) suspendre immédiatement l'état de siège ; 3) ne pas attaquer les ouvriers armés, en particulier dans le district de la Ruhr ; 4) négocier avec les syndicats l'encadrement des ouvriers au sein des forces de sécurité de Prusse ;

il est recommandé, considérant que le gouvernement a reconnu ce programme et fait des concessions particulières aux ouvriers, aux employés et aux fonctionnaires dans tout le pays et en particulier à Berlin et ses environs, *de mettre fin à la grève générale à partir du 23 mars et de reprendre partout le travail.*

Les syndicats et partis soussignés s'engagent, au cas où les revendications ne seraient pas satisfaites et où le gouvernement ne respecterait pas les engagements pris, à se réunir à nouveau pour décider de relancer la grève générale.

Berlin, le 22 mars 1920 à minuit.

Pour l'Allgemeiner deutsche Gewerkschaftsbund (ADGB), Legien.

Pour le comité de la commission des syndicats de Berlin et des environs, [Oskar] Rusch.

Pour l'Arbeitsgemeinschaft freier Angestelltenverbände (AFA), Aufhäuser.

Pour le Parti social-démocrate d'Allemagne, Juchacz.

Pour le comité central du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, Crispien. »

Le KPD se prononça contre la suspension de la grève générale et invita les ouvriers à poursuivre la lutte, indiquant les objectifs suivants : désarmement des troupes de la Baltique, de la Reichswehr, des milices de sûreté et des milices civiques, armement des ouvriers et libération des prisonniers politiques ; tout le pouvoir aux conseils ouvriers. Les efforts des communistes pour ramener les ouvriers à la lutte se brisèrent contre le front uni de la trahison et de la franche contre-révolution, depuis Crispien-Legien jusqu'à Ehrhardt-Seeckt. Toutes les forces de la coalition contre-révolutionnaire se concentrèrent contre le centre de la résistance révolutionnaire. Une montagne de cadavres de prolétaires allait faire barrage à la marée révolutionnaire qui menaçait l'existence de la société capitaliste.

4.6. La lutte des ouvriers de Berlin

Bien que l'opinion publique se fut attendue à un putsch militaire, l'entrée des troupes d'Ehrhardt à Berlin dans la nuit du 12 au 13 surprit tout le monde. Même la riposte ouvrière fut lente à venir. Les ouvriers, particulièrement à Berlin, faisaient très peu confiance au Parti social-démocrate et au gouvernement Noske, qui furent les premiers à appeler à la grève générale. Ce n'est que plus tard, au cours de la journée, lorsqu'on commença à apercevoir les disciples de Kapp et leurs mercenaires dans les rucs, que les travailleurs réalisèrent l'ampleur du danger ; lorsque enfin les syndicats et les indépendants lancèrent eux aussi le mot d'ordre de grève, la mobilisation commença. Dans les usines, les avis étaient partagés. Quel ouvrier conscient aurait bougé le petit doigt pour Ebert-Noske ? De plus, le 13 mars était un samedi, jour où les usines, hors de la ville notamment, fermaient à midi ; une circonstance qui joua contre la rapidité de la réaction ouvrière, au point que les transports publics circulèrent presque jusqu'au soir. Mais dès le deuxième et le troisième jours, la participation de toutes les catégories à la grève générale atteignit dans tout le pays des niveaux record. *La Berliner Volkszeitung* du 24 mars décrit ainsi le quartier des ministères et les quartiers bourgeois de Berlin, occupés par l'armée et les *Zeitfreiwillige* :

« Un grand va-et-vient de soldats dans les rues de Berlin, samedi et dimanche, comme lors des jours qui précédèrent la guerre. Les officiers avaient abandonné l'uniforme gris-vert, préférant arborer la tenue bicolore tant chérie de la vieille Prusse, avec le haut casque clouté qui étincelait et resplendissait de nouveau au soleil. Les galons et les épaulettes s'étaient réimposés et messieurs les officiers au monocle allongeaient le cou sur leur haut collet rouge. On était revenu aux jours de l'ancien régime. [...] Des cadets, des élèves officiers et de jeunes sous-lieutenants au bras de demoiselles enthousiastes emmaillottées de noir-blanc-rouge sillonnaient la foule timide et admirative des lycéens et des étudiants arborant des rubans noir-blanc-rouge à la boutonnière. [...] On voyait même de vicux messieurs aux cheveux gris, lunettes et dos voûté, en frac noir et haut-de-forme, afficher sur leur héroïque poitrine allemande toute la "quincaillerie", les médailles et titres honorifiques "accordés avec bienveillance" en d'autres temps. Et personne ne renonçait à faire un saut pour admirer le soldatesque campement des jeunes et modernes lansquenets, où les bannières claquaient fièrement au vent, où s'élevaient les chants guerriers et où mijotaient les cuisines de campagne. Et, là où l'alcool avait peut-être poussé l'euphorie un peu plus loin que ne l'auraient souhaité les metteurs en scène, un bourdonnement d'injures contre la république et de menaces avides contre les Juifs trahissait l'identité de ceux qui menaient la danse. »

Depuis le début, dans les quartiers ouvriers, on respirait un air de fureur contenue. Le dimanche 14 mars, la distribution de l'eau, du gaz et

de l'électricité fut interrompue ; le lundi, la grève devint totale. Kapp promulgua un décret qui menaçait de mort les piquets et les promoteurs de la grève, mais sans obtenir les effets escomptés. Alors que la tension augmentait, les premiers affrontements avec les troupes mutinées se produisirent dans les quartiers ouvriers. Pour débrider les mercenaires, Kapp et von Lüttwitz édictèrent un décret spécial qui leur garantissait l'impunité, quelle que fût l'atrocité commise. « On est prié de faire savoir, en mon nom, à tous les chefs et adjoints et jusqu'aux chefs d'équipe, que je reconnais et soutiens personnellement sans réserve chaque décision prise pendant le service, serait-ce en violation de dispositions antérieures. » Dans un autre décret, Kapp ordonnait d'« intervenir avec une sévérité impitoyable contre les désordres en cours ». Les bandes de mercenaires et de volontaires n'attendaient que ça pour satisfaire leur soif d'action. Les troupes d'Ehrhardt et les bandes de la Baltique défilèrent de façon provocante dans les rues, accompagnées du roulement des tambours.

Mais, en quelques jours, la faillite du coup d'État fut évidente aux yeux de tous ; l'ascendant de Ludendorff n'avait lui-même pas réussi à faire bouger les commandants militaires présents à Berlin. Le couple Kapp-Jüttwitz démissionna, Ehrhardt et ses troupes évacuèrent le quartier des ministères et furent enrôlés par le général von Seeckt – promu entre-temps par Ebert à la tête de la Reichswehr – pour mener la « croisade contre le bolchevisme ». Ehrhardt raconte* :

« Le gros de la brigade s'éloigna des quartiers wilhelmiens précédé par la fanfare qui jouait "Deutschland, Deutschland über alles !" Dans son dos, des salves étaient tirées. [...] Malgré la pluie, les trottoirs dégorgeaient de monde. La masse chercha à s'infiltrer entre les unités en marche, mais mes hommes n'étaient pas en veine de plaisanterie : ils se jetèrent sur la foule, qui crachait et invectivait, avec la crosse de leurs fusils. [...] Difficile de dire comment a commencé la fusillade. [...] Dans un premier temps, nous tirions seulement en l'air, pour nous ouvrir une brèche dans la cohue ; puis une grenade éclata quelque part et les hommes, se croyant attaqués, réagirent comme on le leur avait appris. [...] Derrière le Tiergarten, nous dûmes encore une fois nous ouvrir le chemin en tirant contre la canaille de Moabit**. »

Le dimanche 21 mars, Ehrhardt et ses troupes étaient de retour à Döberitz, avec en prime le remerciement explicite du général von Seeckt. Mais pas seulement : le gouvernement Ebert continua à payer aux mutinés les soldes supplémentaires (sept marks par tête et par jour) offertes par Kapp et von Lüttwitz, et engagea même un autre régiment de la Baltique – le 3^e Courlande – pour venir renforcer la brigade Ehrhardt.

Selon la presse bourgeoise, durant les jours de Kapp on dénombra à Berlin, dans la seule zone de la porte de Brandebourg, douze morts et

* Hermann Ehrhardt, *op. cit.*

** Moabit est un quartier de Berlin situé près du Tiergarten ; à l'époque il s'agissait d'un quartier ouvrier. Les Moabites étaient une population ancienne de Jordanie.
[Ndlr]



En haut : les troupes de Kapp défilent dans la Potsdamerstrasse à Berlin.

En bas : les soldats d'Ehrhardt tirent contre la foule à la porte de Brandebourg, au moment où ils quittent Berlin.

trente blessés graves. Dans d'autres quartiers, nombreuses furent également les réactions contre les provocations des bandes d'Ehrhardt. Près de la porte de Cottbus, le 17 mars, il y eut un violent affrontement ; les ouvriers montèrent une barricade, qu'ils défendirent contre les assauts des milices de sûreté jusqu'à ce que la Reichswehr la bombarde.

L'agence télégraphique Wolff, qui s'était mise au service du gouvernement Kapp, diffusa la fable selon laquelle douze officiers avaient été « trucidés avec des couteaux, des poignards et des matraques par la plèbe », le 18 mars à Schöneberg. En réalité, dix ou quinze officiers blessés furent admis à l'hôpital, mais aucun mort. L'agence cherchait à susciter une indignation qui justifie les violences des mutins. Elle rapporta aussi des affrontements ayant fait de nombreux blessés survenus le 17 mars dans la Veteranenstrasse, dans la Brunnenstrasse, à Neukölln et dans la Frankfurter Allee. À Steglitz, le lundi, une patrouille d'officiers tira sans sommation sur les gens, tuant sept personnes et en blessant de nombreuses autres. Les troupes d'Ehrhardt furent employées également à Lichtenberg.

Dans le même temps, les affrontements s'étaient étendus à la banlieue de Berlin. Le 17 mars, le régiment d'artillerie de Krossen-sur-l'Oder marcha sur la capitale ; il fut rejoint à Münchenberg par un escadron des hussards de Fürstenwald et prit ses quartiers dans la banlieue de Klein-Schönebeck, près de Friedrichshagen. Le docteur Peters, commandant de l'Aldeutsches Schutz- und Trutz Bund* et organisateur des *Zeitfreiwillige* locaux, se mit à la tête de l'opération et conduisit les troupes contre Friedrichshagen, où il pouvait compter sur l'appui du commandant, le tristement célèbre capitaine von Pflugk-Harttung, l'assassin de Karl Liebknecht. Le faubourg fut « conquis » à coups de canon et de mortier.

Aux alentours de Köpenick**, de forts contingents de troupes s'étaient amassés. La *Berliner Volkszeitung* écrivait le 28 mars :

* Ligue pangermaniste de défense et d'attaque. « Vers la mi-février 1919, les dirigeants de la Ligue pangermaniste se réunirent à Bamberg ; il y fut décidé de donner vie à une plus ample association antisémite, pour conduire sur une échelle plus vaste la lutte contre les Juifs et pour attirer et intégrer dans le même temps les nombreux petits groupes *völkisch* (nationaux-populaires) et antisémites existant dans le pays. Le comité fondateur fut composé de quatre dirigeants de la Ligue, parmi lesquels son président Heinrich Class, et d'un général en retraite, Konstantin von Gebssattel, ami intime de Class. Le premier paragraphe du statut de la nouvelle Association déclarait : "La Ligue se propose la renaissance de la nation allemande à travers le réveil et la promotion de ses caractères les plus sains et les plus typiques. Elle considère l'influence opprimente et désagrégatrice de la race juive comme la cause principale de l'effondrement actuel ; l'élimination de cette influence est la condition préalable de la reconstruction politique et économique de la Patrie et de la sauvegarde de la culture allemande." » Cf. F.L. Carsten, *Revolution in Central Europe. 1918-1919, op. cit.* [NdlR]

** Banlieue sud-est de Berlin qui jusqu'en 1920 était une municipalité indépendante. [NdlR]

« Le conseiller municipal Futran de l'USPD et le bourgmestre de Köpenick questionnèrent le commandement de Berlin pour savoir si les troupes qui allaient arriver étaient gouvernementales ou contre-révolutionnaires. Le commandement refusa de répondre et se borna à déclarer que les troupes entraient de toute manière dans la ville. Le bourgmestre et les autorités militaires déclarèrent publiquement qu'il s'agissait de troupes fidèles au gouvernement. Futran était lui aussi d'accord et il insista auprès des commandants des milices ouvrières afin qu'elles déposent les armes. Il informa ensuite toutes les formations que la lutte devait cesser. C'est ainsi que les armes furent déposées la nuit même et, le dimanche matin, lorsque les troupes entrèrent à Köpenick, les formations ouvrières s'étaient déjà dissoutes. Après avoir fait une entrée triomphale, les militaires formèrent une cour martiale. Quiconque serait trouvé en possession d'armes ou de munitions serait immédiatement passé par les armes. C'est ainsi que, dans l'après-midi, Futran, Heiland, Eckert, Kegel, Dürre, Wienecke et Kassner furent fusillés. »

Le cadavre de Futran fut dépouillé de tout par ses assassins. On se moqua de sa femme en lui disant que Futran avait été emmené à la prison de Moabit, où l'on escroqua la pauvre femme de deux cents marks. Parmi les assassins, les soldats du *Freikorps* des chasseurs de Potsdam, circulait un chant dont une strophe disait : « Et Futran gisait sans vie dans le fumier avec quelques bolcheviks * . »

Les troupes contre-révolutionnaires et leurs chefs se sentaient maîtres de la situation et commencèrent à faire des razzias comme les bandes de lansquenets du Moyen Âge. Le 21 mars, les troupes du 3^e régiment d'infanterie de Courlande attaquèrent Velten et Hennigsdorf, au nord-ouest de Berlin. Repoussés par les ouvriers, ils revinrent à l'assaut le lendemain avec deux cents fusils, quinze mitrailleuses et une demi-batterie d'artillerie de Spandau, et occupèrent Velten après un long combat qui fit quelques morts et blessés dans leurs rangs. Parmi la centaine d'ouvriers faits prisonniers, ils en firent désigner quatre par un employé de l'AEG de Berlin, Grison, et les ligotèrent aux roues d'une charrette. Les autres prisonniers furent relâchés après avoir été roués de coups. Les quatre réussirent par la suite à s'enfuir. Les défenseurs de Hennigsdorf déplorèrent un mort.

Les assauts contre les villages ouvriers de Velten et de Hennigsdorf suscitèrent un sursaut d'orgueil, malheureusement désordonné, chez les travailleurs berlinois les plus conscients. Une expédition de secours fut organisée, mais elle atteignit trop tard le champ de bataille, lorsque les *Balkumer* étaient déjà repartis pour leur camp de Döberitz. Dans la nuit du 20 au 21 mars, il y eut une escarmouche avec des troupes qui marchaient de Döberitz vers Spandau. Entre Staaken et Kalkensee, les soldats rencontrèrent une faible résistance et tuèrent deux ouvriers. Lorsque les troupes arrivèrent à Spandau le lundi 22 mars, une manifestation ouvrière décidée précédemment était en cours, et fut bloquée par la Reichswehr.

* Selon E. J. Gumbel, *Vier Jahre politischer Mord* (Quatre ans d'assassinats politiques), avec Futran furent assassinés les ouvriers Dürre, Kegel, Gratzke et Wienecke.

L'ouvrière Martha Lind, qui se trouvait à la tête du cortège, invita les soldats à ne pas tirer : en guise de réponse, elle reçut un coup de pistolet tiré par un officier. C'était le signal destiné aux mitrailleuses, qui ouvrirent aussitôt le feu contre la foule désarmée. Dix ouvriers tombèrent. Les ouvriers de Spandau parlent aujourd'hui de cette journée comme du « lundi noir ».

Un exemple particulièrement choquant de cette rage folle qui animait les officiers et les *Zeitfreiwillige* est l'assassinat du conducteur de train Weigelt, le 24 mars 1920 au collège militaire de Lichterfelde. Cet homme un peu fou s'y était rendu pour demander à être envoyé au front, « dans les tranchées ». Après avoir subi des sévices, il fut traîné dans une pièce où se trouvaient quelques officiers. Bien qu'il criât : « Messieurs les officiers, laissez-moi partir, je suis malade », il fut abattu par les sous-lieutenants Jansen et Schulz (commissaire gouvernemental). Schulz fut ensuite acquitté, avec pour justification la présomption de légitime défense.

Les affrontements de Berlin mirent en évidence le fait que les ouvriers ne disposaient pas, même à l'état embryonnaire, de direction militaire centralisée. Sur le plan militaire, la résistance des ouvriers de Berlin s'épuisa en actions spontanées, dépourvues de plans et de commandement centralisé. Les organisations militaires du KPD et de l'USPD n'avaient aucun poids. Les ouvriers n'avaient pas d'armes. Les troupes étaient à l'écart de toute influence révolutionnaire. Le KAPD fantasmait sur une « armée rouge » dont il n'y avait pas trace ; les sièges ouverts pour le recrutement avaient été immédiatement fermés par les kappistes. Ces petits jeux n'avaient pour effet que de fourvoyer et affaiblir les ouvriers, leur donnant l'impression qu'il existait une solide formation militaire ouvrière. Le manque total de direction de la lutte à Berlin, l'absence de toute tentative de transformer la grève générale en action armée firent que la grève s'épuisa graduellement.

4.7. Les affrontements dans l'Est, dans le Nord et dans le Nord-Ouest

Les régions agricoles orientales et nord-orientales de l'Allemagne étaient les places fortes de la contre-révolution militaire et de la tentative de coup d'État du 13 mars 1920. Pourtant, même dans ces régions, les kapistes se heurtèrent à une résistance sporadique mais forte, plus importante dans les zones industrielles et surtout dans la Basse-Lusace*. Là, la grève fut presque partout une réussite. À Cottbus, il y eut de nombreux combats entre la Reichswehr, soutenue par les *Zeitfreiwillige*, et les ouvriers. Le commandant du bataillon de la Reichswehr locale était le major Buchrucker, qui sera par la suite l'un des principaux organisateurs de la Reichswehr noire et le chef du putsch de Küstrin en 1923**. Durant le premier affrontement à Cottbus, le 15 mars, les ouvriers déplorèrent quatre morts et cinq blessés. Buchrucker décréta l'état de siège et ordonna de « fusiller sur place toute personne prise en possession d'armes »***. Les travailleurs développèrent une forte résistance dans le sud de la ville et dans la zone de Senftenberg en particulier, et, le 16 mars, ils affrontèrent la Reichswehr à Branitz, à trois kilomètres au sud de Cottbus. Les jours suivants, la Reichswehr passa au crible les alentours

* Région d'Allemagne orientale située au sud du Brandebourg et comprise entre l'Elster et l'Elbe à l'ouest et la Neisse à l'est, vers la Pologne ; elle est divisée en Haute-Lusace, au sud, et Basse-Lusace. [NdLR]

** Schwarzen Reichswehr (Reichswehr noire) : lorsque la menace d'une occupation française de la Ruhr se profila en 1922 (elle débutera le 11 janvier 1923), le commandement de la Reichswehr décida de renforcer l'armée en dépassant la limite des cent mille hommes fixée par le traité de paix. Le nom de Reichswehr noire désignait les nouvelles formations de troupes régulières qui s'agrégeaient à la Reichswehr en masquant quelque peu leur existence, sous le nom par exemple de « communautés de travail ». « Quatre bataillons [de la Reichswehr noire] furent postés à Küstrin [position-clé de la défense allemande à l'est], pas très loin de Berlin, sous le commandement du major Bruno Buchrucker, [...] pressé d'entrer en action. Celui-ci était convaincu que s'il avait marché sur Berlin et déposé le gouvernement, le commandant en chef de l'armée, le général Hans von Seeckt, l'aurait appuyé avec tout le reste de l'armée. Mais les signaux que Buchrucker recevait de l'énigmatique chef de l'armée [...] étaient à un tel point sibyllins qu'ils en rendaient toute interprétation impossible. [...] Buchrucker chercha alors à annuler l'opération et, se rendant compte que ses subordonnés étaient décidés à agir sans lui, décida de les dénoncer, réussissant ainsi à créer une confusion telle que la Reichswehr fut contrainte d'intervenir et d'arrêter tous ceux qui étaient à portée de main, et de s'emparer de toutes les preuves à charge afin d'éviter qu'elles ne parviennent aux journaux. » Cf. Gordon A. Craig, *op. cit.* [NdLR]

*** Bruno Buchrucker, *Der Aufruhr in Cottbus im März 1920* (Les émeutes de Cottbus de mars 1920), Lausitzer Verlaganstalt, Cottbus.

de la ville en direction de Senftenberg. Ainsi, le 17 mars, près de Drebkau et Sachsendorf, il y eut de nouveaux et lourds affrontements avec les ouvriers armés, qui causèrent de nombreuses pertes dans les deux camps. On combattait encore le 19 mars près de Ströbitz. Selon le major Buchrucker, ses troupes relevèrent cinq morts et dix-neuf blessés lors de ces affrontements.

Fin mai, la population de Cottbus avait dénoncé quarante-huit assassinats au bureau du ministère public. Le SPD, L'USPD et le KPD créèrent un comité d'action commun et élurent un conseil exécutif à Forst. On constitua des commissions chargées de l'armement, de l'approvisionnement alimentaire, de la propagande, des transports et du service de courrier. Une typographie fut occupée. Dès le 15 mars, des conseils d'usine avaient été élus dans toutes les entreprises de textile et de chimie. Un conseil ouvrier composé de dix-huit travailleurs prit la direction de la lutte. Un poste de propagande en direction des campagnes fut mis sur pied. Pour se financer, le conseil exécutif recueillit dix mille marks grâce à une souscription dans toutes les usines. À Senftenberg en revanche, les syndicats conservèrent la direction et se bornèrent à réclamer le retour aux conditions constitutionnelles. Les travailleurs de la Lusace étaient mobilisés, s'épaulaient dans les luttes et dans nombreuses localités ils possédaient des armes.

En Silésie, la grève générale fut massive dans les villes les plus importantes, particulièrement dans le district charbonnier de Waldenburg, mais les campagnes n'opposèrent pas de résistance aux sbires de Kapp. À Breslau, le 13 mars, les ouvriers réclamèrent des armes au préfet social-démocrate Voigt, qui les leur refusa, soutenant que les commandants militaires agissaient conformément à la Constitution. Le soir même, les *Freikorps* Aulock et Paulssen et la brigade de marine Loewenfeld occupèrent les édifices publics et procédèrent à une série d'arrestations. Au siège du *Generalkommando*, où furent amenés les ouvriers arrêtés, les scènes de janvier 1919 à l'hôtel Eden, l'hôtel des assassins de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, se répétèrent. Les officiers, parmi lesquels Aulock, participèrent eux aussi aux brutalités bestiales infligées aux prisonniers. Le rédacteur du journal de l'USPD, Schottländer, qui avait été amené avec de nombreux prisonniers au *Generalkommando*, fut torturé de façon ignoble puis abattu. Par la suite on repêchera son cadavre ainsi qu'un autre dans l'Oder. Dans la nuit du 14 au 15 mars, les troupes de Kapp, sous le commandement d'un officier, arrêtèrent et assassinèrent, ainsi que Schottländer les ouvriers Schramm et Romane et l'employé de banque Boronow. Leurs dépouilles ne furent jamais retrouvées. Le 15 mars, les kappistes arrêtèrent le forgeron Hoffmann pour avoir diffusé des tracts sociaux-démocrates, le forgeron Bölme pour avoir participé à un piquet de grève et le cuisinier Herkenroth. Tous les trois furent tués « alors qu'ils tentaient de s'échapper ». Les assassins ne furent jamais poursuivis. Les soldats condamnés pour

avoir torturé les prisonniers furent amnistiés et embauchés comme géôliers à la prison de Schweidnitz*.

À Breslau, il y eut des affrontements répétés entre les ouvriers et les troupes. Lors de l'un d'eux, les travailleurs s'emparèrent de deux chars d'assaut et contraignirent finalement les troupes à se retirer.

À l'époque du putsch de Kapp, la haute Silésie était occupée par les soldats de l'Entente ; dans cette région, les ouvriers étaient encore découragés par les précédentes défaites et, malgré les appels des trois partis socialistes, ne se mirent pas en grève.

La Prusse-Orientale et Occidentale était la région où les partisans de Kapp avaient le plus d'influence. La grève n'y trouva pas un terrain fertile, sauf à Königsberg et à Elbing. La région était occupée par un grand nombre d'unités contre-révolutionnaires et les administrations étaient presque toutes aux mains des kappistes. Même le président du Land, le social-démocrate August Winnig, était de leur côté ; il avait, nous l'avons vu, immédiatement assuré Kapp de sa loyauté. Le 19 mars, poussés par les communistes, les ouvriers organisèrent à Dantzig une grande manifestation contre le régime de Kapp. À Stettin, un comité d'action s'était formé et réunissait les trois partis socialistes, mais les communistes l'abandonnèrent au bout de deux jours, car le SPD et l'USPD refusaient de pousser la lutte au-delà des limites fixées par les résolutions de leurs directions nationales. Le front de la grève resta compact jusqu'au mardi 16 mars, puis se désagrégea lorsque les cheminots reprirent le travail. La propagande révolutionnaire avait agi efficacement parmi les troupes de Stettin, au point qu'une partie des soldats, retenue comme peu fiable par les commandants, fut consignée à la caserne. Dans le reste de la Poméranie, il y eut de violents affrontements. À Greifswald, les ouvriers luttèrent avec acharnement contre les formations d'étudiants et les *Zeitfreiwillige*. La Reichswehr et les formations estudiantines furent envoyées contre les villes de Swinemünde et d'Anklam, qui étaient aux mains des ouvriers, s'en emparèrent et désarmèrent les travailleurs. Dans de nombreuses autres localités, les ouvriers étaient en armes et résistaient à la contre-révolution.

Dans certaines régions agricoles et dans les grandes propriétés, les ouvriers agricoles se joignirent avec enthousiasme à la lutte contre les kappistes et contre leurs oppresseurs traditionnels, les junkers ; en particulier dans le Mecklembourg. Le soulèvement armé des salariés agricoles contre le putsch de Kapp est l'une des pages glorieuses des luttes révolutionnaires allemandes. Depuis 1918, la conscience politique des couches les plus opprimées du prolétariat allemand avait fait des pas de géant. Le soulèvement armé de ce secteur ouvrier était un symptôme important du processus de maturation révolutionnaire du prolétariat allemand. Le Mecklembourg était, avec la Prusse-Occidentale et Orientale

* E. J. Gumbel, *op. cit.*

et la Poméranie, le centre de la contre-révolution militaire. Avant et pendant le putsch de Kapp, cette région était soumise à la dictature militaire de Lettow-Vorbeck, et ses grands propriétaires terriens formaient un vivier de contre-révolutionnaires. Mais les grands domaines, armuriers de la contre-révolution, fournirent souvent en armes les ouvriers des campagnes, qui réquisitionnaient les armes cachées, s'armaient et armaient les ouvriers des villes.

Voici ce qu'on peut lire dans un rapport sur la situation dans le Mecklembourg pendant les journées de Kapp :

« Nouvelles de Dassow : les journaliers ont réquisitionné les armes des domaines alentour. Il y a eu de violents affrontements avec les troupes. À Eutin, un comité d'action s'est formé, composé du SPD, de l'USPD et du KPD. Les casernes des *Zeitfreiwillige* ont été attaquées. Les ouvriers, bien armés, ont pris le pouvoir. À Wismar, les travailleurs des trois partis socialistes ont proclamé la république des conseils ; deux cent cinquante hommes étaient bien armés. Le 20 mars, les troupes de Kapp ont fait leur entrée. À Rostock, les ouvriers des trois partis de gauche se sont unis et ont engagé la bataille contre deux mille étudiants armés, ils en ont désarmé mille. Le 18, les survivants se sont retranchés en ville, les ouvriers ont pris d'assaut leurs positions et les ont conquises. À Grevesmühlen, les travailleurs se sont armés avec ce qu'ils trouvaient. Il y eut d'intenses fusillades lors de l'entrée des troupes. Quelques ouvriers ont été arrêtés. À Teterow, il y a eu aussi de violents affrontements, quatorze communistes ont été arrêtés. À Lübeck, les trois partis socialistes se sont réunis en un comité mais n'ont décidé d'aucune action ; seuls les cheminots se sont mis en grève. Après la démission de Kapp, le SPD a fait un pacte avec Lettow-Vorbeck pour une lutte commune contre le bolchevisme. À Gadebusch, deux cent cinquante ouvriers agricoles se sont armés. À Schwerin, dix mille hommes de Kapp étaient sous les ordres de Lettow-Vorbeck ; il n'y a eu aucune réaction des ouvriers, le SPD et l'USPD ont négocié avec les militaires. À Güstrow, une assemblée plénière s'est tenue avec tous les comités d'action du Mecklembourg. Soixante-seize délégués disposant d'un droit de vote étaient présents. De nombreuses revendications en accord avec les résolutions centrales du Parti communiste ont été approuvées, en particulier par les délégués des salariés agricoles. »

Le *Volkswille* (journal de Neubrandenburg) rapporte :

« De Waren on nous apprend que la Reichswehr est entrée en action avec des mitrailleuses et des canons. Les ouvriers ont réussi à la chasser de la ville. »

Les salariés agricoles de la région de Waren ont surtout affronté les *Freikorps* de la Baltique. Aujourd'hui encore, les journaliers les plus anciens de la région, d'habitude peu bavards, racontent avec orgueil leur lutte contre les *Baltikumer* et contre les propriétaires terriens. Au cours de ces journées, les propriétaires fonciers étaient jugés par des tribunaux de travailleurs et condamnés à de fortes amendes lorsqu'il était prouvé qu'ils avaient caché des armes ou avaient entretenu des rapports avec les troupes. L'insurrection des salariés agricoles s'étendit jusqu'à Prignitz. À Maulbeerwalde, on voulut contraindre les journaliers à reprendre le

travail, sous la menace des armes ; ils opposèrent une forte résistance et désarmèrent les milices civiques ; près de cinquante fusils furent consignés au comité de grève de Wittstock. Cette action redonna confiance aux ouvriers agricoles, qui, le 19 mars, se réunirent à 1 500, avec quinze mitrailleuses, pour faire le siège de la ville ; mais, après de longues négociations, le comité fut contraint de restituer les armes.

Durant la brève période du règne de Kapp, les propriétaires fonciers, soutenus par les militaires, se vengèrent brutalement sur leurs esclaves salariés qui avaient osé faire tomber leurs chaînes. À Niendorf, près de Wismar, dans la nuit du 17 au 18 mars, les ouvriers Wittken et Steinfurt furent arrêtés et fusillés par les troupes de Rossbach. Le 18 mars, l'ouvrier Slomski de Karow connut le même sort : il fut arrêté puis assassiné près de son habitation par les hommes de Rossbach. On amena sa dépouille à sa femme, chez elle. Dans les deux cas, ce furent les propriétaires fonciers qui décidèrent de la vie ou de la mort des travailleurs arrêtés. Le même jour, à Gnoien, le maçon Gräbler fut assassiné dans la rue par les uhlans de Demmin, à cent mètres de chez lui, sous les yeux de sa femme et de ses enfants. Un ouvrier de soixante-trois ans fut torturé à mort. Quatre-vingt-seize travailleurs furent arrêtés et embarqués dans un camion ; peu avant de parvenir à destination, les soldats tirèrent sur les prisonniers : quatre d'entre eux furent tués et de nombreux autres blessés. Le 19, alors que la Reichswehr entra à Stavenhagen, le conseiller municipal Seidel, âgés de soixante ans, fut abattu alors qu'il se rendait au devant des troupes les mains en l'air. Le même jour, sur ordre du propriétaire foncier Simon, l'ouvrier Litzendorf de Bahrendorf fut arrêté près de Grevesmühlen et tué le jour suivant « alors qu'il tentait de s'échapper ». Le 20 mars, dans une carrière de sable près de Hüngersdorf, l'ouvrier Jahnke fut fusillé ; c'est le propriétaire foncier von Puttkamer qui l'avait désigné et avait décidé de son sort. Le procès contre les assassins a été régulièrement archivé.

À Kiel, le chef de l'amirauté et la garnison de la ville avaient pris position en faveur de Kapp. Lors des premiers jours, les kappistes tinrent la ville sous un régime de terreur, jusqu'à ce que les troupes, au terme de violents affrontements, soient repoussées vers le nord par les ouvriers. Les travailleurs s'étaient armés grâce à l'infiltration des milices civiques par des ouvriers politiquement organisés. L'action ouvrière, dirigée par le comité des dix, composé des représentants des trois partis socialistes et des syndicats, déboucha sur une amélioration de la situation des travailleurs de Kiel après le putsch de Kapp. À la reprise du travail, le 25 mars, les ouvriers obtinrent le paiement des jours de grève, moitié par les entrepreneurs, moitié par les communes de résidence ; aux blessés fut garanti le versement, jusqu'à guérison complète, de la différence entre l'indemnité de maladie et le salaire. Un succès dû à l'action militaire.

À Hambourg, le mouvement était dans un état de prostration. Dans le comité d'action formé au début du putsch de Kapp, les représentants

du SPD et de l'USPD siégeaient avec les démocrates. Plus de mille ouvriers furent enrôlés dans les milices civiques. Le 14 mars, le *Polizeisenator**, le social-démocrate Karl Hense, ordonna la création d'unités spéciales composées de volontaires des milices civiques et de membres des partis démocrate, social-démocrate et indépendant pour épauler la sûreté publique. L'officier le plus ancien de la garnison, le baron colonel von Wangenheim, avait pris position en faveur de Kapp et en avait entériné les décrets. Le gouvernement Ebert lui désigna comme successeur le colonel Meyn, commandant de police, qui déclina la promotion et fut remplacé par le capitaine Danner et par l'ex-commandant de place – Lampl – un social-démocrate. Les *Baltikumer*, entrés en ville en ordre de combat, durent se retirer sans avoir pu engager bataille. La grève générale se poursuivit péniblement et fut bien vite révoquée. À Hambourg, le Parti communiste venait tout juste de surmonter de violents conflits internes et une scission. Le courant Wolffheim-Laufenberg, qui avait rejoint l'Allgemeine Arbeiterunion [AAU-E] et jouissait encore d'une grande influence sur les ouvriers révolutionnaires, diffusa une affiche grossière : « La grève générale est une absurdité générale ». Le petit groupe du KPD fit une intense propagande, distribuant de nombreux tracts et publiant deux numéros de la *Rote Fabne*. À Altona, il n'y eut aucune action notable, à part le désarmement des troupes réactionnaires ; même chose aux alentours. À Harburg seulement, il y eut un affrontement avec les *Baltikumer* du capitaine Berthold ; ce dernier fut lynché après la victoire des ouvriers. Les entrepreneurs de Harburg durent payer les trois journées de grève générale.

À Brême, seuls les cheminots firent grève. À Emden et à Bremerhaven, il y eut de courtes grèves. Le comité d'action formé par les trois partis socialistes de Brême se contenta de se réunir sans prendre de décision. À Wilhelmshaven, tous les officiers de la flotte prirent parti pour Kapp et le commandant militaire et gouverneur, le contre-amiral Zenker, manifesta le jour même du putsch son soutien à Kapp. Malgré cela, après la faillite du coup d'État, il fut reconduit dans son grade et poursuivit sa carrière dans la marine républicaine. L'homme de confiance de Noske, l'amiral von Trotha, télégraphia le 13 mars au gouverneur : « Je me suis mis et j'ai mis la marine à la disposition du nouveau gouvernement. Je m'attends à ce que la marine suive mes ordres de façon soumise, comme elle l'a fait jusqu'à présent. » Le 16 mars, les officiers contre-révolutionnaires de la marine furent arrêtés. À Cuxhaven et à Emden, les choses se déroulèrent de la même manière. À Hanovre, les ouvriers réclamèrent la participation des communistes et des indépendants au comité d'action, qui ne comptait au début que des sociaux-démocrates. Mais, lorsqu'une grande manifestation organisée par le

* À Hambourg, le sénat était l'organe de gouvernement de la ville, le « sénateur de police » était donc l'équivalent du préfet. [NdLR]

KPD et par l'USPD demanda l'armement des ouvriers, la délégation des manifestants fut arrêtée et conduite au *Generalkommando*, et les manifestants furent pris sous le feu des mitrailleuses sur la place Waterloo. La foule força alors les portes du siège des syndicats pour s'emparer des deux mille fusils qui y étaient emmagasinés. Vers le soir, de nouvelles troupes arrivèrent de Celle, qui prirent d'assaut le cimetière Saint-Nicolas où les manifestants s'étaient retranchés. Onze ouvriers furent tués et près de soixante blessés. Le jour suivant, l'état de siège fut proclamé. La grève prit fin le 19 mars. Le mardi 16, se joua un finale peu glorieux, sous la forme d'un putsch séparatiste organisé par les Welfen*, qui avorta.

* Celle des Welfen était une ancienne famille noble qui, aux XII^e et XIII^e siècles, avait rivalisé avec les Hohenstaufen pour la couronne impériale. Une branche de cette famille avait régné sur le Hannover — annexé en 1866 par la Prusse — et régna jusqu'en 1918 sur la principauté de Brunswick. Un parti autonomiste et antiprusien, fondé en 1869 et se réclamant des Welfen, chercha à ranimer l'agitation autonomiste dans les années de la république de Weimar. [Ndlr]

4.8. Le mouvement en Bavière et dans le Bade-Wurtemberg

Les évènements en Bavière présentent un intérêt particulier car il s'agit de la seule région où les putschistes réussirent à mener à bien leur projet. Jusqu'au 13 mars, le gouvernement bavarois était dirigé par le social-démocrate [Johannes] Hoffmann, soutenu par une coalition de sociaux-démocrates et de démocrates. Voyons à partir d'un article de la *Freiheit* comment est racontée la prise du pouvoir à Munich par la contre-révolution :

« Le 13 mars, le général Moehl, commandant de la Reichswehr bavaroise, déclara au Conseil des ministres qu'il pouvait se porter personnellement garant de l'armée. À l'en croire, la troupe et les officiers étaient absolument fiables. Les *Zeitfreiwillige* n'étaient pas tout à fait neutres politiquement, mais ils étaient trop peu nombreux pour pouvoir influencer de façon déterminante la masse des militaires. Le 14 mars à 6 heures du matin, le gouvernement fut à nouveau convoqué pour entendre le général Moehl, cette fois accompagné du préfet Pöhner et du capitaine Georg Escherich, de l'Orgesch*. Ils demandaient que, pour calmer l'agitation parmi les troupes, des pouvoirs extraordinaires soient immédiatement conférés dans tout le Land au général Moehl. Le commandant des *Zeitfreiwillige*, Hemeter, par ailleurs président de l'Alldeutsches Schutz und Trutz Bund** et principal organisateur de l'association estudiantine nationale-allemande, était lui aussi présent, en uniforme. Il conseilla au ministre de la Justice, le démocrate Karl Meyer, qui était son ami, de s'en aller au plus vite, car dans un quart d'heure il ne serait plus possible de garantir la sécurité du Conseil des ministres. Un peu plus tard, un fonctionnaire de la section politique de la police de Munich se présenta et informa confidentiellement le Conseil des ministres que la police se déclarait incapable, vu l'agitation qui avait gagné les troupes, de garantir la sécurité des ministres. Le gouvernement Hoffmann était à la merci des militaires contre-révolutionnaires. Le capitaine Escherich avait entre-temps mobilisé les milices civiques, elles-mêmes hostiles au gouvernement constitutionnel. Si ce dernier s'était opposé, il aurait été balayé. Craignant de voir couler le sang et ne voyant pas d'autre issue, étant donné les rapports de forces, le gouvernement démissionna. »

La démission du gouvernement Hoffmann marque le début de carrière de Gustav von Kahr, élu Premier ministre du Landtag bavarois, le

* L'Orgesch (Organisation Escherich) était une puissante milice armée, fondée par le membre du Volkspartei bavarois, Escherich, dans laquelle le futur chef de la *Sturmabteilung* (SA) nazie, le capitaine Röhm, avait des fonctions de commandement. Elle jouissait d'appuis dans les milieux catholiques et dans la hiérarchie ecclésiastique, et avait reçu de la Reichswehr d'importants équipements militaires. En 1921 elle fut dissoute sous la pression de l'Entente et se fondit dans la Reichswehr noire. [NdLR]

** Ligue pangermaniste de défense et d'attaque. Voir note p. 371. [NdLR]

16 mars, par 92 voix sur 134. Le général Moehl, commandant de la Reichswehr, reniant le gouvernement Ebert, s'autoproclama « commandant suprême de la Reichswehr bavaroise jusqu'à ce que soit mis en place un gouvernement légitime du Reich ».

Les travailleurs bavarois réagirent mollement au coup d'État des putschistes. Les plaies de la défaite de 1919 étaient encore ouvertes, l'influence du Parti communiste était faible et la social-démocratie jouait double jeu. Le SPD souscrivit, avec les indépendants et les communistes, à l'appel à la grève générale du comité d'action de Munich, mais signa simultanément un autre manifeste avec les partis bourgeois, le cabinet Hoffmann et le général Moehl, qui affirmait : « Il n'y a en Bavière aucune raison de faire grève. » Le 16 mars, il y eut un affrontement entre ouvriers et policiers, et quelques travailleurs furent blessés. Le 17, la grève générale fut révoquée.

Le même jour, à Nuremberg, sociaux-démocrates et indépendants se virent contraints de lancer un appel à l'intensification de la grève, la Reichswehr ayant tiré contre une manifestation de travailleurs. Le quotidien du soir des milices civiques parla de vingt-trois morts et de plus de cinquante blessés graves. Les manifestants réclamèrent des armes et tentèrent de donner l'assaut aux postes de police. Toutefois, le jour suivant, le SPD et l'USPD décidèrent d'interrompre la grève générale. À Fürth, il y eut également des manifestations. À Hof, les milices civiques furent désarmées et une milice populaire se constitua, qui occupa la gare et les typographies des journaux. Dans le Münsterberg, en direction de Bayreuth, on creusa des tranchées pour freiner l'avancement de la Reichswehr. Dans de nombreuses localités des alentours de Hof, les ouvriers s'armèrent en désarmant les milices civiques. À Selb, les travailleurs formèrent quatorze compagnies de cent cinquante hommes chacune.

Dans le Wurtemberg, la grève générale ne dura que quarante-huit heures, du 16 au 18 mars. Dans la zone industrielle de Stuttgart, des conseils ouvriers furent élus dans quarante-sept entreprises, mais l'USPD jouait double jeu : alors que le courant de gauche disait vouloir que soient élus des conseils, Dissmann les sabotait. Dissmann faisait ce qu'il voulait dans l'USPD, car il contrôlait le mouvement syndical. Il fit en sorte que l'initiative s'embourbe, et c'est ainsi qu'un des premiers convois de troupes envoyés contre les ouvriers de la Ruhr put quitter le Wurtemberg.

À Mannheim, le mouvement connut une évolution différente. Les communistes, plutôt que d'adhérer à la grève, invitèrent les ouvriers à investir les usines et à y élire des conseils. Le mercredi 17, des conseils furent formés dans quarante-trois usines. Les entrepreneurs repoussèrent toutes les revendications ouvrières et déclarèrent le lock-out ; les usines furent alors occupées, mais les employés et une partie des ouvriers se tinrent à l'écart de l'initiative. Les travailleurs étaient à

l'intérieur des usines mais ne disposaient d'aucun instrument politique leur permettant d'obtenir les moyens financiers nécessaires au paiement des salaires. C'était à l'évidence une action d'inspiration syndicaliste qui s'épuisa rapidement faute de réussir à étendre le mouvement au reste du Wurtemberg et à la Hesse.

Dans le Bade, le mouvement était en état de prostration et on ne tenta même pas de proclamer la grève générale. En Hesse, à Francfort, Offenbach, Hanau et dans d'autres villes, les trois partis socialistes appelèrent à la grève générale, mais en donnant souvent des indications confuses. Il n'y a qu'à Hanau, où les communistes jouissaient d'une influence déterminante, que la grève fut conduite de façon énergique, suspendant même la distribution du gaz, de l'eau et de l'électricité. Les ouvriers de Hanau réussirent à arrêter et à repousser quelques convois militaires en partance pour la Ruhr.

4.9. Les luttes en Thuringe

La Thuringe fut, avec le bassin de la Ruhr, la région la plus âprement disputée. Le prolétariat de Thuringe conservait encore certains points forts conquis lors des luttes révolutionnaires de 1918-1919. L'influence des indépendants était forte, celle des communistes augmentait. La centralisation des micro-États n'avait pas encore été menée à son terme et, à Gotha, le gouvernement était encore aux mains des indépendants. Sous la pression des ouvriers révolutionnaires, les gouvernements locaux avaient fait obstacle, avec plus ou moins de succès, aux préparatifs militaires du groupe dirigeant berlinois de la contre-révolution militaire, en cours depuis des mois sous le nez de Noske. Certaines villes avaient obstinément refusé d'accepter des garnisons, et les autorités locales avaient saboté l'organisation des milices civiques et des *Zeitfreiwillige*. Les usines de munitions et de fusils de Suhl, de Zella-Mehlis, d'Erfurt et de Sömmerda étaient autant d'armureries où les ouvriers pouvaient se fournir.

Le 13 mars, les autorités militaires destituèrent les gouvernements de Weimar, de Gera (district de Reuss) et de Gotha. Le gouvernement de Gotha ne céda pas : il proclama la grève générale et sollicita la formation de comités de défense composés de représentants des conseils ouvriers et des conseils d'usine. Un décret successif institua les milices populaires, nomma un commandant à la tête de ces formations et leur subordonna la police. Tous ceux qui n'appartenaient pas aux milices populaires devaient remettre les armes et les munitions. La grève défensive des ouvriers contre les kappistes commença à Gotha dès le samedi. Comme les troupes n'étaient pas fiables, on distribua aux ouvriers quelques centaines de fusils pris dans les dépôts des unités mobiles de la police. Ouvriers et policiers occupèrent ensemble la poste, la mairie, la gare et le palais gouvernemental. Dans la nuit, les *Zeitfreiwillige* furent mobilisés. Le dimanche matin, des unités de la Reichswehr, armées jusqu'aux dents et venues d'Erfurt, entrèrent à Gotha, reprirent la poste, la gare et la Maison du peuple, procédant à près de quarante arrestations. Un ouvrier fut tué et un autre gravement blessé. Le gouvernement du Land fut déposé sur ordre du major von Heim, le parlement fut dissous. Des avions larguèrent des tracts signés du commandant de la Reichswehr de Weimar, le général de brigade von Hagenberg, qui invitaient la population à obéir aux décrets « de l'actuel gouvernement du Reich ». Entre-temps, les ouvriers de Suhl avaient attaqué la garnison de leur ville et l'avaient contrainte à se rendre. Les ouvriers des villages de la forêt de Thuringe s'étaient armés et organisés en milices ouvrières. Le mercredi 17 mars, ils occupèrent la forteresse d'Ohrdruf, s'emparant ainsi d'une grande quantité d'armes et de munitions. Ohrdruf devint alors la

base opérationnelle des ouvriers en lutte, on y publia une feuille d'information spéciale destinée aux milices ouvrières, et c'est de là que partit l'attaque principale visant à chasser la Reichswehr de Gotha. Après de durs combats, les ouvriers de Gotha et les travailleurs des villages de la forêt réussirent à mettre la Reichswehr en déroute et à la repousser hors de la ville. Le 22 mars, le *Mitteilungsblatt für die Republik Gotha* publia une liste des victimes, où l'on comptait quarante-six morts et quarante-neuf blessés du côté ouvrier. Les villages de la forêt de Thuringe, Gotha et Ohrdruf formaient l'avant-garde et les bases principales de la résistance armée des ouvriers de Thuringe. Les travailleurs de la forêt désarmèrent les milices civiques et paysannes de tous les villages de la région.

À Erfurt, où étaient concentrées de considérables forces militaires fidèles à Kapp, les affrontements entre ouvriers et troupes furent nombreux. La grève générale commença immédiatement, le 13 mars, dirigée par un comité formé d'indépendants et de deux communistes, mais les ouvriers d'Erfurt étaient isolés et les forces des putschistes prépondérantes. Les tentatives faites par les travailleurs victorieux de Gotha de marcher sur Erfurt échouèrent, en partie en raison de l'incompréhension et du sabotage de l'USPD de certaines villes, en partie parce que le mouvement au niveau national était déjà en train de refluer. Seuls les cheminots déclarèrent, y compris dans la deuxième semaine de grève, vouloir continuer la lutte jusqu'à la victoire complète de la classe ouvrière.

Les ouvriers de Gera firent grève le lundi 15. Le commandant militaire, le major baron von Coburg, avait destitué le gouvernement du district de Reuss et en avait installé un nouveau. Les affrontements entre les forces ouvrières et celles de l'armée et des *Zeitfreiwillige* commencèrent immédiatement. Le lundi après-midi, les travailleurs attaquèrent la mairie, le palais gouvernemental régional et désarmèrent la garnison. Des renforts arrivèrent, l'armée contre-attaqua et, après un violent affrontement, les ouvriers furent désarmés et la caserne reconquise. Le gouvernement fut réinstallé. Les ouvriers eurent à déplorer treize morts, leurs adversaires seulement trois, dont un capitaine qui s'était suicidé. Deux des trente-cinq blessés moururent de leurs blessures. Les ouvriers de Greiz durent eux aussi soutenir quelques escarmouches avec la Reichswehr qui arrivait de Plauen.

À Weimar, la Reichswehr prit parti pour Kapp et les troupes dispersèrent les assemblées ouvrières. Trop faibles pour s'y opposer, les travailleurs de Weimar furent secourus par ceux de Iéna, qui s'étaient procurés des armes en désarmant les milices paysannes ; entre-temps, la Reichswehr s'était retirée.

Les ouvriers de Sömmerda, ville située à 25 kilomètres au nord d'Erfurt et connue pour ses usines d'armes et de munitions, avaient participé à toutes les luttes révolutionnaires de 1918. Le 13 mars, ils se lancèrent immédiatement dans la grève générale et, le 18, s'armèrent pour repousser les fortes milices civiques des villages avoisinants qui projetaient d'attaquer

le chef-lieu. Le comité d'action commença par faire désarmer la bourgeoisie de la ville, puis envoya les ouvriers dans les villages pour désarmer la bourgeoisie et les milices civiques. En quelques jours, les ouvriers confisquèrent plus de deux mille fusils, mitrailleuses et grenades, ainsi que de grandes quantités de munitions, dont ils équipèrent leur propre milice ouvrière.

À la suite du compromis passé entre le gouvernement Ebert et les partisans de Kapp, après le 17 mars la bourgeoisie déclencha les représailles contre les villes et les régions où les ouvriers s'étaient montrés à la hauteur de leur tâche. Le 24 mars, la direction de la milice ouvrière de Sömmerda apprit que la Reichswehr et les *Zeitfreiwillige* arrivaient d'Erfurt. Elle décida de ne pas attaquer, mais d'envoyer à la rencontre des troupes, pour négocier un accord, le vétérinaire Kurt Neubert et Walter Arlt. En dépit de leur qualité d'ambassadeurs, tout deux furent arrêtés et brutalisés. Les troupes, commandées par le major de la Reichswehr von Hünecke, avaient déjà montré sur leur route de quoi elles étaient capables. Voici ce qu'écrivit la femme d'un des hommes assassinés :

« Devant le village de Schallenburg, les troupes croisèrent deux hommes qu'un paysan dénonça comme spartakistes. Les soldats rouèrent de coups de crosse ces innocents, au point que l'un d'eux expira dans le fossé qui longeait la route. L'autre, gravement blessé, dut être admis à l'hôpital.

La troupe continua sa marche vers Tunzenhausen. En arrivant au village, le sous-lieutenant Hagedorn ordonna : "On ne fait pas de prisonniers."

Un groupe d'ouvriers agricoles qui se rendait ou revenait des champs fut encerclé et poussé à coups de pied et de poing dans le village. Le sous-lieutenant ordonna : "Fusillez-les." Certains soldats se montrant récalcitrants, Hagedorn hurla : "Je tuerai de mes mains ceux qui n'obéissent pas." Les journaliers furent trucidés le long du fossé, à l'entrée du village. Schönfeld père se jeta à genoux, priant qu'on l'épargne pour qu'il puisse s'occuper des enfants de ses deux fils fusillés juste avant. Il fut abattu lui aussi. Au village, un passant fut dénoncé comme spartakiste aux assassins. Il fut mis au mur dans le cimetière. Un cycliste de passage connut le même sort. »

Un témoin oculaire de l'occupation de Sömmerda et des meurtres atroces perpétrés au sein de la population raconte :

« Les assassins avaient déjà senti l'odeur du sang durant la marche vers Sömmerda et tué sans pitié celui que les ouvriers de Sömmerda avaient envoyé comme négociateur, le vétérinaire Kurt Neubert. À 8 heures du matin, sans l'ombre d'une négociation, ils prirent la ville d'assaut. L'air fut lacéré par les projectiles de l'artillerie et des mitrailleuses. Les rues étaient secouées de déflagrations ininterrompues et le ciel sillonné par les avions. Cela n'avait aucune justification, les ouvriers ayant accepté la décision du comité d'action de négocier et de déposer les armes. Lorsque les troupes entrèrent dans la ville, elles ne rencontrèrent pas de résistance, et pas un coup de feu ne fut tiré contre elles. Mais elles se livrèrent malgré tout à des actes de vengeance d'une extrême férocité. Tout homme soupçonné d'être socialiste était arrêté et brutalement malmené. On arrachait aux prisonniers les guêtres, les montres,

l'argent et tout objet de valeur, on leur faisait les poches, toujours au cours des tortures les plus bestiales.

Bien qu'on n'ait jusque-là pas touché un cheveu à aucun des bourgeois de Sömmerda, cette lâche engeance dénonça et chercha à livrer aux troupes chaque ouvrier, jouissant des sévices auxquels étaient soumis les prisonniers. Dans la nuit du 24 au 25 mars, plus de deux cents ouvriers furent enfermés dans les caves de la mairie, obligés par de continuels mauvais traitements à se tenir droit, face au mur et les mains en l'air. Qui laissait tomber les bras ou tentait de s'appuyer était frappé dans le dos ou sur les jambes à coups de crosse. Après minuit, Albert Schuchardt y fut convoqué par quelques hommes de main de Noske. Un officier lui demanda s'il connaissait le major Hünecke, qui avait dirigé l'opération. Ayant dit que oui, il fut poussé plus loin à coups de crosse et achevé à terre de deux coups de fusil. Peu après cette exécution brutale, le propriétaire terrien Otto Fricke se présenta dans la cave et demanda s'il y avait un certain Hugo Schmidt parmi les arrêtés. Une sentinelle le fit s'approcher, Fricke s'exclama : "Ce porc est encore vivant ? Tuez-le !" Et c'est ce que firent ces chiens.

L'après-midi du 24, plusieurs *Zeitfreiwillige* violèrent de la plus cruelle manière, dans la cellule où elle avait été jetée, la femme du fusillé Neubert. Comme tous les prisonniers, elle dut subir durant la nuit les traitements les plus bestiaux, si bien que le jour suivant elle était couverte de sang, comme du reste la plupart de ses compagnons de malheur. Les prisonniers furent conduits en camion à Erfurt dans cet état, toujours debout et les mains en l'air. Huit valeureux compagnons furent tués ce jour-là par les adjoints du bourreau Noske. »

Dans la zone nord-occidentale de la forêt de Thuringe, l'opération de représailles fut conduite par une formation de *Zeitfreiwillige* composée d'étudiants de Marburg, aux ordres du capitaine de frégate von Selchow. À Bad Thal, quinze ouvriers furent arrêtés sur dénonciation, dont cinq étaient membres du Parti démocrate. Le 25 mars à 7 heures du matin, le bataillon se mit en marche en direction de Gotha. Durant le trajet, les prisonniers marchaient derrière les troupes, escortés par un peloton d'étudiants, lui-même dirigé par l'ex-sous-lieutenant Göbel. Le prisonnier Hornschuh resta isolé des autres, surveillé par quatre étudiants. Il aurait soudain tenté de fuir, et cinq étudiants l'abattirent – on lui trouva plusieurs blessures, une au milieu de la poitrine. Peu après, deux autres prisonniers, Fuldner et Soldau, furent abattus de la même façon. À Mechterstädt, les assassins rencontrèrent un autre groupe de prisonniers. Göbel demanda à l'escorte : « Qui est-ce que vous amenez ? Ils ne doivent pas passer le prochain virage. » Un étudiant cria : « Notre salle d'anatomie a besoin de cadavres ! » À quelque distance de Mechterstädt, Göbel fit fusiller les prisonniers qui lui restaient. Les étudiants assassins furent acquittés en juillet 1920 par la cour martiale et en décembre par la cour d'assises. La *Deutsche Zeitung* écrivit à propos de cet acquittement : « Nos jeunes valeureux ont été acquittés. Il y a donc encore une justice en Allemagne... »

4.10. Les luttes en Allemagne centrale

Les trois partis socialistes de Magdebourg formèrent un comité d'action unitaire. Après de brèves hésitations, le commandant de la Reichswehr, le général von Groddeck, se déclara en faveur de Kapp. Le conseil municipal décida de porter la milice civique à quinze mille hommes, en enrôlant aussi les ouvriers. Lorsque le général interdit une manifestation contre Kapp convoquée pour le dimanche 14 mars et fit occuper la place du Dôme par des troupes armées de mitrailleuses, les ouvriers réclamèrent haut et fort que des armes soient distribuées. La caserne du régiment d'artillerie, dont les soldats étaient hostiles à Kapp, fut occupée par les travailleurs, tandis que les forces de sécurité désarmaient les *Zeitfreiwillige*. Mais le SPD et l'USPD sabotèrent l'opération d'armement des ouvriers. Le jeudi 18 mars, le comité d'action décida à l'unanimité la fin de la grève générale. Le travail reprit le lundi.

À Burg, on prit la précaution d'arrêter les officiers. Le conseil municipal alloua cinquante mille marks au comité d'action et à la milice civique, qui fut renforcée par des ouvriers. À Neuwaldensleben, il y eut des affrontements entre ouvriers et *Zeitfreiwillige*, qui subirent de lourdes pertes. À Stassfurt, après un affrontement, les troupes provenant de Magdebourg déposèrent les armes et les ouvriers furent maîtres de la ville. Des unités armées de travailleurs partirent porter secours à leurs camarades de Halle, mais elles furent repoussées aux portes de la ville par la Reichswehr. À Aschersleben aussi, les ouvriers s'organisèrent en formations armées qui marchèrent ensuite sur Quedlinburg, où ils soutinrent de violents combats. Un témoignage parle d'une centaine de morts. Dans de nombreuses localités, les ouvriers agricoles avaient désarmé les propriétaires terriens et s'étaient rendus maîtres de la situation. Bitterfeld était aux mains des forces contre-révolutionnaires, les ouvriers étaient désarmés. Les travailleurs des villages alentour réussirent à battre la Reichswehr, qui abandonna précipitamment le terrain. C'est ainsi que les ouvriers de Bitterfeld purent s'armer correctement, de même qu'à Hettstädt, où ils se saisirent des armes avec l'aide de leur vieux conseil ouvrier.

À Halle et aux alentours, il y eut de sérieux affrontements. La ville grouillait de *Zeitfreiwillige* et de *Freiwilligen Landesjägerkorps*, placés sous le commandement du colonel Czetteritz, qui, dès les premiers jours de grève générale, avait fait abattre quelques passants. Le jeudi 18 mars, la victoire sur von Lüttwitz fut fêtée par une dizaine de grandes manifestations, une commission militaire fut créée et l'organisation d'une milice civique décidée. Les *Zeitfreiwillige* maintinrent toutefois leurs positions et les officiers refusèrent de consigner les soldats dans les casernes. Dans l'après-midi, dans le jardin public, les troupes tentèrent d'empêcher par

la force l'enrôlement des ouvriers dans la milice civique. Voici, repris du journal de Halle, le *Mitteilungsblatt*, du 26 mars 1920, le compte rendu des événements qui suivirent :

« Les premiers coups de fusil déclenchèrent toute une série d'événements en chaîne. Les ouvriers de tous les villages autour de Halle s'armèrent et formèrent un anneau autour de la ville ; un anneau qui se transforma peu à peu en un véritable front, dont le pivot était Ammendorf et qui s'étendait, en passant par Beesen, Wörmnitz et Südstadt, jusqu'à Hallmarkt. La gare de Hettstädt était elle aussi aux mains du *Freischar* [unité de volontaires, partisans]. Le samedi, plusieurs contingents partis du nord marchèrent sur la ville et occupèrent Trotha. Le soir, un front s'était constitué là aussi, qui allait du Klausberg à l'aéroport et au Galgenberg* en passant par le Krähenberg. Il est difficile d'estimer les forces ouvrières. Leur action était limitée par le manque de munitions et d'armes lourdes, et il est certain que si les ouvriers, à Trotha et à Ammendorf, avaient disposé le dimanche matin de l'artillerie, ils auraient battu l'armée. Malgré cette infériorité, le *Freischar* fit preuve d'un grand courage et de la conscience de se battre pour une cause juste. Les soldats n'osèrent pas attaquer directement les positions ouvrières, mais envoyèrent les blindés, contre lesquels les armes de l'infanterie sont impuissantes. C'est ainsi que le dimanche soir Trotha fut perdu, deux blindés enfoncèrent le flanc du front et les troupes pénétrèrent dans la ville. Le lundi, on combattait encore violemment sur les autres fronts et à l'arrière de Kröllwitz. Les courageux défenseurs se retirèrent vaincus seulement mardi, une fois l'accord conclu. »

De Hettstädt, de Merseburg, de la zone industrielle de Leuna et de Leipzig, les ouvriers armés se précipitèrent au secours de leurs camarades de Halle. L'un des participants aux combats a laissé ce compte rendu de cette lutte héroïque :

« Les ouvriers armés des villes voisines complétèrent avec une surprenante rapidité l'encercllement de la ville de Halle, qui était occupée par les kappistes et la Reichswehr. Il restait pourtant quelques brèches par lesquelles passèrent des renforts pour les troupes blanches. Ainsi renforcées, elles passèrent le 20 mars à l'attaque des positions ouvrières, bien que les commandements aient décidé d'une trêve. Ammendorf capitula et à Gimritz le front rouge dut se replier, mais il le fit de façon ordonnée. Les blancs se réorganisèrent pour enfoncer le front septentrional qui allait de l'aéroport jusqu'à Kröllwitz, à travers le Galgenberg et Trotha. La situation était difficile parce qu'il n'était pas possible de concentrer rapidement toutes les forces rouges sur le front nord. En outre, les troupes blanches se faisaient précéder par des groupes de lourds véhicules blindés. Tandis qu'elles préparaient l'attaque, fortes d'au moins deux régiments, les mortiers et les obusiers martelaient les positions ouvrières près du Galgenberg. Personne ne vacillait. Lorsque l'un tombait, un autre prenait aussitôt son poste. Tous remplissaient leur devoir avec une volonté d'acier, défiant la mort. Ils étaient conscients de l'importance militaire de leur position, ils savaient pourquoi leurs dirigeants leur avaient ordonné de défendre le Galgenberg jusqu'au dernier homme.

* Colline (Grosser Galgenberg) située dans la périphérie nord de Halle. [NdlR]

Le gros des combattants prolétaires était en train de lâcher les positions à l'est pour se diriger au nord de Halle, où il y avait encore au moins deux mille ouvriers. Si les blancs avaient percé sur le Galgenberg avant que les rouges ne puissent s'assurer une voie de retraite en direction du nord ou au-delà de la Saale, vers Kröllwitz-Lettin-Brachwitz, plusieurs centaines d'ouvriers seraient morts ou auraient subi les brutalités des blancs en prison. Quand les troupes blanches commencèrent à intensifier le feu et que fut répété l'ordre de tenir le Galgenberg à n'importe quel prix, les défenseurs répondirent : "La position est trop faible, les grenades ont provoqué de lourdes pertes." Mais un jeune commandant de peloton s'interposa : "Non, camarades, ça non. Nous sommes encore là, nous pouvons encore tirer. Avec mes vingt hommes, je défendrai la première ligne. Il n'y a pas beaucoup de munitions, mais nous devons tenir le Galgenberg jusqu'à ce que les camarades les plus anciens et les blessés soient en sécurité." Le peloton rejoignit la cime de la colline, sans égard pour la grêle meurtrière de projectiles. Mais les tranchées étaient complètement inutilisables. Ils en creusèrent de nouvelles, appuyèrent les fusils sur les bords et tirèrent, tirèrent, tirèrent. Jusqu'à la dernière balle. Puis ils se mirent à attendre, car l'ordre d'abandonner la position n'était pas encore arrivé. Finalement, les kappistes se lancèrent à l'assaut et les massacrèrent tous. À coups de grenades et de crosse de fusil, ils massacrèrent les indemnes, les blessés et les morts. Sur les vingt jeunes héros, dix trouvèrent la mort, huit furent gravement blessés. C'étaient des jeunes artisans, des ouvriers d'usine, des mineurs, des fils de paysans des villages situés sur la Saale et autour du Petersberg. Amis d'enfance, inséparables dans la lutte contre la réaction, jusqu'à leur mort héroïque. »

Le *Mitteilungsblatt* parla également de vingt morts et cinquante blessés dans les combats à la ferme de Gimritz et dans le quartier de Glauch. Jusqu'au 26 mars, sur les positions extérieures au périmètre communal, il y eut quatre-vingt-six morts et cent trente blessés. Un train blindé fut aussi envoyé de Halle contre les ouvriers d'Eisleben ; le 16 mars, à la gare d'Eisleben, une bataille à l'issue incertaine dura plus de dix heures. À Zeitz, les ouvriers avaient désarmé les troupes et réquisitionné les armes dans les villages avoisinants. À Borna également, les ouvriers étaient armés. Mais de plus en plus souvent on se heurtait à l'opposition de l'USPD qui, par simple esprit de clocher souvent, refusait que soit centralisée l'organisation des forces et des actions militaires ouvrières. On ne pouvait s'attendre à aucun soutien que ce soit de la part du SPD. La constitution de conseils politiques ouvriers centralisés aurait pu donner aux milices ouvrières une ligne politique et une direction unitaire. Au lieu de cela, un patrimoine d'énergies révolutionnaires fut dispersé et des sacrifices incommensurables furent imposés aux ouvriers.

4.11. Les luttes en Saxe

À Leipzig, l'USPD, le plus fort des trois partis socialistes de la ville, prit l'initiative de former un comité de cinq membres pour diriger la grève générale. Le Parti communiste proposa de désarmer les *Zeitfreiwilige*, d'armer le prolétariat, d'élire un conseil politique ouvrier et de libérer les prisonniers politiques, mais les autres partis renvoyèrent le débat sur ces mesures après l'élection des conseils ouvriers. Les communistes refusèrent alors de souscrire à un manifeste unitaire. La ville était tenue, outre par la Reichswehr commandée par le général de brigade Senfft von Pilsach, par de nombreux *Zeitfreiwilige*. Le dimanche 14 mars, les ouvriers descendirent dans la rue pour manifester en faveur de la grève générale. Sur l'Augustusplatz, les *Zeitfreiwilige* postés sur les toits ouvrirent le feu sur les manifestants avec des mitrailleuses et des grenades, en tuant vingt-deux et en blessant de nombreux autres. Les combats continuèrent les jours suivants entre, d'un côté, les *Zeitfreiwilige* et l'armée qui occupaient le centre et, de l'autre, six ou sept cents ouvriers mal armés qui les harcelaient depuis les quartiers périphériques.

À Leipzig également, l'USPD fit obstacle à une direction militaire unifiée de la lutte. Le 17 mars, au moment culminant de la bataille, Lipinski, dirigeant de l'USPD, et le ministre social-démocrate Albert Schwarz entamèrent des négociations d'armistice avec l'armée. La Reichswehr et les *Zeitfreiwilige* en tirèrent tous les avantages, les ouvriers, seulement de vaines promesses. Le 18, l'USPD, le SPD et les syndicats proposèrent aux ouvriers d'accepter les conditions d'armistice et de cesser la grève générale. Le jour suivant, dix-neuf assemblées votèrent pour, dix contre. Entre-temps, le gouvernement saxon avait décrété l'état d'urgence à Leipzig, conférant les pouvoirs exécutifs au général Senfft von Pilsach. Celui-ci dénonça aussitôt l'armistice, accusant les ouvriers – qui étaient en effet indignés des conditions de cette fausse paix – de ne pas l'avoir respecté. Von Pilsach exigea une capitulation sans condition, la remise des armes et des prisonniers. Les syndicats, le SPD et l'USPD exhortèrent les ouvriers à suspendre l'affrontement avec les troupes et à reprendre le travail. Durant les funérailles des victimes des kappistes, les troupes marchèrent sur la Maison du peuple. Un ouvrier raconte :

« Le vendredi 19, ce fut la bataille décisive, celle qui devait mettre fin au conflit. Lipinski faisait tout ce qu'il pouvait pour clore les négociations, demandant aux ouvriers de remettre les armes en échange de l'installation des *Zeitfreiwilige* hors de Leipzig. Mais il était évident que la Reichswehr était en train de préparer l'occupation de la Maison du peuple, pensant qu'il s'agissait du quartier général ouvrier. Ce qui n'était pas le cas. Pour faire face à l'attaque, nous élevâmes précipitamment des barricades à travers la Harkortstrasse et la Münzgasse, mais nous ne réussîmes pas à les achever ni à les

utiliser car nous fûmes soumis à l'improviste à une furieuse fusillade provenant de plusieurs directions. La Reichswehr venait de Peterssteinweg et, une fois arrivée dans la Münzgasse, ouvrit un feu nourri contre notre position sur la Flossplatz. Nos camarades avancèrent, à l'abri des arbres, pour défendre les barricades. Nous réussîmes à toucher une bonne partie des servants des pièces d'artillerie, qui ne disposaient pas d'abri, mais une grenade explosa pas loin de notre barricade et la détruisit en partie. Dans la Zeitzer Strasse, six hommes, héroïquement, tinrent tout seuls en échec pendant pas moins d'une heure la Reichswehr qui cherchait à avancer, couverte par l'incessant tir de barrage des mitrailleuses. Les troupes réussirent enfin à atteindre la Maison du peuple, qui fut dévastée, saccagée et pour finir incendiée. Puis ces "héros" se retirèrent à nouveau derrière la protection des chevaux de frise. Bien que la fusillade ait continué jusqu'à la nuit, le sort de la bataille était scellé.»

Les affrontements liés au putsch de Kapp coûtèrent aux ouvriers de Leipzig plus de cent morts et blessés. Pour rien, puisque la politique centriste et temporisatrice des dirigeants de l'USPD avait empêché la classe ouvrière d'exploiter la situation lorsqu'elle lui était favorable.

À Chemnitz, les travailleurs firent preuve d'une plus grande maturité politique, prenant le contrôle de la ville dès les premières heures du putsch. Le district de Chemnitz était celui où le KPD disposait de la plus forte organisation, l'USPD n'ayant, lui, qu'une faible influence. Le SPD cherchait à ratisser large en défendant des positions apparemment radicales. À propos des événements du 13 au 15 mars à Chemnitz, l'agence télégraphique Wolff diffusa cette dépêche :

« À Chemnitz, les ouvriers ont pris le pouvoir. Samedi s'est constitué un comité d'action provisoire, composé de trois représentants sociaux-démocrates, trois indépendants et trois communistes. Le comité a immédiatement désarmé le bataillon des *Zeitfreiwillige* et éloigné les éléments bourgeois de la milice civique, désarmé les milices privées et armé trois mille ouvriers révolutionnaires. La poste, la gare, la mairie ont été occupées par les milices ouvrières. Il n'y a pas eu de sérieuse tentative de résistance ; certains dirigeants politiques locaux ont bien cherché à s'opposer à la nouvelle situation, mais leurs efforts ont été bloqués dès le début. Les journaux bourgeois sont interdits ; seuls les démocrates, qui ont déclaré vouloir collaborer avec le gouvernement du conseil ouvrier, ont été autorisés à publier leur journal. Dimanche, une manifestation armée s'est déroulée durant laquelle ont pris la parole les sociaux-démocrates Fellisch et Ernst Schwartz, les communistes Heckert et Brandler et l'indépendant Kuhn. Dans les villes limitrophes de Hohenstein-Ernstthal, Jimbach et Stollberg, les ouvriers ont également pris le pouvoir. Les districts montagnards de Ölsnitz-Lugau ont adhéré massivement à la grève générale. Lundi, les travailleurs se sont réunis dans les usines pour élire les délégués des conseils. Le comité d'action provisoire renoncera à son mandat et, à 15 heures, les nouveaux conseils d'usine se réuniront pour élire un conseil ouvrier citoyen de vingt et un membres élus à la proportionnelle, auquel sera transféré tout le pouvoir politique et économique du district industriel. »

Les délégués des conseils d'usine, élus le 15 mars à la proportionnelle par près de 78 000 travailleurs et travailleuses, se réunirent dans l'après-midi et désignèrent, par un vote à bulletin secret, le conseil ouvrier de la ville. Le KPD obtint dix délégués, le SPD neuf, l'USPD et les démocrates un chacun. Brandler (KPD), Friedel (SPD) et Buchardt (USPD) furent nommés à la présidence. L'activité du conseil fut organisée par répartition des différentes fonctions entre un comité chargé de la direction de la grève, un autre de la direction militaire, une section économique épaulée par un expert, une section transport, une autre chargée du contrôle des approvisionnements alimentaires et une dernière du contrôle de la police. La conférence régionale des conseils ouvriers convoquée pour le 18 mars, à laquelle participèrent également des délégués des zones limitrophes de la Thuringe et de la Bavière, décida à l'unanimité moins deux voix :

« Désarmement et dissolution de la Reichswehr, des forces de sécurité et des *Zeitfreiwillige* ; création de milices ouvrières sous le contrôle des conseils ouvriers. Constitution de conseils ouvriers et de conseils d'usine révolutionnaires. Convocation d'un congrès central des conseils. Création d'une cour de justice révolutionnaire pour juger les putschistes du groupe Kapp-Lüttwitz. Libération de tous les prisonniers politiques détenus dans les prisons allemandes. Paiement des journées de grève générale, avec recours éventuel à la coercition à l'encontre des entrepreneurs qui refuseraient de les payer. Nous invitons les ouvriers et les employés de toute l'Allemagne à reprendre ces revendications, qu'une délégation présentera au gouvernement de Saxe. »

Le travail reprit le vendredi 19 mars. Durant la grève, le comité d'action avait fait fermer les banques afin d'empêcher que les capitaux ne soient prélevés et de s'assurer que les salaires soient payés ; lorsque la réouverture fut autorisée, on instaura un contrôle sur les opérations bancaires, pour garantir avant tout le versement des salaires. Pour retirer le montant des salaires dans une banque, les entrepreneurs devaient faire contresigner l'ordre de paiement par trois délégués dans les grandes usines, par un dans les petites. Certaines entreprises firent des difficultés. Dans celles qui refusaient de payer les jours de grève (comme l'entreprise Reinecket), la grève se prolongea. Le comité d'action décida que les ouvriers rentreraient à l'usine le lundi 22, même contre la volonté des propriétaires. Là où les travailleurs trouvèrent porte close, le comité menaça de confisquer les dépôts bancaires des entreprises et de publier dans le *Kämpfer*, le journal local du KPD, leurs livres de comptes. La menace fit son effet, les entreprises payèrent les jours de grève et deux jours de lock-out. Le 22 mars, une seconde conférence régionale des conseils ouvriers se réunit et confirma les décisions de la première conférence.

D'autres affrontements avec les contre-révolutionnaires eurent lieu à Plauen et à Auerbach dans le Vogtland et à Borna en Saxe. Dans l'Erzgebirge et dans le Vogtland, les ouvriers désarmèrent presque complètement la bourgeoisie et les riches paysans et constituèrent des comités d'action, remplacés quelques jours après par des conseils ouvriers élus

selon les dispositions prises lors de leur congrès. Dans le Vogtland, la situation était différente du reste du district. À Falkenstein, c'était Max Hoelz, avec son unité de partisans, qui marquait le mouvement de son empreinte. La phase révolutionnaire qui avait débuté en novembre avait mis Max Hoelz en contact avec le mouvement ouvrier moderne. Élu au conseil d'ouvriers et de soldats et épaulé par des partisans déterminés, il avait entamé une lutte personnelle en faveur de la population montagnarde, appauvrie par des spoliations continues. Il réquisitionnait les denrées alimentaires, les payant au prix fort, pour les distribuer aux pauvres. Il étendit bien vite cette activité au-delà de Falkenstein. Il savait comment balayer la résistance des autorités, en les emprisonnant au besoin. Le gouvernement socialiste de la Saxe tenta d'éliminer Hoelz, le faisant traquer par d'imposantes forces militaires et mettant chèrement sa tête à prix. Malgré cela, lui et ses fidèles réussirent à échapper aux sbires. La sympathie de la population pauvre, qui voyait en lui un libérateur, le protégeait. Hoelz continua cette guérilla jusqu'à l'éclatement du putsch de Kapp. Dans l'Erzgebirge comme dans le Vogtland, les partis de gauche formèrent au début du putsch des comités d'action, mais marqués par une grande passivité. Contre cette passivité, Hoelz mena une lutte infatigable ; les mesures et les opérations que les comités d'action n'osaient entreprendre, c'était Hoelz et les siens qui les mettaient en œuvre. Après la fuite de Kapp, en Saxe comme ailleurs, la bourgeoisie retourna ses forces contre les protagonistes de la résistance à la contre-révolution. La Reichswehr déploya vingt mille hommes contre Hoelz, le contraignant à se replier.

L'héroïsme de Max Hoelz et de ses partisans fut reconnu de tous, mais lorsque vint l'heure pour le prolétariat révolutionnaire de faire le bilan et de tirer les enseignements de cette phase de lutte, le comportement de Hoelz fut jugé de façon critique. La conférence de district du KPD, réunie précisément pour faire le point sur cette période, rejeta le « communisme primitif » de Hoelz et des siens comme dépassé et ne correspondant pas au rapport de forces du capitalisme arrivé à maturité :

« L'essence du communisme n'est pas, comme le soutient un manifeste publié à Ölsnitz, de prendre aux riches pour donner aux pauvres. Le communisme est l'objectif déclaré de l'action de l'avant-garde de classe, qui appelle l'ensemble des classes travailleuses au rassemblement et en oriente l'énergie révolutionnaire vers la réalisation du communisme, vers la transformation de l'ordre social et le transfert des moyens de production de la propriété privée à la propriété de toute la société. »

En Saxe occidentale, grâce à l'influence politique et à la ligne révolutionnaire du KPD, l'opposition au putsch de Kapp et plus généralement à la domination de la bourgeoisie avait fait preuve d'un haut degré de maturité révolutionnaire. Mais, même là, le mouvement ne pouvait aller au-delà des limites imposées par la direction défailante de la lutte à Leipzig et à Dresde. Dans ces villes, l'USPD et le SPD avaient une forte influence

sur les ouvriers, et ces partis s'opposèrent avec succès à la tentative d'amener la classe sur des positions révolutionnaires. De plus, la décision des syndicats et des partis sociaux-démocrates de suspendre l'action avait, dans tout le pays, déclenché le reflux du mouvement.

Le 13 mars, Dresde avait servi de premier refuge au gouvernement Ebert. Noske faisait confiance au général Maercker qui commandait la Reichswehr du district. Grâce aux mercenaires de Maercker, Noske avait « conquis » en 1919 les villes d'Allemagne centrale et exorcisé le bolchevisme. Mais ce n'était pas par amour pour Noske que Maercker avait agi. Et cela se vit lorsque Noske chercha la protection de ce général monarchiste : lui et ses collègues de gouvernement durent abandonner Dresde précipitamment.

Durant le putsch de Kapp, il n'y eut aucune réaction ouvrière notable à Dresde. Les ouvriers furent plus actifs dans les centres industriels alentour. À Sebnitz, à Schandau, presque jusqu'à la frontière tchèque, à Glashütte, dans le Plauenschen Grund, à Pirna, à Mügeln et dans d'autres petites villes, les ouvriers désarmèrent les milices civiques et, dans de nombreuses localités, prirent d'assaut les armureries, les casernes et les mairies. Les opérations étaient dirigées par des comités d'action et, dans certaines villes, par des conseils d'usine. Dans les villages, les militaires furent eux aussi désarmés. Mais là non plus il n'y eut pas d'action militaire significative. Aucune force politiquement et organisationnellement centralisée ne sut indiquer au mouvement un objectif révolutionnaire précis. Dans ces circonstances, Fleissner et les autres dirigeants de l'USPD laissèrent s'exprimer toute leur couardise et leur indécision. De son côté, le KPD avait subi depuis peu la scission de l'opposition conduite par cet esprit confus qu'était Otto Rühle* et était très faible dans le district. Les énergies révolutionnaires existantes ne trouvèrent pas donc de débouché et ne purent pas s'en adjoindre de nouvelles ; et le mouvement reflua rapidement.

* Le groupe de Rühle rejoignit le KAPD au moment de la fondation du nouveau parti à Berlin, le 4-5 avril 1920. [NdlR]

4.12. L'insurrection de la Ruhr

La région où, pendant le putsch de Kapp, la flamme de la révolution prolétarienne s'éleva le plus haut fut le bassin industriel de Rhénanie-Westphalie. Il ne pouvait en être autrement : c'était le plus densément peuplé et là où les mines et l'industrie lourde étaient le plus fortement concentrées ; là, dans la Ruhr, l'exploitation capitaliste saisissait chaque jour dans ses tentacules de nouvelles armées d'esclaves salariés, qu'elle recrachait après les avoir pressurés jusqu'à la moelle. Là subsistaient de profonds antagonismes religieux, et l'antagonisme de classe entre bourgeois et prolétariat n'était nulle part en Allemagne aussi prononcé. Dans la Ruhr, enfin, la lutte pour la socialisation avait été menée avec plus de décision que partout ailleurs. Elle avait été suffoquée par l'état de siège, mais la flamme ne s'était pas éteinte et elle se transforma alors en incendie.

Les mesures de répression prises contre le prolétariat de la Rhénanie-Westphalie s'aggravèrent au début de 1920. En février, deux des journaux de l'USPD les plus influents dans la région industrielle, le *Ruhr-Echo* d'Essen et la *Bergische Volksstimme*, furent interdits. Le 24 février, Ebert décréta l'état d'urgence renforcé dans les districts de Düsseldorf, Arnsberg, Münster et Minden. Voici la disposition la plus importante du texte réglementant l'état d'urgence :

« Les crimes visés aux paragraphes 307 (incendie volontaire), 311 (attentat à l'explosif) et 315 (endommagement d'installations ferroviaires), pour lesquels la peine prévue par le Code pénal est normalement la prison à vie, doivent être punis de mort lorsqu'ils ont été commis dans les districts menacés après la publication de ce décret. Dans les mêmes conditions, les délits visés par les paragraphes 115.2 (instigation avec résistance en cas d'émeute) et 125.2 (instigation avec violence en cas d'attroupement) du Code pénal sont passibles de la peine de mort lorsque leur auteur s'est rendu coupable de résistance avec arme ou en coopération consciente et voulue avec des personnes armées.

Par ordre du ministre de la Défense peuvent être formés, dans le district menacé, des conseils de guerre extraordinaires ; en cas d'émeute ou de trouble à l'ordre public, le ministre de la Défense peut ordonner la formation de cours martiales en vue de juger les auteurs des crimes et délits désignés ci-dessus. La cour martiale doit rendre son verdict dans les 24 heures suivant l'arrestation de l'accusé. La sentence ne peut être que la mort. La sentence doit être confirmée par le détenteur du pouvoir exécutif et les condamnés sont passés par les armes après confirmation. »

Ces mesures adoptées par Severing et le gouvernement du Reich répondaient parfaitement aux vœux de la contre-révolution. Qui n'avait pas oublié non plus de faire dans la région industrielle ses préparatifs militaires longtemps à l'avance*.

* La meilleure description de la répartition des forces militaires et des affrontements armés dans la Ruhr, se trouve dans Gerhard Cohm, *Beitrag zur Geschichte und Soziologie des Ruhraufstandes*, Verlag Baedeker, Essen, 1921.

Là, le centre militaire de la contre-révolution était le *Wehrbezirkskommando VI* [commandement du district militaire VI], de Münster, placé sous les ordres du général von Watter, et là se trouvait le *Freikorps Lichtschlag*, la bande mercenaire la plus connue et la plus haïe pour sa brutalité lors des combats de l'année 1919.

À Remscheid était cantonné le *Freikorps Lützow*, à Mülheim le *Freikorps Schulz*. À Eberfeld, à Düsseldorf, à Hamborn* et dans d'autres localités étaient cantonnées de petites unités de la Reichswehr. Dans la forteresse de Wesel, la Reichswehr disposait d'un point d'appui militaire particulièrement bien aménagé. La police et les milices civiques de la bourgeoisie pouvaient fournir des renforts à l'armée. Mais dans certaines villes, ces formations étaient constituées en grande partie de travailleurs. À Dortmund, la *Sicherheitswehr* [garde de sécurité] était recrutée à 90 % parmi les travailleurs sociaux-démocrates, et la police à 50 %. À Essen, la *Sicherheitswehr* était constituée de 450 travailleurs sociaux-démocrates et de 150 travailleurs chrétiens. Dans un grand nombre de localités, les gardes de sécurité et les milices civiques comptaient aussi des indépendants.

Du côté ouvrier, il n'y avait pas la moindre organisation militaire autonome, ou alors seulement à l'état embryonnaire. Et de surcroît l'état du mouvement ouvrier n'était pas particulièrement bon. Les organisations de lutte économique – syndicats libres, syndicats chrétiens, syndicats hirsch-dunkeriens, syndicats polonais et syndicats jaunes – avaient connu une nouvelle fragmentation après la guerre, lorsque l'opposition dans les syndicats libres avait scissionné pour fonder les Unions [AAU]. De tous les partis ouvriers, c'était l'USPD qui avait le plus d'influence, tant numériquement que politiquement. Le Parti communiste avait particulièrement souffert dans son développement des mesures de répression gouvernementales et des divergences politiques dans ses propres rangs, divergences que la scission des courants KAPDiste et syndicaliste n'avait guère permis de surmonter. L'antagonisme entre l'USPD et le KPD, d'une part, et le SPD d'autre part était parfois extraordinairement virulent, ce qui fut lourd de conséquences lors des combats livrés à Dortmund et à Essen.

Lorsque la contre-révolution militaire passa à l'attaque, le SPD, dans la Ruhr comme dans tout le Reich, appela à la grève générale et à la défense contre la réaction militaire. Le comité de district du Spartakusbund d'Essen demanda dans un tract du 13 mars l'élection dans les entreprises de conseils ouvriers, dont « la première tâche serait d'armer le prolétariat et de désarmer la bourgeoisie ». Le texte de ce tract dénonçait fortement l'action du SPD et du gouvernement Ebert-Noske et concluait : « À présent, il faut prendre le pouvoir. » « Tout le pouvoir aux conseils ouvriers [...] pour la dictature du prolétariat. » Dans un autre appel, toute coopération avec le SPD était refusée. Ce qui joua un rôle décisif dans le

* Aujourd'hui un quartier de Duisbourg. [ndlr]

développement des combats dans la région industrielle, ce fut l'appel lancé par les trois partis socialistes du district du Bas-Rhin aux ouvriers, employés et fonctionnaires de Rhénanie-Westphalie, leur demandant d'entrer en grève générale le 15 mars, « avec pour objectifs : 1. conquête du pouvoir politique par la dictature du prolétariat jusqu'à la victoire du socialisme, sur la base du système des conseils ; 2. socialisation immédiate des secteurs de l'économie assez mûrs pour cela ». Il était demandé aux cheminots de refuser de transporter troupes et munitions. L'appel en question, qui émanait du « comité d'action central », fut bientôt suivi de directives destinées aux comités d'action locaux et contenant des dispositions relatives aux mesures concrètes à prendre. Ces directives devaient guider l'action des comités.

« Pour que puissent s'ouvrir des négociations, il faut que les autorités prennent publiquement position sur les points suivants :

1. Quelle est la position des autorités sur le gouvernement Kapp formé à Berlin ?
2. Quelle est la position des autorités sur les exigences et les buts de la grève générale ?
3. Quelles garanties offrent les autorités de ne rien entreprendre contre la grève générale du prolétariat ?
4. Les autorités doivent faire leur déclaration immédiatement et publiquement. Nous exigeons d'elles que les armes et munitions existantes soient immédiatement remises à la direction centrale de la grève dans chaque localité et soumises à son contrôle et à son administration. L'administration communale, l'administration policière, les transports, l'approvisionnement en denrées alimentaires sont placés sous le contrôle de la direction centrale de la grève de la localité. Les autorités qui se refusent à se conformer aux exigences des instances dirigeant la grève doivent être révoquées sans délai. Pour les organes de contrôle et d'administration, on ne désignera que des gens qui possèdent dans leur domaine les aptitudes, connaissances et vues d'ensemble requises et qui ont toute la confiance du prolétariat révolutionnaire et de la direction centrale de la grève.

Il faut créer partout une garde de sécurité républicaine constituée d'ouvriers, d'employés et de fonctionnaires organisés. Cette garde doit se charger du service de sécurité local, assurer la protection des dépôts des denrées alimentaires, des abattoirs et de tous les bâtiments et services publics. Les pillages, les rapines et les destructions doivent être réprimés impitoyablement. Ceux qui s'en rendront coupables doivent être immédiatement emprisonnés.

Les autorités doivent promulguer sur-le-champ une interdiction générale de l'alcool. Elles doivent veiller à ce que les rues et les places soient suffisamment éclairées. »

Dès lundi 15 mars, toute la région industrielle était en grève générale. Le dimanche déjà, l'agitation montait dans les villes. À diverses reprises, il y eut des affrontements et des conflits sanglants avec la police, les milices civiques et la garde de sécurité. À Dortmund, dans la nuit du 13 au 14 mars, la police et la garde de sécurité abattirent plusieurs ouvriers. Le 14 mars, la garde de sécurité se livra à une nouvelle agression

contre les ouvriers, dont un fut abattu. Le lundi 15, le chef de la police et commandant de place de Dortmund, le capitaine von Heeringenn, le célèbre ancien ministre de la Guerre du Kaiser, tenta de faire « nettoyer » la place du marché par sa police. Il fit tirer contre la foule à courte distance : on ramassa 6 morts et 20 à 30 blessés, dont certains grièvement. À Düsseldorf également, les militaires jouèrent la provocation, faisant de nombreux morts et blessés. À Duisbourg, les 15 et 16 mars, on releva 18 morts et 54 blessés. La demande d'armement se faisait de plus en plus forte. Dans certains endroits, les travailleurs avaient déjà commencé à désarmer les milices civiques. À Bochum, un wagon des chemins de fer contenant 2 000 fusils destinés aux milices civiques et aux *Zeitfreiwillige* (chargement déclaré : lait !) tomba aux mains des ouvriers. À Hagen, dès le premier jour du putsch, il fut décidé de se défendre de la réaction par tous les moyens, y compris par la force des armes. Même les représentants des syndicats chrétiens étaient d'accord. Le dimanche, les ouvriers de Hagen, après de longs pourparlers, réussirent à imposer que soient remis aux ouvriers organisés 160 fusils provenant des réserves de la police.

Le centre militaire de la contre-révolution à Münster ne restait pas les bras croisés. Watter adopta une attitude ambiguë. Mais son refus de signer l'appel en faveur du gouvernement Ebert et le comportement de ses troupes étaient suffisamment clairs aux yeux des travailleurs. Le *Freikorps* Schulz, le 14 mars, hissa sur la caserne de Mülheim le drapeau noir-blanc-rouge*. Dans une allocution à sa troupe, le commandant célébra « le nouveau gouvernement de fait ». Lützwow organisa un défilé de son *Freikorps* à travers la ville de Remscheid le 13 mars. Lors de la parade devant l'hôtel de ville qui suivit, il termina son discours en faisant acclamer l'empereur. Le dimanche, il fit hisser le drapeau noir-blanc-rouge sur l'hôtel de ville et occuper militairement les locaux de la *Bergische Volksstimme* et la Maison du peuple. De Münster, arriva l'ordre de créer de nouveaux points d'appui. À Hagen, centre de l'USPD pour la région industrielle, il n'existait pas encore de garnison. Le 14 mars, Watter ordonna d'occuper Wetter, Hagen et d'autres localités, prétendument pour rétablir l'« ordre ». Severing et Mehlich donnèrent leur accord.

« Dans la matinée du 15 mars 1920, à 10 heures, la batterie du capitaine Hasenclever fit son apparition à la gare de Wetter an der Ruhr. Le comité d'action local – composé de sociaux-démocrates et d'indépendants – interpella le capitaine : « De quel côté se rangent les militaires ? » La réponse était lourde de conséquences, car l'issue de l'action de défense contre le putsch dans la région minière de la Ruhr en dépendait : « Nous sommes venus sur ordre du général de division von Watter, qui lui-même est du côté du général de division von Lützwitz ! » Là-dessus débuta un combat comme on n'en avait jamais vu de pareil dans l'histoire du mouvement ouvrier allemand. Les ouvriers passèrent à l'attaque, équipés seulement de quelques fusils. Le terrain

* Le drapeau du Reich impérial. [NDR]



Ouvriers en armes réunis le 25 mars 1920 sur la place du marché de Dortmund.

montagneux leur était favorable. Derrière chaque pierre et chaque arbre, dans chaque buisson et chaque cachette, la mort rouge guettait. Les frères ouvriers arrivèrent de Bommern, Volmarstein, Wengern, Hagen, Witten, de localités proches ou lointaines, tenant en main les armes déjà prises à l'ennemi. Et lorsque le combat meurtrier fut terminé, l'espoir des Kapp-Lüttwitz-Watter gisait sur le sol de la gare écrasé, vaincu par l'enthousiasme ardent et farouche des prolétaires. Soixante-quatre morts, dont quatre officiers – le capitaine Hasenclever compris – et cent prisonniers ! Mais les ouvriers, durent aussi ensevelir sept des meilleurs d'entre eux. » (Meinberg, dans le *Ruhr-Echo*, en novembre 1927.)

Ce premier coup, décisif, porté aux gens du Lichtschlag déclencha l'avalanche. Quelques heures après cette bataille, une compagnie du Lichtschlag, placée sous le commandement du capitaine Lange, qui avait reçu l'ordre de faire la jonction avec Hasenclever et de progresser dans la région autour de Hagen, fut désarmée à Herdecke, après un bref combat. Quasiment au moment où avait lieu la bataille de Wetter, le comité d'action de Hagen décida de constituer une direction militaire centrale pour la région industrielle, sise à Hagen. L'indépendant Josef Ernst fut chargé d'élaborer des directives. La bataille de Wetter eut pour effet d'accélérer l'armement et l'organisation militaire des travailleurs. À Hagen, on réquisitionna les armes et les munitions entreposées à l'hôtel de ville.

« Afin de pouvoir nous hâter d'apporter notre aide totale aux camarades de Wetter, nous saisismes toutes les automobiles se trouvant dans les rues et sur les routes et fîmes sortir les trains, de façon à acheminer rapidement sur Wetter les travailleurs en armes. En quelques heures nous avions près de 2 000 hommes concentrés à Wetter.* »

Watter menaçait d'envoyer la Reichswehr. Les travailleurs commencèrent à construire leur organisation militaire, comme prévu. Dans le district de Hagen, on constitua des compagnies dotées de l'équipement de campagne. Le désarmement des milices civiques, réalisé partout, et la défaite du *Freikorps* Lichtschlag avaient apporté aux travailleurs des armes, des munitions et même des canons à tir rapide, des mitrailleuses et des lance-mines. Dans d'autres localités aussi, les travailleurs s'équipèrent de la même façon. Une direction militaire permanente se constitua, au sein de laquelle l'instituteur Stemmer (USPD) avait une influence décisive. Après les défaites subies par le *Freikorps* Lichtschlag à Wetter et à Herdecke, c'est Dortmund que l'on se préparait à frapper. Le gros du *Freikorps* Lichtschlag y avait fait son entrée le 16 mars en chantant le « Deutschland, Deutschland über alles » et en arborant le drapeau impérial noir-blanc-rouge. Comme l'indiquaient les ordres trouvés dans une cantine saisie par les travailleurs, Watter avait donné mission à ce *Freikorps* de marcher sur Schwerte et de dégager et absorber les unités de Hasenclever et de Lange. Cette cantine contenait quantité d'appels

* Josef Ernst, *Kapp-Tage im Industriegebiet* (Les jours de Kapp dans le district industriel), Hagen, 1921.



En haut : une pause pendant les engagements dans la Ruhr.

En bas : formation armée ouvrière en marche vers le front.

signés Kapp-Lüttwitz. La nature et les vues de ce corps étaient bien claires. Néanmoins, Severing émit le 16 mars une proclamation dans laquelle il disait : « Dans l'intérêt de l'ancien gouvernement, les mouvements de troupes ne doivent pas être entravés. » Le *Freikorps* Lichtschlag, conformément à l'ordre de Watter, tenta de marcher sur Schwerte via Dortmund. Le président du district [Max] König et son collègue Hansemann, tous deux sociaux-démocrates, placèrent leur voiture à la tête des troupes et s'efforcèrent de convaincre les travailleurs de laisser passer celles-ci. Des ouvriers armés passèrent à l'attaque. À Berghofen et à Aplerbeck, on livra bataille. Le *Freikorps* Lichtschlag fut refoulé sur Dortmund et dut abandonner du matériel de guerre. On essaya de transporter les troupes par voie ferrée, mais cela échoua en raison des sabotages réalisés par les cheminots. En outre, les rails avaient été arrachés. Entre-temps, les unités de travailleurs avaient achevé leur marche sur Dortmund. Le 17 mars, on passa à l'attaque. Les canons et les lance-mines entrèrent en action. À 6 heures du matin, l'assaut de la ville débuta. La police et la milice civique, pour une bonne part de conviction social-démocrate, se battirent contre les ouvriers aux côtés du Lichtschlag. L'hôtel de ville fut occupé sans combat. Un comité d'action composé essentiellement de représentants de l'USPD et du KPD et de syndicalistes prit le commandement de la ville. Le SPD avait déjà refusé le 13 mars de marcher avec le KPD et l'USPD.

Le riche butin en armes et matériel de guerre qui lui tomba entre les mains à Dortmund vint renforcer le camp des travailleurs, qui avancèrent leurs positions en direction de Münster. À Hamm, Ahlen et Bochum, de solides points d'appui du front militaire ouvrier furent établis. Des unités isolées furent envoyées en avant-gardes à Lünen, Lüdinghausen, Haltern, Dülmen et Buldern. À Unna, Kamen, Lünen et Lüdinghausen, des postes de combat furent aménagés. Mais à l'arrière du front des travailleurs qui se constituait, il restait des points d'appui de la Reichswehr. Dans certaines localités, il y eut des combats entre, d'une part, la police et la troupe, de l'autre, les ouvriers. À Barmen, la Reichswehr vint d'Elberfeld prêter main forte à la police. Les ouvriers la chassèrent. Elle fut également chassée d'Elberfeld après des combats parfois violents. Tous les bâtiments publics furent occupés par les travailleurs, et les prisonniers politiques remis en liberté.

La Reichswehr en déroute se replia sur Remscheid, qui devenait à présent le point de ralliement des forces militaires de la contre-révolution dans le Bergisches Land. La ville était, nous l'avons vu, occupée par le *Freikorps* Lützow. La grève générale était en cours. La direction militaire du camp ouvrier publiait illégalement les *Revolutions-Nachrichten*. Le 17 mars, la milice civique ouvrit le feu sur une manifestation de rue, tuant un ouvrier et en blessant un autre. Les militaires se barricadèrent dans Remscheid. Des travailleurs venus de Hattingen, Gevelsberg, Schreim, Witten et Hagen encerclèrent la ville de toutes parts. Dans Remscheid même, les travailleurs, armés d'une cinquantaine de fusils,

avaient engagé le combat le jeudi 18 mars dans la soirée. Le même soir, il y eut des pourparlers qui n'aboutirent pas. Le 19 mars, les travailleurs déclenchèrent un assaut général. Une batterie installée au Goldenberg prit la Kaiserplatz sous son feu. Au prix de durs combats, les travailleurs s'emparèrent des abattoirs et du central télégraphique. Lützow battit en retraite. À l'ouest de la ville, dans le Morsbachtal, les troupes qui refluèrent furent encore une fois attaquées par les ouvriers de Cronenberg, qui leur infligèrent de très lourdes pertes. La plupart des hommes de Lützow, dans une fuite effrénée, gagnèrent le territoire occupé*, où ils furent désarmés. Du côté ouvrier, on compta 33 morts, dont 22 travailleurs de Remscheid, parmi lesquels deux femmes et deux adolescents.

Entre-temps, les unités ouvrières avaient également lancé l'attaque sur Essen, qui, sur ordre venu de Münster, devait être tenu à tout prix. La police « en vert » [SIPO], renforcée par des formations de policiers venues de l'extérieur et par la milice civique, avait réprimé toute activité des travailleurs, contraignant le comité d'action à siéger dans l'illégalité. Dès le 18 mars, il y eut des fusillades dans la ville. Un témoin oculaire décrit le déroulement de la bataille :

« Le 18 mars, le front rouge avait déjà poussé son avance jusqu'à la limite de la ville d'Essen. Les "verts" défendaient chaque maison avec une grande ténacité. Des combats particulièrement acharnés eurent lieu pour la prise de Stoppenbert. L'excitation des ouvriers révolutionnaires d'Essen était à son comble. Une grande partie d'entre eux se hâtèrent à la rencontre de leurs camarades de classe pour s'armer eux aussi. Dans la nuit du 18 au 19 mars, l'« armée rouge » avait franchi la limite nord de la ville. La garnison d'Essen fit en hâte ses préparatifs afin de stopper l'avance des rouges. Le 19 mars, dans les premières heures de la matinée, de violents combats éclatèrent pour le contrôle des abattoirs. Les premières unités rouges rencontrèrent une forte résistance à la briqueterie de Fricstein. Les pertes étaient grandes de part et d'autre. Les rouges, reconnaissant à juste titre qu'une attaque frontale contre les abattoirs, très fortifiés, ferait trop de victimes, un fort contingent de leurs troupes contourna les abattoirs par le sud-est sans rencontrer grande résistance, afin d'achever l'encerclement. Entre 9 et 10 heures, les premiers gardes rouges, arrivés par la Salkenbergsweg, firent leur apparition dans la Beuststrasse. Ils furent accueillis par un énorme hourra. Depuis la Söllingsstrasse, l'entrée principale des abattoirs fut prise sous le feu des nôtres. La garnison "verte" des abattoirs reconnaissait à présent que toute résistance était inutile. Elle prit la fuite et reflua dans la ville, abandonnant aux ouvriers de gros stocks d'armes et de munitions. Dès lors, les travailleurs d'Essen purent intervenir dans la lutte. Des milliers d'entre eux s'armèrent et prirent place dans le front rouge. Il fallut cependant pas mal de temps avant que la ville d'Essen tombe aux mains des travailleurs. À la Vichoferplatz et au Pferdemarkt, les "verts" opposèrent une résistance des plus vives et il fallut livrer un combat farouche pour chaque pouce de terrain. Irrésistiblement, les combattants ouvriers se frayèrent un chemin jusqu'au centre de la ville. Vers

* La partie de la Rhénanie (rive gauche du Rhin) occupée par les troupes de l'Entente depuis décembre 1918. [Ndlr]

midi, le drapeau rouge flottait sur l'hôtel de ville d'Essen. Mais la résistance des "verts" qui se repliaient n'était pas encore brisée. De violents combats étaient en cours autour de la gare centrale et de la poste. Dans la zone ouest, quelques camarades culbutèrent la garde et s'emparèrent des armes. La majeure partie de la ville était conquise. C'est au château d'eau de la Steelerstrasse que se déroulèrent les combats les plus sanglants de la prise d'Essen. Alors que la ville était presque entièrement aux mains des travailleurs, une unité de la milice civique défendait encore le château d'eau contre l'armée rouge. Mais elle ne put résister longtemps à un adversaire plus fort qu'elle. Dans l'après-midi, entre 16 et 17 heures, le château d'eau tombait à son tour aux mains des assaillants, après de durs combats qui firent subir à la garnison des pertes énormes. Avec le château d'eau, c'était le dernier point d'appui qui cédait. Le reste de la ville fut très rapidement nettoyé de la police "verte", dont les derniers restes filèrent se retrancher dans Mülheim. Une fois Essen aux mains des révolutionnaires, la marche en avant de l'armée rouge s'accéléra. »

Le 19 mars, Münster ordonna que le reliquat des troupes abandonne Düsseldorf, Mülheim, Duisbourg, Hamborn et Dinslaken pour se replier sur Wesel. Les unités de la Reichswehr stationnées à Düsseldorf quittèrent la ville précipitamment en laissant sur place plus de 4 000 fusils, 100 mitrailleuses, des canons, des lance-mines, des lance-flammes et des munitions. Un butin bienvenu pour l'« armée rouge » et la garde ouvrière aussitôt constituée. À Mülheim également, l'armement des ouvriers se fit sur les dépôts abandonnés par la Reichswehr. Le *Freikorps* Schulz, venu de Mülheim, fut impliqué dans de durs combats au nord de Duisbourg. À Hamborn s'entassaient, le samedi 20 mars, les unités de police venues d'Essen qui se repliaient sur Wesel et le *Freikorps* Schulz, qui s'était retiré de Duisbourg. Il y eut une bataille acharnée, à laquelle prirent part les unités de la Reichswehr stationnées dans la ville. Les troupes eurent beau engager l'artillerie et les lance-mines, elles durent se retirer le soir venu en direction de Walsum, abandonnant un important matériel de guerre. Des renforts ouvriers acheminés par camions arrivèrent d'autres villes. Après de nouveaux combats très durs autour de Walsum et de Dinslaken (21 mars), les troupes se retirèrent de nuit en direction de Wesel. À Hamborn-Marxloh et Walsum, les combats furent particulièrement acharnés de part et d'autre.

Après ces succès – les fosses communes de cette région témoignent de la dureté des combats et de l'esprit de sacrifice sans égal des travailleurs –, un front solide se forma contre Wesel. La Lippe fut franchie à l'est de la ville, mais les premières offensives, trop faibles et déclenchées trop tard, furent repoussées. On fit sauter la voie ferrée Wesel-Münster, mais on ne réussit ni à encercler Wesel ni à lancer l'offensive prévue contre Münster. Il n'y avait pas de liaison entre le secteur opérationnel rhénan et le secteur westphalien. La décentralisation de la direction militaire et les insuffisances des liaisons eurent ici des effets funestes. Les avant-postes envoyés sur l'autre rive de la Lippe durent très vite être retirés. Depuis Wesel, les troupes contre-révolutionnaires entreprirent des

percées le long du Rhin contre le front des travailleurs. Dans toute la région industrielle, il n'y avait plus une seule unité hostile aux travailleurs. Dans un élan impétueux, les ouvriers de la région industrielle de Rhénanie-Westphalie avaient accompli un haut fait désormais inscrit dans le marbre de l'histoire des luttes révolutionnaires.

Après la prise d'Essen, le centre du combat s'y déplaça. La direction militaire de Hagen, composé de membres de l'USPD et du SPD (deux communistes, Charpentier et Triebel y avaient également participé, contre la volonté du Parti communiste), considérait que ses objectifs militaires étaient atteints puisque la Reichswehr avait été expulsée de la région industrielle et le gouvernement Ebert réinstallé. Le 18 mars, il décida l'arrêt de la grève générale pour tous les travailleurs ne se trouvant pas au combat. Une conférence convoquée par le comité d'action de Hagen le 20 mars adressa à Ebert et Bauer un télégramme leur présentant ses excuses. Bauer répondit que le général Watter n'était pas un officier réactionnaire et demanda par ailleurs à ceux de Hagen de rester désormais bien sages. Il annonçait la venue de deux ministres.

Après la réinstallation du gouvernement Ebert et l'arrêt de la grève dans tout le Reich, les partis bourgeois de la région industrielle qui avaient participé à la lutte contre les putschistes abandonnèrent également le navire. Certains secteurs des syndicats libres firent de même. La situation dans le reste du Reich, où, dans certains cas, la grève n'avait duré que deux ou trois jours, eut également un effet démobilisateur dans la région industrielle.

Tous les efforts faits par la direction d'Essen pour centraliser le mouvement et rassembler toutes les forces en un bloc soudé échouèrent. Il manquait une direction militaire unifiée. Cinq ou six commandants de secteur menaient la lutte dans une optique purement militaire, sans tenir compte de la situation politique d'ensemble et sans contact étroit avec la direction politique. Tandis que la direction du secteur ouest envisageait un plan d'action contre Wesel, la direction de Hagen, sous le commandement d'Ernst, caressait l'idée de marcher sur Münster. Cette dualité dans le commandement militaire jouait un plus grand rôle que la rivalité entre chefs militaires, mais le poids des antagonismes politiques pesait encore plus lourd. La façon d'agir des syndicats de Mülheim et de Duisbourg — ceux de Mülheim se proclamèrent direction centrale et promirent une meilleure paie — eut également un effet désorganisateur sur le front des travailleurs.

Sur la suite des événements pesa de façon décisive l'arrêt de la grève générale décidé le 20 mars par les instances syndicales berlinoises, décision à laquelle l'USPD s'associa le 22. Les neuf points des syndicats, qui constituaient le socle de l'accord passé avec le gouvernement Ebert, servirent également de base à Severing pour son intervention dans la région industrielle. Dès les premiers combats, Severing s'était servi de son influence sur les instances syndicales locales pour seconder les mouvements de troupes. « J'ai dû faire les plus grands efforts dans les pre-

miers jours du putsch de Kapp pour inciter les syndicats des ouvriers et des employés des chemins de fer à renoncer à s'opposer au transport des troupes*.» Le 16 mars, Watter se déclara en faveur du gouvernement Ebert. Le même jour, Severing avait convoqué une conférence des syndicats et des représentants de l'Union des charbonnages. Son plus grand souci était de ne pas laisser se rompre les liens entre entrepreneurs, généraux et syndicats. Cela lui paraissait nécessaire pour la démocratie et le « redécoupage économique ». De ce souci découlait aussi l'astucieuse ordonnance du 17 mars, signée de Severing et de Watter, où l'on pouvait lire : « Les conseils ouvriers doivent être composés de membres de partis représentés dans le gouvernement. Si l'on souhaite une dérogation à cette règle, il faut en faire la demande. » La collaboration de Severing avec Watter devint si étroite qu'il menaça de démissionner si Watter devait être révoqué, comme le demandaient les travailleurs. Il aida Watter avec zèle pour le transport des troupes venues de tout le Reich. Une fois connu l'arrêt de la grève générale pour l'ensemble du Reich, Severing convoqua à Bielefeld, pour le 23 mars, une conférence de tous les partis ouvriers. La direction d'Essen n'en fut informée que trop tard et de façon indirecte.

« [Cette conférence] avait pour but de séparer, en expliquant la situation, les travailleurs bien intentionnés de ceux pour lesquels il ne s'agissait pas tant de lutter contre le putsch de Kapp que d'expérimenter les théories économiques communistes. [...] Ce but a été atteint avec la signature des accords de Bielefeld. [...] *Si ces accords représentaient d'importantes concessions aux travailleurs, c'est que, après les événements extraordinaires survenus pendant le putsch, c'était le seul moyen d'atténuer la profonde défiance justifiée des travailleurs.* [...] Le gouvernement a tout fait pour accélérer le transport des troupes et je me suis efforcé jour et nuit d'aider l'administration militaire à cet égard. [...] Les moyens politiques mis en œuvre ont, comme je l'ai dit, pleinement atteint le résultat visé. Les accords de Bielefeld ont fait l'effet dans l'armée rouge d'une charge explosive. »*

* Discours de Severing le 3 avril 1920 devant les représentants de la presse, publié par la *Zentralstelle für Heimatdienst* (Bureau central pour le service auxiliaire patriotique).

4.13. L'accord de Bielefeld : les ouvriers sont trahis et battus

« Les représentants de tous les partis et de tous les groupes professionnels impliqués déclarent qu'il sont désireux, afin de démanteler la situation née du putsch de Kapp, de mettre leurs exigences en harmonie avec la Constitution et le gouvernement, sur la base du présent accord :

1. Les représentants des partis gouvernementaux présents à Bielefeld interviendront auprès de leurs groupes parlementaires respectifs pour que, lors de l'imminente formation du gouvernement du Reich et de la Prusse, le choix des ministres soit réglé par les partis après concertation avec les organisations syndicales (ouvriers, employés, fonctionnaires) qui ont participé à la grève générale, et que soit donnée à ces organisations une influence déterminante sur la nouvelle législation en matière d'économie et de politique sociale, sous réserve quant aux droits de la représentation nationale.
2. Désarmement immédiat et punition de tous ceux qui se sont rendus coupables de participation au putsch ou au renversement du gouvernement constitutionnel, ainsi que des fonctionnaires qui se sont mis à la disposition de gouvernements illégaux. L'impunité est garantie à ceux qui, au cours de la lutte contre le coup de force contre-révolutionnaire, ont commis des infractions aux lois, si ces infractions et transgressions ont été commises avant la conclusion de cet accord, mais au plus tard jusqu'au 25 mars 8 heures du matin. La présente disposition ne s'applique pas aux crimes de droit commun contre les personnes et la propriété.
3. Élimination totale, de toutes les administrations publiques et administrations d'entreprise, de toutes les personnalités contre-révolutionnaires, et en particulier de celles occupant des positions de direction, et remplacement de ces personnes par des éléments de confiance. Réintégration dans les services publics de tous les représentants d'organisations sanctionnés pour des motifs politiques et syndicaux.
4. Réalisation la plus rapide possible de la réforme administrative sur une base démocratique, avec la participation des organisations économiques des ouvriers, des employés et des fonctionnaires.
5. Amélioration immédiate de la législation sociale existante et adoption de nouvelles lois sociales qui garantissent aux ouvriers, employés et fonctionnaires la pleine égalité de droits en matière sociale et économique. Introduction rapide d'un droit libéral pour la fonction publique.
6. Mise en route immédiate de la socialisation des branches de l'économie mûres pour cela, en prenant pour base les décisions de la Commission de socialisation, où seront cooptés des représentants des associations professionnelles. La Commission de socialisation est immédiatement convoquée. Le cartel du charbon et de la potasse passe aux mains du Reich.
7. Dissolution de toutes les formations militaires contre-révolutionnaires qui ne sont pas restées fidèles à la Constitution et remplacement de ces formations par des formations recrutées dans les milieux républicains de confiance, ouvriers, employés et fonctionnaires organisés en particulier, sans injustice à l'égard d'aucune catégorie. Lors de la réorganisation, les droits

acquis des troupes restées fidèles restent intacts. De l'avis de la commission, les corps Lützow, Lichtschlag et Schulz figurent au nombre des formations à dissoudre.

8. Recensement efficace, et éventuellement expropriation, des denrées alimentaires disponibles et renforcement de la lutte contre l'usure et le trafic à la ville et à la campagne. Garantie du respect des obligations fixées pour l'appropriation par la création de coopératives et la prévision de sanctions importantes en cas de manquement volontaire aux obligations définies.

9. Les autorités reconnues par la Constitution s'acquittent de leurs fonctions conformément aux dispositions de la loi. Les comités exécutifs et comités d'action actuellement existants doivent collaborer avec les autorités municipales à la constitution des milices civiques et à la restitution des armes. Cela doit se faire au plus tard dans les dix jours. Ensuite, ces comités sont remplacés par un comité pour l'ordre public composé de travailleurs, d'employés et de fonctionnaires organisés, qui collabore avec les organes communaux compétents.

10. Afin de soutenir les organes réguliers chargés de veiller à la sécurité, il est constitué, si nécessaire, une milice locale de 3 membres pour 1 000 habitants, recrutée dans les milieux républicains, en particulier parmi les ouvriers, employés et fonctionnaires organisés. Pendant le temps où ils sont de service, ils sont payés par la commune, pour autant que l'État ne se charge pas des frais. Du fait de la formation de ces milices, les milices civiques sont supprimées.

11. L'ensemble des signataires s'engagent à user de toute leur influence pour que tous les travailleurs sans exception reprennent sur-le-champ leur travail habituel. Les employeurs sont tenus de réembaucher les travailleurs qui réintègrent l'entreprise.

12. Les armes et les munitions, ainsi que les matériels de l'armée réquisitionnés ou pris au cours des combats, sont restitués immédiatement aux autorités municipales.

13. Tous les prisonniers doivent être libérés immédiatement, et au plus tard le 27 mars à midi.

14. Si les conditions de cet accord sont scrupuleusement respectées, la Reichswehr ne pénétrera pas dans la région industrielle de Rhénanie-Westphalie. Aux termes de la déclaration faite par le plénipotentiaire du *Wehrkreiskommando 6* [commandement militaire de la zone 6] et par le commissaire du Reich Severing, le *Wehrkreiskommando 6* n'interviendra dans les affaires politico-militaires que sur ordre écrit du ministère de la Défense. En outre, le commissaire du Reich Severing déclare qu'il désignera un homme de confiance des travailleurs qui devra être entendu sur toutes les interventions politico-militaires où le commissaire du Reich doit participer à la prise de décision.

15. L'état d'urgence renforcé doit être levé sur-le-champ, ainsi que l'état d'urgence général dès qu'il aura été satisfait aux exigences des points 9 à 12.

16. Le ministre des postes du Reich, Giesberts, posera en conseil de cabinet la question de la prise en charge des survivants et des blessés, en s'efforçant d'obtenir que les coûts soient supportés par le Reich. La commission espère que le Reich indemniserait les municipalités pour tous les coûts et dommages que leur ont occasionnés les troubles.

17. Ni les travailleurs qui ont pris part aux combats, ni les membres de la police et des milices civiques, ni les soldats de la Reichswehr ne doivent subir d'inconvénients ou être importunés du fait de leur participation.

À Bielefeld, le 23 mars 1920.

Signatures :

Johann Giesberts, ministre des Postes du Reich, Karl Severing, Thielemann, Heinrich Meyer, Klupsch, Sasse, Cuno, Stentz, Heinrich Imbusch, Kloft, Hamm, Karl Jarres, Herbrich, Paul, Oettinghaus, Otto Brass, Enz, Fritz Charpentier, Oskar Triebel.

Mehlich (rédacteur du procès-verbal).»

De fait, l'ouvrage sournois de Severing eut l'effet d'une charge explosive. La direction militaire de Hagen, sans tenir compte de la situation d'ensemble dans la zone des combats, ordonna le démantèlement du secteur et du front. Ainsi, le front, non seulement militaire mais aussi politique des travailleurs, fut définitivement rompu avant que les travailleurs se trouvant dans le secteur ouest aient eu connaissance de l'accord de Bielefeld. Ils ne pouvaient pas tenir des engagements qu'ils ne connaissaient pas. Pour les militaires, c'était un bon prétexte pour violer unilatéralement un accord dont, de toute façon, ils se fichaient. Dans les villes, des éléments douteux tiraient profit de la situation. Chez une partie des travailleurs, on pouvait observer des signes de désespoir, toutefois la plupart d'entre eux demeuraient résolus à se battre. Vêtus de haillons, sans argent, avec des familles dans une misère extrême et sous la menace d'une vengeance des hommes de Noske, ils voulaient résister jusqu'au bout.

Lors des négociations de Bielefeld, il avait également été convenu que les formations de l'armée ouvrière devaient se retirer au sud de la Lippe et y demeurer sans être dérangées par la Reichswehr. Elles avaient vingt-quatre heures pour obtempérer. Ernst, qui commandait la direction militaire de Hagen, fut désigné comme homme de confiance à titre militaire auprès de Watter. En dépit de ce qui avait été convenu, la concentration des troupes se poursuivait dans la région industrielle et en particulier dans et autour de Wesel. Le jeudi 25 mars, les représentants des conseils exécutifs de Rhénanie-Westphalie se réunirent à Essen ; ils étaient environ 200, venus de 70 localités. L'accord de Bielefeld était le principal point à l'ordre du jour. Un conseil central fut constitué, avec pouvoir de reprendre les négociations avec le gouvernement, en accord avec la direction militaire. Le 27 mars, le conseil central prit cette décision : l'arrêt des combats devait être obtenu même contre la volonté de tel ou tel chef militaire. Une offre d'armistice fut adressée au gouvernement. Vingt-quatre heures plus tard arrivait, en guise de réponse, l'ultimatum suivant, signé par le chancelier du Reich, Müller, et le ministre de la Défense, Gessler :

- « 1. Reconnaissance sans réserve de l'autorité étatique constitutionnelle.
2. Réinstallation des organes étatiques d'administration et de sécurité, dans la mesure où ces organes ne sont pas mis en cause pour avoir pris parti pour le gouvernement Kapp-Lüttwitz.
3. Dissolution immédiate de l'armée rouge.
4. Désarmement complet de toute la population, y compris des milices civiles, sous le contrôle des organes étatiques légitimes. La nature et le moment

du désarmement seront fixés de façon plus précise par le détenteur du pouvoir exécutif.

5. Libération immédiate des prisonniers.

Si ces conditions sont acceptées, le gouvernement du Reich n'envisagera pas de passer à l'attaque ; dans le cas contraire, le détenteur du pouvoir exécutif aura toute liberté d'agir en vue de rétablir une situation conforme à la légalité.

Berlin, le 28 mars 1920.»

Le 29 mars, le conseil central se soumit à l'ultimatum, sous réserve que les conditions fixées dans l'accord de Bielefeld soient confirmées. Le gouvernement ne fit aucune réponse. Par contre, Watter émit l'ordre suivant :

« 1. Les armes et les munitions doivent être restituées aux autorités de police et acheminées par celles-ci au *Wehrkreiskommando* à Münster par la voie ferrée. Les services de police ont jusqu'au 30 mars à 11 heures du matin pour informer le *Wehrkreiskommando* du nombre et de la nature des armes et munitions récupérées. Si le 30 mars à 11 heures du matin n'ont pas déjà été remis 4 canons lourds, 10 canons légers, 200 mitrailleuses, 16 lance-mines, 20 000 fusils, 400 charges de munitions d'artillerie, 600 charges de munitions de lance-mines et 100 000 charges de munitions d'infanterie, les conditions fixées pour la restitution des armes seront considérées comme non remplies. Si les quantités demandées sont remises, d'autres instructions suivront pour ce qui est du reliquat d'armes à remettre.

2. Les présidents de district auront jusqu'au 30 mars 11 heures du matin pour faire savoir s'il y a encore des comités exécutifs dans leur secteur ou si les autorités locales ont été rétablies dans tous leurs droits. Si le 30 mars à 11 heures du matin il y a encore des conseils exécutifs, la condition de reconnaissance de l'autorité étatique est considérée comme non remplie. Si le 30 mars à 11 heures du matin des éléments de l'armée rouge ou d'autres milices sont encore sous les armes, la condition de dissolution de l'armée rouge est considérée comme non remplie. La direction militaire de l'adversaire est invitée à fournir des informations sur ce point d'ici au 30 mars à 11 heures du matin au plus tard.

3. Si le 30 mars à 11 heures du matin un seul soldat de la Reichswehr, policier de la SIPO, membre d'une milice civique ou de la milice de sécurité d'Essen ou de Dortmund est encore prisonnier aux mains des émeutiers ; si en outre, d'ici le 30 mars à 11 heures du matin au plus tard, tous les otages n'ont pas été remis en liberté, la condition de libération des prisonniers est considérée comme non remplie. Prisonniers et otages doivent, d'ici au 30 mars à 11 heures du matin au plus tard, s'être présentés au *Wehrkreiskommando* à Münster. Si l'on a touché à un seul cheveu d'un prisonnier ou d'un otage, la condition est également considérée comme non remplie. »

Cet ultimatum de Watter, auquel, même avec la meilleure volonté du monde, il semblait impossible de satisfaire, le comportement du gouvernement et la progression des troupes, tout cela prouvait clairement que ni le gouvernement ni moins encore Severing et Watter ne se souciaient d'éviter que la soldatesque ne fasse un horrible bain de sang. De tout le Reich on avait fait venir des troupes, renforcées par des *Zeitfreiwillige* et des étudiants.

Les troupes les plus tristement célèbres avaient été placées sous les ordres de Watter pour réprimer les travailleurs de la Ruhr : le *Freikorps* Epp, les étudiants munichoïses, la 3^e brigade de marine (Locwenfeld), les *Freikorps* Pfeffer, Lützow, Lichtschlag, Rossbach, ce qui restait du *Freikorps* Schulz, avec la brigade Ehrhardt en réserve. Ce choix avait été fait par le nouveau commandant de la Reichswehr, le général Seeckt, en accord avec le gouvernement Ebert.

Le conseil central s'était donné toutes les peines du monde pour satisfaire aux conditions posées et arrêter le combat à tout prix, et s'était tourné en vain vers les instances centrales des syndicats pour qu'elles appellent de nouveau à la grève générale afin de sauver les travailleurs de la région industrielle en difficulté — seuls les communistes faisaient, dans tout le Reich, des efforts en ce sens. Le 29 mars, il déclara qu'il était impossible de satisfaire à l'ultimatum de Watter et appela de nouveau à la grève générale. Une nouvelle conférence eut lieu le 31 mars à Münster. Une fois de plus, Severing en avait avisé trop tard le conseil central, dont les délégués furent en outre retenus temporairement et maltraités par la Reichswehr. La conférence prolongea les délais de l'accord de Bielefeld jusqu'au 2 avril à midi pour la remise des armes et le démantèlement des fronts. Là où les conditions seraient remplies à cette date, il ne devait pas être institué de cour martiale. Toute progression de la Reichswehr devait cesser le 31 mars.

Le conseil central fit ce qu'il put pour arrêter les combats, mais les troupes de la contre-révolution déclenchèrent un tir de barrage qui fermait aux travailleurs le chemin de la retraite. Les commandants militaires demandèrent alors à reprendre le combat. Mais le conseil central refusa et fit un nouvel appel à cesser le combat et à respecter loyalement les conditions de l'accord. Il adopta en outre une position rigoureuse à l'encontre de ceux qui ne respectaient pas l'accord, contre les pillards et les éléments indisciplinés, les menaçant d'une intervention de la milice populaire. La Reichswehr poursuivait sa progression et continuait de combattre. Lors d'une assemblée plénière des conseils exécutifs*, le 1^{er} avril à Essen, tout le monde admit qu'il était nécessaire de satisfaire aux conditions de l'accord de Bielefeld. La direction militaire, elle aussi, s'y engagea, tout en attirant l'attention sur les difficultés et les résistances qu'elle rencontrait. Severing lui-même l'admit :

« Seul un miracle pouvait permettre que, d'ici au 2 avril, les conditions fixées par le gouvernement soient remplies. Toutes les instances étaient donc résolues à mettre les troupes en mouvement à l'expiration du délai accordé. »**

Le gouvernement et la Reichswehr avaient planifié dans le moindre détail l'avancement des troupes.

* À l'assemblée générale de la région industrielle participèrent 259 délégués représentants 94 comités d'action. [NdlR]

** Karl Severing, *op. cit.*

« J'ai télégraphié au gouvernement du Reich, écrit Severing, pour lui demander d'inciter l'Entente à autoriser l'entrée de nos troupes dans la zone dite neutre. »

Le gouvernement du Reich demanda effectivement cette autorisation à l'Entente, mais sa demande fut rejetée. À vrai dire, ce n'était pas la première fois dans l'histoire récente des luttes de classes que la bourgeoisie d'un pays appelait à l'aide l'« ennemi héréditaire » pour réprimer dans le sang la classe ouvrière de son propre pays. Devant cette détermination du gouvernement à punir de façon exemplaire le prolétariat de la Ruhr, fût-ce aux dépens de son « orgueil national », c'est vaine démagogie que de chercher à le dédouaner en invoquant des pillages et des violations de l'accord par des éléments de l'armée ouvrière. Certes, il existait des foyers locaux où cette armée était résolue à lutter jusqu'au bout. Mais c'étaient précisément les zones où la Reichswehr n'avait à aucun moment respecté le moindre accord et où elle avait continuellement été à l'offensive. Il y avait aussi des pillages, contre lesquels les travailleurs intervenaient très sévèrement. Mais présenter comme des pillages des réquisitions de chaussures, de vêtements et de denrées alimentaires destinés aux combattants ouvriers épuisés, cela, même la *Kölnische Zeitung*, l'organe de l'industrie lourde, n'osait pas le faire.

4.14. La terreur blanche

La somme de meurtres et d'actes odieux commis sur le prolétariat de la Ruhr pendant l'avancée des troupes du gouvernement Ebert ne trouve d'équivalent que dans l'expédition des Versaillais contre les communards de Paris. La brigade Loewenfeld marcha sur Essen et Bottrop en passant par Recklinghausen. Epp marcha sur Hamm avec ses troupes renforcées par des étudiants. La bête blanche se déchaîna, insatiable dans sa soif de sang ouvrier. Josef Ernst, qui dirigeait le centre militaire de Hagen, décrit en ces termes les atrocités commises par les troupes gouvernementales :

« À leur entrée dans Hamm, des ouvriers furent aussitôt arrêtés et fusillés sans autre forme de procès. Les troupes opéraient avec méthode. Quand elles occupaient une localité, tout restait tranquille le premier jour. On pouvait même entendre la musique des orchestres militaires sur les places du marché. Le deuxième jour, commençaient brusquement arrestations et exécutions. Les assassinats sur les membres de la classe ouvrière étaient organisés de façon systématique. La bourgeoisie, connue pour sa lâcheté, participait elle aussi à ces actions. Lors de l'entrée de la Reichswehr dans Recklinghausen, des bourgeois se jetèrent sur le communiste Marcuse et le tuèrent. Là encore, la Reichswehr se comporta de façon épouvantable. Des ouvriers furent extraits de leurs habitations et fusillés sur-le-champ. Il n'y avait ni interrogatoire ni audience. L'épisode suivant donne une idée de la façon dont ces animaux se conduisaient : 65 égoutiers, qui n'avaient pas pris part au combat, se trouvaient à Haltern sur le chantier de construction d'un pont. À l'approche de la Reichswehr, ils se retrouvèrent sous le feu d'une mitrailleuse. Ils se réfugièrent dans une remise que la Reichswehr attaqua à la grenade à main. Aucun ouvrier n'en réchappa.

Même là où ils avaient scrupuleusement respecté les conditions fixées, les ouvriers ne furent pas épargnés par la Reichswehr.

À Bottrop, sur la Gladbeckerstrasse, on fit entrer de force deux hommes dans une voiture blindée et on les tua en les rouant de coups. La Reichswehr amena quatre prisonniers de Kirchkellen, qui eux aussi furent trucidés près de la pharmacie. Un homme du nom de Finke, qui n'avait jamais pris part aux combats, fut abattu. Un certain Fritz Oleink fut collé au mur et fusillé, sans interrogatoire et sans jugement. Rose, un représentant du Zentrum, fut appréhendé par erreur à la place d'un certain Baricke, et fusillé. L'erreur constatée, on arrêta le véritable Baricke, auquel on fit subir de graves sévices, puis on le fusilla. Tout cela sans enquête et sans procès. Une dénonciation par un bourgeois suffisait à faire passer un ouvrier de vie à trépas. [...] Un mineur nommé Stabla qui avait eu un différend avec le directeur de la mine Arenberg *Fortsetzung* lors de l'introduction des journées de travail supplémentaires obligatoires, mais qui n'avait jamais pris part aux combats, fut arrêté et fusillé sans interrogatoire. »

À Bottrop, les militaires se permirent des atrocités tout à fait particulières. Une équipe conduite par le sergent Adler, de la 3^e brigade de marine

Loewenfeld (commandant : Arnauld de la Perrière), arrêta l'ouvrière Maria Lippert. Il lui était reproché d'avoir servi dans l'armée rouge comme infirmière. C'est sous cette inculpation qu'elle comparut ultérieurement devant le conseil de guerre, qui l'acquitta. Dans la prison, Adler et d'autres la firent s'étendre sur un tabouret et, après lui avoir arraché les vêtements, la frappèrent avec des matraques en caoutchouc et d'autres instruments jusqu'à ce qu'elle reste étendue sans connaissance. Là-dessus, elle fut violée à plusieurs reprises par le sergent Adler, que plusieurs soldats assistaient en tenant les membres de la victime qui se débattait. Ce crime une fois commis, ces fauves enfoncèrent une matraque dans le sexe de la jeune fille. À cet acte de sauvagerie succédèrent d'autres tortures. Le jour suivant, Adler viola à nouveau sa victime, en lui pointant sur la poitrine un revolver qu'il avait chargé sous ses yeux. Écoutons Josef Ernst :

« Bottrop n'est qu'un exemple parmi d'autres. Il en est allé presque partout de même. Les parlementaires n'étaient pas davantage épargnés que les autres. Lorsque les travailleurs de Waltrop arrêterent le combat, comme l'exigeaient les accords de Münster, ils envoyèrent aux troupes de la Reichswehr quatre parlementaires arborant le drapeau blanc, pour s'entendre avec elles sur les conditions de la reddition. Ces quatre hommes furent accueillis par des coups de fusil, l'un d'entre eux fut arraché de la voiture et menacé d'être passé par les armes. Des familles entières furent anéanties. À Lohberg, le communiste Schoen, son fils, son gendre et son épouse furent abattus. À Sterkrade, la Reichswehr abuse bestialement des femmes. Une infirmière fut arrêtée par un tout jeune lieutenant, emmenée avec un autre prisonnier dans une grange, puis entièrement déshabillée. Elle y passa sept heures et onze soldats abusèrent d'elle en présence de son codétenu.

Rien qu'à Pelkum, 90 personnes furent victimes des animaux féroces lâchés sur les travailleurs et leurs corps entassés dans une fosse commune. Une fille de mineur, Margarete Becker, âgée de 19 ans, qui était infirmière pendant les combats, fut arrêtée à Lünen. Avant son exécution, des femmes d'ouvriers envoyèrent des enfants vêtus de blanc, avec des écharpes rouges, dans la cour de la prison. Au moment où la condamnée pénétrait dans la cour, les enfants entonnèrent un chant de lutte. Au cri de : "Je meurs pour la liberté !", elle s'effondra sous les balles de la soldatesque. »

À Essen, Loewenfeld, Aulock et Rossbach étaient cantonnés avec leurs bandes. Les ouvriers Wischel, membre d'une organisation chrétienne, et Rössner se présentèrent à la Reichswehr, reçurent leur tenue militaire et furent affectés à une unité qui se trouvait dans les abattoirs. Arrivés là, ils furent dénoncés comme de possibles spartakistes, battus à mort, puis enterrés à la hâte. Leurs cadavres horriblement abîmés furent retrouvés plus tard et inhumés au cimetière.

À son retour du travail, l'ouvrier Klüs, qui n'avait pas pris part au combat, fut arrêté dans la rue avec les dénommés Schürmann, Meyer et cinq autres ; on les transporta à Heissen, où ils furent battus à mort, au point d'en devenir méconnaissables. Rieck et Maurer, deux traminots qui n'avaient jamais participé au mouvement, furent extraits de leurs

La lettre d'un étudiant de la brigade Epp, qui à Hamm avait commis un assassinat après l'autre, illustre de façon exemplaire l'état d'esprit de ces fauves assassins :

« Wicherhöfen, le 2 avril 1920.

À l'hôpital militaire de la Réserve I, Détachement A — Dresde.

Mes chères infirmières et malades !

Finalement, j'ai rejoint ma compagnie. Je suis arrivé hier matin et à 1 heure de l'après-midi nous avons fait notre premier assaut. Si je vous écrivais tout, vous ne me croiriez pas. Nous sommes impitoyables, nous fusillons même les blessés. L'enthousiasme est énorme, presque incroyable. Notre bataillon a eu deux morts. Les rouges, de deux cents à trois cents. Tous ceux qui nous passent entre les mains sont traités d'abord avec la crosse du fusil, puis avec les balles. Pendant le combat, j'ai pensé au détachement A, parce que nous avons passé par les armes, sans hésitation, dix infirmières de la Croix-Rouge armées de pistolet. Nous avons tiré avec joie sur ces êtres abjects, qui pleuraient et nous suppliaient de les épargner ! En vain ! Ceux qu'on trouve en possession d'une arme sont nos ennemis, c'est garanti ! Sur le champ de bataille contre les Français, nous étions beaucoup plus humains. Comment ça va à l'hôpital ? La population nous donne tout. Dans les tavernes souvent on nous réserve la place pour vingt-trente hommes. Mon adresse est : Chef d'escouade Max Ziller, étudiant, onzième compagnie, brigade Epp, poste restante Rokow, Westphalie. »

domiciles et tout simplement fusillés. Le nommé Mans, qui tenait commerce de denrées comestibles, fut sorti de sa voiture, on lui fit creuser sa propre tombe, puis on l'abattit. À Recklinghausen, ce fut la même bestialité. On y força sept ouvriers à creuser leur tombe au son du chant « *Üb immer Treu und Redlichkeit* » [Sois toujours fidèle et sérieux] et on les fusilla. À Borbeck, le 6 avril, sept membres de la milice de sécurité nouvellement constituée furent fusillés par la Reichswehr sur la place du marché. Et ce n'est qu'une partie des atrocités commises à l'égard des travailleurs de la Ruhr. Le nombre des personnes assassinées par les troupes gouvernementales pendant le putsch de Kapp n'a jamais été établi.

La machine judiciaire vint à la remorque de la terreur blanche. Les combattants de l'armée rouge furent poussés par des promesses mensongères dans les filets de la justice de classe. Bon nombre des ouvriers qui avaient participé au combat avaient cherché refuge dans les zones occupées. Des appels les invitaient à revenir. Severing, Watter et les autorités de la bourgeoisie firent une promesse : « Contre les arrestations arbitraires des militaires, de nouvelles garanties sont instaurées. Une arrestation ne peut avoir lieu que sur la base de preuves et après consultation des autorités municipales. À ceux qui sont appréhendés on ne doit pas toucher le moindre cheveu. » Comment cette promesse a-t-elle été tenue ? Konrad Ludwig, à l'époque député indépendant, en rendit compte le 29 juillet devant le Reichstag :

« Les autorités avaient rapatrié les ouvriers en fuite dans des trains spéciaux. Et qu'est-il arrivé ? Ces trains spéciaux ont été remis aux mains de la Reichswehr. La Reichswehr les a encerclés et a roué de coups leurs occupants ! Tous ceux qui avaient un papier d'identité émis à Remscheid ou dans une autre cité minière étaient signalés, sans autre forme de procès, comme membres de l'armée rouge, soumis à des sévices, roués de coups et envoyés au camp de Senne. Dans la ville de Schwerte, voilà ce qui s'est produit le 15 avril 1920 : quand 250 fugitifs sont arrivés, on a laissé le train en gare un jour et une nuit, les passagers n'ont rien eu à manger et ont été en plus passés à tabac. Tout cela en dépit de l'accord de Bielefeld ! »

Karl Severing écrit dans son livre *Im Wetter- und Watterwinkel*, op. cit. :

« Si on considère que, en un seul combat près de Dinslaken, deux cents gardes rouges sont tombés, qu'à Pelkum on en a enterré une centaine, et si on évalue les morts dans les engagements d'Essen à environ deux cents, ceux de Dortmund à soixante-dix et les pertes de la troupe de Hasenclever à environ trente hommes, il ne semble pas excessif d'évaluer le total des morts à un millier environ. Des centaines de blessés souffrent d'invalidité grave et permanente. [...] Cependant, de ce triste bilan je tire une satisfaction secrète : les puits des mines et les installations industrielles étaient intacts après la lutte ! Et quand, en avril, mon représentant me renseigne sur la situation économique du district, il put entre autres affirmer : "Toutes les informations concordent sur le fait notamment que le nombre de journées de travail supplémentaires augmente de jour en jour." Le travail accompli en un an n'avait, donc, pas été vain. »

Au camp de Senne, 600 combattants de la Ruhr furent parqués pendant des mois dans des baraquements entourés de barbelés. Pendant des mois, des milliers de travailleurs parqués comme du bétail dans des prisons surpeuplées attendirent de passer devant les tribunaux, et ce alors que la machine judiciaire fonctionnait à plein régime. Les formulaires de jugement étaient imprimés à l'avance par milliers, il suffisait de rayer les mentions inutiles. Pour les différents délits et crimes, il y avait une sorte de tarif auquel les juges se référaient pour prononcer leurs sentences. Dans la Ruhr, la machinerie judiciaire condamna, jusqu'à la mi-juillet 1920, 822 personnes à 1 088 années de privation de liberté et ces chiffres ne sont pas du tout exhaustifs. Sur les innombrables condamnations prononcées dans tout le Reich, nous prendrons un seul exemple : la cour d'assises de Naumburg condamna, en juillet 1920, 40 ouvriers de Zeitz à 79 ans de pénitencier et à 53 ans et 4 mois de prison parce que, pendant le putsch de Kapp, un lieutenant avait été lynché par la foule après avoir abattu un marin.

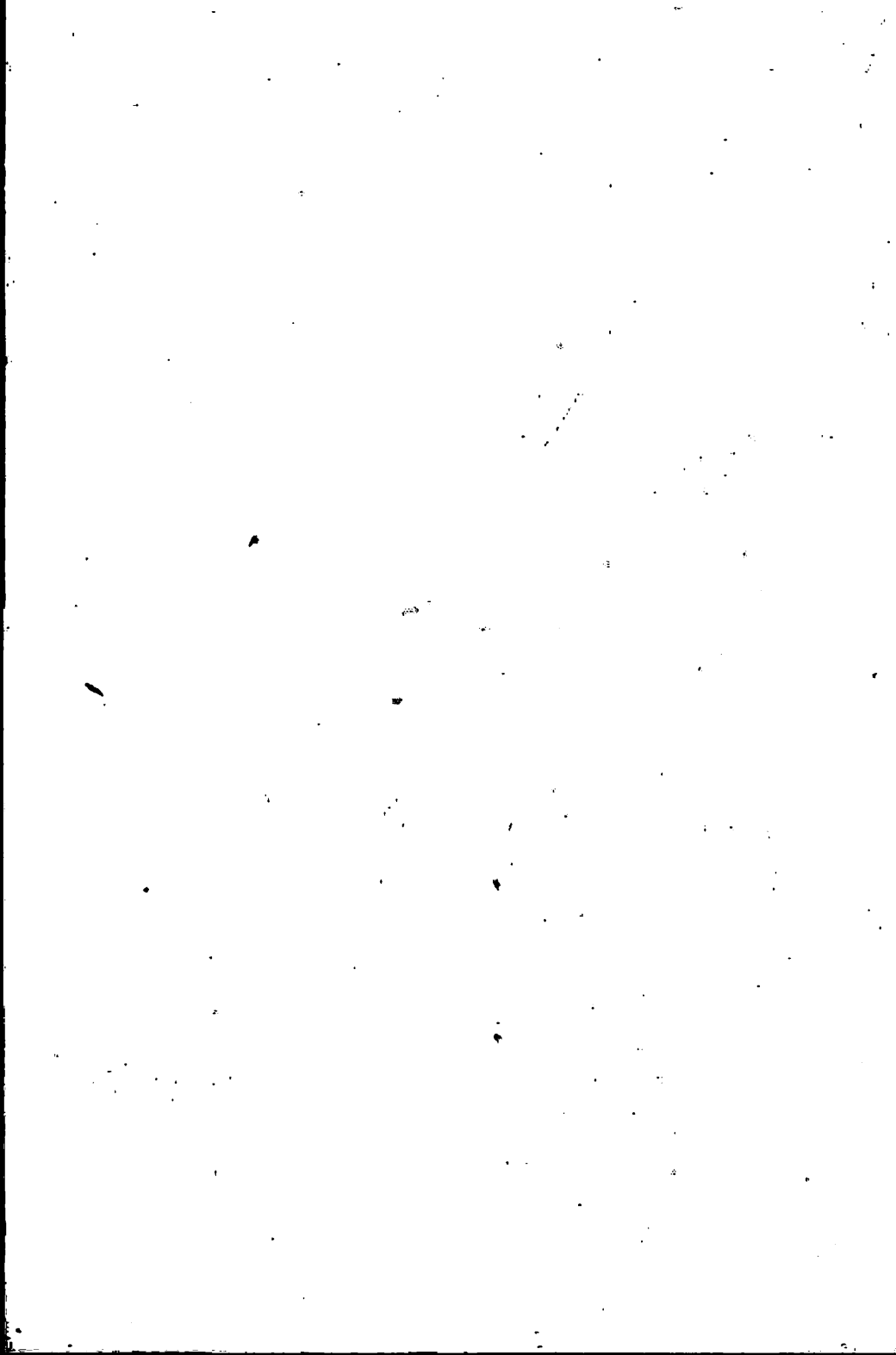
Dans l'histoire récente des luttes de classe, on a toujours vu les classes possédantes chercher le soutien du prolétariat pour mener leurs conflits d'intérêts et puis faire la paix sur le dos et aux dépens de la classe ouvrière. Kapp, qui avait pris la fuite en avion et atterri en Suède, finit par se rendre et mourut des suites d'une intervention chirurgicale. Grâce à l'intervention du député social-démocrate Erich Rossmann et à la motion

qu'il présenta le 27 juin 1927 devant le Reichstag, la femme de Kapp reçut une pension. Lüttwitz, Pabst, Bauer, Ehrhardt, Trebitsch-Lincoln prirent également la fuite. Une instruction fut ouverte contre dix des principaux chefs putschistes, et seul von Jagow fut condamné, à cinq ans de forteresse. Les procédures lancées contre Wangenheim et Schiele furent suspendues, du même que l'instruction ouverte contre 540 officiers qui avaient pris part au putsch, si bien que von Jagow fut le seul putschiste à être puni. Von Lüttwitz toucha jusqu'à sa mort une retraite annuelle de 18 000 marks. Ehrhardt, Pabst, Bauer, Lettow-Vorbeck et Rossbach, les principaux tireurs de ficelles du putsch, continuèrent de toucher des retraites confortables grâce à la même intervention de Rossmann au Reichstag. D'autres kappistes furent nommés à de hautes fonctions dans l'armée de terre ou la marine.

Des milliers de morts et de blessés, des milliers d'années de prison, des difficultés économiques supplémentaires, une domination de classe renforcée de la bourgeoisie et de son appareil étatique — donc une nouvelle défaite —, tel est le bilan du putsch de Kapp et de la réaction de la classe ouvrière. Mais le principe selon lequel les défaites du prolétariat peuvent être à la source de victoires futures s'applique aussi aux combats du prolétariat allemand pendant le putsch de Kapp.

Conclusions

(Albert Schreiner)



Dans le putsch de Kapp, le dernier acte s'est joué contre la révolution. Le pouvoir consolidé de l'État républicain, chaussé des bottes de cette contre-révolution militaire qui, hier encore, organisait un coup d'État contre la république, triomphait, écrasant sous ses pieds le colosse prolétarien. Et tandis que la machine de la justice militaire d'exception continuait à faire jour après jour de nouvelles victimes, les élections au Reichstag se préparaient au milieu de grands discours sur la démocratie et la liberté républicaine. Ainsi s'achevait provisoirement une phase de la révolution allemande, faite de luttes héroïques, de combat frontal contre la contre-révolution. Et s'ouvrait en même temps une nouvelle phase de la domination de la classe capitaliste en Allemagne, à l'enseigne de la République.

Constitution et consolidation de la république bourgeoise : tel était donc le résultat provisoire de la révolution allemande. Ce que les révolutions bourgeoises antérieures avaient obtenu en donnant hardiment l'assaut à l'absolutisme — la prise en main et le contrôle total de l'appareil d'État —, la bourgeoisie allemande ne l'avait acquis qu'au prix d'une contre-révolution. Dans sa propre révolution, en 1848, elle avait renoncé à ces objectifs par peur de la classe ouvrière, qui commençait justement à se constituer comme classe et à formuler ses propres revendications de classe. C'est ainsi qu'en Allemagne la caste des hobereaux, les junkers, conserva une influence dominante sur l'appareil d'État, et ce jusqu'à la révolution de novembre. Ils étaient restés la puissance régnante, alors que la base économique du féodalisme avait été détruite depuis longtemps par le développement impétueux du capitalisme. La monarchie de droit divin constituait, il est vrai, un obstacle encombrant sur la voie du libre développement capitaliste. Mais la bourgeoisie ne pouvait entreprendre de l'éliminer, car sa propre existence était menacée par le prolétariat. La monarchie de droit divin devint ainsi, aux yeux du prolétariat, l'instrument d'oppression par excellence au service des classes possédantes, et c'est d'abord contre elle que toute sa haine fut dirigée.

Lorsque la monarchie fut tombée sous les coups de la révolution prolétarienne et que toute tentative de restauration eut échoué, il sembla à la majorité de la classe ouvrière que c'était là un grand succès, que le but de la révolution était atteint. Les secteurs déterminants du prolétariat et les larges couches populaires, qui avaient jusque-là suivi la révolution, ne virent pas, après ce succès initial, de raisons impérieuses de pousser au-delà de ce qui avait été obtenu. La socialisation, l'expropriation de la

classe des capitalistes, la dictature des conseils ne constituaient pas encore, pour les larges masses, une solution alternative pour laquelle il valait la peine de poursuivre la lutte ; on n'était pas dans la situation de la révolution russe, que le poids de l'oppression avait poussée si vite et si résolument sur la voie de la révolution socialiste puisque seule la victoire de la révolution prolétarienne garantissait la paix.

Ainsi, le prolétariat allemand, en s'engageant dans sa propre révolution, devint d'abord l'exécuteur de la révolution bourgeoise. C'est sur ce résultat que s'acheva la première phase de la révolution prolétarienne en Allemagne. Ce qui s'explique par l'immaturation politique du prolétariat qui, dans sa grande majorité, n'avait de vision claire ni des tâches ni du caractère de la révolution. C'est là une carence dont souffre toute révolution prolétarienne dans ses premiers développements. Les révolutions bourgeoises se sont réalisées bien plus facilement et bien plus vite que celles du prolétariat. La bourgeoisie, classe montante, était déjà habituée à dominer avant de réaliser ses grandes révolutions politiques. Les pouvoirs anciens étaient déjà si fortement dépendants économiquement de la bourgeoisie, la nouvelle forme économique était déjà parvenue à une telle maturité que la révolution n'avait plus qu'à faire éclater les formes figées de la domination politique, n'avait plus qu'à généraliser un principe qui avait déjà pris racine à côté de l'ancien.

C'est dans de tout autres conditions, bien plus difficiles, que se fait la révolution prolétarienne. Elle laboure la société plus profondément que toutes les révolutions sociales qui l'ont précédée. Son but est l'abolition de la propriété privée des moyens de production, devenue une entrave pour toute l'humanité, et la socialisation de ces moyens ; or toutes les révolutions précédentes ont déclaré cette propriété sacrée et inviolable. Dans la société capitaliste, les principes économiques socialistes ne peuvent être compris que par la partie la plus avancée du prolétariat, et seulement dans leurs contours théoriques généraux. La victoire de la révolution prolétarienne crée les conditions de la mise en place d'un nouveau système économique qui n'a pas de précédent dans l'histoire. Et cette tâche doit être accomplie par une classe encore imprégnée des façons de penser correspondant à des rapports de production vieux de plusieurs millénaires, une classe qui dans son immense majorité supporte aujourd'hui encore sans broncher la malédiction de la servitude. Le sentiment de dépendance du paysan corvéable, la résignation de l'artisan séparé de ses moyens de production, la servilité du mercenaire qui courbe l'échine sous les coups de son caporal, la vénération religieuse de l'autorité de droit divin, le morne désespoir du prolétariat asservi par la machine, le double esclavage de la femme, tout cela, dans la classe qui ne possède rien, s'est condensé en une idée : « Il en a toujours été ainsi, qui est serf doit rester serf » ; cette mentalité conforme aux intérêts de la classe possédante continue de vivre dans les têtes des prolétaires, et c'est d'elle aussi que le réformisme tire sa force. Et pourtant la révolution

finira par abattre cette muraille, car les coups durs infligés par l'ennemi de classe, font mûrir dans le prolétariat la conscience de classe, qui correspond à ses propres intérêts de classe.

Le premier assaut de la révolution prolétarienne en Allemagne fut repoussé alors que le prolétariat avait eu, pendant quelque temps, le pouvoir politique à portée de main. Mais il n'avait pas su le saisir. Avec la sensibilité d'une classe habituée à dominer et menacée dans sa domination, la bourgeoisie sut trouver le talon d'Achille de la révolution prolétarienne. L'objectif stratégique immédiat de la contre-révolution fut le désarmement de la révolution. Si, dans d'autres domaines, elle fit des concessions au prolétariat, sur la question du désarmement elle fut inflexible. C'est là d'ailleurs un phénomène propre à toutes les révolutions sociales. Partout où la contre-révolution a réussi à désarmer la révolution, celle-ci a été écrasée. La contre-révolution allemande, avec l'aide des réformistes, atteignit son but d'autant plus aisément que ceux qui auraient dû diriger la révolution étaient animés du désir non pas de s'armer mais, tout au contraire, de se défaire des armes le plus rapidement possible. En novembre 1918, qui disposait des armes ? Les prolétaires en uniforme qui, avec les conseils de soldats, avaient constitué leurs propres organes de pouvoir, à l'exemple de la révolution russe. Pour désarmer la révolution, il fallait avant tout éliminer ces conseils le plus vite possible. Là encore, la classe ouvrière alla dans le sens des desseins de la contre-révolution. À quelques rares exceptions près, elle accepta sans broncher l'élection, dans les conseils de soldats, d'officiers, de sous-officiers d'active et de fonctionnaires de l'administration militaire.

Les premiers gouvernements poussés au pouvoir par la révolution rendirent aux officiers leur pouvoir de commandement. Ils décrétèrent le désarmement des ouvriers et des soldats révolutionnaires, interdirent la formation d'unités spéciales de gardes rouges, constituèrent des unités de gardes blanches armées contre la révolution. Les chefs sociaux-démocrates et les généraux monarchistes, les premiers par la ruse, les seconds par la force, étranglèrent la révolution et ses organes de pouvoir.

Il ne fut pas réservé meilleur sort aux conseils ouvriers. Dans la plupart des cas, ils ne furent même pas élus mais « bricolés » pour servir les vues des chefs réformistes. De ce fait, ces conseils ne se voyaient pas du tout comme les délégués des classes laborieuses, dont ils n'étaient pas placés sous le contrôle. Sous l'influence des réformistes, les conseils ouvriers, à l'origine organes du pouvoir politique de la révolution, se laissèrent ravalier au rang d'« organes de contrôle », tolérés, de l'ancien appareil de pouvoir et de l'ancienne administration toujours en place, et rendirent très vite le pouvoir politique à l'appareil d'État bourgeois lorsqu'il se fut consolidé. Cependant, à chaque nouvelle vague de la révolution prolétarienne, les conseils ouvriers réapparaîtront, en ayant gagné en maturité politique.

En novembre 1918, toutes les conditions étaient réunies pour la victoire de la révolution prolétarienne, sauf l'existence d'un parti révolutionnaire enraciné dans les masses et une expérience révolutionnaire acquise par les masses elles-mêmes. La social-démocratie avait presque totalement négligé le travail d'éducation révolutionnaire, et cela dès avant la guerre. Ce parti révolutionnaire de masse qui manquait alors que la révolution était là, il était impossible de le construire en temps de guerre, sous la chape de plomb de l'état d'urgence. Des ouvriers révolutionnaires de grande valeur s'étaient rassemblés au sein de l'USPD, mais les dirigeants de ce parti, dès le tout début, n'étaient d'accord entre eux que sur la question de l'opposition à la guerre. Le petit noyau constitué par les militants regroupés autour de Spartacus et des *Linksradikale* de Brême représentait la partie la plus mûre du prolétariat allemand pour ce qui était de l'expérience et de la détermination révolutionnaires. Au cours de la guerre, son influence avait crû à mesure que montaient le mécontentement et la révolte des masses. Dans les premières semaines de la révolution, l'influence de ce noyau était plus grande que sa capacité à organiser et à canaliser l'énergie dont la classe avait fait preuve lors de l'insurrection. L'influence de l'avant-garde de la révolution s'est ainsi heurtée aux illusions démocratiques qui dominaient encore des secteurs décisifs de la classe ouvrière et que la social-démocratie entretenait sciemment.

Avec l'assassinat des meilleurs éléments du parti révolutionnaire qui se constituait dans le feu de la révolution, la contre-révolution unie a asséné à la révolution allemande un coup qui a pesé de façon décisive sur le développement de la révolution et de son parti dirigeant. Par un coup sournois et bien calculé, elle a véritablement frappé la révolution à la tête. Contrairement à la conception bourgeoise idéaliste de l'histoire, nous savons que la roue de l'histoire est mue avant tout par le développement des forces productives et non par des individus qui, en raison de leur pouvoir économique ou du fait d'autres circonstances, s'élèveraient au-dessus du reste de la société. Toutefois, les personnalités jouent aussi un rôle dans l'histoire, en freinant ou en accélérant les processus historiques, et ce par l'exercice d'une force qui n'est pas indépendante de la situation économique, politique et culturelle de l'époque, mais qui s'appuie sur elle et est déterminée par elle. Pour bien comprendre le rôle que peut jouer la personnalité dans la révolution prolétarienne, il suffit d'évoquer le rôle joué par Lénine dans la révolution russe et celui que Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht avaient vocation à jouer dans la révolution allemande.

Si lourds que soient les coups que pourra asséner la contre-révolution à la révolution, le prolétariat les surmontera. Les combats livrés jusqu'à présent dans le cadre de la révolution allemande ont constitué un apprentissage cruel et sanglant de la façon dont le prolétariat doit mener ses révolutions s'il veut qu'elles soient victorieuses. La classe ouvrière

allemande, en effet, est aujourd'hui bien différente de ce qu'elle était avant la guerre. C'en est fini de la sérénité et de la suffisance repue. Une intense fermentation est en cours au sein du prolétariat. Les divisions et les déchirements qu'il traverse, si douloureux soient-ils, sont les inévitables effets secondaires d'un processus au cours duquel la classe prolétarienne acquiert, dans le creuset de la révolution, la pureté, la dureté et l'élasticité dont elle a besoin pour mener à bien sa mission historique. Sans cesse de nouvelles couches de non-possédants sont aspirées dans le tourbillon de ce gigantesque affrontement social. Fonctionnaires, employés, ouvriers agricoles, femmes, bref, tous ceux sur qui le capitalisme pensait pouvoir compter, au sein du prolétariat, pour freiner le cours de la révolution, ont été impliqués dans le combat du prolétariat. Pour le moment, la contre-révolution profite encore de l'égalité de droits politiques dont la révolution a fait bénéficier les femmes. Pourtant, le cours d'instruction politique auquel elles sont actuellement soumises est une condition indispensable de la victoire de la révolution prolétarienne.

Celle-ci est en voie de maturation. Déjà, les combats livrés pendant le putsch de Kapp ont montré qu'un an et demi de cours d'histoire pratique où l'harmonie entre les classes était prêchée au son des mines et des grenades, où les heurs et malheurs de la révolution s'inscrivaient sur les tables de l'histoire avec le sang des prolétaires, n'avait pas passé sans laisser de trace sur les ouvriers allemands. Ce que l'expérience de toutes les luttes de classe n'avait pu leur apprendre, ce que même la révolution russe, si proche, n'avait pu leur enseigner, ils l'avaient enfin compris, et l'enseignement qu'ils avaient tiré de ce qu'ils avaient vécu, ils l'ont résumé en un cri : il nous faut des armes. Ces armes, ils n'ont pas attendu qu'elles leur soient livrées, ils sont allés les prendre. Et ils s'en sont servis non pour parader, mais pour combattre la réaction. Ils se sont opposés aux contre-révolutionnaires, mais pas au profit de la république bourgeoise. Ils se sont donné leurs propres organes de pouvoir et ont combattu pour leurs propres objectifs de classe. Les conseils ouvriers sont devenus les centres de la résistance prolétarienne. Par leur intensité et leur convergence, par l'élan révolutionnaire et la maturité politique dont ils ont fait preuve, par l'étendue des opérations militaires, les combats du putsch de Kapp ont été l'épisode le plus impressionnant de la révolution allemande. Mais c'est cela précisément qui a ressoudé les rangs de la contre-révolution, et la révolution n'était pas encore de taille à tenir tête à cet assaut. Mais elle n'a pas été vaincue. Les combats des années suivantes ont été des convulsions comme en connaît une société de classes quand ses contradictions se sont aggravées au point de menacer d'explosion tous les liens traditionnels.

Que sont des mois, des années, voire des décennies au regard de ce grandiose processus social qu'est la transformation révolutionnaire de la société capitaliste en société socialiste ? Nous appartenons à la génération qui a eu la chance de naître aux lueurs de l'aurore de la société socialiste.



1. La confession de l'assassin Runge

« Le 15 janvier, j'étais de garde devant l'hôtel Eden, de 7 heures à 10 heures du soir. Alors qu'il entrait dans l'hôtel, le docteur Liebknecht fut frappé avec violence à la tête avec une crosse de fusil par un *Jäger*, un certain Braunes. Il fut blessé à deux endroits. Il demanda du coton pour pouvoir se soigner mais cela lui fut refusé, on lui permit néanmoins de se rendre aux toilettes. Le lieutenant de vaisseau von Pflugk-Harttung était présent. Durant le transfert déjà, le docteur Liebknecht avait été frappé par le marin von Wutkowski. Dix minutes plus tard, on conduisit également M^{me} Luxemburg à l'hôtel. Les chauffeurs Janschkow et Perschel prirent leur carabine et me réclamèrent des chargeurs, je refusai. Un officier, dont j'ignore le nom et qui était arrivé entre-temps, m'ordonna de faire en sorte que ces deux gredins ne sortent pas vivants de l'hôtel. Je devais prendre ma carabine et leur tirer dessus. Un second officier, le lieutenant Vogel, me répéta l'ordre. Un troisième officier, le lieutenant Pflugk-Harttung, me donna la même consigne : "Nous signalerons votre nom. Leur tête est mise à prix pour 150 000 marks." Je devais obéir aux ordres, mais je répondis que je refusais de tirer. Alors Pflugk-Harttung me suggéra de me servir de la crosse du fusil, en m'expliquant : "Rosa Luxemburg sortira avec le lieutenant Vogel ; à ce moment-là, vous n'aurez qu'à la frapper, ne l'oubliez pas !" J'étais confus. Le *Jäger* Dräger me dit : "Nous devons suivre les ordres exactement comme ils nous ont été formulés par nos supérieurs."

En la tenant par le bras, le lieutenant Vogel conduisit M^{me} Luxemburg dehors. Je sus par un élève officier, un certain Weinhold, que M^{me} Luxemburg avait déjà été frappée à coups de crosse par l'élève officier Hoffmann. Je ne fis pas feu avec mon arme, je me bornai à la frapper comme cela m'avait été ordonné*. Elle tomba à terre, ou plutôt ce fut le lieutenant Vogel qui la jeta à terre, puis elle fut chargée dans une voiture qui l'attendait. Ce n'est pas moi qui ai chargé M^{me} Luxemburg, mais Dräger, Janschkow et Perschel, peut-être aidés par le lieutenant Vogel. Mon propre coup n'a pas gravement blessé M^{me} Luxemburg, parce que je ne l'ai que légèrement frappée, juste pour montrer que j'exécutais les ordres. Les officiers m'avaient menacé directement de mort si je m'y étais refusé. Le maréchal Krull** bondit

* Runge cherche à minimiser son rôle dans l'affaire. Même si les résultats de l'autopsie ont montré que le coup qu'il a porté à Rosa Luxemburg n'était pas mortel, il a été confirmé qu'il l'a frappée et blessée.

** Les tribunaux eurent plusieurs occasions de s'occuper du maréchal Krull par la suite. Au tout début, il avoua avoir effectivement pris part à l'assassinat de Rosa Luxemburg, puis il se rétracta et fut relâché faute de preuves. En 1922, alors qu'il était en prison, le lieutenant Siegfried Bracht offrit à la rédaction de la *Rote Fabne*, pour le compte de Krull, la montre et les papiers de Rosa Luxemburg « en

sur le marchepied gauche de la voiture qui démarrait et, durant le trajet, aux environs de la Nürnberggerstrasse, il tira un coup de feu dans la tête de M^{me} Luxemburg.

Plus tard, un officier s'approcha et me dit : "Vous avez bien rempli votre mission. Filez dans l'escalier, au quatrième étage, et remplacez le bon à rien du dessus. Vous y trouverez aussi un rédacteur de la *Rote Fabne**, achévez-le." En bas de l'escalier je rencontraï le maréchal Krull qui me dit : "Tu dois monter immédiatement là-haut pour remettre les choses en ordre. Il y a aussi un rédacteur de la *Rote Fabne*. Tu dois le tuer." Je demandai au maréchal d'où venait l'ordre, vu qu'il m'avait déjà été formulé. Il me répondit que c'était le capitaine Pabst qui donnait les ordres et qu'il fallait les suivre. Là-haut, appuyé contre un mur, il y avait un homme. Un autre était assis à côté de lui. Krull me prit ma carabine, vérifia qu'elle était bien chargée et me dit : "J'entrerais et sortirai par trois fois, ce sera le signal ; à la troisième fois, tire. Les autres sont déjà partis." C'était vrai, ils étaient déjà partis. Le rédacteur de la *Rote Fabne* s'approcha et me dit : "Camarade, ne tire pas, j'ai encore quelque chose à dire." Il fut donc conduit dans une pièce, interrogé puis ramené. Ensuite, un officier ordonna au maréchal Krull : "Transférez cet homme et faites en sorte qu'il ne lui arrive rien."

Je retournai faire le planton. Dräger me dit : "Tu n'as pas suivi les ordres. Tu n'as pas tiré, je n'ai pas entendu le coup de feu." Puis il me demanda de lui donner la relève car il était gelé. Je réintégrai le corps de garde. Entre-temps, les autres étaient revenus et se vantaient, en particulier le *Jäger* Friedrich, d'avoir tiré sur Liebknecht conformément aux ordres. Il me montra le pistolet qu'il avait utilisé pour faire feu avec les autres. Je demandai alors à Friedrich comment cela c'était passé. Il me répondit : "Nous avons provoqué une tentative d'évasion." [Autant dire : nous avons délibérément mis en scène une tentative de fuite. Nda] Pour étayer la mise en scène, les officiers avaient blessé à la main le sous-lieutenant de vaisseau Schulze avec le couteau du prisonnier.

Plus tard, les hommes qui avaient pris en charge Rosa Luxemburg me dirent : "Hé ! Runge, la Luxemburg, cette vieille garce, elle est déjà en train de nager." Je demandai : "Mais pourquoi avez-vous jeté à l'eau M^{me} Luxemburg ?" Le lieutenant Vogcl répondit : "Cette vieille garce ne méritait rien de mieux." Puis ils se mirent à table pour boire du vin et du cognac. Je m'étendis sur une paillasse. J'étais très agité et confus. Ils m'invitèrent à boire avec eux

échange d'une récompense adéquate », en précisant que les nationaux-allemands en avaient offert douze mille marks. Le 30 juin 1922, le chacal Krull fut condamné à trois mois de prison pour vol et Bracht à une amende de cinq cents marks pour recel. En décembre 1926, le maréchal Krull fut condamné à neuf mois de prison pour avoir commis des escroqueries en se faisant passer pour le *Regierungsrat* Kossman. En mars 1927, il dut répondre de la vente de cinq cents équipements de soldats congédiés pour une valeur de deux cent mille marks, somme qui devait, comme il le déclarera au procès, servir à acheter des armes pour l'*Arbeitskommando* Rossbach après le putsch de Kapp. Krull fut acquitté en raison du fait que le ministère de la Guerre avait, en 1920, appuyé les *Freikorps*. L'histoire est absolument vraisemblable. Le 10 mai 1927, Krull réussit à s'échapper, par des moyens non encore éclaircis, de la voiture qui le menait au tribunal, où il devait être de nouveau jugé.

* La bande d'assassins de l'hôtel Eden pensait qu'il s'agissait d'Ernst Meyer. Or il s'agissait de Wilhelm Pieck, que le capitaine Pabst n'avait pas reconnu.

mais je refusai. Ils s'amuserent beaucoup à cette table, et burent beaucoup. Le sous-lieutenant Zander et tous les autres officiers me congratulèrent et m'assurèrent qu'il ne m'arriverait rien. Que je serais transféré dans une jolie ville où je pourrais vivre heurcux et content.

Deux jours plus tard, le service de garde fut suspendu et nous fûmes transférés au Tiergarten. Je m'en serais volontiers allé, mais les officiers m'en empêchèrent parce que je pouvais les dénoncer. Un soir, au Tiergarten, alors que nous revenions de la garde, je rencontrai le sous-lieutenant Liepmann et le *Jäger* Friedrich qui s'exclama : "Voilà Runge"; et son sous-lieutenant ajouta : "Mais où étiez-vous donc ? Ça fait longtemps que je vous cherche. Vous devez fuir. Nous finirons tous en prison si vous dites la vérité et si vous ne disparaîsez pas." Liepmann m'accompagna tout d'abord au bureau matricul, puis au 8^e régiment de hussards auprès du capitaine de cavalerie Weber, qui avait déjà été informé de la question.

Je fus donc intégré par le capitaine Weber dans le 8^e régiment de hussards, à Wünsdorf. Là aussi on me complimenta. Tous les officiers du second régiment de *Jäger* insistaient pour que je prenne la fuite, mais moi je continuai à faire mon service, je n'étais pas libre une minute.

Un matin, alors que j'étais en train de nettoyer la cuisine du camp, deux jeunes garçons entrèrent dans la cour. Ils me dirent qu'un soldat dans la rue voulait parler avec le hussard Runge. Je sortis et trouvai un sous-officier qui me dit : "Tu dois fuir. C'est le colonel Weichs (le commandant du 8^e hussards) qui m'envoie." Il me fit lire une copie du mandat d'arrêt et ajouta : "Tu dois t'en aller immédiatement." Je devais me réfugier à Cologne. On me donna un laissez-passer scellé par un ruban rouge et deux cents quarante marks, pour lesquels je dus signer un reçu. Je lui dis que je devais informer mon maréchal et le capitaine Weber de tout ce que je faisais. Je me rendis chez Weber, lequel me conseilla de laisser tomber et de me présenter à l'hôtel Eden où ils savaient tout. Mais l'affaire ne s'arrêta pas là.

J'envoyai un télégramme à ma femme pour l'aviser que je profitais d'une permission. J'arrivai à la maison le soir, à 10 heures. Le jour d'après, je me rendis à l'hôtel Eden pour demander ce qui se passerait si je ne fuyais pas. Ils me répondirent : "Vous devez partir sinon nous finirons tous en prison."

Je restai plusieurs jours dans l'appartement de Liepmann, mais ma présence éveillait les soupçons des locataires. Je fus ainsi contraint de prendre une chambre dans une auberge dans la Nürnbergerstrasse jusqu'à ce qu'on me livre de nouveaux papiers d'identité. J'étais devenu l'infirmier Dünwald. Les papiers provenaient de l'hôtel Eden. Une fois rentré à la maison, je montrai les papiers à ma femme, qui me dit : "Avec ces papiers, tu ne peux pas t'échapper. Tu ne feras avaler à personne que tu as vingt-huit ans." Je retournai à l'hôtel Eden pour dire que je refusais de fuir avec de tels papiers. Ils les modifièrent, indiquant mon âge véritable (quarante-cinq ans). Je fus contraint de fuir à Flensburg. Je devais leur préciser quand le train partait et à quelle heure j'arriverais.

Un officier se présenta qui me donna quatre mille marks et une attestation, m'informant que je devais me rendre à Prague, au consulat allemand où on s'occuperait de moi. Mais je refusai car je n'avais pas de passeport. Je fus donc envoyé à Flensburg ; j'emportai avec moi deux mille marks, laissant le reste à ma femme.

J'envoyai par la suite un télégramme de Flensburg annonçant mon retour, parce qu'avec cet argent je ne pouvais pas rester plus longtemps. (C'était en

février 1919.) Je reçus un télégramme en guise de réponse : "Ne plus écrire. Sommes en voyage." À Flensburg, je rencontrai le lieutenant Sommerfeld qui me connaissait (il était au bureau matricule). Il m'enrôla et m'envoya à Heide (Holstein), au *I'veikorps* Bülow. Je fus chaleureusement accueilli au commandement, mais à la caserne, je fus reconnu par deux sous-officiers de l'administration qui dirent que je m'appelais en fait Runge, ce que je ne niai point. Les hommes de la troupe voulaient me lyncher. Je me rendis alors à Borkholz. Le commandement se trouvait à Wiedingstedt. Là aussi les soldats me reconnurent et voulurent me faire passer un sale quart d'heure, malgré mes déclarations d'innocence. Je fus transféré à Sonderburg. Arrivé là, j'avouai au capitaine von Käppelsdorf et au maréchal que je ne m'appelais pas Dünwald mais Runge.

Je restai à Sonderburg jusqu'au 11 avril, quand je fus arrêté. Les fonctionnaires de la police judiciaire me dirent aussitôt que je ne devais rien révéler de ce qui s'était passé et que, si j'en assumais la responsabilité, je recevrais cent mille marks. Je devais confier ma défense à personne d'autre qu'à l'avocat Grünsbach, qui me ferait acquitter. Le 13 avril, je fus transféré à l'hôtel Eden et conduit au médecin légiste [en réalité conseiller légiste, NDA] Jorns. Il me dit que si je ne voulais pas aggraver mon cas, déjà assez embrouillé, je devais accepter avec calme la sentence ; il y aurait ensuite une amnistie et je serais immédiatement libéré. En cas de difficulté, je pourrais m'adresser à eux.

Je fus conduit en prison. Toutes les cellules étaient ouvertes. Les officiers arrêtés (Vogel, von Pflugk-Harttung, von Stiege, von Ritgen, Schulze) m'entourèrent immédiatement et voulurent savoir ce que j'avais déclaré. Je répondis que j'avais menti et le lieutenant de vaisseau von Pflugk-Harttung s'exclama : "Vous avez bien fait." Il me demanda quel avocat je voulais, disant qu'il n'y en avait pas d'autre que Grünsbach. Plus tard, l'avocat se présenta et me dit : "Jusqu'à maintenant, tout va bien. Mais comment justifier les faux papiers ? Si nous déclarons les avoir achetés aux spartakistes et que vous êtes un malade mental, vous serez libéré." Il n'y eut pas d'autre enquête. Les cellules étaient ouvertes nuit et jour et les officiers pouvaient aller et venir de prison. Les visites féminines étant admises jusqu'à minuit, de nombreuses fêtes étaient organisées, et il y avait de grosses souleries.

Le lieutenant de vaisseau von Pflugk-Harttung continuait à me menacer : "Si vous dites la vérité et nous morflons, c'est la mort qui vous attend. Une grenade sous votre lit pendant que vous dormez, et amen."

Le 10 mai 1921, ayant fini ma peine, je fus relâché. Je me mis à la recherche d'un travail. Comme cela a été rapporté dans les journaux, je fus malmené au bureau d'embauche. Je fus par la suite à nouveau incarcéré parce qu'un des mandats d'arrêt lancés contre moi n'avait pas encore expiré. Je fus relâché, on me ramena même chez moi en voiture. Le lendemain, un commissaire et un capitaine de cavalerie de la SIPO vinrent chez moi et m'expliquèrent que je serais de nouveau transféré durant la nuit car les spartakistes me cherchaient pour me pendre. Sous le faux nom de Lange, je fus admis à la clinique du docteur Grauert et de Mme Ritter, au numéro 4 de la Paulsbornerstrasse. Le maréchal Krull ayant été arrêté entre-temps, j'étais recherché en tant que témoin, mais je ne pouvais pas laisser la clinique pour me rendre à l'interrogatoire.

Un certain docteur Schiffer, membre d'un parti nationaliste, venait souvent à la clinique, il habitait à Schöneberg, au 18 am Park. Schiffer m'interdit de la façon la plus absolue de me présenter comme témoin dans l'affaire Krull.

Il me fournit de faux papiers sur lesquels je devenais le sergent Wilhelm Franz Rudolf, de Posen.

Runge remet les originaux de ces documents. Le premier est une feuille de démobilisation datant du 1^{er} avril 1920 et signé par I. A. Seeliger, lieutenant de vaisseau. Il porte le cachet de la division de marine de la mer Baltique. Le second document est une fiche de matricule à l'en-tête du sergent Wilhelm Franz Rudolf, signée par la même personne et avec le même cachet que le premier document. Le troisième est un certificat de service fourni par le *Generalkommando* du 7^e corps d'armée au fourrier Rudolf. Il est daté « Münster, 15 juin 1921 » et signé par le capitaine von Chaulin. Le *Jäger* Runge (alias Rudolf) dépose aussi une lettre – signée Gustav Schiffer – qui lui est adressée :

Docteur Gustav Schiffer
De son secrétariat privé, Berlin-Schöneberg, 23-5-1922
Am Park 18. Téléphone : Stephan 8220
À M. Wilhelm Rudolf

Monsieur Rudolf,

J'ai reçu votre lettre du 22 et j'espère pouvoir vous donner une réponse favorable d'ici jeudi. Si ce ne devait pas être le cas, alors mon travail se conclurait de fait, car j'ai désormais épuisé toutes les possibilités. J'ai aussi envoyé une lettre énergique à un membre de la présidence du Parti populaire national-allemand.

Je ne suis pas en mesure de vous aider pour les papiers. Vous devriez vous adresser au lieutenant Rossbach, qui est en contact avec l'administrateur d'un domaine.

Vous savez bien que je n'ai personnellement rien eu à voir avec l'affaire dans son ensemble et que, lorsque j'ai su par les journaux les mauvais traitements que vous subissiez, je suis intervenu en votre faveur en faisant tout mon possible. Si je n'ai pas réussi à faire plus, c'est en raison de la faible collaboration des milieux nationalistes. La seule organisation qui pourra vous trouver un travail est celle de Rossbach à Wannsee.

Je vous conseille aussi de vous rendre au Reichstag et de demander un entretien à M. Schultz de Bromberg, *Gebeimrat*, ou au major Hennig. Le parti prendra soin de vous, j'espère avoir une réponse favorable d'ici jeudi. »

Runge poursuit :

« Après l'admission en clinique, il ne m'a pas été permis de retourner chez moi, mais j'ai été envoyé en compagnie d'un certain Grabow, sous-lieutenant, au lac de Blanken (Poméranie occidentale), puis transféré dans le Mecklembourg, toujours sous le faux nom de Rudolf.

Entre-temps, j'étais toujours recherché pour témoigner au procès contre le maréchal Krull. Je faisais tout pour qu'on ne me trouve pas. À un certain point, le juge d'instruction de l'affaire Krull, le docteur Leiden, me fit savoir, par mon gendre, que si je communiquais mon adresse, je pouvais être interrogé sur place. J'étais dans le Mecklembourg lorsque je reçus ce courrier, au domaine Kalsow de Kadlow, dans le district de Wismar. C'était le siège d'une organisation militaire dont les membres figuraient en tant que métayers du domaine et étaient mobilisés en cas de nécessité. Le chef de l'organisation était le major Weber, auquel je dis : « Je vais à Berlin car je suis toujours plus

impliqué dans le procès Krull.» Ils me laissèrent y aller mais je fus accompagné par les sous-lieutenants Bender, Funs et von Dallwitz, qui ne me quittèrent pas une minute des yeux. Les trois officiers m'amènèrent à Wansee, dans une maison située au 10 de l'Otto-Friedrich-Strasse, qui était le siège de l'*Arbeitsgemeinschaft* Rossbach. Là, le lieutenant Rossbach et les autres officiers, dont Barthold et Köpcke, cherchèrent à me convaincre de ne rien dire du tout, de prétendre que je ne connaissais pas Krull et que je ne me rappelais de rien. À la suite de quoi on m'offrirait un bon poste. Comme je l'ai déjà déclaré sous serment, je me suis malheureusement fait influencer par ces personnes et j'ai finalement agi comme ils le voulaient. À ce stade, je devais être transféré en haute Silésie, à l'*Arbeitsgemeinschaft* Rossbach. Mais je ne suis pas allé en Silésie.»

Runge a aussi déposé cette lettre de l'avocat Grünspach :

« Notaire Fritz Grünspach
Docteur Schumann et docteur Asch, avocats
Berlin W 15, 19-9-1920
Kurfürstendamm 185 (à l'angle de la Wiclandstrasse)

À M. Otto Runge
Berlin, prison judiciaire, Alt Moabit 12a
Cher monsieur, J'ai fait tout ce qu'un avocat pouvait faire pour vous. J'ai déposé en outre une demande de grâce, une requête de suspension de peine et, auparavant, je m'étais adressé au ministère de la Guerre du Reich. J'ai même présenté une pétition au procureur d'État, il n'y a plus d'autre recours. En outre, lorsque vous serez libéré, je vous remettrai une somme de trente mille marks déposée pour vous par un donateur désireux de conserver l'anonymat, qui a posé comme condition qu'elle vous soit versée seulement après votre libération et en tranches mensuelles de trois cents marks. »

Runge ajoute :

« J'ai fait ces déclarations parce que je demande à ce que mon procès soit rouvert. Je ne suis pas l'assassin de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht. Le rôle que j'ai joué dans cette affaire est celui d'un instrument aux mains des officiers de l'hôtel Eden, qui ont exercé des pressions sur moi en proférant des ordres et des menaces. Le coupable principal est le maréchal Krull et, placés sous ses ordres, les lieutenants Vogel, von Pflugk-Harttung, von Ritgen, von Stiege, le sous-lieutenant de vaisseau Schulze et le sous-lieutenant Liepmann. Je désire en outre que les ouvriers de Berlin connaissent les circonstances de l'assassinat, que je peux confirmer sous serment à tout moment. »

2. Le procès des assassins

La tentative d'occulter les circonstances de l'assassinat ayant échoué, une singulière et inédite comédie judiciaire débuta. Le premier gouvernement des commissaires du peuple avait « oublié » de suspendre la juridiction militaire. Certains membres du conseil exécutif du Grand

Berlin et du conseil central demandèrent, le 16 janvier, à la table des négociations avec le gouvernement, à participer à l'enquête et au procès devant un tribunal civil contre les assassins et leurs mandataires. Un décret aurait suffi à satisfaire leur requête. Sur la seule base de l'ordonnance de procédure pénale militaire de l'époque de Guillaume II, les militaires qui étaient coupables d'un crime relevant du code pénal – et, en l'occurrence, les assassins étaient inculpés sur la base de l'article 211 de ce code – devaient être renvoyés en jugement devant un tribunal civil, face auquel il serait plus aisé de mettre en lumière les coulisses de l'affaire. Mais, pour cette raison précisément, le gouvernement confia l'enquête à la division de fusiliers de cavalerie de la garde à laquelle appartenaient les assassins. Ce n'est que suite aux pressions exercées par le conseil exécutif et par certains membres du conseil central, et en raison de la profonde indignation des masses ouvrières, qu'il fut permis à une commission des deux conseils de négocier avec la division des assassins, pendant quatre semaines, les compétences des parties lors de l'enquête. L'enquête fut confiée au juge du tribunal militaire Jorns*. Celui-ci faisait lui aussi partie de l'équipe de l'hôtel Eden et était complice des assassins directs, qui d'ailleurs se moquaient bien de l'enquête. L'opinion publique accusait de plus en plus souvent les assassins, mais le juge Jorns et le « monsieur aux pouvoirs juridictionnels », le général von Hofmann, se refusaient à procéder aux arrestations réclamées par la commission du conseil exécutif et du conseil central.

Cinq jours après l'assassinat, aucun des coupables n'avait encore été interrogé. Quatre semaines plus tard, un mandat d'arrêt fut émis à l'encontre de Runge, désormais en sécurité. On disait que les hommes qui avaient escorté Rosa Luxemburg, ses assassins, n'avaient pas encore été retrouvés. La commission du conseil exécutif et du conseil central ne pouvait participer aux interrogatoires qu'avec l'accord des suspects ou des témoins. La commission fut informée avec retard de l'interrogatoire du capitaine Pabst, le metteur en scène de l'exécution à l'hôtel Eden. Le gouvernement, par la bouche d'Ebert et de Landsberg, demanda au tribunal de la division de permettre aux représentants légaux des familles Luxemburg et Liebknecht d'assister à l'enquête. La demande fut rejetée. Le 12 février 1919, la *Rote Fabne*, qui avait repris sa publication le 3, publia une reconstitution détaillée des faits ayant débouché sur l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht. On y apprenait que Runge, l'introuvable, avait été intégré dans le 8^e régiment de hussards. Cette nouvelle fit l'effet d'une bombe sur l'opinion publique. Quand la commission du conseil exécutif et du conseil central sollicita le gouvernement pour qu'il mette fin au sabotage de l'enquête, Landsberg déclara qu'« un principe juridique suprême interdit d'intervenir au cours d'un procès ».

* Le juge Jorns se distingua si bien lors de ce procès qu'il fut nommé membre du conseil de la Cour suprême. Par la suite, en tant que juge d'instruction dans le « procès pour trahison contre la patrie », il fit tellement parler de lui que même les journaux bourgeois protestèrent contre ses méthodes d'enquête.

Lorsque, le 16 février, Oskar Rusch et Paul Wegmann, du conseil exécutif, et Hugo Struve, du conseil central, suspendirent leur participation à l'enquête et en appelèrent à l'opinion publique, révélant l'état de la situation, ils furent accusés par Heine, ministre de la Justice prussien, dans les colonnes du *Vorwärts*, de prétendre à l'institution d'un tribunal spécial contre les gentils agneaux de l'hôtel Eden. La *Rote Fahne* faisait entendre sa voix tous les jours, la *Freiheit* rapportait quotidiennement les développements de cette honteuse affaire judiciaire, la *Volkszeitung* démocrate demandait que l'enquête et le procès soient confiés à un tribunal civil. Entre-temps, le mécontentement des masses ne faisait que croître. Enfin, le 3 mars, lorsque commença la grève générale à Berlin, la division se dépêcha de faire savoir que Vogel avait « déjà » été arrêté le 20 février et les autres officiers le 28 du même mois, « mais certainement pas du fait de la grève générale ». Avec le terrifiant massacre du mois de mars, la division des assassins fit comprendre au gouvernement qu'elle lui était indispensable. En avril, on « trouva » enfin Runge et, le 8 mai, le procès commença devant le tribunal de la division de fusiliers de cavalerie de la garde.

Les débats furent conduits par le juge du tribunal militaire Erhardt. Les jurés étaient : le membre du tribunal militaire Meyer, l'officier de marine Wilhelm Canaris*, l'officier subalterne Ernst et le cuirassier Chimilewski. L'accusation était représentée par Jorns, et l'avocat Grüns-pach défendait tous les inculpés. Le *Jäger* Runge était accusé d'une double tentative d'homicide, d'abandon de poste et d'usage de faux papiers. Le lieutenant de vaisseau von Pflugk-Hartung, le lieutenant von Ritzgen, les sous-lieutenants von Stiege, Liepmann et Schulze étaient accusés d'avoir conduit Karl Liebknecht, lors de son transfert à la prison judiciaire, dans une allée secondaire du Tiergarten et de l'avoir tué d'un coup d'arme à feu dans la tête et de deux autres dans le dos. Liepmann était en outre accusé d'avoir procuré des faux papiers à Runge. Le lieutenant Vogel était accusé d'avoir assassiné Rosa Luxemburg d'un coup dans la tête et d'avoir ordonné à deux hommes de l'escorte de cacher son cadavre en le jetant dans le Landwehrkanal. Le capitaine Weller était accusé de complicité pour avoir, durant l'interrogatoire, nié avoir assisté à la dissimulation du cadavre.

La comédie judiciaire prit l'allure d'une exhibition de profond cynisme. Les officiers accusés, qui s'étaient déjà mis d'accord sur le moindre

* Wilhelm Canaris, qui avait aidé Kurt Vogel à fuir, réapparut quelques années plus tard en tant que représentant du ministère de la Guerre du Reich au sein de la commission d'enquête sur la guerre, pour témoigner à propos de la révolte des marins en 1917. Ce fut une séance mouvementée ; le ministre de la Guerre Otto Gessler dut renoncer à la déposition de Canaris ; il tint toutefois à démentir, par une déclaration tristement célèbre, toute participation de Canaris à la fuite de Vogel. Canaris, promu entre-temps capitaine de corvette, trouva un emploi à la compagnie de transport maritime du ministère de la Guerre, dirigée par l'habile affairiste Lohmann. À la suite du scandale Lohmann, il devint premier officier sur le navire de ligne *Slesien*.

détail, continuèrent à débiter leurs petites fables : Karl Liebknecht avait été tué lors d'une « tentative de fuite »*, Rosa Luxemburg, « lynchée par une foule anonyme ». Les témoins et les inculpés étaient orientés par le président du tribunal dont les questions leur suggéraient les réponses. Malgré tout cela, le procès fit apparaître qu'une bande de criminels avait organisé et mis en œuvre froidement ses plans, contraignant au silence et corrompant les exécuteurs. Alors que cette clique d'assassins faisait front autour de Pflugk-Harttung et débitait ses misérables mensonges, deux des soldats de l'unité de Vogel avouèrent la vérité. Avec fermeté, ils déclarèrent que Vogel avait, d'un coup dans la tête, abattu Rosa Luxemburg, assise à leur côté dans la voiture ; le chauffeur Janschkow et un quatrième soldat soutinrent de leur côté qu'ils n'en savaient rien. Lorsque les audiences se conclurent, un public d'« honnêtes gens » salua la sentence par de retentissants applaudissements :

« 1. L'inculpé Runge, *Jäger*, pour interruption du service de garde, double tentative d'homicide et graves lésions corporelles provoquées par son arme, avec la circonstance aggravante, dans l'un de ces cas, d'avoir agi durant le déroulement de son service de garde, et pour avoir usé de faux papiers, est condamné à deux années de prison, deux semaines d'arrêts domiciliaires, quatre années de pertes des droits civiques et à l'expulsion de l'armée. La peine de détention est considérée comme purgée.

2. L'inculpé Liepmann, sous-lieutenant, pour abus d'autorité et pour complicité, est condamné à six semaines de consigne.

3. Le lieutenant Vogel, pour crime aggravé durant le service et pour complicité, pour abus de pouvoir, pour dissimulation de cadavre et pour avoir signé un rapport de service intentionnellement faux, est condamné à deux ans et quatre mois de détention et à l'expulsion des rangs de l'armée. L'inculpé Liepmann est acquitté de toute autre accusation de complicité de meurtre.

4. L'inculpé Vogel est acquitté des accusations d'avoir toléré les crimes de ses subalternes et de l'accusation de transgression aggravée de service dans le cas du second homicide. Les inculpés lieutenant de vaisseau Horst von Pflugk-Harttung, lieutenant de vaisseau von Stiege, sous-lieutenant Schulze, capitaine Heinz von Pflugk-Harttung sont acquittés pour n'avoir pas commis les faits. Le capitaine Weller est acquitté de l'accusation de complicité. »

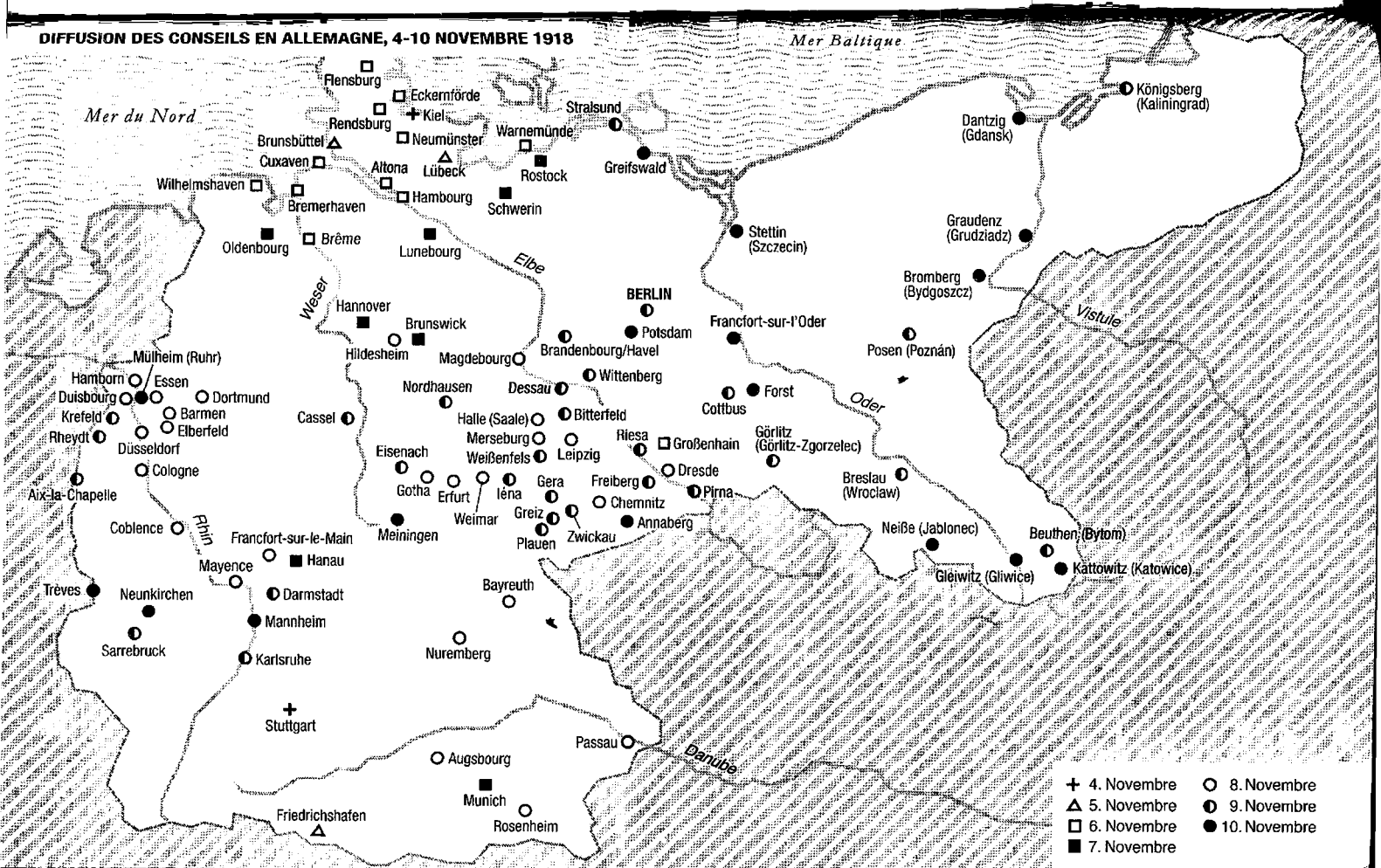
Les gentilshommes de l'état-major de la division des assassins n'abandonnèrent pas leurs compagnons d'armes dans le pétrin. Le 14 mai, dernier jour du procès, le député indépendant Oskar Cohn rapporta par téléphone au ministre de la Guerre Reinhardt que des faux passeports avaient été préparés pour les inculpés ; celui du lieutenant Vogel était au nom de Kurt Velsen. Les accusés, que l'on supposait rigoureusement

* Quelques années plus tard seulement, on apprit que la préfecture de Berlin, alors dirigée par le social-démocrate Eugen Ernst, était en possession de trois clichés photographiques pris par le docteur Jacobi. Les photographies, qui ne furent pas présentées en tant que preuves durant le procès, montraient sans équivoque possible, contrairement à l'expertise présentée par le *Geheimrat* Strassmann, que le coup qui avait tué Karl Liebknecht n'avait pas été tiré à distance de six mètres « alors qu'il tentait de s'évader », mais de bien plus près.

reclus en prison, pouvaient au contraire se rendre personnellement, en compagnie de leurs protecteurs, aux bureaux préposés à l'expédition des formalités d'expatriation. Cohn en référa également à la chancellerie sur la question des passeports. Noske demanda au commandant Lüttwitz de blinder l'affaire des faux passeports et de faire en sorte que l'on ne puisse savoir par la suite si la tentative de fuite était due à une négligence ou était volontaire. Ainsi couverts, le capitaine Pabst et le docteur Grabowski furent en mesure d'organiser la fuite depuis leurs bureaux de l'état-major de la division, en prenant en juste considération la recommandation de Noske.

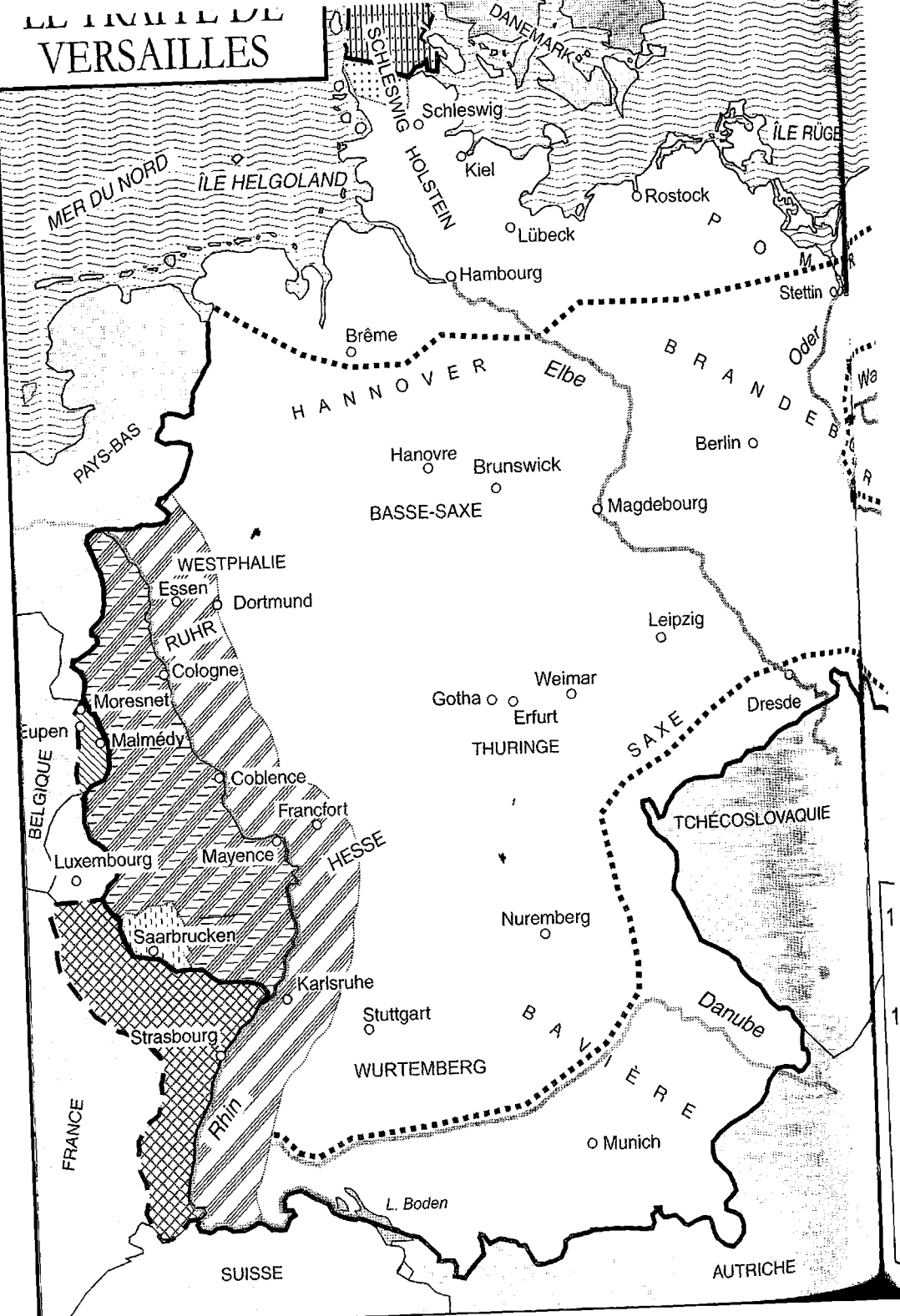
Le capitaine Janssen de la VIII^e unité de la division de fusiliers de cavalerie de la garde fournit à Vogel un laissez-passer avec le cachet de la division qui lui servit à sortir de la prison de Moabit. Janschkow, le fameux témoin de la défense au procès, vendit à bon prix son automobile à la division, qui s'en servit pour transporter le fugitif. Le 17 mai, Vogel monta sur un avion pour les Pays-Bas ; le 20, alors qu'il était désormais à l'abri, la division fit connaître l'évasion. Ebert, Noske et Landsberg se chargèrent de mettre la touche finale à ce honteux scandale en confiant l'enquête sur la fuite de Vogel à la division de fusiliers de cavalerie de la garde. Il ne restait plus dès lors qu'à confirmer la sentence à l'encontre, ou plutôt en faveur, des assassins. Cette tâche revenait à Ebert, en tant que successeur de Guillaume II. Mais Ebert trouvait cette responsabilité morale trop lourde pour les épaules du chef suprême de l'État. Ses conseillers légistes découvrirent donc qu'en la matière la compétence revenait au gouvernement prussien, dont faisait partie le social-démocrate Heine, lequel ne manquait pas une occasion d'exprimer sa haine envers tout ce qui fleurait la révolution. Du gouvernement prussien faisait aussi partie le ministre de la Guerre Reinhardt, camarade de von Lüttwitz, Hofmann et Pabst. Mais le gouvernement prussien, qui ne voulait pas publiquement se solidariser avec l'hôtel Eden, retourna la responsabilité à l'envoyeur, non sans de nombreux salamalecs. Après la fuite de Vogel, Heilmann avait dû lui-même s'incliner face aux protestations des travailleurs et admettre que le procès avait été remporté par une clique de militaires menteurs. Alors que la patate chaude passait de main en main depuis plusieurs mois, Gustav Noske décida d'en assumer la responsabilité et confirma la sentence. Enfin, le 23 décembre 1920, un dernier coup de pinceau vint achever le tableau : le lieutenant Vogel fut amnistié.

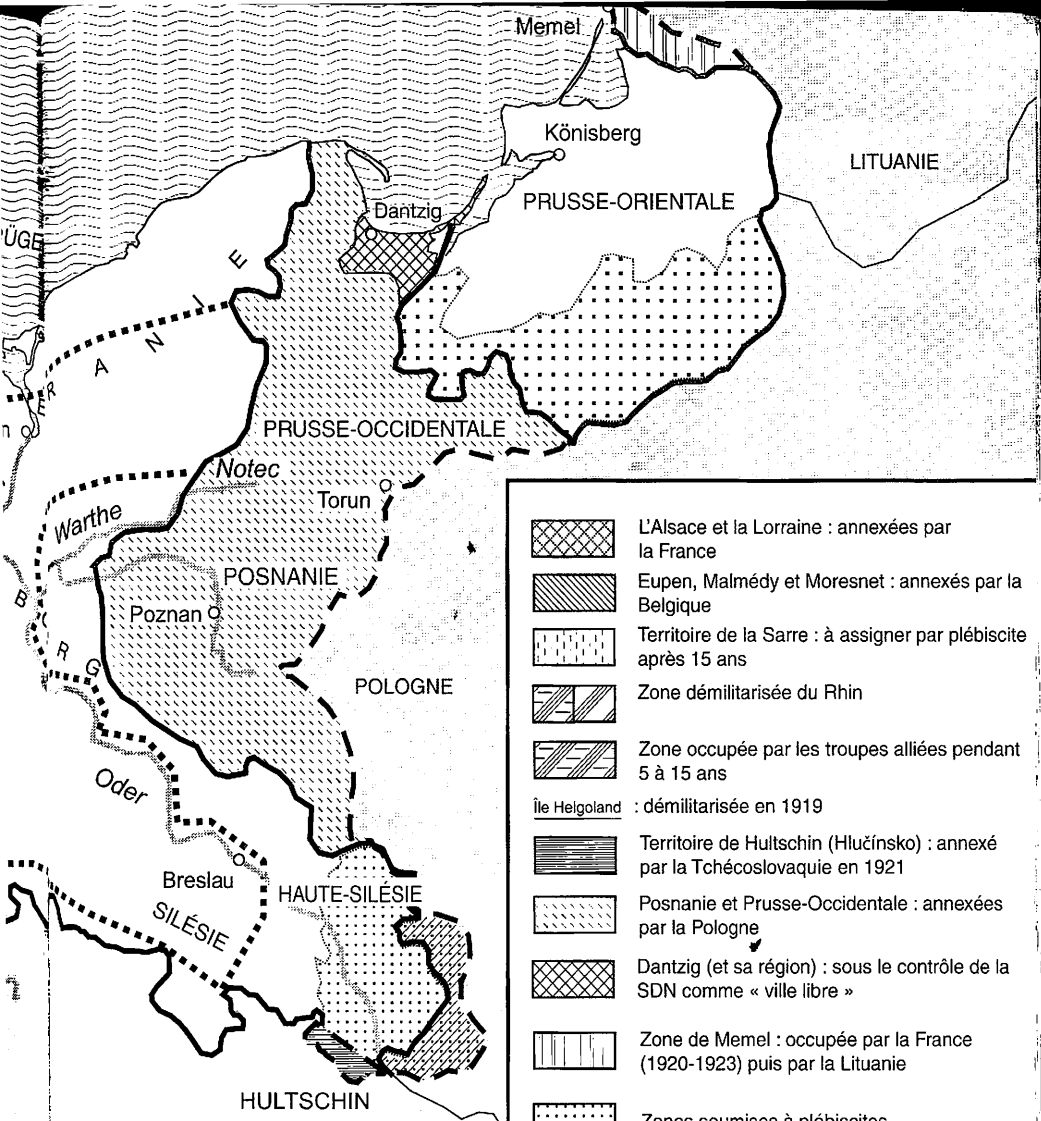
DIFFUSION DES CONSEILS EN ALLEMAGNE, 4-10 NOVEMBRE 1918




















- + 4. Novembre
- 8. Novembre
- △ 5. Novembre
- 6. Novembre
- 10. Novembre
- 7. Novembre

LE TRAITÉ DE VERSAILLES





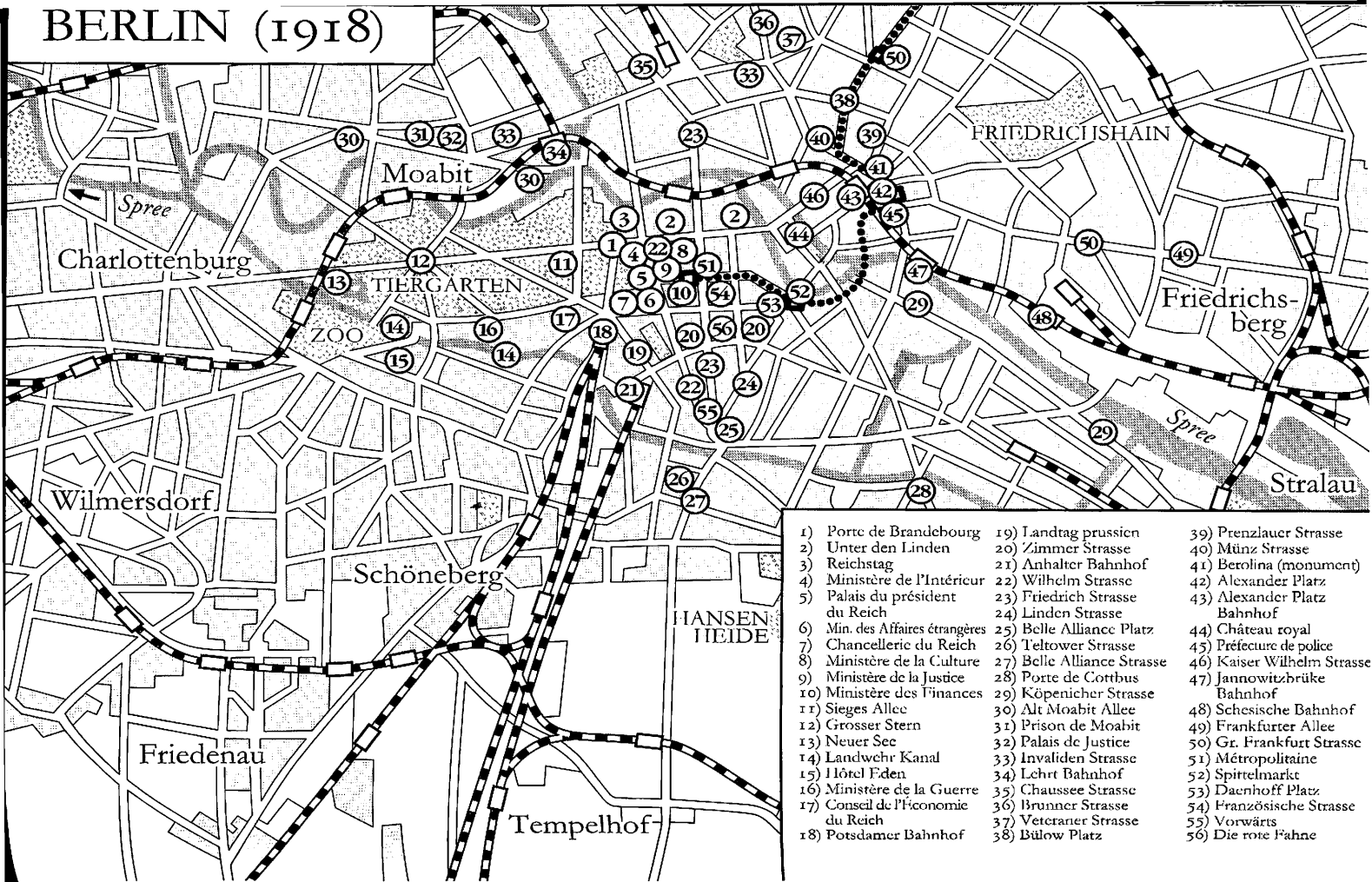
-  L'Alsace et la Lorraine : annexées par la France
-  Eupen, Malmédy et Moresnet : annexés par la Belgique
-  Territoire de la Sarre : à assigner par plébiscite après 15 ans
-  Zone démilitarisée du Rhin
-  Zone occupée par les troupes alliées pendant 5 à 15 ans
-  île Helgoland : démilitarisée en 1919
-  Territoire de Hultschin (Hlučínsko) : annexé par la Tchécoslovaquie en 1921
-  Posnanie et Prusse-Occidentale : annexées par la Pologne
-  Danzig (et sa région) : sous le contrôle de la SDN comme « ville libre »
-  Zone de Memel : occupée par la France (1920-1923) puis par la Lituanie
-  Zones soumises à plébiscites
-  Schleswig du Nord : annexé par le Danemark après le plébiscite de 1920
-  Partie de la haute-Silésie annexée par la Pologne en 1921
-  Frontières de l'Allemagne le 1^{er} août 1914
-  Frontières de l'Allemagne après le traité de Versailles
-  Fleuves internationalisés
-  Frontières de la zone où les installations militaires ou la modification des fortifications existantes sont interdites

1914	540.787 km ²	67.892.000 hab.
1921	467.302 km ²	59.360.000 hab.
	73.485 km ²	8.532.000 hab.

Superficie et population de l'Allemagne

1914 1921 Superficie et population

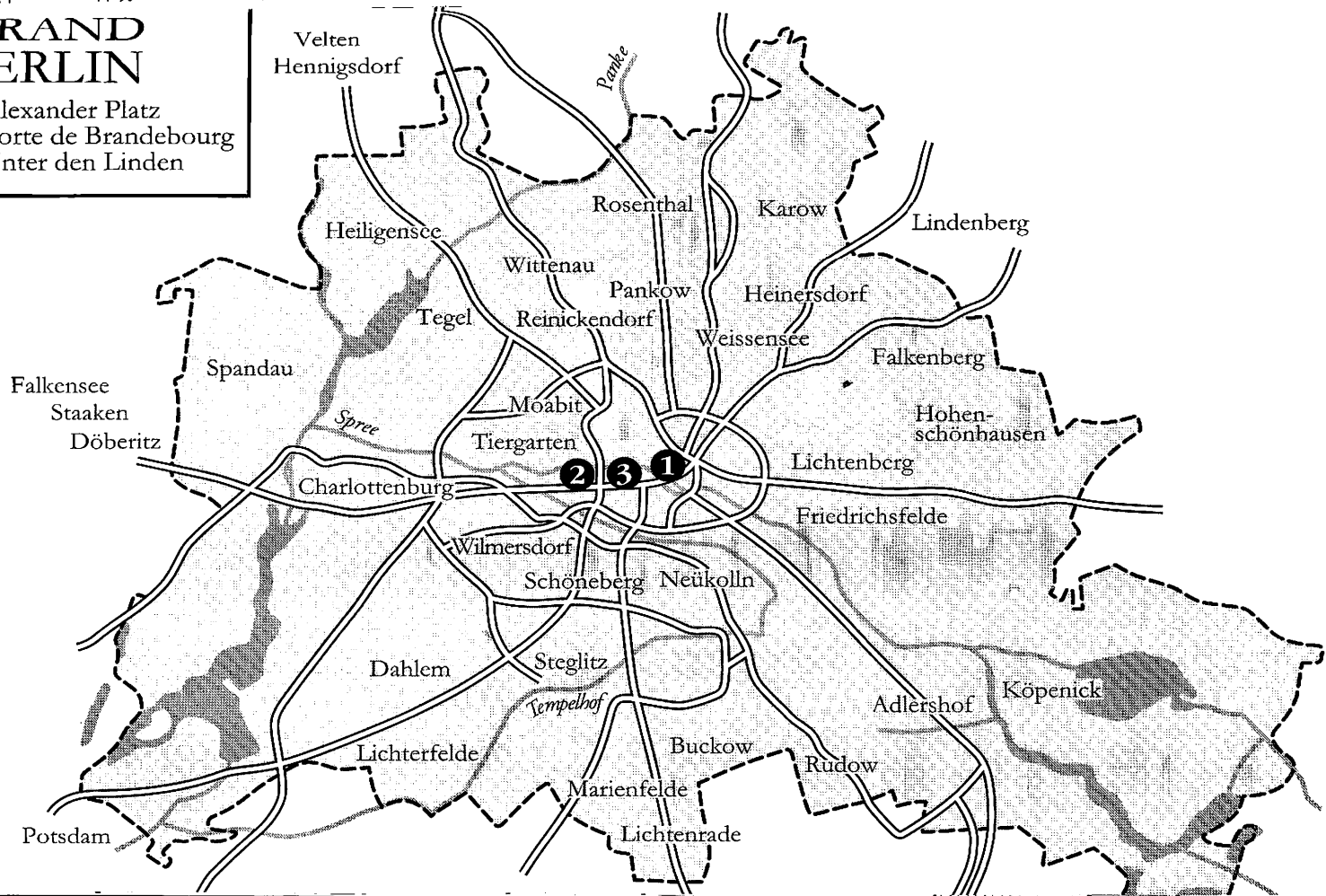
BERLIN (1918)

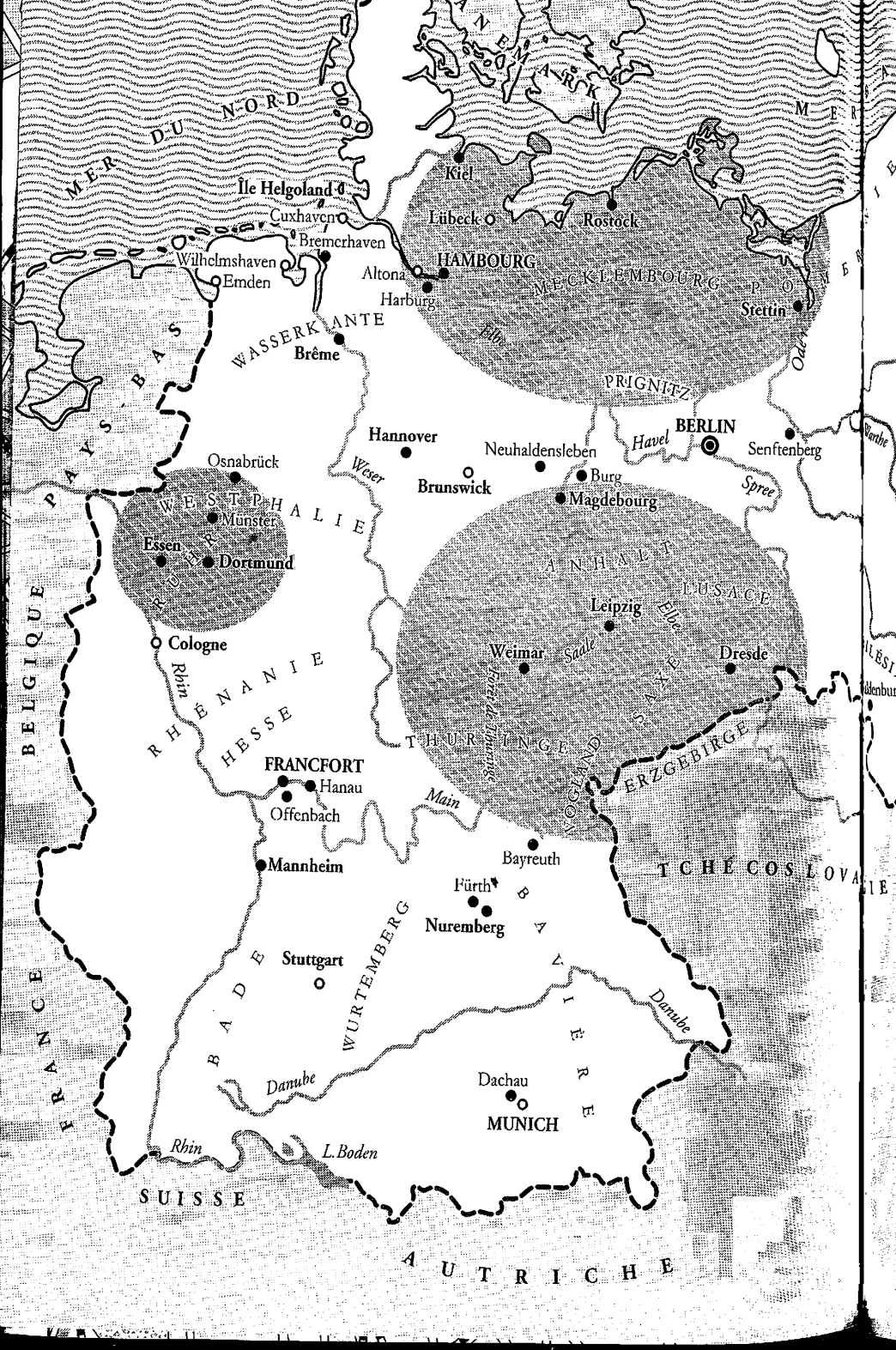


- | | | |
|------------------------------------|----------------------------|-----------------------------|
| 1) Porte de Brandebourg | 19) Landtag prussien | 39) Prenzlauer Strasse |
| 2) Unter den Linden | 20) Zimmer Strasse | 40) Münz Strasse |
| 3) Reichstag | 21) Anhalter Bahnhof | 41) Berolina (monument) |
| 4) Ministère de l'Intérieur | 22) Wilhelm Strasse | 42) Alexander Platz |
| 5) Palais du président du Reich | 23) Friedrich Strasse | 43) Alexander Platz Bahnhof |
| 6) Min. des Affaires étrangères | 24) Linden Strasse | 44) Château royal |
| 7) Chancellerie du Reich | 25) Belle Alliance Platz | 45) Préfecture de police |
| 8) Ministère de la Culture | 26) Teltower Strasse | 46) Kaiser Wilhelm Strasse |
| 9) Ministère de la Justice | 27) Belle Alliance Strasse | 47) Jannowitzbrücke Bahnhof |
| 10) Ministère des Finances | 28) Porte de Corthus | 48) Schesische Bahnhof |
| 11) Sieges Allee | 29) Köpenicher Strasse | 49) Frankfurter Allee |
| 12) Grosser Stern | 30) Alt Moabit Allee | 50) Gr. Frankfurt Strasse |
| 13) Neuer See | 31) Prison de Moabit | 51) Métropolitaine |
| 14) Landwehr Kanal | 32) Palais de Justice | 52) Spittelmarkt |
| 15) Hôtel Eden | 33) Invaliden Strasse | 53) Dacnhoff Platz |
| 16) Ministère de la Guerre | 34) Leht Bahnhof | 54) Französische Strasse |
| 17) Conseil de l'Économie du Reich | 35) Chaussee Strasse | 55) Vorwärts |
| 18) Potsdamer Bahnhof | 36) Brunner Strasse | 56) Die rote Fahne |
| | 37) Vetteraner Strasse | |
| | 38) Bülow Platz | |

GRAND BERLIN

- 1) Alexander Platz
- 2) Porte de Brandebourg
- 3) Unter den Linden





MER DU NORD

Ile Helgoland

Cuxhaven

Bremchaven

Wilhelmshaven

Emden

Altona

Harburg

HAMBURG

Lübeck

Rostock

Stettin

WASSERLANTE

Brême

Hannover

Neuhaldensleben

Havel

BERLIN

Senftenberg

Brunswick

Burg

Magdebourg

Spre

WESTPHALIE

Essen

Dortmund

Cologne

Rhein

RHEINANIE

HESSE

FRANCFORT

Hanau

Offenbach

Mannheim

BADEN

Stuttgart

Danube

WURTEMBERG

L. Bodn

SUISSE

THURINGE

Main

Weimar

Leipzig

Saxe

Dresde

Magdebourg

Burg

Magdebourg

Leipzig

Saxe

Dresde

Magdebourg

Burg

Magdebourg

Leipzig

Saxe

Dresde

Magdebourg

Burg

Magdebourg

Leipzig

Saxe

Dresde

Magdebourg

Burg

Magdebourg

Leipzig

Saxe

Dresde

Magdebourg

Burg

Magdebourg

Leipzig

Saxe

Dresde

ANHALT

LUSACE

ERZGEBIRGE

VOISIN

ERZGEBIRGE

TCHÉCOSLOVAQUIE

ERZGEBIRGE

ERZGEBIRGE

ERZGEBIRGE

ERZGEBIRGE

ERZGEBIRGE

ERZGEBIRGE

ERZGEBIRGE

ERZGEBIRGE

ERZGEBIRGE

ERZGEBIRGE

ERZGEBIRGE

ERZGEBIRGE

ERZGEBIRGE

ERZGEBIRGE

ERZGEBIRGE

ERZGEBIRGE

ERZGEBIRGE

ERZGEBIRGE

ERZGEBIRGE

ERZGEBIRGE

ERZGEBIRGE

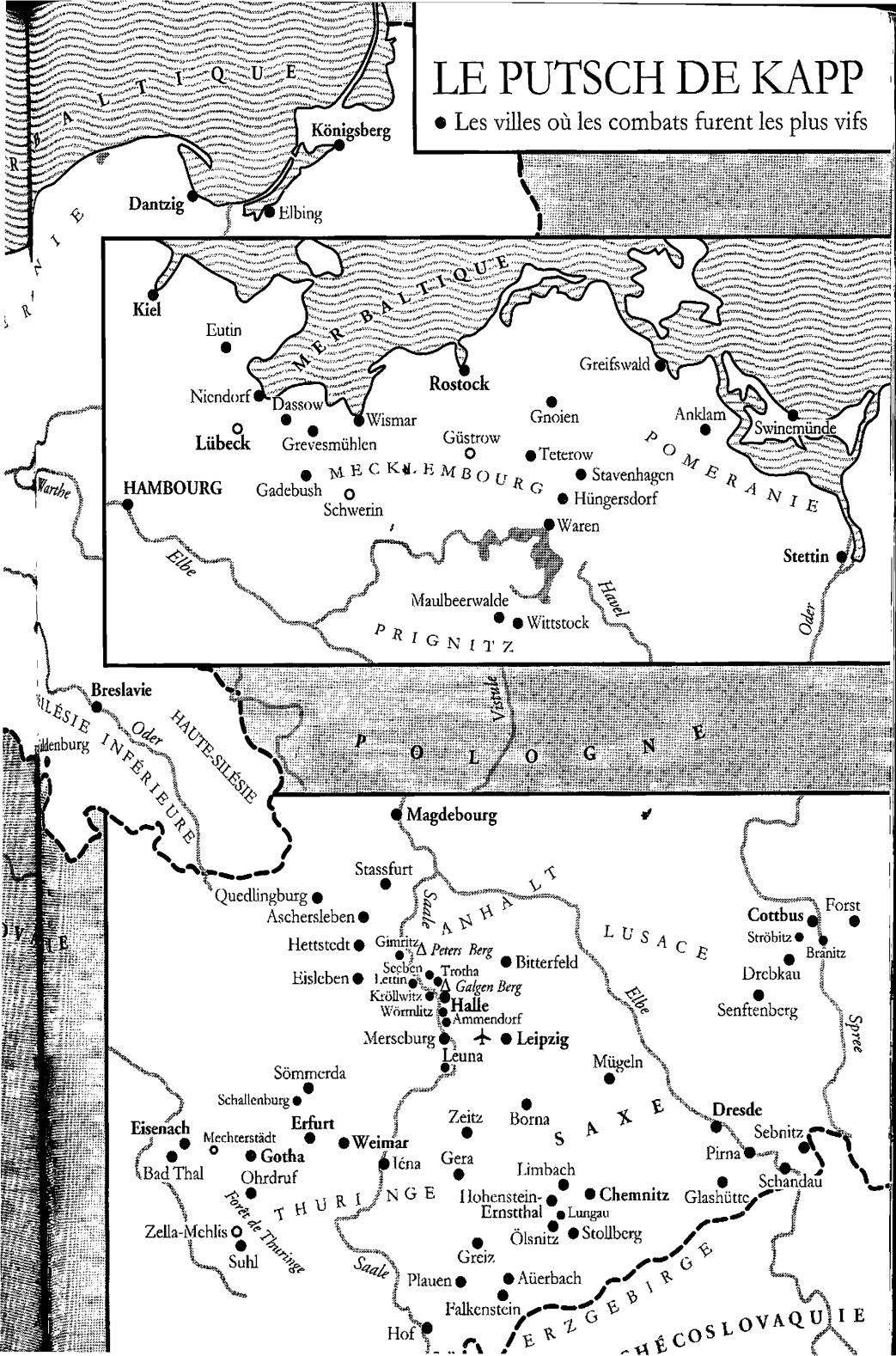
ERZGEBIRGE

ERZGEBIRGE

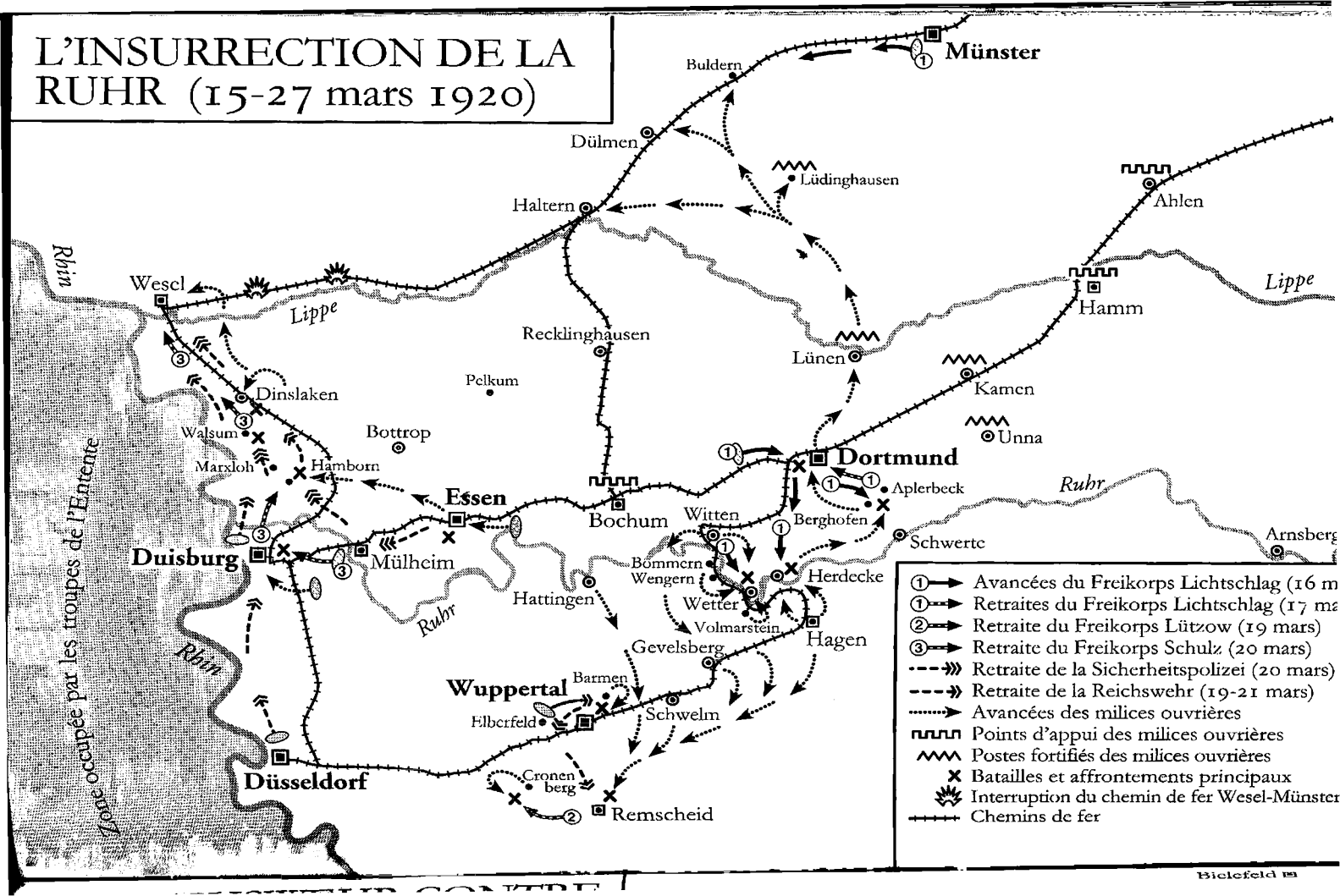
AUTRICHE

LE PUTSCH DE KAPP

● Les villes où les combats furent les plus vifs



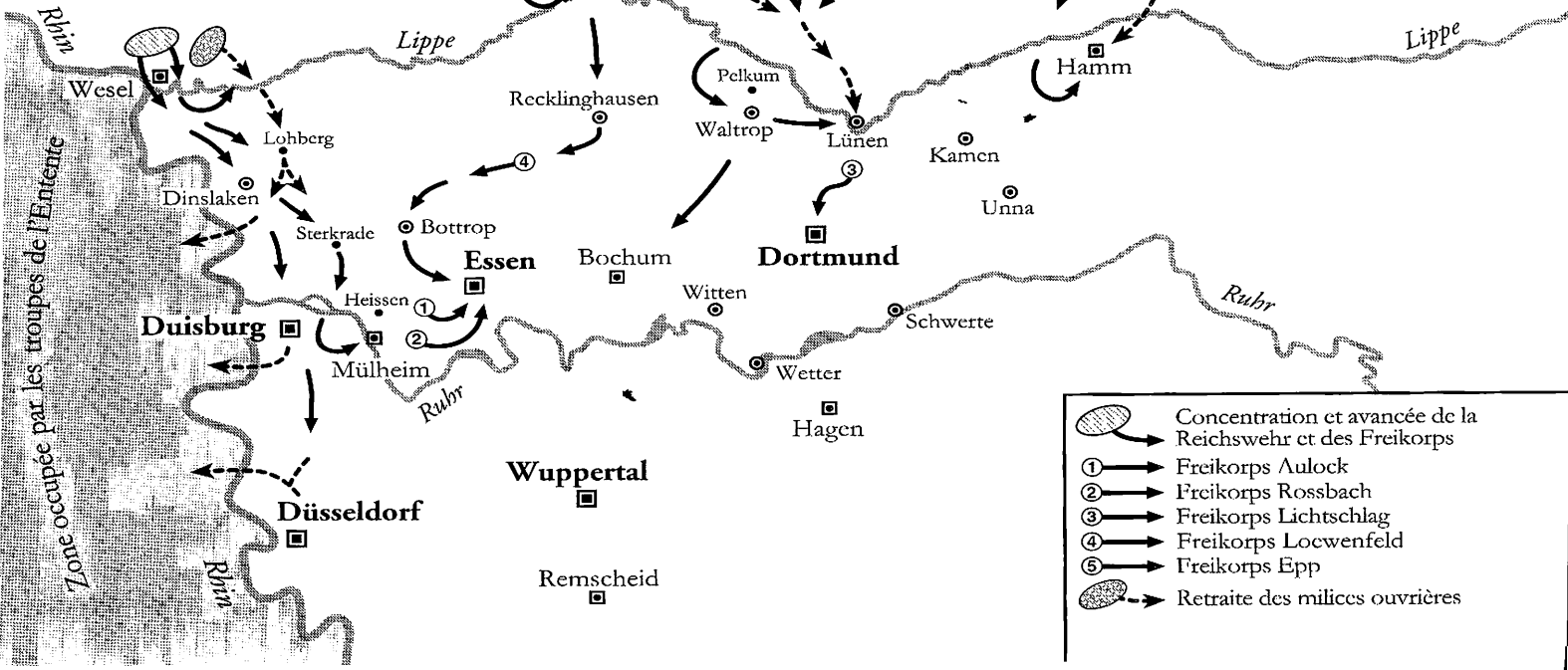
L'INSURRECTION DE LA RUHR (15-27 mars 1920)



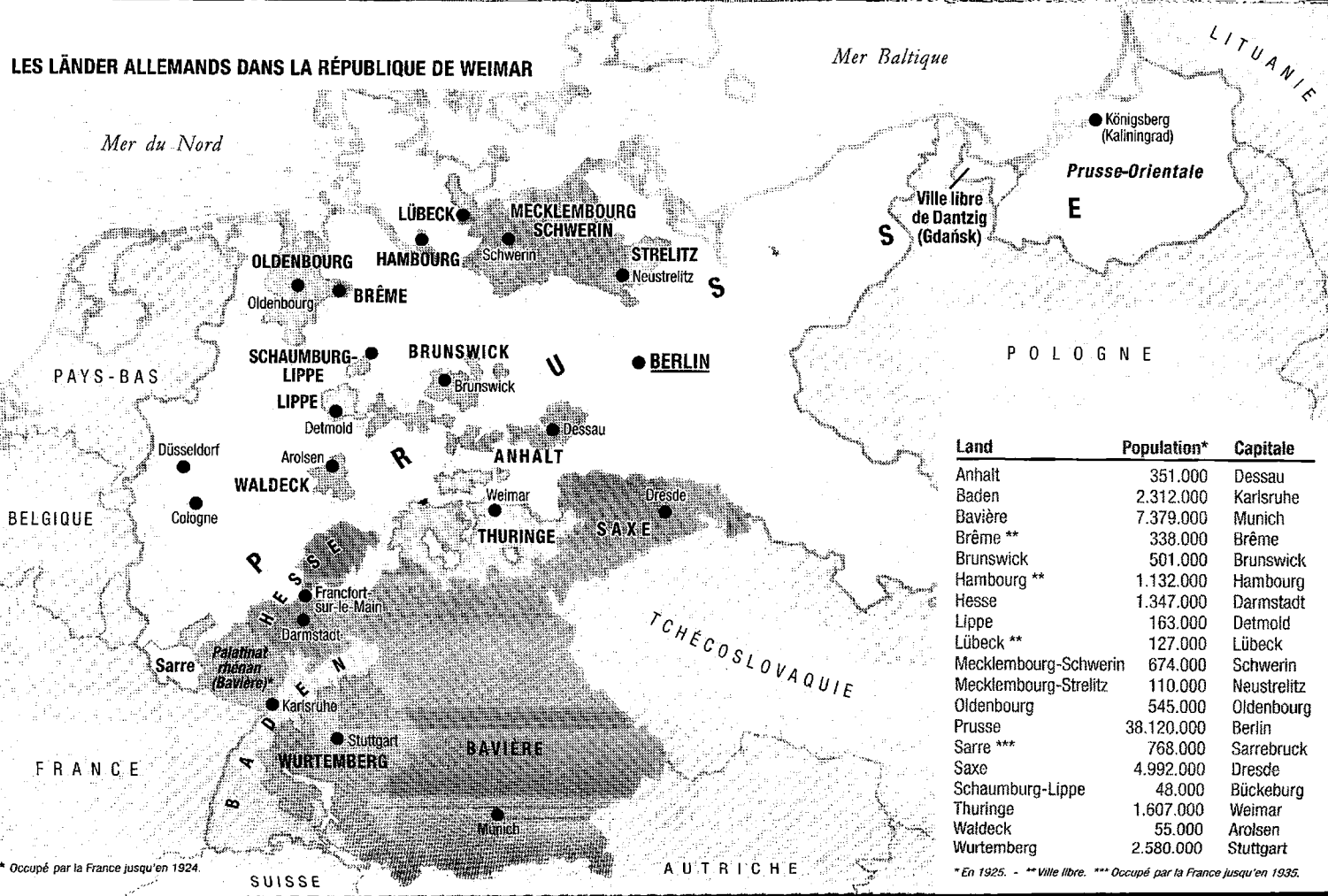
Région occupée par les troupes de l'Entente

- ① → Avancées du Freikorps Lichtschlag (16 mars)
- ① → Retraites du Freikorps Lichtschlag (17 mars)
- ② → Retraite du Freikorps Lützow (19 mars)
- ③ → Retraite du Freikorps Schulz (20 mars)
- > Retraite de la Sicherheitspolizei (20 mars)
- > Retraite de la Reichswehr (19-21 mars)
-> Avancées des milices ouvrières
- ▬▬▬ Points d'appui des milices ouvrières
- 〰️ Postes fortifiés des milices ouvrières
- ✕ Batailles et affrontements principaux
- ☀️ Interruption du chemin de fer Wesel-Münster
- +— Chemins de fer

LA REICHSWEHR CONTRE LES MILICES OUVRIÈRES DE LA RUHR (avril 1920)



LES LÄNDER ALLEMANDS DANS LA RÉPUBLIQUE DE WEIMAR



Land	Population*	Capitale
Anhalt	351.000	Dessau
Baden	2.312.000	Karlsruhe
Bavière	7.379.000	Munich
Brême **	338.000	Brême
Brunswick	501.000	Brunswick
Hambourg **	1.132.000	Hambourg
Hesse	1.347.000	Darmstadt
Lippe	163.000	Detmold
Lübeck **	127.000	Lübeck
Mecklembourg-Schwerin	674.000	Schwerin
Mecklembourg-Strelitz	110.000	Neustrelitz
Oldenbourg	545.000	Oldenbourg
Prusse	38.120.000	Berlin
Sarre ***	768.000	Sarrebruck
Saxe	4.992.000	Dresde
Schaumburg-Lippe	48.000	Bückeburg
Thuringe	1.607.000	Weimar
Waldeck	55.000	Arolsen
Wurtemberg	2.580.000	Stuttgart

* Occupé par la France jusqu'en 1924.

** En 1925. - ** Ville libre. *** Occupé par la France jusqu'en 1935.

Chronologie 1918-1920*

1918

Octobre

États-Unis. 9, le président Wilson répond à la note allemande du 4 : l'armistice est impossible tant que l'armée allemande du front ouest sera sur le sol étranger. 16, Wilson répond à la note allemande du 12 : aucune négociation avec les représentants du pouvoir autocratique. 23, Wilson refuse de nouveau de négocier, laissant à l'Allemagne une seule issue : la capitulation.

Autriche. 24 octobre-4 novembre, défaite sur le front italien à la bataille de Vittorio Veneto. 25, Vienne demande à Berlin la dissolution de l'alliance. 30, la monarchie autrichienne s'effondre : révolution à Vienne et à Budapest.

Tchécoslovaquie. 28, proclamation, à Prague, de l'indépendance tchécoslovaque.

Turquie. 30, l'Empire ottoman signe à Moudros un armistice avec les puissances de l'Entente.

Allemagne. 1, conférence nationale de la Ligue Spartacus et des *Linksradikalen* ; appld à la révolution et à la formation des conseils ouvriers. 3, Max von Bade est le nouveau chancelier du Reich ; Gröber, Erzberger, Haussmann et Scheidemann entrent au gouvernement comme sous-secrétaires d'État. 4, propositions de paix adressées à Wilson. 12, l'Allemagne accepte d'évacuer les territoires occupés. 15, modification constitutionnelle : le chancelier doit obtenir un vote de confiance du Reichstag pour gouverner et, avec ses ministres, est responsable devant le Reichstag et le Bundesrat et non plus devant l'empereur. 18, début des négociations entre l'association des entreprises minières et les syndicats. 20, Hindenburg veut sauver l'honneur allemand dans une dernière bataille. — Amnistie pour les prisonniers politiques. 21, Karl Liebknecht est relâché et plusieurs milliers d'ouvriers l'accueillent à la gare de Berlin. 22, l'amiral von Scheer donne à la flotte l'ordre d'attaquer. 24, le maréchal Hindenburg se substitue au gouvernement et fait appel à l'armée : les conditions de Wilson sont « inacceptables pour nous autres soldats ». 26, le général Ludendorff est chassé, le général Groener lui succède. 27, l'Entente exige la capitulation sans conditions. 30, les marins empêchent à la flotte de livrer bataille. — Manifestations de masse à Stuttgart. — Guillaume II se réfugie dans le grand quartier général de Spa. 31, six cents marins se soulèvent à Kiel. — Près de Metz, une division territoriale se mutine.

Novembre

Lituanie. 2, proclamation de l'indépendance.

Autriche. 3, armistice entre Vienne et Rome. — Fondation du Parti communiste autrichien. 12, proclamation de la république.

Lettonie. 11, proclamation de l'indépendance.

Front ouest. 11, les puissances de l'Entente et l'Allemagne signent l'armistice de Compiègne. La Première Guerre mondiale prend fin.

Pologne. 14, proclamation de l'indépendance.

Hongrie. 16, proclamation de la république. 20, fondation du Parti communiste hongrois.

* Cette chronologie reproduit en grande partie celle publiée en annexe dans *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, 1929.

Allemagne. 1, l'assemblée des marins de Kiel est dissoute. — Guillaume II refuse d'abdiquer. Hindenburg et Groener le soutiennent. 3, mutinerie des marins à Kiel. 4, sortie du premier numéro du journal spartakiste *Die Rote Fabne*. — Arrestations de dirigeants spartakistes. 5, révolution et conseil ouvrier à Lübeck. — L'ambassadeur soviétique (Joffe) est expulsé d'Allemagne. 6, révolution et conseils à Hambourg, Altona, Brême, Rendsburg, Cuxhaven, Lockstadt. — La direction du SPD met en garde contre des soulèvements et des désordres encouragés par des « éléments irresponsables ». — La commission générale du SPD demande l'armistice, l'amnistie pour les prisonniers politiques, la démocratisation et l'abdication de Guillaume II. 7, révolution et conseils ouvriers à Lehe, Geestemünde, Wilhelmshaven, Schwerin, Hanovre, Brunswick, Cologne, Munich. 8, révolution et conseils ouvriers à Oldenbourg, Rostock, Magdebourg, Halle, Leipzig, Dresde, Chemnitz, Düsseldorf, Haltern, Francfort, Stuttgart, Darmstadt, Nuremberg. — Ebert se rend chez Max von Bade : « Si le Kaiser n'abdique pas, une révolution sociale sera inévitable et je ne la veux pas. Je déteste la révolution autant que le péché. » — En Bavière, formation du gouvernement Eisner-Auer. 9, révolution et conseils à Berlin et dans tout le Reich. 10, constitution du conseil des commissaires du peuple (SPD-USPD). — Guillaume II s'enfuit en Hollande. — À 13 heures, Max von Bade communique : abdication du Kaiser, renonciation au trône du prince héritier, Ebert devient chancelier du Reich, convocation d'une Assemblée nationale. — Karl Liebknecht parle à la foule du château royal. — Scheidemann, au Reichstag, proclame la république, ce que Ebert lui reproche violemment. — Ebert et le gouvernement des commissaires du peuple obtiennent la confiance des conseils. 11, conférence d'organisation de la Ligue Spartacus qui crée une *Zentrale (Zentralkomitee)*. 16, accord entre syndicats et patronat pour la constitution de la ZAG (*Zentralarbeitsgemeinschaft*, commission centrale d'arbitrage du travail). 19, décret des commissaires du peuple interdisant la grève dans les usines qui produisent des biens de première nécessité. 23, Wels lance un appel afin que la garnison de Berlin défile en rangs serrés dans la ville pour donner à la population la sensation que l'ordre a été rétabli. 25, conférence nationale des gouvernements des Länder. Eisner y demande l'entrée d'hommes nouveaux au gouvernement ; Lipinski demande la constitution de conseils d'ouvriers et de soldats et la socialisation ; Merges veut la dictature ; Eisner et Scheidemann mettent en garde contre la socialisation. 26, Eisner interrompt les relations avec Berlin. 28, à Berlin, des affiches incitent à la violence contre Liebknecht. — Heurts, à Düsseldorf et Remscheid, avec les soldats qui reviennent du front. — Guillaume II renonce au trône.

Décembre

Yougoslavie. 1^{er}, naissance du royaume serbe-croate-slovène, qui en 1929 prendra le nom de Yougoslavie.

Pologne. 16, fondation du Parti communiste polonais.

Allemagne. 4, formation des premiers *Freikorps*. 6, les commissaires du peuple décident, par cinq voix pour et une abstention, l'élection d'une Assemblée nationale constituante. — Conspiration contre-révolutionnaire à Berlin, avec constitution d'une milice d'étudiants ; une manifestation de soldats offre la présidence à Ebert ; occupation du Landtag, arrestation du comité exécutif, occupation de la *Rote Fabne* ; bain de sang dans la Chaussecestrasse. 7, Tyszyka fait arrêter Liebknecht. 8, à Chemnitz, les uhlands attaquent le conseil d'ouvriers et de soldats. 9, le conseil des soldats du commandement suprême déclare sa confiance au gouvernement Ebert-Haase. — Wels fait perquisitionner le siège de la Ligue Spartacus. 16-21, congrès des conseils d'ouvriers et de soldats, qui se prononce en faveur de l'Assemblée nationale. 21, les *revolutionäre Obolente* demandent que l'USPD sorte du gouvernement. — Funérailles des victimes du 6 décembre. 22, appel de Hindenburg contre les délibérations des conseils sur l'autorité de commandement. 23-24, combats entre soldats et marins à Berlin, près du château et des écuries. 25, manifestations ouvrières, occupation

de l'immeuble du *Vorwärts*. 29, l'USPD sort du gouvernement. — Noske est nommé ministre de la Guerre. — Funérailles des onze marins morts. — Le comité de ville du Grand Berlin incite par tracts à assassiner Liebknecht. 30-1^{er} janvier, communistes, spartakistes et *Linksradikalen* se réunissent en congrès : fondation du KPD(S).

1919

Janvier

Paris. 18, la Conférence de la paix s'ouvre à Versailles.

Allemagne. 4, destitution du social-démocrate Eichhorn, préfet de police de Berlin. 5, manifestations de masse contre l'éloignement d'Eichhorn ; à Berlin, les sièges des journaux sont occupés. 6-12, les *Freikorps* répriment l'insurrection à Berlin. 7, grèves de solidarité à Brunswick, Hamborn et dans d'autres villes. — Les sièges des journaux sont occupés à Brunswick, Zwickau, Dortmund, Düsseldorf, Nuremberg et dans d'autres villes. 8, appel du gouvernement contre le KPD(S). — Heurts près du siège de la *Rote Fabne*. — À Delmenhorst, les travailleurs occupent banques et bureaux publics ; à Düsseldorf, le siège de la radio. 9, heurts à Berlin et Spandau. — Des affrontements avec armes à feu font quinze morts à Dresde. — À Hambourg, les travailleurs occupent le quotidien *Flamburger Echo* et manifestent devant le siège du syndicat. 10, manifestations de masse à Stuttgart et dans d'autres villes, qui font cinq morts. Le chef des communistes de Stuttgart est arrêté. — Arrestations de communistes et heurts à Nuremberg, cinq morts. — À Brême, la république des conseils est proclamée. — Düsseldorf est aux mains des travailleurs. — Grève générale dans la Ruhr. — Le conseil d'ouvriers et de soldats d'Essen se prononce pour la socialisation ; le siège du cartel du charbon est occupé. — À Hambourg, la milice de sûreté arrête Laufenberg, président du conseil d'ouvriers et de soldats, déclenchant une manifestation de protestation. 11, à Berlin, Noske organise une démonstration de force en faisant défiler dans le quartier des ministères la brigade de la marine, la division de fusiliers de cavalerie de la garde et les chasseurs (*Landesjäger*) de Maercker. — Grève des cheminots à Berlin. — 12, capitulation des insurgés qui occupent les sièges des journaux à Berlin. — Assaut de la préfecture de police. 13, la conférence des conseils d'ouvriers et de soldats de Rhénanie-Westphalie décide la socialisation. 14, occupation militaire de Berlin. 15, assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht. 16, suppression de la *Rote Fabne*. 19, décret sur la réglementation de l'autorité de commandement, contre les conseils des soldats. 20-23, grèves de masse dans plusieurs localités en réponse à l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht. 21, conférence des organisations communistes de l'Allemagne du Nord et de l'Ouest à Brunswick. À Munich, Eugen Leviné met en garde contre les tentatives de prise du pouvoir à l'échelle locale. 25, funérailles de Liebknecht et des victimes des heurts de janvier à Berlin. 26, élections à l'Assemblée nationale. 29, mort de Franz Mehring.

Février

Autriche. Nouveau gouvernement de coalition entre sociaux-démocrates et chrétiens sociaux.

Allemagne. 3, la *Rote Fabne* reparait et lance la campagne qui révèle la conjuration des assassins de l'hôtel Eden. — Début du procès de 750 insurgés de janvier. 4, le colonel Gerstenberg attaque Brême. — Le conseil central des conseils d'ouvriers et de soldats cède le pouvoir à l'Assemblée nationale. 6, l'Assemblée nationale commence ses travaux à Weimar. 8, répression d'une manifestation de chômeurs à Berlin, douze morts. 9, le colonel Gerstenberg occupe Bremerhaven et Geestemünde. 10, le général Watter arrête le conseil d'ouvriers et de soldats de Münster. 11, Hbert est élu président du Reich ; Scheidemann forme un gouvernement de coalition (SPD, Parti populaire chrétien et Parti démocrate allemand). 12, la *Rote Fabne* et la *Freiheit*

dévoilent les détails de l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht. — Arrestation de Karl Radek. 14, appel de Hindenburg contre le bolchevisme. 15, quatre-vingts membres de la Ligue des soldats rouges sont arrêtés. 17, début de la grève générale dans la Ruhr. 18, le général Maercker occupe Gotha. — La conférence des conseils d'ouvriers et de soldats de Rhénanie-Westphalie décide la grève générale. 19, combats à l'arme à feu à Essen, deux morts. — Gerstenberg occupe Wilhelmshaven-Rüstringen. — Affrontements à Hanau, huit morts. — Heurts à Nuremberg. — Grève générale à Eisenach contre l'occupation de Gotha. 20, heures sanglants à Bottrop. — Deux morts à Borbeck. — Bain de sang à Gelsenkirchen. — Gerstenberg entre dans Hamborn ; Maercker occupe le camp d'Ohrdruf. 21, assassinat de Kurt Eisner. — Après des négociations avec Watter, la conférence des conseils d'ouvriers et de soldats de Rhénanie-Westphalie décide la suspension de la grève. 22, début de l'offensive de Watter contre la Ruhr. — Négociations pour une solution de compromis avec le gouvernement de la Bavière. — République des conseils à Mannheim, état de siège dans le Bade. 23, arrestation des dirigeants communistes de Nuremberg. — Occupation de Cottbus. — Assassinat, à Bottrop, de Fulneckek. 25, l'Allemagne centrale entre en grève. 26, grève générale à Leipzig, jusqu'au 10 mars. — Grève des cheminots à Magdebourg. 27, grève générale à Düsseldorf pour le paiement des jours de grève : ils seront payés à 75 %. — À Königsberg, grève de protestation contre la suppression de l'indemnité pour travaux pénibles. 28, le *Freikorps* Lichtschlag occupe Düsseldorf.

Mars

Moscou. 2-6, conférence socialiste internationale, qui se proclame 1^{er} congrès de l'Internationale communiste.

Hongrie. 21, proclamation de la république des conseils.

Italie. 23, fondation des Faisceaux italiens de combat à Milan.

Espagne. 23-début avril, grève générale des ouvriers à Barcelone, Valence, La Coruña et dans d'autres villes.

Allemagne. 1, expédition de Maercker contre Halle (où les combats se poursuivent jusqu'au 3 mars : 55 morts, 170 blessés). — Les *Freikorps* entrent à Halle. 2, congrès extraordinaire de l'USPD à Berlin, jusqu'au 6 mars. — À Berlin, le SPD lance un appel contre la grève générale. 3, début de la grève générale à Berlin : proclamation de l'état de siège. — Destruction de l'imprimerie de la *Rote Fabrik*. — Arrestation des frères Pflugk-Hartung, du lieutenant Vogel et du sous-lieutenant Liepmann, les assassins de R. Luxemburg et K. Liebknecht. — À Königsberg, désarmement de la marine populaire. 3-8, grève générale et répression à Berlin. 4, des groupes de provocateurs organisent des pillages à Berlin. 5, début de la bataille entre la milice républicaine (ex-division de la marine populaire) et les *Freikorps* à Berlin. — Nouvelle grève des mineurs de haute Silésie. — Première conférence des délégués des mineurs de la Ruhr. 6, à Berlin, les troupes de Noske donnent l'assaut à la préfecture de police et à la caserne de la marine. — Les travailleurs de l'Allemagne centrale se soulèvent. 8, suspension de la grève générale à Berlin. 10, Leo Jogiches est arrêté et assassiné par Tamschick. — Combats et exécutions sommaires à Berlin, jusqu'au 16 mars. 11, dans la Französische Strasse, à Berlin, vingt-neuf marins sont exécutés. 13, la loi sur la socialisation est promulguée. 14, l'armée marche sur la haute Silésie, la grève prend fin. 15, nouvelles grèves dans le district minier de la Ruhr. 19, le syndicat des mineurs revendique des roulements de sept heures et demie. — La *Zentrale* (ZK) du KPD est transférée à Francfort. 24, bain de sang à Witten a.d. Ruhr, treize travailleurs sont tués. 27, introduction des journées de six heures par roulement dans 32 mines de la Ruhr. 29, conférence nationale du KPD à Francfort. 30, la conférence des délégués des mineurs de la Ruhr proclame la grève générale pour la socialisation. 31, grève générale dans la Ruhr. Instauration de l'état de siège. — Huit victimes à Castrop. — Grève générale à Stuttgart et dans d'autres villes. — État de siège dans le Wurtemberg.

Avril

Danemark. 10, fondation du Parti communiste danois.

Hollande. 10, fondation du Parti communiste hollandais.

France. 16-27, mutineries dans la flotte française de la mer Noire.

Hongrie. 16, début de l'intervention armée des pays de l'Entente contre la république des conseils.

Russie soviétique. Avril-juin, offensive des troupes blanches de Koltchak.

Allemagne. 4, la conférence des délégués des mines de la Ruhr lance l'ultimatum. Les travailleurs de Krupp se joignent à la grève générale, qui durera tout le mois. — La grève générale prend fin à Stuttgart. 7, proclamation de la République des conseils de Bavière. — Grève générale à Magdebourg. 8, la *Zentrale* du KPD est transférée à Leipzig. — Combats à Magdebourg. 8-14, deuxième congrès des conseils à Berlin. 9, début de l'offensive militaire contre les travailleurs de la Ruhr. Les membres du conseil central des mines sont arrêtés. — Bain de sang à Hissen. — Maercker occupe Magdebourg. — Grève générale à Brunswick. 10, grève générale à Zwickau et Dantzig. — Epp et Schnepfenhorst entrent dans Ingolstadt (Bavière). — Bain de sang à Beuthen (haute Silésie). 11, combats avec le *Freikorps* Lichtschlag à Düsseldorf, quarante morts. — La *Rote Fabne* reparait à Leipzig. 12, à Würzburg, le gouvernement des conseils est supprimé. — Bain de sang à Essen et Mühlheim; à Mühlheim, dix-sept membres du conseil d'ouvriers, qui s'étaient prononcés en faveur du gouvernement des conseils, sont arrêtés. — Bataille contre les troupes de Maercker à Börssum, dans le district de Brunswick (Basse-Saxe). — Grève des mineurs à Deister (Hanovre). — La grève prend fin à Dantzig. 13, proclamation de la deuxième République des conseils de Bavière. — État de siège en Saxe et à Brunswick. 14, le *Freikorps* Görlitz occupe Dresde. — Grève générale à Königsberg. — Grève des employés de banque à Hambourg, suivie de heurts. 15, affrontements avec les troupes de Maercker à Helmstedt, près de Brunswick. — Grève générale à Brême, jusqu'au 30 avril. — Grève générale dans le district minier de la Saxe. 16, bain de sang à Iserlohn. 17, Maercker occupe Brunswick. 18, bain de sang à Offenbach. — Bataille à Freising (Bavière). — En Saxe, la *Rote Fabne* est interdite, mais le quotidien sort encore à Leipzig. 21, Augsburg est occupé après de furieux combats. — Six morts à Hambourg, où l'état de siège est proclamé. 24, bain de sang à Hanovre. — Émeutes pour le pain à Hindenburg (haute Silésie). — Grève des électriciens. 25, les imprimeries du KPD et de l'USPD de Stuttgart sont occupées. — Émeutes pour le pain à Gleiwitz. — La *Rote Fabne* est à nouveau interdite mais continue à être publiée à Leipzig. — Noske organise les milices civiques. 26, bain de sang à Nuremberg. — Le gouvernement Ebert-Noske proclame l'état de siège en Saxe. 28, la grève générale prend fin dans la Ruhr.

Mai

Paris. 7, la conférence de Versailles dicte les conditions de paix à la délégation allemande.

France. 1^{er} mai : grève générale.

Russie soviétique. 13, début de l'offensive des gardes blancs du général loudenitch contre Saint-Petersbourg.

Bulgarie. 25-27, constitution du Parti communiste bulgare.

Allemagne. 1, les *Freikorps* occupent Munich, s'adonnant à une répression féroce. 2, grève des typographes à Berlin. — Landauer est assassiné. 3, assassinat d'Égelhofer. 5, Halberstadt est occupé. 6, assassinat de vingt et un catholiques à Munich. 8, début du procès de Pflugk-Harttung, Vogel, etc., pour l'assassinat de R. Luxemburg et de K. Liebknecht. — La *Rote Fabne* doit suspendre sa publication par manque de papier. 11, Maercker occupe Leipzig. — La *Zentrale* du KPD revient à Berlin. 12, l'Assemblée nationale repousse le traité de paix. 13, à Chemnitz, deux jours de grève générale sont décrétés contre l'état de siège. 14, conférence nationale du KPD à Berlin. 15, le verdict

du procès pour meurtre de Pflugk-I Harttung, Vogel, etc., est rendu. 17, le lieutenant Vogel, l'assassin de R. Luxemburg, s'évade. — Dorrenbach est assassiné par Tamschick. 19, Maercker occupe Eisenach. — Début du procès Ledebour, qui s'achèvera le 23. 21, l'USPD manifeste en faveur de la signature du traité de paix. 31, le cadavre de Rosa Luxemburg est retrouvé.

Juin

Italie. 10-15, agitations contre la vie chère, grèves générales à Rome, Milan, Turin, Gènes, Bologne et d'autres villes.

Paris. 28, l'Allemagne signe le traité de paix de Versailles.

Allemagne. 1, Marloh, l'assassin des marins, s'enfuit. 3-14, à Stuttgart, Hoernle, Münzenberg et d'autres sont jugés pour insurrection : ils sont absous. — À Munich, Eugen Leviné est condamné à mort. 5, Leviné est exécuté. 6, les troupes du gouvernement occupent Remscheid. 13, funérailles de Rosa Luxemburg à Berlin. 18, Maercker occupe Erfurt. 20, début de la grève des cheminots, qui s'achèvera le 3 juillet. — À Mannheim (quinze morts) et à Kassel, émeutes pour le pain. — Le gouvernement Scheidemann démissionne. 21, constitution du gouvernement de coalition Bauer. 22, l'Assemblée nationale ratifie le traité de Versailles. 23, « émeutes de la gelatine » à Hambourg ; émeutes pour le pain à Berlin. — Le KPD dissout la Ligue des soldats rouges. 25, Hindenburg démissionne du commandement suprême de l'armée. 26, le conseil exécutif de Berlin est arrêté. 27, Noske suspend le droit de grève des cheminots. — Désordres pour le pain à Francfort et à Bochum.

Juillet

Allemagne. 1^{er}, Lettow-Vorbeck occupe Hambourg. — Grève des transports à Berlin. 2, à Dortmund, désordres pour le pain. 4, la Reichswehr commet un massacre à Hanovre. 16, grève générale en Poméranie contre l'état de siège. 24, décret du ministre de l'Intérieur prussien Heine sur la remise des armes.

Août

Hongrie. 1^{er}, répression de la république des conseils hongroise.

États-Unis. 31, fondation du Parti communiste.

Allemagne. 1, grève des mineurs à Gelsenkirchen. 2, désordres pour le pain à Chemnitz : le 8, bataille victorieuse contre la Reichswehr, vingt-sept travailleurs tués. 11, la Constitution de la république de Weimar est promulguée. — Grève des mineurs de haute Silésie. 17, conférence nationale du KPD à Francfort. 19, la Reichswehr occupe Chemnitz. 23, le gouvernement dissout le conseil exécutif de Berlin.

Septembre

Autriche. 10, traité de Saint-Germain-en-Laye avec les puissances victorieuses.

Allemagne. 7, manifestation à l'occasion du congrès de l'Internationale des jeunes. À Berlin, coups de feu contre les manifestants. 8, désordres pour le pain à Brslau. 18, à Berlin, début de la grande grève des métallurgistes, qui durera jusqu'au 11 novembre. 19, la *Zentrale* du KPD est transférée à Eisenach.

Octobre

Russie soviétique. 16, les troupes de Ioudenitch s'approchent de la banlieue de Saint-Petersbourg. 21, l'Armée rouge passe à l'offensive contre les gardes blanches au sud de Saint-Petersbourg.

Allemagne. 1^{er}, dissolution de toutes les milices populaires et de sûreté créées par les conseils. 6, le contrat de travail proposé aux métallurgistes, de Düsseldorf est approuvé. 10, grève des métallurgistes dans la Sarre. 17, état de siège à Merseburg. —

Désordres pour le pain à Smalkalde. 20, II^e congrès du KPD à Heidelberg ; scission de l'opposition hostile à la participation aux élections et à la lutte à l'intérieur des syndicats, qu'elle propose de remplacer par des « Unions ouvrières », les AAU ; la *Zentrale* est transférée à Francfort.

Novembre

Bulgarie. 27, traité de Neuilly-sur-Seine avec les puissances de l'Entente.
Allemagne. 7, attentat contre Hugo Haase. 24, l'armée réprime les travailleurs en grève de la mine Léopold, à Bitterfeld. 28, la Reichswehr occupe Suhl.

Décembre

Russie soviétique. 24, insurrection des travailleurs à Irkoutsk. Le gouvernement de Koltchak s'enfuit. 27, arrestation de Koltchak.
Allemagne. 2, le travail à la pièce est réintroduit dans les chantiers navals de Hambourg. 5, à Berlin, l'état de siège en vigueur depuis le 3 mars 1919 est révoqué. 11, la *Zentrale* du KPD retourne à Berlin. 12, *La Rote Fabne* reparait à Berlin.

1920

Janvier

Genève. 10, la Société des nations se réunit pour la première fois.
Allemagne. 3, grève des cheminots dans la Ruhr et en Silésie. 9, désordres pour le pain à Berlin ; manifestation devant le Reichstag : fusillade de la troupe, vingt morts. 10, le traité de Versailles entre en vigueur. 13, répression d'une manifestation de masse devant le Reichstag contre la nouvelle loi sur les conseils d'usine en discussion : quarante-deux morts. 14, état de siège dans tout le Reich : la *Rote Fabne*, la *Freiheit* et de nombreuses publications communistes et indépendantes sont interdites de publication. *Spartakus* et d'autres journaux communistes sont cependant publiés clandestinement. 17, Radek est expulsé d'Allemagne.

Février

Allemagne. 5, l'Entente communique la liste des criminels de guerre à extraditer. 5, *La Rote Fabne* réapparaît. 24, grève dans la Ruhr, état de siège, les travailleurs révolutionnaires sont menacés de peine de mort. 26, tous les participants au congrès du KPD à Durlach, dans le Bade, sont arrêtés.

Mars

États-Unis. Le Sénat refuse la ratification du traité de Versailles.
Allemagne. 13, putsch de Kapp. Le gouvernement Ebert s'enfuit à Dresde, puis à Stuttgart. Grève générale dans tout le Reich. La lutte commence. 17, démissions du gouvernement putschiste Kapp-Lüttwitz. — Fuite de Kapp. 19, ADGB et SPD révoquent la grève générale. Des vigoureuses luttes se poursuivent dans la Ruhr, en Saxe et en Thuringe. 22, l'USPD se range à l'idée de suspendre la grève générale. 23, accords de Bielefeld. 25, la milice des étudiants de Marburg tue quinze travailleurs à Bad Thal. 26, chute du gouvernement Bauer ; nouveau gouvernement constitué par H. Müller. 27, ultimatum du gouvernement aux troupes révolutionnaires de la Ruhr. 29, Watter durcit les conditions de l'ultimatum : début de la terreur blanche.

Avril

Espagne. 15, fondation du Parti communiste espagnol.
Pologne. 24, la Pologne attaque la Russie soviétique sous la direction de Pilsudski et avec l'appui de la France. 25, les troupes polonaises entrent en Ukraine (le 6 mai, elles occupent Kiev). En juillet, une contre-offensive amène l'Armée rouge aux portes Varsovie, où elle est bloquée et repoussée

sur ses positions de départ (bataille de Varsovie, 12-16 août) ; en octobre, les belligérants signent un armistice.

Allemagne. 3, offensive de la Reichswehr dans la Ruhr. 4-5, fondation du KAPD.

Octobre

Allemagne. 12-17, le congrès de Halle de l'USPD accepte les vingt et une conditions d'adhésion à l'Internationale communiste.

Novembre

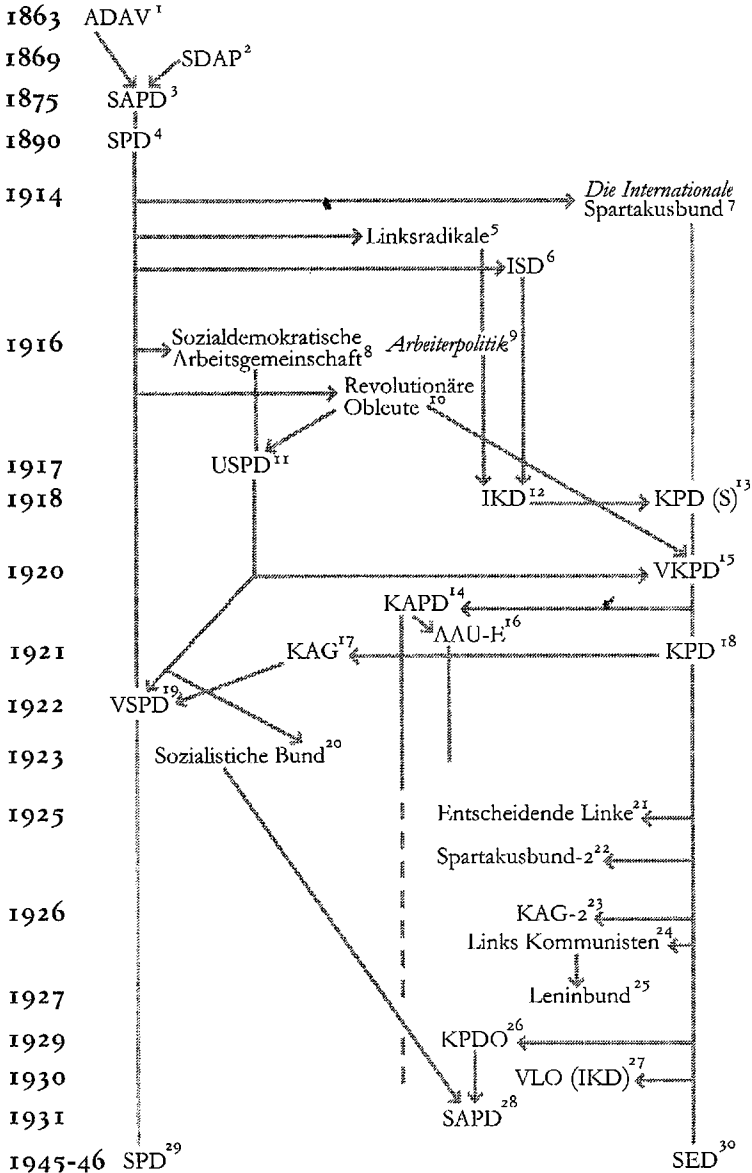
Russie soviétique. 7-9, l'Armée rouge attaque les positions de Perekop, en Crimée, tenues par les gardes blanches de Wrangel. 14, destruction des troupes de Wrangel. Fin de la guerre civile.

Allemagne. 1-3, v^e congrès du KPD(S) devenu KPD (section de l'Internationale communiste).

Décembre

Allemagne. 4-7, congrès d'unification entre le KPD et la gauche de l'USPD : création du VKPD.

FORMATIONS POLITIQUES AU SEIN DU MOUVEMENT
OUVRIER ALLEMAND DE 1863 AUX ANNÉES 1930



- ¹ ADAV, *Allgemeiner deutscher Arbeiterverein*, Association générale des ouvriers allemands, fondée en 1863 par Ferdinand Lassalle (lassalliens).
- ² SDAP, *Sozialdemokratische Arbeiterpartei*, Parti ouvrier social-démocrate, fondé en 1869 à Eisenach par August Bebel et Wilhelm Liebknecht (eisenachiens).
- ³ SAPD (alte-SAPD), *Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands*, Parti ouvrier socialiste d'Allemagne, né en 1875 à Gotha de la fusion du SDAP et de l'ADAV.
- ⁴ SPD, *Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, Parti social-démocrate allemand : nouveau nom du SAPD à partir de 1890, que la social-démocratie conservera jusqu'en 1922 — il sera alors modifié en VSPD (voir ¹⁹) — et reprendra en 1945.
- ⁵ *Linksradikalen*, radicaux de gauche : la gauche révolutionnaire du SPD, constituée dès 1913, forte surtout à Brême et à Hambourg, avec des groupes dans plusieurs villes importantes ; ses principaux représentants sont Johann Knief, Paul Frölich, Karl Radek et Anton Pannekoek. Pendant la guerre, les *Linksradikalen* se lient à la « gauche de Zimmerwald » et aux bolcheviks, participent à la conférence de Kienthal et adhèrent aux positions de défaitisme révolutionnaire de Lénine. Ils déclinent l'invitation du Spartakusbund à rejoindre l'USPD (voir ¹¹) et en 1918 forment l'organisation IKD (voir ¹²). Une partie du groupe de Hambourg (les « Radikalen »), dirigée par Heinrich Laufenberg et Fritz Wolffheim, est influencée par l'expérience des IWW américains et représente une tendance syndicaliste-révolutionnaire.
- ⁶ ISD, *Internationale Sozialisten Deutschlands*, Socialistes internationaux d'Allemagne : groupe d'opposition révolutionnaire au sein du SPD, dirigé par Julian Borchardt qui, à partir de 1913, publie à Berlin la revue *Lichtstrahlen* (Rayons de lumière) ; en 1914, ce groupe prend position contre la politique guerrière de la social-démocratie. Il est le plus petit des groupes de la gauche social-démocrate, mais le premier à rompre (septembre 1915) avec le SPD. L'ISD participe à la conférence de Zimmerwald et, en 1918, rejoint l'IKD, à l'exception de Borchardt (voir ¹²).
- ⁷ *Die Internationale-Spartakusbund* : l'opposition révolutionnaire interne au SPD qui, à partir d'août 1914, se regroupe autour de Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et Franz Mehring ; en 1915, elle publie le journal *Die Internationale* (un seul numéro, avant l'interdiction) et, à partir de 1916, clandestinement, les *Spartakusbriefe* (Lettres de Spartacus) — d'où le nom de Spartakusbund (Ligue Spartacus) donné au groupe. Ses principaux représentants sont, outre ceux déjà cités : Leo Jogiches, August Thalheimer, Clara Zetkin, Julian Marchlewski (Karski), Paul Levi, Wilhelm Pieck, Paul Lange, Hermann et Käthe Duncker, Fritz Eberlein. En 1917, la Ligue adhère à l'USPD (voir ¹¹), mais à la fin de 1918 elle s'en sépare pour fonder le Parti communiste allemand (voir ¹³).
- ⁸ *Sozialdemokratische Arbeitsgemeinschaft*, Collectif de travail social-démocrate : le groupe des 18 députés sociaux-démocrates qui — adoptant des positions pacifistes contre la majorité de la fraction parlementaire du SPD, qui soutient les « objectifs de guerre » du gouvernement de l'empire (politique des annexions) — vote en décembre 1915 contre les crédits de guerre et, en mars 1916, est exclu du SPD. Les principaux représentants du groupe sont : Hugo Haase, Wilhelm Dittmann, Georg Ledebour, Karl Kautsky, Kurt Eisner, Rudolf Hilferding, Heinrich Ströbel, Eduard Bernstein ; en 1917, ils créent l'USPD (voir ¹¹).
- ⁹ *Arbeiterpolitik*, Politique ouvrière : la revue des *Linksradikalen* de Brême (voir ⁵), dirigée par Knief et Frölich, qui paraît à partir de 1916. On y trouve des articles de Lénine, Radek, Zinoviev. Elle est la première à prendre parti pour la révolution d'Octobre.
- ¹⁰ *Revolutionäre Obleute*, délégués révolutionnaires ou capitaines révolutionnaires : groupe formé en 1916 à Berlin, à l'initiative d'une partie des hommes de confiance (*Vertrauensmänner*) du SPD dans les usines ; les principaux représentants de ce groupe sont : Emil Barth, Richard Müller, Georg Ledebour, Ernst Däumig,

Paul Scholze. Les membres du groupe sont, en général, également membres de l'USPD et, en 1920, une partie d'eux rejoint le VKPD (voir ¹⁵), tandis que d'autres suivent, en 1922, la minorité dans le VSPD (voir ¹⁹) et d'autres encore forment le *Sozialistische Bund* (voir ²⁰).

- ¹¹ USPD, *Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, fondé à Gotha le 6-8 avril 1917 par le Collectif de travail social-démocrate (voir ⁸), Haase en est élu président ; y adhèrent le *Spartakusbund* (voir ⁷), qui s'en sépare en décembre 1918, et les *revolutionäre Obleute* (voir ¹⁰). Le parti se scinde en 1920 au congrès de Halle (octobre) : la gauche adhère au KPD – qui prend le nom de VKPD (voir ¹⁵) –, la droite rejoint, en 1922, le SPD, qui change son nom en VSPD (voir ¹⁹).
- ¹² IKD, *Internationale Kommunisten Deutschlands*, Communistes internationaux d'Allemagne : nom que le groupe de l'*Arbeiterpolitik* (*Linksradikale*, voir ⁵ et ⁹) prend à la conférence de Berlin du 23 novembre 1917 ; ce qui reste de l'ISD (voir ⁶) adhère également à l'IKD, ainsi que d'autres petits groupes révolutionnaires de Berlin, Stuttgart, Hambourg (les « Radikalen », dirigés par Heinrich Laufenberg et Fritz Wolffheim), Dresde (le Parti communiste d'Otto Rühle), etc.. En décembre 1918, au congrès de fondation du KPD(s), l'IKD se fond dans le nouveau parti (voir ¹⁵).
- ¹³ KPD(s), *Kommunistische Partei Deutschlands (Spartakusbund)*, Parti communiste d'Allemagne (Ligue Spartacus), fondé à Berlin au congrès du 30 décembre 1918-1^{er} janvier 1919 ; outre les membres de la Ligue Spartacus, y adhèrent l'IKD et d'autres éléments de la gauche révolutionnaire.
- ¹⁴ KAPD, *Kommunistische Arbeiter Partei Deutschlands*, Parti ouvrier communiste d'Allemagne, fondé en avril 1920 à Berlin par les éléments spontanistes exclus du KPD(s) pendant le II^e congrès (Heidelberg, octobre 1919). Les représentants politiques les plus en vue de cette formation sont Laufenberg et Wolffheim (qui en sortiront bientôt pour former un éphémère courant de « bolchevisme national »), Rühle (voir ¹² et ¹⁶), August Merges et Karl Schröder ; ses théoriciens sont Hermann Gorter et Anton Pannekoek. Le KAPD est admis en tant qu'organisation sympathisante dans l'Internationale communiste, mais, en 1923-1924 déjà, il faiblit considérablement. Il survit pourtant jusqu'aux années trente, grâce à l'afflux de petits groupes exclus du KPD quand le courant stalinien y devient nettement dominant.
- ¹⁵ VKPD, *Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands*, Parti communiste unifié d'Allemagne : nom pris par le KPD en décembre 1920 au congrès d'unification avec la gauche de l'USPD et une partie des *revolutionäre Obleute* ; Levi du KPD et Däumig de l'USPD sont élus coprésidents.
- ¹⁶ AAU-E, *Allgemeine Arbeiterunion-Einheitsorganisation*, Union générale des travailleurs-Organisation unitaire : formation fondée en 1920 par des éléments en désaccord avec le KAPD, dirigés par Rühle ; la AAU-E se bat pour le dépassement de la forme politico-organisationnelle du parti comme du syndicat – une illusion bientôt emportée par les événements. En 1923, la faillite de cette tentative pousse une bonne partie des membres à adhérer au VSPD (voir ¹⁹), tandis que Rühle abandonne la politique active.
- ¹⁷ KAG, *Kommunistische Arbeitsgemeinschaft*, Collectif de travail communiste : formation fondée par Levi et Däumig après leur exclusion (été 1921) du KPD. Levi, en désaccord avec l'Internationale communiste, démissionne de sa présidence en janvier 1921, puis, l'ayant publiquement accusée de « putschisme », ainsi que le KPD, à propos de l'« action de mars » (1921), il en est exclu. En 1922, le KAG rejoint l'USPD et, avec ce dernier, le VSPD (voir ¹⁹).
- ¹⁸ KPD, au congrès d'Iéna (août 1921), le VKPD reprend son nom d'origine.
- ¹⁹ VSPD, *Vereinigte Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, Parti social-démocrate unifié d'Allemagne : nom que le SPD prend en septembre 1922 après le retour à la mai-

son mère de ce qui reste de l'USPD (Bernstein, Dittmann, Crispian, Hilferding, Kautsky, Levi).

- ²⁰ *Sozialistische Bund*, Ligue socialiste, fondée en 1923 par Ledebour avec un groupe d'anciens *revolutionäre Obleute* (voir ¹⁰) n'ayant pas voulu rejoindre le VSPD ; en 1931, la Ligue adhère au SAPD (voir ²⁸).
- ²¹ *Entscheidende Linke*, Gauche décidée : courant formé en 1925 à l'intérieur du KPD par Karl Korsch et Ernst Schwartz, qui publient la revue *Kommunistische Politik* ; exclu du KPD en 1926, ce courant prend le nom de Communistes internationalistes. En 1927, Schwartz rejoint avec son groupe le KAPD (voir ¹⁴), tandis que Korsch, en 1928, abandonne la politique active.
- ²² *Spartakusbund-2, Spartakusbund Linkskommunistischer Organisation*, Organisation des communistes de gauche, fondée en 1926 par Iwan Katz (dirigeant de l'« ultra-gauche » du KPD exclu du parti) et par Franz Pfemfert, ancien KAPD et AAU-E ; cette organisation aura une vie éphémère.
- ²³ KAG-2, *Kommunistische Arbeitergemeinschaft*, Collectif ouvrier communiste : formation fondée en 1926 par Otto Geithner et Agnes Schmidt – dirigeants de l'« ultra-gauche » en Thuringe – après leur exclusion du KPD ; en 1927, le KAG-2 adhère au groupe de Korsch (voir ²¹).
- ²⁴ *Linke-Kommunisten*, Communistes de gauche : formation fondée en 1926 par l'ancienne « opposition de gauche » exclue du KPD et dirigée par Hugo Urbahns, Werner Scholem, Ruth Fischer, Arkadij Maslow, Anton Grylewicz (voir ²⁵).
- ²⁵ *Leninbund*, Ligue Lénine : nom que prennent en 1927 les Communistes de gauche dirigés par Urbahns ; Fischer, Maslow et Scholem l'abandonnent peu après sa fondation. Le *Leninbund* rejette l'analyse de Trotsky qui fait de l'URSS un État ouvrier et se propose d'œuvrer à la formation d'un nouveau Parti communiste. En 1930, Urbahns en fait exclure le courant trotskiste (dirigé par Grylewicz), qui fonde la VLO (voir ²⁷). En 1933, contraint à l'exil, Urbahns reste sur sa position, mais ne réussit pas à maintenir en vie l'organisation.
- ²⁶ KPDO/KPO, *Kommunistische Partei Deutschlands (Opposition)*, Parti communiste d'Allemagne (Opposition) : fondé en 1929 par Heinrich Brandler, August Thalheimer, Paul Frölich et Jakob Walcher après leur exclusion du KPD en 1928 (en 1931, Frölich et Walcher, hostiles à la position de « défense de l'URSS » du KPDO, rejoignent le SAPD : voir ²⁸), ce parti reste actif en Allemagne jusqu'en 1933, puis dans l'émigration. En 1949, Brandler refonde le groupe *Arbeiterpolitik* en RFA.
- ²⁷ VLO, *Vereinigte Linke Opposition*, Opposition de gauche unifiée : formation fondée en 1930 par Anton Grylewicz – déjà militant dans le *Leninbund* – sur des positions trotskistes ; en 1934, elle prend le nom d'IKD, *Internationale Kommunisten Deutschlands*, Communistes internationaux d'Allemagne. Elle est rejointe par les oppositions internes du KPD dites de Wedding, Landau et Schwalbach (exclues en 1927), dirigées par Max Frenzel, ainsi que par le groupe *Bolschewistische Einheit* (Unité bolchevique) d'Erwin Ackerknecht, provenant du *Leninbund*, et par celui d'Otto Schüssler, provenant du KAPD.
- ²⁸ SAPD, *Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands*, Parti ouvrier socialiste d'Allemagne, né en 1931 de la fusion d'un groupe de la gauche du VSPD (Max Seydewitz, Kurt Rosenfeld), du *Sozialistische Bund* de Ledebour et de divers éléments du KPDO, dirigés par Frölich et Walcher. Le groupe reste actif y compris dans l'émigration jusqu'en 1939, date à laquelle il se brise sur l'écueil de la position à adopter face à la Seconde Guerre mondiale : Frölich est pour une position d'autonomie politique et de défaitisme révolutionnaire, Walcher pour la « défense » de l'URSS.
- ²⁹ SPD : avec la naissance de la RFA, la social-démocratie reprend son nom historique.
- ³⁰ SED : en RDA, le KPD stalinien, dirigé par Walter Ulbricht et Wilhelm Pieck, se joint à la social-démocratie de l'Allemagne de l'Est, dirigée par Otto Grotewohl, pour fonder la SED.

INDEX DES NOMS ET REPÈRES BIOGRAPHIQUES

Index des noms cités

Les noms cités dans le texte pour lesquels l'éditeur n'a pas trouvé de notice biographique dans les sources consultées (ces noms sont marqués d'un astérisque), ainsi que les noms des historiens ou autres écrivains cités exclusivement dans les notes rédactionnelles et ceux de personnages de l'histoire ancienne, de la mythologie ou de la littérature, ne sont répertoriés que dans la liste ci-dessous. Pour tous les autres, se reporter aux repères biographiques pages 475 à 501. Lorsque le nom est orthographié différemment dans l'original allemand, l'orthographe de l'original est signalé entre parenthèses, en italique.

A

- Abrahamson***, propriétaire, DDP, Berlin, 217
Ackerknecht Erwin, 460
Adenauer Konrad, 9
Adler*, sergent, brigade de marine Loewenfeld, Ruhr, 414, 415
Ahrens*, juge du tribunal militaire, Hanovre, 50
Albrecht*, prince de Hohenzollern, officier du 1^{er} régiment de la garde en 1919, 126
Alsleben*, marchand de journaux, SPD, Berlin, 217
Antrick Otto, 234
Apicht*, lieutenant de vaisseau, Brunswick, 233
Arco-Valley Anton comte von, 245
Arlt* Walter, Sömmerda (Thuringe), 386
Arnauld (Arnault) de la Perrière Lothar Eugen von, 346, 415
Arnim Sixt von, 40, 43
Asch*, avocat, Berlin, 434
Aschenbrenner*, SPD, maréchal de la milice républicaine, Munich, 252
Auer Erhard, 52, 243 n., 244, 245, 450
Auer Ignaz (Ignatz), 189
Aufhäuser Siegfried, 367
Auguste-Guillaume Hohenzollern, 321 n.
Aulock Hubertus von, 375, 415
Avaloff-Bermont (Avaloff), 12, 26
- B**
- Baade Fritz**, 152, 154, 162
Bade Max (Maximilian) von, 17, 24 n., 29 n., 41 n., 191, 304, 321 n., 449, 450
Balod Karl (Karlis Balodis), 288
Bang Paul, 353
Baricke*, Bottrop (Ruhr), 414
Barmat Julius, 113 et n., 130
Barrot Camille-Hyacinthe-Odillon, 138 n.
Bartels* Ernst, ministre des Finances, Brunswick, 234
Barth Emil, 17, 20, 54, 60, 73, 74, 95, 150, 298, 458
Barth Erwin, 45, 89
Barthel Max, 114, 241
Barthold*, officier de l'*Arbeitsgemeinschaft*¹ Rossbach, 434
Bauer*, invalide de guerre, Halle, 228 n.
Bauer Gustav, 113 n., 168, 226, 237, 277, 278, 279 n., 289, 306, 315, 318, 357, 360 et n., 363, 365, 406, 454, 455
Bauer Max, 341, 342, 348, 354, 418
Baumann Julius, 241 n.
Baumeister Albert, 108, 130, 132, 202, 223
Bäumer* Rudolf, juriste, KPD, 178
Bebel August, 31, 32 et n., 35, 189, 323, 458
Becker* Margarete, Lünen, 415
Becker Johann Baptist, 9
Becker Karl Albin, XIII, XVIII
Behr Heinrich von, 51
Behrend*, KPD, Ligue des soldats rouges, Berlin, 55
Behrens Karl, 183
Beims Hermann, 230
Bell Johannes, 277, 278, 280 n.
Bender*, sous-lieutenant, *Freikorps* Mecklenbourg, 434
Benz* Julius, mineur de Herne (Ruhr), USPD, SPD, 152
Berger Herbert von, 347

¹ *Arbeitsgemeinschaft* : « communauté de travail », nom de couverture que prit nombre de *Freikorps* pour échapper à la dissolution.

Bergmann Paul, 192 n.
 Bernstein Eduard, 458, 459
 Berthold (*Berchthold*) Rudolf, 340, 342, 343, 344 et n., 379
 Bethmann-Hollweg Theobald von, 16, 353
 Bischoff Josef, 340
 Bismarck Otto von, XIX, 18 n., 278
 Blanqui Louis-Auguste, 76, 88
 Blau*, agent de police, espion et provocateur, 207 n.
 Bloss Wilhelm, 241 et n., 242
 Blumberg*, soldat du corps de sûreté, Gelsenkirchen (Ruhr), 161
 Blunck Hans Friedrich, 53
 Bock Wilhelm F.L., 229
 Bogart Ernest Ludlow, 294
 Böhme*, forgeron, Breslau (Silésie), 375
 Bongarts*, intendant militaire, Berlin, 73, 74, 109
 Borchartd Julian, 458
 Borchert*, négociant de vins, Berlin, 131
 Borkheim Sigismund Ludwig, 3 n.
 Borochowicz Leo, XIII, XVI
 Boronow*, employé de banque, Breslau (Silésie), 375
 Borsig Ernst von, 42, 45, 60, 306
 Boukharine Nikolai Ivanovitch, 35
 Bracht* Siegfried, lieutenant, 429 n., 430 n.
 Brandes Alvin, 229-231
 Brandler Heinrich, XVII, XX, 392, 393, 460
 Brass Otto, 65, 154, 317, 410
 Braun* Justus, KPD, Berlin, 127
 Braun Adolf, 288
 Braun Otto, 18
 Braunes*, *Jäger*, Berlin, 429
 Brederock Paul, 353
 Breitscheid Rudolf, 119, 326
 Brey August, 50
 Brinkmann*, Centre catholique, Füssen, 52
 Brockdorff-Rantzau Ulrich von, 40, 263
 Broué Pierre (1926-2005), historien français, 9, 65 n., 325, 331 n., 475
 Buchardt*, USPD, coprésident du conseil ouvrier de Chemnitz, 393
 Buchmann Albert, XVI
 Buchrucker Bruno Ernst, 374 et n., 375
 Buck Wilhelm, 235
 Budich Willi, 55
 Bülow*, commandant d'un *Freikorps*, 432
 Bülow Bernhard von, 18
 Burlage I Heinrich Eduard, 292
 Büxenstein Georg W., 126

C

Callesen Gerd (1940-), historien danois, XVIII

Canaris Wilhelm, 436 et n.
 Carsten Francis Ludwig (1911-1998), historien anglo-allemand, 193, 243 n., 371 n.
 Caspari Walter, 177, 184 n., 185
 Cavaignac Louis Eugène, 47, 109
 Cervetto Arrigo, VII
 Charpentier Fritz, 406, 410
 Chaulin-Egersberg Gaston von, 433
 Chimilewski Paul, 436
 Christen*, machiniste de marine, Hanovre, 50
 Class Heinrich, 371 n.
 Claus* Felix, soldat du *Freikorps* Halle, 229 n.
 Clemenceau Georges, 83, 262, 263
 Coburg*, baron von, major, commandant militaire de Gera (Thuringe), 385
 Cohen Adolf, 308
 Cohen-Reuss Max, 42, 75, 96, 230 n.
 Cohn Gerhard, 424 n.
 Cohn Oskar, 119, 289, 328, 437, 438
 Coler*, capitaine, Berlin, 53
 Craig Gordon Alexander (1913-2005), historien anglais, 217 n., 296 n., 374 n., 475
 Crispian Arthur, 5, 241 n., 328 et n., 329, 367, 459
 Cuno Willi, 410
 Cunow Heinrich, 288
 Czetteritz (Czetztritz) Konrad von, 388

D

Dallwitz*, von, sous-lieutenant, *Freikorps* Mecklembourg, 434
 Dammer Wilhelm, 187
 Dannat Adolf, 178
 Danner Lothar, 181, 183, 184 n., 379
 Dänschel*, père et fils, Berlin, 217
 Däumig Ernst, 67, 70, 75, 78 n., 93, 105, 320, 327, 328 et n., 458, 459
 David Eduard, 89, 277, 280 n., 360 n.
 Dawes Charles Gates, 269, 270
 Deichmann Karl, 187 et n.
 Deisen Wilhelm, XVI, 187
 Dernburg Bernhard, 292, 295 n.
 Deutsch Felix, 306
 Dissmann Robert, 382
 Dittmann Paul, 192 et n., 194
 Dittmann Wilhelm, 17, 20, 60, 64, 95, 119, 192 n., 325, 326, 328 n., 458, 459
 Dohna-Schlödien Nikolaus von, 201
 Dominicus (*Dominikus*) Adolf, 363
 Dorrenbach Heinrich, 41, 67, 68 n., 73-75, 105, 218, 454
 Doyé Georg, 99, 215, 216 n., 347, 363 n.
 Drach*, espion, Berlin, 113
 Drachkovitch Milorad M. (1921-1996), historien serbe, 475
 Dräger*, commandant de bataillon de la milice de sûreté, Berlin, 113

Dräger*, Jäger, GSKD², Berlin, 429, 430
 Drettmann Johann, 178, 183
 Droz Jacques (1909-1998), historien français, XIX n., 475
 Duncker Franz, 145 n.
 Duncker Hermann, XIII, 79 n., 86, 93, 115, 458
 Duncker Käthe, 79 n., 86, 93, 458
 Dünwald, nom de couverture de O. Runge, voir
 Dürr Oskar, 257
 Dürre Albert Wilhelm, 372

E

Eberlein Hugo, XIII, XVII, 79 n., 86, 93, 134, 458
 Ebert Friedrich, VIII, 11 et n., 12, 13, 15, 16 et n., 17, 19-21, 26 n., 27, 28, 33, 34, 37-39, 41 et n., 43-45, 49, 51-54, 56-58, 60, 64-66, 68, 69 et n., 71-76, 87, 89, 90, 95-97, 101-104, 107 n., 108, 109, 113 n., 114-117, 119, 138, 150, 164, 177-179, 197, 200, 201, 207, 212, 223, 226, 231, 232, 244, 250, 276, 279, 288, 323, 335, 338, 343, 347, 350-352, 356, 357, 359, 360 et n., 361, 363, 364 et n., 365, 368, 369, 379, 382, 386, 395-397, 399, 406, 407, 412, 414, 435, 438, 450, 451, 453, 455
 Eckert*, Köpenick (Berlin), 372
 Eckhardt Karl, 232, 234
 Ecks Bernhard, 173, 179
 Egelhofer Rudolf, 253, 255, 453
 Ehrhardt Hermann, 181, 224, 233, 255 n., 341, 342, 344 et n., 346 et n., 347-350, 353, 355, 367-371, 412, 418
 Eichhorn Emil, 41, 56, 67, 98 et n., 99, 102-104, 113, 116, 117, 119, 126, 134, 215, 217, 234 n., 451
 Eichwald, nom de couverture de H. Ehrhardt, voir
 Eildermann Wilhelm, XVI
 Eisner Kurt, 19, 240, 243 et n., 244, 245, 450, 452, 458
 Elm Adolf von, 191
 Endres Fritz, 247 n.
 Engel*, marchand de charbon, Berlin, 217
 Engel Gerhard, historien allemand, 475
 Engels Friedrich, XVI, 3 n., 8, 30, 31 et n., 32 et n., 139 n., 286
 Enz Wilhelm, 410
 Epp Franz Xaver von, 249, 253, 254 n., 255 n., 412, 414, 416, 453
 Erdmann* Karl, journaliste, éditeur, 44
 Erhardt*, juge du tribunal militaire, Berlin, 436
 Ernst*, espionne du régiment Reichstag, Berlin, 130

Ernst*, officier subalterne, GSKD, Berlin, 436
 Ernst Eugen, 18, 99, 100, 103, 318, 347, 354, 437 n.
 Ernst Joseph, 401 et n., 406, 410, 414, 415
 Ertinger Karl, 183
 Erzberger Matthias, 26, 28, 261 n., 277, 280 n., 295 n., 296, 344, 345 et n., 449
 Escherich Georg, 381 et n.
 Estorff Ludwig von, 354
 Eyck Frich (1878-1964), historien allemand, 113 n.

F

Falk Adalbert von, 190
 Fehrenbach Konstantin, 58
 Fellechner, espion de la *Kommandantur*, Berlin, 132
 Fellisch Alfred Karl, 392
 Ferchlandt* Fritz, ex-officier, commandant du régiment de sûreté, 11alle, 227 et n.
 Fernbach Wolfgang, VIII, 113, 122, 124, 134
 Fest*, KPD, président du conseil ouvrier, Hervest-Dorsten (Ruhr), IX, 157, 159
 Finke*, Bottrop (Ruhr), 414
 Fischer*, maréchal, Berlin, 54, 56
 Fischer Anton, 42 et n., 57, 73, 74, 98, 103, 109, 111-113, 121, 122, 130-132, 202, 208
 Fischer Richard, 280
 Fischer Ruth, 460
 Fischer Ulrich, 241 n.
 Fleissner Hermann, 235, 395
 Foch Ferdinand, 261 et n.
 Francke (Frankke) Ernst, 288
 Franke* Arno, collaborateur de K. Erdmann, 45
 Franz-Ferdinand de Habsbourg, 263 n.
 Frasunkiewicz Adam, 173, 178, 179 n., 183
 Frauendorfer Heinrich Ritter von, 243 n., 247 n.
 Frenkel*, juge du tribunal militaire, Hanovre, 50
 Frenzel Max, 460
 Frese*, USPD, SPD, conseil de soldats, Brême, 183
 Freymuth Arnold, 129
 Fricke* Otto, propriétaire foncier, Sömmerda (Thuringe), 387
 Friedeburg Friedrich von, 255 n.
 Friedel*, SPD, coprésident du conseil ouvrier de Chemnitz, 393
 Friedländer Hugo, 109
 Friedrich* Clemens, Jäger, Berlin, 135, 430, 431

² GSKD : *Garde-Kavallerie-Schützen-Division* (division de fusiliers de cavalerie de la garde).

Fritsch* Alfred, étudiant, Halle, 229 n.
 Fritzschen Eugen, 238
 Froböse*, fonctionnaire de la police de Berlin, 347
 Frölich Paul, VII, VIII, X, XI, XIII, XVI, XVII, XIX et n., XX, XXI, XXII, 8, 16, 53, 78 n., 80, 93, 112 n., 190, 192, 246, 248, 249, 458, 460
 Fuhrmann* Fritz, sous-lieutenant, contingent des volontaires de Brême, 184 n.
 Földner*, Bad Thal, 387
 Fulneczek* Aloys, mineur de Bottrop, KPD, 161, 452
 Funs*, sous-lieutenant, *Freikorps* Mecklembourg, 434
 Futran Alexander Owsej, 372 et n.

G

Galliffet Gaston Alexandre Auguste de, 47, 109
 Gandorfer Ludwig, 243 n.
 Gebattel Konstantin von, 371
 Geib Wilhelm, 188
 Geithner Otto, 460
 Gerken*, milice de sûreté, Berlin, 98
 Gerstenberg* Wilhelm, colonel, commandant du *Freikorps* homonyme en 1919, 162, 181-184 et n., 185, 187, 197, 451, 452
 Gesell Jean Silvio, 249 n.
 Gessler Otto, 410, 436 n.
 Geyer Curt, 236
 Geyer Friedrich, 235
 Giesberts Johann, 148 n., 151, 154, 263, 277, 280 n., 292, 409, 410
 Gilsa Erich von, 158, 209, 350-352
 Gimon*, conseil de soldats, Spandau (Berlin), 121
 Göbel* Heinrich, sous-lieutenant dans un *Zeitfreiwillige*, 387
 Göhre Paul, 57, 105, 107 n.
 Goldschmidt Jacob, 5
 Goltz Rüdiger von der, 12, 26, 129, 340
 Gorter Hermann, 330, 459
 Gottschalk Alfred, 26
 Gräbler*, maçon, Gnoien (Mecklembourg), 378
 Grabow*, sous-lieutenant, 433
 Grabowski Fritz, 215 n., 342, 353, 438
 Gradnauer Georg, 235
 Graeger Friedrich, 183
 Grahn*, fonctionnaire de la police judiciaire, Berlin, 217, 218
 Grant*, ingénieur, Berlin, 113
 Gratzke Karl, 372 n.
 Grauert*, médecin, Berlin, 432
 Graul Ernst, XVI, 152
 Grison*, employé de l'AEG, Berlin, 372
 Gröber Adolf, 273, 449
 Groddeck (*Grnddeck*) Wilhelm von, 388

Groener Wilhelm, 11 n., 37 et n., 38, 39, 58, 69 n., 76, 101, 102, 340, 449, 450
 Grolmann*, sous-lieutenant, brigade Reinhard, Berlin, 218
 Grotewohl Otto, 460
 Grünberg Karl, 42
 Grünspach Fritz, 221, 432, 434, 436
 Grünwaldt (*Grnenwaldt*) Louis, 194
 Grylewicz Anton, 460
 Grzesinski Albert, 230
 Guillaume I^{er} Hohenzollern, 345
 Guillaume II Hohenzollern, 5 et n., 28, 40 n., 41, 145, 271, 277 n., 435, 438, 449, 450
 Gumbel Emil Julius, 256 et n., 372 n., 376 n.
 Gürgen*, espion, Berlin, 121, 122, 129, 131

H

Haas*, commandant d'un *Freikorps*, 255
 Haas Ludwig, 356
 Haase Hugo, 15, 17, 19, 20, 24, 25, 33, 43, 44, 54, 55, 58-60, 67, 68, 71, 88-90, 95, 96, 150, 172, 251, 273, 276, 277, 288, 324-326, 450, 455, 458, 459
 Hagedorn*, sous-lieutenant, Tunzenhausen (Thuringe), 386
 Hagemeyer August, 245, 249 n., 251
 Hagenberg* Gustav von, général de brigade, 384
 Hahn Paul Gustav, 241, 352
 Halbe-Lang (née Demuth) Erna, 53
 Hamburger*, fonctionnaire du ministère de la Guerre, Berlin, 105
 Hamm Edouard, 410
 Hammer Arthur, 152, 154
 Hänisch (*Haenisch*) Konrad, 89
 Hansemann Wilhelm, 403
 Harnisch Rudolf, 235
 Hartung*, espion, Halle, 227 n.
 Hasenclever Otto, 399, 401, 417
 Hasenclever Wilhelm, 189
 Haussmann Konrad, 273, 449
 Heartfield John, XIII, XVI
 Hebst Andreas, historien allemand, 475
 Heckert Fritz, XIII, 58, 63, 65, 392
 Heeringen* Kurt von, capitaine, commandant de la place de Dortmund, 399
 Heetfeld*, commandant d'un *Freikorps*, 201
 Heit*, fabricant, Hambourg, 199
 Heiland*, socialiste, Köpenick (Berlin), 372
 Heiling* Heinrich, syndicaliste, Herne (Ruhr), KPD, sans parti, 152
 Heilmann Ernst, 17, 53, 98, 438
 Heim* von, major de la Reichswehr à Erfurt (Thuringe) en 1920, 384
 Heim Georg von, 344
 Heine Heinrich, 3
 Heine Wolfgang, 215 n., 219, 308, 318, 343, 354, 363 n., 366, 436, 438, 454

Heldt Max, 235
 Helfferich Karl, 296 et n., 345 et n.
 Helphand Alexander Israël, voir Parvus
 Hemeter (*Hennmeter*) Emil, 381
 Henck Fritz, 131-133
 Henke Alfred, 172, 173 et n., 177-179, 183, 280, 291
 Hennig, major, DNVP, Osnabrück (Basse-Saxe), 433
 Hense Karl, 379
 Henseling* Hans Joachim, soldat, Halle, 229 n.
 Herbrich*, USPD, Gelsenkirchen (Ruhr), 410
 Hergt Oskar, 364
 Herkenroth*, cuisinier, Breslau (Silésie), 375
 Hermann*, docteur, kappiste, 343
 Herrmann*, SPD, Stuttgart, 241 n.
 Hertling Georg, comte von, 243 n.
 Herz Carl, 197 et n.
 Hesel*, officier du régiment Reichstag, Berlin, 132
 Heydebrand von der Lasa Ernest von, 6
 Heydemann Max, 26
 Heye Wilhelm, 335 n.
 Heymann Berthold, 241 n.
 Hülferting Rudolf, 60, 70, 275, 276, 286, 288, 309, 326, 328, 329, 458
 Hindenburg Paul Ludwig von, 37, 39, 51, 69, 84, 261, 262, 275, 339, 363 n., 449, 450, 452-454
 Hintze*, marin, division de la marine populaire, Berlin, 221 n.
 Hirsch Max, 145 n.
 Hirsch Paul, 18, 99, 273, 365
 Hirschberg*, ministre public, Berlin, 37
 Hitler Adolf, 254 n.
 Höcker* Hans, *Linksradikale*, KPD, Brême, 187
 Hoelz (Hölz) Max, 394
 Hoernle Edwin, XIII, 114, 241, 242, 454
 Hofert*, président du comité pour la sûreté, Spandau (Berlin), 121
 Hoffmann*, élève officier, GSKD, Berlin, 429
 Hoffmann*, forgeron, Breslau (Basse-Saxe), 375
 Hoffmann Adolph, 18, 97, 215 n., 218
 Hoffmann Johannes, 243 n., 244, 247 et n., 248, 252-254 et n., 255, 256, 275, 381, 382
 Hoffmann Max von, 75
 Hoffmann Otto von Waldau, 222
 Höfle Anton, 113 n.
 Hofmann (*Hoffmann*) Heinrich von, 75 et n.
 Hofrichter Anton, 53, 98
 Hohenstaufen (dynastie), 380 n.
 Hohenzollern (dynastie), 6, 79, 84
 Holzmeier Wilhelm, 172
 Hope Sir Charles, 261 n.

Hornschuh*, ouvrier, Bad Thal (Bavière), 387
 Huberti* Felix, étudiant, *Frikorps*, Halle, 229 n.
 Hué Otto, 148 et n., 151, 153-155, 156 n., 169, 288
 Hugenberg Alfred, 148, 292, 296
 Hülsen Botho von, 102, 201, 349
 Hünecke* von, major de la Reichswehr, Erfurt (Thuringe), 386, 387
 Husemann Fritz, 154, 169

I

Iffland*, chef de gare, Hanovre, 50
 Imbusch Heinrich, 316, 410
 Ioudenitch Nikolaï Nikolaïevitch, 453, 454

J

Jacobi*, médecin légiste, Berlin, 437 n.
 Jadasch Anton, 230 n.
 Jaffé Edgar, 243 n.
 Jagow Traugott Gottlieb von, 6, 18, 98 n., 335 n., 337, 342, 343, 351, 353, 354, 363 n., 418
 Jahnke*, ouvrier, Hungersdorf (Mecklembourg), 378
 Jahreis Paul Ritter von, 245
 Jannack Karl, XVI, 175, 178, 179
 Janschkow* Hermann, soldat, GSKD, Berlin, 429, 437, 438
 Jansen*, sous-lieutenant, Lichterfelde (Berlin), 373
 Janssen*, capitaine, GSKD, Berlin, 438
 Janus Richard, 114, 241
 Jarres Karl, 410
 Jasper*, marin, Hanovre, 50
 Joffe Adolphe Abramovitch, 24, 25, 450
 Jogiches Léo, 79 n., 80, 88, 90, 91, 93, 116, 136, 137, 217, 218, 452, 458
 Jordan* Richard, soldat, milice de sûreté, Spandau (Berlin), 121
 Jörensens*, Ligue des soldats rouges, KPD, Berlin, 55
 Jörn*, instituteur, leader du conseil de Wilhelmshaven, KPD, sans parti, Brême, 181
 Jorns Paul, 432, 435 et n., 436
 Juchacz Marie, 367

K

Kahmann Hermann, 66
 Kahr Gustav von, 381
 Kaiser* Jakos, USPD, KPD, Brême, 178
 Kaliski Julius, 203
 Kalnischke*, KPD, Gelsenkirchen (Ruhr), 161
 Kapp Wolfgang, 171, 289, 298, 331, 335 n., 336-340, 342-344 et n., 345-348, 350,

352, 353 et n., 354-359, 363 et n., 364 et n., 365, 368-371, 375-379, 385, 386, 388, 392-396, 398, 401, 406-408, 410, 416-418, 421, 425, 430 n., 455

Käppelsdorf*, von, capitaine, Sonderburg (Schleswig-Holstein), 432

Karski Julius, voir Marchlewski Julian

Kasper*, juge du tribunal militaire, Hanovre, 50

Kassner*, Köpenick (Berlin), 372

Katz Iwan, 460

Katzler*, von, sous-lieutenant, Anklam (Mecklembourg), 357

Kautsky Karl, 25, 30, 44, 60, 89, 119, 251, 276, 286, 288, 309, 325, 326, 329 n., 458, 459

Kegel Fritz, 372 et n.

Kessel Eugen von, 219, 221, 222 et n., 348, 353

Kiene Johannes Baptist von, 241 n.

Killy Walther (1917-1995), historien allemand, 475

Klawunde Albert, 111, 122, 125, 202

Klemm Bernard, historien allemand, XIX n.

Kling* Marie, Munich, 255

Klingelhöfer Gustav, 248, 254

Kloft Kristian, 410

Klöpfel* Rudolf, capitaine, milice républicaine, Berlin, 208 et n.

Klose* D., lieutenant, adjudant du major Caspari, Brême, 184 n.

Klüber Robert von, 228

Klupsch Franz, 410

Klüs*, ouvrier, Essen, 415

Knief Johann, XIII, XIX, 8, 78 n., 80, 90, 172, 175-179, 191, 458

Koch-Weser Frich, 352

Koenen Wilhelm, XIII, 227

Koering Josef, 166

Koeth (Köth) Joseph, 18, 280 n.

Kohlmann*, DNPV, I lervest-Dorsten (Ruhr), 157

Koltchak Alexandre Vassilievitch, 129, 453, 455

Konieczny*, syndicat des mineurs, KPD, sans parti, Herne (Ruhr), 165

König Arthur, 152

König Max, 403

Köpcke*, officier, *Arbeitsgemeinschaft* Rossbach, 434

Korsch Karl, 460

Kossman, nom employé par le sous-lieutenant Krull, voir

Krasnik*, officier du régiment Reichstag, Berlin, 132

Krause Emil, 53

Krause Paul Georg Christof von, 18

Krebs*, officier, conseil de soldats, Berlin, 51, 52, 55

Krüger*, dactylographe du régiment Reichstag, 132

Krüger*, SPD, chef de la police, Magdebourg, 231

Krull* Ernst, maréchal, GSKD, Berlin, 429 et n., 430 et n., 432-434

Krupp, famille, 52, 167, 242, 453

Kübler Konrad, 249 n.

Kuhn*, USPD, Chemnitz, 392

Kühndi*, KPD, Chemnitz, XVI

Kummerow* Franz, KPD, Stuttgart, 114, 241

Kunberg*, espion du régiment Reichstag, Berlin, 130

Kuttner Frich, 108, 130, 165, 202, 223, 349

L

Lampl Walter, 69 et n., 183, 198, 199, 379

Landauer Gustav, 246, 249 n., 255, 453

Landsberg Otto, 17, 20, 21, 60, 64, 65, 76, 95, 96, 108, 111, 112, 119, 135, 231, 263, 279 n., 435, 438

Lange*, capitaine, *Frikorps* Lichtschlag, 401

Lange, nom de couverture de O. Runge, voir

Lange Paul, 79 n., 93, 311, 458

Lansing Robert, 265

Lassalle Ferdinand, 6, 458

Laufenberg Heinrich, XX, 63, 78 n., 182, 190-195 et n., 197 et n., 330, 331 et n., 379, 451, 458, 459

Lazitch Branko (1923-1998), historien serbe, 475

Ledebour Georg, 65, 74, 75, 93, 94, 103-105, 111, 112, 121, 122, 125 et n., 129-131, 203, 206, 231, 325, 454, 458, 460

Lederer Emil, 288

Legien Carl, 306, 310, 366, 367

Lehmann*, caporal, premier régiment de la garde, Berlin, 126

Lehmann*, colonel, commandant de la garnison de Brême en 1918, 173

Leiden*, juge instructeur, Berlin, 433

Leinert Robert, 50, 70 n., 230 n., 263

Leipart Theodor, 303, 305, 306

Lénine Vladimir Ilich Oulianov, VII, XI-XIII, XVII, XIX, 8, 172 n., 288 n., 327, 366 n., 424, 458, 460

Lensch*, lieutenant de vaisseau, attaché de presse du gouvernement Kapp, 353

Lensch Paul, 45, 337 n., 443

Lepsius Olivier, juriste français, 269

Lequis Arnold, 55, 58, 74, 75, 95

Lerchenfeld auf Köfering und Schönberg
Hugo Philipp, 243

Lettow-Vorbeck Paul von, 199, 200 et n., 301, 355, 356, 377, 418, 454

Levi Paul, XIX, XXII, 45, 79 n., 86, 93, 115, 130, 331 n., 458, 459

Levien Max, 244-246, 249, 253
 Levin* Hugo, marin, Berlin, 221
 Leviné Eugen, X, XIII, XVII, 52, 63, 80, 113, 134, 247, 248, 251, 253, 256, 257, 451, 454
 Leviné-Meyer Rosa (née Broido), 248 n.
 Levinsohn* (Lewinsohn) Erich, *Linksradikale*, Dresde, KPD, XVI
 Libertin*, conseil de soldats, SPD, Brême, 183
 Lichtschlag Otto, IX, 149, 157, 160, 161, 163, 169, 397, 401, 403, 409, 412, 452, 453
 Liebe, 223
 Liebknecht Karl, VIII, IX, XI-XIII, 8, 15 n., 16, 20, 38, 41, 43, 45-47, 52, 55, 57, 58, 62, 65, 67, 79 n., 80, 91-93, 97, 98, 101, 103-107, 111, 116, 121, 122, 127, 129-136, 138, 139 n., 197, 201, 203, 218, 256, 257, 276, 288, 330, 371, 375, 424, 429, 430, 434-437 et n., 449-453, 458
 Liebknecht Wilhelm, 458
 Liepmann Rudolf, 135, 431, 434, 436, 437, 452
 Liesching Theodor, 241 n.
 Limbertz Heinrich, 147 et n., 148 n., 150-154, 156 et n., 158, 159, 162
 Lind* Martha, Spandau (Berlin), 373
 Lindau Otto, 185 n.
 Lindau Rudolf, VII, XIII, XVI, XVII, XX, XXI, 53
 Linde*, USPD, SPD, Königsberg (Prusse-Orientale), 26
 Lindemann Hugo, 241 n.
 Lindner Aloys, 245
 Lipinski Richard, 235, 391, 450
 Lipp Franz, 249 n., 252
 Lippert* Maria, ouvrière, Bottrop (Ruhr), 415
 Litzendorf*, ouvrier, Bahrendorf (Mecklembourg), 378
 Lloyd George David, 83, 262
 Löbe Paul, 8, 345
 Loewenfeld Wilfried Julius Hans Höffer von, 346, 375, 412, 414, 415
 Lohmann Walter, 436 n.
 Lojewski Max von, 120, 121
 Lorenz Hans-Richard, 56, 57
 Lossberg Fritz von, 343
 Louis III de Wittelsbach, 242 n.
 Lübbring Joseph, 218
 Lüdemann Hermann, 66
 Ludendorff Erich von, 5, 11 n., 29 n., 37 et n., 44, 84, 275, 339, 342, 343, 350, 352, 354, 369, 449
 Ludwig Konrad, 416
 Lünsmann* Oskar, maréchal de santé, Brême, 49, 50
 Luther Hans, 52, 151

Lüttwitz Walter von, 75, 100-102, 183, 184, 202, 206-209 et n., 211, 215 et n., 216 n., 217, 222 n., 223, 318, 332, 335, 340, 342, 345-352, 355-357, 364 et n., 369, 388, 393, 399, 401, 410, 418, 438, 455
 Lützow Hans von, 201, 208, 233, 255 n., 397, 399, 403, 404, 409, 412
 Luxemburg Rosa, VIII, IX, XI-XIII, XVI, XVII, XIX, XX, 8, 15 n., 33, 43, 45, 47, 60, 65, 79 et n., 80, 88-93, 97, 116, 117, 122, 129-132, 133 n., 134-136, 172, 175, 189, 197, 201, 203, 218, 257, 276, 298, 312, 330, 375, 424, 429 et n., 430, 434-437, 451-454, 458

M

Macholz*, maréchal, brigade Reinhard, Erfurt (Thuringe), 237
 Madlung*, officier du *Freikorps* Loewenfeld, 201
 Maercker Ludwig, 43, 100, 102, 164, 224 et n., 225, 227-229, 231, 233-237, 332, 339-341, 351, 352, 363, 395, 451-454
 Magnis*, colonel, 2^e division de la garde, Munich, 255 n.
 Mahn*, clairon, Hambourg, 357
 Mann Ernst von, 17
 Männer* Emil, USPD, Munich, 254
 Mans*, épicier, Essen, 416
 Marcks Erich, 109, 202, 208
 Marcuse*, KPD, Recklinghausen (Ruhr), 414
 Marcussohn*, famille chez laquelle furent arrêtés R. Luxemburg et K. Liebknecht, 134
 Marklewski (Karski) Julian, XIII, 86, 156 et n., 162 et n., 163, 164, 166, 458
 Marloh Otto, 219, 221, 222 et n., 454
 Marten*, écrivain, Union des femmes allemandes pour l'accueil des soldats, 54, 56
 Martens*, sous-officier, Hanovre, 50
 Marx*, capitaine de la *Kommandantur*, Berlin, 132
 Marx Karl, XVI, 3, 8, 30, 31, 44, 92, 138 n., 201, 243, 285, 286
 Maslow Arkadij (Isaak Jefimowitsch Tschemetinski), 460
 Matuschka Michael, 54, 71 n.
 Maurer*, tramot, Essen, 415
 Mayer (*Meyer*) Wilhelm, 277
 Mehlich Ernst, 155, 158, 160, 165, 399, 410
 Mehring Franz, XIII, XVI, 8, 79 n., 80, 172, 451, 458
 Meinberg Adolf, 401
 Meister Friedrich, 99
 Melchior Carl, 263
 Melzer*, Spartakusbund, KPD, conseil ouvrier, Chemnitz, 58

Mengrohl* Georg, lieutenant, *Freikorps* Loewenfeld, 346
 Merges August, 232, 234, 450, 459
 Merkel Paul von, 247 n.
 Mertins Ferdinand, 26
 Merx* Georg, comité pour la sûreté de Spandau (Berlin), 121
 Merx* I Hermann, comité pour la sûreté de Spandau (Berlin), 121
 Meseberg Karl, 227, 229 et n.
 Metscher*, officier d'artillerie, *Landesjägerskorps*, 100
 Meyer*, caporal, premier régiment de la garde, Berlin, 126
 Meyer*, Essen, 415
 Meyer*, juge du tribunal militaire, Berlin, 222, 436
 Meyer*, SPD, Brême, 179
 Meyer Ernst, XIII, XVII, 79 n., 80, 93, 121, 122, 129-131, 430 n.
 Meyer* Heinrich, Düsseldorf, 410
 Meyer Karl, 381
 Meyn*, colonel, chef de la police, Hambourg, 379
 Meyn*, major, Berlin, 42
 Michaelis Paul, 203
 Milkert* Felix, conseil d'ouvriers, Spandau (Berlin), 121
 Müller Joseph (Sepp), 187
 Müller Susanne (1915-2008), historienne allemande, 39, 152, 306
 Moehl Arnold, ritter von, 381, 382
 Moiczewitsch*, capitaine, membre du cabinet de Noske, Berlin, 222 n.
 Molkenbuhr Brutus, 120
 Molkenbuhr Hermann, 5, 189
 Möller, épouse de Werner Möller, 123
 Möller Werner, VIII, 113, 122, 124, 134
 Mosse Rudolf, 113, 120
 Mühsam Erich, 240, 246, 252
 Müller A., pseudonyme d'Albert Schreiner, voir
 Müller*, commandant de la milice républicaine de Berlin dans les premiers mois de 1919, 202
 Müller*, marchand de cigares, USPD, Berlin, 217
 Müller August, 191
 Müller Hermann, 70 n., 112 n., 120, 227, 230 n., 273, 276-278, 323, 360 n., 410, 455
 Müller Karl, 121
 Müller Richard, 65, 75, 93, 105, 203, 205, 206, 211, 320, 327, 328, 458
 Münzenberg Wilhelm dit Willi, XIII, XVI, 114, 241, 242, 454
 Mutz*, officier, conseil de soldats, Berlin, 51, 52
 Mylau*, syndicaliste, SPD, Leipzig, 236

N

Napoléon 1^{er} Bonaparte, 43 n.
 Napoléon III Bonaparte, 32
 Neubert* Kurt, vétérinaire, Sömmerda (Thuringe), 386, 387
 Neurath Otto, 249
 Neuring Gustav, 235
 Niekisch Ernst, 247, 257
 Noske Gustav, VIII, XVI, 15 n., 25, 27, 41, 61, 69, 97, 100-103, 108, 109, 111, 118, 125, 126, 135, 138, 143 n., 144, 158, 164, 167, 171, 181-184 et n., 185, 187, 198-201, 206, 207 et n., 209, 211, 215, 216 et n., 217-219, 222 et n., 223, 224 et n., 225, 227, 230, 231, 235, 236, 240, 244, 247, 248, 250, 251, 253-255, 275, 277, 280, 283, 299, 301, 316, 318, 322-324, 236-328, 332, 335, 338 et n., 341-343, 346-348 et n., 349-352, 355, 358-360 et n., 361, 363, 365, 366, 368, 379, 384, 387, 395, 397, 410, 438, 451-454
 Nowak Karl Friedrich, 263 n.

O

Oberndorff Alfred von, 261 n.
 Oehme Walter, 45
 Oelsner (Oelßner) Fred, 156
 Oeser Rudolf, 353, 363
 Oettinghaus Walter, 410
 Oldershausen Martin von, 347, 348, 350
 Oleink* Fritz, Bottrop, 414
 Orlando Vittorio Emanuele, 262
 Örtter (Oertter) Josef (Sepp), 232, 234
 Osel Heinrich, 245
 Osteroth Nikolaus, 291
 Oven Burghard von, 201, 346-351

P

Pabst Waldemar, 75, 135, 222, 230, 341, 342, 347, 354, 418, 430 et n., 435, 438
 Pannekoek Anton, XIX, 172, 458, 459
 Parodi Lorenzo, 270
 Parvus (pseudonyme d'Alexandre I. Helphand), 17 n.
 Paul*, USPD, Ronsdorf Wuppertal (Ruhr), 410
 Paulssen (Paulson) Hans Constantin, 375
 Payer Friedrich von, 304, 319, 364
 Penther*, sous-lieutenant, *Freikorps* Reinhard, Berlin, 219, 221
 Perschel*, chauffeur, GSKD, Berlin, 429
 Peter Friedrich, 190
 Peters Karl, 371
 Petersdorff* Aurel von, cadet, Halle, 229 n.
 Petersen Carl Wilhelm, 193, 293

Petzold* Paul, président du conseil ouvrier d'Erfurt (Thuringe), USPD, KPD, 237
Pfeffer Franz von Salomon, 156, 412
Pfeiffer* Felix, domestique, Berlin, 217
Pfemfert Franz, 460
Pflugk-Hartung Heinz Fritz von, 135, 371, 437, 452
Pflugk-Hartung Horst Gustav Friedrich von, 135, 429, 432, 434, 436, 452-454
Pieck Wilhelm, XIII, 79 n., 86, 90, 93, 103, 105, 111, 134, 163, 430 n., 458, 460
Pieser Robert, 120
Pilsudski Józef, 455
Pirelli Alberto, 270
Pludra*, KPD, Halle, 228
Pöhner*, préfet de police de Munich, 381
Poincaré Raymond, 264
Pool*, conseil de soldats du IX^e corps d'armée, Hambourg, 183
Posadowski-Wehner Artur von, 273
Preuss Hugo, 17, 18, 279 n., 289
Price Morgan Philips, 99, 100, 328 n.
Princip Gravilo, 263 n.
Prinz*, chef de service de sûreté, préfecture de police de Berlin, 58, 130-133
Pritzelwitz* von, sous-lieutenant, division Gerstenberg, SPD, 183
Puttkamer*, propriétaire foncier prussien, 378

R

Radade, nom de couverture de F. Claus, voir
Radek Karl (Bernagardovitch Sobelsohn), XIX, 24 et n., 25, 48, 90, 92, 114-116, 133 et n., 172, 203, 331 n., 452, 455, 458
Radtke Fritz, 71, 73-75
Rathenau Walther, 306
Rauch*, juge du tribunal militaire, Hanovre, 50
Räumer Hans von, 305-306
Rausch*, USPD, sans parti, Halle, 156
Rauscher Ulrich, 351
Reibnitz Kurt Gustav Hans Otto von, 356
Reichart (Reichhardt) Wilhelm, 249 n.
Reichert Jakob Wilhelm, 304
Reimann Max, 179
Reinhard Wilhelm, 216 n., 217-219, 221, 237
Reinhardt Walter, 109, 140, 183, 209, 215 et n., 221, 222 et n., 223, 350, 351, 437, 438
Remmele Hermann, XIII, 240
Rhein Hermann, 187
Rheinbaben Rochus von, 54
Richter Eugen, 113 et n.
Rieck*, traminot, Essen, 415
Rieppel Anton von, 306
Rietschel Hermann, 178
Ritgen (Rittgen) Ulrich von, 432, 434, 436

Ritter*, propriétaire d'une clinique à Berlin, 460
Ritter Gerhard Albert (1929-), historien allemand, 39, 152, 306
Robespierre Maximilien de, 9
Röder*, officier de la Reichswehr, 301
Röhm Ernst, 254 n., 255 n., 381 n.
Röhrig*, Ruhr, conseil de mineurs, 153
Roland* Alfred, agent de police, provocateur, 112
Romane*, ouvrier, Breslau (Silésie), 375
Rose*, Centre catholique, Bottrop (Ruhr), 414
Rosenberg* von, capitaine, Kommandantur de Berlin, 42
Rosenberg Arthur (1889-1943), historien allemand, 64, 257
Rosenfeld Kurt, 19, 21, 97, 125, 231, 460
Roszbach Gerhard, 13, 26, 340 et n., 378, 412, 415, 418, 430 n., 433, 434
Rosshaupter Albert, 243 n., 244
Rossmann Erich, 417, 418
Rössner*, ouvrier, Essen, 415
Roth, nom de couverture de F. Huberti, voir
Rübell*, ministère public, Berlin, 132
Ruben Ernst, 150, 152-154, 156 n.
Rück Fritz, 241
Rüdlin Otto, 18
Rudolf Wilhelm Franz, faux nom de O. Runge, voir
Rühle Otto, 8, 45, 91 n., 330, 395 et n., 459
Rump*, pasteur, Berlin, 222
Runge Otto Wilhelm (de son vrai nom Wilhelm Radolf), 135, 137 et n., 429 n., 430-437
Rusch Emil, 182, 183
Rusch Oskar, 367, 436

S

Sachse Hermann, 154, 164, 169
Sachsenberg* Hermann, officier judiciaire, Berlin, 131
Sachsenberg Gotthard, 202
Sack*, avocat, 57
Salzmann* von, capitaine, collaborateur du journal *Vossische Zeitung*, 75
Sasse*, DDP, syndicats Hirsch-Duncker, Hagen (Ruhr), 410
Sauber Fritz, 251
Sauberzweig Traugott von, 237
Schacht Hjalmar, 270
Scheer Reinhard von, 449
Scheidemann Philipp, VIII, 15 n., 16, 17, 20, 24, 35, 37, 40, 64, 75, 76, 87, 92, 95, 96, 103, 104, 107 n., 108, 114, 115, 117, 119, 125, 130-133, 150, 164, 178, 197, 201, 203, 206, 207, 211, 223, 226, 231, 244, 273, 274 n., 275-277, 279, 280, 321 n., 323-325, 329, 352, 359, 364, 449-451, 454

- Scheller Wilhelm, 183
 Schenner*, procureur du Reich, Berlin, 125 n.
 Scherl August, 113, 126
 Scheüch Heinrich von, 17, 55, 76
 Schiele Georg Wilhelm, 342-344, 418
 Schiffer Eugen, 17, 221, 279 n., 295 n., 351, 356, 364
 Schiffer* Gustav, docteur, DNVP, Berlin-Schöneberg, 432, 433
 Schindelhauer Wilhelm, 183
 Schirmacher (*Schirmacher*) Käte, 345
 Schlicke Alexander, 241 n., 277, 306, 316, 351, 360 n.
 Schlierstädt* Wilhelm, SPD, Remscheid (Ruhr), 152
 Schmidt Agnes, 460
 Schmidt August, 152
 Schmidt Felix, 90
 Schmidt* Hugo, Sömmerda (Thuringe), 387
 Schmidt Robert, 277, 280 n., 337, 345, 351, 360 n.
 Schmidtchen Karl, 154
 Schnaase*, conseil de soldats, Spandau (Berlin), 121
 Schneider*, conseil central des mines, USPD, 165
 Schnepf* Karl, KPD, sans parti, Stuttgart, 114
 Schneppenhorst Ernst, 246, 247 et n., 248, 249, 251, 253, 256, 257, 453
 Schnitzler* Karl, journaliste, Union nationale, Berlin, 342, 343, 347, 353, 354
 Schoen*, famille de communistes, Lohberg (Bavière), 415
 Scholem Werner, 460
 Scholze Paul, 104, 105, 458
 Schön Hans von, 243 n.
 Schönfeld*, ouvrier agricole, Tunzenhausen (Bavière), 386
 Schottländer Bernhard, 375
 Schöttler* Bernhard, Berlin, 124
 Schramm*, ouvrier, Breslau (Silésie), 375
 Schreiner Albert, VII, XIII, XVI, XVII et n., XXI, XXII, 114, 241
 Schröder*, SPD, conseil ouvrier, Dortmund, 158
 Schröder Karl, 330, 459
 Schröder-Mahnke, 181
 Schuchardt* Albert, Sömmerda (Thuringe), 387
 Schücking Walther Adrian, 263
 Schultz (*Schulz*) Georg, 433
 Schulz*, sous-lieutenant, commissaire du gouvernement, Iichterfelde (Berlin), 373
 Schulz Karl (Friedrich Carl Schulz), 79
 Schulz Paul, 233
 Schulz Walter, 397, 399, 405, 409, 412
 Schulze (*Schulz*) Bruno, 135, 430, 432, 434, 436, 437
 Schulze Hagen (1943-), historien allemand, 344 n., 345 n.
 Schumann*, avocat, Berlin, 434
 Schumann Georg, XIII
 Schumpeter (*Schlumpeter*) Joseph Aloys, 288
 Schürken*, KPD, conseil central des mines, Lünen (Ruhr), 166
 Schürmann*, Essen, 415
 Schüssler Otto, 460
 Schütze*, salarié des chemins de fer, conseil des employés, Erfurt, 237
 Schwartz Ernst, 392, 460
 Schwarz Albert, 235, 391
 Schwertfeger Bernhard, 39
 Seeckt Hans von, 350, 351, 364 et n., 365, 367, 369, 374 n., 412
 Seeliger* I. A., lieutenant de vaisseau, division de la marine de la Baltique, 433
 Segitz Martin, 247 n., 248
 Seidel*, conseiller municipal, Stavenhagen (Mecklembourg), 378
 Seidl*, soldat, régiment Reichstag, Berlin, 132
 Seifert Emil, 172
 Selchow Bogislav von, 387
 Seldt Franz, 208 n., 230
 Senft von Pilsach Maximilian, 391
 Severing Karl, 66, 167-170 et n., 171, 218, 231, 354, 363 n., 396, 399, 403, 406, 407 et n., 409-413, 416, 417
 Seydewitz Max, 460
 Siebert Friedrich Maximilian, 255
 Siemens Carl Friedrich von, 306
 Siemer Henry, 198
 Simon* Leon, consul allemand à Prague, 132
 Simon*, propriétaire foncier, Mecklembourg, 378
 Simon Hugo, 73
 Simon Joseph, 247 n., 248
 Sinzheimer Hugo, 323
 Sklatz Georg, 130-132
 Slomski Franz, 378
 Solbach* Josef, conseil d'ouvriers de Buer (Westphalie), 149
 Soldau*, Bad Thal (Thuringe), 387
 Soldmann Fritz, 249 n.
 Solf Wilhelm Heinrich, 17, 28, 40, 55
 Sollmann Wilhelm, 9
 Sommerfeld*, lieutenant, Flensburg (Schleswig-Holstein), 432
 Sonnenfeld* Ernst, régiment Reichstag, Berlin, 131, 132
 Sonnenfeld* Hermann, régiment Reichstag, Berlin, 131
 Sorge Friedrich Adolph, 30
 Specht* Röder von, capitaine de la Reichswehr, 301
 Sperling* (Sperling) Bruno, USPD, conseil central des mines, 166

Spethmann Hans, 168
 Spiro* (*Spiro*), sous-officier, conseil de soldats, Berlin, 55, 73
 Stabla*, mineur, Bottrop (Ruhr), 414
 Stallmann (alias Baron Korff-König), III n.
 Stampfer Friedrich, 77, 97, 112, 129, 276
 Starling Ernest Henry, 297
 Stein* Ernst, mineur, syndicaliste, SPD, Bottrop (Ruhr), 152
 Steiner Martin, 247 n., 248
 Steinfurt*, ouvrier agricole, Niendorf (Mecklembourg), 378
 Steinicke* Moritz, ouvrier, USPD, Gelsenkirchen (Ruhr), 161
 Stemmer*, USPD, sans parti, Witten (Ruhr), 401
 Stentz*, DDP, Hagen (Ruhr), 410
 Stephani Franz von, 120, 123, 125
 Stiege Heinrich von, 135, 432, 434, 436, 437
 Stinnes Hugo, 5 n., 45, 60, 153, 296, 303, 306
 Stoecker Walter, XIII, 328 n.
 Stolten Otto, 53, 191
 Stolzenburg* Albert, KPD, Mannheim (Bade-Wurtemberg), 240
 Strassmann Fritz, 437
 Stresemann Gustav, 5, 6, 273, 292, 316, 356, 364
 Strierner Alfred, 42
 Ströbel Heinrich, 18, 45, 97, 148 n., 458
 Struve* Hugo, SPD, conseil d'ouvriers et soldats du Grand Berlin, 436
 Stubbe Heinrich, 191
 Stumm Wilhelm von, 56
 Stürmer Wilhelm, 198
 Südekum Albert, 354, 363 et n.
 Sukow*, *Kommandantur* de la garnison de Berlin, 132
 Suppe Gustav, 43, 52

T

Tamschick* Ernst, brigadier de la police judiciaire de Berlin, 217, 218, 452, 454
 Taubert*, fusilier, Gross-Grumsdorf, Weimar (Thuringe), 357
 Tchitcherine Gueorgui Vassilievitch, 24
 Teddy, pseudonyme de Ernst Thälmann, voir Teuber Heinrich, 166
 Thalheimer August, XX, 79 n., 86, 93, 458, 460
 Thälmann Ernst, XIII, XVI et n., XXII et n., 192 n., 198, 201
 Thielemann Karl, 410
 Thiers Louis Adolphe, 47, 76, 201
 Thomas Albert, 266
 Thomas James (de son vrai nom Reich Jakov S.), XVI
 Thyssen August, 148, 296

Timm Johannes, 52, 243 n., 244
 Tirpitz Alfred von, 84
 Toller Ernst, 248, 254 et n.
 Tonnemacher*, juge du tribunal militaire, Hanovre, 50
 Tost Otto, 75
 Touilliez Marina, historienne française, 132
 Träger*, juge du tribunal militaire, Hanovre, 50
 Trebitsch-Lincoln (*Lincoln-Trebitsch*) Ignaz Thimoteus, 346, 418
 Triebel Oskar, 406, 410
 Trimborn Karl, 319, 356
 Trotha Adolf von, 346, 348, 351, 379
 Trotsky Lev, 460
 Tüllmann*, commandant d'un *Freikorps*, 201
 Tüрге*, marin, Berlin, 221
 Tyszka* von, maréchal de la *Kommandantur* de Berlin, 57, 58, 121, 122, 129-132, 450

U

Uhlig Otto, 235
 Ulbricht Walter, XIII, XVI, 460
 Ullstein famille, 113, 126
 Ulmanis Karlis, 12
 Umbreit Paul, 288, 308, 309
 Undeutsch Albin, 232
 Unruh Peter, pseudonyme de J. Knief, voir Unterleitner Hans, 243 n., 247 n., 248
 Urbahns Hugo, 460

V

Vanselow Ernst, 61, 261 n.
 Vaupel, 42
 Veelken*, fonctionnaire des syndicats chrétiens, Bottrop (Ruhr), 160
 Velsen Kurt, nom de couverture du lieutenant Vogel, voir Vierhaus Rudolf (1922-2011), historien allemand, 475
 Vogel Kurt, 135, 429, 430, 432, 434, 436 et n., 437, 438, 452-454
 Vogelsang*, dirigeant du syndicat chrétien des mineurs, Essen, 151
 Vogelstein Theodor Max, 288
 Vogler*, Hambourg, 182
 Vögler Albert, 153, 292, 296
 Voigt Friedrich, 375
 Völker* Karl, KPD, Mühlheim (Ruhr), 152

W

Wadler* Anton, USPD, Munich, commissaire du peuple bavarois, 245, 252
 Wagner* Oswald, KPD, conseil central des mines, 166
 Wagner Karl, 152, 154, 166

Waibel Anton (Goni), 251
 Waigand Ludwig, 183
 Walcher Jakob, VII, XIII, XVI, XVII, XX-XXII, 90, 460
 Wallbaum Wilhelm, 292
 Wallmann*, ferblantier, Berlin, 217
 Wangenheim* von, colonel, Altona (Hambourg), 379
 Wangenheim Ulrich Conrad von, 337, 344, 418
 Warburg Max M., 193, 270
 Watter Oskar von, 156, 157, 162-164, 166, 167, 170, 231, 343, 354, 360, 397, 399, 401, 403, 406, 407, 410-412, 416, 451, 452, 455
 Weber*, capitaine de cavalerie, 8^e régiment des hussards, Berlin, 431
 Weber*, major dans un *Freikorps*, Kadlow, 433
 Weber*, major, GSKD, Berlin, 222
 Weber Hermann (1928-), historien allemand, XVII-XIX, 475
 Wegmann Paul, 65, 436
 Wehmeyer*, sous-lieutenant du *Freikorps* Reinhard, Berlin, 219
 Weichs*, colonel, commandant du 8^e régiment des hussards, Berlin, 431
 Weigelt*, mécanicien, Lichterfelde (Berlin), 373
 Weinhausen Friedrich, 301
 Weinhold*, élève officier, GSKD, 429
 Weiß Bernhard, 207 n.
 Weissmann Robert von, 109, 111 et n., 112, 125 n., 129, 130, 221-223
 Welfen, famille, 380 et n.
 Weller*, capitaine, GSKD, 436, 437
 Wellmann Johann, 187
 Wels Otto, 41, 42, 52, 53, 55-58, 67, 73-76, 96, 109, 121, 131, 202, 323, 360 n., 450
 Wemyss Rossllyn Wester, 261 n.
 Wendel Friedrich, 330
 Werner Paul, pseudonyme de Paul Frölich, *noir*
 Westarp*, lieutenant du régiment Potsdam, 122, 125 et n.
 Westmeyer Friedrich, 240
 Weyer Paul, 65 n.
 Weygand Maxime, 261 n.
 Wienecke Karl, 372
 Wiggeshof*, USPD, conseil central des mines, 166
 Wilbrandt Robert, 288
 Will* Theodor, USPD, Mühlheim (Ruhr), 152, 154, 162
 Wilson Thomas Woodrow, 25, 27, 28, 35, 83, 262, 263, 265, 449

Winkelmann Karl, 187
 Winkler Heinrich A. (1938-), historien allemand, 6, 475
 Winnig August, 12, 26 et n., 45, 189, 354, 376
 Winterfeld Hans Karl von, 261 n.
 Winterich Jean (Johann), XV
 Wischel*, ouvrier, Essen, 415
 Wissell Rudolf, 97, 108
 Witte*, SPD, Hervest-Dorsten (Ruhr), 159
 Wittken*, ouvrier agricole, Niendorf (Mecklembourg), 378
 Wolff Theodor (1868-1943), romancier allemand, 321
 Wolffheim Fritz, 53, 195 n., 330, 331 et n., 379, 458, 459
 Wolff-Metternich Hermann Josef von, 41, 53, 55, 71, 73, 117
 Wollenberg Erich, 254 n.
 Woyrsch Udo von, 126
 Wrangel Piotr Nikolaievitch, 456
 Wrede*, commission des sept du Grand Iambourg, 182
 Wisberg Ernst von, 57
 Wülffingen* Bock von, commandant militaire de Chemnitz en 1919, 238
 Wurm Christoph, 11
 Wurm Emanuel, 10
 Wutkowski*, marin, GSKD, Berlin, 429
 Wutzelhofer Johann, 249 n.

Y

Yorck*, commandant d'un *Freikorps*, 201
 Yorck Theodor, 189

Z

Zander*, sous-lieutenant, GSKD, Berlin, 431
 Zdunek*, ouvrier, Hervest-Dorsten (Ruhr), IX, 157, 159
 Zeller* Friedrich, marin, conseil de soldats, Hambourg, 53, 190
 Zenker Hans, 379
 Zetkin Clara, XIII, 8, 80, 458
 Zickler* Arthur, journaliste, SPD, 45, 133 n.
 Ziethen*, bourgmestre de Lichtenberg (Berlin), 222
 Zietz Louise, 119
 Ziller* Max, étudiant, *Freikorps* Topp, 416
 Zinoviev Grigori Ievséievitch, 458
 Zörgiebel Karl Friedrich, 230 n.
 Zubeil Fritz, 317
 Zumbroich*, ministre public, Berlin, 125 n., 218, 221

Personnages de l'histoire ancienne, mythologiques, littéraires

Baal, 79

Balthazar, 66 et n.

Cadmée, 138 n.

Caïo, 138

César (Caius Julius Caesar, 101/44 av. J.-C.),

54

Érostrate (4^e s. av. J.-C.), 213

Janus, 326

Judas Iscariote, 87

Nabuchodonosor (605-502 av. J.-C.), 66 n.

Ovide (Publius Ovidius Naso, 43 av. J.-C./

17 ou 18 apr. J.-C.), 138 n.

Sylla (Lucius Cornelius Sulla, 138/78 av. J.-C.),

201

Spartacus (mort en 71 av. J.-C.), 8

Thor, 84



Repères biographiques des personnes citées

Pour la rédaction des repères biographiques, l'éditeur a consulté les ouvrages suivants : *Von Rosa Luxemburg zu Walter Ulbricht* de Hermann Weber, Hannover, 1961 ; *Die Wandlung des deutschen Kommunismus* de Hermann Weber, Francfort, 1969 ; *Deutsche Kommunisten. Biographisches Handbuch 1918 bis 1945* de Hermann Weber et Andreas Hebst, Berlin, 2004 ; *Allemagne. Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international*, sous la direction de Jacques Droz, collection Jean Maitron, Paris, 1990 ; *Neue deutsche Biographie*, historischen Kommission, Bayerischen Akademie der Wissenschaften, Berlin ; *Deutsche biographische Enzyklopädie*, sous la direction de Walther Killy, [puis] Walther Killy et Rudolf Vierhaus, Munich ; *Biographical Dictionary of the Comintern* de Branko Lazitch, en collaboration avec Milorad M. Drachkovitch, Stanford, 1986 ; *Révolution en Allemagne 1917-1923* de Pierre Broué, Paris, 1971 ; *l'histoire de l'Internationale communiste 1919-1943* de Pierre Broué, Paris, 1997 ; *Weimar 1918-1933. Die Geschichte der ersten deutschen Demokratie* de Heinrich A. Winkler, Munich, 1993 ; *Germany, 1866-1945* de Gordon A. Craig, Oxford, 1978 ; *Gross Berliner Arbeiter- und Soldatenräte in der Revolution 1918-1919*, sous la direction de Gerhard Engel, Berlin, vol. I, 1997, vol. II, 2002 ; <http://biosop>, Biographien Sozialdemokratischer Parlamentarier in den deutschen Reichs- und Landtagen 1867-1933 ; "Akten der Reichskanzlei. Weimarer Republik" Online, Biographien ; Wikipédia et autres sites Web.

Liste des sigles utilisés dans les repères biographiques :

AAU	Allgemeine Arbeiter-Union – Union générale des travailleurs
ADAV	Allgemeiner D.* Arbeiterverein – Association générale des travailleurs a.* (fondée par Lassalle en 1863)
ADGB	Allgemeiner D. Gewerkschaftbund – Confédération générale a. des syndicats
DDP	D. Demokratische Partei (jusqu'à 1933) – Parti démocrate a.
RDA/DDR	D. Demokratische Republik – République démocratique a. (A. de l'Est 1949-1990)
DNVP	Deutschnationale Volkspartei – Parti national-allemand du peuple
DVP	Deutsche Volkspartei – Parti populaire a.
Gestapo	Geheime Staatspolizei – Police secrète d'État
GKSD	Garde-Kavallerie-Schützen-Division (division de fusiliers de cavalerie de la garde)
IKD	Internationale Kommunisten D. – Communistes internes d'A.
KAG	Kommunistische Arbeitsgemeinschaft – Collectif de travail communiste
KAP/KAPD	Kommunistische Arbeiterpartei – Parti communiste ouvrier
Komintern	Internationale communiste
KPD	Kommunistische Partei D. – Parti communiste d'A.
KPO/KPDO	Kommunistische Partei D. (Opposition) – Parti communiste d'A. (opposition)
KZ	<i>Konzentrationslager</i> – Camp de concentration
NSDAP	Nationalsozialistische D. Arbeiterpartei – P. national-socialiste des travailleurs a. (nazi)
RFA	République fédérale allemande (l'A. de l'Ouest de 1949 à 1990 et l'A. actuelle)
SA	<i>Sturmabteilung</i> – Section d'assaut (groupes d'action du parti nazi)
SAPD (altc-SAPD)	Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands, Parti ouvrier socialiste d'Allemagne
SAPD	Sozialistische Arbeiterpartei D. – Parti socialiste ouvrier d'A. (1931-1940)
SDAP	Sozialdemokratische Arbeiterpartei – P. ouvrier social-démocrate (1869-1875)

* D. = Deutsche ou Deutscher ou Deutschlands ; a./A. = allemand ou allemande ou d'Allemagne.

SDKPIL	Socjaldemókracja Królestwa Polskiego i Litwy – Social-démocratie du royaume de Pologne et de Lituanie
SED	Sozialistische Einheitspartei D. – P. socialiste unifié d'A. (le parti stalinien de l'A. de l'Est)
Spartakusbund	Ligue Spartacus
SPD	Sozialdemokratische Partei D. – Parti social-démocrate d'A. (depuis 1890)
SS	<i>Schutzstaffeln</i> – Unités de protection (l'organisation paramilitaire du parti nazi)
URSS	Union soviétique (Russie et républiques de son « étranger proche », 1922-1991)
USPD	Unabhängige Sozialdemokratische Partei D. – P. social-démocrate indépendant d'A.
VKPD	Vereinigte Kommunistische Partei D. – Parti communiste unifié d'A.
VSPD	Vereinigte Sozialdemokratische Partei D. – Parti social-démocrate unifié d'A.
ZK/Zentrale	<i>Zentralkomitee</i> – Comité central du KPD/VKPD

A

- Ackerknecht** Erwin (1906-1988), psychiatre. Au KPD en 1926, il rejoint le Leninbund en 1929 et l'opposition trotskiste (VLO) en 1930; en 1935 il adhère au SAPD.
- Adenauer** Konrad (1876-1967), membre du Centre catholique, bourgmestre de Cologne de 1917 à 1933; chancelier de la RFA de 1949 à 1963.
- Antrick** Otto (1858-1945), député du SPD, Brunswick.
- Arco-Valley** Anton comte von (1897-1945), officier de la garde bavaroise, membre de la société Thulé; il assassine K. Eisner, est condamné puis gracié.
- Arnauld** (*Arnauld*) de la Perrière Lothar Eugen von (1886-1941), officier de la marine, commandant du *Freikorps* homonyme.
- Arnim** Sixt von (1851-1936), général, commandant de la IV^e armée.
- Auer** Erhard (1874-1945), leader SPD en Bavière, ministre de l'Intérieur bavarois dans le gouvernement Eisner en 1918-1919.
- Auer** Ignaz (*Ignatz*) (1846-1907), syndicaliste (scolliers) de Berlin, secrétaire du alte-SAPD (1875-77) et du comité de direction du SPD; chef de file de la droite « pragmatique », il ne soutient pas ouvertement Bernstein, bien qu'il collabore avec sa revue *Sozialistische Monatshefte*.
- Aufhäuser** Siegfried (1884-1969), SPD en 1912, USPD en 1917, SPD à nouveau en 1922, syndicaliste et député (1921-33); émigre en 1933.
- Auguste-Guillaume** prince de Prusse (1887-1949), fils cadet survivant du Kaiser, adhère au nazisme.
- Aulock** Hubertus von (1891-1979), major; il forme en 1918 le *Freikorps* qui porte son nom; participe à la répression dans la Ruhr en 1920 et aux combats en Silésie en 1921; ensuite devient nazi.

Avaloff-Bermont (*Awaloff*) Pavel (1877-après 1925), général cosaque; chef du gouvernement de la Russie du Centre-Ouest soutenu par Berlin en 1919.

B

- Baade** Fritz (1893-1974), dirigeant régional des conseils de la Ruhr, USPD, Essen.
- Bade** Max (Maximilian) prince von (1867-1929), chancelier du Reich du 3 octobre au 9 novembre 1918.
- Ballod** Karl (Karlis Balodis) (1864-1931), professeur d'économie, membre de la commission pour la socialisation, USPD.
- Bang** Paul (1879-1945), ministre des Finances avec Kapp, membre du DNVP.
- Barinat** Julius (? -1938), SPD; voir note p. 113.
- Barrot** Camille-Hyacinthe-Odillon (1791-1873), homme politique et avocat français; en 1849, ministre de la Justice de Louis Bonaparte.
- Barth** Emil (1879-1941), métallurgiste, SPD, puis USPD, membre de l'exécutif des conseils de Berlin, commissaire du peuple de novembre à décembre 1918, dirigeant des *revolutionäre Obliste*; en 1922, il rejoint le VSPD.
- Barth** Erwin (1884-?), graveur, journaliste; SPD, rédacteur du *Vorwärts* de 1918 à 1920, préfet de police à Altona de 1926 à 1928.
- Barthel** Max (1893-1975), romancier et poète; Spartakusbund, KPD, SPD, Stuttgart.
- Bauer** Gustav (1870-1944), SPD à partir de 1895, syndicaliste (employés), vice-président de la commission générale de l'ADGB de 1908 à 1918. Socialimpérialiste pendant la guerre, il devient chancelier en 1919-20, vice-chancelier en 1921-22; est exclu du SPD en 1924.
- Bauer** Max (1869-1929), colonel, chef du service de renseignement du commande-

- ment suprême de l'armée pendant la guerre; l'un des promoteurs du putsch de Kapp, ensuite instructeur militaire en Chine.
- Baumann Julius** (1868-1932), membre du DDP de Stuttgart, ministre de l'Alimentation en 1918-1919 dans le gouvernement Blos.
- Baumeister Albert** (1882-1953), permanent du SPD, syndicaliste, l'un des hommes de confiance de Logien et l'un des fondateurs du régiment Reichstag.
- Bebel August** (1840-1913), ouvrier tourneur. En 1866 il adhère à la 1^{re} Internationale et au socialisme scientifique; en 1869, à Eisenach, il fonde avec Wilhelm Liebknecht (père de Karl) le SDAP; après la fusion avec l'ADAV, il est membre de la direction SAPD-SPD et, en 1892, en devient le président, charge qu'il conserve jusqu'à sa mort; en 1900 il est élu au Bureau international socialiste; quand le révisionnisme, qu'il combat, se manifeste, il prend position pour la sauvegarde de l'unité du parti, tant en Allemagne que dans la II^e Internationale.
- Becker Johann Baptist** (1869-1951), magnat de l'industrie lourde, gouverneur de la forteresse de Cologne en 1918.
- Becker Karl Albin** (1894-1942), typographe. *Linksradikale* à Dresde et Brême; délégué IKD au congrès de fondation du KPD; dirigeant à Hambourg en 1921; en 1928 il s'oppose à la «bolchevisation», puis il capitule. Clandestin en 1933, il émigre ensuite en France. Appréhendé par la police du gouvernement de Vichy, il est livré aux nazis, condamné à mort et exécuté.
- Behr Heinrich von** baron (1887-1951), colonel, chef d'état-major du corps de la garde, Berlin.
- Behrens Karl** (1879-1928), SPD, député au Landtag, Oldenburg.
- Beims Hermann** (1863-1931), SPD, bourgeois de Magdebourg.
- Bell Johannes** (1868-1949), avocat, membre du Centre catholique. Ministre en 1919-20, vice-président du Reichstag de 1920 à 1926, encore ministre en 1926-27.
- Berger Herbert von** (1881-1965), *Staatskommissar* aux renseignements politiques à Berlin.
- Bergmann Paul** (1881-1951), député USPD-SPD de Hambourg de 1919 à 1932.
- Bernstein Eduard** (1850-1932), social-démocrate à partir de 1872, théoricien du «révisionnisme».
- Berthold (Berchtold) Rudolf** (1891-1920), capitaine d'aviation, chef d'un *Frikorps* kappiste, tué en mars à Harburg (Hambourg-Heimfeld) par les milices prolétariennes.
- Bethmann-Hollweg Theobald von** (1856-1921), homme politique conservateur. Ministre de l'Intérieur de Prusse en 1905, chancelier du Reich de 1909 à 1917.
- Bischoff Josef** (1872-1948), major, commandant d'un *Frikorps* (Eiserner Division) dans la Baltique en 1919.
- Bismarck Otto von** (1815-1898), président du Conseil de Prusse de 1862 à 1871, puis chancelier du Reich jusqu'en 1890.
- Blanqui Louis-Auguste** (1805-1881), révolutionnaire socialiste français.
- Blos Wilhelm** (1849-1927), de Stuttgart. En 1872 il adhère à la 1^{re} Internationale et au SDAP, puis au SAPD-SPD; député au Reichstag pendant plusieurs années. Social-impérialiste, il est président du Wurtemberg de 1918 à 1920.
- Blunck Hans Friedrich** (1888-1961), juriste, DDP, Hambourg.
- Bock Wilhelm F. L.** (1846-1931), USPD, Magdebourg.
- Bogart Ernest Ludlow** (1870-1958), chercheur américain.
- Borchardt Julian** (1869-1932), journaliste social-démocrate depuis 1900 et orateur itinérant du SPD; éditeur de la revue politique-littéraire de gauche *Lichtstrahlen* en 1913-1916 et 1918-1921; exclu des IKD pour ses tendances anarchistes.
- Borkheim Sigismund Ludwig** (1825-1885), écrivain, démocrate, ami de Marx et Engels. En 1849, il participe à l'insurrection du pays de Bade et du Palatinat.
- Boroehowicz Leo** (env. 1900-1953). Né en Pologne, il se fixe en 1918 en Allemagne pour étudier. Spartakiste, il collabore à la *Rote Fabrik* et adhère au KPD; en 1924 il est en URSS; en 1929 il rejoint le KPDO. En 1933 il émigre, en France d'abord, où il collabore avec Thalheimer et Brandler, puis aux États-Unis.
- Borsig Ernst von** (1869-1933), industriel de la métallurgie et président de l'association berlinoise des patrons de la métallurgie.
- Boukharine Nikolai Ivanovitch** (1888-1938), dirigeant bolchevique et théoricien marxiste. Membre du comité central du parti à partir d'août 1917, il entre dans l'exécutif de l'Internationale communiste en 1919 et la préside de 1926 à 1929. S'étant opposé à la politique stalinienne envers les paysans, il est exclu de la direction du parti en 1929. Mis en captivité dans l'un des procès que le capitalisme d'État russe met en scène pour éliminer la «vieille garde» bolchevique, il est assassiné en 1938, à l'issue du troisième des grands «procès de Moscou».

Brandes Alwin (1866-1949), forgeron. En 1889 il adhère au SAPD ; devient syndicaliste et député à partir de 1912. Opposé aux crédits de guerre, en 1917 il rejoint l'USPD et en 1922, le VSPD.

Brandler Heinrich (1881-1967), ouvrier. En 1901 il adhère au SPD et dirige le syndicat des ouvriers du bâtiment à Hambourg, Brême et Chemnitz. Internationaliste, exclu du SPD en 1915, il adhère au Spartakusbund et prend part à la fondation du KPD ; pendant le putsch de Kapp, il préside le conseil ouvrier de Chemnitz ; après Levi, il devient coprésident et, en 1922, secrétaire général du KPD ; en 1924, il est destitué et appelé à Moscou ; en 1928, il s'oppose à la ligne du KPD et en est exclu ; il fonde alors le KPDÖ. En 1933 il émigre et revient en 1949 à Hambourg, où il dirige le groupe de gauche Arbeiterpolitik.

Brass Otto (1875-1950), ouvrier réparateur. SPD en 1897 ; leader radical dans la Ruhr et l'un des fondateurs de l'USPD pendant la guerre ; président du conseil d'ouvriers et de soldats de Remscheid en 1919 ; un des organisateurs de la grève dans la Ruhr en 1919 et de la lutte contre Kapp en 1920 ; il adhère au VKPD en 1920, en est exclu en janvier 1922 et revient, avec Levi, à l'USPD, puis au VSPD.

Braun Adolf (1862-1920), écrivain, social-démocrate autrichien. Collaborateur de journaux sociaux-démocrates et député SPD de 1919 à 1927 ; membre du comité directeur du VSPD de 1922 à 1927.

Braun Otto (1872-1955), compositeur typographe. Membre du SAPD/SPD à partir de 1888. Ministre (1918-1920) puis ministre-président de la Prusse, avec quelques interruptions, de 1920 à 1932.

Bredereck Paul (1877-1932), avocat, auditeur des comptes, kappiste.

Breitscheid Rudolf (1874-1944), journaliste libéral. SPD en 1912, il rejoint l'USPD en 1917. Ministre de l'Intérieur dans le premier gouvernement prussien de la république de Weimar ; député au Reichstag de 1920 à 1933, date à laquelle il émigre en France. Livré à la Gestapo en 1941, il meurt dans le KZ de Buchenwald.

Brey August (1864-1937), cordonnier. En 1885 il adhère au SAPD, il est président du SPD du district de Hanovre de 1906 à 1928, député au Reichstag de 1906 à 1932.

Brockdorff-Rantzau Ulrich, comte von (1896-1928), diplomate. Ministre des Affaires étrangères en décembre 1918 ; chef de la délégation allemande à Versailles, ambassadeur à Moscou de 1922 à sa mort.

Buchmann Albert (1894-1975), SPD en 1911, puis USPD et, à partir de 1921, dirigeant du KPD à Munich ; interné dans des KZ de 1936 à 1945.

Buchrucker Bruno Ernst (1878-1966), major. Commandant militaire de Cottbus en mai 1921, kappiste, organisateur de la « Reichswehr noire » en 1923, ensuite nazi.

Buck Wilhelm (1869-1945), stucateur, SAPD depuis 1887 ; syndicaliste, président de la Saxe (1920-23), député SPD (1920-24).

Budich Willi (1890-1938), SPD à partir de 1910, spartakiste pendant la guerre, l'un des collaborateurs principaux de Leo Jogiches ; organisateur de la Ligue des soldats rouges ; blessé gravement pendant les combats du 6 décembre 1918 ; en mars 1919, il participe à la république des conseils de Munich ; arrêté en 1921, il s'évade et rejoint l'URSS, où il est utilisé par le Komintern pour des missions ; rentré en Allemagne fin 1929, il est blessé fin 1932 par les nazis ; il se sauve en URSS en 1933 ; il y est emprisonné en 1936 pendant les purges stalinienne et supprimé.

Bülow Bernhard von (1849-1929), chancelier du Reich de 1900 à 1909.

Burlage Heinrich Eduard (1857-1921), député à l'Assemblée nationale en 1919, Centre catholique.

Büxmeinstein Georg W. (1857-1924), éditeur de Berlin.

C

Canaris Wilhelm (1887-1945), officier de marine, adjudant de Noske, soutient le putsch de Kapp ; amiral pendant la période nazie et chef de l'Abwehr, il participe à la conjuration contre Hitler du 20 juillet 1944 et est pendu.

Caspari Walter (1877-1962), major, commandant en 1919 du *Freikorps* 75^e régiment d'infanterie à Brême, puis commandant de la police dans la même ville.

Cavaignac Louis Eugène (1802-1857), général français ; il réprime l'insurrection de 1848 du prolétariat de Paris.

Cervetto Arrigo (1927-1995), révolutionnaire et théoricien marxiste, fondateur de Lotta Comunista.

Charpentier Fritz (1869-1928), commerçant, social-démocrate, USPD en 1917, il adhère au KPD en 1920 ; il approuve les accords de Bielefeld et est désavoué par le KPD ; recherché pour sa participation aux événements de mars 1923, en 1924 il se sauve en URSS.

Chaulin-Egersberg Gaston von (1893-1974), capitaine. Agrégé au *Generalkom-*

- mando du VII^e corps d'armée à Münster en 1919-1920, général d'aviation en 1945.
- Chimilewski Paul** (1878- ?), chauffeur, USPD, membre du conseil de soldats de la GSKD et président du conseil de soldats de Berlin de décembre 1918 à janvier 1919.
- Class Heinrich** (1868-1953), avocat, dirigeant de la Ligue pangermaniste depuis 1904, fondateur en 1917, avec von Tirpitz et Kapp, du Parti de la patrie et en 1919 du *Alldeutscher Schutz- und Trutz-Bund* (voir note p. 373); nazi dans les années 1930 et 1940.
- Clemenceau Georges** (1841-1929), homme politique français, radical de gauche, président du Conseil de 1906 à 1909 et de 1917 à 1920.
- Cohen Adolf** (1870- ?), ouvrier métallurgiste, social-démocrate; de 1901 à 1922, secrétaire du syndicat des métallurgistes de Berlin, membre de la commission générale de l'ADGB.
- Cohen-Reuss Max** (1876-1963), employé, social-démocrate, journaliste révisionniste, député à partir de 1912. En novembre 1918, homme de confiance des conseils de soldats de Berlin et membre du conseil exécutif; membre du conseil de l'économie du Reich de 1920 à 1933.
- Cohn Gerhard** (1897-1968), historien allemand.
- Cohn Oskar** (1869-1937), avocat, député SPD-USPD-SPD au Reichstag (1912-1918) et au Landtag prussien (1919-1924); 1917, USPD; de nov. à déc. 1918, sous-secrétaire d'État pour la justice; 1922, VSPD; 1933, se réfugie en URSS.
- Crispien Arthur** (1875-1946), peintre-décorateur, journaliste, dirigeant de l'USPD à partir de sa fondation, commissaire du peuple de novembre à décembre 1918; délégué au II^e congrès du Komintern, il s'oppose aux 21 conditions; en 1922, il rejoint le VSPD.
- Cuno Willi** (1860-1951), du DDP, bourgmestre de Hagen (Ruhr).
- Cunow Heinrich** (1862-1936), social-démocrate, anthropologue et économiste; à partir de 1898, rédacteur et, de 1917, directeur de *Die Neue Zeit*; à partir de 1905, rédacteur du *Vorwärts*, député et social-impérialiste pendant la guerre.
- Czetteritz (Czetztritz) Konrad** (1890-1946), colonel, commandant du *Freiwillige Landesjägerkorps*, Halle.
- D**
- Dammer Wilhelm** (1867-1931), SPD, membre du gouvernement provisoire de Brême en 1919.
- Dannat Adolf** (1885-1922), *Linksradikale*, KPD, Brême; pendant plusieurs années, collaborateur de J. Knief; après la mort de celui-ci il joue un rôle fondamental à Brême.
- Danner Lothar** (1891-1960), capitaine, *Freikorps* division Gerstenberg, puis commandant de la garnison de Hambourg et enfin commandant de la police.
- Däumig Ernst** (1866-1922), ancien légionnaire français, SPD avant la guerre. Cofondateur de l'USPD, en 1918 il est membre des *revolutionäre Obleute* et de l'exécutif des conseils; élu coprésident du VKPD avec Levi en décembre 1920, il démissionne de cette fonction avec Levi en février 1921 et adhère au KAG.
- David Eduard** (1863-1930), enseignant, social-démocrate révisionniste, député SPD, chef de file des sociaux-impérialistes; il participe au gouvernement de Max von Bade, puis à ceux de Scheidemann et de Bauer (ministre de l'Intérieur); président de l'Assemblée nationale en 1919.
- Dawes Charles Gates** (1865-1951), vice-président des États-Unis de 1925 à 1929.
- Deichmann Karl** (1863-1940), ouvrier de l'industrie du tabac, syndicaliste; en 1919, il fait partie du gouvernement de Brême et du Sénat; député SPD jusqu'à 1928.
- Deisen Wilhelm** (1887-1962), l'un des fondateurs des *Linksradikalen* de Brême; dirigeant du KPD à Brême, membre du conseil ouvrier du chantier Weser de 1919 à 1922; exclu une première fois du KPD en 1924, il est réadmis et exclu à nouveau en 1929; il rejoint alors le KPD puis le SAPD.
- Dernburg Bernhard** (1865-1937), banquier, DDP, ministre des Finances du Reich et vice-chancelier en avril-juin 1919 (cabinet Scheidemann).
- Deutsch Felix** (1858-1928), l'un des fondateurs et dirigeant de l'ABEG.
- Dissmann Robert** (1878-1926), ouvrier tourneur, SPD et syndicaliste, président du syndicat des métallurgistes de Stuttgart; USPD en 1917, leader de l'opposition syndicale en 1919; en 1922, il rejoint le VSPD.
- Dittmann Paul** (1878-1919), frère de Wilhelm, chef de l'opposition dans le syndicat des métallurgistes de Hambourg; conseil des ouvriers en 1918, USPD, chef de la police en 1918.
- Dittmann Wilhelm** (1874-1954), ébéniste, de 1904 à 1909 secrétaire SPD à Francfort, député au Reichstag de 1912 à 1918 et de 1920 à 1933. Opposé aux crédits de guerre, il est d'abord secrétaire puis président de l'USPD; commissaire du peuple de novembre à décembre 1918; en 1922, il rejoint le VSPD; en 1933, il émigre.

Dohna-Schlodien Nikolaus, comte von (1879-1956), officier de marine, chef du *Freikorps* homonyme qui en 1919 combattait les Polonais en Silésie.

Dominicus (*Dominikus*) Adolf (1873-1944), médecin, membre du DDP ; bourgmestre de Berlin-Schöneberg en 1911, ministre de l'Intérieur prussien en 1921.

Dorrenbach Heinrich (1888-1919), employé, SPD et syndicaliste. Officier en 1914, il devient antimilitariste et est arrêté en 1917 ; en 1918 il prend le commandement de la division de la marine populaire à Berlin ; après la défaite il se réfugie à Brunswick en janvier 1919, puis à Eisenach ; arrêté en mai, il est tué au cours d'une « tentative de fuite ».

Doyé Georg (1874-1965), fonctionnaire de police, chef de section du ministère de l'Intérieur pour l'ordre public en 1919-1920.

Drettmann Johann (1876-1933), ouvrier métallurgiste, USPD, SPD, Brême.

Duncker Franz (1822-1888), publiciste et éditeur ; voir note p. 145.

Duncker Hermann (1874-1960), SPD à partir de 1893, à Berlin ; en 1906, il est le premier propagandiste itinérant du parti, de 1911 à 1914 il est enseignant à l'école centrale du parti. Spartakiste pendant la guerre, collaborateur de L. Jogiches ; rédacteur de la *Rote Fabrik* ; délégué au congrès de fondation du KPD ; fondateur et directeur de l'école berlinoise du Parti, propagandiste et éditeur communiste ; emprisonné de 1933 à 1936, puis émigré.

Duncker Käthe (1871-1953), née Doell, épouse de Hermann Duncker ; institutrice, SPD à Berlin, organisatrice des femmes socialistes, Spartakusbund puis KPD.

Dürr Oskar (1877-1959), SPD, consul de la Russie tsariste à Munich.

Dürre Albert Wilhelm (1901-1920), ouvrier, USPD, tué avec Futran à Köpenick (Berlin) par les kappistes.

E

Eberlein Hugo (1887-1941), dessinateur industriel à Berlin, SPD. À partir de 1914, organisateur avec Jogiches du Spartakusbund ; délégué au congrès de fondation du KPD et membre de la *Zentrale* de 1918 à 1929 ; délégué au congrès de fondation du Komintern. Député au Landtag prussien de 1921 à 1933. En 1933, il s'expatrie en France puis en URSS, où il disparaît dans les camps de concentration stalinien.

Ebert Friedrich (1871-1925), sellier, adhère au SAPD en 1889 ; fondateur et dirigeant

de plusieurs syndicats de selliers dans plusieurs villes ; président du SPD à Brême de 1891 à 1905 ; en 1905, il entre à la direction nationale et, à la mort de Bebel, il partage avec Haase la présidence du parti. Social-impérialiste, il dirige le gouvernement dit des commissaires du peuple de novembre 1918 à février 1919 et conclut un accord avec le général Groener pour écraser les communistes : début janvier 1919, son gouvernement légalise les *Freikorps* auxquels cette tâche est confiée ; en 1919, il est le premier président de la république de Weimar.

Eckhardt Karl (1882-1958), directeur d'une manufacture de tabacs à Brunswick ; SPD, puis dirigeant local de la gauche de l'USPD, il adhère en 1920 au VKPD et en sort en 1924.

Ecks Bernhard (1884- ?), maçon, SPD en 1907, *Linksradikale*, IKD en 1918, membre du conseil de soldats de Brême, puis KPD ; permanent du parti jusqu'en 1932, date à laquelle il émigre en URSS, où il disparaît pendant la guerre.

Egelhofer Rudolf (1896-1919), ouvrier, l'un des chefs de la mutinerie des marins de Kiel en 1917 ; condamné aux travaux forcés, libéré par la révolution de novembre, il adhère au KPD en 1919 ; il commande l'« armée rouge » de la Commune de Munich et est assassiné lors de la répression.

Ehrhardt Hermann (1881-1971), capitaine de corvette, commandant du *Freikorps* homonyme, l'un des conspirateurs du putsch de Kapp ; il fonde en 1922 l'Organisation Consul ; opposant de droite à Hitler, menacé d'élimination, il se réfugie en 1933 en Autriche, puis en Suisse, et abandonne l'activité politique.

Eichhorn Emil (1863-1925), mécanicien ; en 1881, SAPD à Berlin ; depuis 1893, permanent SPD et journaliste. Membre de l'USPD, préfet de police à Berlin de novembre 1918 à janvier 1919 ; sa révocation est à l'origine du soulèvement et de la répression de janvier 1919 ; il se réfugie à Brunswick, où, en avril, il dirige la grève générale ; en 1920, il adhère au VKPD ; en 1921, avec Levi, il rejoint le KAG, puis il revient au KPD.

Eidemann Wilhelm (1897-1988), journaliste ; en 1918-1919, *Linksradikale* et rédacteur du *Kommunist* de Brême, puis journaliste dans la presse du KPD ; reclus en 1933-1936, il émigre en 1937.

Eisner Kurt (1867-1919), SPD en 1897 à Munich, rédacteur du *Vorwärts*, critique littéraire ; USPD en 1917, en novembre 1918 il est catapulté chef du gouvernement

- provisoire de la Bavière par la révolution de novembre; assassiné par le comte Arco-Valley.
- Elm Adolf von** (1857-1916), l'un des fondateurs du mouvement coopératif social-démocrate allemand; il promeut la Volksfürsorge, la première société coopérative d'assurances.
- Endres Fritz** (1877-1963), chaudronnier, syndicaliste et dirigeant local du SPD, ministre dans les gouvernements Hoffmann en Bavière (1919-1920).
- Engels Friedrich** (1820-1895), révolutionnaire et fondateur, avec Marx, du matérialisme historique et du communisme scientifique.
- Enz Wilhelm** (1878-1966), tourneur, SPD en 1908 à Barmen (Wuppertal), l'un des signataires de l'accord de Bielefeld.
- Epp Franz Xaver von** (1868-1947), colonel, l'un des premiers à constituer un *Freikorps*, en Thuringe, qui intervient à Munich en 1919 et dans la Ruhr en 1920; général-major de la Reichswehr de 1919 à 1923, relevé du commandement après le putsch hitlérien de Munich; député NSDAP au Reichstag à partir de 1928, gouverneur de la Bavière de 1933 à 1945.
- Ernst Eugen** (1864-1954), typographe, social-démocrate à partir de 1884, s'occupe de la diffusion illégale du *Sozialdemokrat* pendant les lois contre les socialistes; membre de la direction du SPD de 1917 à 1919. Ministre de l'Intérieur prussien de janvier à mars 1919, préfet de police de Berlin en 1919-1920, puis de Breslau de 1920 à 1926.
- Ernst Joseph** (1882-1959), matelot puis ouvrier métallurgiste, USPD, en 1918 il est président du conseil de soldats de la VIII^e armée, puis chef du syndicat des ouvriers métallurgistes de Hagen; il rejoint ensuite le VSPD, puis le SAPD en 1931; il émigre en 1933.
- Ertinger Karl** (1892-1945), vendeur de magasin à Brême, SPD en 1912, *Linksrudikale* pendant la guerre, KPD en 1919, dirigeant national des coopératives du parti de 1920 à 1933; il vit clandestinement à Berlin pendant la période nazie, mais est fusillé dans la rue le 24 avril 1945, surpris à encourager des soldats à jeter l'uniforme.
- Erzberger Matthias** (1875-1921), chef du Centre catholique, chef de la délégation allemande d'armistice à Rethondes en 1918; ministre des Affaires étrangères en 1919-1920; tué par des membres de l'Organisation Consul.
- Escherich Georg** (1870-1941), politicien bavarois, capitaine pendant la guerre, fondateur d'une organisation terroriste nationaliste, l'Orgesch (voir note p. 383), impliquée dans l'assassinat de Rathenau.
- Estorff Ludwig von** (1859-1943), général, commandant de district de la Reichswehr en Prusse-Orientale.

F

- Falk Adalbert von** (1856-1944), général, commandant du IX^e corps d'armée à Altona en novembre 1918.
- Fehrenbach Konstantin** (1852-1926), homme politique du Centre catholique, chancelier en 1921.
- Fellechner**, membre du conseil de soldats du commandement de la garnison de Berlin en janvier-mars 1919.
- Fellisch Alfred Karl** (1884-1973), SPD, directeur du *Volkestimme* de Chemnitz en 1920 et ministre-président de Saxe en 1923-1924.
- Fernbach Wolfgang** (1889-1919), journaliste spartakiste, rédacteur du *Vorwärts*, assassiné par les *Freikorps* en janvier 1919.
- Fischer Anton** (1873 ?-1949 ?), SPD, adjoint du commandant de la garnison de Berlin, Wels, puis commandant de la place de Berlin en décembre 1918 et en 1919.
- Fischer Richard** (1855-1926), typographe, social-démocrate, compositeur et collaborateur du *Sozialdemokrat* pendant la période des lois contre les socialistes; de 1893 à 1922, il dirige les éditions et l'imprimerie du parti; à la fin du XIX^e siècle, il se rapproche du révisionnisme. Député en 1914, il vote les crédits de guerre.
- Fischer Ruth** (1895-1961), membre du KPD en 1919, dirigeante à Berlin à partir de 1921, dirigeante nationale en 1924-1925, exclue en 1926; en 1933 elle émigre en France puis aux États-Unis.
- Fischer Ulrich** (1890-1950), commerçant, SPD, USPD, conseil de soldats de Stuttgart, ministre de la Guerre du Wurtemberg dans le gouvernement Blos en 1918-1919.
- Fleissner Hermann** (1865-1939), président SPD de Dresde, USPD en 1917; membre du gouvernement saxon jusqu'en 1920, rejoint ensuite le VSPD.
- Foch Ferdinand** (1851-1929), maréchal de France; président du Conseil suprême de guerre interallié en 1917, prend la direction du front ouest en 1918.
- France Anatole** (1844-1924), écrivain français. Dans les dernières années de sa vie, il adhère au Parti communiste.
- Francke (Frankel) Ernst** (1852-1921), économiste libéral, membre de la première commission pour la socialisation (1918-1919).

Franz-Ferdinand de Habsbourg (1863-1914), héritier du trône d'Autriche-Hongrie, tué à Sarajevo.

Frasunkiewicz Adam (1873-1923), USPD en 1917, SPD en 1922; l'un des deux présidents du conseil des commissaires de Brême en 1919.

Frauendorfer Heinrich Ritter von (1855-1921), avocat, ministre des Transports dans le cabinet Eisner à Munich.

Frenzel Max (1891-1975), ouvrier de BASF, SPD en 1909 à Ludwigshafen (Rhénanie-Palatinat), USPD en 1917, KPD en 1919, permanent à partir de 1923, organisateur du district Rhein-Saar, il adhère à l'opposition de Wedding et est exclu en 1927; il passe ensuite au Leninbund. Dirigeant syndical (IG-Metall) après la guerre.

Freymuth Arnold (1872-1933), juriste et député prussien, SPD.

Friedeburg Friedrich von (1866-1933), lieutenant général, l'un des commandants qui dirigent la répression de la Commune de Munich. ✱

Friedländer Hugo (1854 ou 1855-1918), journaliste et écrivain social-démocrate.

Fritzsch Eugen (1884-1933), ouvrier textile, SPD, commissaire du gouvernement régional à Chemnitz en 1919, assassiné dans un camp de concentration.

Frölich Paul (1884-1953), voir *biographie p. XIX*.

Futran Alexander Owsej (1879-1920), ingénieur, USPD, tué à Köpenick par les *Freikorps*.

G

Galliffet Gaston Alexandre Auguste, marquis de (1830-1909), général français, réprime la Commune de Paris en 1871.

Gandorfer Ludwig (1880-1918), dirigeant de la Ligue des paysans bavarois et propriétaire terrien dans la colonie africaine, il aide Eisner à prendre le pouvoir.

Gebtsattel Konstantin von (1854-1932), général de cavalerie, l'un des fondateurs de la Ligue pan-allemande de défense et offensive.

Geib Wilhelm (1842-1879), libraire, lassalien; rédacteur de l'organe des eisenachiens *Volksstaat*; en 1869, il adhère à l'Internationale puis contribue à la fondation du SDAP.

Geithner Otto (1876-1948), SPD à Merseburg vers 1890, journaliste, spartakiste en 1915, USPD; KPD en 1920, dirigeant en Thuringe, exclu en 1926 pour son adhésion au courant d'ultragauche; SAPD en 1930; emprisonné en KZ de 1938 à 1945.

Gesell Jean Silvio (1862-1930), commissaire du peuple bavarois, théoricien de la monnaie, anarchiste.

Gessler Otto (1875-1955), DDP; en 1919-1920, ministre dans les gouvernements de coalition avec le SPD.

Geyer Curt (1891-1967), fils de Friedrich, social-démocrate, USPD en 1917, préside le conseil de Leipzig en 1919; membre de la *Zentrale* du VKPD en 1920, il en est exclu avec Levi en 1921; KAG, puis VSPD; émigre en 1933.

Geyer Friedrich (1853-1937), ouvrier de l'industrie du tabac, SPD; pendant les lois contre les socialistes, il est l'un des organisateurs de la diffusion illégale du *Sozialdemokrat*; président SPD à Leipzig de 1898 à 1902; membre du Reichstag de 1900 à 1918; un des fondateurs de l'USPD; ministre des Finances en Saxe en 1918-1919; KPD en 1920, puis VSPD.

Giesberts Johann (1865-1938), à partir de 1893 organisateur du mouvement syndical catholique; de 1905 à 1918, député du Zentrum au Reichstag; de 1919 à 1922, ministre des Postes.

Gilsa Erich von (1879-1963), major, officier de l'état-major général pendant la guerre; chef de cabinet de Noske en 1919-1920, puis député au Reichstag pour le DVP.

Göhrre Paul (1864-1928), pasteur évangélique, en 1899 il quitte l'état clérical et adhère au SPD. Révisionniste, volontaire de guerre, sous-secrétaire d'État au ministère de la Guerre prussien de nov. 1918 à av. 1919.

Goldschmidt Jacob (1882-1955), banquier, entré dans le directoire de la Banque nationale allemande en 1918.

Goltz Rüdiger von der (1865-1946), général de brigade, commandant des troupes allemandes de la Baltique en 1918-1919; il participe au putsch de Kapp en 1920 et ensuite adhère au NSDAP.

Gorter Hermann (1864-1927), socialiste hollandais de gauche, théoricien du communisme de conseils, zimmerwaldien; en Allemagne à partir de novembre 1918, il est le théoricien de référence de la majorité antiparlementaire et antisyndicale du KPD en 1918-1919 et du KAPD en 1920-1922.

Gottschalk Alfred (1863-1942), député USPD, puis SPD, Königsberg (Prusse-Orientale).

Grabowski Fritz (1886-1957), sous-lieutenant de la GSKD, chargé des rapports avec la presse; ensuite, organisateur du TENO, membre de l'Union nationale; il participe au putsch de Kapp.

Gradnauer Georg (1866-1946), SPD en 1888, député au Reichstag de 1898 à 1924. Socialimpérialiste, ministre de la Justice, de l'Intérieur et président de Saxe en 1918-1920, ministre de l'Intérieur du Reich de mai à octobre 1921.

Graeger Friedrich (1875-1933), président SPD du conseil ouvrier d'Oldenburg (Basse-Saxe) en 1918-1919.

Gratzke Karl (1879-1920), ouvrier, USPD, Köpenick.

Graul Ernst (1886-1958), SPD en 1906 à Essen, Spartakusbund en 1915-1918, il adhère en 1920 au KPD, qu'il dirige à Essen de 1921 à 1930; exclu comme «droitier» en 1930.

Gröber Adolf (1854-1919), député du Centre catholique et président du groupe au Reichstag de 1916 à 1919.

Groddeck (*Griedeck*) Wilhelm von (1861-1937), général, commandant de la Reichswehr de Saxe à l'époque du putsch de Kapp.

Groener Wilhelm (1867-1939), général; chef des transports ferroviaires de guerre de 1914 à 1916; en 1916-1917, il dirige le programme visant à intensifier l'effort productif, puis succède à Ludendorff, d'octobre 1918 à septembre 1919, en tant que chef de l'état-major général; en novembre, il conclut un accord avec Ebert engageant l'armée à soutenir le nouveau gouvernement social-démocrate; puis il sera ministre des Transports (1920-1923), de la Défense (1928-1932) et de l'Intérieur (1931-1932).

Grotewohl Otto (1894-1964), typographe de Brunswick, SPD en 1912, USPD en 1918, puis encore SPD; ministre régional de 1921 à 1924, député au Reichstag jusqu'en 1933; en 1945, il reconstitue le SPD à Berlin et dirige le parti dans la zone d'occupation russe; en 1946, il le fusionne avec le KPD, donnant vie à la SED. Président du conseil des ministres de la RDA de 1949 à 1960.

Grünberg Karl (1891-1972), journaliste et romancier de Berlin, SPD en 1911, USPD en 1917, il adhère au KPD en 1920 et collabore à la presse du parti.

Grünpach (*Grünpach*) Fritz (1874-1924), avocat, Berlin.

Grünwaldt (*Cruenwaldt*) Louis (1856-1931), tapissier, SPD à partir des années 1880, membre du sénat de Hambourg de 1904 à 1927.

Grylewicz Anton (1885-1971), mécanicien, SPD à Berlin en 1912, USPD en 1917, KPD en 1920. Responsable de l'organisation de Berlin jusqu'en 1924; exclu en 1927 en

tant qu'oppositional de gauche, il rejoint le Leninbund; en 1933 il émigre en France où, en 1937, il adhère à l'opposition trotskiste; en 1941 il fuit à Cuba.

Grzesinski Albert (1879-1947), ouvrier métallurgiste, SPD en 1898, chef des syndicats de Kassel de 1913 à 1919 et président du conseil de soldats de la ville en 1918; fonctions ministérielles de 1919 à 1924, chef de la police de Berlin en 1925-1926 et de 1930 à 1932, ministre de l'Intérieur de Prusse de 1926 à 1930; émigre en 1933.

Guillaume I^{er} Hohenzollern (1789-1888), roi de Prusse (1861-1888) et empereur d'Allemagne (1871-1888).

Guillaume II Hohenzollern (1859-1941), empereur d'Allemagne et roi de Prusse de 1888 à 1918.

Gumbel Emil Julius (1891-1966), pacifiste, professeur de mathématique statistique à l'université de Heidelberg, auteur en 1922 du livre *Vier Jahre politischer Mord* (Quatre ans d'assassinats politiques).

H

Haas Ludwig (1875-1930), avocat de Karlsruhe, député au Reichstag de 1912 à 1930, DDP, ministre de l'Intérieur bavarois de novembre 1918 à avril 1919.

Haase Hugo (1863-1919), avocat de Königsberg (Prusse-Orientale), social-démocrate; un des présidents du SPD de 1911 à 1916 et de son groupe parlementaire de 1911 à 1915. Leader, du centre, il vote contre les crédits de guerre en 1915; il est l'un des fondateurs de l'USPD; commissaire du peuple de novembre à décembre 1918, il est assassiné par un nationaliste.

Hagemeyer August (1879-1923), graveur, SPD en 1911, USPD en 1917, KPD en 1920, commissaire de la république des conseils de Munich.

Hahn Paul Gustav (1883-1952), enseignant et peintre, dirigeant de police à Stuttgart en 1919-1920, ministre de l'Intérieur du Wurtemberg en 1923.

Halbe-Lang (née Demuth) Erna (1892-1983), exclue du SPD en 1916 pour son opposition à la guerre; permanente des *Linksradikalen* de Hambourg, elle est l'un des fondateurs du KPD à Hambourg, appelée en 1924 à diriger le travail féminin du parti; exclue en 1929 comme «droitière», elle rejoint le KPD et, en 1932, le SAPD; elle émigre en 1934, puis rentre en Allemagne pour faire du travail clandestin, est capturée par la Gestapo, mais réussit finalement à se réfugier en France et de là aux États-Unis.

- Hamm Eduard** (1879-1944), juriste, député bavarois du Centre catholique, dirigeant du département du commerce du ministère des Affaires étrangères bavarois en 1918.
- Hammer Arthur** (1884-1942), employé, syndicaliste, spartakiste, puis dirigeant du KPD à Essen; arrêté en 1936, il est reclus en 1939 dans un KZ, où il est tué.
- Hänisch** (*Haenisch*) Konrad (1876-1925), social-démocrate, journaliste à Leipzig, Dresde et dans la Ruhr. Social-impérialiste, ministre prussien de 1918 à 1921.
- Hansemann Wilhelm** (1886-1963), conseiller de district, SPD, Dortmund; émigre en 1933.
- Harnisch Rudolf** (1864- ?), ministre de la Justice de Saxe de 1919 à 1921, SPD, Dresde.
- Hasenclever Otto** (?-1920), capitaine d'artillerie d'un *Freikorps*, tué au combat à Weter (Ruhr).
- Hasenclever Wilhelm** (1837-1889), teneur; en 1864 il adhère à l'ADAV, dont il est secrétaire en 1866 et président de 1871 à 1875; après le congrès d'unification de Gotha (1875), il est l'un des deux présidents du alte-SAPD.
- Hausmann Konrad** (1857-1922), avocat, DDP; ministre sans portefeuille dans le gouvernement de Max von Bade en 1918.
- Heartfield John** (né Helmut Herzfelde) (1891-1968), graphiste, KPD en 1919; il fonde la maison d'édition communiste Malik; en 1933 il émigre.
- Heckert Fritz** (1884-1936), maçon, SPD en 1902; dirigeant du syndicat des ouvriers du bâtiment à Chemnitz, il est l'un des fondateurs du Spartakusbund; président du conseil d'ouvriers et de soldats de Chemnitz, délégué au congrès de fondation du KPD, il en est nommé responsable syndical.
- Heilmann Ernst** (1881-1940), journaliste social-démocrate, volontaire de guerre; coéditeur du magazine *Die Politisch-Parlamentarischen Nachrichten*; arrêté en 1933, il est tué à Buchenwald.
- Heim Georg** von (1865-1938), dirigeant de la Christian Bauernverein bavaroise; membre du Reichstag de 1920 à 1924.
- Heine Heinrich** (1797-1856), poète, dramaturge et essayiste allemand.
- Heine Wolfgang** (1861-1944), avocat; en 1887, membre du SAPD puis du SPD à Berlin; socialimpérialiste, de 1918 à 1920 ministre prussien, d'abord de la Justice, puis de l'Intérieur; en 1933 il émigre.
- Heldt Max** (1872-1933), ouvrier métallurgiste, SPD, ministre du Travail de Saxe en 1920.
- Helfferich Karl** (1872-1924), membre du directoire de la Deutsche Bank, ministre du Trésor et de l'Intérieur de 1915 à 1917; membre du DNVP et de l'Union nationale.
- Helphand Alexander** Israël, voir Parvus
- Hemeter** (*Hemmeter*) Emil (1880-1945), homme politique bavarois du DNVP, leader à Munich du Deutschvölkischer Schutz- und Trutzbund (Alliance nationale allemande de protection et de défense).
- Henck Fritz** (1868-1928), social-démocrate, gendre de P. Scheidemann.
- Henke Alfred** (1868-1946), ouvrier de l'industrie du tabac, social-démocrate à partir de 1895, syndicaliste, député à partir de 1912, USPD en 1917, membre du conseil des commissaires du peuple de Brême en mars 1919; il succède à Haase à la direction de l'USPD, s'oppose à la fusion avec le KPD et en 1922 rejoint le VSPD.
- Hense Karl** (1871-1946), SPD, Hambourg; syndicaliste, il succède à Laufenberg en tant que président du conseil d'ouvriers; sénateur chargé de la police de 1918 à 1924.
- Hergt Oskar** (1869-1967), président du DNVP; en 1917, ministre des Finances prussien; en 1927-1928, ministre de la Justice.
- Hertling Georg**, comte von (1843-1919), Centre catholique; chef du gouvernement de la Bavière de 1912 à 1917, chancelier du Reich de 1917 à 1918.
- Herz Carl** (1877-1951), avocat, USPD en 1918, SPD en 1920, Hambourg.
- Heydebrand von der Lasa Ernest** von (1851-1924), grand propriétaire foncier, chef des conservateurs à la Diète prussienne; député au Reichstag de 1903 à 1918.
- Heydemann Max** (1884-1956), SPD à partir de 1907, journaliste; en novembre 1918, membre du conseil de soldats à Königsberg, USPD puis KPD; en 1926 il rejoint le VSPD.
- Heye Wilhelm** (1869-1947), colonel puis général; en 1918, chef de la section opérationnelle du commandement suprême; en 1920, commandant militaire de Prusse-Orientale; en 1930, commandant suprême de la Reichswehr.
- Heymann Berthold** (1870-1939), SPD, en 1919-1920 ministre de l'Intérieur du Wurtemberg; en 1933 il émigre.
- Hilferding Rudolf** (1877-1941), social-démocrate autrichien, représentant de l'auto-marxisme; en 1910 il publie *Le Capital financier*; en 1917 il est nommé à la direction du *Vorwärts*. Hostile à la politique de guerre des majoritaires, il adhère à l'USPD

- et, en 1922, rejoint le VSPD ; en 1923 et en 1928-1929, il est ministre des Finances ; en 1933 il s'exile en Suisse puis en France où, en 1941, la police le livre à la Gestapo ; emprisonné à la Santé, il y meurt, peut-être par suicide.
- Hindenburg** Paul Ludwig von (1847-1934), militaire et homme politique ; en août 1916, commandant suprême ; élu président de la République en 1925 et confirmé en 1932 ; en 1933 il appelle Hitler à la chancellerie.
- Hirsch** Max (1832-1905), économiste ; voir note p. 145.
- Hirsch** Paul (1868-1940), social-démocrate de Berlin, député au Landtag prussien. Ministre-président de la Prusse de 1918 à 1920 ; bourgmestre de Dortmund de 1925 à 1933.
- Hitler** Adolf (1889-1945), fondateur du NSDAP, dictateur du III^e Reich.
- Hoeltz (Höhlz)** Max (1889-1933), engagé volontaire, en 1918 il est actif dans le mouvement des conseils du Vogtland (Saxe), en 1919 il adhère au KPD ; en 1920 il organise dans son Land la résistance armée contre le putsch de Kapp ; arrêté et relâché en 1928, il émigre en URSS où il meurt dans des circonstances controversées.
- Hoernle** Edwin (1883-1952), ancien religieux protestant, en 1910 il adhère à Stuttgart au SPD et se lie à F. Mehring et R. Luxemburg. Spartakiste pendant la guerre, KPD en 1918, en 1923 il est membre de la *Zentrale* et, en 1932-1933, du présidium de l'IC ; en 1933 il émigre en URSS.
- Hoffmann** Adolph (1858-1930), ouvrier métallurgiste, SAPD en 1876 ; rédacteur de journaux sociaux-démocrates et éditeur ; président SPD du Grand Berlin de 1916 à 1918, sur des positions centristes ; l'un des fondateurs de l'USPD ; ministre prussien de 1918 à 1919 ; au VKPD en 1920 ; solidaire de Levi, qu'il suit à la KAG, à l'USPD et au VSPD.
- Hoffmann** Johannes (1867-1930), instituteur à l'école primaire, social-démocrate ; membre du Landtag bavarois de 1908 à 1920, chef du gouvernement après l'assassinat de K. Eisner.
- Hoffmann** Max von (1869-1927), général de brigade ; chef d'état-major du commandement suprême de l'Est à partir d'août 1916, représentant du commandement suprême pendant les négociations de Brest-Litovsk avec la Russie.
- Hoffmann** Otto von Waldau (1898-1943), lieutenant de la GSKD, impliqué dans l'assassinat de Rosa Luxemburg ; pendant la Seconde Guerre mondiale, général d'aviation.
- Höfle** Anton (1882-1925), avocat, député du Centre catholique, ministre des Postes du Reich en 1924.
- Hofmann (Hoffmann)** Heinrich von (1863-1921), général, commandant de la GSKD jusqu'en mars 1919.
- Hofrichter** Anton, social-démocrate autrichien, coéditeur de *Die Politisch-Parlamentarischen Nachrichten*.
- Hohenstaufen**, dynastie germanique qui dévint la couronne impériale de 1138 à 1254.
- Hohenzollern**, dynastie des électeurs de Brandebourg (1486-1701), rois prussiens (1701-1918) et empereurs allemands (1871-1918).
- Holzmeier** Wilhelm (1864-1917), enseignant, *Linksradikale*, rédacteur du *Bremer Bürgerzeitung*.
- Hope** sir Charles (1858-1924), amiral anglais.
- Huë** Otto (1868-1922), social-démocrate, syndicaliste des mineurs de la Ruhr, secrétaire de l'Internationale des mineurs de 1904 à 1914. Élu à l'Assemblée nationale et, en 1920, au Reichstag.
- Hugenberg** Alfred (1865-1951), membre du Cda des entreprises Krupp et du DNVF ; il s'oppose au traité de Versailles, collabore avec Hitler, dont il est ministre de l'Industrie et de l'Agriculture en 1933.
- Hülsen** Botho von (1863-1947), général, commandant du *Freikorps* homonyme, fondé en 1918.
- Husemann** Fritz (1873-1935), social-démocrate ; en 1904 secrétaire et en 1919 président du syndicat des mineurs ; en 1918-1919, président du conseil d'ouvriers de Bochum (Ruhr) ; de 1919 à 1924, député au Landtag prussien et, de 1924 à 1933, au Reichstag.

I

- Imbusch** Heinrich (1878-1945), président du syndicat chrétien des mineurs en 1919 ; député au Reichstag pour le Centre catholique de 1920 à 1933.
- Ioudenitch** Nikolai Nikolaïevitch (1862-1933), général tsariste ; en juillet 1919 il organise en Estonie le front nord-ouest de la guerre civile ; il est battu devant Petrograd en octobre-novembre 1919.

J

- Jadasch** Anton (1888-1964), mineur de Silésie, SPD en 1907, spartakiste pendant la guerre, puis secrétaire du KPD de Silésie, député au Reichstag de 1924 à 1933, emprisonné de 1933 à 1934 et de 1936 à 1944.

Jaffé Edgar (1866-1921), économiste, USPD, ministre des Finances dans le cabinet Eisner à Munich.

Jagow Traugott Gottlieb von (1863-1941), préfet de police de Berlin avec Guillaume II, sous-secrétaire au ministère des Affaires étrangères de 1913 à 1916; partisan du putsch de Kapp, il est condamné à cinq ans de prison.

Jahreiß Paul Ritter von (1878-1919), major, USPD, consultant du ministère de la Guerre bavarois.

Jannack Karl (1891-1968), cordonnier, SPD en 1909 à Brême, membre du groupe Arbeiterpolitik pendant la guerre; l'un des fondateurs des IKD, puis du KPD; dirigeant de la république des conseils de Brême; en 1922, secrétaire de l'ADGB de Remscheid, puis permanent du KPD; il émigre en France en 1933, y est livré à la Gestapo en 1940 et est emprisonné en Allemagne jusqu'en 1945.

Janus Richard (1881-1972), ouvrier métallurgiste de Stuttgart, SPD en 1911, Spartakusbund et USPD en 1918, KPD en 1918-1928, puis KPDO; émigre en 1933, anime un groupe du KPDO à Stockholm.

Jarres Karl (1874-1951), bourgmestre de Remscheid en 1910 et de Duisbourg en 1914-1933. Membre du DNVP. Après l'occupation de la Ruhr par la France, fiduciaire pour les territoires occupés; en 1923-1924, vice-chancelier et ministre de l'Intérieur.

Joffe Adolphe Abramovitch (1883-1927), révolutionnaire russe, lié à Trotsky à partir de 1908. Après la révolution de 1917, il adhère au parti bolchevique; ambassadeur à Berlin en 1918; expulsé d'Allemagne, il est envoyé en Chine; il participe à l'opposition trotskiste de 1925 à 1927; gravement malade, il se suicide par protestation contre le tournant stalinien du parti.

Jogiches Leo (1867-1919). Né en Lituanie, il adhère d'abord au populisme russe, puis au socialisme marxiste; en 1888 il est arrêté et emprisonné, puis émigre à Zurich, où il se lie, politiquement et personnellement, à R. Luxemburg; il est actif dans la social-démocratie allemande et russe. Dès le début de la guerre, il s'occupe de l'organisation du Spartakusbund et, en 1918, il est l'un des fondateurs du KPD, dont il assure l'organisation; arrêté en 1919, il est tué « au cours d'une tentative de fuite ».

Jorns Paul (1871-1942), juge du tribunal militaire des troupes coloniales allemandes avant la guerre, en 1918, en tant que juge du tribunal militaire de la GSKD, il « enquête » sur l'assassinat de R. Luxemburg et

K. Liebknecht; ensuite, il est promu procureur du Reich.

Juchacz Marie (1879-1956), ouvrière, SPD à partir de 1908, responsable nationale du travail des femmes à partir de 1917, députée au Reichstag de 1919 à 1933.

K

Kahmann Hermann (1881-1943), mécanicien, SPD; secrétaire du parti à Dresde de 1907 à 1922.

Kahr Gustav von (1862-1934), président de la Bavière supérieure en 1917; Premier ministre bavarois en 1920-21, haut commissaire du Reich pour la Bavière en 1923.

Kaliski Julius (1868-1935), journaliste et écrivain de Berlin, SPD en 1893, révisionniste; à partir de janvier 1919, un des leaders SPD du conseil des ouvriers du Grand Berlin.

Kapp Wolfgang (1858-1922), directeur général pour l'agriculture de la Prusse de 1906 à 1920, DNVP; il met au point et exécute le putsch de mars 1920.

Katz Iwan (1889-1956), urbaniste et économiste, SPD en 1906 à Hanovre, dirigeant régional de la jeunesse social-démocrate; il passe à l'USPD en 1919 et au VKPD en 1920; coopté à la *Zentrale* en 1922, il se range du côté de l'ultragauche et est exclu du parti en 1926; arrêté en 1933, libéré, arrêté à nouveau en 1941 en tant que juif, il s'échappe du KZ, est repris en 1944 et libéré de Mauthausen en 1945.

Kautsky Karl (1854-1938). Théoricien de la social-démocratie allemande et de la II^e Internationale, il s'avère incapable de s'opposer à la dérive social-impérialiste du SPD et de défendre une position révolutionnaire face à la guerre; en 1917, il participe à la fondation de l'USPD; de novembre à décembre 1918, il est sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères; en 1922, il rejoint le VSPD. En raison de sa position centriste sur la guerre, Lénine le qualifie de « renégat ».

Kegel Fritz (1896-1920), ouvrier, USPD, tué avec Futran à Köpenick par les kappistes.

Kessel Eugen von (1890-1934), officier du *Freikorps* Reinhard, devenu ensuite capitaine de police à Berlin, puis fonctionnaire de la Gestapo; tué par les SS dans l'épuration de 1934.

Kiene Johannes Baptist von (1852-1919), avocat, député au Landtag du Wurtemberg pour le Centre catholique, ministre de la Justice en 1918-1919.

Klawunde Albert, SPD; sergent pendant la guerre, il est élu au conseil de soldats de Potsdam puis catapulté commandant de la place de Berlin, de janvier à mars 1919.

Klingelhöfer Gustav (1888-1961), SPD, adjoint de Toller à Munich en 1919, il est condamné à la détention ; libéré, il devient rédacteur du *Vorwärts*.

Kloft Kristian (1867-1938), Centre catholique, député de Essen au Landtag prussien de 1919 à 1933.

Klüber Robert von (1873-1919), lieutenant-colonel, membre du *Freikorps* Maercker, tué à Halle.

Klupsch Franz (1874-1957), conseiller municipal du SPD à Dortmund.

Knief Johann (1880-1919), instituteur, SPD en 1906 à Brême ; rédacteur de la *Bremer Bürgerzeitung* de 1911 à 1916 ; à partir de 1913 il dirige, avec Radek, les *Linksradi-kalen* de Brême et fonde en 1916, avec P. Frölich, la revue *Arbeiterpolitik* ; emprisonné en janvier 1918, il est libéré par la révolution de novembre et dirige les communistes (KdD) de Brême.

Koch-Weser Erich (1875-1944), DDP, ministre de l'Intérieur du Reich en 1919-1921, puis vice-chancelier et ministre de la Justice.

Koenen Wilhelm (1886-1963), employé, SPD en 1904, permanent et journaliste à Kiel, Königsberg puis Halle à partir de 1907. USPD en 1917, délégué des conseils d'ouvriers et de soldats du district de Halle-Merseburg en 1918, il dirige la grève de l'Allemagne centrale en 1919 ; député au Reichstag de 1920 à 1932, VKPD en 1920, membre de la *Zentrale* en 1920, 1923 et 1929 ; il émigre en 1933.

Koering Josef (1879-1933 ?), syndicat des mineurs, SPD en 1914, USPD en 1917, KPD en 1920.

Koeth (*Köth*) Joseph (1870-1936), colonel et fonctionnaire du ministère de la Guerre ; ministre pour la démobilisation dans le gouvernement des commissaires du peuple de novembre à décembre 1918 et ministre de l'Économie en 1923.

Koltchak Alexandre Vassilievitch (1874-1920), amiral russe, contre-révolutionnaire et commandant d'une armée blanche en Sibérie pendant la guerre civile.

König Arthur (1881-1945), ouvrier, puis libraire, SPD en 1904 à Essen. Mobilisé, il déserte en septembre 1918 et se rallie au Spartakusbund, puis au KPD ; dirigeant à Dortmund et à Essen, il joue un rôle important à la tête de l'«armée rouge» de la Ruhr en 1920 ; en 1924 il est membre de la *Zentrale* du KPD ; il a peut-être été tué à Berlin par les SS en 1945.

König Max (1868-1941), ouvrier réparateur, en 1891 l'un des fondateurs du syndicat des métallurgistes, SPD ; de 1906 à 1919,

secrétaire du district de Westphalie-ouest. De 1919 à 1933, commissaire, puis président, du gouvernement d'Arnsberg.

Korsch Karl (1886-1961). Juriste, il adhère en 1917 à l'USPD, puis en 1920 au KPD, dont il dirige de 1924 à 1926 l'organe théorique *Die Internationale* ; élu au Reichstag (1924-1928) ; exclu du KPD en 1926 en raison de ses positions d'ultra-gauche, il fonde le groupe *Entschiedende Linke* et la revue *Kommunistische Politik* sur des positions conseillistes. En 1933 il émigre aux États-Unis.

Kossman, nom employé par le sous-lieutenant Krull, voir

Krause Emil (1870-1943), pédagogue, SPD, rédacteur du *Hamburger Echo*, sénateur de Hambourg de 1919 à 1933.

Krause Paul Georg Christof von (1852-1923), juriste, libéral-démocrate, ministre de la Justice d'août 1917 à février 1919.

Krupp, famille d'industriels allemands, dont le patriarche, Friedrich (1787-1826), fonda une aciérie à Fessen, dans la Ruhr, en 1811.

Kübler Konrad (1884-1974), commissaire du peuple bavarois (Justice) en 1919, Ligue des paysans bavaroise.

Kuttner Erich (1887-1942), SPD, Berlin, rédacteur du *Vorwärts*, l'un des fondateurs et commandant du régiment Reichstag ; émigré en 1933, il est appréhendé par la Gestapo à Amsterdam en 1942 et tué dans le KZ de Mauthausen.

L

Lampl Walter (1891-1933), SPD, enseignant, Hambourg, président du conseil de soldats en 1918-1919, puis commandant de la place de Hambourg, ensuite sénateur d'Altona.

Landauer Gustav (1870-1919), chef de file de la tendance anarchiste du SPD de 1893 à 1899 et du Sozialistischer Bund de 1908 à 1913 ; pacifiste pendant la guerre, commissaire du peuple de la première république des conseils de Bavière ; assassiné en prison par les blancs.

Landsberg Otto (1869-1957), avocat, député social-démocrate, social-impérialiste ; membre du conseil des commissaires du peuple en 1918, ministre de la Justice en 1919, ambassadeur de 1920 à 1924, député au Reichstag de 1924 à 1933.

Lange Paul (1880-1951), employé, en 1900 SPD à Berlin, président de l'Union centrale des employés. Spartakiste, KPD de 1918 à 1920, puis USPD et VSPD, dirigeant du mouvement coopératif de 1927 à 1933.

- Lansing Robert** (1864-1928), homme politique et avocat américain; en 1915, secrétaire d'État avec W. Wilson; participe à la conférence de paix de Versailles.
- Lassalle Ferdinand** (1825-1864), fondateur de l'ADAV en 1863.
- Laufenberg Heinrich** (1872-1932), docteur en philosophie, journaliste, en 1904 il passe du Centre catholique au SPD. Président du conseil d'ouvriers et de soldats de Hambourg en 1918-1919; entré au KPD en 1918, il est l'un des dirigeants de l'opposition antiparlementaire et antisyndicale; entre au KAPD en 1919; théoricien du «bolchevisme national»; exclu du KAPD en 1920.
- Ledebour Georg** (1850-1947), instituteur, acteur, puis correspondant en Angleterre de journaux allemands de 1878 à 1882; à Berlin, il milite dans les syndicats Hirsch-Duncker, puis, en 1890, adhère au SPD; il devient l'un des leaders de l'USPD, l'inspirateur de *revolutionäre Oblente*, le coprésident du comité révolutionnaire de Berlin en janvier 1919; il s'oppose à l'adhésion au KPD et au Komintern; en 1923, il fonde la Ligue socialiste, laquelle adhère en 1931 au SAPD; en 1933 il émigre.
- Lederer Emil** (1882-1939), sociologue, SPD, membre de la commission pour la socialisation.
- Legien Carl** (1861-1920), tourneur sur bois, SAPD en 1885; en 1887 il fonde le syndicat des tourneurs sur bois, en 1890 il participe à la constitution de la Commission générale des syndicats libres allemands (ADGB), dont il sera président de 1919 jusqu'à sa mort; député au Reichstag (1893-1898 et 1903-1918). Social-impérialiste durant la guerre, il étouffe tout mouvement de lutte.
- Leinert Robert** (1873-1940), SPD, secrétaire du parti de Hanovre et bourgmestre de cette ville, député du Landtag prussien de 1908 à 1933, élu président du conseil central par le congrès national (décembre 1918) des conseils d'ouvriers et de soldats.
- Leipart Theodor** (1867-1947), tourneur sur bois, social-démocrate, dirigeant syndical. En 1919, ministre du Travail du Wurtemberg; président de l'ADGB de 1921 à 1933.
- Lénine Vladimir Ilitch Oulianov** (1870-1924), révolutionnaire et théoricien marxiste, dirigeant bolchevique, il dirige la révolution d'Octobre et fonde l'Internationale communiste.
- Lensch Paul** (1873-1926), avocat, SPD à partir de 1900, député au Reichstag de 1912 à 1918. D'abord opposé à la politique de guerre du SPD, puis socialimpérialiste.
- Exclu du SPD en 1922 pour sa collaboration avec l'industriel Stinnes.
- Lequis Arnold** (1861-1949), général, gouverneur militaire de Berlin en 1918.
- Lerchenfeld auf Köfering und Schönberg Hugo Philipp comte** (1843-1925), diplomate, ministre plénipotentiaire de Berlin.
- Lettow-Vorbeck Paul von** (1870-1964), gouverneur militaire des colonies allemandes en Afrique orientale pendant la guerre, puis, en 1919-1920, commandant en Allemagne du *Freikorps* homonyme, membre du DNVP et député au Reichstag (1928-1930).
- Levi Paul** (1883-1930), avocat, en 1906 SPD à Francfort. Dirigeant spartakiste, après la mort de R. Luxemburg, K. Liebknecht et L. Jogiches, il prend de fait la direction du KPD; président du VKPD, il démissionne de la *Zentrale* en février 1921. Critique envers l'«action de mars» 1921, il est exclu en avril 1921; il fonde la KAG et en 1922 rejoint l'USPD puis le VSPD.
- Levien Max** (1885-1937). Né à Moscou, il étudie en Allemagne; socialiste-révolutionnaire, il participe à la révolution russe de 1905; émigré en Suisse, il devient bolchevik. Dirigeant spartakiste à Munich en 1918-1919, il préside le conseil de soldats; en 1921, il se réfugie en URSS; arrêté en 1936, il est condamné dans un des «procès» staliniens et exécuté.
- Leviné Eugen** (1883-1919). Né en Russie, à Saint-Petersbourg, il étudie en Allemagne; en 1905 il participe à la révolution en Russie dans les rangs des socialistes révolutionnaires; en 1909, après une période de détention, il rejoint l'Allemagne et adhère au SPD. En 1917, il rallie le Spartakusbund; en novembre 1918, il est envoyé dans la Ruhr, puis participe aux combats de janvier à Berlin et, finalement, est envoyé diriger l'organisation du KPD à Munich, où la situation le contraint à présider le deuxième gouvernement des conseils. Après la défaite de la république des conseils, il est arrêté, condamné à mort et aussitôt fusillé.
- Leviné-Meyer Rosa** (née Broido) (1890-1979), épouse d'E. Leviné en 1915, militante du KPD; émigre en 1933.
- Lichtschlag Otto** (1885-1961), capitaine d'artillerie, commandant du *Freikorps* homonyme; officier d'état-major pendant la Seconde Guerre mondiale.
- Liebe**, sous-officier qui commanda pendant quelques jours, en janvier 1919, un détachement de soldats (dénommé Kommando Liebe) qui fut ensuite absorbé par le régiment Reichstag.

- Liebknecht Karl** (1871-1919), fils de Wilhelm Liebknecht, dirigeant historique, avec Bebel, de la social-démocratie allemande; avocat, défenseur de militants sociaux-démocrates allemands et russes, il adhère au SPD en 1900; en 1907 il fonde l'Internationale des Jeunesses, dont il est élu président, et engage une violente campagne antimilitariste révolutionnaire, pour laquelle il est condamné. À partir de 1914, il est, avec Rosa Luxemburg, l'animateur de la propagande révolutionnaire contre la guerre et pour la grève de masse, tant en Allemagne qu'au niveau international; emprisonné pour avoir organisé la manifestation du 1^{er} mai 1916, il est relâché le 23 octobre 1918; il milite dans le Spartakusbund dès sa fondation et, avec R. Luxemburg, est le leader du KPD; après la défaite de l'insurrection de janvier 1919, il est arrêté et assassiné avec R. Luxemburg. Lev Trotsky écrit de lui: «Marxiste cultivé, Liebknecht n'était cependant pas un théoricien. Il était un homme d'action. Caractère impulsif, passionné, prêt au sacrifice, il avait une grande intuition politique et sentait d'instinct les masses; il était un homme d'un incomparable esprit d'entreprise et courageux.»
- Liebknecht Wilhelm** (1826-1900), fondateur, avec Bebel, du SDAP en 1869 et du SAPD-SPD en 1875; directeur du *Vorwärts* de 1875 jusqu'à sa mort et dirigeant de la II^e Internationale; père de Karl.
- Liepmann Rudolf** (1894-1940), sous-lieutenant, GSKD, Berlin; l'un des assassins de K. Liebknecht; juriste ensuite.
- Liesching Theodor** (1865-1922), ministre des Finances dans le deuxième cabinet Blos, DDP, Stuttgart.
- Limbertz Heinrich** (1874-1932), mineur, permanent SPD, journaliste, député au Reichstag de 1924 à 1932, Essen.
- Lindau Otto** (1886-1953), maçon, USPD en 1919, député au Landtag de Brême en 1919-1920.
- Lindau Rudolf** (1888-1977), voir *biographie* p. XX.
- Lindemann Hugo** (1867-1949), professeur universitaire. SPD à Stuttgart. En 1918-1919, ministre du Travail, puis de l'Intérieur, du Wurtemberg.
- Lindner Aloys** (1887-vers 1943), ouvrier de Munich, KPD, attentateur de E. Auer; s'est réfugié en Autriche, puis en URSS.
- Lipinski Richard** (1867-1936), vendeur, syndicaliste, président du SPD à Leipzig de 1907 à 1917, puis USPD et en 1922 VSPD; membre du Landtag de Saxe, ministre saxon de l'Intérieur et des Affaires étrangères de 1918 à 1923.
- Lipp Franz** (1855-1937), bizarre personnage qui fut durant quelques jours commissaire USPD aux Affaires étrangères de la première république des conseils bavaroise, en avril 1919.
- Lloyd George David** (1863-1945), homme politique libéral anglais; Premier ministre de 1916 à 1922.
- Löbe Paul** (1875-1967), typographe et journaliste social-démocrate de Breslau. En novembre 1918, il s'oppose à la formation des conseils ouvriers; vice-président de l'Assemblée nationale en 1919 et vice-président ou président du Reichstag de 1920 à 1932.
- Loewenfeld Wilfried Julius Hans Höffer von** (1879-1946), capitaine de corvette, commandant du *Freikorps* homonyme, contre-amiral en 1928.
- Lohmann Walter** (1878-1930), officier de marine, directeur (1920-1927) de la division du transport maritime au ministère de la Défense.
- Lojewski Max von** (1878-1919), commerçant, spartakiste, président du conseil de soldats de Spandau (Berlin), tué par les *Freikorps*.
- Lorenz Hans-Richard** (1879-?), capitaine, fonctionnaire du ministère de la Guerre en 1918, Berlin.
- Lossberg Fritz von** (1868-1942), général de la Reichswehr.
- Louis III de Wittelsbach** (1845-1921), roi de Bavière en 1913, il abdique en novembre 1918.
- Lübbing Joseph** (1876-1931), maçon, SPD, député au Reichstag (1919-1930), chef de la police à Königsberg (1919-1924), puis à Dortmund.
- Lüdemann Hermann** (1880-1959), ingénieur, SPD, député au Landtag prussien de 1919 à 1928, Berlin; emprisonné en KZ de 1933 à 1935 et de 1944 à 1945.
- Ludendorff Erich von** (1864-1937), général d'infanterie, chef d'état-major de Hindenburg; après la guerre, représentant nationaliste, impliqué dans le putsch de Kapp comme dans celui de Hitler à Munich en 1923.
- Ludwig Konrad** (1880-1935), menuisier, SPD, USPD de 1917 à 1921, secrétaire de ce parti pour la Westphalie ouest, puis SPD; député au Reichstag de 1920 à 1930.
- Luther Hans** (1879-1962), avocat, bourgeois-mestre de Essen en 1918; ministre des Finances en 1923-1924, chancelier du Reich en 1925-1926, DVP; en 1930 il succède à H. Schacht en tant que président de la Reichsbank; ambassadeur aux États-Unis de 1933 à 1937.

Lüttwitz Walter baron von (1859-1942), général, se distingue dans la répression des mouvements révolutionnaires de 1919; nationaliste, il est l'auteur, avec Kapp, du coup d'État de mars 1920.

Lützow Hans von (1876-1940), major, commandant du *Freikorps* homonyme.

Luxemburg Rosa (1871-1919). Née en Pologne, elle se lance à seize ans dans l'activité politique au sein du parti socialiste Proletariat; recherchée par la police, elle émigre en Suisse et, avec L. Jogiches et J. Marchlewski, fonde le Parti socialiste polonais (SDKPiL); en 1896 elle entre en rapport avec Kautsky et collabore à la *Neue Zeit*; en 1898, elle se fixe à Berlin, adhère au SPD, entend de lutter contre le révisionnisme de Bernstein sur des positions marxistes et devient un repère pour les révolutionnaires allemands. Quand la révolution de 1905 éclate, elle accourt à Varsovie, où elle est arrêtée en 1906; en prison elle écrit *Grève générale, parti et syndicat*. Expulsée en Allemagne, elle s'oppose à la politique de la direction social-démocrate et doit limiter son activité de publiciste; en 1907, elle enseigne l'économie à l'école centrale du parti et en 1913 publie *L'Accumulation du capital*. Pendant la guerre, elle dirige de la prison le Spartakusbund et, à partir de novembre 1918, le journal quotidien *Die rote Fabrik*, devenu ensuite l'organe du KPD, dont elle est le leader. Son activité provoque une campagne de haine et de calomnies: la presse contre-révolutionnaire l'appelle *die blutige Rosa*, «Rosa la sanguinaire»; pendant la «scamine sanglante» (10-17 janvier 1919 à Berlin), elle refuse, par solidarité avec ses camarades, de se cacher; arrêtée le 15 avec K. Liebknecht, elle est tuée au cours de la nuit; Lénine écrit à son sujet: «Malgré ses erreurs, elle a été et reste un aigle; non seulement son souvenir sera toujours précieux pour les communistes du monde entier, mais en plus sa biographie et ses œuvres complètes... constitueront une leçon très utile pour la formation de nombreuses générations de communistes du monde entier.»

M

Maercker Ludwig (1865-1924), général, chargé par Noske en 1918 de l'organisation des *Freikorps*; il fonde et commande lui-même le *Freiwilige Landesjägerkorps Maercker*.

Mann Ernst von (1864-1934), vice-amiral, ministre de la Marine dans le gouvernement des commissaires du peuple en 1918.

Marcks Erich (1891-1944), capitaine en 1919 dans le *Freikorps* Tapp, *Kommandantur* de Berlin; général en 1939.

Marklewski (Karski) Julian (1866-1925), polonais, ouvrier teinturier, en 1888 il adhère au parti socialiste Proletariat; arrêté en 1891, il émigre en Suisse et se lie à R. Luxemburg et L. Jogiches; en 1893 il se fixe en Allemagne. Spartakiste, en 1919 il est membre de la *Zentrale* du KPD; de 1919 à 1922, il accomplit des missions diplomatiques pour le gouvernement soviétique.

Marloh Otto (1893-1964), officier du *Freikorps* Reinhard, puis Stahlhelm. Devient nazi, officier SA; se distingue pendant la guerre dans la persécution des Roms.

Marx Karl (1818-1883), dirigeant révolutionnaire du mouvement ouvrier; fondateur avec Engels du matérialisme historique et du communisme scientifique.

Maslow Arkadij (Isaak Jefimowitsch Tschemerinski) (1891-1941). D'origine ukrainienne, il étudie à Dresde et Berlin; KPD en 1919, il en est le dirigeant à Berlin avec Ruth Fischer et est rédacteur à la *Rote Fabrik*; dirigeant national en 1924-1925, il est exclu en 1926 avec R. Fischer.

Matuschka Michael comte (1888-1944), fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, Berlin.

Mayer (*Meyer*) Wilhelm (1874-1923), Centre catholique, ministre du Trésor en 1919-1920.

Mehlich Ernst (1882-1926), journaliste social-démocrate, président du conseil d'ouvriers et de soldats de Dortmund en 1918.

Mehring Franz (1846-1919), démocrate, il se rapproche du SAPD à l'époque des lois contre les socialistes et le défend dans la presse bourgeoise; il étudie les œuvres de Marx et Engels et en 1889 annonce son adhésion au matérialisme historique par une série d'articles; il devient alors l'un des principaux publicistes du SPD; en 1898 il publie *Histoire de la social-démocratie allemande*; de 1902 à 1907 il dirige la *Leipziger Volkszeitung*, qui devient le centre de la lutte contre le révisionnisme; de 1906 à 1911 il enseigne à l'école centrale du parti. À partir d'août 1914 il est l'un des animateurs du Spartakusbund; en 1918 il publie *Karl Marx: histoire de sa vie*; il participe aux travaux de préparation du congrès de fondation du KPD, sans pouvoir y assister parce que gravement malade.

Meinberg Adolf (1893-1955), social-démocrate, USPD en 1917, puis KPD; il dirige la lutte contre le putsch de Kapp à Dortmund; exclu du parti en 1922.

Meister Friedrich (1870-1946), juriste, fonctionnaire du ministère de l'Intérieur prussien, membre du DVP.

Melchior Carl (1871-1933), banquier, fait partie de la délégation allemande à Versailles.

Merges August (1870-1945), tailleur, SPD à Brunswick en 1890. Spartakiste, USPD, en novembre 1918 il préside le conseil des commissaires du peuple de Brunswick; KPD, puis KAPD, qu'il représente à Moscou au II^e congrès de l'IC.

Merkel Paul von (1864-1949), membre du Bayerische Volkspartei, ministre des Finances de Bavière dans le cabinet Hoffmann (1919).

Mertins Ferdinand (1864-1943), cordonnier, secrétaire USPD à Königsberg (Prusse-Orientale), puis SPD, député au Landtag.

Meseberg Karl (1891-1919), KPD, commandant d'une compagnie de marins, tué par les *Freikorps* dans les combats de Halle.

Meyer Ernst (1887-1930), social-démocrate berlinois, jusqu'en 1916 rédacteur du *Vorwärts*; pendant la guerre, un pilier du Spartakusbund; l'un des leaders du KPD et, après Levi, son président pendant une courte période; de 1921 à 1924 et de 1928 à sa mort, député au Landtag prussien.

Meyer Karl (1862-1937), DDP, ministre de la Justice bavarois de 1919 à 1923.

Michaelis Paul (1863-1934), écrivain et journaliste du *Berliner Tageblatt*, délégué du conseil ouvrier du Grand Berlin, membre du DDP.

Müller Joseph (Scpp) (1883-1964), ouvrier métallurgiste de Brême, SPD en 1907, puis *Linksradikale* et KPD; en novembre 1918, il est dans le conseil ouvrier des chantiers de la Weser; en 1919, il participe à la république des conseils de Brême; ensuite il est un dirigeant local du parti; en 1933 il émigre.

Moehl Arnold Ritter von (1867-1944), général, commandant de la Reichswehr bavaroise.

Molkenbuhr Brutus (1881-1959), fils de Hermann, SPD, membre du comité exécutif du conseil ouvrier du Grand Berlin.

Molkenbuhr Hermann (1851-1927), ouvrier et syndicaliste, SAPD-SPD; à partir de 1890, directeur du journal *Hamburger Echo* et député au Reichstag. L'un des principaux représentants du révisionnisme et du social-impérialisme.

Möller, épouse de Werner Möller.

Möller Werner (1888-1919), écrivain et journaliste de Barmen; SPD puis ISD, il rejoint le Spartakusbund et collabore à *Arbeiterpolitik*; représentant des IKD à Berlin,

puis KPD; dirige l'occupation de l'immeuble du *Vorwärts* en janvier 1919, est tué pendant la répression.

Mosse Rudolf (1843-1920), éditeur de quotidiens (*Berliner Volkszeitung*) et de magazines.

Mühsam Erich (1878-1934), écrivain anarchiste; il participe à la première république des conseils de Bavière; condamné à quinze ans de détention, relâché pour amnistie en 1924; arrêté en 1933, la nuit même de l'incendie du Reichstag, et «suicidé» dans un KZ.

Müller August (1873-?), social-démocrate hambourgeois; révisionniste, président du bureau pour l'approvisionnement de guerre en 1916.

Müller Hermann (1876-1931), vendeur, SPD à partir de 1893 et dans la direction du parti à partir de 1906. Social-impérialiste, en 1916 il est député pour le district de Breslau (Silésie); en décembre 1918, vice-président du conseil central des conseils; en 1919, président du SPD et en 1919-1920, ministre des Affaires étrangères; en 1920 et de 1928 à 1930, chancelier.

Müller Karl (1879-1935), peintre et écrivain, USPD, membre du comité pour la sûreté de Spandau (Berlin), il passe ensuite au VKPD; célèbre orateur populaire.

Müller Richard (1890-1943), ouvrier métallurgiste, social-démocrate et syndicaliste de Berlin. Opposant à la guerre, organisateur du groupe des *revolutionäre Obleute*, il dirige les grèves de juin 1916, avril 1917 et janvier 1918 et préside l'exécutif des conseils berlinois en novembre 1918; en 1920 il rejoint le VKPD, en 1921 il soutient Levi, puis il démissionne et abandonne la politique.

Münzenberg Wilhelm dit Willi (1887-1940), en 1906 jeunesses socialistes, durant la guerre Spartakusbund, puis KPD; en 1920-1921, secrétaire de l'Internationale des jeunesses communistes; puis il organise pour le Komintern un réseau de revues, de journaux, de maisons d'édition, de sociétés de production cinématographique, qu'il dirige depuis Paris jusqu'en 1937. Passé à l'opposition contre Staline, il est exclu du KPD. En 1940 il est emprisonné dans un camp français pour étrangers, d'où il s'échappe, mais pendant sa fuite il meurt dans des circonstances troubles, peut-être assassiné par les stalinien.

N

Napoléon I^{er} Bonaparte (1769-1821), empereur de France.

Napoléon III Bonaparte (1808-1873), empereur des Français de 1852 à 1870.

Neurath Otto (1882-1945), économiste autrichien, membre de la commission pour la socialisation en Bavière.

Neuring Gustav (1879-1919), ouvrier, SPD, Dresde; fonctionnaire syndical, président du conseil de soldats, ministre de la Guerre du gouvernement saxon.

Nielkisch Ernst (1889-1967), enseignant, engagé volontaire en 1914, SPD en 1917; en novembre 1918, il est à la tête du conseil d'ouvriers et de soldats d'Augstbourg et, de janvier à avril 1919, président du conseil central de Bavière: puis il dirige le groupe USPD au Landtag bavarois; reclus de 1933 à 1945.

Noske Gustav (1868-1946), vannier, social-démocrate à partir de 1884; de 1892 à 1897, président du parti à Brandebourg, puis dirigeant du syndicat des ouvriers du bois à Königsberg et Chemnitz; de 1906 à 1918, député au Reichstag. En 1907, après les expéditions allemandes en Afrique contre l'ethnie namibienne des Hereros, il prend fait et cause pour «une politique coloniale socialiste»; il vote en 1912 les crédits pour l'envoi de troupes en Chine et en 1914 les crédits de guerre; en décembre 1918, il devient ministre de la Guerre, organise la création des *Freikorps* et prend la direction de la répression; complice de l'assassinat de R. Luxemburg et K. Liebknecht; après le putsch de Kapp, il est contraint de démissionner. De 1929 à 1933, il est président du Land de Hanovre; emprisonné de juillet 1944 à avril 1945.

Nowak Karl Friedrich (1882-1932), journaliste autrichien.

O

Oberndorff Alfred, comte von (1870-1963), ambassadeur, représentant au ministère des Affaires étrangères à la Commission d'armistice en 1918.

Oehme Walter (1892-1963), journaliste, SPD, USPD, fonctionnaire à la chancellerie en 1919, collaborateur de K. Firdmann.

Oelsner (Oelbner) Fred (1903-1977), membre de la jeunesse communiste à Halle, puis KPD en 1920, journaliste; en 1933, émigre en URSS.

Oeser Rudolf (1858-1926), DVP puis DDP, ministre prussien des Travaux publics en 1919-1921.

Oettinghaus Walter (1883-1958), ouvrier métallurgiste et syndicaliste, SPD en 1901, USPD en 1917, commissaire politique de l'armée rouge de la Ruhr en 1920; ensuite

SPD (1922-1931), KPD (1932); en 1933 il émigre.

Oldershausen Martin von (1865-1924), général, chef du désarmement au ministère de la Reichswehr en 1920.

Orlando Vittorio Emanuele (1860-1952), homme politique italien, président du Conseil après la défaite de Caporetto; dirige la délégation italienne à la conférence de paix de Versailles.

Örter (Oertter) Josef (Sepp) (1870-1928), anarchiste, passe au SPD en 1913, puis à l'USPD en 1917; ministre de l'Intérieur, des Finances, puis chef du gouvernement de Brunswick en 1920; en 1925 il adhère au NSDAP.

Osel Heinrich (1863-1919), député du Parti populaire bavarois.

Osterroth Nikolaus (1875-1933), mineur, SPD à partir de 1898, député au Reichstag de 1907 à 1912 et au Landtag prussien de 1921 à 1933.

Oven Burghard von (1861-1935), général d'infanterie, commandant en 1919-1920 du 3^e district militaire de Berlin, congédié après le putsch de Kapp.

P

Pabst Waldemar (1880-1970), capitaine, chef d'état-major de la GSKD et commandant de fait, bras droit de Noske en 1918-1919; l'un des fondateurs de l'Union nationale, putschiste avec Kapp; très lié ensuite au milieu de l'industrie lourde.

Pannekoek Anton (1873-1960), astronome, socialiste de gauche hollandais; en 1906 le SPD l'appelle à Berlin pour enseigner à l'école centrale du parti; en 1910 il s'établit à Brême où il devient une figure de pointe de l'opposition de gauche au sein du SPD. Expulsé d'Allemagne à l'éclatement de la guerre, il continue à influencer les *Linksradikalen* de Brême et de Berlin, en participant au mouvement de Zimmerwald; en 1918 il fonde le Parti communiste hollandais et soutient le KAPD; après la crise de ce parti, il reprend ses activités scientifiques en Hollande.

Parodi Lorenzo (1926-2012), ouvrier italien, cofondateur de Lotta Comunista et historien marxiste du développement capitaliste.

Parvus (pseudonyme d'Alexandre I. Helphand) (1869-1924), émigré socialiste russe, milite dans la social-démocratie allemande à partir de 1891. Pendant la guerre il devient agent des empires centraux, puis conseiller économique de F. Ebert.

Paulssen (Paulson) Hans Constantin (1892-1984), industriel de l'aluminium, chef d'un *Freikorps* agissant en Silésie à l'époque du putsch de Kapp, NSDAP ensuite, industriel après la Seconde Guerre mondiale.

Payer Friedrich von (1847-1931), avocat, DDP; vice-chancelier du Reich en 1917-1918.

Peter Friedrich (?-1918), *Linksradikale*, Hambourg, apprenti, membre des Jeunesses socialistes; arrêté en 1917, tué pendant la révolution de novembre.

Peters Karl (1863-1938), médecin, organisateur de la Ligue par allemande et de groupes de *Zeitfreiwillige* à Friedrichshagen (Berlin).

Petersen Carl Wilhelm (1868-1933), avocat, DDP, sénateur et bourgmestre de Hambourg (1924-1930, 1932-1933).

Pfeffer Franz von Salomon (1888-1968), capitaine, commandant du *Freikorps* Pfeffer, ensuite national-socialiste et leader des SA de 1926 à 1930.

Pfeinfert Franz (1879-1954), anarchiste à partir de 1902 et éditeur d'une revue politico-littéraire de 1911 à 1932; il adhère au KPD en 1918, puis est l'un des fondateurs du KAPD, qu'il abandonne en 1921 pour adhérer à l'AAU; dans les années 1930 il se solidarise avec Trotsky contre Staline; en 1933 il émigre.

Pflugk-Harttung Heinz Fritz von (1890-1920), capitaine dans la GSKD à Berlin; l'un des assassins de K. Liebknecht; tué pendant le putsch de Kapp.

Pflugk-Harttung Horst Gustav Friedrich von (1889-1967), frère de Heinz Fritz, lieutenant de vaisseau, l'un des assassins de K. Liebknecht; engagé dans les années 1930-1940 dans le service d'espionnage de Canarias.

Pieck Wilhelm (1876-1960), menuisier, SPD en 1895; à partir de 1906, permanent du parti, en 1910 responsable de la formation des cadres à Berlin; spartakiste; mobilisé, blessé, il refuse de regagner le front et s'enfuit à Amsterdam; il revient en Allemagne en novembre 1918; membre de la *Zentrale* du KPD, responsable de l'organisation du parti en 1920-1924 et 1925-1928; membre de l'exécutif du Komintern en 1928 et du présidium en 1931; président de la RDA à partir de 1949.

Pieser Robert (1890?-1919), SPD, USPD, Spartakusbund, président du conseil des ouvriers de Spandau (Berlin); tué par les troupes du gouvernement en janvier 1919.

Pilsudski Józef (1867-1935), socialiste dans sa jeunesse, puis nationaliste; président

de la République polonaise en 1919, «homme fort» de la Pologne jusqu'à sa mort.

Pirelli Alberto (1882-1935), industriel italien, fils de Giovanni Battista Pirelli, fondateur du groupe Pirelli & Cie.

Poincaré Raymond (1860-1934), président de la république française de 1913 à 1920.

Posadowski-Wehner Artur, comte von (1845-1932), DNVP, député au Reichstag en 1920.

Preuss Ilugo (1860-1925), DDP, l'un des principaux auteurs de la Constitution de Weimar.

Price Morgan Philips (1885-1973), journaliste et écrivain anglais; correspondant de guerre en Russie pour le *Manchester Guardian*; en 1917-1918 il sympathise avec les bolcheviks et collabore avec eux; en novembre 1918 il est en Allemagne, où il suit les événements révolutionnaires. Pendant plus de deux décennies, député travailliste aux Communes.

Princip Gravilo (1894-1918), étudiant nationaliste serbe; en juin 1914 il tue l'héritier du trône autrichien, Franz-Ferdinand de Habsbourg.

R

Radek Karl (Bernagardovitch Sobelsohn) (1885-1939), bolchevik et dirigeant de l'Internationale communiste. Né dans la Galicie autrichienne, en 1901 il adhère au Parti socialiste polonais; arrêté à Varsovie en 1905, il est expulsé de Pologne en 1908; il reprend l'activité en Allemagne au sein du SPD, devenant l'un des représentants des *Linksradikalen* de Brême; en 1914, il est en Suisse, où il rallie Lénine; en 1917, il organise à Stockholm un bureau du CC bolchevique chargé de la propagande en Allemagne; en décembre 1918, il est envoyé clandestinement à Berlin comme représentant du Parti bolchevique et, jusqu'en janvier 1920, il participe aux événements révolutionnaires allemands; il revient en Allemagne en octobre et y reste jusqu'en 1923; considéré comme responsable de «l'échec d'octobre» (une tentative avortée d'insurrection), il est rappelé à Moscou, puis exclu de la direction du Komintern; membre de l'opposition unifiée en 1926-1927, il capitule en 1929; en 1936, accusé dans les «procès» staliniens, il est incarcéré et assassiné en prison.

Radtke Fritz (1883-?), USPD, marin, succède à Wolff-Metternich au commandement de la division de la marine populaire à Berlin.

- Rathenau** Walther (1867-1922), industriel (son père Emil est le fondateur du groupe AEG); ministre de la Reconstruction en 1921 et des Affaires étrangères en 1922; assassiné par les nationalistes.
- Räumer** Hans von (1870-1965), industriel, membre de la direction de la ZAG (l'association des industriels allemands), ministre de l'Économie en 1923.
- Rauscher** Ulrich (1884-1930), journaliste au service du gouvernement allemand d'occupation en Belgique durant la guerre, il rejoint le SPD en 1918; chargé des rapports avec la presse du gouvernement Scheidemann en 1919, puis diplomate.
- Reibnitz** Kurt Gustav Hans Otto, baron von (1877-1937), PDD, chef du gouvernement du Mecklembourg-Strelitz.
- Reichart** (*Reichhardt*) Wilhelm, membre du conseil de soldats bavarois, commissaire dans le premier gouvernement des conseils à Munich en 1919, KPD.
- Reichert** Jakob Wilhelm (1885-1948), manager industriel, dirigeant, dans les années 1920 et de 1935 à 1945, de l'association des industriels sidérurgistes allemands; député au Reichstag pour le DNVP; jugé à Nuremberg avec F. Krupp.
- Reimann** Max (1898-1977), membre du conseil de soldats de Brême, KPD en 1919, syndicaliste; arrêté en 1939 et reclus en KZ jusqu'en 1945.
- Reinhard** Wilhelm (1869-1955), colonel, commandant du *Freikorps* du même nom en 1918, commandant de la place de Berlin de décembre 1918 à juin 1919; écarté de la Reichswehr en 1920; en 1927 il rejoint les unités nazies, SA d'abord puis SS (*Obergruppenführer*); de 1936 au 1945, membre du Reichstag.
- Reinhardt** Walter (1872-1930), colonel puis général, ministre de la Guerre de Prusse en 1918-1919.
- Remmele** I Hermann (1880-1939), tourneur, SPD en 1897 à Mannheim, USPD en 1917, président du conseil d'ouvriers et de soldats de Mannheim en 1918, puis VKPD; dirigeant du KPD jusqu'en 1932, député au Reichstag de 1920 à 1933; émigre à Moscou en 1933; arrêté en 1937, il est assassiné par la contre-révolution stalinienne.
- Rhein** Hermann (1867-1960), ouvrier imprimeur, SPD à partir de 1891 à Brême, député au Landtag de 1900 à 1930.
- Rheinbaben** Rochus, baron von (1893-1937), fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères en 1918, lié à Scheidemann.
- Richter** Eugen, SPD, préfet de police de Berlin de 1920 à 1925.
- Rieppel** Anton von (1852-1926), directeur général de l'entreprise MAN (Maschinenfabrik Augsburg-Nürnberg).
- Rietschel** Hermann (1883-1968), ouvrier imprimeur, USPD en 1918, membre du conseil de soldats de Brême.
- Ritgen** (*Rittgen*) Ulrich von (1894-1969), lieutenant de vaisseau, l'un des assassins de K. Liebknecht.
- Robespierre** Maximilien de (1758-1794), l'un des chefs de la Révolution française.
- Röhm** Ernst (1887-1934), capitaine, *Freikorps* von Epp; fondateur et commandant des SA nazies, tué avec ses collaborateurs par les SS le 30 juin 1934, pendant la Nuit des longs couteaux.
- Rosenfeld** Kurt (1877-1943), avocat à Berlin, SPD en 1908, USPD en 1917, SPD en 1922, ministre prussien de la Justice de novembre 1918 à janvier 1919, député au Reichstag de 1920 à 1932; en 1931, l'un des fondateurs du SAPD.
- Rosbach** Gerhard (1893-1967), lieutenant en 1918, il fonde le *Freikorps* qui porte son nom; lié à Hitler et Röhm à partir de 1922, il participe au putsch de Munich; ensuite il se heurte à Hitler.
- Rosshaupter** Albert (1878-1949), peintre, SPD à Augsburg à partir de 1897, député au Landtag bavarois de 1907 à 1933, ministre des Affaires militaires dans le gouvernement bavarois en 1918-1919.
- Rossmann** Erich (1884-1953), vendeur, SPD à Stuttgart à partir de 1903, député au Reichstag de 1924 à 1933, reclus en KZ de 1944 à 1945.
- Ruben** Ernst, juge provincial, chargé des travaux préparatoires pour la socialisation du secteur minier, SPD, Essen.
- Rück** Fritz (1895-1959), typographe, SPD en 1913, spartakiste, USPD en 1917, l'un des chefs de la révolution de novembre à Stuttgart, KPD en 1918; journaliste et orateur itinérant; en 1930 il quitte le parti et en 1932 il adhère au SAPD; en 1933 il émigre.
- Rüdlin** Otto (1861-1928), ministre des Postes d'août 1917 à février 1919.
- Rühle** Otto (1874-1943), enseignant, SPD en 1896 à Dresde; de 1907 à 1913, propagandiste itinérant; en 1912, élu au Reichstag. Il vote en 1915 contre les crédits de guerre et fonde en 1918 le groupe IKD de Dresde, puis adhère au KPD; délégué au II^e congrès du Komintern, il se prononce contre les vingt et une conditions d'adhésion; exclu du KPD en 1920, il est l'un des fondateurs du KAPD et de l'AAU; en 1923, il abandonne la politique militante.
- Runge** Otto Wilhelm (de son vrai nom Wilhelm Radolf) (1875-1945), *Jäger* dans la

GSKD, ancien tourneur, l'un des bourreaux de Rosa Luxemburg.

Rusch Emil (1880-1925), ouvrier métallurgiste, de 1919 à 1925 adjoint à la *Kommandantur* de Hambourg et chef de la police, SPD.

Rusch Oskar (1884- ?), ouvrier métallurgiste, SPD. Membre de l'exécutif des conseils du Grand Berlin en novembre 1918, USPD; chef du syndicat des métallurgistes et responsable des syndicats à Berlin au moment du putsch de Kapp; VKPD en 1920, KAG en 1921, VSPD en 1922.

S

Sachse Hermann (1862-1942), mineur, SPD à partir de 1882; président du syndicat des mineurs de 1902 à 1919, membre de la commission générale des syndicats de 1911 à 1919, député au Reichstag de 1898 à 1920; dirigeant syndical de 1919 à 1927.

Sachsenberg Gotthard (1891-1961), officier de marine puis d'aviation, en 1919 il forme dans la Baltique une escadrille aérienne pour appuyer les *Freakorps*; ensuite il s'associe à H. Junker dans la production d'avions, puis il se lance dans la construction d'hydroptères.

Sauber Fritz (1884-1949), serveur, USPD en 1917, membre du conseil de soldats de Munich en 1918-1919, VKPD en 1920; émigre en 1933; en 1941 il est livré par la police française à la Gestapo et recluse en KZ jusqu'en 1945.

Sauberzweig Traugott von (1863-1920), général, commandant d'un régiment d'infanterie à Erfurt (Thuringe).

Schacht Hjalmar (1877-1970), financier et homme politique; président de la Reichsbank de 1923 à 1930 et de 1933 à 1938, ministre de l'Économie de 1934 à 1937 et ministre sans portefeuille jusqu'en 1943.

Scheer Reinhard von (1863-1928), amiral; chef de la flotte de haute mer de janvier 1916 à juin 1918, puis chef d'état-major de l'amirauté.

Scheidemann Philipp (1865-1939), compositeur typographe, social-démocrate à partir de 1883, syndicaliste et journaliste; à partir de 1903 député au Reichstag, de 1913 à 1918 président de la fraction parlementaire SPD et en 1917 coprésident du parti. Social-impérialiste, membre du gouvernement de Max von Bade, en novembre 1918 il proclame la république pour précéder Liebknecht; en 1919 il est chancelier et démissionne pour protester contre le traité de Versailles; maire de Kassel, en 1925 il abandonne la politique active; en 1933 il émigre.

Schelter Wilhelm (1881-1925), ouvrier, SPD, député au Landtag de Brême de 1919 à 1925.

Scherl August (1849-1921), éditeur berlinois de quotidiens (*Berliner Lokal-Anzeiger*) et de magazines (*Die Woche*).

Scheuch Heinrich von (1864-1946), général, ministre de la Guerre dans le gouvernement des commissaires du peuple de novembre à décembre 1918.

Schiele Georg Wilhelm (1868-1932), médecin et économiste, DNVP, Union nationale, Naumburg (Saxe-Anhalt).

Schiffer Eugen (1860-1954), DDP, ministre des Finances et vice-président en 1919 dans le gouvernement Scheidemann, ministre de la Justice en 1919-1920 et en 1921.

Schindelhauer Wilhelm (1887-1959), employé, SPD en 1918, député du Landtag de Brême de 1919 à 1928.

Schirmacher (Schirrmacher) Käthe (1865-1930), de Dantzig, députée du DNVP à l'Assemblée nationale en 1919-1920.

Schlicke Alexander (1863-1940), mécanicien, SPD en 1891, président du syndicat des métallurgistes de Stuttgart de 1895 à 1918. Ministre du Travail du Reich en 1919-1920, député au Reichstag de 1919 à 1930.

Schmidt Agnes (1875- ?), SPD avant 1914, puis USPD en 1917 et KPD en 1920, elle quitte le parti en 1926 sur des positions d'ultragauche.

Schmidt August (1878-1965), SPD, mineur, syndicaliste, Essen.

Schmidt Felix (1885-1932), typographe, SPD depuis 1904 à Brême. Pendant la guerre, il est l'un des dirigeants des *Linksradikalen*; à la fin de 1919, il devient secrétaire du KPD de Hanovre, puis membre de la *Zentrale* en 1921-1924; exclu en 1929, il rejoint le KPDO puis le SAPD.

Schmidt Robert (1864-1943), ouvrier constructeur de pianos, à partir de 1883 SPD à Berlin; de 1902 à 1919, membre de la commission générale de l'ADGB; de 1883 à 1898 et de 1903 à 1930 membre du Reichstag. Social-impérialiste, il participe au gouvernement de Max von Bade et aux trois premiers cabinets sociaux-démocrates; secrétaire de l'ADGB en 1921, vice-chancelier et ministre en 1923 et en 1929-1930.

Schmidtchen Karl (1858-1925), mineur, dirigeant de l'Union des coopératives, USPD, Düsseldorf.

Schneppenhorst Ernst (1881-1945), SPD à Nuremberg à partir de 1908, ministre des Affaires militaires du gouvernement

- bavarois en 1919-1920, député au Reichstag en 1932-1933; arrêté en 1938, il est assassiné par la Gestapo à Berlin en 1945.
- Scholem Werner** (1895-1940), SPD en 1913; condamné en 1917 pour activité antimilitariste, USPD en 1917, VKPD en 1920; membre de la *Zentrale* du KPD en 1924-1925; en 1926 il est exclu du KPD et organise avec d'autres le Leninbund. Arrêté en 1933 par les nazis, il est exécuté en 1940.
- Scholze Paul** (1886-1938), métallurgiste, social-démocrate, il passe à l'opposition pendant la guerre; en 1917 il est l'un des dirigeants des *revolutionäre Obvente* de Berlin et en janvier 1919 il copréside le comité révolutionnaire; USPD, puis KPD à partir de 1920. Dans les années suivantes, il œuvre comme journaliste militant. Émigré en 1933, il se réfugie en 1935 à Moscou, où il est arrêté en 1936 et disparaît dans les camps de concentration staliens.
- Schön Hans von** (1876-1969), conseiller d'ambassade bavarois.
- Schottländer Bernhard** (?-1920), journaliste, USPD, Breslau (Silésie).
- Schreiner Albert** (1892-1979), voir *biographie* p. XXI.
- Schröder Karl** (1884-1950), études supérieures de philosophie, SPD en 1913 à Berlin. Spartakiste pendant la guerre, KPD, l'un des fondateurs du KAPD, en 1924 il réintègre le VSPD; en 1937 il est arrêté et emprisonné jusqu'en 1945.
- Schröder-Mahnke**, agent de police, espionne pendant la guerre, puis provocatrice contre-révolutionnaire.
- Schücking Walther Adrian** (1875-1935), juriste, DDP, membre de la délégation allemande à Versailles, député au Reichstag de 1920 à 1928.
- Schultz (Schulz) Georg** (1860-1945), juriste de Bromberg en Poméranie (Bydgoszcz, Pologne), DNVP, fonctionnaire.
- Schulz Karl** (Friedrich Carl Schulze) (1884-1933), mécanicien, SPD à Brunswick et syndicaliste à partir de 1905. Spartakiste pendant la guerre, KPD, responsable de la Ligue des soldats rouges; député au Landtag prussien de 1921 à 1924 et de 1928 à 1932; en 1933 il est arrêté lors de l'incendie du Reichstag et tué en prison.
- Schulz Paul** (1898-1963), officier du service d'informations de Maercker, ensuite organisateur de la «Reichswehr noire», DNVP, puis NSDAP et dirigeant des SA nazies.
- Schulz Walter** (1872-1934), major de la Reichswehr, commandant du *1^{er} reikorps* du même nom.
- Schulze (Schulz) Bruno** (1895-?), sous-lieutenant de vaisseau, l'un des assassins de K. Liebknecht.
- Schumann Georg** (1886-1945), ouvrier, SPD en 1905 à Léna, syndicaliste et journaliste à Leipzig. Spartakiste pendant la guerre, puis dirigeant du KPD, membre de la *Zentrale* en 1923 et 1927. Arrêté en 1933 et libéré en 1939, il organise un groupe communiste clandestin à Leipzig; il est appréhendé en juillet 1944 et assassiné en prison.
- Schumpeter (Schlumpeter) Joseph Aloys** (1883-1950), économiste autrichien, membre de la commission pour la socialisation en 1919.
- Schüssler Otto** (1905-1982), ouvrier, KAPD, secrétaire de Trotsky à Prinkipo, en France de 1932 à 1934 et au Mexique en 1939-1940; l'un des fondateurs de la IV^e Internationale.
- Schwartz Ernst** (1866-1958), études supérieures de philosophie. SPD en 1918 à Chemnitz, USPD en 1920 puis KPD, dirigeant de la «gauche»; avec Korsch, il dirige le groupe *Entscheidende Linke*, qui est exclu du KPD en 1926 et avec lequel il adhère au KAPD; puis il s'éloigne du mouvement ouvrier et en 1933 il émigre.
- Schwarz Albert** (1876-1929), tourneur, syndicaliste, SPD, de 1919 à 1921 ministre de l'Économie du gouvernement de Saxe, de 1923 à 1929 président du Landtag de Saxe.
- Schwertfeger Bernhard** (1868-1953), général et historien militaire, expert du tribunal au procès du «coup de poignard dans le dos» (Munich, 1925).
- Seeckt Hans von** (1866-1936), général, chef d'état-major de la Reichswehr et commandant en chef de l'armée de 1920 à 1926; il est l'auteur du plan de reconstitution de l'armée allemande qui fait fi des clauses du traité de Versailles.
- Segitz Martin** (1853-1927), ouvrier, SDAP en 1874 à Munich; syndicaliste et membre du Landtag bavarois de 1897 à 1919 et de 1920 à 1927; ministre de l'Intérieur du gouvernement bavarois de Hoffmann.
- Seifert Emil** (?-1916), ouvrier des chantiers de la Weser à Brême, *1. Inksradikale*, tombé au combat.
- Selchow Bogislav von** (1877-1943), capitaine de frégate, commandant du *1^{er} reikorps* Studentenkörps Marbourg, puis membre de l'Orgesch (voir note p. 383).
- Seldte Franz** (1882-1947), petit industriel, fondateur en 1918 du Stahlhelm (voir note p. 218); allié de Hitler, ministre du Travail de 1933 à 1945.

- Senfft von Pilsach** Friedrich Hugo Maximilian (1854-1931), général de brigade de la Reichswehr.
- Severing** Karl (1875-1952), métallurgiste de Bielefeld, SPD à partir de 1893, syndicaliste et révisionniste, député au Reichstag de 1907 à 1912 et de 1919 à 1933. En avril 1919, en tant que commissaire du Reich pour la Rhénanie-Westphalie, il réprime l'insurrection de la Ruhr; ministre prussien de l'Intérieur de 1920 à 1928 et de 1930 à 1932, il cède au coup d'État de von Papen en Prusse; pendant la dictature nazie, il n'est pas inquiété.
- Scydewitz** Max (1892-1987), typographe, député SPD, en 1931 l'un des fondateurs du SAPD; en 1933 il émigre.
- Siebert** Friedrich Maximilian (1888-1950), capitaine, l'un des commandants qui dirigent l'assaut de Munich en 1919.
- Siemens** Carl Friedrich von (1872-1941), industriel, dirigeant de la société homonyme et député DDP au Reichstag de 1920 à 1924.
- Siemer** Henry (1881-1924), commandant de vaisseau marchand, USPD, membre du conseil de soldats de Hambourg.
- Simon** Hugo (1880-1950), de Berlin, banquier, ministre des Finances prussien (USPD) en 1918-1919; émigre en 1933.
- Simon** Joseph (1865-1949), cordonnier, SPD à Nuremberg à partir de 1885, syndicaliste; USPD en 1917, ministre dans le gouvernement bavarois de Hoffmann; VSPD en 1922, député au Reichstag de 1912 à 1932; emprisonné en KZ de 1933 à 1945.
- Sinzheimer** Hugo (1875-1945), avocat et juriste social-démocrate; élu en 1919 à l'Assemblée nationale, il participe à la rédaction de la Constitution de Weimar.
- Sklarz** Georg (1875-?), affairiste de Berlin, lié à Scheidemann et Parvus; joua un rôle dans les assassinats de Liebknecht et de Luxemburg.
- Slomski** Franz (?-1920), ouvrier agricole, tué à Karow (Mecklembourg) par les hommes des *Freikorps*.
- Soldmann** Fritz (1878-1945), cordonnier, SPD à partir de 1907, USPD en 1919 et commissaire du peuple bavarois; de 1933 à 1945, reclus en prison ou KZ; il meurt à Buchenwald.
- Solf** Wilhelm Heinrich (1862-1936), DDP; sous-secrétaire d'État aux colonies de 1911 à 1918, ministre des Affaires étrangères en 1918 dans les cabinets Max von Bade et Ebert.
- Sollmann** Wilhelm (1881-1951), social-démocrate de Cologne, député au Reichstag, membre de la délégation allemande à Versailles, puis ministre du gouvernement Strucsmann, député au Reichstag de 1919 à 1933; en 1933 il émigre.
- Sorge** Friedrich Adolph (1828-1906), représentant du mouvement ouvrier international, ami et compagnon de lutte de Marx et d'Engels.
- Spethmann** Hans (1885-1957), géologue et chercheur en géographie économique.
- Stallmann** (alias Baron Korff-König), fameux tricheur jugé à Berlin en 1911.
- Stampfer** Friedrich (1874-1957), social-démocrate berlinois, social-impérialiste et partisan d'une alliance entre le SPD et la bourgeoisie progressiste; rédacteur en chef du *Vorwärts* et, de 1919 à 1933, député au Reichstag; émigre en 1933.
- Starling** Ernest Henry (1866-1927), physiologiste anglais.
- Steiner** Martin (1864-1950), Ligue des paysans bavaroise, ministre de l'Agriculture en 1919 dans le cabinet Hoffmann.
- Stephani** Franz von (1876-1939), major, commandant du *Freikorps* Potsdam en 1919 à Berlin; ensuite commandant du Stahlhelm à Berlin puis des SA nazis.
- Stiege** Heinrich von (1895-1968), sous-lieutenant de vaisseau, l'un des assassins de Liebknecht.
- Stinnes** Hugo (1870-1924), industriel, magnat du charbon et de l'acier; nationaliste, hostile au traité de Versailles et au paiement des réparations de guerre; bailleur de fonds pour les *Freikorps*, en 1920 il est élu député de la droite extrême.
- Stoecker** Walter (1891-1939), SPD en 1908, USPD en 1917; l'un des dirigeants du conseil d'ouvriers et de soldats de Cologne en 1918; VKPD en 1920; reclus en KZ de 1933 à 1939, il meurt à Buchenwald.
- Stolten** Otto (1853-1928), ouvrier métallurgiste, SDAP en 1874 à Hambourg; rédacteur du *Hamburger Echo* de 1887 à 1919; dirigeant SPD et maire de Hambourg de 1919 à 1925; député au Reichstag de 1913 à 1924.
- Strassmann** Fritz (1858-1940), médecin, directeur de l'Institut de médecine légale de Berlin de 1895 à 1926.
- Stresemann** Gustav (1878-1929), industriel, président du Parti national-libéral en 1917, après la guerre il fonde le DVP; chancelier en 1923, ministre des Affaires étrangères de 1923 à 1929.
- Striemer** Alfred (1879-?), rédacteur du *Betriebsräte Zeitung* (journal des conseils d'usine) de l'ADGB et théoricien économiste de la centrale syndicale, puis éditeur du journal d'entreprise du groupe industriel Borsig.

- Ströbel Heinrich** (1869-1944), social-démocrate berlinois, de 1910 à 1916 rédacteur du *Vorwärts*. En 1917 USPD, en 1919 revient au SPD, en 1931 passe au SAPD; député au Reichstag de 1924 à 1932; en 1933 il émigre.
- Stubbe Heinrich** (1864-1941), menuisier, social-démocrate; membre du sénat de Hambourg de 1919 à 1931.
- Stumm Wilhelm**, baron von (1869-1935), directeur de la section politique du ministère des Affaires étrangères de 1911 à 1916 et sous-secrétaire d'État au même ministère de 1916 à 1918.
- Stürmer Wilhelm**, USPD, Hambourg; président du conseil suprême de la marine de l'Elbe inférieure de novembre 1918 à mars 1919.
- Südekum Albert** (1871-1944), docteur en philosophie, SPD à Berlin; rédacteur de journaux sociaux-démocrates, député au Reichstag de 1900 à 1918, social-impérialiste; ministre des Finances prussien en 1918-20; enjêé en affaires pendant la guerre, il reste ensuite dans le monde de la finance.
- Suppe Gustav**, adjudant, commandant en 1919 d'un *Freikorps* de sous-officiers agrégé à celui du colonel W. Reinhard.

T

- Tchitcherine** Gueorgui Vassilievitch (1872-1936), bolchevik, commissaire du peuple soviétique aux Affaires étrangères de 1918 à 1930.
- Teuber Heinrich** (1872-1928), mineur, dirigeant social-démocrate en 1910, leader de l'opposition syndicale de gauche à Bochum. USPD en 1917, VKPD en 1920; exclu, il revient à l'USPD et, en 1922, au VSPD.
- Thalheimer August** (1884-1948), docteur en philosophie et ethnologue; SPD en 1904 à Stuttgart puis spartakiste, il joue un rôle important dans la révolution de novembre à Stuttgart; membre de la *Zentrale* du KPD de 1918 à 1923; considéré comme responsable, avec Radek et Brandler, de la défaite d'octobre 1923, il est appelé à Moscou dans l'appareil central du Komintern. Rentré en Allemagne en 1928, exclu du KPD en 1929, il fonde avec Brandler le KPDO; en 1933 il émigre.
- Thälmann Ernst** (1886-1944), docker, SPD en 1903 à Hambourg; en 1906, fonctionnaire syndical. USPD en 1918, leader de la gauche des indépendants hambourgeois; au VKPD en 1920, membre de la *Zentrale* du KPD presque sans interruption de 1923 à 1933; soutenu par Staline en dépit de ses défaillances comme dirigeant, il est, à partir de 1925, le leader du parti; arrêté par les nazis en 1933, il est fusillé en 1944 dans le KZ de Buchenwald.
- Thielemann Karl** (1878-1951), tourneur, syndicaliste, SPD, dirigeant du syndicat des métallurgistes de Düsseldorf.
- Thiers Louis Adolphe** (1797-1877), homme politique et historien français; chef du gouvernement en 1871, il écrase dans le sang la Commune de Paris.
- Thomas Albert** (1878-1932), socialiste français; social-impérialiste et partisan de l'Union sacrée contre l'Allemagne; ministre de l'Armement et de l'Approvisionnement de guerre en 1916-1917.
- Thomas James** (de son vrai nom **Reich**, Jakov S.) (1886-1956), socialiste galicien émigré en Suisse, où il se rallie aux bolcheviks; le Komintern l'envoie à Berlin en 1919 pour diriger le secrétariat de l'Europe occidentale jusqu'en 1925; il rompt alors avec le Komintern, puis rallie le SAPD; en 1933 il émigre.
- Thyssen August** (1842-1926), fondateur en 1867 du groupe sidérurgique Thyssen.
- Timm Johannes** (1866-1945), tailleur, social-démocrate de Munich, et syndicaliste; député au Landtag de 1905 à 1933 et ministre de la Justice du gouvernement bavarois en 1918-1919.
- Tirpitz Alfred von** (1849-1930), amiral, ministre de la Marine à partir de 1897; il développe la flotte de haute mer et la dotation allemande en sous-marin.
- Toller Ernst** (1893-1939), écrivain anarchiste. Engagé en 1914, blessé et congédié, pacifiste; à Munich, USPD en 1918 et, en 1919, président de l'éphémère république des conseils.
- Tost Otto** (1883-1954), ouvrier métallurgiste berlinois, marin en 1918. USPD en 1917, organisateur de la division de la marine populaire; président du syndicat des métallurgistes de Berlin et secrétaire de l'Union berlinoise des syndicats; en 1922 il rejoint le VSPD.
- Trebitsch-Lincoln** (*Lincoln-Trebitsch*) Ignaz Thimoteus (1879-1943), juif hongrois naturalisé anglais aux mille activités louches, dont l'espionnage en Angleterre en faveur de l'Allemagne; établi à Berlin après la guerre, il prend part à tous les complots, de Ludendorff, de Kapp, de von Lüttwitz.
- Triebel Oskar** (1891-1968), mécanicien, spartakiste en 1918, délégué au congrès de fondation du KPD, où il assume des rôles dirigeants dans la Ruhr jusqu'à son exclusion en 1929; il rallie alors le KPDO, puis

le SAPD ; pendant la dictature nazie, il est arrêté plusieurs fois pour activité politique clandestine.

Trimborn Karl (1854-1921), député de l'Assemblée nationale, Centre catholique, Cologne.

Trotha Adolf von (1868-1940), amiral, chef d'état-major de la flotte de haute mer de 1916 à 1918 ; chef de l'amirauté en 1919-1920, il se joint à Kapp et démissionne après l'échec du putsch.

Trotsky Lev (1879-1940), révolutionnaire socialiste et dirigeant bolchevique, fondateur de l'Armée rouge.

U

Uhlig Otto (1872-1950), compositeur typographe, social-démocrate et syndicaliste. Ministre-président et ministre de l'Intérieur de Saxe en 1919-1920 ; de 1920 à 1933, premier bourgmestre à Radebeurg (Saxe).

Ulbricht Walter (1893-1973), charpentier, SPD en 1912, KPD en 1918 ; de 1924 à 1927 à Moscou, dans l'appareil du Komintern ; en 1928 il rentre en Allemagne et est élu au Reichstag ; en 1933 il émigre à Paris, puis à Prague et enfin à Moscou ; secrétaire de la SED de 1950 à 1971 et président du Conseil d'État de la RDA de 1960 à 1973.

Ullstein, famille propriétaire de la société Ullstein Verlag, qui éditait d'importants quotidiens (*Die Berliner Zeitung* et *Die Berliner Morgenpost*, entre autres).

Ulmanis Karlis (1877-1942), président conservateur de la république lettone en 1918 et de 1936 à 1940, plusieurs fois Premier ministre.

Umbreit Paul (1868-1932), SPD, journaliste syndical ; membre de la commission pour la socialisation.

Undeutsch Albin (1870- ?), métallurgiste, syndicaliste, SPD, Brunswick.

Unterleitner Hans (1890-1971), métallurgiste, Munich, USPD en 1918, SPD en 1922 ; député au Reichstag de 1920 à 1933 ; émigre en 1935 après une période de réclusion dans le KZ de Dachau.

Urbahns Hugo (1890-1946), instituteur à Hambourg, Spartakusbund puis KPD à partir de 1918 ; responsable de la région Waserkante de 1921 à 1923, il dirige l'insurrection de Hambourg d'octobre 1923, est arrêté et condamné ; élu à la *Zentrale* en 1925, il se range aux côtés de l'opposition de gauche et est exclu en 1926. Dirigeant du Leninbund (opposition antistalinienne), il émigre en Suède en 1933.

V

Vanselow Ernst (1875-1925), capitaine de vaisseau, membre de la commission d'armistice allemande, représentant de l'amirauté à Berlin.

Vaupel (1873-1945), lieutenant-colonel, en 1918 membre de la *Kommandantur* de Berlin ; en 1919 chef du *Freikorps* Gorlitz.

Vogel Kurt (1889-1949 ou 1967), lieutenant de la GSKD, Berlin, assassin de R. Luxemburg.

Vogelstein Theodor Max (1880-1957), DDP, membre de la commission pour la socialisation, industriel et banquier.

Vögler Albert (1877-1945), ingénieur, DVP-DNVP, puis NSDAP ; député au Reichstag de 1919 à 1924 ; industriel de la Ruhr.

Voigt Friedrich (1882-1945), SPD, préfet de police de Breslau en 1919-1920 ; arrêté en 1933 et en 1944, il meurt en prison.

W

Wagner Karl (1891-1965), USPD, KPD, sans parti, membre du conseil central des mines, Gelsenkirchen (Ruhr).

Waibel Anton (Toni) (1889-1969), SPD en 1907, il participe à la conférence de Zimmerwald (1915) ; KPD et chef de l'insurrection à Würzburg en 1919, il participe à la commune de Munich et est condamné à quinze ans de prison ; de 1921 à 1928 il réside en URSS ; amnistié, il rentre en Allemagne en 1928 ; il est arrêté en 1933 et reste en prison jusqu'en 1945.

Waigand Ludwig (1866-1923), compositeur typographe, SPD, député au Landtag de Brême de 1902 à 1923.

Walcher Jakob (1887-1970), voir *biographie* p. XXII.

Wallbaum Wilhelm (1876-1933), chrétien social puis DNVP, député au Reichstag de 1919 à 1926.

Wangenheim Ulrich Conrad, baron von (1849-1926), grand propriétaire en Prusse et en Poméranie, président du Reichslandbund, l'un des organisateurs du putsch de Kapp.

Warburg Max M. (1867-1946), fondateur de la banque M. M. Warburg & Co de Hambourg ; s'expatrie en 1938 aux États-Unis, où son fils refonde la banque.

Watter Oskar, baron von (1861-1939), lieutenant-général du corps d'armée formé par la Reichswehr et les *Freikorps* qui écrasa l'insurrection de la Ruhr en 1920.

Wegmann Paul (1889-1945), ouvrier métallurgiste, SPD à Berlin. Pendant la guerre il organise, avec R. Müller, les *revolutionäre*

- Oblente*. USPD en 1917, VKPD en 1920-1921, puis VSPD; emprisonné en 1937 au KZ de Sachsenhausen, il meurt en avril 1945 dans celui de Bergen-Belsen.
- Weinhausen Friedrich** (1867-1925), DDP, député au Reichstag en 1919-1920.
- Weiß Bernhard** (1880-1951), fonctionnaire de la police de Berlin en 1919-1920, vice-préfet en 1927, SPD; émigre en 1933.
- Weissmann Robert von** (1869-1942), procureur dans la division politique du parquet de Berlin en 1918-1919; membre du Zentrum, émigre en 1933.
- Welfen**, ancienne famille nobiliaire allemande en compétition au XII^e siècle avec les Hohenstaufen pour la couronne impériale; elle conserva le duché de Brunswick jusqu'en 1918.
- Wellmann Johann** (1874-1932), forgeron, SPD à partir de 1893, député au Landtag de 1908 à 1923, sénateur de Brême en 1919-1920.
- Wels Otto** (1873-1939), tapissier, SPD à Berlin à partir de 1891, commandant de la place de Berlin en novembre-décembre 1918; président du parti et du groupe parlementaire de 1919 à 1933; émigre en 1933.
- Wemyss Rosslin Wester Wemyss**, baron (1864-1933), premier lord de l'amirauté anglaise en 1917-1919.
- Wendel Friedrich** (1866-1960), typographe, SPD en 1907, spartakiste, en 1919 animateur de la gauche du KPD; cofondateur du KAPD, il sympathise avec le «bolchevisme national»; en 1920, il revient au SPD.
- Westmeyer Friedrich** (1873-1917), ouvrier mécanicien, président du SPD de Stuttgart de 1908 à 1917, représentant des *Linksradikalen* du Wurtemberg; spartakiste, il est arrêté et envoyé au front, où il est tué.
- Weyer Paul** (1887-1943), forgeron, SPD en 1910, USPD en 1917, l'un des dirigeants des *revolutionäre Oblente*; VKPD en 1920, chef du district de Berlin-Brandebourg; en 1924, il dirige le mouvement de sortie des syndicats; exclu du KPD, il réintègre le SPD à la fin des années 1920.
- Weygand Maxime** (1867-1965), général français, chef de l'état-major de Foch en 1914-1918 et major général des armées alliées en mars 1918; il prend part en 1920 à la guerre russo-polonaise comme conseiller du gouvernement Pilsudski.
- Wienecke Karl** (1903-1920), USPD, Köpenick (Berlin), tué par les *Freikorps*.
- Wilbrandt Robert** (1875-1954), «socialiste de la chaire» autrichien, membre de la commission pour la socialisation.
- Wilson Thomas Woodrow** (1856-1924), homme politique américain, démocrate; président des États-Unis de 1913 à 1921.
- Winkelmann Karl** (1865-1924), président de l'association des tonneliers, SPD, sénateur de Brême en 1919-1920.
- Winnig August** (1878-1956), maçon, social-démocrate et syndicaliste. Social-impérialiste, en 1918 il est commissaire du Reich pour les pays Baltes; en tant que président de la Prusse-Orientale (1919-1920), il soutient le putsch de Kapp et pour cette raison est exclu du SPD; puis il adhère au nazisme.
- Winterfeld Hans Karl von** (1862-1937), général de brigade, président de la commission d'armistice allemande de novembre 1918 à janvier 1919.
- Winterich Jean (Johann)** (1886-1931), en 1909 SPD, puis USPD, et en 1920 KPD. Secrétaire du KPD à Cologne en 1922, membre de la *Zentrale* du parti de 1927 à sa mort.
- Wissell Rudolf** (1869-1962), tourneur, en 1888 SAPD à Berlin; dirige le secrétariat de l'ADGB de 1908 à 1918; député au Reichstag de 1918 à 1933; ministre de l'Économie en 1919, secrétaire de l'ADGB de 1920 à 1923; ministre du Travail de 1928 à 1930.
- Wolffheim Fritz** (1888-1942), émigré allemand aux États-Unis, il collabore à l'organe des IWW à San Francisco en 1912-1913; rentré en Allemagne, il adhère au KPD en 1918 à Hambourg; partisan du «bolchevisme national», il est exclu en 1920. Il collabore ensuite avec un groupe de la «gauche nazie»; arrêté en 1933, il est tué en 1942 dans le KZ de Ravensbrück.
- Wolff-Metternich Hermann Josef**, comte von (1887-1956), commandant de la division de la marine populaire du 26 novembre au 7 décembre 1918, Berlin.
- Wollenberg Erich** (1892-1973), étudiant universitaire, volontaire en 1914, officier; spartakiste et USPD en octobre 1918, puis KPD; en 1919, il joue un rôle militaire dans la république des conseils de Munich et, en 1923, est l'un des dirigeants militaires de l'insurrection de Bochum; expatrié en URSS en 1924, il est admis dans l'Armée rouge au rang de général et donne des cours à l'université Lénine; amnistié en 1930, il rentre en Allemagne, y travaille dans la presse communiste et entre en opposition avec la direction du KPD; il est exclu en 1933. En 1934 il s'expatrie à Prague, puis à Paris et de là au Maroc et en Algérie; en 1946 il revient en Allemagne.

Woyrsch Udo von (1895-1983), sous-lieutenant, premier régiment de la garde, Berlin; il rejoint le NSDAP et organise les SS en Silésie; commande un *Einsatzgruppe* en Pologne en 1939-1940, puis la Gestapo du district de Dresde.

Wrangel Piotr Nikolaievitch (1878-1928), général russe, à la tête d'une armée blanche en 1919-1920.

Wrisberg Ernst von (1862-1927), général, cheville ouvrière du ministère de la Guerre prussien en 1917-1919.

Wurm Christoph (1891-1939), SPD en 1908, Spartakusbund et USPD pendant la guerre, puis KPD dès sa fondation; dirigeant du Roten Soldatenbund à Berlin en 1918-1919, rédacteur du journal *Der Rote Soldat*; travaille ensuite dans l'appareil du parti et du Komintern.

Wurm Emanuel (1857-1920), chimiste industriel, journaliste; SAPD dans les années 1880; député au Reichstag de 1890 à 1906 et de 1912 à 1920; rédacteur de *Die Neue Zeit* de 1902 à 1917; USPD en 1917; député et sous-secrétaire à l'alimentation en 1918-1919.

Wutzelhofer Johann (1871-1936), commissaire du peuple en 1919 et ministre bavarois de l'Agriculture en 1920-1922; membre du Bauernbund (Ligue des paysans).

Y

Yorck Theodor (1830-1875), menuisier, syndicaliste, il participe à la fondation de l'ADAV, adhère ensuite au SDAP dont il est le secrétaire en 1871; emprisonné pour avoir soutenu le manifeste social-démocrate de Brunswick de 1870 contre l'annexion allemande de l'Alsace-Lorraine.

Z

Zenker Hans (1870-1932), contre-amiral, gouverneur de Wilhelmshaven (Basse-Saxe) en 1918.

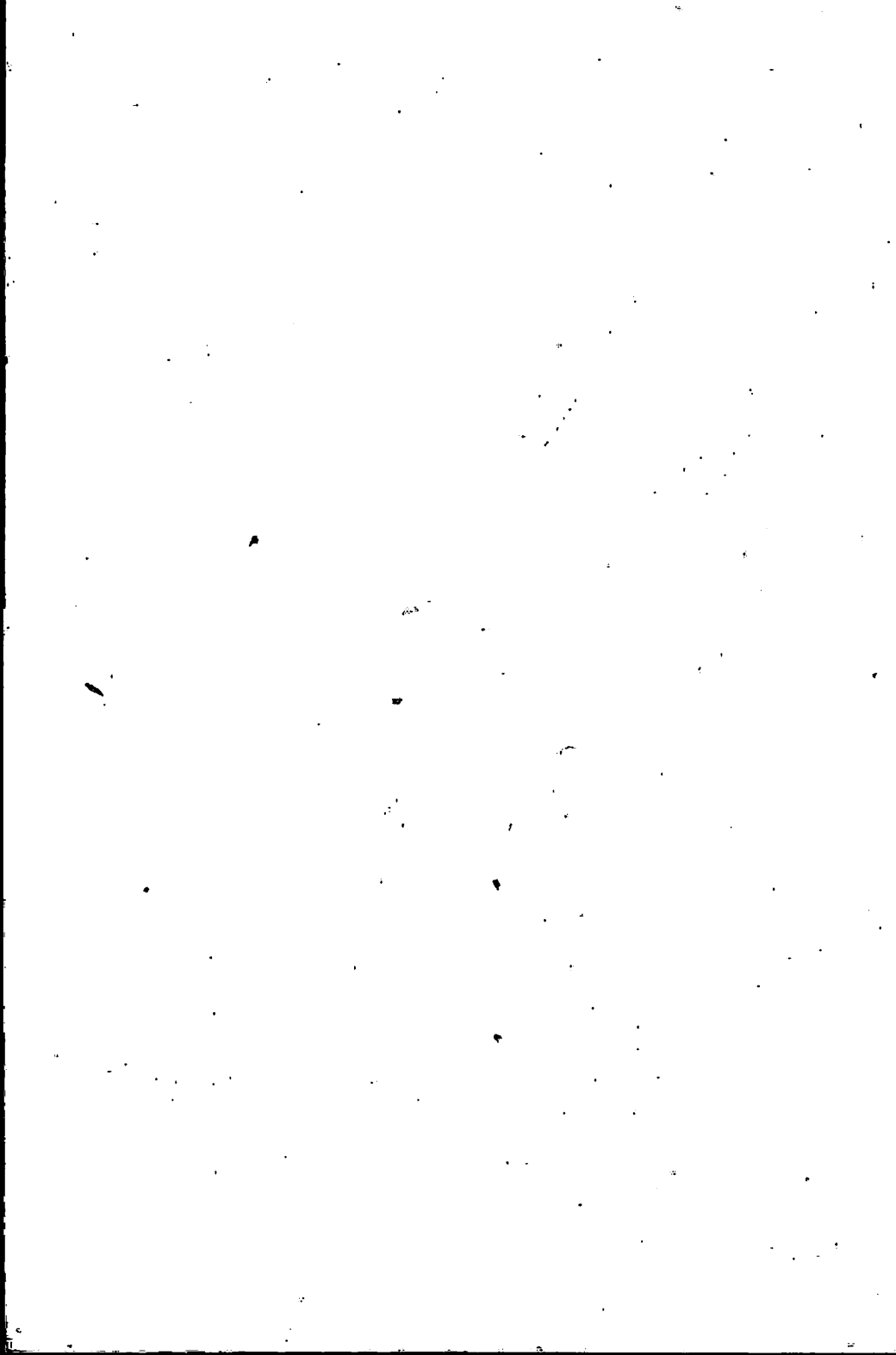
Zetkin Clara (1857-1933), social-démocrate à partir des années 1870, elle dirige de 1892 à 1917 le journal *Die Gleichheit* (L'Égalité), adressé aux femmes. Liée à R. Luxemburg, elle soutient sa lutte contre le révisionnisme; en 1907 elle organise la première conférence internationale des femmes socialistes et, depuis lors, dirige le secrétariat international féminin, qui, en 1919, proclame la première journée internationale de la femme. Opposée à la guerre, elle participe à la fondation de l'USPD; en 1919, elle adhère au KPD, entre dans sa direction et y reste jusqu'à sa mort.

Zietz Louise (1865-1922), membre de la direction du SPD (responsable du travail féminin) jusqu'en 1916, puis USPD, Berlin.

Zinoviev Grigori Ievseievitch (1883-1936), dirigeant bolchevique, collaborateur de Lénine et dirigeant de l'Internationale communiste; il s'oppose à Staline, puis capitule, mais est jugé dans l'un des procès que le capitalisme d'État russe met en scène pour éliminer la « vieille garde » bolchevique et fusillé.

Zörgiebel Karl Friedrich (1878-1961), tonnelier, SPD; préfet de police de Cologne de 1922 à 1926 et de Berlin à partir de 1926; son nom est associé à la sanglante répression de la manifestation communiste du 1^{er} mai 1929 à Berlin.

Zubeil Fritz (1848-1926), de Berlin; ADAV en 1867, SDAP en 1872, député au Reichstag de 1893 à 1926; USPD en 1917, SPD en 1922.



Ouvrages publiés par
les Éditions Science Marxiste

Collection Textes

- Arrigo Cervetto LA DIFFICILE QUESTION DES TEMPS
Première édition 1997, deuxième édition 2010,
192 pages, br., € 11,00
Repères biographiques des noms cités
ISBN 978-2-912639-43-1
- Arrigo Cervetto LUTTES DE CLASSE ET PARTI RÉVOLUTIONNAIRE
1998, 160 pages, br., € 11,00
Repères biographiques des noms cités
ISBN 978-2-912639-01-8
- Arrigo Cervetto LE MONDE MULTIPOLAIRE 1990-1995
1998, 320 pages, br., € 17,00
21 cartes dans le texte, repères biographiques, index des idées,
chronologie 1990-1995
ISBN 978-2-912639-02-6
- Arrigo Cervetto L'ENVELOPPE POLITIQUE
2008, 336 pages, br., € 15,00
Index des noms, bibliographie
ISBN 978-2-912639-05-9
- Arrigo Cervetto MÉTHODE ET PARTI-SCIENCE
2010, 208 pages, br., € 15,00
Index des idées, index des noms et repères biographiques
ISBN 978-2-912639-35-6
- Arrigo Cervetto L'IMPÉRIALISME UNITAIRE
Tome I, 1950-1967
2010, 800 pages, br., € 30,00
18 cartes dans le texte, nombreux index
ISBN 978-2-912639-32-5
- Arrigo Cervetto L'IMPÉRIALISME UNITAIRE
Tome II, 1959-1980
2012, 736 pages, br., € 30,00
21 cartes dans le texte, nombreux index
ISBN 978-2-912639-51-6
- Guido La Barbera LA CRISE DU CAPITALISME D'ÉTAT
Écroulement d'un faux socialisme 1989-1995
1999, 512 pages, br., € 20,00
29 cartes, repères biographiques, chronologie
1989-1996, bibliographie
ISBN 978-2-912639-03-4
- Guido La Barbera L'EUROPE ET LA GUERRE
2003, 336 pages, br., € 15,00
5 cartes, repères biographiques, chronologie 2000-2003
ISBN 978-2-912639-11-5
- Guido La Barbera L'ORDRE INSTABLE DU MULTIPOLARISME
2004, 448 pages, br., € 17,00
9 cartes, repères biographiques, chronologie
1995-2001, bibliographie
ISBN 978-2-912639-12-3

- Guido La Barbera L'EUROPE ET L'ÉTAT
2008, 288 pages, br., € 10,00
Index des noms, bibliographie
ISBN 978-2-912639-27-1
- Guido La Barbera L'EUROPE, L'ASIE ET LA CRISE
2009, 512 pages, br., € 20,00
Chronologie 2003-2007, bibliographie, repères biographiques
des noms cités
ISBN 978-2-912639-28-8
- Guido La Barbera LOTTA COMUNISTA - LE GROUPE D'ORIGINE, 1943-1952
2012, 304 pages, br., € 10,00
Chronologie 1943-1952, bibliographie, repères biographiques
des noms cités
ISBN 978-2-912639-56-1
- Guido La Barbera CRISE GLOBALE ET RESTRUCTURATION EUROPÉENNE
2013, 448 pages, br., € 18,00
Repères biographiques des noms cités
ISBN 978-2-912639-59-2
- Renato Pastorino LA TÂCHE INÉDITE
2007, 224 pages, br., € 10,00
Index des noms, bibliographie
ISBN 978-2-912639-24-0
- Nicola Capelluto LA CRISE DES RELATIONS GLOBALES
2011, 448 pages, br., € 20,00
Répertoire statistique, index des noms et des acteurs économiques
ISBN 978-2-912639-46-2

Collection Classiques

- Karl Marx - Friedrich Engels
MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE
En appendice notes sur les premières éditions du *Manifeste*
et sur sa diffusion
1999, 576 pages, cart., € 15,00
79 illustrations, repères biographiques, chronologie
ISBN 978-2-912639-04-2
- Lev Trotsky LES GUERRES BALKANIQUES 1912-1913
2002, 544 pages, br., € 23,00
6 cartes et 15 pages d'illustrations, glossaire, repères biographiques,
répertoire des lieux, chronologie
ISBN 978-2-912639-10-7
- Friedrich Engels NOTES SUR LA GUERRE FRANCO-ALLEMANDE
DE 1870-1871
Préface de Lev Trotsky
2008, 416 pages, cart., € 30,00
6 cartes hors texte et 13 cartes dans le texte, 33 pages d'illustrations,
chronologie, index des noms, repères biographiques des noms cités
ISBN 978-2-912639-30-1

Collection Analyses

- Nicola Capelluto - Franco Palumberi
ÉNERGIE ET PÉTROLE DANS L'AFFRONTMENT IMPÉRIALISTE
2007, 320 pages, br., € 15,00
9 cartes et 47 tables, nombreux index
ISBN 978-2-912639-26-4

Collection Documents

- G. Munis LEÇONS D'UNE DÉFAITE, PROMESSE DE VICTOIRE
Critique et théorie de la révolution espagnole 1930-1939
2007, 640 pages, br., € 15,00
17 pages d'illustrations, 9 cartes ; chronologie, repères biographiques
des noms cités
ISBN 978-2-912639-23-3
- Paul Frölich AUTOBIOGRAPHIE
Parcours d'un militant internationaliste allemand :
de la social-démocratie au Parti communiste. 1890-1921
2011, 288 pages, br., € 15,00
ISBN 978-2-912639-49-3
- Anthologie* LÉNINE
Conscience et volonté révolutionnaires
2012, 224 pages, nombreuses illustrations, br., € 10,00
ISBN 978-2-912639-50-9
- Paul Frölich, Rudolf Lindau, Albert Schreiner, Jacob Walcher
RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION EN ALLEMAGNE 1918-1920
De la fondation du Parti communiste au putsch de Kapp
2013, 544 pages, br., € 22,00
nombreuses illustrations et cartes, index des noms et repères
biographiques des personnes citées
ISBN 978-2-912639-60-8

bibliothèque jeunes

- Lénine QUE FAIRE ?
Cervetto – La lutte décisive
2004, 352 pages, br., index des noms, € 5,00
ISSN 1772-4511 – ISBN 978-2-912639-13-1
- Lénine L'IMPÉRIALISME, STADE SUPRÊME DU CAPITALISME
Cervetto – La théorie marxiste des relations internationales
2005, 2010, 192 pages, br., index des noms, € 5,00
ISSN 1772-4511 – ISBN 978-2-912639-15-8
- Lénine L'ÉTAT ET LA RÉVOLUTION
Cervetto – La restauration de la théorie marxiste
2006, 192 pages, br., index des noms, € 5,00
ISSN 1772-4511 – ISBN 978-2-912639-22-6
- Lénine LA MALADIE INFANTILE DU COMMUNISME
(LE « COMMUNISME DE GAUCHE »)
Cervetto – Le temps de la clarté de Lénine
2007, 192 pages, br., index des noms, € 5,00
ISSN 1772-4511 – ISBN 978-2-912639-17-2
- Lénine MATÉRIALISME ET EMPIRICRITICISME
Notes critiques sur une philosophie réactionnaire
Cervetto – La critique libérale de Bernstein
2009, 448 pages, br., index des noms, € 7,00
ISSN 1772-4511 – ISBN 978-2-912639-34-9
- Lénine CE QUE SONT LES « AMIS DU PEUPLE »
suivi de LE CONTENU ÉCONOMIQUE DU POPULISME
Cervetto – La théorie de la politique de Lénine
2010, 192 pages, br., notes, index des noms, € 5,00
ISSN 1772-4511 – ISBN 978-2-912639-42-4

- Lénine LE SOCIALISME ET LA GUERRE
2013, 288 pages, br., index des noms, € 7,00
ISSN 1772-4511 – ISBN 978-2-912639-36-3
- Lénine LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE ET LE RÉNÉGAT KAUTSKY
Cervetto – Le fondement scientifique de la lutte des classes
2014, 208 pages, br., index des noms, € 7,00
ISSN 1772-4511 – ISBN 978-2-912639-62-2
- Cervetto LÉNINE ET LA RÉVOLUTION CHINOISE
Lénine – « Matières inflammables de la politique mondiale »
et autres écrits
2006, 160 pages, br., index des noms, € 5,00
ISSN 1772-4511 – ISBN 978-2-912639-19-0
- Engels ANTIDÜHRING
Cervetto – La découverte de la politique
2007, 448 pages, br., index des noms, € 5,00
ISSN 1772-4511 – ISBN 978-2-912639-25-7
- Engels LA SITUATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE EN ANGLETERRE
Cervetto – La vision historique de la transformation sociale
2011, 464 pages, br., index des noms, € 7,00
ISSN 1772-4511 – ISBN 978-2-912639-45-5
- Marx – Engels LA CONCEPTION MATÉRIALISTE DE L'HISTOIRE
Anthologie
Cervetto – Les temps de la science de la révolution
2008, 192 pages, br., index des noms, € 5,00
ISSN 1772-4511 – ISBN 978-2-912639-29-5
- Marx LA GUERRE CIVILE EN FRANCE
Cervetto – La forme politique enfin découverte
2008, 160 pages, br., index des noms, € 5,00
ISSN 1772-4511 – ISBN 978-2-912639-31-8
- Marx CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE
2009, 288 pages, br., index des noms, € 7,00
ISSN 1772-4511 – ISBN 978-2-912639-38-7
- Marx TRAVAIL SALARIÉ ET CAPITAL
suivi de SALAIRE, PRIX ET PROFIT
2009, 160 pages, br. index des noms, € 5,00
ISSN 1772-4511 – ISBN 978-2-912639-41-7
- Marx LES LUTTES DE CLASSES EN FRANCE 1848-1850
suivi de LE 18 BRUMAIRE DE LOUIS BONAPARTE
2010, 224 pages, br., index des noms, € 7,00
ISSN 1772-4511 – ISBN 978-2-912639-44-8
- Marx – Engels – Lénine UNE CAUSE DE L'HUMANITÉ TOUT ENTIÈRE
Anthologie
2011, 160 pages, br., index des noms, € 5,00
ISSN 1772-4511 – ISBN 978-2-912639-48-6
- LE CHOIX COMMUNISTE
Comprendre le présent, changer l'avenir
2009, 160 pages, br., € 5,00
ISSN 1772-4511 – ISBN 978-2-912639-33-2

Allemand

- Arrigo Cervetto KLASSENKÄMPFE UND REVOLUTIONÄRE PARTEI
2000, 176 pages, br., € 11,00
ISBN 978-2-912639-07-7
- Arrigo Cervetto DIE POLITISCHE HÜLLE
2003, 320 pages, br., € 15,00
ISBN 978-2-912639-09-3
- UNSER INTERNATIONALISTISCHER KAMPF
Richtlinien für die neue strategische Phase
2011, 128 Seiten, br., € 5,00
ISBN 978-2-912639-54-7

Anglais

- Arrigo Cervetto CLASS STRUGGLES AND THE REVOLUTIONARY PARTY
2000, 160 p., paperback, \$ 11 or £ 6.6 (€ 11,00)
ISBN 978-2-912639-06-9
- Arrigo Cervetto THE DIFFICULT QUESTION OF TIMES
2003, 160 p., paperback, \$ 11 or £ 6.6 (€ 11,00)
ISBN 978-2-912639-08-5
- Arrigo Cervetto THE POLITICAL SHELL
2006, 304 p., paperback, \$ 18 or £ 10.00 (€ 15,00)
ISBN 978-2-912639-16-6
- Arrigo Cervetto METHOD AND THE SCIENCE-PARTY
2012, 192 p., paperback, \$ 14,00 or £ 8.50 (€ 10,00)
Biographical Profiles, Analytical Index
ISBN 978-2-912639-57-8
- Nicola Capelluto THE CRISIS IN GLOBAL RELATIONS
2011, 416 p., paperback, \$ 28,00 or £ 17.00 (€ 20,00)
ISBN 978-2-912639-47-9
- Renato Pastorino THE UNPRECEDENTED TASK
2012, 208 p., paperback, \$ 14,00 or £ 8.50 (€ 10,00)
ISBN 978-2-912639-55-4

Publications for young people

- Arrigo Cervetto LENIN AND THE CHINESE REVOLUTION
Lenin – Inflammable Material in World Politics and
other writings
2013, 144 p., paperback, \$ 7,00 or £ 4.50 (€ 7,00)
ISBN 978-2-912639-58-5
- THE COMMUNIST CHOICE
Understanding the Present, Changing the Future
2009, 144 p., paperback, \$ 7,00 or £ 4.50 (€ 5,00)
ISBN 978-2-912639-37-0
- OUR INTERNATIONALIST STRUGGLE
The Direction of the New Strategic Phase
2011, 112 p., paperback, \$ 7,00 or £ 4.50 (€ 5,00)
ISBN 978-2-912639-52-3
- MAY DAY IN WORKING-CLASS HISTORY
1st May Internationalist Workers' Day
2013, 176 p., paperback, \$ 7,00 or £ 4.50 (€ 5,00)
ISBN 978-2-912639-61-5

Espagnol

Arrigo Cervetto LUCHA DE CLASES Y PARTIDO REVOLUCIONARIO
2006, 192 páginas, br., € 10,00
ISBN 978-2-912639-20-4

Arrigo Cervetto LA DIFÍCIL CUESTIÓN DE LOS TIEMPOS
2010, 192 páginas, br., € 10,00
ISBN 978-2-912639-40-0

LA ELECCIÓN COMUNISTA
Comprender el presente, cambiar el futuro
2009, 160 páginas, br., € 5,00
ISBN 978-2-912639-39-4

NUESTRA LUCHA INTERNACIONALISTA
Orientaciones para la nueva fase estratégica
2011, 112 páginas, br., € 5,00
ISBN 978-2-912639-53-0

Éditions russes

(Éditions Science Marxiste

en collaboration avec les Éditions Noviy Prometey de Saint-Pétersbourg)

Arrigo Cervetto * UNITARNII IMPERIALISM, TOM I
2005, 796 pages, cart., 250 roubles
18 cartes, index, repères biographiques, notes
ISBN 978-2-912639-14-X

Arrigo Cervetto UNITARNII IMPERIALISM, TOM II
2005, 736 pages, cart., 250 roubles
21 cartes, index, repères biographiques, notes
ISBN 978-2-912639-18-2

Arrigo Cervetto MNOGOPOLIARNI MIR 1990-1995
2006, 350 pages, cart., 300 roubles
21 cartes, index, repères biographiques
ISBN 978-2-912639-21-2

Arrigo Cervetto KLASSOVAIA BOR'BA I REVOLIUTSIONNAIA PARTIA
2000, 160 pages, br., 25 roubles
ISBN 978-5-901606-01-9
(Éditions Praxis, Moscou, sur licence Éditions Science Marxiste)

Éditions NOVIY PROMETEJ

Saint-Pétersbourg – Russie

Arrigo Cervetto TRUDNIY VOPROS VREMENI
2007, 160 pages, index, cart., 200 roubles
ISBN 978-5-91258-033-8

Arrigo Cervetto POLITIČESKAYA OBOLOČKA
2010, 326 pages, index, br., 250 roubles
ISBN 978-5-9901606-4-4

Arrigo Cervetto METOD E PARTIA-NAUKA
2012, 164 pages, index, br., 200 roubles
ISBN 978-5-9901606-8-2

- Guido La Barbera **LOTTA COMUNISTA: GRUPPA, STOYAVSCAYA U ISTOKOV (1943-1952)**
2013, 304 pages, index, br., 300 roubles
En annexe biographie d'Arrigo Cervetto et l'ouvrage de Boukharine
"Sur la théorie de l'Etat impérialiste"
Repères biographiques des personnes citées,
3 cartes, 10 illustrations, notes
ISBN 978-5-9901606-9-9
- Anthologie **NAŠA INTERNACIONALISTI ESKAJA BOR'BA**
Orientiry dlja novoj strategji eskoj fazy
2011, 88 pages, br., 120 roubles
ISBN 978-5-9901606-8-2
- Anthologie **KOMMUNIZM ILI VARVARSTVO?**
2009, 144 pages, br., 120 roubles
ISBN 978-5-9901606-3-7
- Vladimir Nevsky **ISTORIA RKP(B). KRATIJ OCHERK**
2009, 804 pages, cart., 450 roubles
En annexe biographie et deux essais de l'auteur
9 cartes, 77 illustrations, notes, chronologie, bibliographic,
repères biographiques
ISBN 978-5-9901606-1-3
- Lev Trotsky **BALKANI I BALKANSKAYA VOJNA. PERED ISTORICHESKIM RUBEZHOM**
2011, 550 pages, cart., 350 roubles
Cette édition comprend aussi les articles de V. I. Lénine consacrés
aux guerres balkaniques, la biographie de Trotsky, des cartes,
des photos, des index biographiques, des périodiques
et des noms géographiques, des notes et une chronologie.
ISBN 978-5-9901606-6-8
- Ivan Babuchkin **RABOČIJ BOL'SHEVIK**
2010, 204 pages, br., 150 roubles
6 cartes, 11 illustrations, notes, chronologic, bibliographic
ISBN 978-5-9901606-5-1
- Anthologie **OBRAZOVANIE KOMMUNISTICHESKOGO INTERNAZIŌNALA.**
MART 1919 GODA
2009, 152 pages, br., 120 roubles
Chronologie, repères biographiques
ISBN 978-5-9901606-2-0

Éditions brésiliennes
Edições INTERVENÇÃO COMUNISTA
Niterói-RJ. – Brésil

- Arrigo Cervetto **LUTAS DE CLASSE E PARTIDO REVOLUCIONÁRIO**
2007, 176 pages, br., R\$ 15,00
- Arrigo Cervetto **LÊNIN E A REVOLUÇÃO CHINESA**
Lénin – « Material inflamável na politica mundial » e outros textos
2008, 128 pages, br., R\$ 10,00
- Arrigo Cervetto **A DIFÍCIL QUESTÃO DOS TEMPOS**
2009, 152 pages, br., R\$ 15,00
- Arrigo Cervetto **MÉTODO E PARTIDO-CIÊNCIA**
2010, 168 pages, br., R\$ 15,00
- Arrigo Cervetto **O INVÓLUCRO POLÍTICO**
2012, 368 pages, br., R\$ 25,00

A ESCOLHA COMUNISTA
2009, 152 pages, br., R\$ 8,00

A NOSSA LUTA INTERNACIONALISTA
2012, 94 pages, br., R\$ 10,00

A ASCENSÃO IMPERIALISTA DO BRASIL
Uma análise marxista
2011, 320 pages, br. R\$ 20,00

Éditions grecques
Éditions DIETHNISMOS (Internationalisme)
Pirée – Grèce

- Anthologie O ΜΥΘΟΣ ΤΟΥ ΚΑΛΗΠΙΚΟΥ ΣΟΣΙΑΛΙΣΜΟΥ
(Le mythe du socialisme faux)
318 pages, broché, € 9,00
- Arrigo Cervetto ΤΑΞΙΚΟΙ ΑΓΩΝΕΣ ΚΑΙ ΕΠΑΝΑΣΤΑΤΙΚΟ ΚΟΜΜΑ
(Luttes de classe et parti révolutionnaire)
205 pages, broché, € 9,00
- Arrigo Cervetto ΤΟ ΔΥΣΚΟΛΟ ΖΗΤΗΜΑ ΤΩΝ ΧΡΟΝΩΝ
(La difficile question des temps)
160 pages, relié, € 9,00
ISBN 960-85616-1-2
- Renato Pastorino ΤΟ ΠΡΩΤΟΓΝΩΡΟ ΚΑΘΗΚΟΝ
(La tâche inédite)
2009, 250 pages, relié, € 15,00 – br. € 10,00
ISBN 978-960-464-109-3
- Η ΚΟΜΜΟΥΝΙΣΤΙΚΗ ΕΠΙΛΟΓΗ
Να καταλάβουμε το παρόν
να αλλάξουμε το μέλλον
(Le choix communiste)
2010, 160 pages, broché, € 5,00

Profétaires de tous les pays, unissez-vous!

L'INTERNATIONALISTE

Journal d'analyse marxiste - XIV^e année - N° 65 - Novembre 2013 - 1,50 € - Opposition prolétarienne à l'impérialisme européen et à l'impérialisme américain

Balance de puissance et stratégie de la révolution

La note « La France, publiée le 7 mars 1985, est la première correspondance par le New York Daily Worker écrite par le journaliste français de la rédaction américaine de la «*Revolution*» (New York). Elle est dirigée par le directeur du magazine américain, Fred Earl. Elle est la première de nombreuses lettres de solidarité et de soutien établies par le concepteur de la revue, qui n'est pas un journaliste, mais un militant ouvrier, et qui n'est pas un journaliste, mais un militant ouvrier. Elle est la première de nombreuses lettres de solidarité et de soutien établies par le concepteur de la revue, qui n'est pas un journaliste, mais un militant ouvrier, et qui n'est pas un journaliste, mais un militant ouvrier.

La note « La France, publiée le 7 mars 1985, est la première correspondance par le New York Daily Worker écrite par le journaliste français de la rédaction américaine de la «*Revolution*» (New York). Elle est dirigée par le directeur du magazine américain, Fred Earl. Elle est la première de nombreuses lettres de solidarité et de soutien établies par le concepteur de la revue, qui n'est pas un journaliste, mais un militant ouvrier, et qui n'est pas un journaliste, mais un militant ouvrier.

La note « La France, publiée le 7 mars 1985, est la première correspondance par le New York Daily Worker écrite par le journaliste français de la rédaction américaine de la «*Revolution*» (New York). Elle est dirigée par le directeur du magazine américain, Fred Earl. Elle est la première de nombreuses lettres de solidarité et de soutien établies par le concepteur de la revue, qui n'est pas un journaliste, mais un militant ouvrier, et qui n'est pas un journaliste, mais un militant ouvrier.

La note « La France, publiée le 7 mars 1985, est la première correspondance par le New York Daily Worker écrite par le journaliste français de la rédaction américaine de la «*Revolution*» (New York). Elle est dirigée par le directeur du magazine américain, Fred Earl. Elle est la première de nombreuses lettres de solidarité et de soutien établies par le concepteur de la revue, qui n'est pas un journaliste, mais un militant ouvrier, et qui n'est pas un journaliste, mais un militant ouvrier.

Washington et Berlin face aux nœuds politiques de la restructuration

Les négociations pour une zone de libre-échange transatlantique s'appellent maintenant l'UMP (Transatlantic Trade and Investment Partnership), et non plus l'ATA (Transatlantic Free Trade Area) parce que l'ancien scénario appelle trop celui de NAFTA. L'ALENA en France, le vote de l'UMP, quel avantage.

La note « Washington et Berlin face aux nœuds politiques de la restructuration » est dirigée par le directeur du magazine américain, Fred Earl. Elle est la première de nombreuses lettres de solidarité et de soutien établies par le concepteur de la revue, qui n'est pas un journaliste, mais un militant ouvrier, et qui n'est pas un journaliste, mais un militant ouvrier.

La note « Washington et Berlin face aux nœuds politiques de la restructuration » est dirigée par le directeur du magazine américain, Fred Earl. Elle est la première de nombreuses lettres de solidarité et de soutien établies par le concepteur de la revue, qui n'est pas un journaliste, mais un militant ouvrier, et qui n'est pas un journaliste, mais un militant ouvrier.

La note « Washington et Berlin face aux nœuds politiques de la restructuration » est dirigée par le directeur du magazine américain, Fred Earl. Elle est la première de nombreuses lettres de solidarité et de soutien établies par le concepteur de la revue, qui n'est pas un journaliste, mais un militant ouvrier, et qui n'est pas un journaliste, mais un militant ouvrier.

Table des matières

Balance de puissance et stratégie de la révolution 1

Washington et Berlin face aux nœuds politiques de la restructuration pp. 1-7

La C-6 de la zone euro 8

Les politiques économiques de Berlin 4

Les politiques économiques de Berlin 5

Les politiques économiques de Berlin 6

Les politiques économiques de Berlin 7

Les politiques économiques de Berlin 8

Les politiques économiques de Berlin 9

Les politiques économiques de Berlin 10

Les politiques économiques de Berlin 11

Les politiques économiques de Berlin 12

L'INTERNATIONALISTE *Journal d'analyse marxiste*
 Mensuel depuis mars 2000 - e.mail : cercleouvrierparis@gmail.com
 Opposition prolétarienne à l'impérialisme européen et à l'impérialisme américain

Cet ouvrage a été achevé d'imprimer en décembre 2013
dans les ateliers de Normandie Roto Impression s.a.s

F 61250 Lonrai

N° d'impression: 134500

Dépôt légal: décembre 2013

Imprimé en France



Révolution et contre-révolution en Allemagne, 1918-1920 propose une reconstruction des événements des deux premières années cruciales de l'après-guerre, réalisée avec une documentation extraordinairement ample et riche en détails. Cet ouvrage est mis pour la première fois à disposition du lecteur de langue française. Il s'agit d'un matériel précieux, non seulement parce qu'il fournit une contribution historiographique certaine, mais aussi parce que s'en dégage une réflexion politique d'une importance remarquable.

Les événements traités dans le texte doivent être effectivement connus, étudiés, assimilés, parce qu'ils font partie de l'histoire d'une défaite stratégique d'une exceptionnelle portée. Une issue différente de cette lutte au cœur de l'Europe au début des années 1920 aurait sans aucun doute changé le cours de l'histoire du xx^e siècle à l'échelle continentale autant que mondiale. Avec un prolétariat au pouvoir en Allemagne, la part européenne de la stratégie bicontinentale de Lénine se serait réalisée, donnant un tout autre souffle aux luttes en Orient et même en Russie.

Des phénomènes contre-révolutionnaires tels que le stalinisme ou le nazisme n'auraient vraisemblablement pas trouvé de conditions favorables à leur développement. L'époque de l'impérialisme aurait pu mourir dès sa naissance. Dans tous les cas, cela aurait été une autre histoire, certainement dense en inconnues et peut-être aussi en défaites, mais avec des conséquences probablement moins dévastatrices pour le mouvement ouvrier et pour la tradition communiste.

Cet ouvrage analyse les événements qui vont de la révolution de novembre 1918 au putsch de Kapp en mars 1920. Trois thèmes en émergent, qui donnent à réfléchir.

Le premier thème est sans aucun doute le rôle contre-révolutionnaire de la social-démocratie allemande.

Le second thème est celui des énergies manifestées par le prolétariat allemand lors d'un processus révolutionnaire objectif, même s'il est la somme des multiples subjectivités des militants du mouvement de classe.

Le troisième thème, peut-être le plus remarquable, est celui des limites et des insuffisances du mouvement politique révolutionnaire, de l'organisation qui aurait dû conduire ce processus en utilisant au mieux l'abondance d'énergies que la classe mettait à disposition. L'analyse des événements met en évidence le manque de direction et de centralisation des luttes, l'inconsistance des liaisons entre les différents détachements de classe, en particulier entre les conseils d'ouvriers et les conseils de soldats, l'absence fréquente d'indications tactiques concrètes sur ce qu'il faut faire et comment. ▼

Le mouvement de classe n'a pas besoin de reconstructions hagiographiques centrées sur des figures révolutionnaires immaculées que des ennemis puissants et détestables auraient écrasé. Il a besoin d'une analyse des erreurs, d'une critique des limites stratégiques de ses dirigeants, d'une évaluation exacte de ses insuffisances organisationnelles. La puissance des adversaires (et parfois aussi leur cruauté gratuite) doit entrer en ligne de compte dès le début.

(de l'introduction)

ISBN 978-2-912639-60-8



€ 22,00